



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**20<sup>e</sup> Législature — 4<sup>e</sup> session**

**Vol. 2 – Séances du 14 mars au 28 avril 1939**

**1939**

**Texte établi par Christian Blais et Samuel Trudeau**

---

**Orateur : l'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé**









# **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**20e Législature – 4e session**

**Vol. 2 - Séances du 14 mars au 28 avril 1939**

**1939**



Séance du mardi 14 mars 1939

**Présidence de M. Trudel**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Ratification d'une résolution  
de la ville de Saint-Laurent**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Saint-Laurent, demandant de ratifier une résolution de la ville de Saint-Laurent, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la ville de Saint-Laurent, demandant de ratifier une résolution de la ville de Saint-Laurent, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Syndics de Saint-Jérôme,  
Lac-Saint-Jean**

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Boiteau), que l'article 494 et tous les articles du Règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, à l'examen et la réception des bills privés, soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac-Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Différends entre  
institutions de charité et employés**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve

(l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 40 relatif à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés.

**M. Bastien (Berthier)** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est un bill au sujet d'une certaine réglementation affectant le personnel des hôpitaux. Le bill a pour but de permettre la continuité de certains travaux nécessaires dans les institutions de charité du Québec pendant certaines périodes où des conflits perdurent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de chômage**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** demande,

appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 41 concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cette loi aura pour effet de consolider les dépenses de chômage en les transportant au compte des dépenses de capital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Explications sur des faits publiés:**

**Article de journal  
concernant M. T.-D. Bouchard**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je me lève sur une question de privilège. Dans un journal de Québec, on a publié un affidavit<sup>1</sup> où un révérend frère prétend que je me suis opposé ici en Chambre contre les dépenses qu'auraient occasionnées les communautés religieuses. J'ai lu des choses que je n'ai pas dites: "Ça finit par coûter cher les institutions religieuses dans la province." Je déclare de mon siège que je n'ai jamais fait cette déclaration, et je veux répondre par une dénégation formelle aux prétendus allégués inclus dans cet affidavit. Je dis cela non seulement pour rétablir la vérité, mais aussi parce qu'on a reproché au gouvernement de n'avoir pas répondu à cette déclaration, que je n'ai pas faite.

Je me réserve d'ailleurs les recours habituels devant les tribunaux contre le journal qui persiste à publier, en rapport avec cette affaire, des déclarations que je n'ai pas faites, mais qu'on m'attribue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai lu dans les journaux la déclaration dont parle le chef de l'opposition. Je connais parfaitement le religieux signataire de l'affidavit. Cette déclaration est faite par un parfait honnête homme, et je n'ai pas le droit de mettre sa parole en doute.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai jamais affirmé le contraire. Les gens les plus honnêtes croient parfois entendre des paroles qui ne sont pas prononcées. Je ne veux pas dire que cet homme s'est parjuré, je veux dire qu'il s'est trompé tout simplement, car je n'ai pas dit ce qu'il prétend avoir entendu dire.

#### **Bureau de censure du cinéma**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi relative au bureau de censure du cinéma.

Adopté.

#### **Travaux de chômage**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage.

Adopté.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 8 mars, sur la motion proposée mercredi le 1<sup>er</sup> mars courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je veux d'abord faire une rectification au sujet de la nécessité d'avoir un trésorier canadien-français. J'ai appliqué, l'autre jour, dans la première partie de mon discours, des paroles au premier ministre, et qui sont de M. Eugène L'Heureux<sup>2</sup>, de *L'Action catholique*. Le premier ministre ne m'en voudra sûrement pas de dire à la Chambre qu'il n'a pas prononcé ces paroles. Il y a eu erreur. Le premier ministre me la pardonnera et ne sursautera pas trop de ce que je lui ai mis dans la bouche des paroles de M. L'Heureux, pour lequel, je suis certain, il a beaucoup d'estime, la même estime que moi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'habitude de parler pour moi. Si jamais je chargeais quelqu'un de parler à ma place, ça ne sera certainement pas M. L'Heureux.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je veux rapidement proposer ici quelques doctrines constructives en marge du budget: deux moyens d'augmenter les revenus du gouvernement. Je parlerai du tourisme, l'une de nos principales industries, et de la Banque provinciale de l'État.

La province de Québec possède une source de revenus qu'elle sait mal exploiter: le tourisme. D'un décor scénique admirable, Québec offre en plus l'attrait d'une population française aux traditions très belles et pittoresques. Comme le touriste anglophone vient chez nous pour trouver quelque chose qui soit différent de chez lui, il suffirait que nous soyons simplement nous-mêmes pour attirer les Américains en plus grand nombre.

La province de Québec devrait être le paradis des touristes à cause des attraits nombreux que n'ont pas les autres provinces de la Confédération, mais elle ne l'est pas parce qu'elle n'est pas suffisamment française, la province de Québec. Nous nous ingénions à masquer notre véritable caractère français, à nous déguiser sous un plat américanisme. La ville de Québec, jadis si pittoresque, perd un peu de son cachet. La plupart des enseignes commerciales, spécialement rue Saint-Jean, sont de langue anglaise, et les enseignes en français sont rédigées en mauvais français, la plupart du temps. Ici, pays censé français, dans les restaurants bien fréquentés de la ville, il n'y a pas de menus en français, alors qu'à Londres, et ceux qui sont allés à Londres me confirmeront dans ce que je dis, les menus des grands restaurants sont presque exclusivement en français. Il en est de même dans les hôtels de luxe des États-Unis. Cette manière d'agir

des Québécois, en se livrant à l'américanisme, est de nature à éloigner les touristes. Je n'en fais pas une question de français: j'en fais une question de piastres et de sous, la seule qui compte pour la plupart des gens dans le commerce et l'industrie touristique.

Montréal est une ville américaine habitée par des Français, dit un Français qui y vécut quelque temps. Henry Bordeaux, de l'Académie française, le disait aussi après avoir eu des difficultés à se faire parler en français dans certains restaurants. Cela est particulièrement vrai de Montréal, lorsqu'on parle de l'Ouest de la métropole où il n'y a plus rien de français. C'est comme cela qu'on entend attirer les touristes? Montréal et Québec ainsi que nos campagnes devraient afficher leur caractère français dans l'hôtellerie, les routes, les enseignes, sur les menus et par le personnel de service. Il faudrait, en particulier, nous libérer de l'insigne platitude des noms d'hôtelleries et de l'iroquois des réclames.

On perd rapidement les caractéristiques françaises dans la province. On ne sait plus rire, on ne sait plus blaguer, et c'est une autre preuve que nous perdons de plus en plus en notre caractère français. On prend tout au tragique. Elle n'a presque plus rien de français, notre province. Il y a deux ans, nous avons proposé de constituer dans cette province un office de géographie. Je ne crois pas que le gouvernement ait songé à donner suite à cette motion. Nous voulions redonner des noms français à beaucoup de nos désignations géographiques. J'entends encore parler de Spencer Wood et de Westmount. L'Action libérale nationale avait promis de changer ces noms. Ce n'est pas conforme à nos programmes que de les garder. On parle encore de Mont-Orford, Parc Sauvé, etc. Ces noms ne sont pas de la reffrançisation.

Les touristes qui vont à La Havane, dans l'île de Cuba - plusieurs de nos confrères en Chambre sont déjà allés à La Havane - y vont pour se retremper dans l'atmosphère latine de la ville. On y va certes aussi pour le climat, mais surtout parce que c'est là une ville qui a gardé ses caractéristiques espagnoles. Il est évident que nous perdons de plus en plus nos caractéristiques latines à nous. Nous continuerons à attirer les touristes lorsqu'on reffrançisera la province. Ceux qui viendront de l'extérieur, particulièrement des États-Unis, diront de Québec: "*The most attractive province of Canada.*"

Au point de vue esthétique, on chasse aussi le tourisme avec la laideur de nos édifices modernes. À Québec même, il y a cette immense tour horrible du Château Frontenac, l'autre de l'immeuble Price, qui sont des disgrâces. La tour du Château Frontenac est

écrasante lorsque l'on considère sa relation avec l'édifice en tant que tel. Il y a ces immeubles annexes du parlement qui sont une laideur. Ils ont été construits de manière sporadique, sans considérer le plan d'ensemble architectural. Il est malheureux que l'ancien gouvernement n'ait pas eu plus de goût dans la construction des dernières annexes.

**Des voix:** Adopté! Adopté!

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'espère que le nouveau gouvernement, lorsqu'il construira, n'imitera pas ses devanciers qui ne savaient pas construire et qui nous a gratifiés d'édifices parlementaires qui sont des horreurs.

Ce n'est pas tout. Il y a aussi des églises qui sont des horreurs dans le Québec, au point de vue esthétique, et qui sont mal construites. Elles ont été construites sans considération pour les conditions locales ou l'architecture. Pour une église comme Saint-Dominique, Québec, dont la flèche de pierre s'élève dans l'azur comme une prière, combien d'autres monuments du genre sont des laideurs? Je le dis franchement.

Passons maintenant à la partie finance. Nous avons un sous-sol rempli de mines. Nos gens produisent en abondance sur tous les marchés. Nous avons, d'une part, beaucoup de consommateurs, mais ce qui fait défaut dans notre rouage économique, ce qui fait que nous ayons de la misère au sein de l'abondance, c'est un manque de distribution. Une banque provinciale d'État est nécessaire pour rétablir l'équilibre entre la production, la consommation et la distribution, les trois facteurs de la vie économique.

Suivant le principe créditiste, la monnaie nous manque. Notre monnaie, chez nous, est basée sur l'or. Ceci est arbitraire parce que la production est une nécessité lorsque l'on considère le problème de la distribution. La monnaie, moyen d'échange, devrait être basée sur les ressources naturelles du pays. C'est ce que prétend M. Henry Ford, qui alla jusqu'à dire que "c'est la queue qui remue le chien aujourd'hui". Le régime actuel ne peut durer plus longtemps. En fait, l'argent est la base de toutes les misères des gens. Je ne suis pas un extrémiste comme l'affirment mes adversaires et j'ai simplement hâte que la population francophone obtienne sa part dans l'exploitation des richesses naturelles de la province.

Il (M. Chaloult) cite des opinions du R.P. Lévesque. "C'est le rôle du gouvernement de distribuer la monnaie, de faire passer les richesses du producteur au consommateur. C'est le rôle du

gouvernement de contrôler aussi le crédit. Actuellement, ce sont les banques qui, dans leur intérêt et dans l'intérêt des particuliers, contrôlent le crédit." La distribution de l'argent devrait être l'une des fonctions vitales de l'État. D'ailleurs, l'État devrait être le seul arbitre en matière de crédit. De là, le gouvernement devrait financer le consommateur, distribuer la monnaie et tôt ou tard se financer lui-même. Pour y arriver, il n'y a qu'un seul moyen: il faut créer une banque d'État.

L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) nous disait, dans son discours, qu'en 1937 la province a emprunté \$76,000,000 pour lesquels elle a payé en intérêts \$1,452,000 à des intérêts particuliers. Les emprunts coûtent trop cher. On ne devrait pas payer de pareilles sommes. Je sais qu'on va être étonné de l'exposé de ces principes. On me dira que ce sont là des questions relevant du gouvernement fédéral. J'ajoute que, si nous avions une banque provinciale, cela ne serait pas ainsi. Nous avons le droit d'instituer une banque provinciale. Cette création est dans les cadres de la Constitution. Le Statut de Westminster peut justifier pareille institution. C'est l'opinion du juge P.-B. Mignault<sup>3</sup> que nous pouvons nous servir du Statut de Westminster jusque-là.

En Ontario, on l'a fondée, la banque provinciale. Il est vrai qu'elle n'est plus mise en application. Par contre, le gouvernement fédéral n'a pas désavoué la loi de la banque provinciale en Ontario. Elle se trouve encore dans les Statuts ontariens. Le gouvernement de Québec veut être autonomiste, et je l'en félicite, et on devrait se servir de ce droit, exactement comme il est devenu vital en Ontario il y a quelques années. Cette initiative permettrait au gouvernement de mettre certains trusts de la finance au pas.

Car le trust qu'il convient de mettre à la raison, c'est bien le trust des banques. Le trust des banques est peut-être plus redoutable que le trust de l'électricité. Nous, qu'on appelle des fascistes, des communistes, des extrémistes, nous croyons que le capitalisme est abusif. Je suis de l'avis du député de Rouville (M. Barré). On dira ce que l'on voudra dans les journaux ministériels, on fera les manchettes que l'on voudra dans le *Chronicle-Telegraph*, au sujet de nos "préférences communistes" - je sais que le *Chronicle-Telegraph* nous reviendra, bien fidèle, lorsque nous serons encore du côté du plus fort.

Nous dirons, néanmoins, que dans la lutte contre le communisme et le capitalisme, c'est encore le capitalisme vicié qui a priorité sur l'autre, parce qu'il est la cause de l'autre. Le capitalisme abusif précède

le communisme; il est par conséquent plus dangereux. C'est lui qu'on doit combattre d'abord. Les questions économico-sociales sont à la base de tous les maux dont nous souffrons. Le meilleur moyen de combattre le communisme serait de rebâtir la confiance des gens envers les autorités gouvernementales, en redonnant aux gens ce qui leur est dû: le contrôle de leur argent et la fierté de leurs traditions. Nous croyons que la distribution des richesses devrait être mieux répartie. Je ne vois pas pourquoi les Canadiens français seraient éternellement appelés à être pauvres. M. l'Orateur. Je crois que mon heure est expirée<sup>4</sup>.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Le budget qui vient d'être présenté devant cette Chambre est le plus gros qui n'ait jamais été proposé, et je considère qu'il est de mon devoir d'exprimer l'opinion des électeurs du comté d'Argenteuil, que j'ai ici l'honneur de représenter.

L'analyse qu'en a faite notre chef parlementaire, l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) est digne d'un grand éloge parce qu'il fait bien voir le grand esprit qui anime cet homme, l'intérêt qu'il porte aux siens et à sa province. Non seulement l'opposition, mais la province tout entière se sent fière et reconnaissante de pouvoir donner au gouvernement actuel la critique et la clairvoyance d'un homme aussi bien renseigné. Notre Constitution demande l'existence de parti, et une bonne opposition bien conduite n'est qu'une mesure de sûreté contre les abus de pouvoir toujours si faciles à trouver chez les hommes quels qu'ils soient.

Je veux donc féliciter l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) du gigantesque travail qu'il a accompli et je le remercie, au nom du parti, de la collaboration très étroite qu'il ne cesse de donner à notre chef dernièrement choisi à l'unanimité à une grande convention, l'honorable Adélard Godbout. Ces deux hommes ont rendu à leur parti de grands services dans la mêlée; ils sont restés debout, fiers de leurs principes et de leurs idées, malgré une campagne électorale des plus vives et parfois d'un caractère qu'il me répugnerait de qualifier. Ces deux hommes se sont entièrement dévoués aux intérêts de cette province et ils méritent bien de tous, même de leurs adversaires politiques, tout le respect qui leur est dû, à leur grande âme, pour leur courage.

Le budget que nous avons devant nous sème partout l'inquiétude. Même s'il dépasse les limites auxquelles on aurait dû s'arrêter, il nous fait d'autant plus sentir la gravité des besoins de l'heure et demande par lui-même une extrême sagesse chez les

administrateurs qui en disposent. Soyons justes pour ceux d'aujourd'hui, mais aussi pour ceux de demain qui, peut-être plus que nous, auront à souffrir de nos égarements politiques et d'une distribution trop large et mal à propos.

En ce qui regarde les revenus estimés, soyons contents d'une telle situation et, étant donné une augmentation proportionnelle au fédéral et ailleurs, trouvons-y une indication à un meilleur état de nos affaires en général. Il n'y a donc pas là une source de mérite pour le gouvernement, vu que cette augmentation se produit sans qu'il n'y ait aucune nouvelle taxe de prélevée, mais simplement sous un état de choses meilleur qu'il ne l'était.

En effet, le tableau de nos revenus ordinaires, depuis cinq ans, nous fait bien voir la progression ascendante à laquelle je réfère, et je cite les chiffres du revenu de ces années:

1933-1934 .....	\$28,282,503.55
1934-1935 .....	\$31,984,885.31
1935-1936 .....	\$38,666,299.27
1936-1937 .....	\$45,280,019.46
1937-1938 .....	\$53,344,037.50

À suivre la marche de ces revenus, il est facile de comprendre que nos revenus pour 1939-1940 peuvent atteindre le chiffre de \$60,000,000, et nous pouvons nous en réjouir. L'accroissement du revenu depuis trois ans, soit environ un accroissement de \$60,000,000<sup>5</sup> aurait dû suffire au gouvernement sans qu'il aille nous mener à un déficit qui devra peser sur nos générations futures.

Suivant l'exposé si brillant de l'honorable député de Saint-Hyacinthe, notre dette totale était, au 30 juin 1936, de \$163,288,343.32, alors qu'elle serait devenue aujourd'hui de \$295,000,000, soit un accroissement de \$131,000,000 depuis trois ans. Et alors que notre dette augmente si rapidement et dans des proportions démesurées, comment pouvons-nous parler de surplus?

Le gouvernement déclarait les surplus suivants:

Pour 1936-1937 .....	\$3,987,178.09
Pour 1937-1938 .....	<u>\$3,008,286.97</u>
Total .....	\$6,995,455.06

Au contraire, nous y voyons la réalité des chiffres suivants si on leur enlève le masque qu'on a habituellement voulu leur donner: (Voir le tableau à la colonne suivante)

Pour 1936-1937 .....	\$23,509,114.50
Pour 1937-1938 .....	<u>\$35,106,618.74</u>
Total .....	\$58,615,733.24

Ces derniers chiffres sont faciles à comprendre si, tout simplement, nous comparons nos déboursés à nos revenus:

Revenus: 1936-1937, \$46,280,019.46; 1937-1938, \$53,344,037.50. Déficit: 1936-1937, \$23,509,114.50; 1937-1938, \$35,106,618.74.

Conséquemment, à ces manœuvres effrénées de nos financiers assistant à la danse de nos deniers publics, nous avons dû subir la réaction d'un crédit diminué dans sa valeur. Nos débentures ont dû perdre sur le marché la préférence qu'elles avaient sur celles de toute autre province. À grand regret, il nous faut, en effet, constater que nos débentures, d'après le *Financial Times* du 4 mars dernier, considérées à un taux d'intérêt égal et à une échéance presque semblable, perdent sur celles de la province d'Ontario une valeur de près de deux points et demi; c'est-à-dire que la province de Québec, pour une même valeur, reçoit une offre de 96 alors que, à la province d'Ontario, il est offert 99.50.

M. l'Orateur, déplorons cette situation et espérons que le gouvernement ne manquera pas de se ressaisir, après ses premières années d'entraînement, pour redonner vite à notre province la confiance et le crédit dont elle jouissait sous l'administration libérale.

Étant donné les sommes considérables mises à la disposition du gouvernement, j'espère que les ministres ne manqueront pas de demeurer dignes de la confiance que la population leur a donnée et verront à faire la distribution de ce budget avec un grand esprit de justice.

Les comtés qui sont ici représentés dans l'opposition ont aussi une population qui a besoin de l'assistance du gouvernement, et j'espère qu'on ne manquera pas de bien les traiter et, en particulier, j'insisterais pour le comté que je représente, le comté d'Argenteuil.

La voirie est l'un des départements les plus importants, et je demanderais au ministre de voir cette année à donner au comté d'Argenteuil un entretien des routes bien meilleur que celui que nous avons eu l'an dernier. C'était pitoyable de constater, pendant les mois d'été, l'état de nos routes principales, la route B Montréal-Hull, 30-31, Lachute - Saint-Jovite, Lachute-Morin Heights. Ces routes ont maintenant un très gros trafic, en fin de semaine, surtout pour les routes 30-31, et il est absolument nécessaire qu'on voie à bien les entretenir, sinon à les reconstruire.

L'an dernier, nous avons eu à constater plus d'accidents que jamais nous n'en avons eus auparavant. Nous avons même à déplorer plusieurs mortalités, résultat de ces accidents. Et les accidents d'automobile ont déterminé une augmentation considérable dans les taux d'assurance. Le tourisme en a également souffert. Ne serait-il pas à propos de voir jusqu'à quel point le mauvais état de nos routes, leur manque d'indications et autres facteurs de négligence ont pu contribuer à ces tristes accidents? Pour ma part, j'ai attiré l'attention du département sur le besoin de meilleures indications sur certaines routes et, malgré des avis répétés, rien n'a encore été fait.

A-t-il fallu que le député de Chambly (M. Béique) paie pour cette négligence? Je trouve tout à fait surprenant qu'il se soit rendu dans la province d'Ontario sans s'en être aperçu, alors qu'il se proposait de se diriger du côté de Hull. Il y a certaines mesures de prévoyance qui ne coûteraient pas cher et que nous ne sommes pas justifiables de ne pas prendre. Par exemple, que l'on sache, à bon point, dépenser un peu d'argent pour faire une propagande de sécurité sur ces routes. On pourra, dans ceci, faire voir au cultivateur l'importance qu'il y a pour lui et les autres de porter une lumière le soir sur sa voiture à traction animale.

Nous avons, dans le comté, dû déplorer, dans le cours de l'été, la perte de vie d'une personne et de neuf autres blessées dans un même accident, causé par une voiture à traction animale, qui n'avait pas de lumière, et s'est trouvée entre deux chars qui se sont joints sur la route juste au point de rencontre avec cette voiture. Si on ne veut pas faire une loi concernant cette question de lumière, qu'on fasse alors une propagande de charité pour son prochain. Et de tous ces accidents, pour en constater la réalité, nous n'avons qu'à réaliser que nos assurances d'automobiles nous coûteront, cette année dans la province, de 20 % à 25 % plus cher.

Et pourquoi plus cher: Voyons *La Presse* du 18 février 1939. Dans l'article intitulé: "Pourquoi les primes d'assurances augmentent". Il y est mentionné que: "Les accidents sont proportionnellement deux fois plus fréquents dans la province de Québec que dans l'ensemble du Canada et les dommages plus considérables et les réclamations plus élevées... Un des facteurs expliquant le nombre plus élevé d'accidents est l'état des routes, plus étroites, plus sinueuses, le fait qu'elles ne passent pas par les villages et évitent les centres de congestion, et le fait que la province de Québec est la seule à ne pas avoir de loi de responsabilité financière des automobilistes".

Enfin, je voudrais, s'il y a lieu, mentionner au gouvernement des risques, des endroits dangereux ou des raisons quelconques qui seraient de nature à protéger la vie du public, que cet état de choses soit représenté par qui que ce soit, et que le département voie à agir immédiatement, et non pas comme on a fait pour moi l'an dernier dans le cas du pont Beaver, près d'Arundel, et agir une couple de mois seulement après mon avis. J'ai presque pensé alors qu'on attendait l'arrivée d'un accident.

De plus, j'attirerais l'attention du ministre sur l'importance de la route Montréal-Hull. J'espère que la construction de cette route sera sous peu terminée et qu'on ne manquera pas non plus de voir à en faire l'entretien complet aux charges du gouvernement, pendant la saison d'hiver. Je demande au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) de s'intéresser de façon toute spéciale au petit commerce de bois. Il ne faut pas oublier, dit-il, que les propriétaires de moulins à scie produisent 46 % de l'industrie totale. Ils sont généralement dans une situation difficile, leurs finances laissent à désirer et ils ont besoin que, de toutes façons, on leur vienne en aide. Je suggère particulièrement en leur faveur la diminution des taux sur l'assurance patronale, tel qu'il a été demandé à la Commission des accidents du travail.

M. l'Orateur, étant donné les circonstances extrêmement difficiles que nous traversons, je désire de nouveau mettre le gouvernement en garde contre les abus de partisanerie dans l'emploi de l'argent que cette Chambre mettra à sa disposition; et, encore une fois, je lui rappelle les lourdes responsabilités qu'il porte et dont il aura à rendre compte devant ceux d'aujourd'hui et aussi devant ceux des générations futures.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je reproche à tous les groupes de l'opposition de n'avoir pas fait de suggestions pratiques, mais de s'en être plutôt tenus à une critique destructive. Certains députés oppositionnistes prêchent un pessimisme systématique et déprimant. Autant la critique raisonnable est utile, autant l'exagération dans la critique constante, poussée à l'extrême, peut être nuisible. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) trouve que le gouvernement dépense trop. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) voit toutes les solutions dans l'étatisation de la Beauharnois, alors que tout le monde s'entend pour dire que la plaie du chômage est la plus grave qui menace la province. Pourtant, à Saint-Hyacinthe, l'électricité est municipalisée et le député de Saint-Hyacinthe dit qu'il y a encore des chômeurs.



Quant au député de Kamouraska (M. Chaloult), il devrait se rendre dans les foyers de nos gens avant de dire qu'ils ne sont plus des Canadiens français et des patriotes. Ce n'est pas en prétendant qu'il n'y a plus de français chez nous qu'il sera possible de réveiller un patriotisme déjà porté à s'éteindre. Au contraire, dans ma région, on a encore l'esprit de patrie. Je reproche au député de Kamouraska (M. Chaloult) ses paroles sur nos églises.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je fais observer que je me plaçais uniquement au point de vue esthétique.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je passe, dit-il, à l'étude de la question du chômage. Je n'ai pas l'intention de prouver que c'est une plaie. Tout le monde en convient. Tout le monde doit reconnaître aussi qu'il y a des remèdes à cette situation. On devrait d'abord insister pour obtenir du gouvernement fédéral qu'il fasse davantage pour la province de Québec. Ottawa retire tous les subsides lorsqu'il s'agit d'aider les Canadiens français. On nous met à la famine. On nous retire les subsides dans tous les domaines, et particulièrement pour les pêcheries.

Ottawa ne fait plus rien pour les pêcheries de la province de Québec. Mais il ne regarde pas à la dépense lorsqu'il s'agit des pêcheries des Provinces maritimes. Le gouvernement fédéral ne s'est pas occupé des pêcheries québécoises, mais maintenant, à la veille des élections fédérales prochaines, on voit des inspecteurs se préparer à faire la distribution des primes à tous ceux qui ont une barque. On ne devrait pas attendre les élections générales pour faire quelque chose. C'est ce que faisait l'ancien gouvernement.

Le gouvernement fédéral ne fait pas sa part. C'est ainsi qu'il ne donne pas de subsides aux pêcheries, sauf à la veille des élections, suivant ainsi la politique de ses alliés québécois qui, à la veille des élections provinciales ou fédérales, se lançaient dans d'énormes travaux de voirie qui, faits dans un but de flagornerie électorale, trop massivement et à la hâte, étaient mal exécutés avec perte pour la province.

Le gouvernement actuel de l'Union nationale a commencé des travaux dès le lendemain des élections, et il les continue. Autrefois, dès qu'on avait gagné une élection, on commençait à se reposer et l'on dépensait des millions à la veille des élections seulement pour tenter d'acheter des votes. L'élection arrive et l'on dit que le gouvernement contribuera à 40 % dans les travaux de chômage.

Le gouvernement fédéral devrait accorder une collaboration constante et logique, et aider les

provinces et les municipalités lorsque celles-ci font un effort concerté et commun pour se débarrasser de la plaie cancéreuse des secours directs. Les travaux de chômage doivent être avant tout des travaux qui produisent du revenu, tels les travaux de voirie qui permettent d'attirer le tourisme et d'ouvrir de nouvelles paroisses agricoles.

Il y a de plus la question d'immigration. Autre remède au chômage: l'arrêt de l'immigration. Nous avons des pères de famille qui ne peuvent faire vivre convenablement leurs sept ou huit enfants; au Québec nous avons des gens qui n'ont rien à manger. Nous n'avons pas besoin des Allemands des Sudètes que l'on veut faire venir ici, même s'ils ont chacun \$1,500. D'après des renseignements fiables, on sait d'ailleurs que ce montant de \$1,500, que doit posséder chaque famille d'immigrants, sera retourné par une voie secrète à l'étranger afin de servir plusieurs fois, pour permettre l'entrée au Canada d'autres familles.

Lorsque ce petit jeu sera terminé - quand on aura bourré notre pays avec ces individus qui vont entrer à raison de 3,000 cette année - les immigrants retomberont ensuite à la charge des contribuables du pays. Ce n'est pas à l'heure où nous avons des centaines de milliers d'ouvriers en chômage qu'il faut amener des étrangers, pour enlever à nos propres gens les emplois qu'ils occupent. Sans compter qu'il est sage pour le Canada de ne pas s'immiscer dans des querelles où nous n'avons que faire.

Je félicite le gouvernement d'avoir mis de l'argent en circulation dans les campagnes par le crédit agricole et d'avoir emprunté de l'argent pour des travaux publics. Le gouvernement a fait circuler \$25,000,000 par le crédit agricole et plusieurs millions par les travaux de chômage. Le crédit agricole provincial, dit-il, a amélioré les taux d'intérêt et sauvé des milliers de cultivateurs.

Au sujet des travaux de chômage, je félicite le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) d'avoir suggéré de faire disparaître le mot chômage de la loi passée la semaine dernière, et d'y substituer l'expression "restauration économique".

Je divise en deux catégories les travaux faits pour remédier au chômage. Dans la première, je mets ceux qui peuvent rapporter des revenus à la province, les travaux de voirie qui aident au développement touristique. On devrait d'après moi, dit-il, dépenser des argents pour ouvrir de nouvelles régions de pêche. Et il y a des travaux qui sont improductifs. S'ils ne fournissent pas des emplois permanents, c'est une dépense presque inutile.

Je suis heureux, dit-il, de faire des suggestions que je crois de nature à aider la province; cela prouve

qu'on est libre dans l'Union nationale et qu'on a la liberté de faire des suggestions lorsqu'on veut le faire d'une manière loyale et honnête. Pour ce qui est des travaux de chômage, ils constituent une amélioration considérable à comparer avec les secours directs, parce qu'ils aident à améliorer le moral de la population. On devrait par exemple les orienter de façon à ce qu'ils apportent des revenus et créent des positions permanentes. Pour cette raison, j'estime qu'on devrait s'occuper d'agriculture et de colonisation et s'efforcer d'assurer l'établissement de nouvelles paroisses. De cette façon on contribuerait aussi à combattre le chômage dans les campagnes où il apparaît de plus en plus. L'établissement de nouvelles paroisses pourrait comprendre la construction d'une église, d'une école, de résidences et le défrichement d'une certaine superficie de terre pour la culture.

Grâce à la propagande faite en faveur du retour à la terre, beaucoup des chômeurs des campagnes demandent qu'on leur donne le moyen d'ouvrir des paroisses nouvelles. Si l'on pouvait aussi diriger 3,000 chômeurs de la ville de Québec sur des terres nouvelles, et même s'il n'en restait que 25 %, ce serait déjà un résultat. On pourrait combler les centres nouveaux avec des fils de cultivateurs qui délaissent les fermes pour se diriger vers les petits centres ruraux où ils ne peuvent trouver d'emploi. Ouvrir des paroisses, cela signifie beaucoup, non seulement pour les colons eux-mêmes, mais pour beaucoup d'autres personnes qui peuvent s'y établir comme médecins, notaires, marchands, forgerons, menuisiers, cordonniers, etc. Quand même on ne mettrait pas fin au chômage à Québec et à Montréal, on aura fait beaucoup si on l'empêche d'augmenter dans ces deux villes! Ce sera là déjà un grand pas.

On devrait aussi s'occuper de combler les vides dans les vieilles paroisses, en donnant à des fils de cultivateurs la possibilité de s'établir sur des terres libres. Ainsi, les argents du chômage auraient servi à quelque chose de productif.

**M. Connors (Montréal-Sainte-Anne):** Je me rappelle le congrès eucharistique de Québec comme une manifestation de la foi de la population. Il (M. Connors) fait quelques remarques préliminaires sur sa Sainteté le pape Pie XII et sur le prochain voyage au Canada de nos souverains d'Angleterre.

L'honorable trésorier de la province (M. Fisher) a parlé, dans son discours sur le budget, des élections honnêtes dans la province. Ainsi, il a cité la nouvelle loi électorale. Il semble bien que le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) n'ait pas participé aux élections complémentaires de

Montréal-Saint-Louis et de Stanstead, pour parler de la sorte. Il aurait eu, à ce sujet, un point de vue très différent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On n'a pas le droit de discuter ici d'une cause pendante. Le député de Montréal-Sainte-Anne parle de faits qui font l'objet d'une contestation de la part de M. Trépanier, candidat communiste libéral.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je proteste contre l'injustice que l'on fait à l'égard de l'un des chefs ouvriers les plus compétents et les plus distingués de cette province, en disant qu'il était un candidat communiste libéral. Je demande au premier ministre de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Non seulement je ne retire rien, mais je répète que M. Trépanier était un candidat communiste libéral<sup>6</sup>.

(Rires et applaudissements)

**Des députés** font du désordre.

**M. Bastien (Berthier):** Je défie le premier ministre de prouver par des dossiers...

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre! On ne peut soulever une pareille question sur un point d'ordre. Le député de Montréal-Sainte-Anne a fait allusion à des faits qui font l'objet d'une contestation actuellement pendante devant les tribunaux et je maintiens le point d'ordre du premier ministre.

**M. Connors (Montréal-Sainte-Anne)** parle du cas Lebenson.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je vous rappelle la décision importante rendue par M. Paul Sauvé, où l'on établit les relations respectives entre les tribunaux et le Parlement. M. Sauvé avait dit notamment ceci: "Toutes ces décisions sont basées sur le grand principe fondamental de la séparation des pouvoirs. En vertu de ce principe, il n'est jamais permis aux tribunaux de juger les délibérations de l'Assemblée législative, et l'Assemblée législative ne doit pas, non plus, juger ou discuter les affaires qui sont soumises aux tribunaux ou les décisions qu'ils rendent."

**M. Connors (Montréal-Sainte-Anne):** On a aussi parlé, en Chambre, de mesures pour combattre le communisme. J'ai entendu de bons et de mauvais

orateurs s'exprimer là-dessus. J'en conclus que le gouvernement a déjà trop fait de publicité pour le communisme, dans cette province, en lui donnant une importance qu'il n'a pas réellement. Quand on réfléchit au fait que la population du Québec est en majorité catholique et instinctivement opposée à toute doctrine subversive, pourquoi faire si grand état de la peur du communisme? J'ai constaté, dans le débat de la motion Barrette, sur la propagande communiste effectuée par la poste...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre!

**M. l'Orateur suppléant:** On ne peut faire allusion à un débat antérieur.

**M. Connors (Montréal-Sainte-Anne):** Je regrette tout de même, dit-il, que le gouvernement ait voulu embarrasser inutilement l'honorable M. Ernest Lapointe. Pour ce qui est de la distribution de la littérature subversive par la poste, je demande si l'on veut que les lettres soient ouvertes par les employés de la poste. Au surplus, on devrait se rappeler que ce dernier représente à Ottawa tout le dominion du Canada, et non seulement la province de Québec; c'est-à-dire que, jusqu'à ce que les huit autres provinces trouvent opportun de participer à l'unisson au même zèle déployé ici contre le communisme, on ne pourra sûrement pas modifier à tout bout de champ les lois postales pour contenter une seule province. Une autre province pourrait faire à ce sujet des demandes qui ne nous agréeraient point.

Je regrette de déclarer que c'est l'habitude ici, lorsqu'un homme de votre propre race s'élève à une distinction préminente dans la politique ou en d'autres domaines, qu'un certain élément dans cette province désire le détruire, cherche à le bafouer par de la critique destructive. On parle beaucoup de ce que le gouvernement d'Union nationale a fait pour les agriculteurs et les fils de cultivateurs. Pourrais-je savoir quand le gouvernement se décidera enfin à venir au secours des populations des villes et des cités, ainsi qu'à l'aide des jeunes gens, diplômés de nos écoles primaires, secondaires, de nos universités qui arpentent les rues pour trouver de l'emploi? Quand le gouvernement se décidera enfin à considérer la classe des sans-travail et des sans-gîte qui doivent se contenter de \$1.80 par semaine de secours directs, c'est-à-dire un repas de 20 sous à chaque 24 heures, si l'on considère que le reste de l'argent doit aller aux vêtements et à leur entretien? Ces hommes ne vivent pas: ils ne font qu'exister seulement.

Combien de temps endureront-ils leur sort? Je suppose que, si un jour ils se lèvent tous et se mêlent de faire de la loi, ils seront appelés "communistes".

J'aurai aussi un mot à dire sur les salaires raisonnables pour le prolétariat. Dans le *Star* du 6 mars dernier, on trouve un item dans lequel on fait la statistique de ce que les employés des maisons de commerce gagnent dans chacune des provinces.

Voici la moyenne du salaire par semaine partout: au Manitoba, \$24.15; en Colombie-Britannique, \$22.87; en Ontario, \$22.06; en Alberta, \$21.58; au Nouveau-Brunswick, \$19.54; en Nouvelle-Écosse, \$18.77; en Saskatchewan, \$18.58; dans Québec, \$18.11; dans l'Île-du-Prince-Édouard, \$16.65. Ceci pour les hommes. Pour les femmes, moyenne par semaine: Colombie-Britannique, \$15.04; Alberta, \$14.50; Ontario, \$14.43; Manitoba, \$13.65; Saskatchewan, \$13.62; Québec, \$12.25; Nouvelle-Écosse, \$11.90; Nouveau-Brunswick, \$11.52; l'Île-du-Prince-Édouard, \$9.76. Pour les chaînes de magasins, les salaires maxima sont payés au Manitoba et à l'Île-du-Prince-Édouard, \$24 et \$23 par semaine, dans Québec, \$19.

Constatez que, dans cette vaste armée d'employés, c'est dans notre province, où l'on a institué l'Office des salaires raisonnables, qu'on arrive avant-dernier dans un groupe, quatrième de la queue dans le deuxième groupe et le dernier de tout dans le troisième groupe. La loi des salaires raisonnables a eu pour effet de placer nombre de personnes dans des conditions inférieures à celle qu'elles détenaient avant son adoption.

En faisant la revue des budgets passés et présents soumis par l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher)<sup>7</sup>, je suis forcé de dire qu'il a dû dormir dans un champ de pavots dans les bras de Morphée pour rêver de si beau surplus. Le trésorier nous a aussi dit que l'emprunt de \$51,000,000, contracté le 31 octobre 1936, avait servi entièrement à payer les dettes de l'ancien régime. Cette déclaration est contredite par les acomptes publics dont le rapport de 1939 démontre que l'emprunt de \$51,000,000 a servi aux fins suivantes: \$10,577,407.54 pour un emprunt contracté le 1<sup>er</sup> avril 1897, sous le régime conservateur; \$10,000,000 pour le remboursement d'un emprunt contracté en novembre 1931 et échéant le 1<sup>er</sup> novembre 1936; \$37,100 pour un emprunt contracté le 1<sup>er</sup> mai 1918, échéant le 1<sup>er</sup> mai 1938; \$3,557,000 pour un emprunt contracté le 15 mars 1923, payé en novembre 1937; \$10,000,000 pour un emprunt contracté le 1<sup>er</sup> novembre 1937. Ce qui fait un total de \$34,171,507.54.

La balance, \$16,828,492.46, le gouvernement l'a utilisée pour ses propres fins. Pourtant, le discours du budget du 16 octobre 1936 - session spéciale d'urgence, la première de l'Union nationale - disait que les dettes de l'ancien régime s'élevaient à \$42,669,670.69. Le discours du budget du 1<sup>er</sup> mars 1939 dit que ces mêmes dettes de l'ancien régime s'élèvent à \$65,000,000. Je mets le trésorier au défi de me prouver l'exactitude de ces chiffres. Je lui demande de produire les détails sur la grande différence entre ces deux montants cités à deux ans et demi de distance, sur les dettes de l'ancien régime. Personne n'est aussi heureux aujourd'hui qu'il ne l'était avant, lorsque la dette des provinces s'accumulait sans cesse.

Le trésorier nous annonce une réduction de \$750,000 dans la perception des permis de conduire; cependant, dans ses prévisions budgétaires, au même département, il prétend qu'on percevra les mêmes montants que les années dernières. Par quoi l'honorable trésorier veut-il combler cette différence de \$750,000 qu'il percevra en moins? Je défie le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) de dire où prélever les fonds perdus par la réduction des permis de chauffeurs et d'opérateurs. Je vois qu'on prévoit au budget un revenu sur la taxe de la gazoline de \$10,500,000, ce qui constitue une augmentation, sur les perceptions de l'an dernier de \$2,500,000. Devons-nous croire que le gouvernement projette d'augmenter la taxe sur la gazoline?

Le revenu de l'an dernier avait été prévu et fixé à \$57,034,433, tandis que les *Comptes publics* n'accusent qu'un revenu de \$53,344,037.50, ce qui fait une différence entre le revenu prévu et le revenu véritable, au 30 juin 1938, de \$3,690,395.50. Les dépenses prévues, ordinaires, extraordinaires et de capital, avaient été fixées à \$80,099,741.61, tandis que les *Comptes publics* nous signalent que ces dépenses se sont en réalité élevées à \$88,450,656.24, un excédent de \$8,350,914.63.

La différence totale entre le revenu projeté et les dépenses est de \$11,941,411.13 pour l'an dernier. Si donc, cette année, le revenu prévu est de \$60,000,000 et les dépenses prévues sont de \$81,000,000, il est raisonnable de s'attendre à ce que le déficit prévu, au lieu d'être de \$21,000,000, soit de \$31,000,000, c'est-à-dire augmenté de \$10,000,000. Nous sommes loin, en rétablissant la comptabilité, des surplus de \$6,000,000 que nous déclare l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher).

Certes, M. l'Orateur, c'est le fait d'un gouvernement économe qui avait annoncé qu'il ne vivrait que du produit de son revenu. À l'allure actuelle

de la dépense et de l'augmentation de la dette provinciale, il ne s'écoulera pas beaucoup de temps avant que nous atteignions le rang du gouvernement d'Alberta. Le gouvernement d'Union nationale nous aura donc valu, en deux ans de dépenses extravagantes, le discrédit complet, en faisant perdre à la province de Québec la place qu'elle occupait dans le dominion, à titre de province aux saines finances. Nous sommes actuellement les seconds violons derrière l'Ontario, et le pire nous attend encore.

Il vaudrait mieux que le gouvernement prenne l'initiative de mettre la population dans ses confidences, de lui citer, comme je viens de faire moi-même, ses déficits véritables au lieu de lui annoncer des surplus factices. Si les gens veulent quand même des patinoires, des parcs de baseball et des lacs artificiels, ils seront préparés à payer un surcroît de taxes, car même pour un gouvernement, il y a une limite aux emprunts.

**M. Leduc (Laval):** Le débat sur le budget me fournit, dit-il, l'occasion de parler du ministère de la Voirie et de mon administration comme ministre de la Voirie. Je saisis l'occasion avec empressement. J'ai fait, ajoute-t-il, plusieurs suggestions pendant que j'étais dans le ministère, et les événements commencent à me donner raison.

Je déplore le manque de coopération entre les divers départements de l'administration publique. Le budget de la province serait considérablement dégrevé, si chaque ministère n'avait pas sa propre organisation pour des travaux analogues.

Ces idées que l'on sème sans succès au début finissent par avoir des résultats. Aussi, je n'ai pas été surpris de voir le gouvernement proposer la création d'un bureau du chômage, où plusieurs départements sont intéressés. C'est un premier effort de collaboration entre les départements.

Il y a une justice immanente et je suis bien placé, dit-il, pour faire des comparaisons entre les méthodes employées dans chaque département. Et, en procédant par comparaison, on verra que j'avais bien fait mon devoir.

Les méthodes à la voirie peuvent difficilement être toujours les mêmes que dans les autres ministères, et cela peut causer des ennuis. En principe, on demande des soumissions pour les travaux exécutés par le ministère des Travaux publics et on est moins sujet qu'ailleurs aux pressions de toutes sortes. Au ministère des Mines, on procède d'autant plus par soumissions qu'il faut travailler de concert avec le pouvoir central dans bien des cas, pour obtenir des contributions. Mais il

n'en est pas ainsi pour la voirie. Pourquoi faut-il qu'il y ait un département "ouvert", un département où il soit facile de favoriser tel ou tel ami du régime? Si l'on adoptait le système des demandes de soumissions à la voirie, alors qu'on le fait pour les autres départements, vous verriez une économie dans les finances de la province. Il y aurait du progrès, il y aurait de l'ordre et plus d'économie. Ceux qui sont titulaires de ce département ne seraient pas forcés de disparaître quand ils ne veulent pas se plier aux exigences qui leur sont imposées.

Le double emploi d'organisation, dans les départements, est une cause de gaspillage, telle la voirie faite par le département de la Colonisation et le département de la Voirie, et le département des Mines, alors qu'elle devrait être sous le contrôle d'un seul département outillé à cet effet.

Il n'y a pas de raison pour qu'on laisse un département "ouvert". Si le gouvernement voulait adopter le système de soumissions à la voirie, il faciliterait la tâche du ministre, il prendrait l'intérêt du contribuable et il favoriserait ceux qui ont du talent et de l'organisation, ce qui serait plus logique. Après les élections complémentaires, on n'entendrait pas toutes sortes de rumeurs, et les contribuables seraient mieux protégés.

Quand j'étais ministre, dit-il, je me suis toujours efforcé de protéger au maximum ceux qui ont de la compétence. J'ai brisé le trust des entrepreneurs de voirie qui, autrefois, contrôlait tout. J'ai voulu encourager le travail de tous. À l'heure actuelle, je peux dire que grâce à moi, le gouvernement n'est plus l'esclave de deux ou trois gros entrepreneurs mais, au contraire, on en compte une trentaine<sup>8</sup>, très bien organisés et prêts à exécuter les travaux qu'on veut leur confier. Il n'est pas besoin d'aller bien loin pour chercher des compétences; il y en a chez les nôtres et ces derniers sont capables de se charger d'entreprises importantes, car j'ai voulu aider à la formation de compétences chez les Canadiens français.

Nous avons voulu donner une nouvelle impulsion au département de la Voirie et faire en sorte que notre province ne soit pas arriérée. Nous avons conçu un plan de cinq ans qui a par la suite été réduit à quatre ans, mais qui a été quelque chose de véritablement constructif. On peut dès aujourd'hui constater les bons efforts de la politique que nous avons instaurée. On pourra tenter de nous détruire, mais le public est bon juge. Il est devenu presque impossible, grâce aux améliorations apportées dans la voirie, de retourner aux anciennes méthodes. Nous avons créé un esprit nouveau et donné une impulsion

nouvelle. Nous ne nous sommes pas contentés de faire un plan d'ensemble, mais nous avons fait appel aux plus grandes compétences.

On m'a reproché d'avoir trop protégé les gens de ma profession. Il suffit de consulter les *Comptes publics* pour se rendre compte qu'aucune profession n'a eu de traitement de faveur. On a dit également que nous avions payé plus cher que les autres départements. Ils n'étaient pas trop payés! Je dois dire que nous avons payé moins cher et je ne ferai que citer le cas de M. S.-A. Beaulne, président du Syndicat national de l'électricité, qui est engagé à raison de \$40 par jour, sans être obligé de fermer son bureau privé et sans être obligé de tenir bureau pour ses services à la province. J'ai, déclare-t-il, administré mon budget dans les limites de mes appropriations!

On a fait des travaux d'envergure en régie. J'ai, dit-il, permis à un grand nombre de jeunes techniciens de chez nous d'affirmer leur compétence. On s'est efforcé d'aider la jeunesse! Nous avons pris tellement d'initiatives heureuses que plusieurs ont immédiatement été adoptées dans d'autres domaines: quelques brillants jeunes ingénieurs ont quitté la voirie pour des postes de confiance dans les grandes entreprises.

J'ai, poursuit-il, exigé le sondage des voies avant d'entreprendre des travaux. Grâce à cela, le pont de la voirie à Portneuf est resté solide tandis que les autres étaient emportés lors des inondations.

Nous n'avons pas eu un travail facile, car il nous a fallu surmonter des obstacles considérables à l'entreprise d'amélioration de la voirie dont le pire fut la loi d'expropriation, telle qu'amendée après notre arrivée au pouvoir. Les frais d'expropriation ont permis des expériences qui inspirent des amendements à la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je laisse le député s'emballer, mais qu'il respecte les règlements. Il n'a pas le droit de critiquer une loi sans en demander le rappel.

**M. Leduc (Laval):** Je constate des faits indépendants de la loi que j'ai contrôlés et que j'ai le droit de faire connaître à cette Chambre.

**M. l'Orateur suppléant:** Je maintiens le point d'ordre du premier ministre.

**M. Leduc (Laval):** Je puis dire que nous avons eu à surmonter de grandes difficultés, parce que nous avons changé des lois pour le seul plaisir de les

changer et pour venir compliquer le problème de la voirie. Cela eut pour résultat de causer des dépenses considérables à la province. Nous avons voulu respecter le caractère canadien-français des villages de la province. Pour cela, nous n'avons pas hésité à détourner le cours d'une rivière à Yamachiche, de faire une déviation considérable à Charlesbourg. Nous avons voulu conserver au commerce ses possibilités en lui donnant un bon réseau routier. Nous n'avons pas voulu travailler avec un outillage inadéquat et nous avons organisé un département d'outillage: comme les outillages étaient inadéquats, on a organisé un service spécial, qui a établi des prix de revient, ce qui a permis de discuter avec les fournisseurs.

Nous avons inauguré une politique pour combattre la poussière sur nos routes, et cette politique a rendu de grands services à la classe agricole de la province. Nous avons formé un organisme afin de demander aux pouvoirs extérieurs des contributions qui nous aideraient. Dans le seul cas de l'élimination des passages à niveau sur la route de Berthier, nous avons obtenu une somme de \$750,000 du fédéral à cet effet. On a laissé entendre que, durant mon passage au ministère, nous avions dépassé les appropriations budgétaires. Si l'on prend les chiffres des *Comptes publics* de l'année 1937-1938, on voit qu'il est question d'un excédent de \$7,358. Après mon départ, on a cependant voté une somme de \$2,000,000 par arrêté ministériel.

On a aussi voté un crédit spécial de \$750,000 durant mon terme pour la route de l'Abitibi et du Témiscamingue, parce que nous voulions continuer les travaux durant l'hiver pour qu'elle soit terminée à l'ouverture du printemps. Nous avons payé \$1,500,000 pour les travaux de chômage au cours de l'exercice précédent. Nous avons réussi à administrer notre budget dans les limites de nos appropriations. Durant l'année 1937-1938, on verra, aux *Comptes publics*, qu'il nous en a coûté une somme de \$1,558,762 pour les expropriations. Cela se comprend, car il nous fallait passer par la région la plus riche de la province entre Québec et Montréal. Mais ce fut un capital qui demeura et dont on bénéficia puisqu'on put continuer les travaux.

Le gouvernement a arrêté des travaux et annulé des contrats après mon départ. Il aurait été possible de faire la même chose quand le gouvernement a changé. L'ancien ministre, dit-il, n'a pas voulu défaire pour le plaisir de la chose.

On peut tracer une route de façon à servir les intérêts du public voyageur en même temps que les intérêts de l'agriculture. L'exemple le plus classique,

c'est la route construite entre la Pointe-du-Lac et Berthier, route qui a permis de rendre productifs plus de 6,000 acres de terre. Les problèmes du drainage et de la voirie sont souvent connexes et le facteur drainage doit toujours entrer en ligne de compte. Le drainage des terres peut aussi être largement facilité par le ministère de la Voirie, mais encore faut-il que le ministère de la Voirie ait les fonds nécessaires et qu'il existe de la collaboration entre les départements de la Voirie et de l'Agriculture. Les divers ministères devraient ainsi collaborer davantage.

Nous avons voulu aider la grande industrie du tourisme, non pas peut-être le tourisme international, mais le tourisme de chez nous, le tourisme local, celui qui fait vivre les gens de nos campagnes. Le tourisme international n'est qu'un à-côté de la question. Il parle du boulevard Métropolitain à Montréal.

Il est difficile de donner une orientation nouvelle à une industrie aussi importante que celle de la construction des routes sans rencontrer des heurts et des obstacles. Nous avons voulu faire du bien et nous avons réussi. Nous avons voulu faire mieux et nous avons encore très souvent réussi. On comprend de plus en plus la nécessité d'un système de routes modernes. Nous avons eu des ennuis, mais nous avons accompli scrupuleusement les devoirs de notre charge. Les œuvres accomplies pendant deux ans ne peuvent être mises en doute.

Devant les insinuations de toutes sortes qu'on a faites au sujet de mon administration, j'ai protesté, j'ai demandé des précisions, mais je n'ai pas encore obtenu justice. Je dis au premier ministre que je suis encore devant lui. Je suis prêt à faire face à toutes les accusations, je suis prêt à renoncer à tous les privilèges que comporte le titre de député de l'Assemblée législative et à rendre compte de ma conduite depuis deux ans, conduite dont je suis fier, conduite dont mon garçon n'aura pas honte parce que je me suis conduit comme un homme, parce que j'ai fait mon devoir, malgré tous les ennuis qu'on a semés sur ma route. Les *Comptes publics* sont là, et je n'ai pas peur des comparaisons.

Ce serait vouloir nier l'évidence que de dire que mon impulsion au ministère de la Voirie ne s'est pas fait sentir par des voies plus modernes, plus dignes de la province de Québec. L'œuvre que j'ai édifiée paraît à travers toute la province de Québec. Ce résultat n'a pas été obtenu par un seul homme, mais par toute une organisation qui a fait un effort presque surhumain pour accomplir ce qui s'est fait. À la place de l'esprit d'aide et d'entraide, après mon départ, précise-t-il, cette organisation, on a essayé de

la saboter, de la détruire dans cet esprit de haine et de jalousie qui se manifeste malheureusement aujourd'hui. On a encouragé des gens qui ne veulent pas faire leur devoir avec désintéressement et qui veulent servir leurs fins au lieu de celles du public. Nous avons mis ordre à tout cela.

Si la province de Québec veut réellement protéger ses intérêts, quand il s'agit des grands travaux de voirie, qu'elle se débarrasse de ces écumeurs, de ces parasites qui gravitent autour du gouvernement. Malheureusement, ceux qui veulent faire cesser les abus, qui veulent faire leur devoir, ne sont pas les gens qu'on écoute aujourd'hui. Ceux qu'on écoute, ce sont ces gens qui traînent les lobbies, qui veulent faire servir leurs fins personnelles au lieu de servir les intérêts de la province. C'est de cette catégorie de gens que j'ai été victime dans la bataille que j'ai livrée pour donner à la province un système de voirie moderne.

J'ai fait honnêtement tout mon devoir, malgré les embûches placées sur ma route. Je défie le premier ministre de prouver le contraire. La première manche, je l'ai perdue. Mais il y a encore des années à venir et la bataille est loin d'être terminée. Nous essaierons de nous reprendre. Il y a deux ans, j'ai<sup>9</sup> été accusé de vouloir favoriser des contracteurs au détriment de certains souscripteurs à la caisse électorale. J'ai gagné la partie parce qu'alors le premier ministre était avec moi. Par la suite, les mensonges et les calomnies ont eu leur effet.

Pourquoi le premier ministre a-t-il changé? Si je suis tombé comme ministre de la Voirie, c'est parce que le régime est faux, et vous le savez. Si je suis tombé, c'est parce que j'ai voulu y mettre ordre et faire respecter des principes. Si je suis tombé, c'est parce que j'ai voulu apporter dans mon travail de la sincérité. C'est parce que j'ai protégé des gens qui avaient bien travaillé pour la province et qui voulaient continuer à servir. J'ai voulu protéger les gens qui travaillent pour la province en leur permettant de travailler dans des conditions raisonnables.

Si, au lieu de répondre à mes questions, quelque ministre veut faire des farces comme le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) l'autre jour, et dire qu'il est resté parce qu'il est honnête, moi, c'est parce que je n'ai pas voulu avaler des couleuvres. Si je n'ai pas voulu avaler certaines couleuvres que l'on voulait me faire avaler, je suis fier de l'avoir fait, parce que j'ai donné à mon fils un exemple de caractère qu'il n'aurait pas trouvé en d'autres milieux. J'ai, dit-il, été rejeté par suite des manœuvres des écumeurs qui entourent le ministère de la Voirie, mais la lutte n'est pas finie.

Je vais continuer la lutte pour le triomphe des principes que j'ai préconisés pendant la campagne de 1935 et celle de 1936. Ces principes en valent la peine. C'est parce que j'ai prêché des principes que je vais continuer à prêcher. Nous sommes dans le droit si nous sommes dans l'épreuve. Vous avez l'argent, nous avons la justice. Votre argent ne pourra nous empêcher de faire triompher la vérité. Ce n'est pas l'argent qui peut détruire les idées. Vous, les farceurs, avez eu la première manche; à nous maintenant, nous gagnerons la deuxième. Je suis fier d'avoir fait un sacrifice pour ma province. Si j'avais voulu céder aux menaces, je déclare que d'autres ministres seraient sortis du cabinet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nommez-les!

**M. Leduc (Laval):** Le sacrifice que j'ai fait aura un lendemain. Nous allons dire à la population que nous avons beaucoup d'œuvres à apporter, qu'il y a encore des gens qui, en temps d'élections, sont sincères, qu'il y a encore des gens qui ont des principes en temps d'élections et qui, au lendemain des élections, sont encore prêts à tomber pour ces principes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Adopté!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Comment, personne ne répond à l'honorable député de Laval? Pas un ministre, pas même un député, pas même le premier ministre, lui ordinairement si empressé, ne répond aux questions et aux attaques de l'ancien ministre de la Voirie?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Viens donc pas! Arrête donc! Arrête donc!  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand donc le premier ministre va-t-il prouver tout ce qu'il a insinué contre le député de Laval? Quand donc va-t-il préciser ses accusations? Quand donc viendra la réponse? Quand l'ancien ministre aura-t-il donc justice? Quand prouvera-t-on qu'il a mal agi, comme on l'insinue, et lui donnera-t-on justice?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne veux pas interrompre le député de Rivière-du-Loup, mais j'ai déclaré à maintes reprises, en Chambre et ailleurs, et je le répète maintenant que

tout vient à point à qui sait attendre. Nous dirons en temps et lieu, en temps opportun, ce que nous avons à dire à ce sujet. On ne peut faire d'une question personnelle un débat pendant le discours du budget. Si l'on veut un débat sur la question, qu'on inscrive au *Feuilleton* une motion pour la production de documents ou toute autre motion. Je suis prêt à engager le débat sur cette question n'importe où, n'importe quand avec n'importe qui, particulièrement avec le député de Laval; mais, si l'on ne dépose pas une motion sur la table à cet effet, je dis aussi qu'il appartient au premier ministre, qui dirige les débats dans cette Chambre, de décider du jour et de l'heure, de l'endroit et de la date, de rendre justice à qui justice est due.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'endroit, la date, où, quand? Quand sera le temps opportun? Où sera donc le lieu?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On discutera peut-être de l'affaire Godon<sup>10</sup> à ce moment-là. Le député de Rivière-du-Loup sera surpris que son ami Godon ne soit pas là.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai été surpris qu'on ne se soit pas vanté de l'affaire Godon dans le discours du trône. On s'est vanté de tant de choses. Pourquoi pas de celle-là?

**M. l'Orateur suppléant:** Le député parle-t-il toujours sur le point d'ordre?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quel est le point d'ordre, celui du premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député ne l'a pas compris, je vais le répéter.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, non, on n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'Orateur n'a pas compris lui-même le point d'ordre du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le droit, s'il ne comprend pas les points d'ordre, de se comparer au digne Orateur de cette Chambre, l'honorable député de Saint-Maurice (M. Trudel), qui remplace l'Orateur. Il est temps que l'opposition comprenne, qu'elle

réalise que c'est elle qui est dans cette Chambre la cause des désordres. Nous avons eu tout l'après-midi le spectacle d'une opposition qui a provoqué le gouvernement, qui a interrompu. Ce sont ces gens-là, M. l'Orateur, qui posent à la vertu et à la pureté! Le député de Rivière-du-Loup doit retirer son expression à l'effet que l'Orateur ne comprend pas les points d'ordre du premier ministre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas ce que j'ai dit, mais je vais retirer mon expression, contrairement au gouvernement qui, lui, ne retire aucune expression. Le gouvernement ne retire rien, excepté le dossier de Godon.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Un peu de sérieux!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je vais vous faire un discours qui sera petit...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça paraît.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Discours qui sera plus petit que celui du premier ministre qui nous a parlé une heure de temps sur le chômage, la semaine dernière. Je ferai remarquer d'abord que l'honorable ministre de l'hygiène (l'honorable M. Paquette) est revenu parmi nous en parfaite santé et complètement rajeuni par sa lune de miel<sup>11</sup>.

(Applaudissements)

On a dit que tout allait bien dans la province. Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) s'en est vanté. Ce n'est pas ce que l'on pense dans la province. Je vais vous dire, moi, ce qu'il pense, l'électorat. Je vais citer trois lettres pour démontrer ce que le peuple pense du gouvernement. L'une d'elles est particulièrement caractéristique. Dans la première, en date du 4 mars dernier, on m'écrit: "Je suis bien content de voir que vous vous occupez de moi, car j'ai grand besoin d'argent. Depuis que ce gouvernement-là est au pouvoir, il nous fait des "menteries" et il ne nous donne rien." Voilà une lettre de colon.

Je vous en citerai une autre, d'un cultivateur qui est colon lui aussi et auquel on ne paie pas les primes de labour. "Pour les primes dont je vous ai parlé, écrit ce colon, c'est pour un autre de mes garçons qui demeure ici, voisin de moi. Il a fait quatre acres de labour l'automne dernier à \$10 de l'acre, ce qui fait \$40. On m'a laissé savoir que je n'aurais l'argent de la prime que l'automne prochain. Mon voisin et plusieurs sont dans le même cas. Ils



ont fait du labour en 1937 et n'ont pas encore reçu leur prime. C'est pas mal ennuyeux d'avoir un gouvernement de la sorte."

(Rires du côté ministériel)

Il (M. Casgrain) cite une troisième lettre: "C'est avec plaisir que je m'empresse de venir causer un peu avec celui qui fait tout son possible pour défendre les siens et sa noble race québécoise..."

(Rires du côté ministériel)

"... pour vous mettre au courant de notre administration nationale et du retour à la terre. On place des gens sur les lots pour les mettre dans la misère et les faire presque mourir de faim. L'on retient la coupe de bois à \$2 du mille pieds; 10 sous du "tail", 20 sous du mille de bardeaux. Même, on les garde et un fonctionnaire nous a dit que c'était pour les fonds électoraux.

(Rires)

"Ils nous donnent des octrois, mais ils nous vendent du grain de semence à raison \$3.45 le cent livres, celui qui se vendait auparavant \$1.50. Les patates, 75 sous par soixante livres tandis qu'on les avait à 20 sous. La graine de mil est à 20 sous la livre. On vend les lots pour les taxes scolaires et municipales. Le mien, je devais \$2.86, et ils me demandent \$5 pour les frais, quand on ne peut pas payer la somme. Imaginez-vous que les frais restent là. Ont-ils le droit de nous charger la somme de \$5 pour les frais, car il y a 62 lots? Que l'on trouve cela dur, à comparer avec le temps de notre bon vieux père, l'honorable M. Taschereau! Comme vous le voyez, vous, c'est le retour à la terre de l'Union nationale qui nous promettait un si beau programme. Mais le peuple s'est trouvé trompé. Aujourd'hui, on lui jette à la face "menteur public" et il, le gouvernement, n'a pas le cœur de se défendre. Je reste un des vôtres qui voudraient la charité et la justice. Comme il est difficile de l'avoir ici-bas, on l'aura avec confiance de notre Père céleste cette fois."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il est 5 h 40. Il y a ce soir le banquet de la convention des métallurgistes de l'Institut of Mining and Metallurgy. J'y ai été invité. Nous devons y être à 6 h 30. Il conviendrait de mettre fin à la séance.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Encore cinq minutes. Il paraît donc, à la lecture de ces lettres venant de la population que "plus ça change, plus pire c'est". Je demande au premier ministre ce qu'il en pense. Il faut que l'ère des déficits et des emprunts cesse dans cette province; c'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable

député de Québec-Est (M. Drouin), l'amendement suivant:

"Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que la dette consolidée de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1936, était de \$160,065,392.98;

"Attendu que la dette consolidée de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1938, était de \$219,697,689.20;

"Attendu que la dette consolidée de la province était, au 31 décembre 1938, de \$255,576,099.37;

"Cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de délai, les mesures requises:

"a. Pour faire cesser les dépenses extravagantes et non suffisamment productives et pour que la dépense des argents publics soit réduite à des proportions convenables;

"b. Pour administrer les affaires de la province sans emprunter chaque année des sommes considérables et augmenter ainsi dans des proportions alarmantes la dette publique."

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. *Le Soleil* du 15 mars 1939, à la page 3, rapporte que l'affidavit est signé par R. F. Robert, directeur de l'Institut Saint-Jean Bosco, à l'appui d'une affirmation de l'abbé Odilon Gauthier, aumônier qui accusait le chef de l'opposition.

2. Eugène l'Heureux (1893-1975), avocat et journaliste. Il fut directeur du *Progrès du Saguenay* durant six ans; il fut ensuite secrétaire de la rédaction pendant sept ans, puis rédacteur en chef pendant cinq ans de

*L'Action catholique*. L'Heureux fonde *L'Opinion libre* en 1944. Il publia entre autres, les ouvrages *Opinion libre* et *Ma Province et mon Pays*. Comme journaliste, il collabora à plusieurs journaux quotidiens et hebdomadaires du Québec et fut commentateur régulier à la radio. En 1960, il accède au poste de bibliothécaire adjoint de la Législature de Québec.

3. Pierre-Basile Mignault, juge à la Cour suprême du Canada, de 1918 à 1929.

4. *Le Canada* du 15 mars 1939, à la page 6, précise que regardant l'horloge, M. Chaloult prend son siège.

5. \$60,000.00, selon *Le Canada* du 15 mars 1939, à la page 6.

6. Dans l'article "Où est le lâche", publié dans le *Clairon de Saint-Hyacinthe* du 31 mars 1939, à la page 6, nous retrouvons la réponse que fait M. Trépanier aux accusations de M. Duplessis.

7. "secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette)", selon *L'Action catholique* du 15 mars 1939, à la page 11.

8. "quarantaine", selon *Le Soleil* du 15 mars 1939, à la page 10.

9. "un député qui voulait favoriser indûment un entrepreneur", selon *Le Soleil* du 15 mars 1939, à la page 10.

10. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait

notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

11. Le député de Labelle (l'honorable M. Paquette) avait épousé Mme Rose Daviault en seconde noce, le 4 mars 1939.

Séance du mercredi 15 mars 1939

**Présidence de M. Trudel**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 153 ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette;

- bill 145 constituant en corporation The Standard Church of America.

Le comité fait de plus rapport que les promoteurs du bill 111 constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal ont demandé la permission de retirer leur bill et que le comité recommande à la Chambre d'accéder à cette demande.

Adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur suppléant** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant:

- bill 16 prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en ajoutant après ledit article, les alinéas suivants comme articles 3a et 3b:

3a. Dans toute municipalité où la corporation municipale fait le recouvrement des taxes scolaires payables à une ou à plusieurs corporations scolaires,

tout avis de consolidation d'arrérages de taxes scolaires sera suffisant si cet avis est donné à ladite corporation municipale. Si un tel avis n'est pas expressément limité aux taxes municipales ou aux taxes scolaires, il sera censé s'appliquer à la fois aux taxes municipales et aux taxes scolaires. Les dispositions du présent article s'appliqueront aussi aux avis précédemment donnés en vertu de la loi 2 George VI, chapitre 91.

3b. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 21, tel que remplacé par la loi 2 George VI, chapitre 91, section 9, le suivant:

"21a. La présente loi ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'arrérages de taxes dues à une corporation municipale ou à une corporation scolaire déclarée en défaut sous l'empire des dispositions de la section 5 de la loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 111a), sauf quant aux consolidations d'arrérages de taxes effectuées avant le premier septembre 1938".

Aussi, le bill 101 ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, et validant la résolution du conseil municipal de la cité du Cap-de-la-Madeleine, en date du 6 février 1939, relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Les contrats décrits respectivement comme suit:

a. Un contrat passé, le 29 novembre 1938, devant maître Paul Boucher, notaire, de la cité du Cap-de-la-Madeleine et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, fixant pour une période de 10 ans, à compter du 1<sup>er</sup> février 1939 les taxes municipales à être payées par cette compagnie, ses successeurs et ayants droit;

b. Un contrat passé le 5 décembre 1938, devant maître Paul Boucher, notaire, de la cité du Cap-de-la-Madeleine entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, fixant pour une période de 10 ans, à compter du 1<sup>er</sup> février 1939, les taxes scolaires à être payées par cette compagnie, ses successeurs et ayants droit;

Sont, par la présente loi, ratifiés, et confirmés et déclarés valides avec l'amendement que la période de temps prévue est réduite à six ans et subordonnement au fonctionnement normal de l'entreprise en question et au paiement de gages et salaires raisonnables aux employés de ladite compagnie."

2. L'article 2 est modifié en biffant dans la 4ième ligne les mots "(Cédule C)".

Et les cédules A, B et C sont biffées.

Aussi, le bill 102 ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

*a.* En biffant, aux 2ième et 3ième lignes, les mots "(reproduite comme cédule A)";

*b.* En biffant, à la 2ième ligne de la page 3, les mots "(reproduite comme cédule B)";

*c.* En biffant, à la 9ième ligne de la page 3, les mots "(reproduit comme cédule C)";

*d.* En biffant, à la 14ième ligne de la page 3, les mots "(reproduit comme cédule D)";

Les cédules A, B, C, et D sont biffées.

Aussi, le bill 114 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant à la 4ième ligne, les mots "(reproduite comme cédule de la présente loi)".

La cédule est biffée.

Aussi, le bill 123 ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié comme suit:

*a.* En biffant, aux 10ième et 11ième lignes de la page 3, les mots: "tel qu'il appert de la copie de ladite résolution qui fera partie de la cédule B";

*b.* En biffant, aux 22ième et 23ième lignes de la page 3, les mots: "tel qu'il appert de la copie de ladite résolution qui constituera la cédule C";

*c.* En biffant, aux 15ième et 16ième lignes de la page 4, les mots: "tel que le tout apparaît à la copie dudit acte qui constituera la cédule A";

*d.* En biffant, à la 40ième ligne de la page 4, les mots: "formeront la cédule D";

2. L'article 1 est modifié en biffant aux 1ère et 2ème lignes dudit article, les mots: "(reproduits comme cédules A, B, C, et D de la présente loi)".

Les cédules A, B, C, et D sont biffées.

Aussi, le bill 128 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 5 est remplacé par le suivant:

"5. La section 4 de la loi 6 George V, chapitre 48, est abrogée et l'article 173 de la loi des cités et villes, tel que modifié par la loi 23 George V, chapitre 43, section 1, est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les deux ans, le premier lundi d'avril ou, si le premier avril est un jour non juridique, le jour juridique suivant, conformément aux dispositions ci-après:

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes, en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le volume des Statuts adoptés à la session alors prochaine de la Législature".

2. L'article 7 est remplacé par le suivant:

"7. La section 7 de la loi 23 George V, chapitre 126, telle que remplacée par la loi 25-26 George V, chapitre 115, section 7, est de nouveau remplacée par la suivante:

"7. La cité de Verdun aura, à partir des élections générales de "1939", comme exécutif de son gouvernement, un comité exécutif composé comme suit:

1. Le maire qui en sera le président.

2. Les trois échevins élus au siège No 1 ayant reçu le plus grand nombre de votes en proportion de

tous les votes donnés; un échevin élu par acclamation sera considéré comme ayant reçu le plus grand nombre de votes. S'il y a plus de trois échevins élus par acclamation, les trois échevins acclamés, représentant le plus grand nombre d'électeurs, feront partie du comité exécutif.

3. L'échevin élu au siège No 2, ayant reçu le plus grand nombre de votes en proportion de tous les votes donnés. Un échevin élu par acclamation sera considéré comme ayant reçu le plus grand nombre de votes. S'il y a plus d'une acclamation, l'échevin acclamé, représentant le plus grand nombre d'électeurs, fera partie du comité exécutif.

3. L'article 8 est modifié en biffant, dans la 5ième ligne de la page 4, les mots: "(reproduite comme cédule A de la présente loi)".

4. L'article 9 est modifié en biffant, dans les 5ième et 6ième lignes, les mots: "(reproduit comme cédule B de la présente loi)".

5. L'article 10 est biffé.

6. Les articles 11 et 12 deviennent respectivement 10 et 11.

Et les cédules A et B sont biffées.

#### **Don d'une œuvre d'art**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'accuse officiellement réception d'une œuvre d'art que la province de Québec a reçue de l'honorable sénateur O'Connor. C'est un tableau de mosaïque incrustée dans le bois. Nous l'avons envoyé au Musée provincial. Nous remercions ce grand représentant de l'Ontario au Sénat pour ce gage d'amitié.

#### **Taxes municipales et scolaires**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 16 prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Contrats entre le Cap-de-la-Madeleine et la Laurentian Silk Mills**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 ratifiant certains contrats passés

respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, et validant la résolution du conseil municipal de la cité du Cap-de-la-Madeleine, en date du 6 février 1939, relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Contrats entre le Cap-de-la-Madeleine et l'International Foils**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apporté au bill 102 ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Taxes scolaires du Manoir Richelieu Company**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 114 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Conventions entre Jonquière, la Price Brothers Company et la Commission municipale de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de

la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 modifiant la charte de la cité de Verdun. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 14 mars, sur l'amendement à la motion proposée mercredi le 1<sup>er</sup> mars courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que la dette consolidée de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1936, était de \$160,065,392.98;

"Attendu que la dette consolidée de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1938, était de \$219,697,689.20;

"Attendu que la dette consolidée de la province était, au 31 décembre 1938, de \$255,576,099.37;

"Cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, mais elle recommande au gouvernement d'adopter sans plus de délai, les mesures requises:

"a. Pour cesser les dépenses extravagantes et non suffisamment productives et pour que la dépense des argents publics soit réduite à des proportions convenables;

"b. Pour administrer les affaires de la province sans emprunter chaque année des sommes considérables et augmenter ainsi dans des proportions alarmantes la dette publique".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Hamel, Lawn, Messier, Rochefort, 14.

**Contre:** MM. Auger, Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Fitch, Fleury, Gagné, Labbé, Labelle, Langlais, Larochelle, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Talbot, Tardif, Thibeault, Tremblay, 43.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la motion principale

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Si je me lève pour discuter du budget, ce n'est pas pour faire un grand discours plein de formules académiques. Je veux d'abord établir un parallèle entre l'opposition officielle et l'opposition officieuse qui, toutes deux, me font penser à une grande annonce de Montréal sur un cirage de bottes. L'opposition officielle veut faire sauter le gouvernement à la dynamite; l'officieuse veut le faire sauter à coup de dynamos. Toutefois, les deux s'entendent en ce qui concerne de faire sauter le premier ministre.

(Rires et applaudissements)

Il (M. Thibeault) traite longuement de la tuberculose. Je félicite le gouvernement et le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) pour ce qu'il vient de faire dans la province de Québec pour enrayer ce mal.

Un chef communiste américain a demandé d'être admis au Canada. Le département de l'Immigration l'a tout simplement refusé, mais, par la suite, on a consenti à son admission indépendamment de ce qui se passe aux Communes et, surtout, de ce qui se passe dans cette Législature où récemment nous avons discuté de la motion Antonio Barrette<sup>2</sup>. Le fédéral n'aurait pas dû revenir

sur sa décision et s'en tenir à la ligne de conduite désirée par la population. Le gouvernement fédéral refuse l'entrée au pays de Canadiens, alors qu'il permet l'entrée aux communistes.

Les lois de l'immigration travaillent contre la province de Québec. Il (M. Thibeault) cite dans tous ses détails le cas de Mary Glendora Voss, une Américaine du Vermont admise au Canada sur un permis de séjour. Mlle Voss, dit-il, s'est mariée dans la province de Québec. Elle est devenue malade à la suite d'un accouchement et, tuberculeuse, l'Immigration a voulu la déporter. Le département de l'Immigration porte atteinte aux libertés civiles des citoyens de la province. Je me prononce contre toute immigration tant que le chômage sévira chez nous. Le fédéral devrait faire sa part pour soutenir le fardeau du chômage et aider la province à substituer les travaux aux secours directs.

Citant l'acte de naturalisation de 1881, le Code civil, il s'indigne. Puis il passe au budget proprement dit, en expliquant le mécanisme des dépenses ordinaires, extraordinaires et de capital. Les secours de chômage doivent relever entièrement de l'administration centrale. Je cite à l'appui de ma prétention un éditorial de l'*Illustration nouvelle* et l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Est-il étonnant que l'on dépense et que l'on emprunte quand la crise ne fournit plus au gouvernement l'occasion d'avoir des revenus suffisants?

Le gouvernement a introduit une comptabilité claire et logique. Sous l'ancien gouvernement, on se contentait de présenter uniquement les revenus et dépenses ordinaires, sans autrement se soucier des dépenses extraordinaires ou au compte capital, en sorte que les électeurs ne savaient pas à quoi s'en tenir. Aujourd'hui, le budget est présenté comme suit: dépenses ordinaires, dépenses extraordinaires et dépenses au compte capital. Ainsi le contribuable est mis tout de suite au courant de la situation financière. De même, on a mis fin aux anciennes finasseries comptables, qui consistaient à dissimuler de lourdes dépenses sous le titre de fonds spéciaux, tel par exemple, le fonds de l'assistance publique, parfois déficitaire de \$2,000,000 à \$3,000,000. Avant 1937, les déficits d'assistance publique dans la province ne figuraient pas au budget. Aujourd'hui, cette dépense est calculée avec les dépenses extraordinaires.

Sous le gouvernement actuel, les dépenses ordinaires, extraordinaires ou de capital sont soumises à l'approbation de la Législature. Il n'en était pas ainsi sous l'ancien régime où, depuis 1928-1929 jusqu'à 1936-1937, les dépenses soumises aux

représentants du peuple totalisaient, pour ces années-là, un montant global de \$333,000,000 de revenus et de \$478,000,000 de dépenses, ce qui fait un excédent de \$145,000,000 à porter au déficit.

De même le gouvernement présente ses prévisions budgétaires sous une forme élaborée et détaillée. Autrefois, on indiquait sommairement une dépense de \$10,000,000 ou \$15,000,000, sous une demi-ligne d'explications. Aujourd'hui, toutes ces dépenses sont soigneusement détaillées.

Le gouvernement fédéral accorde seulement \$400,000 par mois à cette province en allocation d'assistance, tandis que la facture pour ce mois a un excédent de \$3,000,000.

Le gouvernement agit d'une façon supérieure à l'ancien régime. L'administration Duplessis a été économe des deniers publics et ne les emploie que pour des dépenses justes. Les emprunts que le gouvernement a contractés pour les besoins réels de la population ont été contractés à des taux plus avantageux qu'autrefois, ce qui témoigne de l'excellent crédit de la province. De 1932 à 1936, l'ancien régime avait des comptes soutirés pour une moyenne de \$8,000,000 par année et, de ce fait, payait des centaines de milliers de dollars en intérêts chaque année sur les comptes soutirés aux banques.

On nous critique parce que nos dépenses sont trop élevées. Il n'est pas un électeur qui s'en plaigne. Les dépenses faites par l'Union nationale rencontrent l'approbation de la population qui en a bénéficié. Nous avons dépensé des millions dans de grands travaux, par exemple, l'île Sainte-Hélène, le Jardin botanique, etc., et ceux qui ont travaillé ont trouvé leur salaire peut-être restreint, mais ils y ont fait un excellent apprentissage d'un métier qui pourra leur servir. Ils y ont gagné en relèvement moral et ils apportent des paroles de consolation dans leur famille. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a cité, hier, trois lettres de libéraux se plaignant de l'administration actuelle de l'Union nationale. Je pourrais, moi, citer une encyclopédie de lettres à la louange du gouvernement.

Le gouvernement, poursuit-il, a pris le pouvoir alors que nous étions descendus au dernier échelon de l'échelle au point de vue économique et, aujourd'hui, nous sommes au plus bas. On en blâmera le gouvernement. On dira que l'Union nationale ne s'attaque pas assez à la dictature économique. On citera à l'appui des encycliques. Le gouvernement, avant tout autre chose, a voulu encourager le moral des siens. Sa Sainteté Pie XI n'avait-il pas dit: *La crise qui secoue l'humanité est surtout morale*? Il faut d'abord relever le moral.

J'ai, dit-il, laissé mes études classiques pour me lancer dans le commerce et j'oriente la population vers l'industrie et le commerce.

Je ne peux faire autrement, dit-il, que de louer la politique économique du gouvernement. Le gouvernement de l'Union nationale s'occupe de toutes les classes de la société.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** J'ai, dit-il, écouté avec beaucoup d'intérêt le discours des deux chefs de l'opposition. L'opposition prétend que le présent gouvernement ne fait rien de bon. Parfois, le chef libéral semblait sourire, indiquant par là qu'il reconnaissait que le gouvernement actuel avait fait beaucoup, mais qu'il critiquait parce qu'il était obligé de le faire.

J'ai aussi écouté le chef de l'opposition numéro deux, le député de Québec-Centre (M. Hamel), qui s'est fâché dans son discours sur le budget. On lui voyait ça d'ici dans la figure; il rageait contre le gouvernement. Il haïssait tellement le premier ministre que cela se voyait facilement. Il n'a parlé que du trust de l'électricité. Il se dit contre les trusts, mais il ne combat que celui-là.

Il y a deux ans, je fus échevin de la ville de Québec et je me rappelle qu'il est venu un trust, le trust de la viande; mais lorsque vint le temps de combattre ce trust, on se demandait où était le Dr Hamel. Lui et ses amis ne sont pas venus et nous nous sommes débarrassés de ce trust tout seuls.

Comme représentant ouvrier, je dois remercier le gouvernement au nom de tous les ouvriers de la province pour tous les travaux qu'il nous a donnés. C'est un ouvrier qui parle, et je crois que c'est une voix plus autorisée que celle du chef numéro deux et ses amis qui sont des professionnels. La masse des ouvriers de la province de Québec sont contents en général du gouvernement. Il peut y en avoir qui ne sont pas contents, mais il y a toujours des mécontents et partout; la preuve, ce sont ces messieurs de l'opposition. Les ouvriers ont besoin d'ouvrage, et le gouvernement dépense des millions pour leur en procurer.

Les orateurs du Parti national et les libéraux n'ont fait que critiquer. Est-ce que ces gens ont proposé quelque suggestion intelligente pour soulager le chômage? Non! (Designant les membres du Parti national) Ces messieurs parlent toujours d'une façon générale; les ouvriers ne comprennent pas ces paroles en l'air. Ce sont des gens qui n'ont jamais fait autre chose que de chercher à soulever le peuple. Et pour cela, on les rencontrera en temps et lieu. Ça fait toujours plaisir.

Quant à moi, dit-il, j'ai déjà voté pour M. Taschereau, mais l'ancien premier ministre m'a refusé toutes les lois sociales accordées par le gouvernement actuel. Un ouvrier qui a le cœur à la bonne place ne peut faire autrement qu'être reconnaissant. Nous avons aujourd'hui obtenu tout ce que nous voulons avec le gouvernement actuel, quand les ouvriers n'obtenaient rien autrefois. L'ancien régime n'accordait rien aux ouvriers, ni lois sociales, ni lois des pensions.

Ces gens-là ont critiqué le gouvernement Taschereau dans le passé, mais aujourd'hui, ils le trouvent encore bon. Et voilà qu'ils font une alliance avec ce qui reste de l'ancien régime! Est-ce que c'est le gouvernement libéral qui nous donnerait tout ce que nous avons obtenu? Jamais. Je me rappelle une fois où j'avais été invité à un caucus libéral par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). On y discutait de la loi des accidents du travail. Je suis entré et me suis assis quelque part. M. Taschereau, qui avait bonne vue, m'a aperçu et a levé la séance. Ça discutait à coup de poing sur la table et M. Taschereau ne voulait rien donner.

Sous l'ancien gouvernement, nous n'avions pas été capables d'obtenir des lois ouvrières. Aujourd'hui, nous en avons. L'administration actuelle est consciente de ses devoirs et aucune n'a adopté autant de lois sociales utiles. Nous avons obtenu la loi des pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles, les pensions aux mères nécessiteuses. Si nous avons eu les pensions de vieillesse dès la dernière session de l'ancien gouvernement, c'est parce que nous avons forcé la note, parce que nous avions un chef comme notre premier ministre. L'ancien gouvernement n'était donc pas semblable au régime actuel, quoi qu'en dise le député de Québec-Centre (M. Hamel).

Ceux qui sont de l'autre côté de la Chambre ne trouvent rien de bon, mais le public, c'est différent. En dépit des dires de l'opposition, la population est satisfaite. À Québec seulement, nous avons donné de l'ouvrage à plus de 2,500 personnes avec les travaux de chômage. Et quand on constate quelque progrès dans l'administration, on doit s'en réjouir.

Je suis un représentant des ouvriers depuis toujours. Je puis parler avec eux et d'eux. Le chef de l'opposition numéro deux ne peut pas le faire. On dit que le gouvernement actuel exploite les ouvriers. Si les oppositions veulent faire des suggestions pour aider les chômeurs, qu'ils demandent donc à Ottawa de taxer la machinerie comme le reste, et dans la mesure où elle supprime la main-d'œuvre, et dans la



mesure où pareille taxe ne compromet pas les intérêts de la province! C'est le progrès qui est la cause du chômage. Ce n'est pas la province qui peut taxer les machines. La cause du chômage, c'est le progrès, et le progrès, c'est la machinerie.

Je tiens à remercier publiquement le gouvernement d'avoir dépensé autant d'argent pour des travaux. Qu'il en dépense encore! Je le remercie de nous avoir donné des lois que nous n'aurions jamais eues sans lui. On dit qu'il faut de la monnaie. C'est vrai qu'il faut que l'argent circule. C'est fait pour rouler; plusieurs l'ont dit dans cette Chambre. Mais si on n'en a pas de monnaie, qu'on en emprunte et que l'on dépense!

J'espère, dit-il, que la population comprendra que nous avons à Québec, actuellement, le seul gouvernement que nous ayons jamais eu, le seul gouvernement qui aide les ouvriers. Je termine en demandant à l'opposition de collaborer avec le gouvernement, afin de l'aider dans ce dossier important pour le bien commun du gouvernement et de la population.

(Applaudissements à droite)

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

#### En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des bourses pour

cours additionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Il s'agit d'aider la complétion d'études par des jeunes de talent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Combien de bourses sont-elles ainsi accordées?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je ne le sais pas.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'ai eu, dit-il, l'occasion de me rendre compte des services que rend cette Maison à nos étudiants à Paris, Maison où les étudiants canadiens-français sont bien suivis et bien dirigés. Je félicite le gouvernement d'en maintenir l'octroi décidé par l'ancien régime. En des temps meilleurs, lorsque les finances de la province le permettront, je crois qu'il y aura lieu de l'augmenter.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument national, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** pose une question.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Il s'agit d'un contrat passé en 1896 en vertu duquel la province loue une partie du sous-sol pour donner certains cours.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée et Archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** C'est \$3,000 de plus que l'an dernier.

**M. Bastien (Berthier):** Je veux, dit-il, en connaître la raison.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Depuis quelques années, la province a acheté peu de nouvelles choses et elle se propose d'enrichir quelque peu ses collections en achetant davantage.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de l'octroi annuel. Une loi viendra plus tard pour régler le cas de l'Université de Montréal et faire des rajustements aux octrois accordés aux autres universités: McGill, Laval et Bishop.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour University Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal - aide *re:* entretien d'un Institut de neurologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Pourquoi le gouvernement n'accorde-t-il pas un octroi au sanatorium Prévost de Cartierville, dans la banlieue de Montréal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est actuellement question de l'Institut de

neurologie dirigé par le Dr Penfield, de McGill, une de nos gloires médicales, un grand actif pour le pays tout entier, et où des travaux très importants se poursuivront.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a aussi de bons hommes au sanatorium Prévost et cette institution joue un rôle magnifique. Pourquoi ne donne-t-on pas aussi un octroi au sanatorium Prévost?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** En vertu de la loi de l'assistance publique, le sanatorium Prévost ne peut bénéficier des octrois. C'est une institution privée. Je suis le premier à reconnaître qu'il s'y fait du bon travail, mais le cas de cette institution n'est pas celui de l'Institut de neurologie, car le sanatorium Prévost, étant institution privée avec patients payants, n'entre pas dans les cadres de l'assistance publique. On n'y fait pas de travaux de recherche et d'enseignement.

**M. Bastien (Berthier):** Je rends hommage à la valeur du Dr Penfield, mais je fais remarquer que l'ancien gouvernement a aidé au sanatorium Prévost tout en aidant l'Institut de neurologie; et sûrement avec quelque raison.

Je regrette qu'on ait discontinué de payer l'octroi. C'est le seul sanatorium du genre à Montréal et il est très utile aux Canadiens français.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des écoles techniques ou professionnelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**Un député:** C'est une légère augmentation des octrois accordés à l'École technique de Québec.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
12. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de l'École du meuble, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** L'on a augmenté de \$3,000 la subvention à l'École du meuble, dirigée par M. Jean-Marie Gauvreau.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quel est le nombre des élèves?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Il y a là 57 élèves aux cours du jour et un plus grand nombre aux cours du soir.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maintien et entretien des écoles ou chaires destinées à l'enseignement de la papeterie (École technique, Trois-Rivières), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'enseignement protestant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Institut et associations d'aveugles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** L'Institut de Nazareth à Montréal sera-t-il converti en hôpital antituberculeux comme le ministre l'a laissé entendre<sup>47</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais. L'Institut demeurera tel quel. Il ne sera pas converti en hôpital pour traiter les tuberculeux. Le projet a été étudié et ce n'est pas pratique dans les circonstances. Nous avons rencontré toutes les parties intéressées.

**M. Bastien (Berthier):** L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) avait pourtant annoncé que c'était son intention d'en faire un hôpital pour les tuberculeux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Il a dit que ce serait discuté, qu'il y avait un projet. Cela ne voulait pas dire que le projet était accepté.

**M. Bastien (Berthier):** Dans son discours sur l'adresse, le ministre a été bien catégorique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon collègue ne s'est jamais prononcé. Il ne pose jamais d'acte important sans consulter ses collègues. Il n'a fait que parler d'un projet.

**M. Bastien (Berthier):** Nous de l'opposition, nous sommes payés pour subir le ton rogue, la critique et le persiflage du premier ministre. Mais il ne devrait pas traiter ses ministres comme il nous traite. Il devrait être plus humain, sans quoi il se fera détester dans son entourage.

**M. le président:** À l'ordre! Il ne s'agit pas de discuter le caractère du premier ministre.

**M. Bastien (Berthier):** C'est pourtant ce qui coûte le plus cher à la province.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je n'ai jamais annoncé que l'Institut de Nazareth serait fermé, et il n'y a jamais eu de déclaration précise concernant sa transformation en hôpital antituberculeux. C'est un projet qui nous avait été soumis par les religieuses, étant donné que l'ancien gouvernement a fait bâtir une construction trois fois plus grande qu'il n'était nécessaire. Cette construction a coûté \$1,726,000, et il y aurait de la place pour 600 aveugles alors qu'il n'y en a que 200 actuellement. Probablement que l'ancien régime voulait encourager des contracteurs amis. La communauté a chaque année un déficit considérable et c'est pour cette raison qu'un projet a été soumis: il y a eu des délégations en faveur de la conversion en hôpital et il y a eu des délégations contre le projet. Ce n'était qu'un projet et il fallait l'étudier pour voir ce qu'il comportait d'acceptable. Il n'a pas été question de faire disparaître l'Institut des aveugles, mais on a préconisé un changement de local.

**M. Leduc (Laval):** Je crois qu'on avait demandé d'installer ailleurs l'Institut de Nazareth par mesure d'économie. Je crois qu'il importe peu à Montréal que l'Institut soit installé ici ou là, pourvu qu'il subsiste. Ce qui importe, c'est de conserver l'institution.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940, soit une somme de \$57,500 pour livres de récompenses, cartes géographiques,

etc., et \$25,000 pour octrois spéciaux aux associations et institutions de caractère éducationnel<sup>5</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** D'où vient cette diminution de \$51,200<sup>6</sup>?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** C'est parce qu'on est plus prudent dans l'achat des livres. Le gouvernement économisera beaucoup. Nous avons adopté un nouveau système qui permet un meilleur contrôle sur l'achat et la distribution de livres de récompense. Autrefois, on donnait des livres en cadeau aux fonctionnaires. On en donnait aussi aux députés de l'ancien régime pour qu'ils puissent en faire cadeau dans les écoles afin d'augmenter leur popularité.

**M. Dubé (Témiscouata):** Quelles sortes de livres achète le département?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Depuis que nous avons l'administration du département, non seulement nous contrôlons mieux les dépenses, mais nous n'achetons que des livres canadiens dans une proportion de 95 %.

**M. Bastien (Berthier):** Pourtant, l'an dernier, on a fait voter \$134,000. Est-ce qu'alors le ministre était imprudent?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous l'ancien régime, un individu achetait des livres pour des milliers de dollars, la province payait et il gardait les livres pour lui.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a toutes sortes de dépenses d'indiquées dans les *Comptes publics* à l'item des octrois aux associations et institutions à caractère éducatif. L'encouragement à l'instruction publique en général est d'ailleurs plus dispendieux que ne le dit le livre des crédits. Il parle de la page 170 des *Comptes publics*.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je demande au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) d'en donner le détail et de dire quels sont les octrois qui, d'après lui, n'auraient pas dû être accordés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je remarque d'abord, que le montant total fut de \$68,425. Il donne lecture de toute une page des

*Comptes publics* et analyse l'un après l'autre les divers articles. Il demande, à l'occasion, certains renseignements.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Le chef de l'opposition ne nous demande jamais rien.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis trop certain de ne rien obtenir. Je constate que l'on a donné \$5,000 au Collège de l'Assomption, en plus de subventions annuelles aux collèges classiques. Je veux, dit-il, en connaître la raison. Ce ne sont pas des livres que l'on a achetés pour ce Collège!

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** s'apprête à répliquer avec vivacité.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il ne faut pas se choquer, surtout quand on sort d'un voyage de nocces<sup>7</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi, répète-t-il, on a donné \$5,000 au Collège de l'Assomption?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'étonne que le chef de l'opposition s'objecte à ce don au collège qui a produit une gloire nationale, une gloire du Parti libéral; Sir Wilfrid Laurier a fait son cours à l'Assomption<sup>8</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** insiste.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Le gouvernement a aidé le Collège en une circonstance mémorable, un grand anniversaire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vois un octroi de \$3,000 pour la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières. Pourquoi cet octroi spécial?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Il y a des cas particuliers. C'est parce que la situation financière de cette Commission scolaire le justifiait et pour permettre certaines améliorations dans l'enseignement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas très clair. Je veux, dit-il, plus de détails. Des besoins comme ceux-là se font sentir dans toutes les commissions scolaires, et c'est un octroi absolument particulier que l'on a fait à la ville de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une somme versée pour fins d'éducation. Si la situation financière de cette commission scolaire donne lieu à des difficultés, c'est à cause de l'ancien régime. Un ancien ministre de la Voirie, M. Tessier, a été maire de Trois-Rivières. Une compagnie est venue pour s'y établir et un de ses directeurs, un autre ministre de Taschereau aujourd'hui défunt, a obtenu des garanties pour \$200,000. Or, pas un clou, pas une brique n'a été posée et la ville a dû perdre environ \$315,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** parle d'une fanfare à Mont-Laurier, dans le comté du ministre, qui a reçu un octroi.

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je rappelle, dit-il, que je donne tous ces détails parce que le premier ministre me l'a demandé. Ce n'est pas de ma faute si le premier ministre est si curieux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** intervient.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** continue son énumération.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a tort de commenter les montants versés à des religieux et des institutions religieuses.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne critique rien. Je demande des détails. Nous avons le droit de savoir comment et pourquoi est dépensé l'argent de la province. D'ailleurs, il y a beaucoup de religieux, de frères, qui se dévouent. Pourquoi n'ont-ils pas le même traitement? Il (M. Bouchard) s'enquiert d'un montant de \$750 versé au révérend frère Marie-Victorin<sup>9</sup>, l'âme du Jardin botanique de Montréal, et de \$1,000 au révérend frère Adrien<sup>10</sup> qui s'occupe de l'embellissement des écoles rurales.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je confesse, dit-il, que je ne peux dire la raison de ces paiements pour le moment, mais je pourrai le faire demain. Nous n'avons rien à cacher, assure-t-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je veux bien le croire, mais d'autres au ministère doivent cacher quelque chose puisque le ministre ne peut donner ces raisons.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je ne peux, explique-t-il, me rappeler exactement l'emploi de toutes les sommes, dans les détails, qui sont sous ma responsabilité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du moment que le chef de l'opposition apprend que le gouvernement a donné quelque chose aux religieux, il s'objecte toujours.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Tel n'est pas le cas. Je veux simplement savoir pourquoi l'argent a été versé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition devrait s'employer à quelque chose de mieux que de critiquer les religieux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai, dit-il, voulu injurier personne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition montre toute sa mentalité chaque fois qu'il est question d'un encouragement du gouvernement à un religieux et nous en avons une nouvelle preuve cet après-midi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je trouve aussi une dépense de \$2,500 pour le refuge Dom Bosco qui est dirigé par les Frères des écoles chrétiennes et s'occupe des orphelins. Est-ce que c'est bien l'Institut Saint-Jean Bosco dont le frère Robert est directeur? Il n'est pas étonnant que le frère Robert ait donné certaines déclarations contre moi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voyez-vous, M. le président, nous parlons d'une institution qui fait beaucoup de bien, qui est très méritoire, et immédiatement, le chef de l'opposition critique. Nouvelle preuve de la mentalité du chef de l'opposition. Il s'objecte à un octroi accordé à une institution digne de tous les éloges. Plus que cela, il insinue que le supérieur de cette communauté, qui fait tant de bien, se serait laissé influencer par un octroi. Je lui demande de se rétracter.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Choquez-vous pas! Je n'ai jamais dit que le frère Robert s'était parjuré. Je ne mets aucunement sa respectabilité en doute. Seulement, les oreilles, des fois, c'est comme un violon, ça s'accorde. Ça arrive à tout le monde de mal comprendre. J'avais dit que certains octrois permettaient au premier ministre d'agiter sa queue de

castor et que ça finirait par coûter cher à la province. Je voulais dire que c'est le premier ministre qui coûtait cher, pas les communautés religieuses. Le frère a compris que je parlais des communautés religieuses.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Cet octroi a été donné pour améliorer les conditions de l'enseignement à l'Institut Saint-Jean Bosco. Les élèves étaient installés d'une manière rudimentaire. Il n'y avait même pas de lits pour tout le monde. L'Institut Don Bosco n'avait même pas de tables à écrire pour ses orphelins. Nous avons décidé de l'aider davantage. Cet Institut ne peut avoir beaucoup de revenus, puisqu'il accueille des orphelins et des enfants déshérités.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** s'informe du montant de \$300 à la Société des amis de Maria Chapdelaine.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** C'est un montant annuel que nous donnons à la Société pour lui permettre d'acheter un lopin de terre et la maison de Péribonka où, paraît-il, la vraie Maria a vécu. C'est un endroit de tourisme.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et Eva Bouchard, est-ce toujours elle qui prétend être Maria Chapdelaine? Y est-elle encore?  
(Rires)

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Que mon ami s'en informe auprès du juge Desaulniers.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il est mort.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Alors, demandez-le à Paul Gouin.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois qu'il est mort lui aussi.  
(Rires)

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Il y a des morts qui parlent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'item de la Société des écrivains, \$1,000 pique ma curiosité.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** C'est l'association des auteurs qui tient actuellement le Salon du livre. Les auteurs canadiens veulent recevoir la visite de ceux qui s'intéressent à la littérature canadienne.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Très bien. Et la Société protectrice des animaux, \$75?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Le montant habituel.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y en a beaucoup d'animaux. Sont-ce des moutons?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Pas ceux de la gauche.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Soixante-quinze dollars, ce n'est pas assez. Je proteste au nom des animaux. En guise de conclusion, je demande quels octrois seront retranchés puisque la somme globale a été réduite à \$25,000 alors qu'elle était de \$65,000 l'an dernier.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Sous l'ancien régime, il se dépensait en livres un montant de \$110,000. Je m'arrangerai pour payer le plus d'octrois possible avec les crédits à ma disposition; l'item affecté aux livres permet le paiement de ces divers octrois.

L'étude de la résolution est suspendue.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
17. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles du soir (département du secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a diminution sur l'an dernier.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Les écoles du soir, dans certains centres, ne sont fréquentées que par cinq ou six élèves par classe. Nous avons fermé ces classes et concentré les élèves ailleurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
18. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**Un député:** Il y a une diminution de \$10,000.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je ne peux l'expliquer.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-seize mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école d'arts et métiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Leduc (Laval):** Quand le gouvernement se décidera-t-il à instituer une école d'arts et de métiers dans la paroisse montréalaise de Saint-Vincent-Ferrier?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** J'y songerai, dit-il. J'ai l'intention d'aider le plus possible les écoles d'arts et métiers. J'en ai déjà causé avec le député de Laval (M. Leduc) et le curé L'Heureux. J'ai le désir d'avoir une école dans le nord pour décongestionner les écoles techniques et les rendre plus dignes de ce titre.

Le projet est d'envergure. Cela nécessitera la dépense \$1,000,000, \$1,500,000. Je veux faire de l'école technique une vraie école au sens propre du mot.

**M. Hamel (Québec-Centre)** s'informe des projets du gouvernement en matière d'enseignement de l'aviation.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Nous avons déjà 300 élèves à l'École d'aviation de l'École technique de Montréal. Les cours ont commencé en janvier.

J'envoie incessamment le directeur, Hector Beupré, aux États-Unis pour y visiter les écoles d'aviation. C'est notre intention de joindre l'enseignement pratique à l'enseignement théorique que l'on y donne.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il est plus que temps de former des techniciens. Le Canada Car and Foundry a demandé récemment 600 techniciens et nous n'avons pas été capables d'en fournir un seul. La jeunesse souffre de ces retards qu'on apporte à l'instruire. Il faudrait brûler les étapes.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école des

beaux-arts, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lasalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier, Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**Un député ministériel:** Pas d'opposition?

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

25. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du Roi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande la raison des diminutions effectuées, environ \$40,000.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Nous verrons à laisser souffrir le moins possible l'éducation, mais en nous arrangeant pour dépenser moins.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cela ne répond pas à ma question. Ce n'est pas une réduction ordinaire. Où la fera-t-on, cette réduction de \$40,000?

Si l'on peut retrancher tout d'un coup \$40,000, l'opposition a le droit de demander si les autres dépenses sont essentielles. Puisque le ministre ne peut me répondre, je propose de suspendre l'item.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non et non. Lorsqu'on discute une heure et

quart de temps sur un seul item, cela prend tout le temps de la Chambre, et encore, c'est pour des menus détails. D'ailleurs, je sais que le chef de l'opposition ne tient pas tant que cela aux explications.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le ministre ne peut me répondre ni m'expliquer la raison d'une diminution de \$40,000. On va suspendre cela et on va passer aux autres items.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est bon.

L'étude de la résolution est suspendue.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 28. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent treize mille huit cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie (département du secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Voilà encore un item sur lequel on fait une diminution. Le ministre peut-il nous expliquer cela? Ce montant représente une diminution de \$75,000 sur l'an passé.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** (Hésitant) Je ne peux pas expliquer pour le moment. Il faut vérifier les documents pour répondre. Si l'opposition veut attendre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est correct, nous consentons à suspendre l'item.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne peut être question de suspendre cet item. Si nous passons notre temps à écouter l'opposition et à suspendre ainsi les items, nous n'avancerons pas. Cet item est excessivement simple. Un enfant d'école comprendrait à première vue et pourrait l'expliquer. Nous avons de ces écoles de réforme à Montréal, à Shawbridge, dans le comté d'Argenteuil, à Huberdeau. Il arrive qu'il y a des années où ces écoles nécessitent des dépenses additionnelles, lesquelles, lorsqu'elles sont faites, n'ont pas besoin d'être renouvelées. Je dis qu'il n'y a rien de contentieux dans l'item et je m'étonne de la tactique de l'opposition.

Il s'agit tout simplement de venir en aide à une institution qui fait beaucoup de bien à une classe de déshérités, et l'opposition a tort de critiquer le gouvernement. Il s'agit en somme de l'entretien des pauvres déshérités qu'on ne peut envoyer en prison

mais qui méritent de séjourner dans ces maisons de correction. C'est un prolongement de l'assistance publique, mais, au lieu de s'appliquer aux vieillards, elle s'applique aux enfants.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre parle de tactique de l'opposition. Nous ne voulons pas faire d'obstruction du tout. C'est le ministre lui-même qui nous demande de suspendre l'item. Quand il aura des renseignements, il pourra nous donner les raisons de la diminution et nous les accepterons probablement. La Chambre a le droit de savoir ces raisons-là. L'opposition a le droit absolu de se renseigner sur les dépenses publiques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas lieu de se chamailler. Il s'agit d'une diminution dans les dépenses. Que l'opposition soit donc logique avec elle-même. Elle présente un amendement pour dire que nous dépensons trop. Maintenant que nous ne dépensons pas assez, elle vient encore nous critiquer. Les oppositionnistes ne sont jamais satisfaits. Je répète qu'il n'y a rien de contentieux dans l'item.

L'opposition devrait se réjouir que la dépense diminue. S'il y a eu une diminution dans cet item, c'est probablement que le nombre des enfants a diminué. Il y a environ \$75,000 de moins que l'an dernier; qu'est-ce que l'opposition a donc à chamailler? Ces écoles, il y a là des bambins de cinq ans, de six ans et jusqu'à 15 et 16 ans. Non, pas 16 ans, ils sont trop vieux pour cela, mais enfin...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai devant moi les prévisions budgétaires de 1937-1938. Il y avait pour cet item une somme de \$339,000. Ça diminue donc toujours?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le budget est préparé devant le Conseil des ministres. Les ministres soumettent leur budget respectif et nous le discutons.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pas les ministres, le premier ministre tout seul.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'admets que cela se passait ainsi du temps de l'ancien régime avec des ministres comme le député de Berthier (M. Bastien). Mais sûrement l'opposition ne voudrait pas reprocher au gouvernement de venir en aide aux déshérités de la vie que sont les pensionnaires de ces écoles.



**M. Bastien (Berthier):** De toute évidence, les ministres sans portefeuille de l'ancien régime en savaient plus long que les ministres d'aujourd'hui. Le ministre ne peut nous répondre. Nous sommes pour l'économie, mais pas en ce qui regarde les écoles. Nous voulons économiser sur les achats d'automobiles, par exemple.

**Des voix:** Il est 6 heures!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux bien, dit-il, que l'on discute les crédits, mais il n'est pas nécessaire d'aller dans tous les détails. Les crédits du département du secrétaire de la province n'ont rien de contentieux. Que l'opposition continue ses tactiques, peu m'en chaut. La voilà qui s'acharne à retarder l'adoption des crédits sur des détails de menu fretin, comme on l'a fait tout l'après-midi.

**M. Bastien (Berthier):** Je n'endurerais pas que le premier ministre dise des communautés religieuses dont il a été question tout l'après-midi qu'elles sont du menu fretin. Je n'endurerais pas que le premier ministre parle sur ce ton des communautés religieuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas surpris que le député de Berthier pense aux religieux dès qu'il est question de menu fretin.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est le ministre qui doit rendre compte des dépenses dans son ministère. Pourquoi le premier ministre ne veut-il pas? Je ne blâme pas le ministre de ne pas savoir tout cela tout de suite. Il nous demande d'attendre, mais le premier ministre intervient et dit: "L'item est des plus simples et nous allons le passer."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est parfaitement renseigné, mais il est peut-être d'une, je n'ai pas honte de le dire devant lui, d'une affabilité exagérée pour l'opposition. Excusez-le, c'est un obséquieux.

Nous avons trop de travail parlementaire à faire pour perdre notre temps sur des crédits comme ceux-là. En plus de la Chambre, nous avons les comités, les entrevues et bien d'autres choses. Si l'opposition veut suspendre, c'est son affaire, qu'elle en porte la responsabilité. L'opposition regrettera de retarder le travail de la Chambre. Je l'avertis charitablement. Je lui dis qu'elle n'y gagne rien.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Suspendons, suspendons cet item. Le ministre ne peut rien

expliquer pour le moment. Je me fie à la générosité du ministre (l'honorable M. Paquette).

L'étude de la résolution est suspendue.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On pourrait peut-être adopter d'autres items, rapidement, comme ça.

(Le premier ministre fait signe à M. Trudel, l'Orateur suppléant de la Chambre, de revenir au fauteuil de l'Orateur.)

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Même séance.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** se lève pour présenter un bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (À M. Trudel) Il est 6 heures et je quitte le fauteuil.

**M. l'Orateur suppléant:** Il est 6 heures et je quitte le fauteuil.

La séance est suspendue à 6 heures.

### Reprise des travaux à 8 heures

#### Succession Alphonse Valiquette

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.

Adopté.

#### En comité<sup>11</sup>:

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande de retarder l'étude de cette loi parce que je veux contrôler certains renseignements.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Questions et réponses:

#### Jardin botanique de Montréal

**M. Bastien (Berthier):** Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé d'argent du 26 août 1936 au 1<sup>er</sup> février 1939, en améliorations, travaux et constructions de toutes sortes, au Jardin botanique de Montréal?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** \$4,155,082.98.

#### Île Sainte-Hélène, Montréal

**M. Bastien (Berthier):** Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé d'argent du 26 août 1936 au 1<sup>er</sup> février 1939, en améliorations, travaux et constructions de toutes sortes, sur l'Île Sainte-Hélène, à Montréal?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** \$3,566,761.05.

#### Suppression des passages à niveau

**M. Messier (Verchères):** 1. Le ministère de la Voirie a-t-il reçu des subventions de la Commission fédérale des chemins de fer pour aider à la suppression des passages à niveau dans la province de Québec au cours des années 1936, 1937, 1938?

2. Si oui, quel montant le ministère de la Voirie a-t-il reçu de la Commission des chemins de fer au cours des années 1936, 1937, 1938?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):** 1. Oui, excepté en 1937.

2. En 1936: \$15,764,67; en 1938: \$118,855.52.

#### Améliorations, travaux et constructions dans la ville de Shawinigan Falls

**M. Bastien (Berthier):** Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé soit directement, soit par voie de subventions et octrois consentis à des corps publics et à des institutions privées, pour promouvoir des améliorations, travaux

et constructions de toutes sortes dans la ville de Shawinigan Falls, du 26 août 1936 au 1<sup>er</sup> février 1939?

2. Quelle est la nature de ces travaux, améliorations et constructions?

3. Quel a été le coût dans chaque cas?

#### L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

1. \$664,545.23.

2. Terrassement, pavage de rues, égouts, marché, mur soutènement, parcs, cour municipale, auditorium municipal.

3. Améliorations, \$381,440.50; constructions, \$283,104.73.

#### Améliorations, travaux et constructions dans la cité de Trois-Rivières

**M. Bastien (Berthier):** Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé, soit directement, soit par voie de subventions et octrois consentis à des corps publics et à des institutions privées, pour promouvoir des améliorations, travaux et constructions de toutes sortes dans la cité de Trois-Rivières du 26 août 1936 au 1<sup>er</sup> février 1939?

#### L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

1. \$2,548,510.22.

2. Chemin de ceinture, égouts, aqueduc, parcs, estrades des courses, piscine, stadium, terrain de l'exposition, amélioration au terrain d'agriculture, palais de justice, ponts.

3. Améliorations: \$1,220,715.75; constructions: \$1,327,794.49.

#### Améliorations, travaux et constructions dans la cité de Lachine

**M. Bastien (Berthier):** Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé, soit directement, soit par voie de subventions et octrois consentis à des corps publics et à des institutions privées, pour promouvoir des améliorations, travaux et constructions de toutes sortes dans la cité de Lachine du 26 août 1936 au 1<sup>er</sup> février 1939?

#### L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

1. \$617,703.37.

2. Réparation de la rue Saint-Joseph, réparation de la promenade du Père Marquette et autres travaux faits sous la direction de la ville de Lachine.

3. Réparation de la rue Saint-Joseph, \$121,182.88; réparation de la promenade du Père

Marquette, \$29,210.54; autres travaux sous la direction de la ville de Lachine, \$467,309.95.

**Améliorations, travaux et constructions  
dans la cité de Sherbrooke**

**M. Bastien (Berthier):** 1. Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé, soit directement, soit par voie de subventions et octrois consentis à des corps publics et à des institutions privées, pour promouvoir des améliorations, travaux et constructions de toutes sortes dans la cité de Sherbrooke, du 26 août 1936 au 1<sup>er</sup> février 1939?

2. Quelle est la nature de ces travaux, améliorations et constructions?

3. Quel en a été le coût dans chaque cas?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
1. \$306,558.36.

2. Au terrain de l'exposition: travaux divers faits sous la direction de la ville de Sherbrooke: estrades pour le champ de baseball; pavillon du terrain de l'exposition; travaux généraux faits sous notre contrôle: égouts, trottoirs, etc."

3. Patinoire artificielle, \$55,895.36; travaux faits sous la direction de la ville de Sherbrooke, \$49,958.40; estrades, \$115,231.88; pavillon, \$6,788.12; travaux généraux, \$78,684.60.

**Montant de  
la dette flottante**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Quel était le montant de la dette flottante au 31 août 1936?

2. Quelle était la nature des titres constituant ladite dette flottante?

3. À quel taux et pour quel terme ont été émises les obligations de \$12,000,000 qui ont été remboursées par les emprunts de \$20,000,000 et de \$30,000,000 mentionnés à la page 57 des *Procès-verbaux* de la session en cours?

4. Quel a été le produit net de l'émission de \$12,000,000 par cent dollars qui a été ainsi remboursé?

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon):** 1. Il est impossible de répondre à cette question parce que de nombreuses réclamations basées sur d'innombrables dettes contractées par l'ancien régime et impayées par lui continuent de parvenir au département du Trésor provincial.

2. Répondu par le no 1.

3. et 4. Le gouvernement a déjà répondu à ces questions, entre autres, à la page 81 des *Journaux*

*de l'Assemblée législative*, 2<sup>e</sup> session 1936, et par les déclarations du premier ministre faites à l'Assemblée législative au cours de la même session.

**Montant de  
la dette flottante**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Quel était le montant de la dette flottante de la province:

a. Au 31 décembre 1938?

b. Au 31 janvier 1939?

2. Au 31 décembre 1938, combien devait la province aux banques ou autres institutions financières:

a. En comptes soutirés?

b. En bons du Trésor?

c. En tous autres titres autres que des obligations faisant partie de la dette consolidée?

3. Au 31 janvier 1939, combien devait la province aux banques ou autres institutions financières:

a. En comptes soutirés?

b. En bons du Trésor?

c. En tous autres titres autres que des obligations faisant partie de la dette consolidée?

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon):** 1a. et b. Il est impossible de répondre à cette question parce que de nombreuses réclamations basées sur d'innombrables dettes contractées par l'ancien régime et impayées par lui continuent de parvenir au département du trésorier provincial.

2. a. Rien.

b. \$24,000,000.

c. Rien.

3. a. Rien.

b. \$25,000,000.

c. Rien.

**Traitements et salaires des officiers et  
employés du ministère des Affaires municipales**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Les traitements et salaires des officiers et employés du ministère des Affaires municipales, affectés à la recherche et à l'étude des exemptions et commutations de taxes municipales et scolaires dans la province, ont-ils été fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil?

2. À quelle date ces salaires et traitements ont-ils été établis?

3. Quelles sont les personnes qui ont retiré des émoluments et traitements comme officiers et employés affectés à ces recherches?

4. Quelles sont les dépenses de voyage globales de ces officiers et employés?

5. Quelles sont les dépenses de voyage de chacun de ces officiers et employés?

6. À quelle date ces émoluments, traitements et dépenses de voyage ont-ils été payés en tout ou en partie?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** 1, 2, 3, 4, 5, 6. La province n'a encouru aucune dépense et ne doit rien à ce sujet.

#### Pensions de vieillesse

**M. Turcotte (Richelieu):** 1. Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il déboursé pour les pensions de vieillesse à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1936 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1939?

2. Quels montants le gouvernement du Québec a-t-il reçus des autorités fédérales représentant la contribution du pouvoir central aux pensions de vieillesse à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1936 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1939?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
1. Total: \$22,583,580.34; pensions: \$21,937,264.22; intérêts payés par la province en attendant le remboursement du gouvernement fédéral: \$64,405.28; frais d'administration payés par la province: \$581,910.84.

2. Total: \$16,452,948.18; pensions: \$16,452,948.18; intérêts: Aucun; frais d'administration: Aucun.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur suppléant** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 modifiant le Code municipal;
- bill 106 concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine;
- bill 110 modifiant la charte des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe;
- bill 124 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame de Montréal;
- bill 131 concernant la succession Ovil-Stanislas Perrault.

#### Paul Herbert Silver

**M. Bulloch (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe.

Adopté.

#### En comité<sup>12</sup>:

**M. Tardif (Frontenac):** Lorsque le bill a été étudié en comité, j'ai fait certaines observations. J'ai dit que c'est en général un mauvais principe que ces bills permettant à quelqu'un de changer son nom.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je suis d'accord avec le député de Frontenac et je le félicite.

**M. Tardif (Frontenac):** Je dirai au député de Rivière-du-Loup que ce principe fut établi par l'ancien gouvernement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si ce fut commencé sous l'ancien gouvernement, ce n'était pas mieux. L'ancienne opposition, dont faisait partie le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) condamnait aussi ce principe. C'est pire aujourd'hui avec le gouvernement qui devait tout rénover; on suit exactement la conduite de l'ancien, quand on n'agit pas plus mal. Si ce n'est pas un bon principe pour les individus, ce n'est pas bon non plus pour les partis politiques. Les conservateurs de la province auraient dû continuer à se dire conservateurs.

**M. Barré (Rouville):** Je tiens à enregistrer ma dissidence. Je m'oppose à ce que la Législature soit une manufacture de faux noms. Je crois que la Législature manque de dignité quand elle se fait ainsi le complice de ceux qui veulent changer leur état civil. Pour ceux qui n'avaient plus d'état civil, ça passe encore.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Comme ça, le Parti conservateur n'avait pas d'état civil?  
(Rires)

**M. Barré (Rouville):** Ceci est contraire au bon ordre. La Chambre ne devrait jamais changer les noms. Je tiens à déclarer que je suis dissident à ces changements à moins de raisons valables. Je ne suis pas du même avis pour ce qui est des partis politiques, cependant.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je m'accorde avec le député de Rouville. Je m'oppose à ce que la Législature devienne une manufacture de changement de noms. Il est dans l'intérêt des citoyens de savoir avec qui ils font affaire. Si c'est pour dissimuler sa nationalité que quelqu'un change de nom, ce n'est pas une raison. À moins de raisons excessivement graves, je m'objecterai à ces changements.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'étais pas au comité lorsque cette question fut étudiée. J'ai étudié le bill par la suite. Je concours dans l'opinion de ceux qui prétendent qu'il peut y avoir des abus et je crois que les abus doivent cesser. Mais il ne faut pas oublier que toute question peut avoir des aspects particuliers. Dans le cas actuel, le pétitionnaire est dentiste protestant à Montréal. Aujourd'hui, M. Silver demande la permission de prendre le nom de sa mère pour d'excellentes raisons qu'il a exposées en comité: d'autres personnes ont pris, par une loi de l'ancien régime, le nom qu'elles portent actuellement. Ce fait lui cause préjudice.

Sous l'ancien régime, il y a eu des gens de race étrangère qui ont changé leur nom pour prendre celui de M. Silver, ce qui cause à la famille Silver de sérieux inconvénients. De plus, ce dernier demande de prendre le nom de sa mère, Mme Rowe, et il s'agit de continuer le nom d'une vieille famille anglaise des Cantons-de-l'Est. Je crois que nous ferions une injustice si nous ne reconnaissons pas qu'il y a des règles qui souffrent des exceptions. Ce serait être injuste que de ne pas se rendre à sa demande sous prétexte d'avoir des principes rigides.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bulloch (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Syndics de Saint-Jérôme, Lac-Saint-Jean**

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac-Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Rivière-du-Loup, règlement no 210**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers, sous réserve de tous droits à payer.

Je remercie le premier ministre pour sa coopération, sa bienveillance et son aide, relativement au bill de Rivière-du-Loup.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, "que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à la littérature et aux beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):**  
L'augmentation est causée par un octroi accordé à l'institut de recherches scientifiques.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent treize mille huit cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie (département du secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** La diminution est causée par la diminution dans le nombre des enfants qui fréquentent ces écoles et par la suppression de crédits pour des améliorations qui ont été faites.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles primaires, complémentaires et primaires supérieures (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.  
Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Loi des accidents du travail

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi des accidents du travail, 1931 soit maintenant lu une troisième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le bill stabilise le statut de la Commission et assure une meilleure administration de la loi sur les accidents du travail.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'ancienne loi donnait certaines garanties aux commissaires, qu'ils garderaient leur position tant et aussi longtemps qu'ils rempliraient leur devoir. Je ne crois pas devoir accepter ce bill qui n'a pour but que de ratifier la destitution injuste et illégale des trois anciens commissaires. Ils ne peuvent pas être renvoyés sans avoir une majorité dans les deux Chambres. Ce serait plus approprié de demander l'opinion des deux Chambres avant de renvoyer les commissaires.

Il ne me semble pas, dit-il, qu'on ait prouvé quoi que ce soit contre eux. On cherche à leur enlever tout recours après leur avoir enlevé leurs droits. Je crois même qu'ils peuvent revenir contre le gouvernement. Les raisons qu'on a données ne sont pas des raisons et elles ont été contredites. On nous demande aujourd'hui de changer la loi pour absoudre le gouvernement d'une erreur qu'il a commise. Je voterai certainement contre le bill. Si on adopte une législation qui mettra la charge de commissaire au caprice des variations politiques, je ne crois pas qu'on serve les intérêts de la province.

J'ai bien connu les anciens commissaires. En somme, ils ont fait leur devoir. Ils étaient

compétents. Comme tous les juges, ils ont rendu des décisions qui n'ont pas été acceptées par tous les intéressés, mais depuis que nous avons de nouveaux commissaires, je ne sache pas que leurs décisions soient toujours accueillies avec la même faveur et par le gouvernement et par les ouvriers. Un tel tribunal doit être à l'abri de la politique.

On ne peut demander à l'opposition de prêter son concours pour changer une ancienne loi qui avait du bon. Quand le gouvernement aura corrigé cette erreur-ci, il nous demandera pour en corriger une autre.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Le chef de l'opposition n'est pas sérieux. Il parle contre cette loi et je suis convaincu qu'il l'approuve. Il sait fort bien que c'est à la demande répétée des ouvriers de la province que les changements ont été faits. La prétendue lettre qui n'a pas été reçue, c'est moi qui l'ai reçue. Dans cette lettre, les commissaires se qualifiaient d'incapables. L'ancien régime avait toujours refusé une représentation aux ouvriers. Le gouvernement a voulu donner justice aux ouvriers et c'est la raison de la loi qu'il s'agit d'adopter. C'est la première fois qu'ils sont représentés par un vrai travailleur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je réclame une copie des arrêtés ministériels relatifs à la destitution des commissaires.

### Dépôt de documents:

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 9 mars 1939, demandant la production d'une copie authentique de ou des ordres en conseil passés par le gouvernement de la province de Québec et approuvés par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, relativement à la démission ou à la destitution des commissaires de la Commission des accidents du travail de Québec: Messieurs Robert Taschereau, de Montréal, Simon Lapointe et O.-E. Sharpe. (Document de la session no 19)

Le débat se poursuit sur la troisième lecture du bill 30 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement devrait avouer avec franchise qu'il s'est trompé quand il l'a amendée à la première

session régulière du gouvernement actuel et qu'il avait oublié d'abroger l'article 54 de l'ancienne loi des accidents du travail disant que les commissaires resteraient en fonction durant bonne conduite et aussi longtemps qu'ils ne seraient pas forcés d'abandonner leur poste par suite de maladie ou de mort.

Pourquoi, dit-il, le gouvernement n'admet-il pas franchement son erreur? Ce serait beaucoup plus simple. Ce serait mieux que d'injurier des gens qui ne méritent pas un pareil traitement. Non seulement on a fait des destitutions injustifiées, mais on veut insulter les victimes en disant qu'ils se qualifient les uns les autres de fous.

Il (M. Casgrain) fait l'éloge de M. Simon Lapointe et lit la protestation qu'il a publiée dans les journaux.

Cette déclaration est claire et l'opposition ne peut approuver la loi qui est actuellement soumise à la Chambre.

Cependant, la nomination du président actuel, M. Paul Drouin, est une bonne nomination.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup a une mauvaise cause à défendre. On nous dit que nous ne réalisons pas nos promesses. L'Union nationale a mis à son programme la représentation des ouvriers dans la Commission des accidents du travail. La nomination des nouveaux commissaires correspondait à une promesse faite à l'électorat. Un représentant ouvrier y a été nommé. L'opposition s'y objecte-t-elle?

Dès la première session régulière, nous avons passé une loi conforme à notre programme. Le gouvernement par une loi a déclaré que les commissaires étaient nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais nous ne l'avons pas appliquée immédiatement.

Nous avons patienté. Ce n'est qu'après avoir reçu des plaintes nombreuses, venant de toutes parts, des ouvriers, des patrons et des médecins; ce n'est qu'après avoir reçu la lettre de M. Simon Lapointe, parlant aussi pour M. Sharpe, et disant que M. Taschereau n'était pas compétent, n'était pas *compos mentis*<sup>13</sup> pour la charge qu'il occupait, que nous nous sommes décidés à agir.

Les anciens commissaires ont perdu la confiance des gens et ils ont fait de leur mieux pour se discréditer mutuellement devant le nouveau gouvernement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Si vous voulez parler de cette lettre, vous êtes obligé de la produire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je la produirai.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand la produirez-vous?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas obligé de les produire au moment où j'en parle. Je la produirai aussitôt que possible.

De façon bien claire, on a dit que M. Taschereau n'était pas *compos mentis*. Subséquemment, M. Taschereau s'est plaint: il a écrit que si la Commission fonctionnait mal, c'était par suite du manque de compétence de MM. Lapointe et Sharpe. La semaine dernière, j'ai eu l'occasion de rencontrer M. Lapointe, avec d'autres personnalités, au sujet d'un autre bill.

Il m'a parlé de sa destitution et je lui ai dit: "Que vouliez-vous que je fasse. Vous m'avez écrit pour me dire que M. Taschereau était fou." Il a joué sur les mots en disant qu'il ne m'avait pas écrit, mais la lettre était adressée au ministère du Travail.

En 1931, à la veille des élections, l'ancien régime avait passé une loi pour rendre presque inamovibles les commissaires nommés jusqu'à bon plaisir, en 1928. J'avais protesté énergiquement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avez-vous voté pour ou contre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le principe en était le fond collectif, et nous avons voté pour le fonds collectif.

En vertu du Statut de 1937, le gouvernement avait parfaitement le droit de nommer ou de destituer les commissaires, et la présente loi n'a pas pour but que de clarifier, de préciser les textes de façon à prévenir toute contestation possible. On ne peut reprocher au gouvernement de donner des lois claires. En 1937, le gouvernement a aboli le salaire des commissaires et il serait valable de demander le remboursement de l'argent obtenu par eux par la suite.

La précision apportée enlève aux avocats tracassiers toute occasion de faire des procédures désavantageuses pour les ouvriers<sup>14</sup>. En nommant un représentant des ouvriers dans la commission, nous avons donné suite aux revendications de la classe ouvrière.

L'opposition va-t-elle s'opposer aux revendications des ouvriers? Nous avons reçu un mandat pour rendre justice à tout le monde et nous nous préoccupons tout particulièrement de défendre

les humbles et les faibles qui n'ont pas les moyens de se défendre eux-mêmes. Si l'opposition n'est pas en faveur des ouvriers, qu'elle vote contre la loi.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Nous allons voter contre la loi. Lorsque nous avons un principe de ce côté-ci de la Chambre, nous suivons ce principe. La loi de 1931 à laquelle le premier ministre vient de faire allusion nommant les commissaires durant bonne conduite était une excellente loi. Le premier ministre a d'ailleurs voté pour, c'est-à-dire que c'était si juste que la loi a été passée à l'unanimité de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député me permet-il une question?

**M. Bastien (Berthier):** Tout à l'heure. Je ne veux plus de vos discours dans les miens. Si on avait raison en 1931, si le premier ministre a approuvé en 1931 ce grand principe de l'inamovibilité des commissaires, pourquoi les destituer sans une adresse devant les Chambres?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je soulève un point d'ordre. Le député a prétendu que j'ai dit que le gouvernement n'avait pas destitué les commissaires avec une adresse devant les deux Chambres. Il y a eu adresse avec un bill, celui de 1937, qui comportait bel et bien la destitution des commissaires. Ce bill a été adopté en Chambre basse et en Chambre haute.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a jamais eu d'adresse demandant la destitution des membres de la Commission. Je veux rétablir les faits. Quand le premier ministre a destitué les membres, il a violé la loi. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il présente ce bill.

**M. Bastien (Berthier):** Le point d'ordre du premier ministre est un point d'ordre singulier. En 1931, la loi des accidents du travail, c'était le bon sens. Il était en faveur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je soulève un autre point d'ordre. Il dit que j'étais en faveur. Au contraire, je me suis déclaré contre.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a oublié d'enregistrer sa dissidence alors. Il pouvait le faire car, à l'époque, nous n'avions pas un Parlement de points d'ordre comme aujourd'hui.

Notre législation de 1931 fut copiée sur celle de l'Ontario. Le principe de nommer les commissaires durant bonne conduite est le même que reconnu dans toutes les commissions d'accidents de travail des provinces du dominion. C'est un tort considérable que le premier ministre va causer par sa loi à la classe ouvrière et à toute la province. Il y aura désormais des influences politiques à la Commission. Nommés durant bonne conduite, les commissaires étaient à l'aise pour refuser de se plier à tous les caprices des députés et des ministres.

Aujourd'hui, si un industriel se présente avec un député pour faire abaisser le montant de sa cotisation, le commissaire nommé durant bonne conduite peut l'envoyer promener. Mais, avec ce bill, vous mettez le commissaire à la merci des influences électorales. Quand j'entends dire dans cette Chambre, par des gens qui se prétendent sérieux, que les anciens commissaires étaient des bourreaux pour les ouvriers...

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Ils étaient ben durs, tous les deux.

**M. Bastien (Berthier):** Les commissaires pourront augmenter les cotisations de ceux...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est faux. En vertu de la loi de 1937, nous avons nommé M. Lafrance surintendant Assurances, comme administrateur du fonds. Auparavant, sous l'ancien régime, les administrateurs du fonds, c'étaient les commissaires. Ils étaient intéressés à faire fructifier le fonds. Ils étaient pour ainsi dire les bourreaux du fonds. Je me rappelle...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Encore un discours. Tout à l'heure, on ne m'a pas même laissé poser une question au premier ministre sur un point d'ordre. Il y a donc deux règlements en cette Chambre? L'un pour le premier ministre, l'autre pour le député de Rivière-du-Loup?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Si, aussi, vous parliez sérieusement!

**M. Bastien (Berthier):** Le point d'ordre du premier ministre n'est pas un point d'ordre, c'est un point de désordre.

(Rires)

Mon honorable ami, peut-il prétendre qu'il y ait un homme assez fin pour prévoir quelle sera la cotisation? Qui peut donc prédire des désastres



comme celui du *Cymbeline*<sup>15</sup> à Montréal? M. Lafrance cotisait autrefois à la Sun Life. N'a-t-il donc jamais changé sa cotisation? Pouvait-il prévoir telle épidémie dans tel ou tel pays?

Le premier ministre dit que les commissaires étaient des bourreaux du fonds, qu'ils étaient intéressés à ce qu'il reste de l'argent au fonds. Il ne pourrait pas soutenir cela un instant avec des actuaire. Il dit aussi: "On n'entend que des compliments des nouveaux commissaires."

Qu'il attende donc avec sa nouvelle loi que les commissaires aient été influencés par les députés! On voudra revenir à l'ancien système.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pour moi, la loi me paraît avoir originé en 1931. Je ne la trouve pas dans les Statuts de 1928.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Riant aux éclats) Prenez votre lampe électrique. (Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** En 1931, on a nommé les commissaires durant bonne conduite. Dans le temps, le premier ministre n'a pas voté contre la loi. Il a approuvé l'article 54 nommant les commissaires durant bonne conduite. Je ne vois pas pourquoi il est contre maintenant. Il avait pourtant fait la promesse de ne pas toucher à ceux qui seraient reconnus comme honnêtes dans leurs fonctions. Dire ou entendre dire, surtout de la façon dont on l'a entendu dire, que les commissaires n'étaient pas *compos mentis*, c'est une injure très grave à faire à des gens. Ne pas être *compos mentis* ne signifie pas être malhonnête.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Riant toujours) Le député dit qu'il n'a pas vu la loi des accidents du travail dans les Statuts de 1928. Je les lui envoie, s'il peut les lire.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Moi, je proposerais que la Beauharnois... (Un ministre lui fait signe de se taire).

**M. Hamel (Québec-Centre):** Vous avez voté pour l'article 54 en 1931.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas du tout.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Mais vous ne vous êtes même pas opposé à la loi de 1931. Les

*Procès-verbaux* du temps et une information de M. Georges Léveillé, dans *Le Soleil* du 19 mars 1931, disent bien que l'article où il est question de l'inamovibilité des commissions n'a pas soulevé de dissidence de votre part. M. Georges Léveillé dit: "L'article 54 est passé à l'unanimité, sans division."

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça prouve que j'ai l'esprit large.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si vous l'avez si large que ça, vous devez accepter ce que M. Léveillé a écrit dans le temps. Si le premier ministre veut remplir ses promesses, qu'il maintienne en fonction les honnêtes gens.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le premier ministre a clairement dit l'autre jour qu'il avait reçu des lettres, dont l'une de M. Taschereau, disant que les deux autres commissaires étaient fous. L'autre des deux autres commissaires disait que M. Taschereau était fou. Aujourd'hui, il rectifie sa déclaration et dit que ce n'est pas lui qui a reçu ces lettres, mais que c'est le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que MM. Lapointe et Sharpe disaient que M. Taschereau était fou.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Tantôt, le premier ministre a dit que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) avait reçu ces lettres. Même si c'eût été vrai que MM. Taschereau, Lapointe et Sharpe fussent fous...

**M. Barrette (Terrebonne):** Ça, tout le monde le savait.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Si c'eût été vrai, était-il opportun, décent et même convenable de rapporter cela en Chambre? Ces trois commissaires sont des hommes âgés qui retournent dans la vie privée, parmi les membres de leurs nombreuses familles. C'était une cruauté à leur faire, à ces gens qui étaient déjà dans l'épreuve, que d'ajouter ces injures. Au surplus, j'ajoute que j'ai vu la lettre dont on parle et où, au dire du premier ministre, on disait que M. Taschereau était fou. Eh bien! J'ai lu cette lettre, et ce n'est pas ma conclusion à moi. Il n'est pas question de cela dans cette lettre. C'est M. Lapointe qui a raison.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Où le député de Kamouraska (M. Chaloult) a-t-il vu cette lettre?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Vous êtes un indiscret.  
(Émoi)

**Un député ministériel:** Secret professionnel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La lettre n'était pas une plainte?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Non, ce n'était pas une plainte. J'attendrai d'ailleurs la production de cette lettre. On n'a donc pas prouvé que ces commissaires étaient des fous, malgré les déclarations faites par le premier ministre. On n'a pas prouvé qu'ils n'étaient pas *compos mentis*. On n'a pas prouvé qu'ils étaient malhonnêtes. Cependant, on les a destitués. Cette promesse solennelle faite de garder les gens honnêtes à son service n'a donc pas été tenue par le premier ministre. On réaffirme que les commissaires seront nommés durant bon plaisir et qu'ils ont toujours été ainsi nommés. Je crois que c'est immoral, qu'on me pardonne le mot. Les commissaires ont de lourdes responsabilités, puisqu'ils exercent les fonctions de juge. Ils ne se trouvent pas ainsi à avoir la liberté d'esprit pour juger les causes à eux soumises. Ils ont besoin de toute leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions.

Ce qui pourrait se produire théoriquement - car je suis certain qu'aucun député ou ministre du gouvernement actuel ne saurait être malhonnête à ce point - ce qui pourrait se produire, c'est qu'un ministre s'amène, ou simplement un député, et commande aux commissaires une augmentation d'indemnité dans le cas d'un ouvrier, une diminution de cotisation dans le cas d'un industriel ami du gouvernement. On pourra dire: "Exécutez-vous, sinon vous savez ce qui peut vous arriver. Vous n'êtes nommés que durant bon plaisir, c'est-à-dire que l'on peut vous destituer."

L'honorable premier ministre, qui ne perd jamais de vue le point de vue électoral, dit: "Il y a un ouvrier dans le bureau des commissaires, et c'est ce principe-là que nous voulons sauvegarder." On sait fort bien qu'il ne s'agit nullement de ce principe-là dans ce bill que nous étudions. Le premier ministre se sent détesté de la classe ouvrière. Ses lois de l'an dernier n'ont pas été goûtées. Il est étrange que le premier ministre n'ait pas osé se présenter à une réunion ouvrière dans n'importe quelle région de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Point d'ordre! Je viens d'envoyer un statut au député de Québec-Centre (M. Hamel), qui l'a passé au député de Kamouraska (M. Chaloult). Que ce dernier s'en tienne à ce statut-là! Le député n'a pas le droit de critiquer une loi du gouvernement sans en demander le rappel.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je sais parfaitement cela. Je connais mes règlements. Le premier ministre a pourtant dit lui-même: "Je ne comprends pas que l'opposition soit contre les ouvriers." Je lui réponds. Le premier ministre sent monter la colère - le mot n'est pas trop fort - cette grande colère des ouvriers contre le gouvernement. Il l'a connue très bien cette colère que l'on manifeste. Ce sont les ouvriers qui disent: "Nous avons reculé de 25 ans avec la législation sociale du gouvernement actuel." Pourtant, il y a trois ans, les chefs ouvriers lui étaient sympathiques, au premier ministre; la classe ouvrière a voté pour l'Union nationale en 1936. Cette même classe lui est hostile aujourd'hui.

Nous sommes favorables aux ouvriers, de ce côté-ci de la Chambre. C'est que nous y croyons, nous, à la classe ouvrière. Nous sommes restés logiques avec nous-mêmes, une fois élus. Conformément à l'opinion qu'avait le premier ministre, en 1931, sur le principe de nommer des commissaires durant bonne conduite, nous voterons contre le bill qui veut aujourd'hui les nommer durant bon plaisir.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je suis surpris qu'on prenne la défense des anciens commissaires. Dans mon quartier de Saint-Sauveur et dans la ville de Québec, j'ai rencontré beaucoup d'ouvriers qui se plaignaient de ces gens. De l'autre côté de la Chambre, on ne sait pas le mal que ces gens-là ont fait aux ouvriers. Quand on est avocat, on ne peut pas savoir ça. L'opposition numéro deux, c'est un parti d'avocats.

Des plaintes, moi, j'en ai eues en quantité, j'en ai eues tous les jours. Je défie les membres de l'opposition d'aller dire, dans une assemblée publique, que les anciens commissaires auraient dû rester. Si on aime la classe ouvrière, qu'on soit donc content du changement qui s'est fait!

Nos amis de la gauche ne les connaissent pas les ouvriers. Je suis, dit-il, l'un de ceux qui connaissent le mieux les ennuis que causait aux ouvriers l'ancienne Commission. Si on aime la classe ouvrière, que l'on soit donc satisfait du changement pour le mieux qui est fait!

Dans le parti numéro deux du député de Québec-Centre (M. Hamel), ils sont cinq avocats.

C'est un parti-avocat. Qu'est-ce qu'ils connaissent dans les problèmes ouvriers? Lorsque l'on est avocat, l'on ne s'occupe pas des ouvriers.

Je félicite le gouvernement d'avoir amélioré la Commission et d'avoir changé les commissaires. Ces derniers n'étaient pas humains. Autrefois, je recevais, chaque jour, des plaintes. Depuis que nous avons des nouveaux commissaires, je n'en reçois plus. Les anciens commissaires traitaient les demandes des travailleurs avec une volonté de fer.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Bourque, Bulloch, Carignan, Castonguay, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gérin, Labbé, Labelle, Lamoureux, Langlais, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tardif, Thibeault, Tremblay, Vachon, 47.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi du service civil

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31 modifiant la loi du service civil.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le rang de sous-ministre soit donné à la fonction de chef du cabinet du premier ministre.

2. Que le chef du cabinet du premier ministre reçoive telle rémunération que peut viser l'article 9 de la loi du service civil.

Lorsque la population de la province a fait confiance à l'Union nationale et nous a portés au pouvoir, j'ai été heureux de confier à M. George Léveillé, que je connaissais depuis longtemps, un poste de confiance qu'il a honoré par son talent, sa loyauté et son travail ardu. C'est notre politique de reconnaître la compétence et de rendre justice à la valeur sans distinction partisane. M. Léveillé était journaliste au *Soleil*, il nous a combattus, mais il a combattu toujours loyalement.

Je manquerais à mon devoir si je ne profitais pas de la circonstance pour lui exprimer publiquement ma reconnaissance pour les services rendus et pour rendre témoignage à son honnêteté et à sa compétence à toute épreuve.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 31 modifiant la loi du service civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Bureau de censure du cinéma

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 36 modifiant la loi relative au Bureau de censure du cinéma.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 77, tel que remplacé par la section 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, les traitements et salaires des censeurs, ceux des fonctionnaires et employés visés à l'article 9, de la loi relative au bureau de censure du cinéma (Status refondus, 1925, chapitre 174) et toutes les autres dépenses occasionnées par l'application de ladite loi seront payés à même le fonds consolidé du revenu et que, toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter que ces traitements, salaires et dépenses seront payés, suivant les règles et dans la proportion qu'il déterminera, par les compagnies, sociétés et personnes faisant le commerce de vente, de louage, d'échange ou de distribution de films cinématographiques, exploitant des théâtres, ou les louant.

2. Que les dispositions de la section 1 entreront en vigueur à la même date et en même temps que la loi 2 George VI, chapitre 77.

**M. Drouin (Québec-Est):** Les journaux ont dit qu'il était question de faire des changements à la loi du cinéma, de façon à permettre l'admission des enfants dans certains cas. Je voudrais savoir si ces rumeurs sont fondées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette question n'a aucun rapport avec le sujet à l'étude, mais j'ai tellement de sympathie pour le député, à cause de son voisinage, que je vais répondre. Il y a eu des suggestions de faites dans ce sens.

Actuellement, la loi ne permet pas de montrer des films éducatifs aux enfants, même dans les salles publiques. La loi est formelle. J'admettrai toutefois que nous avons fermé les yeux dans certains cas, pour des films éducatifs ou religieux, mais la loi est tout de même transgressée.

En certaines circonstances, on a été tolérant pour ne pas nuire à certaines causes. Les vues animées sont un merveilleux moyen d'éducation. Aujourd'hui, on nous représente qu'il y a des films instructifs que les enfants verraient avec avantage. D'un autre côté, nous reconnaissons le danger des exceptions. Depuis qu'il a été question de faire certains changements, des évêques et même des ministres protestants nous ont écrit pour nous demander de ne pas modifier la loi. Nous allons étudier le problème avec soin, nous allons tenir compte de toutes les représentations et nous ne toucherons pas à la loi cette année. La prohibition demeure donc la même.

C'est un problème difficile à régler, et nous serions heureux de trouver le moyen de faire profiter les enfants de certains films, tout en assurant leur sécurité morale et physique. Même les représentations dans les salles paroissiales peuvent offrir des dangers physiques. L'on veut éviter les hécatombes du genre de celle qui s'est produite au Laurier Palace<sup>16</sup>. Je crois que, l'an prochain, il y aura lieu d'en arriver à une entente, laquelle donnera satisfaction à tous.

Le présent bill est présenté parce qu'il n'est pas juste que la province paye pour une surveillance qui en réalité profite aux promoteurs du cinéma.

Il récite des vers.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne m'attendais pas, dit-il, à de la poésie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le sort malheureux du député m'incite, dit-il, à la poésie lyrique. Il était si bien de ce côté-ci!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'ai jamais été aussi malheureux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a suivi un mauvais courant.

La nomination de M. Arthur Laramée, avocat de Montréal, à la direction du Bureau de censure, n'est que temporaire. On nommera le nombre de censeurs nécessaires.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill consacre un principe bien dangereux. Le gouvernement veut bourrer ses offices, ses commissions de ses favoris; le gouvernement veut faire payer par des particuliers les dépenses d'un bureau qu'il remplira de ses favoris. Le Bureau de censure coûtait \$15,000; il en coûte maintenant \$22,000. Tous les fonds que

l'on crée, comme dans le présent cas et comme le fonds de l'assistance publique, en marge du fonds consolidé, du revenu, sont inspirés par un bien mauvais principe. On prend des engagements exorbitants sous prétexte que ce n'est pas le gouvernement qui paie. Et les intéressés, ceux qui payeront, n'auront aucun moyen d'empêcher qu'on augmente ces dépenses. Le principe est faux. Je voudrais savoir d'abord quelles sont les taxes payées par les échanges de vues animées dans la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a parlé du fonds de l'assistance publique. Il a dit que lorsqu'il fut créé on a dit: "Allons-y", mais il semble oublier que cela se passa sous le gouvernement qu'il appuyait et dont il devait faire partie. Le principe de faire payer certaines dépenses par certaines classes de contribuables n'est pas nouveau et il a été pratiqué largement par l'ancien régime, telles les taxes de gazoline et d'auto, pour les dépenses de voirie, taxes sur les compagnies d'électricité pour les organismes de contrôle sur l'électricité et pour la commission des services publics.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce principe est dangereux et peut conduire à des abus au détriment de certaines classes de contribuables.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aujourd'hui, avec l'Union nationale, le fonds de l'assistance publique apparaît dans les comptes de la province: il n'y a plus de fonds séparés. Il a parlé de la Régie de l'électricité, mais le principe qui en est à la base a été consacré par lui-même, quelques jours avant son entrée dans le ministère. Le chef de l'opposition est dans une mauvaise situation. Il porte intérêt aux théâtres de vues animées, et je le comprends. Le chef de l'opposition est propriétaire de cinéma et il trouve peut-être qu'il est trop taxé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ferai remarquer que la taxe dont il est question dans cette loi s'adresse aux échanges de films.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que le chef de l'opposition loue un théâtre et qu'il trouve qu'on leur fait payer trop de taxes. Je n'ai pas protesté lorsqu'il a parlé, bien que je le savais intéressé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'intérêt dans les échanges de films.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a-t-il pas un théâtre?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition a une bâtisse louée à la compagnie France-Film. J'en retire un revenu, comme de mes autres propriétés que j'ai pu acquérir avec les économies que j'ai faites au lieu de les boire. (Émoi)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela donne l'attitude du chef de l'opposition, de ses procédés incompatibles avec ceux d'un gentilhomme. Le chef de l'opposition sait ce que je pourrais lui dire, mais je ne le dirai pas. Il devrait être le dernier homme à se lever pour parler sur cette loi. Qu'est-ce que dit la résolution?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Lisez-la.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le chef de l'opposition s'engage à comprendre?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je comprends mieux que lui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>17</sup>:**  
1. Que conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 77, tel que remplacé par la section 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, les traitements et salaires des censeurs, ceux des fonctionnaires et employés visés à l'article 9, de la loi relative au bureau de censure du cinéma (Statuts refondus, 1925, chapitre 174) et toutes les autres dépenses occasionnées par l'application de ladite loi seront payés à même le fonds consolidé du revenu et que, toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter que ces traitements, salaires et dépenses seront payés, suivant les règles et dans la proportion qu'il déterminera, par les compagnies, sociétés et personnes faisant le commerce de vente, de louage, d'échange ou de distribution de films cinématographiques, exploitant des théâtres, ou les louant.

2. Que les dispositions de la section 1 entreront en vigueur à la même date et en même temps que la loi 2 George VI, chapitre 77.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que ça concerne les théâtres?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est effrayant. Le premier ministre est génial.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition ne devrait pas se fâcher. Il ne devrait pas parler ainsi. Je comprends qu'il est mécontent parce qu'on ne veut pas le nommer au Sénat. En tout cas, s'il le veut, on va amender la loi pour dire clairement que cela comprend les théâtres. Le député de Saint-Hyacinthe a accepté dans le passé le principe qu'il condamne maintenant.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre pense avoir trouvé une idée géniale en se corrigeant. Il devrait savoir ce que sont les revenus encaissés actuellement. S'il nous le disait, nous saurions quelle sera la nouvelle taxe.

Car la taxe que nous votons... et je m'oppose à toute nouvelle taxe lorsque le gouvernement voit ses revenus augmenter de 70 % depuis cinq ans. Quelle nouvelle taxe sera imposée aux distributeurs de films?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons prélever le montant de taxe nécessaire pour payer les dépenses du Bureau. D'ailleurs, ce n'est pas une taxe. C'est un remboursement de ceux qui profitent de la censure.

Il n'y aura pas de fonds spécial avec cette loi. Nous voulons des vues morales, et je n'ai pas d'objection à dire que je n'admettrai jamais un film venant de Russie sur les écrans de nos cinémas.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas ce que je demande. La clause qui autorise le gouvernement à recueillir le coût aux compagnies du cinéma pour l'administration du conseil est illégale et immorale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition ne devrait pas s'emporter. C'est pour le protéger que je lui ai souligné qu'il n'aurait pas dû parler sur ces résolutions parce qu'il était intéressé dans un théâtre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre aurait dû demander à son trésorier ce que les gens paient déjà au Bureau de censure et l'on aurait vu s'il était nécessaire d'augmenter les taxes actuelles. Le gouvernement, en se donnant le droit de fixer sa taxe, fait une mauvaise chose, il va être "bâdré" par les coureurs de places.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons simplement le montant des dépenses que comporte le Bureau de censure. Le principe n'est pas si mauvais et ce n'est pas la première fois que le lieutenant-gouverneur en conseil fixe une taxe. Cela s'est fait souvent sous l'ancien régime. Nous ne savons pas comment nous nommerons de commissaires, mais il y en aura un nombre suffisant.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le bill constitue un fonds spécial pour le Bureau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le produit de cette perception sera versé au fonds consolidé du revenu provincial.

**M. Bastien (Berthier)** attaque la loi qu'il ne trouve pas conforme au programme de l'Union nationale.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** proteste et prétend que le régime actuel est un régime de gaspillage et de dettes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** provoque un débat sur le fonds de l'assistance publique et produit les *Comptes publics* pour démontrer que le déficit, sous le régime actuel, comme sous l'ancien, était classé dans les dépenses extraordinaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La différence, c'est qu'autrefois le déficit de l'assistance publique ne faisait pas partie des dépenses. En cachant les déficits pour réduire les dépenses ou montrer les fameux surplus.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 36 modifiant la loi relative au Bureau de censure du cinéma.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**Des députés de l'opposition:** Sur division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Bellemare, Bilodeau, Bourque, Carignan, Castonguay, Chaloult, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gérin, Grégoire, Hamel, Labbé, Labelle, Langlais, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcoux, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Talbot, Tardif, Thibeault, Tremblay, Vachon, 43.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Lawn, Leduc (Laval), Messier, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Correspondance  
du gouvernement**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 mars 1939, pour la production d'une copie de toute correspondance, depuis 1930, entre le gouvernement et toute personne, relativement à la reconstruction de deux ponts, à Saint-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup; l'un sur la rivière Senescoupe et l'autre sur la rivière Trois-Pistoles; ce dernier communément appelé "Pont du moulin Beaulieu". (Document de la session no 20)

La séance est levée.

**NOTES**

1. *Le Devoir* du 16 mars 1939, à la page 1, indique que sur chaque pupitre s'allongeait une opulente chevelure en filasse de lin offerte aux députés par Mme Françoise Gaudet-Smet, qui demandait alors au gouvernement d'encourager cette industrie. Le journal précise aussi que les députés ont caressé les longues tresses grises, puis les ont roulées en torsades onduleuses.

2. La motion Barrette fut présentée à la séance du 28 février 1939. Elle avait pour but de transmettre une résolution demandant au ministre de la Justice du Canada de "prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec et d'interdire l'utilisation des services postaux aux fins de la propagande communiste".

3. Le comité siège sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

4. Cette question est posée par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), selon *La Patrie* du 16 mars 1939, à la page 8.

5. Le libellé de ce crédit n'est pas inscrit aux subsides de cette séance, mais plutôt à la séance du 14 avril 1939. Ceci nous indique que le crédit de \$82,500 a bel et bien été soumis au comité des subsides, à cette séance, tel qu'indiqué selon les quotidiens dépouillés, mais qu'il n'a cependant pas été adopté à cette même séance. Un crédit n'est inscrit aux *Journaux de l'Assemblée législative* qu'à la séance à laquelle il a effectivement été adopté.

6. \$52,000, selon *L'Événement-Journal* du 16 mars 1939, à la page 4.

7. Le député de Labelle (l'honorable M. Paquette) avait épousé Mme Rose Daviault en seconde noce, le 4 mars 1939.

8. Cette réplique est attribuée au secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), selon *La Patrie* du 16 mars 1939, à la page 8.

9. Homme de science, religieux et nationaliste, le frère Marie-Victorin (1886-1944) a joué un rôle de premier plan dans le mouvement scientifique du Québec des années 1920. Toute sa vie, il s'est

consacré à la formation d'une élite scientifique québécoise et à la diffusion de la science auprès de la population. En 1920, la nouvelle Faculté des sciences de l'Université de Montréal le nomme directeur du Département de botanique. Fondateur et directeur de l'Institut botanique de Montréal en 1922, il entreprend alors de dresser l'inventaire de la flore québécoise. Il est également le fondateur du Jardin botanique de Montréal en 1936. Son génie tient à sa vision d'avant-garde et à son intelligence des composantes de la plante.

10. "René", selon *Le Soleil* du 16 mars 1939, à la page 10.

11. Voir note 3.

12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

13. Expression latine signifiant: "Sain d'esprit".

14. *L'Événement-Journal* du 16 mars 1939, à la page 4, rapporte que le premier ministre fait alors allusion à M. Lapointe qui avait mis en doute la légalité des nouvelles nominations.

15. Le 17 juin 1932, le bateau Cymbeline, un pétrolier, explose dans le port de Montréal et cause la mort de 29 personnes.

16. Le 9 janvier 1927, un incendie ravage le théâtre Laurier Palace à Montréal. En plein après-midi, 78 enfants perdront la vie. Cet événement malheureux lève le voile sur un problème majeur, à savoir la sécurité dans les endroits publics. L'opposition d'alors et les principaux groupes de pression tiennent le gouvernement Taschereau responsable de cette tragédie, puisque les inspecteurs sont incapables de faire respecter la loi. Un mouvement se crée pour interdire carrément l'accès aux cinémas à tous les enfants et pour ces lieux de divertissement le dimanche. Le gouvernement instaure alors une vaste enquête pour placer les responsabilités de chacun: gouvernement, inspecteurs, municipalités et parents.

17. *Le Canada* du 16 mars 1939, à la page 7, rapporte seulement que M. Duplessis lit la résolution.



Séance du jeudi 16 mars 1939

**Présidence de M. Trudel**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Drummondville**

**M. Marier (Drummond)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Dubé), que les articles 510, 511, 514 et 516 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Drummondville demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 modifiant la charte de la cité de Drummondville, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la cité de Drummondville demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue.

**M. Marier (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 157 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 105 modifiant la charte de la cité de Lachine.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 121 concernant la succession de feu Victor Beaudry.

**M. Pouliot (Missisquoi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 150 modifiant la charte de Temiscamingue and Abitibi Railway Company.

**Correspondance de  
Simon Lapointe**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Comme il n'est pas encore 6 heures, je demanderais au premier ministre quand il se décidera à produire la correspondance de M. Simon Lapointe, ancien commissaire des accidents du travail.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Trente-huit<sup>1</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Dans 38 ans! Ce sera long!

**Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qu'est-ce qu'on va passer cet après-midi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les travaux publics. Si nous faisons beaucoup d'ouvrage, nous ne siégerons pas demain. Nous

siégerons ce soir, cependant, parce que tout à l'heure il y aura sanction de bills par le lieutenant-gouverneur. Nous voulons cette sanction parce qu'il y a eu un amendement au bill de Verdun sur le mode électoral. Cette ville va bientôt avoir ses élections et, pour que la loi entre en vigueur avant les élections, nous devons la sanctionner tout de suite.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille trois cent trente-deux dollars et quatre-vingt-sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses de voyage (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-

routes-octrois (département des Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a une grosse diminution sur l'an dernier. Cette somme est diminuée de moitié.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** On ménage, et puis il n'est pas content, lui.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Nous allons construire le même nombre de ponts, mais nous les ferons plus petits.

**M. Bastien (Berthier):** Combien de ponts le ministère a-t-il construits?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le département a construit 146 ponts.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** C'est plus que vous n'avez jamais construit.

**M. Bastien (Berthier):** Ce que je veux savoir du ministre, c'est ceci: se propose-t-il de construire le pont de Sainte-Geneviève-de-Berthier? C'est là un cas urgent. Le vieux pont est fermé à la circulation depuis quelque temps et il faut se contenter d'un pont de colonisation. Il y a eu \$425,000 de dépensés l'an dernier et il n'y en a pas eu, de pont en construction dans Berthier.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** On consultera les électeurs de Berthier. Nous allons faire notre possible.

**M. Bastien (Berthier):** Les électeurs de Berthier n'aiment pas beaucoup le ministre de ce temps-là. Il leur refuse des ponts. Je dis cela en toute amitié pour lui.

**M. Labbé (Mégantic):** L'ancien régime n'en construisait pas de ponts?

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce l'assistant du ministre des Travaux publics qui parle derrière lui? L'ancien régime a construit des ponts. En 15 ans, il a construit 1,900 ponts permanents. On ne permettait pas, dans le temps, que les gens se promènent en chaloupe comme aujourd'hui. On construisait des ponts pour tous les côtés et tous les comtés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand le gouvernement se décidera-t-il à construire le pont

Rouge dont je lui ai signalé l'état de délabrement dans mon comté? Je signale encore le cas. Le pont actuel est dangereux. S'il arrive des accidents, on sait qui sera responsable.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et le pont...

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** Il en veut un lui aussi, un pont.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et le pont entre Beloeil et Saint-Hilaire sur le Richelieu, quand le construira-t-on? On sait que le gouvernement est autorisé à emprunter pour cette construction. Il s'est fait passer une grosse loi de voirie l'an dernier. Le pont de Beloeil qui remplacera le bac actuel, il y passera beaucoup de monde. Comme cela sera un autre pont de péage, le gouvernement va vite se rembourser et finira même par faire de l'argent. Ce pont rapprocherait Montréal de Saint-Hyacinthe, un centre intellectuel. J'y vois des avantages pour l'instruction publique.

(Rires)

Le pont actuel, entre Chambly et Richelieu, est trop étroit. Il fut construit dans un temps où les autos étaient rares et où l'on ne prévoyait pas les problèmes de circulation qu'on a aujourd'hui. Songez qu'avec le pont de Beloeil, quand on aura terminé l'autostrade Montréal-Québec sur la rive sud, il n'y aura plus que 189 milles qui sépareront le pont Jacques-Cartier du pont de Québec. Le chef de l'opposition collaborera et aidera le gouvernement au besoin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il paraît évident, à entendre l'opposition, que l'ancien régime a négligé la province. Voici trois chefs, je ne dis pas trois têtes, qui demandent tous des ponts pour leur comté. L'ancien gouvernement n'a donc rien fait pour les électeurs. S'ils avaient dénoncé le gaspillage du pont de l'île d'Orléans, ils pourraient avoir chacun le leur.

Pourquoi n'ont-ils pas écouté l'opposition du temps qu'ils étaient au pouvoir? Nous avons dénoncé, nous, dans le temps, le gaspillage du pont de l'île d'Orléans qui a coûté \$4,000,000 et qui était si peu nécessaire. Avec ce qu'on y a dépensé, on aurait pu construire beaucoup de ponts.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les plans du pont Rouge dans Rivière-du-Loup ont été faits en 1936 et, si l'on ne l'a pas construit, c'est précisément à cause de l'opposition du temps.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le régime a été au pouvoir pendant 40 ans.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avant 1936, le pont avait suffi. Nous n'étions pas pour le défaire afin d'en construire un autre.

**M. Bastien (Berthier):** Si le premier ministre était plus vigilant, il emprunterait sur les \$50,000,000 de la voirie qu'il s'est fait voter l'an dernier. Et sur cet énorme montant, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) qui participe, selon le bill, à la responsabilité des dépenses, devrait essayer d'avoir sa part exacte de ces \$50,000,000. Mais va-t-il l'avoir? Il n'a ici que \$200,000 pour tous les ponts cette année.

**M. Béique (Chambly):** Dans le comté de Chambly, que je représente, il y a deux grands ponts qui intéressent les électeurs.

La rive sud est fort intéressée à ce que les ponts du Havre et Victoria soient des ponts libres de droits de péage. Les coûts du pont Victoria sont payés depuis longtemps. Le pont du Havre qui devait coûter \$7,000,000, on sait qu'il a fini par coûter \$19,000,000. Je comprends qu'il s'agit là de ponts fédéraux, mais on sait que la province paie annuellement \$150,000 pour le déficit du pont du Havre, le pont Jacques-Cartier, en vertu d'une loi adoptée sous l'ancien régime.

Je demanderais donc à nos amis de l'opposition libérale de bien vouloir demander à leurs amis libéraux du fédéral de rendre les ponts Victoria et du Havre libres de tout péage. Je revendique ici les droits des villes de Saint-Lambert, de Longueuil et de Montréal-Sud.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Berthier (M. Bastien) fait souvent des grands discours pour reprocher au gouvernement de trop dépenser et de trop emprunter; puis, pour afficher son inconséquence, il fait d'autres discours pour reprocher au gouvernement de ne pas dépenser et de ne pas emprunter assez. D'un côté, il dit: trop de dépenses, trop d'emprunts. D'un autre côté, il déclare: pas assez de dépenses, pas assez d'emprunts. Quelle logique!

Je remercie le député de Chambly de ses suggestions. C'est un député modèle. Ses suggestions viennent à point. Nous, nous sommes d'un gouvernement qui a aboli les ponts à péage et réduit les taux sur de nombreux ponts provinciaux. Nous avons ainsi aboli le péage aux ponts que nous avons construits au boulevard Pie-IX et à Charlemagne.

Le député de Chambly a parfaitement raison de revendiquer le libre passage sur le pont Victoria, payé depuis longtemps, ainsi que sur le pont Jacques-Cartier. Que Ottawa fasse, au moins avant d'expirer, cet acte de justice. Nos amis de l'autre côté de la Chambre devraient demander à Ottawa de faire disparaître les droits de péage, du moins de les diminuer, sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre se vante d'avoir aboli les ponts de péage à Charlemagne. Il n'y avait pas de péage sur les ponts de Charlemagne et du Bout-de-l'Île.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et quel pont! Il n'y avait pas de pont.

**M. Bastien (Berthier):** Il y avait deux ponts libres et...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons suspendre la séance pour la sanction des bills dans la Chambre du Conseil législatif.

L'étude de la résolution est suspendue.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur suppléant** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié, en remplaçant, dans la 8ème ligne, le chiffre "15", par le mot "vingt".

Aussi, le bill 107 ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, aux 2ème et 3ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule A)", et aux 10ème et 11ème lignes, les mots: "et fait partie de la présente loi".

2. L'article 2 est modifié en biffant, aux 2ème et 3ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule B)", et aux 6ème et 7ème lignes, les mots: "et il fait partie de la présente loi".

3. L'article suivant est inséré comme article 3:

"3. La corporation de la paroisse de Saint-Gédéon est autorisée à exploiter son propre système d'aqueduc, dans les limites du village de Saint-Gédéon. Elle est également autorisée à exploiter le système d'aqueduc qu'elle acquiert dans les limites des paroisses d'Hébertville, Saint-Jérôme et Sainte-Croix, sous le contrôle de la Commission des services publics de Québec".

4. L'article 3 devient l'article 4.

Les cédules A et B sont biffées.

Aussi, le bill 125 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 5 est biffé.

2. L'article 6 devient l'article 5.

Aussi, le bill 136 modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de "Saint-Benoît-du-Lac", avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est modifié, en ajoutant après le chiffre "3", immédiatement avant les mots: "tout chemin", les mots: "Sujet aux dispositions du Code municipal".

2. L'article 9 est modifié, en ajoutant à la fin dudit article, après les mots: "*ipso facto*" les mots: "mais demeureront sujets au paiement de la quote-part des dettes alors existantes".

### Charte de Farnham

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

### **Contrat entre Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Ltée**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de "Saint-Benoît-du-Lac". Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la

présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

### **Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 6 abrogeant l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 10;

- bill 7 relatif à l'école d'agriculture de Nicolet;

- bill 8 modifiant la loi 2 George VI, chapitre 13, relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie;

- bill 9 relatif à l'école d'agriculture de Chicoutimi;

- bill 10 relatif à l'école d'agriculture de la Gaspésie;

- bill 11 modifiant la loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer;

- bill 12 modifiant la loi de la chasse;

- bill 14 modifiant la loi du Parc national du Mont-Orford;

- bill 16 prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires;

- bill 18 modifiant le Code municipal;

- bill 101 ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, et validant la résolution du conseil municipal de la cité du Cap-de-la-Madeleine, en date du 6 février 1939, relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars;

- bill 102 ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited;

- bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham;

- bill 106 concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeanette Lafontaine;

- bill 107 ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, et

conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon;

- bill 110 modifiant la charte des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe;

- bill 114 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est;

- bill 123 ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions;

- bill 124 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame de Montréal;

- bill 125 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 128 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 131 concernant la succession Ovil-Stanislas Perrault;

- bill 136 modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de "Saint-Benoît-du-Lac".

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes-octrois (département des Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes-entretien (département des Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes-divers (département des Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes (département des Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix-neuf mille cinq cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour constructions diverses (département des Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ventes à tempérament

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 relatif aux ventes à tempérament.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose: Qu'une somme de cinq mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce pour l'application de la loi qui accompagne la présente résolution.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une nouvelle commission que l'on forme pour étudier le problème des ventes à tempérament.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les ventes à tempérament offrent de multiples abus. Il a pu s'y glisser des abus dans le passé, mais il n'est pas sage de paralyser le crédit. Il faut permettre des facilités de paiement et des délais. Les vendeurs se font souventes fois donner des garanties qui ne sont pas correctes. Il est arrivé qu'on se soit prévalu des ventes à tempérament pour obtenir des avantages qui n'étaient pas toujours approuvables. Le gouvernement de l'Union nationale, dans ce domaine comme il l'a fait ailleurs, a décidé de ne pas précipiter les choses. Il veut prendre tous les renseignements possibles avant d'adopter une nouvelle législation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'objection à l'établissement d'une commission.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne s'agit pas de commission, mais d'un comité d'étude.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'objection si le but de la loi est de faire disparaître l'usure. Les ventes à tempérament, lorsqu'il n'y a pas d'usure, stimulent l'industrie et le commerce, et c'est notre devoir de faciliter le travail dans nos manufactures. Tant que le gouvernement cherchera à faire disparaître l'usure, l'opposition l'appuiera dans ce travail, mais il faut être bien prudent. Pour supprimer les abus, j'en suis, mais il ne faut pas aller trop loin. Si nous allons trop loin avec cette loi, nous allons nuire à la population.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Nous ne voulons rien bouleverser. Il se peut qu'il y ait usure, mais nous allons étudier la situation d'ici l'an prochain et, lorsque notre enquête sera terminée, nous verrons quelle législation il faudra adopter. Il ne faut pas oublier que les ventes à tempérament rendent surtout service aux classes ouvrières et laborieuses.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Les ventes à tempérament font un tort considérable au commerce. Elles activent peut-être celui d'aujourd'hui, mais, par contre, elles nuisent à celui de demain. On devrait protéger le peuple contre sa propre faiblesse. Les ventes à tempérament constituent pour lui une tentation constante. On devrait le plus tôt possible légiférer dans ce domaine où il se commet des vols manifestes.

Les pauvres gens achètent des choses qu'ils ne sont pas capables de payer. Ils en paient parfois la moitié et arrêtent. On leur reprend alors l'objet acheté et on les poursuit pour la balance due. On pousse l'individu à la ruine sous le prétexte de lui rendre service.

C'est du vol et de l'usure. J'admets que les pauvres ont besoin de crédit et que c'est là qu'il est difficile de légiférer.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Il ne s'agit de protéger personne, mais de savoir quels sont ceux qui doivent vivre.

**M. Tardif (Frontenac):** Le député de Québec-Centre parle de vol et de brigandage, mais peut-il nous faire au moins une suggestion?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Des suggestions, j'en ai faites à plusieurs reprises dans cette Chambre, et cela n'a pas servi à grand-chose. Je vous suggérerais de changer de bord de la Chambre; vous seriez bien mieux à gauche.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une suggestion, ce n'est même pas une tentation.

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je vous suggérerais de changer de chef.

(Rires)

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 39 relatif aux ventes à tempérament.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 relatif aux ventes à tempérament soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>2</sup>:

**M. Bastien (Berthier)** fait une remarque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne s'agit pas d'une commission, mais d'un comité d'étude.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a épuisé tous les mots du dictionnaire pour qualifier ses commissions. À tel point qu'après avoir fait un usage immodéré des mots "office", "régie" et "syndicat", il en arrive à ne plus trouver comment désigner cette nouvelle commission. Maintenant, il est gêné; à cette nouvelle commission, il ne donne même pas de nom.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Si l'on a épuisé tous les mots, le député de Berthier épuise tous les moyens de faire perdre le temps de la Chambre. Autrefois, c'étaient les amis du régime qui bénéficiaient des commissions; aujourd'hui, c'est le peuple.

**M. Tardif (Frontenac):** Je trouve sage, dit-il, de donner au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) l'autorisation de s'enquérir de ce problème des ventes à tempérament.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Travaux de chômage

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Que les dépenses faites par le gouvernement de la province pour acquitter le coût des travaux destinés à secourir les chômeurs constitueront des dépenses capitales, tel que prévu par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que lorsque ces dépenses seront payées à même le fonds consolidé du revenu, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à emprunter, suivant le mode, pour la période, au taux d'intérêt et pour les montants qu'il déterminera, les sommes requises pour rembourser ces dépenses, en tout ou en partie, au fonds consolidé du revenu.

3. Que les dispositions des résolutions 1 et 2 auront leur effet depuis le premier septembre 1936.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je comprends que le gouvernement a l'intention de faire passer les dépenses encourues et à encourir pour les fins de chômage de la colonne des dépenses très ordinaires à la colonne des dépenses de capital. La crise est passablement disparue. On a habitué les gens à se faire nourrir par le gouvernement. Il faudra encore continuer les travaux de chômage dans la province. Chaque année, nous dépensons des millions et des millions pour le chômage. On nous demande de passer une loi pour dire que ce soient des dépenses de capital.

Mais pour quelle raison amène-t-on ce bill? Il y a peut-être à cela une raison de comptabilité, mais elle n'existe pas en réalité. Elle aurait pu être facilement réglée par l'auditeur de la province, M. Edgar Vézina. Une autre raison, et c'est celle qui domine: c'est que le gouvernement pourra présenter à ses créanciers, qui n'iront pas au fond des choses, un bilan financier plus avantageux. Le crédit de la province en sera augmenté.



Je crois qu'une dépense de capital, c'est une dépense constituant une utilité qui se maintient après la dépense. Je prends par exemple, le cas d'un nouvel édifice. Si le gouvernement ne le construisait pas, il serait obligé de louer ailleurs. Mais les véritables dépenses de capital sont celles qui produisent des revenus. La centrale électrique que le gouvernement fait actuellement construire au Témiscamingue est une véritable dépense de capital. Elle augmente l'actif réel et l'actif productif. Le gouvernement retirera des revenus de cette centrale.

Aujourd'hui, on nous demande de convertir les dépenses du chômage en dépenses de capital. Je ne puis accepter les vues du gouvernement. Il n'est pas suffisamment défini dans le bill ce que l'on veut entendre par dépenses capitales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition a une politique qui condamne les principes en vigueur sous l'ancien régime. Nous avons fait des dépenses qui sont vraiment des dépenses de capital. Je citerai, par exemple, la construction du pont de Charlemagne. Ces travaux répondaient à un besoin urgent. L'ancien pont était impraticable. Il avait une voie unique et la circulation y était toujours congestionnée. On ne prétendra pas qu'il ne s'agit pas là d'une dépense de capital. Même chose pour le pont du boulevard Pie-IX. Nous avons aussi construit de nombreux édifices qu'il faut classer à l'item des dépenses de capital.

Il fait une charge contre les façons de procéder de l'ancien régime. On votait \$600,000, dit-il, on dépensait \$200,000 et on enregistrait une économie de \$400,000. On faisait encore mieux que cela pour tromper le peuple. Sous l'ancien régime, une loi spéciale a été votée par la Chambre pour payer annuellement la somme de \$150,000 pour couvrir le déficit du pont Jacques-cartier, à Montréal. On a même passé une loi pour déclarer que c'étaient là des dépenses capitales. Les *Comptes publics* sont là pour l'attester. Dans les *Comptes publics*, sous l'ancien régime, on s'arrangeait de sorte à induire le peuple en erreur. Le régime Taschereau falsifiait les documents et les *Comptes publics* pour tromper le peuple. Le chef de l'opposition n'appartient pas à un régime qui lui permet de parler comme il le fait.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre laisse parler son imagination. Quand il dit que les *Comptes publics* étaient faits pour tromper le peuple, il sait qu'il ne dit pas des choses conformes aux faits. C'est depuis qu'il est au pouvoir que les prêteurs se plaignent des méthodes d'administrer la province. Ce

qui se faisait autrefois était bien moins mal fait qu'aujourd'hui. D'ailleurs, il n'est pas aussi certain que cela que l'on ait le droit de capitaliser les ponts. Sous l'ancien régime, les lois étaient assez larges pour permettre à l'auditeur de capitaliser quand cela était nécessaire. Je me demande s'il n'y a pas un petit différend entre le premier ministre et l'auditeur, M. Vézina.

Le présent bill est réellement surprenant. Le premier ministre a-t-il le droit de capitaliser des chemins et des ponts de colonisation? Je dis qu'on est en train de leurrer le public et les prêteurs imprudents. Sous l'ancien régime, le crédit de la province était bon. L'on n'avait pas besoin de capitaliser. À Ottawa, l'an dernier, on a capitalisé \$4,430,000<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On a dépensé beaucoup en armements. On ne peut pas capitaliser les canons.

**M. Bastien (Berthier):** Ni les bombes lacrymogènes que vous avez achetées, ni la police que vous vous êtes organisée. Le premier ministre est contre les armements et il a sa propre armée provinciale qui comprend mille hommes armés jusqu'aux dents. Les forces ont triplé. Le gouvernement a acheté du gaz lacrymogène et pour plus de \$30,000 en armes pour la police, l'année dernière. Qu'est-ce que cela serait, s'il était premier ministre du Canada?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le premier ministre voulait vraiment capitaliser les choses capitalisables, pourquoi aurait-il besoin d'une loi? Dans la province de Québec, avec un budget d'une cinquantaine de millions, on a capitalisé, en 1937, \$21,000,000, alors qu'à Ottawa, où le budget se chiffre par des centaines de millions, on a capitalisé \$4,000,000 seulement. Est-ce que cela a du bon sens?

Pour l'exercice 1937-1938, on a capitalisé \$14,000,000 pour des constructions de chemins, on a capitalisé pour des édifices publics, pour des ponts à péage, etc. Pourtant, l'auditeur de la province n'avait pas, dans ce temps-là, la loi qu'on est appelé à voter et on capitalisait quand même. Pourquoi cette loi? Pour capitaliser des choses capitalisables? Non. On veut une loi parce que l'auditeur de la province, M. Vézina, ne veut pas capitaliser tout ce qu'on veut lui faire capitaliser. Donc, on veut une loi pour capitaliser ce qui n'est pas capitalisable.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La loi est certainement trop générale. C'est un blanc-seing que

le gouvernement veut s'accorder. On présentera ainsi des états financiers faux. Avec une loi comme celle-là, on peut dépenser \$200,000,000 et n'afficher aucun déficit. On continuera à endetter la province et à endormir les électeurs en annonçant des surplus. Un bon matin, on se réveillera aux portes de la banqueroute, et il sera trop tard.

Dans les prospectus des obligations de la province, on trompe le public en ne parlant que des dépenses ordinaires, sans mentionner les dépenses extraordinaires et les dépenses de capital. L'ancien gouvernement capitalisait et il faisait mal parfois? D'accord. Mais est-ce là une raison pour que le présent gouvernement l'imité?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le premier ministre s'est servi aujourd'hui encore de sa tactique habituelle. Quand il se sent en mauvaise posture, quand il sait que l'argumentation qu'il pourrait fournir ne serait pas probante, il se porte à l'attaque, il parle de l'ancien régime.

Les électeurs finissent par deviner le jeu du premier ministre. C'est là une méthode qui, en plus d'être passablement désuète, finira par coûter cher au premier ministre.

Pour ce qui est du présent bill, je partage entièrement l'opinion du chef de l'opposition et celle du chef du Parti national. Avec un système comme celui-là, on peut en arriver à dire que tous les revenus sont des surplus et que toutes les dépenses sont des dépenses de capital.

La loi est conçue en termes trop généraux. On n'utilise pas de semblables méthodes à Ottawa. C'est là une mauvaise tactique de la part du gouvernement. Cela va créer, dit-il, une capitalisation des dépenses qui n'a pas lieu d'être.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi est pourtant bien simple. Je ne comprends pas que l'opposition officielle et l'opposition officieuse, l'opposition évidente et l'opposition déguisée, l'opposition...

**M. Hamel (Québec-Centre):** Bill 41. Parlez du bill 41.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les oppositionnistes sont bien malvenus de parler de chiffres inexacts. Je ne comprends pas qu'il y ait, dans l'opposition, deux chefs qui ne se regardent pas et que, lorsqu'une motion de censure est proposée à l'endroit du gouvernement, le Parti national

devienne, dans cette affaire, la queue du Parti libéral. Je ne sais pas quel est le parti d'en haut et quel est le parti d'en bas, lequel a le plus de haine à l'endroit du premier ministre...

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Voilà des explications fort intéressantes!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des explications? C'est bien simple. Le chef de l'opposition dit qu'on n'a pas besoin de passer un bill parce qu'on a déjà le pouvoir de faire ça. Alors, pourquoi critiquer?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais que le chef de l'opposition veut s'en aller au Sénat. Mais si M. King est en faveur de la réforme du Sénat, je suis convaincu qu'il ne nommera pas le chef de l'opposition sénateur.

Je ne comprends pas que le chef de l'opposition dise qu'il y a un bon système de comptabilité à Ottawa. Le C.N.R., qui appartient au pays, apporte, chaque année, de \$50,000,000 à \$100,000,000 de déficits, et l'on annonce des surplus de \$10,000,000, sans tenir compte du déficit de \$100,000,000 apporté par le C.N.R. Pourtant, il s'agit d'un chemin de fer de l'État. Savez-vous ce qu'on faisait sous l'ancien régime pour pouvoir annoncer des surplus?

**M. Bastien (Berthier):** Je soulève un point d'ordre. Le débat sur le budget est terminé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, les résolutions sont acceptées?

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois sur division, une deuxième fois sur division et adoptées sur division par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 41 concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Dominion Hebrew Cemetery Association**

**M. Fitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 constituant en corporation Dominion Hebrew Sick Cemetery Association.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement au titre, qui se lit comme suit: "Loi constituant en corporation Dominion Hebrew Cemetery Association."

L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Lévis**

**M. Larochelle (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochelle.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Larochelle (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Standard Church of America**

**M. Bulloch (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 constituant en corporation The Standard Church of America.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bulloch (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Rivière-du-Loup, règlement no 210**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Motions des députés:**

##### **Fête des Irlandais**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La Chambre a fait beaucoup de travail. Les membres sont probablement fatigués et demain, c'est la fête du saint patron de l'Irlande. La Chambre ne siégera donc pas vendredi à cause de la Saint-Patrice, la fête nationale des Irlandais.

J'en profite pour présenter à la race irlandaise mes meilleurs vœux. En raison de cette circonstance, je ne vois pas d'objection à ce qu'il n'y ait pas de séance en soirée.

Il (l'honorable M. Duplessis) rend un hommage chaleureux et justifié au député de Montréal-Saint-Laurent (l'honorable M. Coonan) comme représentant irlandais de son cabinet et il mentionne à la blague que ce poste était occupé auparavant par le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors) du côté des libéraux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** ajoute quelques mots sur la Saint-Patrice.

**M. Hamel (Québec-Centre)** ajoute quelques mots sur la Saint-Patrice.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande aux députés de se rendre pour mardi matin afin que les divers comités puissent siéger.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

---

### **NOTES**

1. C'était, selon *Le Soleil* du 17 mars 1939, à la page 3, le numéro de l'article suivant au *Feuilleton*.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).
3. \$800,000, selon *L'Événement-Journal* du 17 mars 1939, à la page 8.

Séance du mardi 21 mars 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 concernant la Compagnie Équitable d'assurance contre le feu (capital mutuel);
- bill 152 relatif à The Empire Trust Company;
- bill 154 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac-Saint-Jean.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de la ville de Saint-Laurent, demandant de voter une loi pour ratifier une résolution de la ville de Saint-Laurent, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

**Ville Saint-Laurent**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** demande la permission de présenter le bill 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**James S. Fontaine**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Boiteau), que les articles du Règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et à l'examen des pétitions, à la présentation, à l'examen et la réception des bills privés, soient suspendus et demande la permission de présenter le bill 159 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James S. Fontaine au nombre de ses membres après examen, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**M. Ducharme (Laviolette)** demande la permission de présenter le bill 159 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James S. Fontaine au nombre de ses membres après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des mines**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 29 modifiant la loi des mines de Québec.

**M. Drouin (Québec-Est):** Explications!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** C'est pour rendre la loi des mines meilleure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Colonisation  
au Témiscamingue**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 47 assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de réparer les erreurs de l'ancien régime en acquérant un important territoire propre à la colonisation. Cette acquisition permettra l'extension des paroisses voisines et l'établissement de nombreux fils de cultivateurs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement veut faire des élections honnêtes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça n'intéresse pas le député; il ne sait pas ce que c'est. C'est pour faire de la colonisation sur un territoire appartenant à une réserve indienne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Domaine public de la colonisation**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 49 protégeant le domaine public de la colonisation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi a pour but de protéger le domaine forestier. C'est pour permettre d'utiliser certains domaines forestiers destinés à la colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des salaires raisonnables**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi des salaires raisonnables.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de plusieurs amendements, apportés à la demande de M. le juge Ferdinand Roy, président de l'Office, afin de rendre la loi excellente et encore plus parfaite.

(Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Régime de tenure**

**M. Tellier (Montcalm)** demande, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Roy), la permission de présenter le bill 178 modifiant la loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Explications!

**M. Tellier (Montcalm):** C'est une loi pour appliquer la loi du régime de tenure dans le comté de Berthier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Canton Armand, Témiscouata**

**M. Dubé (Témiscouata)** demande, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), la permission de présenter le bill 180 concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Motions des députés:**

##### **Retour de l'Orateur de sa convalescence**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant de passer à autre chose, M. l'Orateur, je suis certain de rallier l'opinion unanime de cette Chambre en vous souhaitant une cordiale bienvenue et en vous félicitant d'être revenu à une excellente santé. Si nous avons déploré votre absence, nous avons été heureux de constater que vous avez eu un digne représentant. Celui qui a été appelé à vous remplacer mérite aussi nos félicitations (M. Trudel, Saint-Maurice). Il s'est inspiré de vos bons exemples. Je crois de mon devoir de le remercier en exprimant la satisfaction de votre retour.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je seconde les remarques du premier ministre en ce qui concerne l'Orateur de cette Chambre. Je suis heureux de le voir revenu parmi nous avec une figure aussi souriante.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si un membre du Parti national ne se levait pas dans une circonstance comme celle-là...

(Applaudissements à droite)

Je suis heureux, M. l'Orateur, de vous voir revenu parmi nous.

#### **Questions et réponses:**

##### **Paragraphe 3 de la page 57 des Procès-verbaux**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Sur la balance de \$11,443,000, mentionnée au paragraphe 3

de la page 57 des *Procès-verbaux* de la session en cours, quelle somme a été employée:

a. Pour payer des dettes contractées par l'ancien régime?

b. Pour rencontrer des dépenses se rattachant à la loi de l'aide aux chômeurs?

c. Pour payer des dépenses se rattachant aux législations sociales mises en application par le gouvernement actuel?

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon):** On ne peut dire ce que le gouvernement a payé. Nous n'avons consolidé qu'une partie de la dette flottante et il est difficile de séparer les dépenses se rapportant à cette partie de la dette flottante.

#### **Machinerie Trottier enr. de Saint-Casimir**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Combien le gouvernement a-t-il payé à la Machinerie Trottier enr. de Saint-Casimir, dans le comté de Portneuf, depuis le 26 août 1936?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** \$115,770.35.

#### **Régie de l'électricité**

**M. Hamel (Québec-Centre):** 1. Quel est le coût de l'administration de la Régie de l'électricité?

2. Combien de personnes composent son personnel? Quels sont leurs noms, leur emploi et leur salaire?

3. M. Ellis, comptable, qui a remplacé M. Louis Parenteau à la Régie, est-il celui qui autrefois travaillait à la société P. S. Ross & Son, vérificateurs de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suggère que cette question soit convertie en motion pour production de documents.

**M. Drouin (Québec-Est):** (En l'absence de M. Hamel) Je ne veux pas insister, mais il me semble que le premier ministre pourrait répondre sans qu'on ait besoin, comme il dit, d'une longue nomenclature.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris de voir que le député de Québec-Est est contre la conversion.

La motion est adoptée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Régie de l'électricité**

**M. Hamel (Québec-Centre)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Quel est le coût de l'administration de la Régie de l'électricité?

2. Combien de personnes composent son personnel? Quels sont leurs noms, leur emploi et leur salaire?

3. M. Ellis, comptable, qui a remplacé M. Louis Parenteau à la Régie de l'électricité, est-il celui qui autrefois travaillait à la société P. S. Ross & Son, vérificateurs de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated?

Adopté.

##### **Frais d'annonces et de publicité**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Quels sont les noms des journaux, corporations, sociétés et personnes auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces et de publicité depuis le 26 août 1936 à date?

2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun:

a. Pour frais d'impression et de reliure?

b. Pour frais d'annonces et de publicité?

c. Pour d'autres frais divers et subventions quelconques?

Adopté.

##### **Dispositions de l'arrêté ministériel no 1822**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le gouvernement, au cours de la saison 1937-1938 a-t-il pris les mesures nécessaires pour que soient observées et respectées les dispositions de l'arrêté ministériel no 1822, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 3 juillet 1937, concernant les salaires à être payés aux ouvriers travaillant à l'exploitation forestière?

2. Les concessionnaires forestiers se sont-ils tous conformés à l'obligation que leur imposait ledit arrêté ministériel de soumettre tout contrat pour travail à forfait, au sous-ministre des Terres et Forêts et de faire accepter lesdits contrats par ce dernier?

3. La compagnie Édouard Gohier limitée, pour ses opérations faites à Saint-Côme et dans le

nord du comté de Joliette, a-t-elle accompli cette formalité?

4. Si la réponse à la dernière question est affirmative:

a. Quand a-t-elle rempli cette formalité?

b. Quel est le nom de chacun des employés dont les contrats ont été soumis pour approbation et ensuite approuvés?

5. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes d'employés qui ont travaillé à l'exploitation forestière de ladite compagnie Édouard Gohier, ltée, pendant que l'arrêté ministériel 1822 était en vigueur?

6. Si la réponse à la question précédente est affirmative, qu'est-ce que le gouvernement a fait pour protéger les employés de ladite compagnie?

Adopté.

### Questions et réponses:

#### Comptes de banque du gouvernement

**M. Pouliot (Missisquoi):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1931 au 1<sup>er</sup> juillet 1936, inclusivement, sous l'ancien régime, pendant combien de temps les comptes de banque du gouvernement ont-ils été soutirés?

2. Quelle est la moyenne chaque année dont les comptes du gouvernement ont été soutirés en banque, durant la même période?

3. Quel est le montant d'intérêt payé annuellement sur ces soutirés, pendant les mêmes années?

4. Quel est le taux d'intérêt qui a été payé chacune de ces années, sous l'ancien régime?

5. Par contre, quel est le taux d'intérêt payé par la province, sous le gouvernement actuel, sur les bons du Trésor?

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Pendant une moyenne de dix mois sur douze mois, chacune de ces années.

2. 1932.....	\$10,241,649.67
1933.....	2,829,740.91
1934.....	4,840,558.74
1935.....	7,605,972.12
1936.....	8,855,825.54
3. 1932.....	549,689.93
1933.....	863,807.93
1934.....	708,082.27
1935.....	706,815.56
1936.....	742,260.55

4. 1932.....	5½ %
1933.....	5½ %
1934.....	5 %
1935.....	4 %
1936.....	3¾ %
5. 1¾ % et 2 %.	

#### Prévisions budgétaires pour les années fiscales 1928-1929 à 1935-1936

**M. Pouliot (Missisquoi):** 1. Quel était le montant total des prévisions budgétaires soumises à la Législature pour les années fiscales 1928-1929 à 1935-1936, inclusivement, sans compter la période de 1936-1937 où l'ancien régime était au pouvoir?

2. Quel était le montant total des dépenses ordinaires, extraordinaires et de capital pendant la même période?

3. Quel a été l'excédent des dépenses faites sur le budget soumis pour ces mêmes années?

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. \$333,895,863.54.

2. \$478,018,127.05 pour les dépenses payées par l'ancien régime, sans compter les dépenses considérables que l'ancien régime n'a pas payées et qui doivent être payées par le gouvernement actuel.

3. \$144,122,263.51 et, en plus, les innombrables dettes contractées et impayées par l'ancien régime.

#### Déficit de l'assistance publique

**M. Pouliot (Missisquoi):** 1. Quel était le déficit de l'assistance publique pour les années terminées:

a. Le 30 juin 1934?

b. Le 30 juin 1935?

c. Le 30 juin 1936?

2. Ces déficits étaient-ils inclus dans l'état de revenu et dépenses publié dans la *Gazette officielle* du 1<sup>er</sup> septembre des années concernées ou dans l'état de revenu et dépenses de la province publié dans les *Comptes publics* de ces mêmes années, par l'ancien régime?

3. Le déficit annuel de l'assistance publique, depuis 1937, sous le gouvernement actuel, est-il traité comme dépense dans l'état du revenu et dépenses de la province de chaque année?

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1a. \$1,783,791.20;

b. \$1,687,847.81;

c. \$1,999,709.81.

2. Non.

3. Oui.



### Commission des liqueurs

**M. Pouliot (Missisquoi):** 1. Le dernier jour de l'année fiscale, c'est-à-dire le 30 juin 1930 à 1936, sous l'ancien régime, combien le gouvernement a-t-il retiré de la Commission des liqueurs?

2. Ces montants ainsi retirés étaient-ils des sommes que la Commission possédait ou la Commission empruntait-elle ces montants des banques?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1.	30 juin 1930 .....	\$1,243,906.25
	30 juin 1931 .....	3,000,000.00
	30 juin 1932 .....	3,000,000.00
	30 juin 1933 .....	3,000,000.00
	30 juin 1934 .....	2,500,000.00
	30 juin 1935 .....	2,500,000.00
	30 juin 1936 .....	2,750,000.00

2. Ces emprunts ont coûté à la province, en définitive, des milliers de dollars en intérêts parce que l'ancien régime présentait, durant cette période, un bilan qui n'était pas conforme à la réalité.

**Bruno Lafleur**

**M. Hamel (Québec-Centre):** Monsieur Bruno Lafleur, rédacteur en chef de *L'Événement-Journal*, est-il à l'emploi du gouvernement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non.

### Travaux de la Chambre:

#### Horaire des séances

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), qu'à commencer le 24 mars courant, la Chambre tienne une séance le vendredi, de onze heures du matin à onze heures du soir, avec suspension de une heure à trois heures et de six heures à huit heures du soir; et qu'à cette séance du vendredi, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

### Fabrication du soufre et de l'acier

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 pour encourager la fabrication, dans la province, du soufre, de l'acier et autres sous-produits du minerai de fer.

Adopté.

### Expansion de la colonisation

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 favorisant l'expansion de la colonisation.

Adopté.

### Colonisation au Témiscamingue

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47 assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue.

Adopté.

### Savane de Saint-Charles

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles.

Adopté.

### Loi des mines, article 54b

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 13 modifiant l'article 54b de la loi des mines de Québec.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

#### **Assistance aux aveugles**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Conventions collectives**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi des conventions collectives de travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est pour rendre la loi encore meilleure. Cet article mettra les ouvriers à l'abri de l'injuste vindicte du

patron qui viole la loi. Il était dit dans la loi que les employeurs étaient obligés d'afficher l'échelle des salaires de leurs employés. Nous avons rencontré des employeurs de mauvaise foi qui n'affichaient pas avec exactitude les salaires. Il arrivait que certains, après les avoir affichés quelques instants, enlevaient l'affiche. La loi actuelle prohibe cette pratique.

De plus, il arrivait que l'employeur obligeait son employé à accepter une classification comportant un salaire moindre que celui auquel il avait droit. L'ouvrier qui sera victime de ce subterfuge aura droit de réclamer: nous prévoyons, dans certains cas, une poursuite, une peine équivalant pour l'employeur à un mois de salaire de l'employé qui poursuit, et la preuve incombe à son patron. Voilà des réformes en faveur des ouvriers qui rendent aussi justice aux patrons honnêtes.

Plus loin, nous prévoyons un autre cas. Il arrivait que les employés se plaignaient que les salaires n'étaient pas payés. Devant les tribunaux, l'avocat du défendeur, le patron, avait le droit de demander le nom du dénonciateur. L'avocat n'aura plus ce droit; aucune preuve n'est permise pour établir que l'action a été intentée à la suite d'une plainte d'un dénonciateur ou pour découvrir son identité. Ce sont là encore des réformes qui sont toutes à l'avantage des ouvriers. Dans la voie des réformes ouvrières, nous voulons aller aussi loin que possible, tout en demeurant dans la limite du bon sens et de l'équité.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Différends entre institutions de charité et employés**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 relatif à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>2</sup>:

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est un bill extraordinaire, car il modifie complètement le statut d'une classe d'employés. Il s'agit bien de priver de leur droit de grève les employés d'hôpitaux?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai eu le plaisir, récemment, de recevoir à mon bureau des représentants des employés d'hôpitaux. Ils voulaient des augmentations de salaire. Les salaires qui leur sont payés ne sont pas considérables. Par contre, nous leur avons fait remarquer qu'ils bénéficiaient, par leur situation, de certains avantages qu'il fallait compter, par exemple la nourriture, le logement, etc.

Il y a de ces hôpitaux et des institutions de charité qui coûtent cher. Les hôpitaux ont des déficits à chaque année. La province a payé \$30,000,000 pour aider à la construction des hôpitaux, et l'assistance publique, qui paie entre \$2,000,000 et \$3,000,000 aux hôpitaux, a un déficit de \$1,500,000<sup>3</sup>. Nous dépensons de \$7,000,000 à \$8,000,000 pour des institutions qui n'ont pas les moyens d'être sur le même pied que des industries pour la rémunération de leurs employés. Le gouvernement a fait sa part.

Quant aux communautés religieuses, on sait les inappréciables services qu'elles rendent à la province, mais on ne saurait exiger qu'elles paient des salaires trop élevés, si elles n'en ont pas le moyen. Les communautés portent un avantage qui n'existe pas dans les autres provinces, car leur personnel se dépense sans compter. Ces faits ne doivent pas être ignorés lorsque l'on discute des salaires versés aux employés d'hôpitaux.

Un certain membre de la délégation qui est venu me voir a tout à coup mentionné le mot "grève". J'ai dit que le gouvernement n'endurerait pas de grève dans les hôpitaux. Le gouvernement reconnaît le droit de grève, mais il y a des cas exceptionnels. Le gouvernement reconnaît le droit de grève, mais non le droit au "piquetting" qui s'appuie sur les voies de fait, les assauts et l'intimidation. Nous ne voulons pas de ces abus! Les lois doivent être observées par tout le monde. Nous ne tolérerons pas d'intimidation de la part des employés, pas plus que de la part des employeurs. Nous ne souffrirons ni l'une ni l'autre.

Par contre, les employés d'hôpitaux sont dans une condition particulière. Les hôpitaux sont des entreprises de caractère philanthropique. Ce n'est pas humain d'y faire la grève et de laisser là les malades ou les mourants sans soins, du jour au lendemain. Les hôpitaux ont une fonction spéciale et délicate à remplir et il est inconcevable de les placer au même rang que les autres établissements. Nous avons, à ce point de vue, pour nous, une classe ouvrière qui est respectueuse des lois et qui comprend l'ordre.

Nous nous sommes inspirés, pour cette loi, de mesures passées autrefois pour empêcher que les policiers et les pompiers ne fassent la grève à cause précisément de leurs fonctions publiques. Il a été considéré qu'il n'était pas convenable pour des agents de la sûreté du public de faire la grève.

Nous disons ceci: lorsqu'il y a des réclamations, ceux qui les font ont le droit de les faire entendre au moyen d'un arbitrage. Mais ni pendant ni après, les employés n'ont le droit de faire la grève.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'objection à ce que le premier ministre passe sa loi comme il l'entend, s'il le veut absolument. Mais il nous dit qu'avant et après, le droit de grève n'est pas reconnu. Cependant, d'après les dispositions de son bill, le droit de grève semble être reconnu après l'arbitrage, s'il y a lieu. Après l'arbitrage, il n'y a plus rien qui empêche les employés des hôpitaux de faire la grève. Par ailleurs, rien n'empêche le ministre de refuser l'arbitrage, même si un groupe de représentants le demande.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le chef de l'opposition veut proposer un amendement... Mais je ne comprends pas son attitude. Il s'est prononcé contre la loi en deuxième lecture lorsqu'il a dit "sur division".

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne me suis pas prononcé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une grève de logique de sa part.  
(Rires)

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** On dit dans la loi que si les personnes obtiennent l'arbitrage, elles pourront recourir à la grève. Mais ce qui me semble important, c'est d'obtenir l'arbitrage. Comment obtenir cet arbitrage? Cela me semble impossible avec cette loi. Voici ce qu'on y dit: "Il faut que toute demande pour la création d'un conseil d'arbitrage

soit faite par des employés, et elle doit être signée par la majorité de ceux qui exercent le métier, l'art ou la profession affectée par le différend." Si l'on s'en tient à cela, il n'y aura jamais de demandes d'arbitrage. Il y avait autrefois une ordonnance qu'on vient de résilier, et pour lui substituer quoi? Cette loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons étudier le bill article par article. On modifiera le bill si je le juge à propos, dit-il.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Il est illégal pour toute personne employée dans une institution de charité et y remplissant une fonction quelconque de se mettre en grève au sujet d'un différend entre cette institution et un ou plusieurs de ses employés, relativement aux traitements, salaires ou gages de ces employés ou aux heures de travail avant que le différend ait été soumis à un conseil d'arbitrage formé conformément aux dispositions suivantes."

**M. Drouin (Québec-Est):** Les ouvriers pourraient se mettre en grève après l'arbitrage, si l'on s'en tient au texte de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons nous rendre à la demande de l'assistant-chef de l'opposition et retrancher les mots "avant que le différend ait été soumis à un conseil d'arbitrage formé conformément aux dispositions suivantes". En retranchant ces mots, il est plus clair que ni après ni avant, les employés ne pourront déclarer la grève dans un hôpital.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On enlève aux ouvriers le droit de grève. On devrait au moins leur laisser l'arbitrage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il reste dans la loi. L'amendement ne fait pas disparaître le conseil d'arbitrage.

**M. Leduc (Laval):** Le ministre a le droit de refuser l'arbitrage, ce qui enlève aux employés des droits qu'ils avaient acquis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition a des amendements à formuler, je suis prêt à les écouter.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. Il est illégal pour toute personne employée dans une institution de charité et y remplissant une fonction quelconque de se mettre en grève au sujet d'un différend entre cette institution et un ou plusieurs de ses employés, relativement aux traitements, salaires ou gages de ces employés ou aux heures de travail. Tout différend à ce sujet peut être soumis à un conseil d'arbitrage formé conformément aux dispositions de la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Toute demande pour la création d'un conseil d'arbitrage doit être faite par écrit et adressée au ministre de la Santé.

"Si elle est faite par une institution de charité, elle doit être signée par son président ou par l'un de ses officiers autorisés à cette fin.

"Si elle est faite par les employés, elle doit être signée par la majorité de ceux qui exercent le métier, l'art ou la profession affectée par le différend.

"Le ministre doit, dans les quinze jours de la réception de cette demande, faire part aux parties de sa décision de l'accorder ou de la refuser."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi n'a pas pour effet de faire disparaître les conseils d'hôpitaux.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Il est exagéré d'exiger que ce soit la majorité des ouvriers qui signent la demande. Nous devons sans doute beaucoup à nos hôpitaux, mais cela n'empêche pas les ouvriers d'avoir droit à un juste salaire. En disant que la demande d'arbitrage devra être faite par la majorité des ouvriers, on rend cet arbitrage très difficile à obtenir dans certains cas. Les travailleurs ne vont pas signer la demande, de peur de perdre leur poste. Il devrait être suffisant de dire que la demande pourra être faite par le président ou les représentants autorisés d'une union.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que j'allais demander que l'article 2, qui interdit les grèves dans les hôpitaux, soit amendé pour stipuler que toute divergence d'opinion entre les employeurs et les employés soit présentée devant un conseil d'arbitrage formé selon les autres articles du bill.

La politique du gouvernement est de favoriser les unions dans les limites de la liberté et non au détriment des droits ouvriers. Nous voulons que les chances soient égales. Si l'union est une organisation *bona fide*, il ne sera pas difficile de faire signer la demande par la majorité des ouvriers. Nous sommes en faveur des unions, mais nous n'avons pas confiance dans une union forcée ou une union à base d'intimidation.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Le point principal vise à préserver les droits acquis des travailleurs: le droit d'association était inscrit dans toutes les lois du travail du Québec et le gouvernement ne devrait pas l'ignorer. De plus, aucun travailleur ne devrait être privé de son salaire, ni de son privilège de demander une augmentation de salaire par le biais de l'arbitrage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a tout fait en son pouvoir pour assurer le droit et les privilèges des travailleurs du Québec.

**M. Leduc (Laval):** De par la présente loi, je comprends que l'on fait disparaître le droit de grève et même celui, dans une certaine mesure, de réclamer. La loi oblige les ouvriers à faire leur demande par écrit. On sait ce à quoi les exposent les demandes par écrit. Les ouvriers vont être inquiets; le travailleur individuel va avoir peur de signer une demande, étant donné que cela peut impliquer la perte de son poste. De plus, le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) a un pouvoir discrétionnaire. Le ministre a conservé le droit de refuser l'arbitrage et rien ne pouvait le forcer à le faire.

**M. Bastien (Berthier):** Nous sommes de l'opinion du gouvernement pour ce qui concerne le droit de grève. Nous acceptons le principe qu'il ne doit pas y avoir de grève dans les hôpitaux; en toute justice, il ne peut en être question. Mais les ouvriers devraient jouir des mêmes privilèges que les patrons. La loi n'oblige pas tous les patrons à signer la demande, tandis qu'elle force tous les ouvriers exerçant un même métier à le faire. Avant de pouvoir obtenir ce qu'ils demandent, ils devront faire le tour de tous les hôpitaux. On devrait se limiter à une seule institution. Cependant, pour ce qui est des salaires, la loi est fort dangereuse.

Malgré tout ce que le premier ministre a dit, le gouvernement a retiré tout ce qu'il pouvait aux employés des hôpitaux. Ils avaient travaillé fort pendant deux ans pour obtenir de meilleurs salaires, et ils ont finalement obtenu une ordonnance de

l'Office des salaires raisonnables qui augmentera leur revenu. Ceci est abrogé et, avec ce bill, ils n'auront plus de recours contre leurs employeurs. Pourquoi ne pas laisser les employeurs et les employés régler leurs différends devant la commission des salaires raisonnables?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Rien ne peut empêcher l'Office des salaires raisonnables de recevoir une demande des employés des hôpitaux concernant une augmentation de salaire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La loi demande à la majorité des employés intéressés d'intervenir avant que rien ne puisse être fait pour régler les conditions de salaires ou de travail. Ceci est presque impossible et constitue un refus de non-recevoir. La clause est exorbitante. Dans un différend qui éclatera au Lac-Saint-Jean, pourquoi forcera-t-on les ouvriers de Montréal à signer? Je me demande pourquoi, d'ailleurs, le gouvernement ne laisse pas régler les différends entre les employés et les institutions de charité par les membres de l'Office des salaires raisonnables? Les membres de cet Office devraient être aussi compétents que les membres de n'importe quel tribunal d'arbitrage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition manque de logique. Nous mettons trois moyens à la disposition des ouvriers. Les employés d'hôpitaux ont trois moyens de faire reconnaître leurs revendications: l'Office des salaires raisonnables qui conserve quand même sa juridiction, la convention collective de travail, ce qui serait la solution idéale et, grâce à cette loi, le comité d'arbitrage. Le chef de l'opposition ne veut pas leur laisser autre chose que l'Office des salaires raisonnables.

**M. Bastien (Berthier):** Une convention collective dans le cas des hôpitaux semble une impossibilité. Quant à l'Office des salaires raisonnables, il semble qu'il a fait faillite, en ce qui regarde les employés des hôpitaux. Une ordonnance a déjà été rendue et on a dû la retirer. Je prétends que, par la présente loi, le gouvernement ne rend pas justice aux ouvriers. Il est impossible d'obliger tous les ouvriers d'un même métier à signer. De plus, le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) est intéressé à ce que les déficits soient les moins considérables possible dans les hôpitaux. Il est humain comme les autres mortels. Il ne se pressera pas pour accorder l'arbitrage.

Aucun autre travailleur n'est aussi mal payé que le travailleur d'un hôpital. Les hôpitaux

subissent des déficits et ils paient leurs employés le moins possible. À première vue, le bill semble raisonnable; mais lorsqu'on l'étudie, on se demande s'il n'est pas une machination.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Entendez-vous avec votre chef. Il voudrait que les différends soient soumis à l'Office des salaires raisonnables.

**M. Bastien (Berthier):** Cet Office a fait faillite. Le gouvernement admettra qu'une ordonnance a été rendue et qu'elle a été retirée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est singulier d'entendre l'opposition. Le député de Berthier dit que le bill est bon à première vue et mauvais quand on l'étudie. Le chef de l'opposition dit précisément le contraire. Ces prétendus champions des ouvriers, qui ont exploité la classe ouvrière pendant 30 ans, devraient être les derniers à parler comme ils le font. L'Union nationale n'a jamais manqué une occasion de rendre justice aux ouvriers. Elle leur a donné une représentation à l'Office des salaires raisonnables et à la Commission des accidents du travail.

Cependant, je n'ai aucune objection à faire un amendement pour spécifier que la demande d'arbitrage devra être faite par la majorité de ceux qui exercent un même métier, mais en la limitant à l'institution dans laquelle le conflit a éclaté. Cela signifie que pour obtenir l'arbitrage sur un différend spécifique, les employés d'un hôpital ne devront pas être appuyés par tous les membres de la même profession qu'eux.

Nous voulons rendre justice à tout le monde et donner la meilleure législation possible. Je me rends de bonne grâce à certaines suggestions qui ont été faites. Les conditions ne sont pas les mêmes dans toutes les institutions et il est juste de limiter à chaque institution la demande d'arbitrage.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a-t-il objection à ce qu'on dise que, dans les institutions où il y a une union reconnue, le président ou autres officiers autorisés pourront signer la demande? Les ouvriers n'aiment pas à faire des demandes par écrit. Ils s'exposent à être congédiés, et plutôt que de prendre ce risque, il arrivera souvent qu'ils endureront leur mal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition insulte maintenant les ouvriers. Je proteste en leur nom. Les ouvriers ne sont pas des

peureux. Ils sont braves et ne craignent pas de se mettre au blanc.

**M. Leduc (Laval):** Les ouvriers sont dans le même cas que le fonctionnaire civil qui vit dans la crainte. Ils n'osent dire quoi que ce soit, car ils savent qu'ils sont poursuivis jusque dans leur vie privée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La population de Québec n'est pas dupe. Elle se rendra compte que je me suis fait le défenseur des ouvriers et que je ne les ai pas attaqués, quoi qu'en dise le premier ministre. Je demande qu'on donne aux ouvriers le droit de se servir de leurs associations.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** J'insiste de nouveau pour que la loi ne dise pas que la demande devra être signée par la majorité des ouvriers. Si on reconnaissait l'association, on n'hésiterait pas à se rendre à ce désir. Je suis plus intéressé de savoir si le gouvernement va protéger les travailleurs des hôpitaux contre toute forme d'intimidation s'ils font appel à l'arbitrage. Les protéger eux, mais aussi les membres de leur famille. La seule arme sur laquelle le monde du travail peut compter pour protéger le travailleur individuel sont les syndicats, en incluant le droit de grève, qui a même été reconnu par un bon nombre d'évêques catholiques. On a déjà enlevé aux ouvriers le droit de grève. On devrait au moins, dans le cas des hôpitaux, reconnaître que les représentants de leurs unions aient le droit de faire la demande.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Encore une fois, tous les ouvriers ont droit à trois recours. Quant au droit d'union, nous l'avons consacré par les lois générales des provinces et aussi par le bill dont on débat. Nous avons des Statuts qui disent qu'un patron ne peut empêcher un ouvrier de faire partie d'une union. Mon gouvernement, précise-t-il, a été le premier à reconnaître le droit d'union des ouvriers en imposant des pénalités aux patrons qui s'opposeraient à leur association. De plus, dans la loi à l'étude, il n'y a rien qui empêche le président d'une union intéressée à réclamer l'arbitrage.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Le but principal est de prévenir une grève.

Un différend existe à l'heure actuelle dans le domaine des hôpitaux. Le conflit entre les hôpitaux et leurs employés dure depuis déjà deux ans. Nous voulons qu'il se règle dans la paix. On a parlé d'ordonnance. Dans la situation actuelle, comment voulez-vous que les ouvriers puissent en obtenir une?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les employés des hôpitaux ont eu leur ordonnance. Ils en ont bénéficié pendant un an.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Alors, pourquoi l'a-t-on rappelée si les ouvriers en bénéficiaient?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province n'est pas une manufacture d'argent. Nous avons payé \$30,000,000 pour l'assistance publique. Elle nous coûte \$8,000,000 par année. Nous ne pouvons faire plus. Les agriculteurs, les colons ont aussi leurs réclamations.

On ne devrait pas oublier que les montants dépensés par les gouvernements ne viennent pas du ciel. L'argent vient des taxes. C'est le peuple qui paie. Nous ne pouvons le surcharger. Nous devons vivre selon nos moyens. On ne peut pas dépenser de l'argent indéfiniment.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je ne veux pas faire, dit-il, de politique avec le cas des hôpitaux. J'ai en vue un règlement avantageux pour les deux parties, mais j'insiste pour que les représentants des unions aient le droit de faire seuls la demande d'arbitrage. Il est préférable de rendre les grèves impossibles en indiquant clairement dans le bill que les droits des travailleurs sont entièrement protégés, au lieu de laisser planer le doute, comme ceci est le cas actuellement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. Toute demande pour la création d'un conseil d'arbitrage doit être faite par écrit et adressée au ministre de la Santé.

"Si elle est faite par une institution de charité, elle doit être signée par son président ou par l'un de ses officiers autorisés à cette fin.

"Si elle est faite par les employés, elle doit être signée par la majorité de ceux qui exercent le métier, l'art ou la profession affectée par le différend et qui travaillent à l'institution au sujet de laquelle la demande d'arbitrage a été faite.

"Le ministre doit, dans les quinze jours de la réception de cette demande, faire part aux parties de sa décision de l'accorder ou de la refuser."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 12 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal**

**M. Fitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que les honoraires payés par les promoteurs du bill 111 constituant en corporation The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Georges-Albert Field**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, tout affidavit ou tout autre document entre le gouvernement de la province et toute personne, relativement à M. Georges-Albert Field, avocat, de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre et demande que cette motion soit rayée. Le député de Rivière-du-Loup m'a écrit une lettre dans laquelle il prétend répéter ce qu'il n'a pas le droit de dire en Chambre et il me demande de produire cette lettre, qui est le seul document relatif à M. Field. Cette méthode d'agir est contraire au Règlement de la Chambre qui dit qu'on n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'on ne peut pas faire directement. Cette motion est irrégulière et constitue une provocation à l'égard de l'Orateur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai cru que c'était rendre justice à M. Field.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. J'ai dit que la motion inscrite au *Feuilleton* est irrégulière parce qu'elle demande la production de documents en vue de contredire une

assertion faite par un membre de la Chambre au cours de la session. Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le droit de demander de produire un document qu'il possède et dont il est l'auteur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai écrit au premier ministre. C'est vrai. Je lui ai envoyé un affidavit de M. Field, où celui-ci se défend de l'accusation de "repris de justice" portée contre lui en donnant tout son état civil.

**M. l'Orateur:** Avant que je décide du point d'ordre, je ne puis permettre au député de Rivière-du-Loup de réciter le document qu'il veut faire produire. Qu'il se contente de discuter le point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne vois pas pourquoi je n'aurais pas le droit de faire produire ce document. Il s'agit de quelqu'un qui a été attaqué injustement et il a le droit d'être défendu au même endroit où on l'attaque. Je demande simplement justice pour M. Field.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si ce point d'ordre est maintenu, il deviendra difficile sinon impossible à n'importe quel citoyen de protester contre n'importe quelle affirmation fausse faite en Chambre. Tout citoyen a le droit de protester en écrivant au premier ministre ou en lui faisant écrire. Il s'agit d'une affaire absolument nouvelle d'un citoyen qui a écrit au premier ministre pour revendiquer ses droits. Il est de notre devoir d'entendre les pétitions de ceux qui se plaignent. Tout citoyen a le droit de pétitionner au souverain, d'écrire au gouvernement. On va priver les citoyens du droit de protester quand ils sont injustement attaqués.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Cette motion a pour effet de rétablir les faits et de faire réparer une injure. Le premier ministre devrait être le premier à le permettre.

**M. l'Orateur** prend la question en délibéré.

#### Comité spécial:

##### Redistribution des circonscriptions électorales, composition

**M. Chaloult (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Marcoux),

qu'un député du Parti national, M. Oscar Drouin, soit ajouté aux membres du comité chargé de s'enquérir de la distribution des circonscriptions électorales de la province de manière à effectuer des rajustements équitables.

Il y a 15 jours, on a formé un comité chargé de redistribuer les circonscriptions électorales. C'est très bien. Le premier ministre a déclaré alors qu'on respectait toutes les minorités. On l'a fait pour les minorités anglaises. Mais on a oublié qu'il existe trois partis en Chambre. On a donné à une opposition libérale de 11 membres trois<sup>4</sup> représentants à ce comité. Au Parti national, qui compte cinq membres, on n'a pas donné de représentant. Je suis sûr qu'il s'agit d'une erreur et que la Chambre n'aura aucune objection à accorder cette motion. Tous les partis devraient être traités avec la même justice.

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lorsque cette motion a été présentée devant la Chambre, elle a été adoptée unanimement. Avec la théorie du député de Kamouraska, cela nous mènerait loin. S'il y avait plusieurs groupes, cela voudrait dire beaucoup de représentants. Ainsi, il y a l'opposition libérale, les cinq membres du Parti national, il y a même le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort), qui est député, chef et conseiller à la fois de son parti: le Parti Rochefort et il y a encore un autre groupe: le député de Laval (M. Leduc) et le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger). D'ailleurs, tous ces groupes n'en forment qu'un en réalité.

On n'aurait qu'à former des partis. S'il faut accepter le Parti national, n'importe quel député pourra prétendre qu'il représente un parti, et finalement un jour pourra venir où le gouvernement sera partout en minorité. De plus, je ne reconnais pas le Parti national comme parti dans cette Chambre. En vertu des règlements parlementaires, il n'y a qu'une seule opposition, l'opposition officielle, la seule que je reconnaisse.

Si le Parti national n'est pas satisfait de l'opposition libérale, qu'il parle moins souvent avec elle et il n'a qu'à ne pas voter avec elle. On semble pourtant très bien s'entendre, si l'on en juge par les *Procès-verbaux* de la Chambre où l'on voit des députés libéraux proposer des amendements qui sont secondés par le Parti national, comme lors des débats sur l'adresse et sur le budget.

Des amendements conjoints ont été secondés deux fois par le député de Québec-Est (M. Drouin). Ils ont toujours voté ensemble sur les questions



importantes. Ils ont, du point de vue opposition, une commune identité. Si le Parti national veut être représenté, qu'il s'annexe au Parti libéral à qui nous avons donné trois représentants sur le comité. Nous ne pouvions faire plus.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** N'étant pas Allemand, je ne suis pas en faveur de l'annexion forcée des minorités. Je suis en faveur de la représentation de toutes les minorités. La Chambre devrait se rendre à la demande du député de Kamouraska et accepter cette motion. Si le gouvernement craint pour sa majorité, qu'il augmente le nombre des membres du comité, qu'il nomme trois autres de ses députés. On devrait admettre le député de Québec-Est (M. Drouin). Le premier ministre lui doit beaucoup puisque ce fut son organisateur aux dernières élections.

En souvenir des services rendus, on devrait accorder à ce groupe très intéressant de l'opposition loyale la représentation sur le comité. Nous devrions accorder la demande du député de Kamouraska pour que le comité puisse profiter des lumières de celui qui fut l'agent de la victoire lors des dernières élections.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre dit qu'il ne nous reconnaît pas. C'est donc à l'Orateur que nous devons les libéralités dont nous jouissons. L'Orateur de la Chambre a tenu compte du Parti national. Nous avons un téléphone enregistré au nom du Parti national, nous avons un secrétariat et des bureaux au parlement. J'en remercie l'Orateur. De plus, les règlements de la Chambre laissent entendre qu'il peut y avoir plusieurs oppositions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le comité n'a pas de pouvoir législatif. Il ne peut que faire des recommandations à la Chambre, qui pourra les accepter ou les refuser.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quel est l'inconvénient à nous donner un représentant au comité alors? Il n'y a pas de salaire. Cela ne coûtera pas cher.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça coûtera ce que ça vaut. S'il fallait donner des représentants à tous les partis, nous n'en finirions pas. Il y a le groupe libéral, le Parti national, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) et d'autres dissidents. Il y a aussi des députés qui ne s'entendent pas dans le Parti libéral.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je comprends l'appréhension du premier ministre. Il prévoit d'autres destitutions, et cela formera d'autres groupes. Il a peut-être raison.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je comprends que l'on fut unanime lors de l'adoption de la motion. Je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas le droit d'avoir un représentant. Le premier ministre ne reconnaît pas le Parti national, mais un fait est certain, il existe tout de même. C'est un fait. Ce serait une mesquinerie que de refuser la demande du Parti national d'avoir un représentant sur le comité de redistribution. Le Parti libéral, lui, en a trois.

**Des députés ministériels:** "Drop, drop".

**Des députés de l'opposition** demandent le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Hamel, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 13.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bulloch, Castonguay, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 49.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

## Demandes de documents:

### Construction d'un aréna à Rivière-du-Loup

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, rapports ou autres documents entre le gouvernement et toute personne relativement à la construction d'un aréna dans la cité de Rivière-du-Loup, depuis le 26 août 1936.

Il y a deux excellentes raisons pour lesquelles le premier ministre devrait nous donner un aréna à Rivière-du-Loup. D'abord, l'un de mes anciens adversaires politiques a dit au cours d'un banquet: "Nous allons demander un aréna pour battre le député de Rivière-du-Loup aux prochaines élections." Je suis certain que le premier ministre va se rendre au désir de cet adversaire. Mais il y a une autre raison. Lorsque le premier ministre vient tenir des assemblées à Rivière-du-Loup, s'il pleut, il n'y a pas de salle assez grande pour contenir la foule de ses auditeurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition ne s'entend pas. Un autre député de l'opposition a critiqué le fait que le gouvernement a dépensé trop d'argent, comme travaux de chômage, pour bâtir des arénas semblables et autres endroits d'amusement. Le député de Rivière-du-Loup, lui, veut avoir un aréna. Nous avons été très généreux pour le comté de Rivière-du-Loup. Nous lui avons procuré des travaux de chômage et des octrois multiples. Le député de Rivière-du-Loup devrait songer un peu à ses amis d'Ottawa. C'est curieux qu'il ne pense pas à demander ce petit service à ses amis d'Ottawa.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande les documents à compter du 26 août, car c'est le commencement du monde pour le gouvernement.

La motion est adoptée.

#### **Entrepôt frigorifique à l'Isle-Verte et aux Trois-Pistoles**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, rapport ou autre document entre le gouvernement et toute personne relativement à l'établissement d'un entrepôt frigorifique à l'Isle-Verte et aux Trois-Pistoles, dans le comté de Rivière-du-Loup.

Plusieurs suggestions ont été faites au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) relativement à la construction d'un entrepôt frigorifique à l'Isle-Verte et aux Trois-Pistoles. Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** S'il fallait appliquer le raisonnement fait par le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) au sujet de la

construction d'un aréna pour réchauffer le premier ministre en cas de pluie, on pourrait craindre que la construction d'un frigidaire ne donne aux électeurs de Rivière-du-Loup l'envie d'y mettre leur député.

(Rires)

À l'Île Verte, où l'on fait surtout la pêche au hareng, une fumerie serait plus utile qu'un entrepôt frigorifique. Nous avons offert un octroi régulier pour l'établissement d'une fumerie et cette offre a été refusée. Quant aux entrepôts frigorifiques, il faut d'abord en établir dans les territoires assignés aux pêcheries maritimes. Le gouvernement procède avec le plus de rapidité possible, selon ses moyens. On fait tout ce qu'il est possible de faire pour l'avancement de ces projets.

Je demande au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de limiter sa motion en demandant la production de toute correspondance échangée depuis une date précise.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La production des documents n'est pas ce qui m'intéresse le plus.

Je propose que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour extinction des incendies forestiers (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement n'embauche que les arpenteurs les mieux qualifiés. Autrefois, il y avait un trust des arpenteurs, le trust Bélanger. M. Henri Bélanger recevait du gouvernement un montant de \$500,000 par année. Il n'y a pas de chose semblable sous le présent régime. Nous donnons autant que possible l'ouvrage aux arpenteurs locaux, sans favoritisme, afin d'épargner des frais de voyage. Nous leur faisons faire de la colonisation.

**M. Bastien (Berthier):** Je constate cependant qu'il y a un M. Armand Crépeau, de Sherbrooke, un ancien député conservateur, qui figure pour un montant de \$104,000. Il a reçu \$104,000 d'un seul coup! Je pense que le trust Crépeau a remplacé le trust Bélanger dont parle le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Crépeau, ingénieur-civil et ingénieur-géomètre, est un homme bien connu, un citoyen d'une réputation intacte et un expert dont l'ancien gouvernement lui-même était forcé de retenir les services. M. Crépeau a obtenu le contrat d'arpentage de moi-même en tant que ministre des Terres et Forêts. Je suis heureux d'avoir agi ainsi et je suis convaincu que le travail a été fait correctement.

Les travaux confiés à M. Crépeau exigeaient des connaissances spéciales. Les frais ont absorbé la plus grande partie de la somme versée et nous avons diminué les prix. Pour le même montant, nous faisons beaucoup plus que l'ancien régime. La somme la plus importante versée à M. Crépeau a servi à payer ses hommes, à entretenir son matériel et à couvrir ses frais de déplacement. L'arpentage, cela se fait avec des équipes. Cela revient à un prix assez élevé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vois encore de petits montants pour des gens qui ont le nom du maire de Montréal, R.-H. Houde, \$25,812.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est un libéral. C'est la politique de l'Union nationale d'employer des gens des deux partis, de ne pas s'attarder aux couleurs politiques.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et cet autre M. Houde, de Québec, qui a reçu \$11,000 environ?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce n'est pas le même. L'autre M. Houde est de Trois-Rivières. Il est le fils d'un arpenteur de Nicolet. Il fut

chef libéral. Dans le temps, on prenait des arpenteurs sans doute parce que le régime était borné.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a donc rien de changé dans la province. Le trust d'arpentage Bélanger a été remplacé par le trust d'arpentage Crépeau. Je vois aussi qu'on dépense au-dessus des prévisions budgétaires de 1937-1938 en ce qui regarde l'arpentage, car la somme totale dépensée, telle qu'elle figure aux *Comptes publics*, est de \$424,387.02, et les prévisions n'étaient que de \$300,000. Le gouvernement a dépensé plus qu'il ne s'était fait voter.

Le premier ministre nous a souvent reproché, du temps qu'il était dans l'opposition, de voter moins qu'on ne dépensait. Mais voilà qu'il fait la même chose. Le premier ministre devrait s'attaquer lui-même, lui, l'homme intact, l'homme honnête par excellence. Comment se fait-il que cela soit devenu une vertu avec l'Union nationale de dépenser au-dessus de ce que l'on prévoit, tandis que c'était un si grand crime de le faire sous le régime libéral?

Cent vingt-cinq mille dollars de plus, c'est 40 % au-delà des prévisions. Le premier ministre a un examen de conscience à faire. Nous sommes d'ailleurs encore au temps de Pâques.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre dit que l'arpentage coûte moins cher aujourd'hui qu'autrefois. Cela n'est pas conforme à la vérité. Il dit aussi que cela coûte moins cher parce que le gouvernement emploie M. Crépeau. Il lui reste à prouver cela. Il dit de plus qu'autrefois il ne se faisait pas de colonisation. Nous en faisons, nous, de la colonisation, mais de la vraie. Nous avons établi peut-être plus de colons que son gouvernement. Nous voyons que le département de la Colonisation fait maintenant ses propres arpentages.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non.

**M. Bastien (Berthier):** Bien oui. Effacerez-vous les *Comptes publics*? Il y a pour \$13,000 d'arpentage à la colonisation. La colonisation fait de tout. C'est le département-surprise du nouveau régime. M. Crépeau figure encore dans ces montants de \$13,000. C'est de l'arpentage double.

**M. Leduc (Laval):** J'attire l'attention de la Chambre sur la déclaration du premier ministre qui dit que, pour faire de l'arpentage, il faut faire beaucoup de dépenses. On m'a déjà reproché d'avoir payé des montants considérables pour services professionnels, dans ce domaine. Si nous avons dépensé de l'argent, à

la voirie, c'est que nous avons fait appel aux compétences. Si j'attire l'attention de la Chambre, c'est que certains membres de l'Union nationale ont fait des reproches à la voirie à ce sujet. Il y a des députés qui sont sous l'impression qu'une équipe d'arpenteurs se compose d'un seul homme. Il y a eu des équipes dans mon département qui se composaient de 75 hommes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous discuterons la voirie en temps et lieu.

**M. Leduc (Laval):** Certainement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Alors, restons-en donc aux terres et forêts.

**M. Leduc (Laval):** Je parle d'arpentage. Il est ici question d'arpentage et je parle selon l'expérience que j'ai du sujet. Ce que je voudrais savoir du premier ministre c'est ceci: de quelle façon a-t-on procédé pour en arriver aux montants qui figurent aux *Comptes publics*?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'estime que c'est intéressant pour la Chambre de savoir comment on a fait la dépense dans l'arpentage. On se devait donc d'écouter l'ancien ministre de la Voirie qui a eu de l'expérience dans ce domaine. Mais, moi, j'aimerais savoir quel est le montant que la province a payé en 1937-1938 à M. Armand Crépeau de Sherbrooke, un de mes amis personnels? N'y a-t-il pas promené par là sa théodolite? N'y a-t-il rien pour lui au service hydraulique? J'aime ça des Canadiens français qui ont de gros salaires, comme M. Crépeau.

On admire les États-Unis, surtout quand leur salaire dépasse celui du président des États-Unis. Mais voilà que la chose se produit sous le régime même qui devait diviser les places et qui se scandalisait du fait que, sous l'ancien régime, l'argent allait tout au même. Il y a quelqu'un dans le Parti national qui n'aime pas M. Crépeau: il le trouve un peu "saffe"<sup>5</sup>. Il est certain que M. Crépeau n'est pas un partageux. Ce n'est pas un communiste à coup sûr celui-là.

(Rires)

Il y en a qui sont comme cela. Ils prennent tout et les autres prennent le reste. C'est ça le programme du gouvernement. On dirait: "Il y a des libéraux et des amis des libéraux qui retirent des salaires de \$17,000." Aujourd'hui, ce sont des salaires de \$250,000. Il faut sauver le principe.

(Rires)

M. Crépeau n'a pas une unité, c'est une multiplicité.

(Rires)

Le premier ministre va avoir de la misère à faire avaler à la population ces salaires qu'on paye toujours au même. Voilà donc un homme qui a du patronage pour au-delà d'un quart de million de dollars par année, qui se vante d'être l'ami du premier ministre et l'ami de l'Union nationale.

Le premier ministre dit: "Nous autres, nous employons des rouges. Nous ne sommes pas comme vous autres pour faire des distinctions de politique." Et comme pour se contredire, le premier ministre ajoute que l'ancien régime l'a employé quelquefois parce qu'il ne pouvait se passer de sa compétence. Nous employons donc des gens indépendamment de leur couleur politique.

Sous le rapport du patronage, non seulement le gouvernement n'a pas changé avec l'ancien, mais c'est pire. Tous ces chiffres, tous ces contrats, ça va bien figurer dans un petit catéchisme aux prochaines élections, car les catéchismes réussissent dans la province de Québec.

L'étude de la résolution est suspendue.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides au cours de la présente séance.

La séance est suspendue à 6 heures.

### Reprise des travaux à 8 heures

#### Succession Alphonse Valiquette

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Lachine**

**M. Béïque (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Béïque (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Victor Beaudry**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 concernant la succession de feu Victor Beaudry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Temiscamingue and Abitibi Railway**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Drummondville**

**M. Marier (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant la charte de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité<sup>6</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**Un député** mentionne le nom de M. Georges Côté, directeur des arpentages.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** rend hommage à la compétence et à l'honnêteté de M. Georges Côté.

Le principe des contrats est mauvais et on a cessé d'en octroyer.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) n'est pas à son siège, et je regrette son absence. Nous aurions eu des questions à lui poser, et il pourrait bénéficier des remarques de l'opposition. Pourquoi étudier les crédits d'un ministre quand il n'y est pas?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Sherbrooke est très occupé et m'a

demandé comme faveur personnelle de le remplacer, si les crédits de son département étaient étudiés en son absence, et de répondre pour lui aux députés qui auraient des questions à poser sur les importants crédits à voter.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'aurais voulu demander des précisions au ministre au sujet de certains montants payés à M. Armand Crépeau, de Sherbrooke.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si M. Crépeau a eu des contrats, c'est moi qui les lui ai donnés. J'en prends toute la responsabilité. La seule chose que je regrette, c'est que l'ancien régime n'ait pas toujours employé des honnêtes gens comme M. Crépeau. Du temps de l'ancien régime, il y avait un M. Bélanger qui a retiré environ un demi-million par année pendant plus de 10 ans.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je trouve étrange que le premier ministre soit animé d'un si grand zèle pour défendre M. Armand Crépeau. Il monte sur ses grands chevaux. Le premier ministre dit que M. Crépeau travaille beaucoup. Certes, pour \$104,000 dans un seul item, qui ne travaillerait pas un peu? J'en connais, des gens qui travailleraient à ce compte-là. J'en connais qui voudraient retirer des \$104,000 à la fois sous le prétexte d'embaucher des employés sans être obligés de rendre compte.

Il est souverainement injuste de discuter des crédits en l'absence du ministre. On dirait que les ministres ne comptent pas. Je m'étonne que le premier ministre n'ait pas tenu sa promesse de réduire le nombre de ses collègues.

(Rires)

Quelle est cette société Crépeau et Côté? Si le ministre était ici, il nous renseignerait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Crépeau est en société avec un M. Côté. Il est possible qu'il s'agisse de M. Armand Crépeau. C'est peut-être la même personne.

**M. Bastien (Berthier):** On voudrait savoir si M. Crépeau figure pour d'autres montants que celui de \$104,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**M. Dubé (Témiscouata):** Je profite de la discussion des crédits du service forestier pour

attirer l'attention de la Chambre sur le mesurage du bois. En 1936, le gouvernement libéral a changé le mode de mesurage. Autrefois, c'était le pied mesure de planche. Depuis deux ans et demi, c'est le pied cube.

Pour avoir changé de mesure pour le bois, la province a perdu 33 % des revenus dus par l'exploitation forestière. Et 80 % des mesureurs de bois ne sont pas capables de faire leur calcul avec la nouvelle mesure; ils ne savent pas passer de cette mesure à la mesure de planche ou inversement.

Dans le passé, la province perdait un tiers sur la quantité de bois avec ce système de mesurage. Mais, en augmentant la mesure de planche d'un tiers, on obtiendrait la valeur du pied cube. N'aurait-il pas été plus logique d'augmenter l'échelle de la mesure plutôt que de prendre la mesure du pied cube?

(Parlant de la protection du cèdre) C'est, dit-il, un bois très rare et cet arbre croît lentement. On devrait augmenter son diamètre de coupe jusqu'à 14 ou 16 pouces pour le protéger. Les billes de cèdre mises aux rebuts donnent aux compagnies leurs plus beaux bardeaux.

L'an dernier, j'ai attiré l'attention du ministre sur ce fait et une amélioration a été apportée. Je crois qu'on devrait décréter qu'il ne doit pas y avoir de rebuts dans le cèdre parce qu'il y a toujours une partie que l'on peut utiliser.

Le bois qui était sensé être destiné à des points canadiens, dit-il, a été expédié aux États-Unis. Il devrait y avoir un amendement à la loi des permis d'exportation du bois, car ce qu'il importe de savoir, ce n'est pas tant le nom de l'expéditeur que le nom du destinataire du bois.

Nous devrions savoir si le bois exporté de Québec va au Nouveau-Brunswick ou dans le Maine, et de là en Allemagne, et s'il y va soit par camionnage ou soit par chemin de fer. Par chemin de fer, c'est moins compliqué. Dans le Témiscouata, par exemple, il n'y a que quatre gares contrôlées par un agent du Nouveau-Brunswick. C'est illogique.

Si nous comparons les salaires obtenus grâce au gouvernement actuel aux salaires antérieurs, c'est très encourageant. Un bûcheron devrait gagner \$75 par mois. Il y a beaucoup d'amélioration sous ce rapport. Nous y arriverons à \$75 par mois. Déjà, nous payons \$45, plus la nourriture évaluée à \$15, sans compter le logement.

Cela fait environ \$60. Mais ce qui fait défaut, on a oublié de spécifier le prix à forfait. Je crois que si le gouvernement avait spécifié le prix à forfait, cela irait beaucoup mieux. Je fais cette suggestion.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député, qui connaît bien le Nouveau-Brunswick, province voisine de mon comté, a-t-il objection à dire à la Chambre quels sont les salaires payés aux bûcherons là-bas?

**M. Dubé (Témiscouata):** Si l'honorable ministre avait attendu, c'est à cela précisément que j'en venais. Au Nouveau-Brunswick, on paye \$30 par mois. En Ontario, on paye \$42 par mois. Ici, nous payons \$45. (Applaudissements)

**M. Grégoire (Montmagny):** Dans mon comté, je sais que les bûcherons sont invités de force à signer un papier d'embauchage qui permet aux compagnies de leur payer \$35 par mois seulement. Le député a-t-il entendu parler de cela?

**M. Dubé (Témiscouata):** Non. Dans le Témiscouata, on agit conformément aux lois. On paye \$45 par mois, plus la nourriture et un logement convenable. Je veux ici parler de l'hygiène des campements. Le site est habituellement bien choisi, maintenant. Le cubage de la bâtisse est parfait au point de vue du nombre d'hommes et l'éclairage est bien conditionné. J'en félicite l'honorable ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette). Les conditions hygiéniques des camps se sont améliorées de 100 % sous le gouvernement de l'Union nationale.

(Applaudissements)

Il y a une autre suggestion que j'ai à faire. Les compagnies qui opèrent sur la Côte-Nord, à Baie-Comeau, à la Baie-Trinité et autres lieux viennent souvent embaucher leurs bûcherons sur la rive sud. Les travailleurs de la forêt traversent alors en bateau: \$2.50 pour le prix du passage. Mais lorsque les opérations sont finies et qu'il n'y a plus d'ouvrage pour eux sur la Côte-Nord, ils doivent revenir chez eux, mais il n'y plus de bateau. L'hiver est venu. On doit se servir de l'aéroplane. Alors, on charge, pour transporter un passager, de \$20 à \$35. Et le voyage ne prend que 20 minutes. Il y a là un abus, je crois.

Je demande aussi comme faveur spéciale, après l'avoir demandée pendant 20 ans à l'ancien gouvernement, que la femme et l'enfant soient exclus de la forêt. Ce n'est pas là leur place. C'est immoral qu'ils s'y trouvent. La forêt n'est pas la place de la femme, de l'enfant et de la grande fille.

On devrait aussi faire comme au Nouveau-Brunswick, où les compagnies qui coupent du bois mou sont tenues de couper aussi une certaine quantité de bois franc. Le bois franc n'intéresse pas les compagnies papetières. Elles coupent tout le bois

mou et laissent l'autre. Dans le Nouveau-Brunswick, on proportionne leur coupe. Cela devrait être ainsi dans le Québec pour les limites forestières qui ne sont pas exploitées. Le gouvernement devrait imposer la coupe d'un minimum de bois franc et de bois mou.

Je remarque qu'il y a, autour de la Gare du Palais à Québec, quantité de tavernes qui captent les bûcherons de passage dès leur arrivée dans la ville. Il faudrait protéger les bûcherons contre ces lieux, les soustraire aux embûches dont ils sont trop souvent victimes. Ce serait, à mon avis, une belle occasion pour le ministère des Terres et Forêts de construire un immeuble qui porterait, par exemple, le nom d'Auberge du bûcheron, dans laquelle les ouvriers de la forêt seraient reçus comme dans un refuge lorsqu'ils se rendent dans la Vieille Capitale et à Montréal. On me dit qu'il n'y a ici que l'Armée du Salut qui fasse les frais de pareille hospitalité.

Il (M. Dubé) termine en tirant une leçon d'un beau film qu'il a vu récemment.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je félicite le député de Témiscouata (M. Dubé) de son exposé et je formule l'espoir que, d'ici quelques années, une réglementation plus sévère sera édictée tant pour la protection des bûcherons que pour la protection de notre domaine forestier. Les compagnies d'exploitation forestière, dit-il, sont responsables, pour une grande part, du chômage qui sévit dans la province. Ces compagnies attirent dans la forêt des centaines de familles, fondent de petits villages - champignons nécessaires de l'industrie du bois - et, soudain, sans avis, elles cessent leur exploitation, réduisant à la misère toute cette population.

Il faut à tout prix établir la stabilité. Il faudrait que ces compagnies s'engageassent par contrat à continuer leur exploitation pendant un certain nombre d'années. On pourrait aussi concéder, aux personnes qui travaillent dans les moulins, de 15 à 25 acres de terre chacune, ce qui leur permettrait de se dépenser utilement pendant la belle saison, le temps où l'exploitation forestière va au ralenti.

Trop de gens de la rive sud vont chercher du travail sur la Côte-Nord, alors qu'il y a dans mon comté, dit-il, beaucoup de jeunes gens sans emploi. Enfin, poursuit-il, je propose que les gardes-forestiers soient en même temps gardes-chasse, ce qui représenterait une grosse économie pour la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je félicite et remercie les députés de Témiscouata (M. Dubé) et de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc)

pour leurs intéressantes suggestions. La province de Québec, dit-il, n'est pas une île perdue dans l'océan. Elle fait partie d'une Confédération et doit travailler en harmonie avec les autres provinces.

De plus, elle a besoin d'expédier son bois à l'étranger. C'est dire qu'il faut tenir compte des conditions provinciales et internationales. Plusieurs problèmes en découlent. Nous avons restreint l'expédition du bois à l'étranger parce qu'actuellement les conditions du marché européen semblent peu favorables. Il y a surproduction un peu partout.

Lorsque le gouvernement a fixé des salaires plus considérables que ceux payés dans les autres provinces, c'était un risque, car ces provinces sont nos concurrentes. Aussi, il faut procéder avec prudence. S'il convient de payer des salaires raisonnables, et le gouvernement a été le premier à prendre les mesures vraiment efficaces, il ne faut pas exiger non plus l'impossible, par exemple que les compagnies fassent l'exploitation sur une échelle décuplée quand elles sont affectées déjà par une surproduction dangereuse.

Une compagnie était prête à dépenser de \$50,000,000 à \$60,000,000 dans la province à condition d'exporter à l'étranger au moins 150,000<sup>7</sup> cordes de bois. Le gouvernement refuse que l'on exporte le bois de commerce en Europe. C'eût été beau pendant deux ou trois ans et intéressant au point de vue popularité politique momentanée. Mais après? Le gouvernement a refusé pour garantir la stabilité et le développement normal de notre industrie. Si nous permettions cette exportation, nous fournirions notre propre matière première, qui alimente l'industrie du papier, à nos compétiteurs. Nous voulons d'abord la survie de la pulpe dans la province de Québec.

Les industriels forestiers ne paraissent pas avoir appris les leçons des dernières crises, et il y a quelques mois, ils avaient imprudemment accumulé une surproduction telle qu'elle aurait fini bientôt par entraîner une dégringolade des prix, et la stagnation presque complète. Selon moi, permettre une autre surproduction de papier journal équivaldrait à donner aux éditeurs le pouvoir de limiter le prix du papier. Les éditeurs des États-Unis vont acquérir des stocks de papier journal et contrôler les prix. Grâce à une étroite coopération avec l'Ontario, nous avons réussi à stabiliser le marché et à assurer la survie définitive de l'industrie forestière et l'industrie du papier. Mais nous ne pouvons pas forcer les compagnies à couper du bois alors qu'il y a surproduction.

On nous a fait des suggestions intéressantes. Elles seront toutes étudiées selon leur mérite. Ainsi, on nous a dit: Pourquoi ne pas baisser les droits de

coupe et ne pas augmenter la rente foncière de façon à atteindre ceux qui n'exploitent pas leurs limites et à avantager ceux qui, par leur activité, donnent beaucoup de travail? C'est une suggestion intéressante que nous allons étudier. On nous a dit aussi: Pourquoi ne pas établir des colonies forestières pour les jeunes?

Nos forêts ont besoin de reboisement, de surveillance, de protection contre l'incendie. Les incendies de 1921 à 1923 ont fait perdre à la province \$10,000,000. Nos forêts bénéficieraient grandement d'une étude scientifique faite sur place. Des colonies de jeunes gens établies en des endroits bien choisis pourraient rendre des services inappréciables dans une foule de domaines: lutte contre les insectes, reboisement, surveillance de l'exploitation, etc. Je laisse ces considérations à l'attention de toute la Chambre.

L'industrie forestière est d'importance vitale pour notre province. Il y a eu des abus dans le passé. On procédait sans se préoccuper du reboisement. L'exploitation des ressources forestières représente plusieurs opérations, qui amènent la prospérité et le bonheur à un bon nombre de gens. En raison de la valeur des forêts du Québec pour l'agriculture, le développement hydroélectrique et d'autres intérêts relatifs aux ressources naturelles, la protection des terrains forestiers est nécessaire.

Il ne faut pas imposer aux industries des conditions qu'elles ne pourront supporter et qui contribueront à la ruiner. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas une politique pour les deux ou trois années à venir, mais une politique qui assurera à l'une de nos plus grandes richesses, la forêt, tous les caractères de la pérennité.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je doute que nos forêts soient inépuisables. (Parlant des avantages qu'il y aurait d'établir des auberges pour les bûcherons à Québec) Les camps de bûcherons, dit-il, ne sont pas partout aussi bien tenus que le dit le député de Témiscouata (M. Dubé). Ils sont malpropres. Nombre de camps ne sont pas hygiéniques. J'ai reçu à ce sujet, poursuit-il, une foule de plaintes. On fait le ménage juste au moment où l'inspecteur doit passer. On ne devrait pas permettre que le passage des inspecteurs soit annoncé d'avance.

De plus, dans trop de chantiers, les bûcherons ont été payés \$35 par mois au lieu de \$45, ainsi que le requerrait la loi. On prend toutes sortes de moyens pour éviter la loi qui est censée assurer des salaires raisonnables.



Il (M. Grégoire) parle des moyens de communication utilisés par les bûcherons et d'un cas particulier où certains bûcherons ont eu à se plaindre du traversier de Tadoussac.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au député de Montmagny (M. Grégoire) de s'en tenir à l'item à l'étude. Le service forestier et les bateaux, ça ne va pas ensemble. Le débat porte exclusivement sur l'item du service forestier qu'il s'agit de voter. Il y a un autre item qui concerne les bateaux et sur lequel le député de Montmagny (M. Grégoire) pourra faire ses remarques.

**M. Grégoire (Montmagny):** J'ai parfaitement le droit...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, le député doit s'en tenir...

**M. Chaloult (Kamouraska), M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** protestent.

Le premier ministre, le député de Témiscouata (M. Dubé) et le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), disent-ils, ont envisagé le problème forestier dans son ensemble. On devrait laisser à l'opposition l'opportunité de donner son opinion.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Montmagny (M. Grégoire) ne vient en Chambre que deux ou trois heures par jour, et quand il y vient, il voudrait tout chambarder les règlements à sa guise.  
(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** Le ministre devrait se rendre compte que je suis aussi ponctuel que qui que ce soit. Voyez donc autour de vous: (montrant les banquettes des ministériels) les deux tiers des sièges sont vides. Plusieurs ministres sont absents. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) lui-même est absent alors que l'on étudie ses propres crédits. C'est le premier ministre qui parle en son nom, comme si le ministre des Terres et Forêts n'était pas capable de jouer son rôle.  
(Rires à gauche)

**M. le président** maintient le point d'ordre du premier ministre.

**M. Grégoire (Montmagny)** en appelle de sa décision.

## Rapports de comités.

**M. le président:** M. l'Orateur. Au moment de la discussion de l'article 146 du budget, l'honorable député de Montmagny a tenté de discuter de l'article 168, se rapportant à la traverse entre Sainte-Catherine et Tadoussac. L'honorable premier ministre a soulevé un point d'ordre demandant qu'on s'en tienne à l'article en discussion. J'ai maintenu le point d'ordre de l'honorable premier ministre conformément à l'article 325 du Règlement, paragraphe 3. L'honorable député de Montmagny (M. Grégoire) en appelle de la décision du président.

**M. l'Orateur** demande le vote.

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!  
(Applaudissements)<sup>8</sup>

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Béique, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bulloch, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Robinson, Sauvé (Beauharnois), Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 12.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

## En comité:

Le débat se poursuit sur le crédit budgétaire suivant, qui se lit comme suit:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Grégoire (Montmagny):** J'étais à raconter les difficultés qu'éprouvent les bûcherons pour se

rendre à leur travail et en revenir. Je ne parlerai pas de bateau. D'ailleurs il s'agissait d'une simple barque.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Je demande au président de sévir contre le député de Montmagny qui devrait respecter les décisions de la Chambre et l'autorité du président.

**M. Grégoire (Montmagny):** J'ai présidé le conseil municipal à Québec et je vous assure que les échevins avaient la liberté de parler. Il n'y avait pas de bâillon.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne vois pas pourquoi on veut user de sévérité. Le député n'a pas parlé à l'encontre de la décision. Il était à faire la liaison avec ce qu'il disait tantôt et ses remarques à venir. D'ailleurs, le président d'un comité ne peut sévir. Il faut un rapport à l'Orateur de la Chambre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Un député a le droit de s'expliquer. Le député de Montmagny (M. Grégoire) n'a seulement pas eu le temps de commencer! Ce qui m'étonne, c'est l'attitude qu'on prend parce que nous avons été courtois en écoutant auparavant des députés qui étaient hors d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un autre point d'ordre. La décision a été rendue là-dessus et je demande au président de sévir comme il convient contre le député de Montmagny.

**M. le président:** Je demande au député de s'en tenir à la discussion de l'item.

**M. Grégoire (Montmagny):** L'honorable premier ministre peut prendre plaisir à empêcher les députés de parler.

**M. le président:** Que le député s'en tienne à la question en discussion.

**M. Grégoire (Montmagny):** Il y a des électeurs de Matane qui sont allés travailler à Baie-Comeau. Ils ont eu toutes les misères du monde à revenir. Pour le faire, ils ont dû dépenser tout ce qu'ils avaient gagné et ils ont même été dans l'obligation de vendre leurs chevaux et leurs attelages. On a aussi parlé tantôt des droits de coupe. Ils ne sont pas assez élevés. S'ils l'étaient plus, nos cultivateurs et nos colons pourraient se faire un petit revenu avec le bois qu'ils peuvent couper et vendre à meilleur prix.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre a commencé par dire que l'ancien régime n'avait rien fait. Mais c'est l'ancien régime qui avait créé la Commission des bûcherons, c'est lui qui avait fixé un salaire minimum pour les bûcherons. S'il y a autant de plaintes, aujourd'hui, c'est qu'on a aboli la Commission des opérations forestières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. On ne peut critiquer une loi sans en demander le rappel.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne critique pas la loi. J'en fais l'éloge, mais je regrette qu'on ait aboli la Commission. Que le président ne se donne pas de trouble. Point d'ordre maintenu, la décision ordinaire en faveur du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre et je demande que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) retire ses paroles. Il est tenu de respecter la Chambre comme les autres, surtout lui, un avocat au Barreau.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je retire, mais que le premier ministre a changé! Il se plaignait autrefois de la partialité des décisions de l'Orateur, lui, un avocat au Barreau.

(Rires)

Le premier ministre a parlé de nos richesses naturelles. Il nous en reste encore et, pourtant, pendant des années, il a clamé à la Chambre et sur les tribunes que l'ancien régime avait vendu nos richesses naturelles, qu'il les avait hypothéquées pour \$485,000,000. Qu'est devenue l'hypothèque de \$485,000,000 sur notre domaine forestier, dont le premier ministre aimait autrefois parler?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demanderais au député de ne pas hypothéquer les règlements. Ce qu'il dit est hors d'ordre.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre a parlé de l'exportation du bois. Le député de Témiscouata (M. Dubé) a pourtant dit que le bois du Québec s'en allait au Nouveau-Brunswick et, de là, en Allemagne. Au quai de Rivière-du-Loup, des barges allemandes viennent charger du bois canadien. Dans ces barges, il y a le portrait de Hitler, un grand dictateur, un ami personnel du premier ministre, comme dit le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort).

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Est-ce que le député se promène sur ces goélettes?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il est défendu de parler des bateaux.  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je demande qu'on sévisse contre le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon).  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ces barges allemandes viennent chercher du bois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que M. King fait avec ses canons? Des barges allemandes...  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je suis surpris que, dans les heures angoissantes que nous traversons, alors que tout le monde se demande si nous aurons la guerre, je suis surpris de voir que le premier ministre traite avec des farces une question aussi sérieuse que celle de notre défense nationale.

Il (M. Casgrain) parle de l'industrie forestière. Tout ce dont le gouvernement se vante aujourd'hui, dit-il, existait sous l'ancien régime. On n'a fait que continuer ce qui existait autrefois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a l'arrêté ministériel 1572 que j'ai demandé, sur le *Feuilleton* de la Chambre, depuis le 5 mars. Eh bien! En vertu de cet arrêt ministériel, on peut déroger à la loi du salaire minimum fixé par le gouvernement pour les bûcherons. On a le droit de payer \$10 de moins, c'est-à-dire \$10 moins \$45. Cela fait \$35.

C'est donc un arrêté ministériel important. J'aurais eu besoin de ce document pour discuter de la question forestière, ce soir, et des prévisions budgétaires du ministère des Terres et Forêts. Si j'avais cet arrêté ministériel, nous verrions que sous l'Union nationale, quand il y a une crise, on a de la misère autant que sous le gouvernement libéral en temps de crise.

Lorsque nous avons laissé le pouvoir, nous payions les bûcherons \$37.50 par mois. Cela faisait tout de même \$2.50 de plus que le gouvernement actuel.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Combien de temps avez-vous payé?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le temps que l'arrêté a duré. Je l'ai dit à l'époque et je n'ai jamais été contredit. Il y a deux ans, j'ai aussi demandé la production d'un arrêté ministériel concernant l'administration des Terres et Forêts. On ne me l'a donné qu'à la fin de la session c'est-à-dire quand je n'en avais plus besoin. Sans doute, fera-t-on de même pour celui que je réclame maintenant. Pourtant, quand on parle de salaires de bûcherons dans cette Chambre, on doit faire mention de l'arrêté ministériel 1572 en vertu duquel le gouvernement permet aux compagnies de payer \$10 de moins par mois aux bûcherons.

J'ai reçu, moi aussi, un nombre considérable de plaintes. Des bûcherons disent qu'on ne respecte pas les lois. On avait autrefois une Commission des opérations forestières où les bûcherons pouvaient aller se plaindre quand on ne les payait pas, et ils n'étaient pas dénoncés pour cela. Les opérations ont diminué de 40 % avec le gouvernement actuel, et l'on ne semble pas s'en rendre compte. On parle de l'hygiène dans les camps. C'est l'ancien gouvernement qui a établi l'inspection des camps et qui a amélioré le sort des bûcherons. Le gouvernement libéral a fait ce qu'il devait faire; mais celui de l'Union nationale a cru qu'il avait fait comme le coq de Rostand, qu'il avait fait lever le soleil.

**M. Auger (Gatineau):** Je comprends qu'il y a une crise dans le domaine forestier, mais comment se fait-il qu'il y avait crise en 1930 dans la forêt, et qu'après l'élection de M. Bennett, il n'y eut plus de crise? Comment se fait-il que la crise revint sitôt après les dernières élections fédérales? Il y a une crise encore.

Nous payons \$45 par mois les bûcherons. On se vantait tantôt d'avoir payé les bûcherons \$37.50 par mois, sous l'ancien régime. Ils n'étaient payés à ce salaire que dans certains cas. On les payait habituellement \$0.50 par jour. Et si on avait le malheur de faire une plainte à la Commission des opérations forestières, la Commission envoyait la lettre du plaignant à la compagnie et cet homme était mis sur la "liste noire". L'Internationale qui opère dans mon comté a toujours payé \$45 et plus à ses bûcherons. Le seul mécontentement qui existe à l'heure actuelle, c'est la coupe du bois qui n'est pas satisfaisante.

On ne peut pas employer le même nombre de bûcherons que l'an dernier. Pourquoi? Lorsque le gouvernement provincial, en prenant le pouvoir, a demandé aux compagnies d'augmenter leurs coupes

de bois, il comptait bien que le gouvernement fédéral trouverait des marchés pour ce surplus de bois. Mais non. Ottawa n'a pas trouvé de débouchés pour l'industrie du papier. Le succès de l'industrie forestière dépend largement de nos marchés extérieurs et la politique fédérale a dans ce domaine une importance considérable. Si le fédéral ne veut pas nous venir en aide, que faire?

Il y a quantité de chômeurs qui pourraient travailler. On les laisse à rien faire. Qu'est-ce qu'on veut en faire, des soldats comme Hitler? Le fédéral dépense beaucoup dans la province...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas interrompre le député, mais il est à parler de questions de chômage et de questions fédérales. Il est onze heures moins vingt-cinq. Ce serait une bonne affaire que de s'en tenir au service forestier.

**M. Grégoire (Montmagny):** Qu'on le laisse donc parler. C'est une manie d'interrompre, ici.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Laisse-le parler. Il était après dire que le fédéral donne beaucoup d'argent à la province de Québec.

**M. Auger (Gatineau):** (Contrarié) Très bien, je comprends...

**M. Grégoire (Montmagny):** Parlant sur le point d'ordre du premier ministre...

**M. le président:** Il n'y a pas de point d'ordre. (Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Sur quoi le premier ministre a-t-il donc parlé pour interrompre le député de Gatineau (M. Auger)?

**M. Auger (Gatineau):** Je comprends que je n'étais pas dans l'ordre...

**M. Grégoire (Montmagny):** Continuez, continuez votre discours.

**M. Auger (Gatineau):** Ce que je veux dire à la Chambre, c'est que s'il y a une région où l'on aurait parfaitement le droit de critiquer le gouvernement au sujet des opérations forestières, c'est bien la région de Gatineau que je représente. Cependant, on ne se plaint pas. (Applaudissements)

**M. Bastien (Berthier):** Puisque c'est le premier ministre qui a agi, ce soir, comme ministre des Terres et Forêts, en l'absence de l'honorable député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), je lui signalerai que *La Terre de chez nous*, organe des cultivateurs subventionné par le gouvernement provincial...

**M. Tardif (Frontenac):** Ce n'est pas vrai. Ah, il faut que je soulève un point d'ordre parce que ce n'est pas vrai ce qu'il dit là. Point d'ordre... *La Terre de chez nous* est l'organe de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et elle ne reçoit pas cinq cents du gouvernement.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre de l'Agriculture du Danemark...

(Rires)

...me fait l'honneur de m'interrompre un peu vivement, il me semble, lorsque je parle de *La Terre de chez nous*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'on reste dans les limites de la discussion. Nous en sommes non pas à *La Terre de chez nous*, mais au service forestier.

**M. Grégoire (Montmagny):** L'honorable premier ministre parle-t-il sur un point d'ordre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pauvre député de Montmagny (M. Grégoire).

**M. Bastien (Berthier):** Je vais lire un article de *La Terre de chez nous* sur la situation des bûcherons. On y dit: "Les ouvriers de la forêt souffrent des conditions actuelles. Le salaire minimum de \$45 par mois n'existe que sur le papier, mais s'il est payé dans certains cas, il a fait hausser la pension des bûcherons à 70 sous par jour. On se croirait revenu au temps où les bûcherons étaient traités en parias."

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Sous l'ancien régime.

**M. Bastien (Berthier):** Nous avons eu à subir une crise très grave, mais nous avions commencé à organiser les camps et à établir des salaires minimums.

La cause principale, dit-on dans la *Terre de Chez Nous*, de la situation des bûcherons et des mauvaises opérations forestières actuelles, c'est le mouillage des stocks.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je regrette que l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) ne soit pas ici. Il aurait pu bénéficier des remarques de plusieurs membres de la gauche. On a dit tantôt que l'on payait \$45 par mois aux bûcherons de la province de Québec, tandis qu'ailleurs son salaire était moindre. C'est possible. Officiellement on paie \$45; mais officieusement, je crois qu'il n'en est pas ainsi. De mon comté, je reçois de nombreuses plaintes. Je crois que c'est la même chose pour tous les comtés de la province, et il y a nombre de membres de la droite qui le diraient s'ils l'osaient. Au surplus, ce salaire de \$45 n'est pas excessif. C'est à peine \$1.50 par jour. Si l'on considère que les entrepreneurs font des profits énormes - peut-être moins maintenant en temps de crise - et qu'ils en ont faits aux dépens de la province qu'ils ont exploitée, j'estime que le salaire de \$45 n'est que raisonnable.

Je signale à la Chambre un article de M. Esdras Minville<sup>9</sup> dans l'*Actualité Économique*, où il est dit que la conception que l'on se fait de l'exploitation forestière n'est pas la bonne. Les arguments qu'il apporte sont irréfutables. La politique du gouvernement devrait être de tâcher d'exploiter nos forêts dans l'intérêt des cultivateurs. Dans mon comté, on se plaint du régime actuel qui est, en somme, la continuation de l'ancien régime. Dans les camps, le député de Témiscouata (M. Dubé) veut bien nous dire que c'est parfait. Peut-être dans le Témiscouata, mais dans Kamouraska, les plaintes sont fréquentes.

Je recommande au gouvernement d'éloigner les femmes des camps de bûcheron. Ce sont là des écoles de démoralisation.

**M. Grégoire (Montmagny)** demande ensuite des détails sur un montant d'un peu plus de \$5,000 pour des dépenses imprévues et environ \$4,000 pour des ameublements de bureau.

(Aucun membre du gouvernement ne répond).

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne peut avoir des détails, le ministre n'y est pas.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je suggère qu'on suspende l'item.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je veux savoir comment il se fait que les dépenses prévues ne sont que de \$450,000 alors qu'on dépensera probablement \$700,000.

Quels sont les items qu'on va diminuer, dit-il? L'an dernier, on a dépensé \$150,000 de plus qu'on a voté. Je voudrais que le gouvernement nous explique comment il se fait qu'il vote des budgets inférieurs aux dépenses réelles.

**M. Grégoire (Montmagny):** Est-ce que j'aurai une réponse aux questions que j'ai posées? Il y a des dépenses de voyage de \$70,000. Je voudrais savoir qui voyage ainsi et quelles sont les dépenses que l'on fait?

**Des voix:** Adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je comprends que le premier ministre ne veut pas répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'on fasse de l'obstruction tant que l'on voudra, mais rira bien qui rira le dernier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je gage que le premier ministre va nous mettre en pénitence. À la petite école, on nous gardait après la classe, en retenue.

(Rires)

Lui, il va avancer la classe. Il va nous faire commencer à 7 h 30.

(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** Est-ce faire de l'obstruction que de demander où va l'argent du peuple? Je demande qu'on suspende l'item jusqu'à ce que le ministre nous ait donné des détails.

L'étude de la résolution est suspendue.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

### Décisions de l'Orateur:

**Georges-Albert Field**

**M. l'Orateur** décide que l'objection soulevée au cours de la séance par l'honorable M. Duplessis au sujet de la motion demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance, tout affidavit ou tout autre

document entre le gouvernement de la province et toute personne, relativement à M. Georges-Albert Field, avocat, de Montréal, est bien fondée, et il déclare la motion régulière parce qu'elle demande la production de documents en vue de contredire une assertion faite en cette Chambre par l'honorable premier ministre en une occasion antérieure. (Note 5 sous l'article 582 du Règlement).

### Travaux de la Chambre:

#### Bill à étudier au comité des bills publics

##### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le comité des bills publics est convoqué pour demain matin, à 10 h 30, afin d'étudier le bill de la Commission des écoles catholiques et protestantes de Montréal. La séance sera tenue dans la grande salle du comité des bills privés, vu le grand nombre de personnes qui viendront assister aux délibérations.

#### Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

7. "200,000 à 300,000 cordes", selon *The Montreal Daily Star* du 22 mars 1939, à la page 4.

8. *Le Canada* du 22 mars 1939, à la page 7, rapporte que les député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher) et le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors) veulent revenir à leur fauteuil pour voter, mais il est trop tard. *The Gazette*, du même jour, à la page 21, ajoute que, pendant le vote, M. Coonors est sorti au milieu des applaudissements et qu'il resta quelque temps derrière le trône avec le député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher).

9. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur (1938-1962) à l'École des hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (1936-1939). Membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la Commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

2. Voir note 1.

3. \$2,000,000, selon *The Montreal Daily Star* du 22 mars 1939, à la page 4.

4. "deux", selon *L'Action catholique* du 21 mars 1939, à la page 13.

5. "safré", selon *Le Canada* du 22 mars 1939, à la page 6.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

Séance du mercredi 22 mars 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 118 modifiant la charte de la ville de Plage Laval.

Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 135, concernant l'Île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 151 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

**Charte  
de East Angus**

**M. Sherman (Compton)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 510, 511, 514 et 516 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de East Angus demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 modifiant la charte de la ville de East Angus, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la ville de East Angus demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Sherman (Compton)** demande la permission de présenter le bill 158 modifiant la charte de la ville de East Angus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Rapport annuel de la Commission  
des accidents du travail**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le onzième rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, 1938. (Document de la session no 21)

**Rapport des caisses populaires et  
sociétés coopératives agricoles**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des caisses populaires et sociétés coopératives agricoles, 1936. (Document de la session no 22)

**Questions et réponses:**

**Louis Gauthier**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. M. Louis Gauthier a-t-il été nommé gardien à la prison de Saint-Jérôme?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date a-t-il été nommé?

b. Sur la recommandation de qui?

3. Ce monsieur a-t-il donné sa résignation depuis?

4. Dans l'affirmative:

a. À quelle date l'a-t-il donnée la première fois?

b. À quelle date la deuxième fois?

5. Cette résignation a-t-elle été acceptée?

6. En donnant sa résignation, le gardien démissionnaire a-t-il demandé une enquête?

7. Le gouvernement a-t-il ordonné une enquête dans cette affaire?

8. Dans l'affirmative:

a. Cette enquête est-elle commencée?

b. Est-ce que le commissaire enquêteur a fait un rapport?

c. Quelles ont été ses conclusions?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. et 2. Cette personne a été nommée garde à la prison de Saint-Jérôme à compter du 11 mars 1938 et elle n'est plus à l'emploi de la province depuis environ un an.

3. Elle a donné sa démission le 4 mars 1938 et elle n'est plus à l'emploi de la province depuis environ un an.

4. Répondue par le numéro 3.

5. Répondue par le numéro 3.

6. Aucune demande d'enquête.

7. Le garde démissionnaire n'a pas demandé d'enquête au gouvernement qui n'en a pas ordonnée.

8. Répondue par le numéro 7.

#### **Service maritime entre l'Île aux Grues et la cité de Québec**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Le gouvernement a-t-il établi ou subventionné un service maritime entre l'Île aux Grues et la cité de Québec, depuis le 26 août 1936?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quelle est la nature de l'aide ou de la subvention donnée par le gouvernement?

b. Quel est le montant mensuel de cette subvention ou de cette aide?

c. Pendant combien de mois par année est-elle accordée, et à qui est-elle payée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Oui.

2. a. Service de transport maritime pour les produits agricoles.

b. et c. Octroi de \$300 au capitaine Hector Lavoie pour la saison de navigation.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier (département des Terres et Forêts), pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voici qu'on prévoit encore \$450,000 pour le service forestier, comme l'an dernier. Je m'aperçois, en consultant l'état des *Comptes publics*, qu'on a dépensé un montant excédant considérablement cette somme. On a dépensé, en effet, en 1937-1938, \$647,495, soit \$197,495 de plus qu'on avait prévu. Je trouve que c'est là un excédent un peu extraordinaire pour un gouvernement qui devait nous donner un budget où toutes les prévisions seraient calculées avec exactitude.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** C'est excessivement difficile de contrôler toutes les dépenses du service forestier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le service forestier comprend toutes les branches de l'administration, en effet, et comme dit le ministre, c'est difficile de tout prévoir. On ne peut prévoir le nombre des feux de forêt. Il y a...

**M. Drouin (Québec-Est):** Les feux de forêt, cela tombe sous l'item déjà voté de la protection des forêts, pour lequel on prévoit cette année encore \$450,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement continue la pratique qu'il trouvait si condamnable sous l'ancien gouvernement. Il dépense bien au-dessus de ses prévisions. Mais comment peut-on arriver à ne prévoir que \$450,000 pour le service forestier pour 1939-1940, lorsqu'en 1937-1938 on a dépensé \$650,000 environ? On devrait tout simplement nous demander de voter \$650,000 plutôt que \$450,000?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons déjà répondu. Il a fallu, l'an dernier, payer des vieux comptes de l'ancien régime. Il a fallu acquitter des dettes. Nous avons encore des réclamations qui datent de 1929. Je répète qu'il est impossible de prévoir ce qui nous attend. Nous prévoyons \$450,000, mais nous sommes humains. S'il y a des feux de forêt, nous ne pouvons prévoir cela. Nous ne savons pas d'avance si le nombre des insectes augmentera.



Des dettes de l'ancien régime dans les divers départements, nous en avons trouvées pour près de \$70,000,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui des dettes de \$70,000,000. Le premier ministre nous parle des dettes de l'ancien régime qu'il a à payer. Il nous en parle après avoir dit, hier<sup>2</sup>, dans une réponse à une de mes questions au *Feuilleton*, qu'il ne pouvait pas fixer le montant de l'argent employé pour payer les dettes de l'ancien gouvernement. Je vous ai demandé cela, et vous avez répondu que vous ne le saviez pas. Vous n'avez pas été capable de répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons répondu. Nous avons eu à payer des dettes considérables en matière de colonisation, de chômage, dans toutes les administrations du gouvernement. Comme question de fait, Ottawa réclame de la province de Québec une somme de \$300,000 qui lui est due par la province de Québec parce que, sous l'ancien régime, il y a eu fraude dans l'administration des fonds de chômage. Nous n'avons pas fini de payer.

**M. Bastien (Berthier):** Dans l'administration des secours au chômage, l'ancien gouvernement a transigé avec les municipalités. Et les dettes que le gouvernement doit à Ottawa sont, en réalité, dues par certaines municipalités. Du temps de l'ancien gouvernement, nous avons dû en poursuivre quelques-unes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lesquelles?

**M. Bastien (Berthier):** Je veux rétablir les faits faussement représentés par le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour s'en tenir à l'item en discussion, j'affirme que nous avons payé \$110,000, probablement \$115,000 de dettes de l'ancien régime, aux Terres et Forêts.

**M. Bastien (Berthier):** Sans doute, les \$115,000<sup>3</sup> et plus que le gouvernement a donnés à M. Armand Crépeau, l'ingénieur de Sherbrooke, c'était pour payer les dettes de l'ancien régime. Où va-t-on en dépensant au-dessus de ses moyens, comme fait le gouvernement actuel?

Les prospectus émis pour le lancement du dernier emprunt disent que la dette consolidée de la province est de \$267,000,000<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si l'on veut discuter de la situation financière, je n'ai pas d'objection. Mais si l'on veut discuter des crédits des Terres et Forêts - et c'est là que nous en sommes - l'opposition respecterait davantage les règlements. On nous demande comment il se fait que nous avons dépensé plus que ce qui était prévu l'an dernier: c'est que l'an dernier, il y a eu, aux Terres et Forêts, \$115,000 en chiffres ronds qui ont servi à payer des dettes de l'ancien régime pour certains incendies.

C'est tellement peu probable de tout prévoir que le gouvernement a trois moyens à sa disposition pour administrer, au cas où les provisions votées ne seraient pas suffisantes. Il y a, en plus du budget, le budget supplémentaire et les mandats spéciaux. Dans tous les départements, c'est la même chose. Aux Travaux publics, par exemple, il y a eu, l'an dernier, l'effondrement d'un pont dans le comté de Beauce. Ces choses-là ne sont pas prévisibles.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre se plaint que l'opposition fait perdre le temps de la Chambre. S'il voulait apprendre à être premier ministre, comme on entend généralement ce mot, les choses seraient plus simples. S'il faisait comme à Ottawa, et comme nous faisons ici autrefois, s'il convoquait pour l'étude des crédits des ministères les sous-ministres, les hauts fonctionnaires qui aideraient à donner les explications nécessaires et les chefs de département, nous aurions tous les renseignements désirés. Les ministres devraient être en Chambre quand on discute les crédits! Nous pourrions avoir tous les renseignements et ça irait plus vite. Cela se fait dans tous les Parlements.

Le premier ministre a été gâté, par sa majorité. Il en profite pour faire passer les crédits à la vapeur, à coups de poing et de hache.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Nous avons demandé des renseignements, et tout ce que le ministre a eu à dire, ça a été d'invoquer le fait qu'il ne pouvait prévoir les incendies. Or, pour les incendies, on a demandé \$450,000, et c'est \$100,000 de plus qu'on a dépensé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre vient de nous dire qu'une somme de \$110,000 ou de \$115,000 a servi à payer les vieux comptes de l'ancien régime à même les montants votés pour le service forestier. J'ai devant moi les *Comptes publics*. Or, il ne m'apparaît pas du tout qu'on a payé de vieux comptes avec les sommes votées. Le premier ministre doit consulter ces

*Comptes publics.* Il s'apercevra qu'il se trompe. Voici les comptes: salaires, \$458,465; dépenses de voyage, \$109,640.19...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ça, c'est en salaires que nous avons payé les dettes.

**M. le président:** Adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Indiquez-moi donc comment?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Kieffer, qui est en charge du service, m'a demandé de prendre les procédures nécessaires et voulues pour payer \$114,000 et quelques dollars de vieux comptes de l'ancien régime.

**M. Bastien (Berthier):** L'item est adopté, le premier ministre devrait s'en tenir aux règlements.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le service forestier comprend les salaires, la presque totalité de l'administration, et c'est dans les salaires qu'on a payé \$110,000 et quelques piastres en vieilles dettes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre ne connaît pas cela, les Terres et Forêts; cela fait trop longtemps qu'il a délaissé ce ministère. Il y a déjà \$381,000 en salaires au seul item de la protection des forêts. Quand le premier ministre dit que, des \$650,000 dépensés au service forestier, il y a eu \$110,000 pour payer les dettes de l'ancien régime, il ne sait pas ce qu'il dit. Si on a besoin de \$600,000, qu'on ne mette donc pas \$450,000 dans le budget.

Ce qui se produisait sous l'ancien régime se produit sous le régime nouveau, avec la seule différence qu'il y a aggravation des dépenses. On fait publier dans les journaux que le gouvernement a un budget équilibré. C'est facile d'équilibrer le budget quand on fausse les prévisions budgétaires pour s'assurer un surplus, et il emprunte ensuite quand il n'a pas assez d'argent.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quand nous avons demandé des renseignements, hier, on nous a répondu que les salaires des bûcherons n'ont pas été augmentés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le service forestier ne comprend pas cet item. Je demande que l'on s'en tienne à l'item en question.

Nous avons discuté hier, à temps et à contretemps. La Chambre a perdu ainsi les trois quarts de son temps.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je constate que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) ne veut jamais répondre à nos demandes de renseignements. Hier, vous nous avez chanté que les salaires des bûcherons avaient été augmentés à \$45 par mois. Voici ce que dit M. Côté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'en sommes plus là-dessus. Je ne comprends pas le député de Québec-Centre. Hier, la discussion a duré deux heures, hors d'ordre tout le temps. On nous reproche que je ne réponds pas et que le ministre ne répond pas, et le chef de l'opposition est toujours debout avec le député de Québec-Centre pour parler à notre place. Hier, la Chambre a perdu les trois quarts de son temps en des discussions oiseuses.

J'affirme qu'il y a eu une somme de \$114,000 pour payer les dettes de l'ancien régime. Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons convoqué une session spéciale. Nous avons eu alors un budget dont nous n'avons pas pris la responsabilité, puisque c'était le budget de l'ancien régime.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre est à parler d'anciens budgets quand nous l'interrogeons sur celui-ci. Il est bon de revenir à la question en discussion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est évident que le député de Québec-Centre ne suit pas le courant. On me reproche de ne pas répondre, et quand je veux répondre, on fait tout pour m'en empêcher. On n'est pas logique. En 1937, nous avons fait notre propre budget.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre en a parlé assez longtemps. Qu'il parle donc du budget présent!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Québec-Centre a peur de la réponse... Mais il me reproche de ne pas répondre...

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) que je reproche de ne pas répondre.

**M. le président:** Adopté! Adopté!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier "entretien" (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Ne pourrait-on pas avoir à la pépinière de Berthier une petite augmentation cette année? On augmente les subsides partout, proportionnellement à l'augmentation des revenus. Avant la crise, sous l'ancien régime, la pépinière avait \$50,000 de crédits. L'ancien gouvernement était plus généreux pour cette institution!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Du temps de l'ancien régime, on se servait de la pépinière de Berthier non pas pour planter des arbres, mais pour faire pousser des votes pour le député de Berthier (M. Bastien).

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Avec la majorité que j'ai eue la dernière fois, le premier ministre ne peut toujours pas m'accuser d'avoir planté des votes en ma faveur à la pépinière<sup>5</sup>.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
S'il n'avait pas eu la voix de l'officier-rapporteur et ses votes de la pépinière, combien le député aurait été écrasé!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On ne vote pas 114 % dans Berthier. Il n'y a pas de télégraphes<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Télégraphes? Quoi? J'affirme qu'à la pépinière de Berthierville, il s'est passé, sous l'ancien régime, des abus criants, des actes de favoritisme. Les arbres qu'on y a fait planter servaient à des fins politiques.

**M. Bastien (Berthier):** Personne ne s'est plaint des supposés abus dont parle le premier ministre. La pépinière de Berthier est une vieille institution dont on parle partout avec éloge. Les abus dont parle le premier ministre, c'est une affaire du passé, c'est une affaire jugée à son mérite. Ce que l'on sait aujourd'hui, c'est que les revenus de la province ont augmenté et qu'ils seront de \$60,000,000. On s'attend donc à ce que les subsides augmentent.

On veut punir le député de Berthier en refusant des augmentations de crédits à la pépinière.

Mais c'est la population qu'on punit parce qu'elle n'a pas élu un ministériel. Je compte sur la sympathie du ministre pour voir augmenter de \$5,000 au moins les crédits de la pépinière. Songez que, depuis le début de la crise, jamais Berthierville n'a demandé un sou pour le chômage au gouvernement provincial.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entomologie (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les résultats justifient-ils cette dépense?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Les résultats sont merveilleux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Y a-t-il des rapports qui disent cela?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Des rapports verbaux.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Les résultats sont merveilleux.

**M. Drouin (Québec-Est):** La lutte contre la mouche à scie est-elle plus efficace?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Les résultats sont meilleurs. D'ici deux ans, on réussira à triompher de ce fléau.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre) (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de géographie de Québec (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École des

gardes forestiers "construction et équipement" (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** C'est, dit-il, mon intention d'apporter de nouvelles améliorations à l'École des gardes de Duchesnay, notamment en y installant un système de chauffage central.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je veux avoir de l'information détaillée à ce sujet, dont celui de \$21,800 pour les services d'installations hydrauliques.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente de terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) pourrait me dire où l'on en est rendu dans l'établissement des colons sur la seigneurie du lac Témiscouata depuis que le gouvernement, par une loi spéciale adoptée, a décidé d'acheter les terrains compris dans la seigneurie pour des fins de colonisation?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Ça va très bien. Il y a eu beaucoup d'améliorations.  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quelles améliorations? Combien a-t-on construit de milles de chemins?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Plusieurs milles.  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre ferait mieux de me répondre avec plus de précision. Il en aurait fini plus vite avec son supplice.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Il y a eu amélioration de terrains. On a classé et divisé les lots. On a acquis des terrains et on a fait des chemins d'arpentage.  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Combien avez-vous installé de colons? Combien avez-vous acheté d'acres de terrain et à quel prix?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nous avons acheté plusieurs milliers d'acres.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y avait, sous l'ancien régime, la seigneurie du lac Témiscouata. C'était une vaste étendue de terre qui paralysait les efforts faits pour stimuler la colonisation. Des démarches furent faites sans résultat.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons tenté de régler cette question. Nous avons reçu une délégation présidée par Son Excellence Mgr Courchesne. Nous avons rencontré les parties intéressées, et tout particulièrement les membres de la compagnie Fraser. Il y avait des difficultés.

La principale était que les titres n'étaient pas clairs. La seigneurie appartenait à la compagnie Fraser. Il y avait sur le domaine une grande lisière, des milliers d'acres de terrain, qui appartenait à la succession Languedoc<sup>7</sup>. Les titres sur cette lisière de terrain étaient très douteux et les recherches sur ces titres auraient entraîné des procès coûteux. Nous sommes arrivés à une entente. Pour éviter des procès, nous avons passé une loi donnant le droit au gouvernement d'acquérir tous ces terrains.

Nous avons rencontré M. McLaughlin, en compagnie du ministre fédéral des Pensions, M. Chubby Power, l'avocat qui représentait les intéressés de la compagnie Fraser. Nous avons dit: "Il s'agit de limites simulées dans la province. Nous allons faire décider la question de l'indemnité par les cours de la province et il n'y aura pas d'appel plus haut que la Cour d'appel de la province. Le jugement de la Cour d'appel sera final et sans appel, le tout en conformité avec la loi spéciale."

À la suite de cette loi, l'honorable M. Power est venu me rencontrer et me demander d'amender la loi de façon à permettre un appel à la Cour suprême ou au Conseil privé. J'ai refusé. Nous avons dit que les juges de la province de Québec étaient aptes à décider eux seuls de cette question.

Par la suite, des terrains ont été vendus pour taxes municipales et ils ont été acquis par le ministère des Terres et Forêts. Nous avons ainsi acheté 2,800 acres de terrain propice à la colonisation. Nous avons immédiatement passé une loi disant que le gouvernement était propriétaire de ces terrains et que ceux qui détiendraient des billets

de location sur ces lots en seraient, eux aussi, propriétaires. Cette loi assure pleine sécurité aux colons.

Dans une autre vente pour taxes municipales, nous avons acheté 1,500 acres de la succession Languedoc<sup>8</sup>. Nous avons d'abord fait faire la classification des lots et nous sommes convaincus que les terrains acquis sont propres à la colonisation. Nous avons fait faire des travaux d'arpentage pour éviter les empiétements et préciser les titres.

À l'heure actuelle, nous sommes sur le point de terminer la classification, car nous avons comme principe de n'établir des colons que là où la sécurité leur est assurée.

Sous l'ancien régime, on n'était pas aussi prudent. Dans l'Abitibi, il y a quatre ou cinq ans, on établissait des colons l'hiver et on s'apercevait au printemps qu'ils étaient sur des lacs.

(Rires)

Nous avons pris tous les moyens nécessaires pour assurer la stabilité de la colonisation. Cette politique du gouvernement a permis aux populations agricoles de reprendre confiance et d'empêcher des jeunes gens de quitter la terre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre parle de la loi de 1937.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons présenté trois lois sur cette question.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La loi de 1937 avait un beau titre. Elle s'appelait "loi favorisant la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre".

Le premier ministre a dit que la Cour d'appel déciderait. D'après la loi, c'est la Cour supérieure du district de Kamouraska qui décidera.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit qu'il n'y avait pas d'appel possible au-delà de la Cour d'appel. C'est la Cour d'appel qui décidera en dernier ressort.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** À la session de 1938, on a passé une loi pour obtenir la permission de nommer des arbitres. Ces arbitres ont-ils été nommés? Combien a-t-on établi de colons dans la seigneurie Thomas<sup>9</sup>, combien a-t-on acheté d'acres de terrain et à combien l'acre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agissait que la compagnie Fraser réclamât

\$1,000,000 ou \$1,500,000. J'ai dit que nous allons faire fixer cela par la Cour. Il est convenu que la question de l'indemnité est d'importance secondaire. C'est tellement vrai que nous avons déjà pris possession du terrain, quitte à faire décider plus tard par les tribunaux cette question d'indemnité.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je veux savoir combien de colons ont été placés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il fallait d'abord acquérir le terrain. Pour cela, il fallait s'entendre, et l'entente n'était pas possible sans une loi, et pour voter une loi, il a fallu attendre la session. Nous avons acquis le terrain dans des ventes pour taxes parce que cela coûtait meilleur marché. Pour cela, il fallait attendre qu'il y eût des ventes pour taxes.

Nous avons réussi à empêcher une quantité de gens de quitter la terre. Nous avons donné la confiance. Nous avons maintenu sur la terre ceux qui prévoyaient l'expansion de leur propriété et de leur paroisse, et nous les avons encouragés à garder leurs fils avec eux.

**M. Drouin (Québec-Est):** Dans ces ventes, c'est le fond du terrain qui a été vendu, mais pas le bois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je réponds d'abord au député de Rivière-du-Loup. Pour montrer sa bonne foi, lorsqu'il lisait la loi relativement aux indemnités à être décidées par les tribunaux; tantôt il n'a pas lu l'article 14 qui dit que le jugement de la Cour d'appel sera final.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas nié cela. J'ai simplement dit que la chose serait d'abord soumise à la Cour supérieure du district de Kamouraska.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député le savait, pourquoi a-t-il tronqué les textes en ne lisant pas tout? Un député qui est en même temps membre du Barreau devrait savoir qu'on n'a pas le droit de tronquer les textes, de citer un article sans le déterminer.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande au président de faire retirer au premier ministre ses paroles. Il n'a pas le droit de m'accuser de tronquer les textes. Je veux qu'il retire ses paroles et je vais voir s'il y a deux justices dans cette Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député n'a pas de droit de citer un texte de loi en partie. Celui qui le fait tronque les textes et je n'ai rien à retirer.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande au président d'obliger le premier ministre à retirer ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre n'a pas le droit d'employer de telles paroles à l'adresse d'un avocat. Il devrait les retirer. Je ne vois pas qu'il ait prouvé que le député de Rivière-du-Loup tronquait les textes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Un avocat est supposé connaître la loi et il n'a pas le droit, dans une argumentation, de tronquer un texte.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** En vertu des règlements, un député n'a pas le droit de donner lecture seulement d'une partie d'un texte. Il doit le lire au complet.

L'expression du premier ministre n'a rien d'offensant en soi pour un membre du Barreau. Il n'y a rien d'insultant là. Au cours des plaidoiries, un avocat ne dit-il pas à son confrère qui occupe pour la partie adverse qu'il a tronqué le texte d'une loi? Cela se fait tous les jours en cour.

**M. Grégoire (Montmagny):** Non, non!

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Le député de Montmagny ne devrait pas crier "non". Il n'a jamais plaidé.

(Rires)

Il donne lecture de l'article 245 du Règlement de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pour répondre au député de Québec-Est (M. Drouin)...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il y a un point d'ordre. Je demande une décision du président. Le premier ministre répondra après.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je le laisse délibérer. En attendant, je réponds au député de Québec-Est (M. Drouin).

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande une décision.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je le dis et je le répète. Un avocat qui ne cite pas un article en entier tronque les textes.

**M. Hamel (Québec-Centre)** cite l'article du Règlement qui interdit l'emploi de paroles offensantes à l'adresse d'un député et demande une décision du président Boiteau<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Tronquer les textes, c'est les citer en partie seulement de façon à en tirer une interprétation qui ne découlerait pas de la citation entière.

**Des députés de l'opposition:** Non, non, non!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) ne savait même pas qu'il tronquait les textes.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande au président du comité de forcer le premier ministre à retirer cette nouvelle injure. Je demande une décision du président. Je réclame, dit-il, amende honorable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Un homme qui ne cite pas un texte en entier le tronque.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. le président, je demande que vous rendiez votre décision.

**M. le président:** L'article 245 dit qu'il n'est pas permis à un membre de cette Chambre d'employer des paroles offensantes.

Je vois dans le Règlement qu'on n'a pas le droit d'accuser un député de truquer<sup>11</sup> un texte. Ceci est injurieux. Je demande donc au premier ministre de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pour répondre au député de Québec-Est (M. Drouin)...

**Des députés de l'opposition:** Retirez, retirez vos paroles!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne retire rien. Il est défendu de dire qu'on a truqué un texte d'après la décision du président.

J'ai dit que le député avait tronqué un texte. C'est différent.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande au président de faire respecter sa décision. Je lui demande de sévir contre le premier ministre.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le premier ministre devrait respecter les règlements. Il y a une décision du président: qu'il s'y conforme!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. le président, je veux que votre décision soit respectée et que le premier ministre retire ce qu'il a dit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si j'avais dit "truqué", je le retirerais.

**M. Grégoire (Montmagny):** (Parlant très fort) Il y a une décision du président. Que le premier ministre s'y conforme sinon je demande qu'on sévisse.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande au président d'agir avec énergie pour faire respecter sa décision et de faire retirer ses paroles au premier ministre purement et simplement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque l'opposition prend une attitude d'obstruction.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le premier ministre n'a pas le droit de discuter et doit se conformer à la décision du président.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** se lève et essaie de parler<sup>12</sup>. Il essaie de donner la définition des deux verbes "truquer" et "tronquer".

**M. Grégoire (Montmagny):** (Se levant en même temps que l'honorable M. Paquette) Point d'ordre!

**Des députés parlent.**

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. le président:** À l'ordre<sup>13</sup>!

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** se lève de nouveau.

**M. Grégoire (Montmagny):** Point d'ordre.

(Le député de Labelle (l'honorable M. Paquette), le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) et le député de Montmagny (M. Grégoire) sont tous les trois debout).

**M. le président:** Il y a une discussion sur les mots truquer et tronquer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève pour parler.

**M. Grégoire (Montmagny):** Nous n'acceptons pas de discussion sur la décision.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, vous avez rendu une décision disant qu'on n'a pas le droit d'accuser quelqu'un de truquer un texte.

(Prenant un dictionnaire Larousse) Je donne, dit-il, la définition des deux mots. Le verbe "tronquer" n'est nullement offensant. "Tronquer" veut dire diminuer un texte d'une partie considérable. "Truquer" veut dire contrefaire, falsifier. Si j'avais employé le terme "truquer", je le retirerais, mais je connais assez les règlements pour ne pas l'avoir fait. Vous avez raison de souligner à la Chambre que c'est une expression défendue et je vous félicite de l'avoir fait.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je soulève un point d'ordre. Le président a rendu sa décision. Le premier ministre pas plus qu'un autre n'a le droit de la discuter. Qu'il la fasse respecter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu des règlements de la Chambre, on doit accepter la déclaration d'un député. Ce n'est pas truqué que j'ai dit, mais tronqué. Tout le monde m'a entendu.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le jugement rendu par le président est contre le premier ministre et il me semble que le premier ministre devrait faire comme nous avons fait bien souvent, quand nous avons eu tort: admettre qu'il s'est trompé. Qu'il le fasse en gentilhomme! Qu'il retire ses paroles comme lui a demandé le président!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection à dire que le député de Rivière-du-Loup n'a pas tronqué le texte, mais qu'il l'a mutilé.

(Rires)

**Des députés font du désordre.**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre ne se grandit pas de cette façon. Il abuse de

son autorité et de son poste pour ne pas se conformer au Règlement de la Chambre. Tout à l'heure, il s'est trompé, comme cela peut arriver à tout le monde. Il aurait bien pu l'admettre en gentilhomme. Il n'en est pas capable? Tout le monde se souvient de ce qu'il a dit. Puisque tout est parlementaire, je dirai qu'il a sciemment trompé la Chambre.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Je soulève un point d'ordre. Jamais le premier ministre n'a dit qu'il fallait procéder...

**Des députés** font du tumulte.

**Des députés de l'opposition:** Ce n'est pas un point d'ordre, cela!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'ai jamais tronqué de texte! Le premier ministre sait parfaitement bien que dire à un avocat qu'il a tronqué un texte, c'est une injure grave! Le premier ministre a bien de l'esprit! Mais avoir trop d'esprit, ça joue parfois des mauvais tours. Je pensais qu'il donnerait l'exemple de l'observance des règlements, mais il aime mieux prendre des faux-fuyants en essayant de s'aider du dictionnaire.

Ceci étant dit et comme ça coûte \$5,000 par jour pour siéger en cette Chambre, je demande de nouveau combien on a établi de colons...

**M. Grégoire (Montmagny):** Non, non. Que le premier ministre retire ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas habitué, comme l'ex-maire de Québec, à retirer deux fois...

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quelle insinuation voulez-vous faire?

**M. Grégoire (Montmagny):** M. le président, vous avez rendu tout à l'heure une décision. Personne n'a le droit de la discuter. Le premier ministre est un sujet de scandale pour toute la Chambre. Il manque de respect au président, à toute l'Assemblée.

(Émoi)

**M. le président:** J'ai rendu une décision en vertu d'article 245, qui déclare qu'il est irrégulier de dire qu'on a truqué un texte. Le dictionnaire nous a appris par la suite qu'il y a une différence entre les

mots "truqué" et "tronqué". Le premier ministre n'a fait que parler français. On ne peut reprocher à un membre de cette Chambre de parler français.

(Applaudissements et rires)

**Des députés** font du désordre.

**M. Grégoire (Montmagny):** Alors, je comprends que nous avez décidé en appel sur votre propre jugement.

**Des voix:** À l'ordre, à l'ordre!

**Des députés** font du tumulte.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre ne retire rien, je ne retire plus rien moi non plus. Combien de colons...

**M. Grégoire (Montmagny):** Non, non! Que le premier ministre retire ses paroles.

**M. le président:** Je demande au député de Montmagny de garder l'ordre.

**Des députés** font du vacarme.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Combien de colons ont-ils été placés? Non seulement le gouvernement n'a pas établi de colons sur les seigneuries Thomas, Madawaska ou du lac Témiscouata, mais, au contraire, il a chassé ceux qui ont voulu s'établir. Loin de leur aider, il leur a enlevé leurs permis dans les sucreries dans la seigneurie du lac Témiscouata. Et c'est ça, la loi pour aider la colonisation et maintenir les cultivateurs sur leurs terres? Et c'est après cela qu'on se fait accuser de tronquer les textes?

(Applaudissements à gauche)

**M. Drouin (Québec-Est):** J'insiste, dit-il, pour avoir une réponse à ma question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas question de coupe de bois dans le cas d'une seigneurie.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je me suis peut-être mal exprimé, mais je veux savoir si, dans cette seigneurie, les colons auront du bois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons pris des terres boisées et des terres



arables. On fait tout ce qui est possible de faire pour les colons, ceux du Témiscouata en particulier.

**M. Dubé (Témiscouata):** Le député de Rivière-du-Loup devrait savoir que, pour mettre des terres à la disposition des colons, ça prend quelques années de préparatifs avant que tout se règle. Normalement, ça prend quatre années pour ce faire.

D'après M. Rousseau, chef statisticien au ministère de la Colonisation, on fait la reconnaissance du terrain la première année, on fait l'arpentage la deuxième année, on s'occupe de la classification détaillée la troisième année, et ce n'est que la quatrième année qu'on établit les colons. Nous avons fait ce tour de force d'établir des colons avec billets de location, et ce, en moins de deux ans.

Le député de Rivière-du-Loup n'est pas renseigné. Il devrait savoir que nous avons déjà une trentaine de colons d'établis sur la seigneurie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Oui, dans les vieilles paroisses.

**M. Dubé (Témiscouata):** Nous avons fait arpenter le terrain cet été. Nous avons fait de la colonisation en consolidant les vieilles paroisses plutôt que de nous enfoncer à l'intérieur de la forêt; mais c'est bel et bien dans la seigneurie que nous avons établi les colons.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Établis parce qu'ils ont des billets de location!

**M. Dubé (Témiscouata):** Le député de Rivière-du-Loup prétend que nous en avons empêchés de s'établir.

Oui. C'étaient des individus qui n'avaient pas rempli les conditions requises. On ne peut permettre aux gens de s'emparer des terres de force, même sur une seigneurie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'admets qu'une trentaine de colons avec billet de location ont été établis pour consolider de vieilles paroisses, mais pas dans ce que nous appelons la seigneurie proprement dite. Aucune vieille paroisse de mon comté ne s'est développée vers le sud.

Si le ministre s'était levé et avait répondu à mes questions comme l'a fait le député de Témiscouata, nous n'aurions pas eu ce regrettable incident. On a peur du communisme, on veut le respect de la population, et on ne commence pas par respecter les autres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand on se respecte, on cite les textes tels qu'ils sont.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement persiste dans son erreur. Il persiste aussi dans son obstination à ne pas répondre aux questions que j'ai posées. Je veux savoir quand on va commencer à établir des colons.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Témiscouata a répondu en blanc et noir au député de Rivière-du-Loup et il n'est pas encore satisfait.

Son mécontentement vient de ce qu'on n'a pas établi les colons là où il le voulait. Nous avons donné 85,000<sup>14</sup> acres de terre à la colonisation, nous avons établi 30 colons, nous poursuivons notre travail et il n'est pas content.

Pourquoi laisser croire que le gouvernement actuel ne fait rien alors que c'est le précédent qui ne faisait rien?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Donnez-moi les documents que je réclame sur les placements de colons...

Le député de Trois-Rivières a tronqué ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne proteste pas parce qu'il n'y a pas lieu de soulever un point d'ordre. Le mot est parlementaire. (Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est parlementaire depuis le 26 août 1936 d'injurier un adversaire. Le désordre et les injures sont devenus la coutume de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève maintenant un point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) injurie l'Orateur qui a la direction des débats et je lui demande de retirer ses paroles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne rétracterai pas mes paroles, mais je vais cesser de parler si l'on me donne les documents que j'ai demandés relativement à la seigneurie de Témiscouata.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils sont tous pareils dans l'ancien régime: pour qu'ils fassent leur devoir, il faut leur donner quelque chose.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le gouvernement s'obstine dans son refus, ça pourra être long. Je veux savoir combien de colons ont été établis, combien d'acres de terre ont été achetés, de qui on les a achetés, combien on les a payés et combien il reste de bois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai dit, je le répète, pour un montant de \$2,000 nous avons acheté 1,500 à 2,000 acres. Dernièrement, nous avons encore acheté 1,000 acres à raison de \$1 l'acre. Nous avons conclu un arrangement avec la compagnie Fraser en vertu duquel nous pouvons prendre le terrain en bordure du lac. La compagnie nous a répondu que nous allions lui causer un tort considérable, mais nous avons cru que ces terrains étaient nécessaires à la colonisation. Nous avons le droit à la prise de possession immédiate, et c'est la Cour qui fixera l'indemnité.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il doit y avoir une entente avec la compagnie Fraser. Je voudrais voir ce contrat.

(Silence)

Pas de réponse? Ça coûte \$5,000 par jour pour siéger.

**M. le président:** Adopté!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Non, j'attends une réponse. Depuis le commencement de la session, j'insiste pour avoir une réponse et j'ai le droit d'en avoir une. Le premier ministre ne répond pas? Qu'est-ce que le gouvernement a donc à cacher?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député de Rivière-du-Loup soit donc sérieux. Je vais lui répéter ce que j'ai dit: c'est la Cour qui va fixer le prix. La cause va s'instruire à Rivière-du-Loup. Le député pourra la suivre.

Si les parties ne peuvent s'entendre, il y aura appel.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En attendant, je veux avoir les documents pour suivre le procès. De l'obstination du premier ministre, je conclus qu'il a quelque chose à cacher...

Tiens, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) s'est endormi!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Rien de surprenant, en écoutant les discours du

député de Rivière-du-Loup. Il y a une heure qu'il parle.

**M. Drouin (Québec-Est):** Y a-t-il eu des progrès de faits en ce qui concerne l'échange des lots de Grande-Vallée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cent mille acres de terre appartenant à la Brown Corporation ont été échangées pour 100,000 acres de terrain de même valeur situé dans le bassin de Saint-Maurice, et la compagnie s'est engagée à ne pas exporter de bois sans la permission du gouvernement. Ces limites acquises en échange de la Brown Corporation ont été arpentées et classifiées, et une trentaine de colons y sont déjà établis sous billets de location.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le pouvoir d'eau de Grande-Vallée détenu par la Brown Corporation dans la seigneurie de Témiscouata a-t-il été acquis en même temps?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Le développement de ce pouvoir, à l'heure actuelle, est une impossibilité dans les conditions actuelles. À moins d'un développement minier qui est impossible, le harnachement de ce pouvoir serait ruineux à cause des étendues du territoire et de son peu de peuplement.

**M. Bastien (Berthier):** L'item à l'étude, soit "administration, vente de terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons", est de \$250,000 seulement, alors que le même item était de \$450,000 l'an dernier. Quelles sont les dépenses qui ont été réduites cette année?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Le gouvernement continuera à faire ce qui est humainement possible pour la colonisation. Si les dépenses étaient plus considérables antérieurement, c'est qu'il a fallu réparer des erreurs de l'ancien régime.

Ainsi, le gouvernement a dû construire 2,600 milles de routes, 20,000 ponceaux et 273 ponts pour donner des sorties aux colons que l'ancien régime avait laissés dans la brousse.

Aujourd'hui, le système de colonisation est à date, à tel point qu'en plusieurs endroits les chemins précèdent les colons. C'est dire que, pour suffire aux besoins présents, les argents doivent être moins considérables.

J'ai, dit-il, pratiqué des économies pour près de \$400,000: des enquêtes sur la colonisation ont été faites et plusieurs dépenses faites par l'ancien régime ont été jugées inutiles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avec des économies de ce genre, le ministre a trouvé le moyen de dépenser \$90,000 de plus que ses estimés l'an dernier.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Ainsi, 248 employés extérieurs ont été congédiés. Des services ont été combinés avec d'autres, et il en est résulté des économies considérables.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est probablement en raison de ce beau système d'économie que vous avez dépensé, en 1937-1938, \$540,000 sous cet item, soit près de \$100,000 de plus que ce qui avait été voté. Est-ce pour cela que l'on retranche \$200,000?

Dans la Gaspésie, le nombre des inspecteurs du chômage a été augmenté jusqu'à 10. Il n'y en avait qu'un sous l'ancien régime.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Aujourd'hui, il y a sept enquêteurs qui sont à salaire fixe de \$90 par mois, sans dépenses de voyage.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Autrefois, il y avait trois inspecteurs par endroit pour la colonisation, les chemins et le chômage. Maintenant il n'y en a qu'un seul et le gouvernement économise \$30,000. Il y avait un agronome pour les colons et un autre pour les cultivateurs. Aujourd'hui le service est unifié pour donner une économie de \$33,000.

**M. Bastien (Berthier)** critique le coût de l'administration de la Colonisation.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Sous l'ancien régime le coût de l'administration était de 16 % et le gouvernement actuel l'a réduit à 11 %.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Combien d'inspecteurs de chômage ont été démis?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Lorsque nous avons pris le pouvoir, il se dépensait chaque mois \$260,000 pour les secours directs destinés aux colons, aux cultivateurs nécessiteux et aux pêcheurs. Nous avons changé tout cela.

Nous avons fait travailler les colons et c'est ainsi que nous avons pu construire 318 milles de chemins. Cette mesure a permis de réduire les frais de chômage de \$225,000 à \$33,000 par mois aux invalides.

Les autres trouvent du travail rémunérateur et productif. Les inspecteurs qui voient à l'exécution de ces travaux sont les mêmes que les inspecteurs du chômage.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministère de la Colonisation a acheté durant la dernière année des clavigraphes pour \$10,000 et en a acheté dans une seule année pour \$94,000 dans les divers ministères. L'on en a acheté trop!

**M. Béique (Chambly):** C'est parce que, l'ancien gouvernement parti, il n'était pas resté un seul clavigraphes.  
(Rires)

**Des députés font du désordre.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il se trouvait des vieilleries partout.

De plus, le gouvernement, en organisant l'Office du prêt agricole, en créant les services qui s'occupent de la mise en application de la loi des pensions des vieillards, de la loi des pensions aux aveugles, de la loi des pensions aux mères nécessiteuses, de la loi des salaires raisonnables, pour ne nommer que ceux-là, a dû acheter plusieurs autres clavigraphes pour faire travailler ce personnel.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Espérons que vous allez en avoir assez pour un an.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça dépend. Nous aurons peut-être besoin de clavigraphes électriques.  
(Rires)

Sous l'ancien régime, on avait besoin de moins de clavigraphes parce qu'il ne se faisait rien.

**M. Bastien (Berthier):** Quelles dépenses veut-on réduire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas sérieux. Quand nous augmentons, on se plaint et quand nous faisons des économies, on critique encore.

Il taquine l'opposition en disant qu'elle est réduite à 11 membres.

**M. Bastien (Berthier):** Parlez donc du temps où vous étiez obligés d'emprunter des députés libéraux pour faire prendre le vote.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger), quelles dépenses le gouvernement a l'intention de diminuer cette année, puisque les prévisions sont moindres.

Nous ne critiquons pas les économies quand il s'en fait, dit-il, mais il est de notre devoir de nous informer sur quoi l'on veut économiser et comment il se fait qu'on n'a pas économisé auparavant.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** ne répond pas. Le ministre est l'objet de la curiosité amusée du public des galeries.

La figure toute rouge, il semble encore en proie à une de ses somnolences.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Élevant la voix pour réveiller le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger)) Comment administre-t-on la colonisation? J'ai ici la lettre d'un colon qui se plaint amèrement des conditions actuelles. C'est un colon qui a été établi en septembre 1935, sous notre régime à nous.

(Le chef de l'opposition tire un grand rouleau de papier manille, enroulé à la façon d'un papyrus ancien).

(Rires)

Les pauvres colons écrivent sur ce qu'ils peuvent. On ne peut les en blâmer. Je ne sais pas si j'ai le temps de tout lire cela, mais je vais vous en donner quelques extraits. C'est une lettre bien faite. Le colon qui m'a écrit cette lettre a pris sept jours pour la rédiger.

**Des députés ministériels** rient fort.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** lit.

(Rires)<sup>15</sup>

"Il y a du retardement dans nos payes, écrit le colon. Parfois de deux à trois mois. Il arrive que certains ne voient pas la couleur de cet argent qu'on leur doit.

"Au moins, avec le piton qu'on a tant dénoncé, on pouvait manger, sous l'ancien régime. Avec des payes que l'on retarde ou qu'on ne paye plus du tout, on ne mange même plus."

**M. Béique (Chambly):** Le chef de l'opposition...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Continuant de lire la lettre) Laissez donc parler ce pauvre colon!

**M. Béique (Chambly):** C'était pour recommander au chef de l'opposition: Achetez-vous donc un piano automatique pour accrocher votre rouleau après.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La Chambre devrait être excessivement intéressée à entendre la lecture de ce document.

Le signataire parle des conditions de vie d'un colon et suggère, entre autres choses, que le gouvernement paie \$50 par acre de défrichement.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je n'ai pas d'objection à ce que le chef de l'opposition lise des rouleaux de papier, mais j'en ai à ce qu'il se moque de la colonisation et tente de tourner en ridicule le grand mouvement de retour à la terre que nous tentons dans la province.

Ces discours sont de nature à décourager les gens à retourner sur la terre. Et Dieu sait que c'est là un grand remède à la crise actuelle. Qu'on soit donc sérieux! Je trouve ridicule et honteux, pour un chef de l'opposition, de se livrer à de tels manèges. On rit à gorge déployée quand il s'agit de colonisation. Je trouve encore plus honteux que le chef de l'opposition soit supporté par nos amis du Parti national.

Des lettres contre la colonisation, n'importe quel imbécile peut en écrire. D'ailleurs, en médecine, on connaît bien ces gens qui écrivent de ces épîtres interminables. Ils sont atteints de quelque chose au cerveau.

Je demande à l'opposition de cesser ses tactiques odieuses qui nuisent au mouvement de colonisation qui est une chose sérieuse. Les gens qui lisent ensuite ces rapports dans les journaux sont découragés et ne veulent plus aller sur la terre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne m'attendais pas à la "sermonnade" du député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) qui s'est exprimé dans des termes antiparlementaires. Mais je crois qu'il était en colère.

Je ne pense pas comme lui, qu'il s'agisse ici d'un imbécile et d'un malade. Nous verrons, après la lecture de cette lettre, que le Canadien français connaît bien cela, la colonisation. Je suis convaincu que lorsque les membres de la Chambre auront entendu

la lecture de cette lettre, ils verront ce qui se passe dans les endroits de colonisation. Si cet homme était un imbécile, il n'aurait jamais pu écrire cette lettre.

**M. Pelletier (Lotbinière):** Cela a pourtant l'air d'un imbécile, celui-là.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Évidemment, la lettre contient de rudes vérités sur la colonisation. Mais je dis qu'il est temps que l'on comprenne, dans la province, ce que c'est que la colonisation. On ne s'en va pas coloniser comme on s'en va camper. Malheureusement, il y a des chômeurs qui partent pour aller faire de la colonisation comme s'ils allaient camper. Si le gouvernement faisait tout son devoir, ceux qui partent ainsi à la légère sauraient mieux ce qui les attend.

J'ai parfaitement le droit de lire une communication de colon à la Chambre. Celle-ci est des plus sérieuses. Le colon me dit qu'il a mis sept jours à l'écrire. Elle est très bien charpentée, même selon les termes classiques. L'auteur a divisé son sujet au début de ce qu'il entend traiter. Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) émet sur mon compte des idées que je n'ai certainement pas. Il dit que je veux nuire à la colonisation. La colonisation est une œuvre que nous devons prendre au sérieux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne mets pas en doute l'esprit que peut avoir le chef de l'opposition, mais le député de Charlevoix-Saguenay a parfaitement raison. C'est malheureux que le chef de l'opposition choisisse un sujet comme la colonisation pour faire perdre le temps de la Chambre par des farces. Il dit qu'il veut sincèrement donner communication de cette lettre au ministre. Il y a un moyen bien simple, c'est de donner la lettre au ministre ou d'en faire faire une copie. Mais je suis sûr que ce n'est pas son but.

(Rires)

**Des députés font du désordre.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition est à parler des crédits de la colonisation lorsque soudain il annonce qu'il a une lettre à lire. Et il nous sort un rouleau!

(Rires)

Mais pour le sortir, il fait semblant de regarder dans la poche de son paletot, il ne la trouve pas là. Puis il cherche dans ses poches. Puis il met la main ici, et finalement il l'exhibe.

(Hilarité générale)

Puis le chef de l'opposition déroule son rouleau. Il fait exprès pour provoquer les rires.

Le député de Saint-Hyacinthe est à rouler le document-fleuve du colon. Cette lettre est écrite sur papier manille. La lettre a 37 pieds de long et elle est embarrassante pour celui qui veut la lire et ensuite la rouler.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça ne peut pas se prendre autrement.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lire une lettre interminable qu'on a mis sept jours à écrire, cela n'a pas de bon sens. Il y a un règlement qui dit qu'on ne doit pas lire ses discours.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quel règlement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je cite un règlement, donc je le sais. Les règlements défendent les discours de plus d'une heure.

(Applaudissements)

Tout cela est malheureux. Ce n'est pas ainsi que le Parti libéral aidera véritablement à la colonisation. On ne peut pas faire indirectement ce qui est défendu de faire directement, c'est-à-dire lire un discours. Le chef de l'opposition veut faire du badinage, il n'y a pas de mal à cela, mais que cela ne soit pas avec la colonisation, aux dépens de l'œuvre du retour à la terre. Ce n'est pas le rôle du chef de l'opposition de sortir des rouleaux comme celui-là.

(Rires)

Oh, il peut faire rire, il peut réussir à faire rire, mais le Parlement n'est pas l'endroit pour cela.

**M. Grégoire (Montmagny):** Parlant sur le point d'ordre...

**Un député ministériel:** Il n'y a pas de point d'ordre.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je voudrais faire remarquer au député de Charlevoix-Saguenay qui me comprendra, qu'à l'occasion de la lecture de la lettre, la seule farce qu'on a faite, c'est un député de la droite qui l'a faite (désignant M. Bélique). Le député de Charlevoix-Saguenay est d'un comté où il se fait beaucoup de colonisation. Il doit recevoir des lettres de colons qui se plaignent du gouvernement; il doit rencontrer des colons qui se plaignent de l'administration. Pour ma part, j'ai reçu des centaines de lettres, pour ne pas dire des milliers de lettres.

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre! Asseyez-vous!

**M. Grégoire (Montmagny):** On a parlé tant qu'on a voulu tout à l'heure sur le point d'ordre. J'ai droit d'en faire autant. Je disais donc que nous recevons des centaines de lettres de colons. Il n'est évidemment pas possible de toutes les apporter ici et de les lire. Mais si nous en trouvons une qui résume toutes ces plaintes, j'estime qu'on doit nous permettre de la lire. Car c'est en lisant ces lettres que nous saurons la véritable détresse des colons et que nous pourrions faire quelque chose pour y apporter des remèdes. Je n'ai rien entendu jusqu'ici de la lecture de cette lettre qui soit ridicule ou insensé, comme veut le prétendre le député de Charlevoix-Saguenay.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En effet, cette lettre...

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Donnez-nous donc la date où elle a été écrite.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je l'ai reçue hier matin...

**M. Pelletier (Lotbinière):** Je soulève un point d'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vous assure que ce n'est pas une lettre fictive comme vous semblez le penser. Elle est datée du 11 mars dernier. Et je vous donnerai le nom si vous voulez.

**Des députés** font du tumulte.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voici ce nom: Lorenzo Saint-Onge, colon du canton de Rochebaucourt, en Abitibi. Il s'est établi sous l'ancien gouvernement, et il a à se plaindre, d'une façon générale, de l'ancien comme du nouveau gouvernement, je crois. Ce n'est pas une lettre partisane, et elle est très intéressante.

**M. Lesage (Abitibi):** Que dit donc la lettre?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Eh bien! Mon ami, c'est ce qu'on veut m'empêcher de dire.

**M. Hamel (Québec-Centre)** parle.

**Un député:** Six heures!

L'étude de la résolution est suspendue.

## Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

## Questions et réponses:

**Eugène Cousineau**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. M. Eugène Cousineau, est-il encore à l'emploi du ministère de la Colonisation en qualité d'acheteur?

2. Sinon, a-t-il été destitué ou a-t-il donné sa démission?

3. S'il a été destitué ou s'il a donné sa démission:

a. À quelle date?

b. Pour quelles raisons?

4. Ce M. Cousineau travaille-t-il encore pour le gouvernement?

5. Si la réponse est affirmative:

a. Depuis quand?

b. Quelles sont ses fonctions?

c. Quel est son salaire?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Non.

2. M. Cousineau a été transféré du service intérieur au service extérieur à compter du 15 juillet 1938.

3. Répondue par le numéro 2.

4. Oui.

5. a. M. Cousineau travaille pour le ministère de la Colonisation depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1936.

b. Inspecteur spécial pour les comtés d'Abitibi et du Témiscamingue.

c. \$2,500 par année.

La séance est suspendue à 6 heures.

## Reprise des travaux à 8 heures

**Syndics de Saint-Jérôme,  
Lac-Saint-Jean**

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 concernant les

syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac-Saint-Jean.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Empire Trust Company**

**M. Barrette (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 relatif à The Empire Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Barrette (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville Saint-Laurent**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **James S Fontaine**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James S. Fontaine au nombre de ses membres après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien) que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, blâme le gouvernement de violer les droits et prérogatives incontestables des représentants du peuple:

"a. En ne répondant pas avec assez de célérité aux questions inscrites régulièrement sur le *Feuilleton*, ou en y répondant très souvent d'une façon insuffisante pour renseigner cette Chambre;

"b. En négligeant ou refusant, dans un grand nombre de cas, de déposer sur la table du greffier les documents dont la production a été ordonnée."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. L'amendement est irrégulier parce qu'on n'a pas le droit de qualifier un amendement comme on l'a fait et on n'a pas le droit de faire allusion à des débats antérieurs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En comité des subsides, les membres de la Chambre ont le droit de discuter toute question d'intérêt public et ont le droit de blâmer le gouvernement. Les députés ont des prérogatives et l'amendement ne fait que dire de quelle façon ces prérogatives sont violées. Mon amendement, dit-il, ne vient pas en conflit avec les règlements. Je cite des règlements pour appuyer la légalité de ma motion.

**Des députés ministériels:** Rejeté! Rejeté!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Cet amendement est puéril. Si on a eu à se plaindre que les réponses n'étaient pas suffisantes, il aurait fallu le dire lorsque ces réponses ont été données. Il est trop tard pour se plaindre de réponses incomplètes à des questions; on aurait dû le faire plus tôt.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'était impossible, puisque aucun débat n'est permis sur la réponse aux questions.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre du premier ministre; l'amendement est irrégulier. Il est vrai qu'on a le droit de discuter toutes les questions

d'intérêt public, mais les débats doivent se rapporter à la politique et à l'administration du gouvernement tandis que l'amendement actuel ne porte que sur les délibérations de la Chambre. (cf. no 9, sous l'article 322)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** en appelle de la décision de M. l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Béïque, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Castonguay, Choquette, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Raynault, Roy, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Tardif, Thériault, Vachon, 41.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se continue sur la motion principale.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je présente un amendement pour blâmer le gouvernement de n'avoir pas donné une prime sur le beurre et le fromage, comme il s'était engagé à le faire aux élections.

Il cite des déclarations du premier ministre et des autres députés de l'Union nationale sur cette question lors des élections. Il cite des promesses que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) aurait faites d'après *Le Devoir* du 5 juillet 1936<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Jamais ni de près ni de loin, ni directement, ni indirectement, je me suis engagé à donner cette prime sur le beurre et le fromage. J'ai seulement dit qu'une promesse de M. Godbout n'était pas sérieuse, et que s'il fallait donner une prime, il fallait la donner dans le temps convenable.

**M. Chaloult (Kamouraska)** lui rappelle de nouveau ses propres déclarations et celles de quelques députés au sujet de cette prime.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** l'interrompt en lui demandant d'accepter sa déclaration.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je l'accepte, mais j'ai bien le droit de citer ce que dit *Le Devoir*. Nous nous sommes engagés à donner cette prime et non pas seulement l'hiver, mais toute l'année. Comme beaucoup d'autres députés de l'Union nationale, j'ai promis moi-même cette prime dans mon comté aux dernières élections.

**M. Béïque (Chambly):** Payez-là, si vous l'avez promise.

(Rires)

**M. Chaloult (Kamouraska):** C'est justement ce que je demande au gouvernement de faire par mon amendement. D'ailleurs, cette prime est nécessaire et réclamée.

**M. Béïque (Chambly):** On ne l'a pas promise, nous autres.

**M. Chaloult (Kamouraska)** parle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Je ne connais pas le texte de l'amendement, mais je suppose qu'il est irrégulier parce que la Chambre s'est prononcée là-dessus au cours de la présente session, quand l'opposition libérale a présenté son amendement sur le budget. La question a déjà été discutée et décidée au cours de la séance du 16 février 1939.

En tout cas, le député est contraire au Règlement, puisqu'il n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur. Depuis le début de la session, une motion au sujet de la prime sur le beurre et le fromage a été présentée par les députés d'Argenteuil (M. Dansereau) et de Québec-Est (M. Drouin). On n'a pas le droit de revenir sur cette question, puisque la Chambre s'est déjà prononcée.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le premier ministre ne peut se prononcer sur l'amendement, car il n'est pas encore présenté. Il conviendrait que je lise ma motion d'abord et, si je le fais, je ne pourrai plus parler.

**M. l'Orateur:** Il n'y a rien qui empêche le député de parler après la lecture de sa motion et



comme il y a un doute sérieux au sujet de son irrégularité, je lui recommanderais de le faire.

**M. Chaloult (Kamouraska)** cite encore *Le Devoir* du mercredi 12 août 1936: "À Montmagny, M. Duplessis demande aux électeurs d'appuyer M. Grégoire parce qu'il lui serait d'un précieux concours dans le prochain gouvernement. À Saint-Pascal-de-Kamouraska, M. Duplessis déclare que M. Chaloult est un homme honnête et intègre, qu'il mérite la confiance du peuple. C'est un homme qui saura se tenir debout et qui saura, au besoin, réprimer ce qui pourrait n'être pas conforme au programme que nous nous sommes tracé<sup>17</sup>."

Il lit ensuite sa motion, conçue, dit-il dans les termes suivants:

"Proposé par René Chaloult.

"Appuyé par Adolphe Marcoux.

"Que tous les mots après "que", dans la motion proposée, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant prête à voter des subsides nécessaires à l'administration du gouvernement, exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour accorder sans plus de délai la prime sur le beurre et le fromage".

**M. l'Orateur:** L'amendement projeté serait irrégulier parce qu'il contreviendrait aux dispositions de l'article 153 du Règlement, qui déclare que "nulle motion ne doit soulever une question qui soit, au fond, identique à une question dont la Chambre a décidé pendant la session en cours".

**M. Chaloult (Kamouraska)** en appelle de la décision de l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Bastien, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bouchard, Bourque, Bouthillier, Casgrain, Castonguay, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Layton, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Messier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière),

Perron, Raynault, Robinson, Rochefort, Roy, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Tardif, Tellier, Turcotte, Vachon, 57.

**Contre:** MM. Chaloult, Drouin, Grégoire, Hamel, Leduc (Laval), Marcoux, 6.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre peut voir qu'on vote avec le gouvernement quand cela a du bon sens.

**M. Béique (Chambly):** Voulez-vous dire que ces gens-là, désignant le groupe Hamel, n'ont pas de bon sens?

(Rires)

**En comité<sup>18</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose de nouveau: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente de terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je veux, dit-il, continuer la lecture de ma lettre, commencée dans l'après-midi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Le chef de l'opposition prend probablement un moyen détourné pour dire indirectement ce qu'il ne peut dire directement. Je regrette, dit-il, que le chef de l'opposition veuille faire de l'obstruction aux dépens des colons.

Ce dont les colons ont besoin, ce n'est pas un phonographe mais de l'action. Ils ont besoin de députés qui leur votent des subsides et non qui font perdre le temps de la Chambre!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Aucun règlement de la Chambre ne peut empêcher un député de lire une lettre adressée à un député.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À ce compte-là, un député pourrait alors passer son temps à s'écrire une lettre et la lire en Chambre.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi pas? Qu'on ne prétende pas que je me suis amusé à écrire cette lettre-là.

**M. Béique (Chambly):** La Chambre n'est pas une salle d'exposition et le chef de l'opposition ne peut exhiber de rouleau de tapisserie.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une lettre excessivement intéressante. Elle fait voir comment sont traités les colons sous le régime actuel. C'est loin d'être le paradis. Il n'y a rien dans les règlements qui dit que je ne puis la lire.

**M. Béique (Chambly):** Il y en a encore moins dans votre lettre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le député de Chambly veut bien continuer à mâcher sa gomme. Les ministres peuvent être obligés de produire les lettres qu'ils citent, mais les députés n'y sont pas obligés. Il est clair que je puis lire ma lettre. Les députés ont le droit de citer des lettres et des documents. C'est un document qui va passer à la postérité. Les colons ont le droit de faire connaître leur situation aux ministres. Moi je veux rendre service au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger). S'il trouve des abus dans la colonisation, il pourra nommer de ses parents pour faire enquête.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition est à nous faire un discours! Un règlement de la Chambre interdit à un député de lire son discours et le chef de l'opposition ne peut le faire indirectement en lisant un document aussi volumineux. Il est actuellement question d'une lettre. Il s'agit, selon le chef de l'opposition, d'un article de journal. Enfin, c'est sans doute une lettre qu'il s'est écrite lui-même ou le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) qui a demandé au colon d'écrire cette lettre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le premier ministre veut avoir le document pour voir si c'est moi qui l'ai écrit, je puis lui en passer un bout et garder l'autre. Cette lettre a exactement 37 pieds de longueur. Il est beaucoup plus long que la distance qui nous sépare. Il en a trois fois la longueur.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une lettre. C'est un article de journal. Le

colon m'a déclaré que c'était pour son journal *En Avant*<sup>19</sup>.

**M. Tardif (Frontenac):** Est-ce qu'on peut appeler lettre un rouleau de tapisserie comme celui-là? Les règlements n'ont pas prévu cela. Je demande au chef de l'opposition d'être raisonnable. On a fait perdre le temps de la Chambre, cet après-midi. Nous avons des questions à poser, nous aussi. L'article numéro "bon sens" défend certainement de lire ce document-là. L'on devrait revenir à des choses sérieuses.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** lit des passages de la lettre, en parlant toujours sur le point d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition fait de l'obstruction.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les tactiques que le premier ministre n'aime pas, je les ai apprises de lui. Ce pauvre colon, qu'est-ce qu'il dit? Il dit qu'on tarde à le payer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Maintenant qu'on a lu la lettre, on devrait se taire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a encore bien mieux que cela.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le premier ministre prétend que le chef de l'opposition veut lire un discours. Ce n'est pas un discours, c'est une lettre de colon. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a même donné le nom de ce colon. Il s'adressait aux députés pour faire entendre ses plaintes. Pourquoi le gouvernement veut-il étouffer la voix des colons? Le député de Frontenac (M. Tardif) a tenté de ridiculiser le colon qui a écrit sur un rouleau de papier. Ils n'ont pas du beau papier comme les ministres. Ils écrivent sur ce qu'ils peuvent.

**M. Drouin (Québec-Est):** Les députés ont toujours lu des lettres en cette Chambre. Refuser la lecture de celle-là serait contraire à la procédure suivie jusqu'ici.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je suis surpris de voir qu'un parti qui fut grand vienne jouer la comédie dans cette Chambre. On ne peut nous faire croire qu'un rouleau de papier d'emballage comme celui-là, ce n'est pas une machination ridicule pour nous faire passer pour des enfants et

faire perdre le temps de la Chambre. Les gens sérieux ne se permettent pas de telles simplicités. Comme l'a dit le député de Frontenac (M. Tardif), les règles non écrites du bon sens défendent de tels procédés.

**M. Grégoire (Montmagny):** Les colons n'ont pas les moyens d'en avoir d'autres.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), les plaintes des colons, c'est de l'enfantillage. On ne veut même pas entendre leurs plaintes. Je représente, dit-il, un comté où il y a des colons, et je suis surpris de son attitude.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** L'article 245 cité précédemment référerait à Bourinot qui défendait la lecture d'un document comme celui que le chef de l'opposition avait entre les mains.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a admis cet après-midi que ce document avait été envoyé à son journal et aux autres journaux qui l'avaient refusé. Et il vient maintenant faire perdre le temps de la Chambre en voulant nous le lire. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) nous donne l'impression d'un homme qui ramasse tout ce dont les autres ne veulent pas. Il devrait alors respecter la Chambre.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si l'on refuse la lecture du document, on crée un bien mauvais précédent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes ici pour voter les subsides, pour étudier des lois efficaces qui remplissent le *Feuilleton*, mais le chef de l'opposition aime mieux tenir une conduite qui serait digne de Triboulet.

C'est pénible pour le Parti libéral qui ne mérite pas cela, et s'il n'y a personne pour défendre son parti, je vais le défendre moi-même.

(Rires)

S'il n'aime pas son parti pour le ridiculiser à ce point parce qu'il n'est pas nommé sénateur, s'il n'aime pas son chef parce qu'il n'a pas été élu à la convention, qu'il respecte au moins la Chambre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Eh bien! Moi, je proteste au nom du Parti conservateur. C'est le gouvernement qui fait de l'obstruction en faisant des discours et en empêchant la lecture de la lettre, ce qui prendrait 10 minutes. Il y aurait longtemps qu'elle

serait lue, si nos amis de la droite n'y avaient pas mis d'obstacles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis frappé de l'étrange cohésion qui existe entre les deux oppositions, dont l'une se prétend indépendante de l'autre. Car le député de Kamouraska s'est entendu avec le chef de l'opposition, puisqu'il sait que la lecture durera 10 minutes, alors que le député de Saint-Hyacinthe a déclaré que la composition du rouleau a pris sept jours...

**M. Grégoire (Montmagny):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre persiste à dire que les autres journaux ont refusé la lettre du chef de l'opposition, alors que celui-ci dit le contraire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le colon a pris sept jours pour écrire sa lettre et que le chef de l'opposition peut la lire en 10 minutes, il est clair que nous avons affaire à un malade. Si le député de Saint-Hyacinthe aimait son parti, il n'agirait pas de la sorte.

**M. Grégoire (Montmagny):** M. le premier ministre, voulez-vous vous asseoir s'il-vous-plaît?

**M. le président:** Le député de Montmagny (M. Grégoire) n'a pas le droit de prendre ici la place du président.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je sais que le temps est précieux. Nous voulons avoir des renseignements et on nous les refuse. Le ministre pourrait nous les donner, mais le premier ministre lui demande de ne pas parler.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais dit à un ministre de ne pas répondre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai vu le premier ministre parler au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) quand nous avons demandé un renseignement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Québec-Centre (M. Hamel) veut savoir ce que nous avons dit, je vais le lui dire. J'ai fait remarquer au ministre des Terres et Forêts qu'il était de valeur de voir le Parti national inspiré par d'autres motifs que l'amour du prochain.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le premier ministre ne m'a jamais dit de ne pas parler.

**M. Lesage (Abitibi):** Les colons de mon comté ne sont pas si pauvres qu'on veut le faire croire. Celui dont parle le chef de l'opposition est probablement le seul qui écrit sur du papier d'emballage. Pour ma part, je reçois des centaines de lettres venant des colons de l'Abitibi, et elles sont toujours sur du papier convenable. Les colons de mon comté ne sont pas assez pauvres pour écrire sur du papier d'emballage. D'après le chef de l'opposition, le colon qui a écrit sur un rouleau de papier est un M. Saint-Onge.

Je lui demanderais si c'est le même M. Saint-Onge de mon comté qui a demandé une position d'inspecteur de la colonisation. Je lui demanderais également s'il est à sa connaissance que c'est le même M. Saint-Onge qui a écrit à M. Duchemin<sup>20</sup>, chef de district de la colonisation, pour se plaindre de différentes choses. Après enquête, on s'est aperçu qu'il se prétendait tantôt célibataire et tantôt marié. Je serais curieux de savoir si ce n'est pas le même homme qui a eu des démêlés avec son curé parce que ce dernier le blâmait de travailler le dimanche et que l'autre lui a répondu que cela n'était pas de ses affaires. Il y a encore beaucoup d'autres choses contre ce colon que je ne peux dévoiler en cette Chambre, mais que je peux faire connaître au chef de l'opposition personnellement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il faut bien que je réponde. Il se peut fort bien que M. Saint-Onge ait demandé une position d'inspecteur. Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) nous a dévoilé certains faits. Il nous a dit que c'était un homme qui ne s'entendait pas avec son curé. Ce n'est pas un mystificateur. Quand même il aurait eu des démêlés avec le curé, cela arrive à bien des gens d'avoir des démêlés avec leur curé. C'est certainement un homme qui n'a pas peur de signer son nom; ce n'est pas parce qu'il a demandé une position qu'il ne peut plus faire de suggestions au gouvernement.

Je me demande toujours en vertu de quel article le président ne laisserait pas un colon se plaindre. Les faits mentionnés par le député sont mentionnés dans la lettre.

**M. Lesage (Abitibi):** Il serait intéressant de savoir si les déclarations qu'il a faites au chef de l'opposition concordent avec les déclarations qu'il a faites précédemment.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons maintenant un motif additionnel pour nous opposer à la lecture de cette lettre. C'est le chef de l'opposition qui nous le donne. Il nous dit: "Quand même ce colon serait en chicane avec son curé, qu'est-ce que cela fait?" Avec quelle satisfaction il nous dit cela. Remarquez comme le chef de l'opposition ne perd aucune occasion de manifester ses sentiments envers le clergé, comment il veut se servir d'une épître écrite, comme on l'a dit, sur un rouleau de tapisserie pour attaquer indirectement le clergé. Quelle mentalité, M. le président! Il me semble que le député de Saint-Hyacinthe devrait cesser de montrer ses rancœurs pour le clergé.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri) et M. Barrette (Terrebonne)** rient.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne peux pas laisser dire tout cela sans protester. Cela paraît mal. C'est fini l'explosion?

L'attaque ne m'émeut pas. Nous respectons le clergé beaucoup plus que le premier ministre lui-même. Nous ne parlons pas du clergé en Chambre avec l'irrévérence dont fait preuve le premier ministre qui ne se rend pas compte de ce qu'il dit. Il est fier, lui, de parler comme ça. Ça fait resplendir son panache. Mais, pour en revenir à ma lettre, je dis qu'elle est écrite par un expert de la misère dans les régions de colonisation. Son rapport est intéressant.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Some<sup>21</sup> expert!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Bien, il est sûrement aussi expert qu'un homme qui profite de son poste de ministre pour placer 24 membres de sa famille dans le gouvernement.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nommez-les.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Certainement. Pourriez-vous me dire si ce M. Auger qui passe son temps, aux dépens de la province, à parler contre les libéraux est de vos parents?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nommez-les tous les 24!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous le connaissez bien ce M. Jacques Auger<sup>22</sup> qui parle contre les libéraux...

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**  
Oui, très bien.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est bien votre parent?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**  
Oui, c'est...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Depuis quand le gouvernement a-t-il le droit de payer des gens pour injurier les gens du parti de l'opposition? Et l'autre M. Auger? Et M. Bégin et...

**M. le président:** Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Grégoire (Montmagny):** Pour répondre à l'honorable député d'Abitibi, qui nous dit que, dans son comté, les colons ont les moyens d'écrire sur du beau papier, je dirai à ce M. C. Duchemin qu'il s'oppose au colon qui a écrit au chef de l'opposition...

**M. Lesage (Abitibi):** Je n'ai pas dit que M. Duchemin était colon. J'ai dit qu'il était un chef de district de colonisation. J'ai prétendu qu'on n'est pas tellement pauvre en Abitibi pour en être réduit à écrire sur du papier de magasin.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je comprends que les colons qui ont les moyens d'écrire sur du beau papier écrivent au gouvernement. Ce sont des colons de luxe. Je comprends qu'ils ne sont que louanges pour le gouvernement. Ce qui nous intéresse, de ce côté-ci de la Chambre, ce sont les vrais colons.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**Des députés** font du tumulte.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je constate, en parcourant l'*État des comptes publics*, que ce M. Duchemin, qu'on a mis en opposition au colon qui écrit au chef de l'opposition, a retiré une première somme de \$881.

**Des députés:** À l'ordre !

**M. Tellier (Montcalm):** Vous tairez-vous?

**M. Grégoire (Montmagny):** M. Duchemin figure ailleurs pour une somme de \$2,400.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il est évident qu'un député n'a pas le droit de lire son discours, comme le fait le chef de l'opposition en voulant se servir d'une prétendue missive. Le colon d'ailleurs prétend que c'est un article de journal.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je...

**Des députés:** À l'ordre!

**M. Grégoire (Montmagny):** Je prétends être dans l'ordre en répondant au député d'Abitibi.

**Des députés:** Non! Non! Hors d'ordre!

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Grégoire (Montmagny):** Ce M. Duchemin a retiré en tout une somme de \$5,000 du gouvernement, \$5,000 de bel argent du peuple.

**M. Lesage (Abitibi):** Ce n'est pas un colon, M. Duchemin.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** Il ne comprend rien.

**M. Lesage (Abitibi):** Les items des *Comptes publics* dont vous parlez sont le salaire de M. Duchemin, ses dépenses de voyage, son logement de bureau comme chef de district.

**M. Grégoire (Montmagny):** Alors, c'est ce monsieur que vous opposez...

**Des députés:** À l'ordre!

**M. le président:** On est à discuter de l'item 153 du budget.

**M. Grégoire (Montmagny):** Et je n'ai pas le droit...

**M. Pelletier (Lotbinière):** (Criant à tue-tête)  
À l'ordre! À l'ordre<sup>23</sup>!

**Des députés:** Point d'ordre! Point d'ordre!

**M. le président:** Il est difficile de trouver un nom pour ce document. Je n'ai pas à me prononcer sur la qualité et sur l'authenticité du document qu'on veut lire. Ayant été tour à tour notaire et journaliste, je ne peux pas dire que cette lettre ressemble à un

article de journal ni à un acte notarié. Ça me paraît tout simplement un document du temps de Louis XIV et, par conséquent, c'est assurément un document de l'ancien régime.

(Rires)

Il y a eu au cours de cette session un amendement de proposé pour limiter les discours à une heure, mais cela ne peut s'appliquer au chef de l'opposition, pas plus qu'au premier ministre. Si le chef de l'opposition ne fait pas que lire le document, et je suis sûr qu'il le commentera aussi, car il a beaucoup de façon, et je préfère entendre la voix d'un colon à celle du chef de l'opposition.

(Rires)

J'estime qu'on doit le laisser parler, et en somme il a le droit de lire une lettre. Je renvoie donc le point d'ordre du premier ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Enfin. Je vais donc continuer la lecture de ma lettre.

**M. Grégoire (Montmagny):** Recommencez donc, car on a perdu le commencement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** continue de lire sa lettre.

(La plupart des ministériels suivent le premier ministre qui vient de se retirer dans l'antichambre de l'Assemblée législative)<sup>24</sup>.

(La lecture du fameux document prend 35 minutes.)

(On entend rire les ministériels dans l'antichambre.)

(Le colon décrit les employés de la colonisation comme une "bande de loups-cerviers"; il reproche aux ministres de bien manger tandis que lui-même doit de contenter à l'année de plats de lentilles. Le colon Saint-Onge signale toutes les façons dont on arriverait, avec un bon gouvernement à aider les colons. Il décrit aussi les moyens politiques que prend l'Union nationale pour distribuer le patronage, etc...)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** offre d'en passer un bout au député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) pendant que lui-même en lirait à l'autre bout.

De temps à autre, il (M. Bouchard) annonce qu'il en avait encore une vingtaine de pieds à lire, ensuite 15 pieds, etc.<sup>25</sup>

**M. Béique (Chambly):** Je ferai remarquer au président que le député de Saint-Jean (M. Bouthillier) dort.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est là qu'un exemple des nombreuses plaintes que font entendre les colons.

Voilà qu'on enlève \$200,000 sur un seul item du budget de la Colonisation. Je me demande comment on va s'y prendre pour améliorer la situation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. Eugène Cousineau est-il encore acheteur au ministère de la Colonisation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a eu une interpellation au *Feuilleton* à ce sujet. On n'est pas pour se mettre à discuter cela ici. Si l'opposition veut parler, qu'elle parle. Nous ne répondrons pas.

(À ce moment, trois pages s'amuse à rouler la lettre lue par M. Bouchard).

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** s'informe de la construction de certaines routes. Il demande en particulier où l'on en est rendu avec la route Sainte-Anne-des-Monts-New-Richmond.

(Personne ne répond. Il pose plusieurs fois la même question et obtient le même silence).

**Des députés ministériels:** Adopté! Adopté!

**Un député** accuse le ministre de ne pas répondre.

**M. le président:** Un ministre n'est pas obligé de le faire.

**M. Grégoire (Montmagny)** demande au président de lire tout l'article.

**M. le président:** Le député de Montmagny ne doit pas discuter ma décision.

**M. Grégoire (Montmagny):** C'est le bâillon sous toutes ses formes.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je réclame une réponse, dit-il. Le régime parlementaire garantit ce droit!

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre a reçu défense de parler du chef du gouvernement. C'est bien malheureux pour lui. Si le premier ministre le laissait parler, il pourrait dire s'il est vrai que la province emploie 24 de ses parents. Si c'est inexact il pourrait dire si c'est 20 ou 15 ou 12.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** C'est faux!

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre ne devrait pas prononcer ces paroles ici.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre est fier de son ministre.

**M. Bastien (Berthier):** Il peut bien en être fier pour quatre ans, pour huit ans encore...

(Applaudissements à droite)

Le premier ministre est redevenu de bonne humeur parce que j'ai dit qu'il en avait pour huit ans encore. Il (M. Bastien) parle des colons, des luttes électorales, des gens qui respectent leur curé, des seigneuries, des ministres qui font la grève du silence, etc. Pourquoi a-t-on réduit l'item en question?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** revient à la charge avec le *Petit catéchisme des électeurs*. Il lit, en les commentant, quelques passages relatifs à la colonisation. Il donne aussi lecture de quelques lettres de colons.

**Un député:** Onze heures arrivent!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est malheureux, je commence seulement à me sentir en forme. Hélas! Je me reprendrai demain, dit-il.

L'étude de la résolution est suspendue.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

2. "La semaine dernière", selon *La Patrie* du 23 mars 1939, à la page 8.

3. \$104,000, selon *La Patrie* du 23 mars 1939, à la page 8.

4. \$265,000,000, selon *L'Événement-Journal* du 23 mars 1939, à la page 3.

5. Le 17 août 1936, M. Bastien fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

6. Le "télégraphe", une forme de fraude électorale bien connue au XIX<sup>e</sup> siècle, n'est disparu que vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Pour qu'un électeur puisse "passer un télégraphe", un organisateur politique lui remettait un bulletin de vote obtenu illégalement et déjà marqué en faveur du candidat pour lequel l'organisateur travaillait. Dans l'isoloir, l'électeur cachait sur lui le bulletin vierge qu'il avait reçu du scrutateur, puis revenait avec le bulletin déjà marqué, qui était alors déposé dans l'urne. Par la suite, il remettait le bulletin vierge à l'organisateur, qui lui donnait une récompense et marquait le bulletin afin de recommencer le manège avec un autre électeur. Comme la récompense était donnée seulement à la sortie du bureau de scrutin, l'électeur pouvait jurer impunément, au moment de voter, qu'il n'avait reçu ni argent ni autre avantage. (Élections Canada: Renseignements généraux: *L'histoire du vote au Canada*, p. 9.

7. "Lancôt", selon *La Presse* du 23 mars 1939, à la page 10.

8. "Lancôt", selon *L'Action catholique* du 23 mars 1939, à la page 14.

9. "seigneurie du lac Témiscouata", selon *La Patrie* du 23 mars 1939, à la page 8.

10. Il s'agit de l'article 245 du Règlement, alinéa 15, interdisant de se servir d'expressions offensantes pour l'une ou l'autre des deux Chambres, ou pour un de leurs membres. Le député de Bellechasse (M. Boiteau) est alors "écarlate d'embarras", selon *Le Canada* du 23 mars 1939, à la page 6.

11. "Le président aurait peut-être dit "tronquer" mais, de la galerie de presse, on ne comprend pas bien, selon les dires du journaliste du *Soleil* du 23 mars 1939, à la page 10.

12. "Il venait de consulter le dictionnaire" précise *Le Soleil* du 23 mars 1939, à la page 10.

13. Un rappel à l'ordre de M. Boiteau fait le calme pour un instant, selon *Le Canada* du 23 mars 1939, à la page 6.

14. "plus de 100,000", selon *L'Événement-Journal* du 23 mars 1939, à la page 4; "90,000", selon *La Patrie* du 23 mars 1939, à la page 8.

15. On rit, partout, de voir le chef de l'opposition embarrassé avec l'énorme rouleau de papier manille sur lequel le colon a écrit sa plainte, selon *Le Canada* du 23 mars 1939, à la page 6.

16. *Le Soleil* du 23 mars 1939, à la page 10, indique que le premier ministre lit des documents pendant le discours du député de Kamouraska (M. Chaloult). Notons, par ailleurs, que le 5 juillet 1936 était un dimanche et qu'il n'y avait pas de parution du *Devoir* ce jour-là.

17. Il s'agit probablement de l'article "M. Duplessis dans le bas Québec", dans *Le Devoir* du 12 août 1936, à la page 3.

18. Voir note 1.

19. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

20. M. Beauchemin", selon *L'Action catholique* du 23 mars 1939, à la page 15.

21. L'utilisation du mot anglais "some" dans l'exclamation du député veut dire ici: "tout un expert".

22. Jacques Auger est le fils du député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) et est employé à la colonisation, selon *Le Soleil* du 23 mars 1939, à la page 10.

23. Tous les députés regardent de son côté, rapporte *Le Canada* du 23 mars 1939, à la page 7.

24. *Le Soleil* du 23 mars 1939 à la page 10, indique qu'à un moment donné, il n'y a que 24 députés en Chambre; 12 de l'opposition et 12 ministériels.

25. *La Patrie* du 23 mars 1939, à la page 11, rapporte qu'il est 10 h 30 lorsque le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) termine de lire son document.



Séance du jeudi 23 mars 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.****M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!**Rapports de comités:****M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 31 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 31 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 122 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 148 ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 109 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

**Tramways  
de Montréal****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 50 modifiant la loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal.

C'est, dit-il, une loi pour rendre plus parfaite la loi déjà passée.

(Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits civils  
des femmes****M. Chaloult (Kamouraska)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Marcoux), la permission de présenter le bill 181 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile relativement aux droits civils de la femme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droit de vote  
des femmes****M. Lafleur (Montréal-Verdun)** demande, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), la permission de présenter le bill 182 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes.

(Applaudissements à gauche)

**Des députés:** Explications!**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voici. Après une entrevue avec les représentantes des suffragettes, sachant bien que ce bill est revenu plusieurs fois devant cette Chambre, nous en sommes venus à la conclusion suivante: nous avons pensé qu'il ne serait pas inutile de faire se prononcer à nouveau les champions de cette cause. Nous allons nous prononcer encore une fois.

Je sais que les suffragettes n'ont pas eu justice dans le passé. Il me paraît évident que les champions du suffrage féminin ont mal présenté leur cause dans le passé.

Mais de plus, cette année, afin d'entendre aussi les suffragettes elles-mêmes, nous avons fixé au matin de mercredi prochain la présentation de ce bill au comité permanent des bills publics en général et devant la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je félicite le premier ministre sur le mot "suffragette", qui est de nature à tourner ces dames en ridicule. J'espère qu'elles seront bien reçues en comité, qu'elles auront toute la latitude voulue pour exprimer leur point de vue, et j'espère qu'on ne fera pas de la discussion de ce bill une comédie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup a tort de prendre la chose de cette façon. Le mot "suffragette" ne comporte rien de péjoratif, et nous n'avons pas l'intention d'en faire une comédie. Le mot "suffragette" veut dire: femme en faveur du suffrage féminin. À moins que le député pense que lui-même veuille faire de la comédie. Il n'y aura pas de comédie au comité des bills publics si le député de Rivière-du-Loup qui aspire à devenir chef de l'opposition n'y assiste pas.

**M. Drouin (Québec-Est):** Toute la question est référée au comité des bills publics, alors que le bill ne passe ici, en Chambre, qu'en première lecture. Je crois que le procédé est parlementaire. Mais j'ai déjà entendu le premier ministre dire que lorsqu'on acceptait le bill en Chambre avant sa soumission en comité, on acceptait derechef le principe même contenu dans ce bill. Dois-je comprendre que le premier ministre admet le principe contenu dans le bill?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je déclare de nouveau que les champions auront l'occasion de se prononcer. Quant aux femmes, je leur ai offert de plaider leur cause elles-mêmes en comité. C'est un principe britannique, conforme à celui qui nous avons adopté dans l'opposition, du temps où l'honorable député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) se faisait parrain du bill des femmes. Mercredi avant-midi sera consacré à ce bill en comité.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je voudrais savoir si la fameuse loi de la longueur des discours, limitant ces discours à une heure sera appliquée à l'occasion de l'étude de ce bill, parce qu'il va y avoir plusieurs dames. Peut-on savoir si les séances du

comité des bills publics vont durer trois heures ou trois semaines?

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Décidément, le député de Rivière-du-Loup avait prévu d'avance ce que dirait le chef de l'opposition, son chef, en parlant tantôt de comédie! Admirez les deux champions qui se sont prononcés, lors de la dernière convention libérale, en faveur du suffrage féminin. Avant même d'entendre ces dames, le chef de l'opposition s'inquiète déjà de la longueur de leurs discours. Je pourrai lui dire que je suis sûr que les dames qui plaideront la cause du suffrage féminin seront plus intéressantes que le chef de l'opposition ne l'a été hier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis prêt à donner mon vote en faveur du suffrage féminin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le bill soit immédiatement renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### Questions et réponses:

##### Frais des voyages des députés ministériels en dehors de la province

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Quels sont les ministres et les membres de la Législature qui ont fait des voyages en dehors de la province, aux frais du gouvernement, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Où chacun de ces ministres et de ces députés est-il allé?

3. Quel était le but de ces voyages?

4. Combien la province a-t-elle payé à chacun de ces ministres et députés pour dépenses de voyage?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande qu'on fasse la conversion de tout cela en motion pour production de documents. Répondre à tout cela, pour les voyages depuis trois ans...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est pas si long que cela de répondre. Les ministres ne devaient plus voyager sous le nouveau régime. Il n'y

a aucune raison pour le gouvernement de convertir cette question en motion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je dis que la nomenclature serait trop longue.

La motion est adoptée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Frais des voyages des députés ministériels en dehors de la province**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Quels sont les ministres et les membres de la Législature qui ont fait des voyages en dehors de la province, aux frais du gouvernement, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Où chacun de ces ministres et de ces députés est-il allé?

3. Quel était le but de ces voyages?

4. Combien la province a-t-elle payé à chacun de ces ministres et députés pour dépenses de voyage?  
Adopté.

#### **Questions et réponses:**

##### **Droit de coupe accordé à J.-N. Legault**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. La garantie exigée par le département pour le droit de coupe accordé à M. J.-N. Legault, canton Pontleroy, comté de Témiscamingue, pour l'année 1936-1937, a-t-elle été payée au complet avant que ce monsieur commence son ouvrage?

2. Dans l'affirmative:

Le montant que représentait ce droit de coupe fait dans ce même canton a-t-il été payé au complet au département avant l'expiration du délai accordé le 1<sup>er</sup> décembre 1937?

3. La garantie exigée par le gouvernement a-t-elle été payée au complet avant le commencement de la coupe du bois sur le nouveau permis 1937-1938 qui a été accordé à M. J.-N. Legault?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** 1.

Oui.

2. M. J.-N. Legault ne doit rien au ministère.

3. Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les ministres ont recouvré l'usage de la parole.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça fait deux mois qu'ils n'ont guère parlé.

(Rires)

##### **L'affaire d'Antonio Godon<sup>1</sup>**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé d'argent, du 1<sup>er</sup> janvier 1938 jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1939, dans l'affaire d'Antonio Godon:

a. Pour préparer le procès, en comprenant toutes les dépenses de quelque nature qu'elles soient: location de véhicules automobiles, d'immeubles, parties d'immeubles ou locaux; salaires, traitements, frais de voyages ou autres dépenses payés aux avocats, enquêteurs, "stool-pigeons", à Antonio Godon lui-même, aux experts, marchands, épiciers-licenciés, à la Commission des liqueurs de Québec, etc.?

b. Pour le procès lui-même, y compris les frais de voyage, les salaires ou honoraires et autres dépenses quelconques payés aux avocats, aux jurés, aux témoins, aux huissiers, aux officiers de la cour, aux experts, aux sténographes, etc.?

2. Le gouvernement a-t-il en main des comptes, factures ou réclamations quelconques qui ne sont pas encore acquittés?

3. Si la réponse est affirmative:

a. Quels sont les montants de ces comptes, factures ou réclamations?

b. Par qui ont-ils été envoyés?

c. Quels sont les montants dus dans chaque cas et à qui sont-ils dus?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas dans l'intérêt public de répondre actuellement à ces questions.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On n'a pas d'argent pour les colons...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et l'on en a pour des gars comme Godon.

##### **Labrador Mining Corporation**

**M. Chaloult (Kamouraska):** 1. Est-il à la connaissance du gouvernement de la province de

Québec que l'administration de l'île de Terre-Neuve ait accordé, assez récemment, une concession minière d'environ 22,000 milles carrés à une compagnie désignée sous la raison sociale de: "Labrador Mining Corporation"?

2. Le gouvernement de cette province est-il au courant que la concession minière, ci-dessus mentionnée, avoisine la ligne délimitant la frontière entre le territoire terre-neuvien et celui de l'Ungava, telle qu'elle a été fixée par le jugement du Conseil privé, en l'année 1926?

3. Le gouvernement de cette province sait-il qu'une seconde concession minière, d'environ 15,000 milles carrés, a aussi été concédée à une compagnie désignée sous la raison sociale de: "McKay Mining Corporation", en territoire canadien, tout auprès de la supposée ligne-frontière?

4. La ligne-frontière, entre Terre-Neuve et le Canada, dans cette région du Labrador-Ungava, a-t-elle été officiellement tracée, depuis le jugement du Conseil privé d'Angleterre, dont il est fait mention plus haut?

5. Sinon, le gouvernement de cette province ne craint-il pas que les concessions minières octroyées par Terre-Neuve n'empiètent sur des territoires relevant de la province de Québec, quant à l'exercice des droits provinciaux?

6. Advenant que cette ligne-frontière n'ait pas été officiellement tracée, le gouvernement de cette province s'est-il entremis auprès des autorités fédérales canadiennes, pour obtenir le relevé officiel de la ligne-frontière, dans cette région et, dans l'affirmative, quelle fut la réponse du gouvernement d'Ottawa?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement étudie attentivement les questions ci-haut mentionnées et saura, comme toujours, sauvegarder les meilleurs intérêts de la province.

**Travaux de colonisation  
à Saint-Benjamin**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Des travaux de colonisation ont-ils été faits en octobre dernier sur une route de Saint-Benjamin, comté de Dorchester?

2. Ces travaux étaient-ils sous la direction de M. Odilon Saint-Hilaire?

3. Un chèque a-t-il été émis à l'ordre de M. Aldéric Bolduc qui aurait travaillé sur ces chemins?

4. Pour quel montant ce chèque a-t-il été émis et à quelle date?

5. Ce chèque a-t-il été remis directement à M. Aldéric Bolduc ou a-t-il été envoyé à M. Odilon Saint-Hilaire?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Oui.

2. Oui.

3. Non.

4. Nil.

5. Nil.

**Travaux dans la paroisse de  
Saint-Charles de Mandeville**

**M. Bastien (Berthier):** 1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Charles de Mandeville, comté de Berthier au cours de l'été dernier?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Oui.

2a. et b.	Savoie, Joseph .....	\$25.92
	Arsenault, Alfred .....	17.78
	Desjardins, Patrick .....	13.50
	Savoie, René .....	19.25
	Saint-Jean, Albert .....	12.38
	Savoie, Cléophas .....	19.13
	Savoie, Adélar .....	27.77
	Dauphinais, Adam .....	3.00

\$138.73

**Travaux dans la paroisse de  
Saint-Michel des Saints**

**M. Bastien (Berthier):** 1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Michel des Saints, comté de Berthier, au cours de l'été dernier?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Notre ministère n'a fait exécuter aucun travail

dans cette municipalité au cours de l'été dernier; cependant, nous avons accordé un octroi à la municipalité pour aider à la construction d'un point, au cours de l'automne.

2. Voir no 1.

#### **Travaux dans la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon**

**M. Bastien (Berthier):** 1. Le ministère de la Voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, au cours de l'été 1938?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Non.

2. Voir no 1.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il parle bien le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger). Le premier ministre devrait toujours le laisser parler. (Rires)

#### **Congélation du poisson à Paspébiac**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Le gouvernement a-t-il un établissement de congélation du poisson à Paspébiac?

2. Combien a coûté ce congélateur?

3. Y a-t-il des charges de faites pour la congélation du poisson?

4. Dans l'affirmative: Quelles sont ces charges?

5. Y a-t-il une coopérative, pour la vente du poisson, qui se serait servie ou qui se sert du congélateur?

6. Cette coopérative est-elle régulièrement constituée en vertu des lois de la province?

7. Combien de personnes appartiennent à cette coopérative?

8. Quel montant a été payé par le groupe de pêcheurs faisant partie de la coopérative:

a. En 1937?

b. En 1938?

9. De combien de personnes est formé le groupe de pêcheurs ayant utilisé le congélateur de Paspébiac et qui ne font pas partie de la coopérative:

a. En 1937?

b. En 1938?

10. Quel montant a été payé par ce groupe de pêcheurs indépendants pour la congélation du poisson:

a. En 1937?

b. En 1938?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** 1. Oui.

2. \$25,925.

3. Oui.

4. Saumon .....	\$0.75 du 100 livres
Flétan .....	\$0.50 du 100 livres
Éperlan .....	\$0.30 du 100 livres
Homard .....	\$0.30 du 100 livres

5. Oui, la Coopérative d'Éperlan de Paspébiac.

6. Non, sous cette désignation, elle ne représente simplement qu'une association de pêcheurs.

7. 15.

8. a. \$1.14.

b. \$144.

Une différence de \$142.10 a été annulée comme conséquence des pertes subies par cette Coopérative sur la vente de son poisson, en 1937.

9. a. En 1937: je l'ignore; b. En 1938: je l'ignore.

10. Aucun. Ce ne sont pas les pêcheurs mais les acheteurs qui ont payé les frais de congélation.

#### **Chemin de colonisation entre la paroisse de Latulippe et le lac des Quinze**

**M. Hamel (Québec-Centre):** 1. Combien a coûté le chemin de colonisation fait l'an dernier entre la paroisse de Latulippe et le lac des Quinze?

2. Quelle est la longueur de ce chemin?

3. Qui a eu le ou les contrats?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. \$57,562.50.

2. 14.5 milles.

3. La Construction Nationale enr.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Avant d'aller en comité des subsides, j'ai un amendement à proposer. Il a trait à l'annonce des liqueurs, bières et

alcools dans les journaux et à la radio. La lettre collective de NN. SS. les évêques est très explicite à ce sujet<sup>2</sup>:

"III - Les remèdes de l'alcoolisme.

"29. Nous n'aurions pas rempli tout notre devoir de pasteurs, Nos très chers Frères, si, après avoir considéré avec vous les désastres dont l'alcool est la cause, nous ne tentions de remédier au mal qui appauvrit, déshonore et tue. Nous ne devons pas nous arrêter à des constatations platoniques et à des lamentations stériles. Il faut entrer résolument dans des réalisations pratiques. Puisque l'alcoolisme a pénétré et vicié les mœurs individuelles, familiales et sociales, il faut en entreprendre avec vigueur le redressement, en enrayant l'alcoolisme et en remettant en honneur la pratique de la vertu de sobriété.

"30. À cette tâche, qui sera longue et ardue, mais combien salubre, nous vous convoquons tous, Nos très chers Frères, comme à une œuvre qui favorisera tout à la fois la gloire de Dieu, le salut des âmes, la paix des foyers, l'avenir de notre jeunesse, la prospérité et le bonheur de notre peuple.

"Nous en appelons tout particulièrement à la bonne volonté de tous ceux-là qui, par leurs talents et leurs devoirs d'État, peuvent exercer une influence féconde et opérer des réformes décisives. Législateurs, journalistes, économistes, sociologues, éducateurs de la jeunesse, dans nos écoles, dans nos collèges et dans nos universités, pères de famille, chefs d'industrie, directeurs de syndicats ouvriers, nous vous invitons instamment à joindre votre action à celle des prêtres de vos paroisses et à prolonger et à appuyer efficacement l'enseignement antialcoolique qui vous sera donné dans des retraites et des missions, puis à pousser cet enseignement jusqu'à ses conséquences logiques et pratiques.

"31. Les législateurs, et avec eux tous ceux qui ont charge d'appliquer et de sanctionner les lois, comprendront, nous le savons, qu'il ont le grave et inéluctable devoir de favoriser le bien public par le respect et l'exercice de la vertu de tempérance. Est-il besoin de rappeler ici que quiconque est constitué en autorité porte la responsabilité non seulement du mal qu'il fait ou fait faire, mais aussi de tout le bien qu'il ne fait pas ou empêche de faire et de tout le mal qu'il n'empêche pas, quand il le peut et le doit?

"Les autorités civiles, provinciales et municipales, sauront donc quelles mesures préventives ou répressives il leur faudra prendre contre l'alcoolisme et en faveur de la tempérance."

Parlant des têtes dirigeantes du gouvernement, nos évêques n'ont-ils pas dit - et c'est ici que cela devient intéressant: "Ne pourraient-elles pas pousser

leur action législative jusqu'à prohiber les annonces de la bière et des alcools dans les journaux et à la radio, selon l'exemple qui leur en est donné par l'une des provinces du Canada<sup>3</sup>?..."

Je fais remarquer que la province de Québec est la seule des provinces où l'on permet l'annonce des liqueurs enivrantes à la radio. Il y en a peut-être deux et même trois provinces, je ne suis pas très sûr si le Nouveau-Brunswick n'en est pas, mais il est certain que la Colombie-Britannique et le Québec font exception: il est permis d'annoncer les bières et les vins dans les journaux.

Pour la province de Québec qui, d'après les statistiques fédérales, est considérée comme celle où l'on boit davantage, pourquoi Québec serait-elle la seule à continuer ses annonces?

Je crois ces annonces inopportunes. Je sais que la Commission des liqueurs n'en fait pas; la Commission des liqueurs n'en a pas besoin en autant que notre province est concernée, mais ceux qui vendent à la Commission des liqueurs annoncent leurs produits. On sait tous les maux physiques, intellectuels et moraux causés par l'usage des alcools. On sait que les maladies mentales et la cirrhose du foie, si répandues ici, sont causées par un usage exagéré des boissons enivrantes. Les statistiques fédérales nous permettent de constater que c'est dans la province de Québec que ces maladies sont les plus nombreuses et où il y a le plus d'arrestations de gens en état d'ivresse. Ce n'est certes pas un titre de gloire pour notre province.

Oh! Je ne prêche pas la prohibition, moyen radical et suranné, loin de là. Et nous croyons au proverbe: "*Bonum vinum laetificat cor hominum*". C'est d'ailleurs le Seigneur qui a changé l'eau en vin aux noces de Cana. Il faut savoir éviter les extrêmes. Nous ne demandons pas de supprimer le vin; ce que nous demandons, c'est de prohiber les annonces, car l'on sait l'influence de l'annonce, surtout de l'annonce commercialisée. Ces annonces sont faites de façon très habile aujourd'hui.

Lorsque l'on entend ou que l'on voit quotidiennement de telles réclames, cela devient une obsession. On cherche à graver une idée qui peu à peu se traduit par des actes. Comment alors empêcher les jeunes gens de suivre le procédé psychologique normal qui en découle? Il ne s'agit pas du tout ici d'étroitesse d'esprit. Il s'agit ici d'une mesure de bien public. Nous aurions pu présenter un projet de loi; nous ne l'avons pas voulu. Le seul motif de notre amendement, c'est de donner plus d'actualité à la question, et nous voulons laisser au premier ministre tout le mérite de la mesure qu'il jugera bon de passer à ce sujet.

Pourquoi les brasseries dépensent-elles \$200,000 par année en annonces? Ce n'est sûrement pas dans un but philanthropique ou altruiste. Ce n'est pas pour favoriser les artistes, ni pour donner des concerts à la population. Ce serait inadmissible de croire cela. On annonce parce que cela est rémunérateur et que cela rapporte des millions. La bière Boswell veut éviter la concurrence de la bière Frontenac, etc... Je vois dans les journaux de ce matin qu'une décision a été rendue par Radio-État au sujet de ces annonces qui sont du ressort du fédéral. Voilà, je dis bien que c'est du ressort du fédéral, mais j'estime que le gouvernement provincial peut exprimer son idée là-dessus, comme on l'a fait dans les autres provinces.

On a récemment fait une campagne considérable en faveur des annonces. Pour en détruire les effets, il faudrait se prononcer une fois pour toutes. Si la population, par la Législature qui la représente, parlait contre ces annonces, je crois que le but serait atteint. Ceux qui veulent boire n'en seront sûrement pas incommodés. On pourra continuer de boire.

Par ailleurs, c'est une mesure de protection de la jeunesse que je propose. C'est au nom de la jeunesse que je m'exprime cet après-midi parce que s'il y a une tendance à la dégénérescence physique de notre jeunesse canadienne-française, à l'heure actuelle, c'est dû en grande partie à cause de l'alcoolisme. Plusieurs membres de cette Chambre ont des garçons de 15 à 17 ans, et ils n'aiment sûrement pas que ces jeunes gens entendent à cœur de jour des annonces de spiritueux et de bière à la radio.

Par voie d'amendement, je propose donc, appuyé par mon ami, le député de Québec-Comté (M. Marcoux), que tous les mots après "que", dans la motion proposée soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant prête à voter des subsides nécessaires à l'administration, exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures requises pour prohiber dans la province de Québec, toute annonce de vin, bière ou autre boisson contenant de l'alcool."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, ce n'est pas notre habitude de répondre aux motions comme celles que vient de présenter le député de Kamouraska dans les circonstances qu'il a choisies. Je crois que cette motion et les déclarations qui l'ont accompagnée sont des plus regrettables. Il s'agit purement et simplement d'aller siéger en comité des subsides pour étudier les prévisions budgétaires

de la colonisation. Il s'agit d'aider les colons. Pourquoi présenter à cette occasion, une motion pour dire que, dans la province de Québec, les Canadiens français boivent plus que n'importe qui dans le Dominion, et que les gens y sont dégénérés? Tout cela est extrêmement regrettable et honteux, M. l'Orateur, et combien il avait raison ce Français qui disait: "C'est un bien petit oiseau, celui qui salit son nid."

Il est question de voter l'argent nécessaire pour venir en aide aux pauvres colons; il est question de voter de l'argent pour la chose publique, et voilà le député de Kamouraska (M. Chaloult) qui en profite pour nous entretenir de l'ivrognerie de la race. Il parle de l'annonce à la radio, quand tout le monde sait que le contrôle de la radio relève des autorités fédérales. Conséquemment, c'est un manque de connaissances légales de la part du député qui est avocat. La province de Québec ne peut rien faire dans ce domaine.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je soulève un point d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de point d'ordre maintenant. Combien petite, M. l'Orateur, est la conduite de celui...

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je dis que je soulève un point d'ordre. J'ai bien spécifié que la radio dépendait en effet du contrôle fédéral, mais j'ai suggéré au gouvernement provincial d'intervenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Kamouraska manque de sincérité. Lorsqu'un homme qui a le cœur de faire cela, de se saisir d'une question comme celle de la tempérance pour présenter une motion de non-confiance au gouvernement et calomnier sa province...

**M. Chaloult (Kamouraska):** Ce n'est pas une motion de non-confiance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si, cela en est une. Le député ne sait même pas cela, et je suis surpris. Il est vrai qu'il a été longtemps en Floride. Mais pourquoi faire d'une aussi grande question que celle de la tempérance une question de politique? Pourquoi dire, à l'occasion d'un budget de colonisation... pourquoi lancer l'injure aux siens au point de dire que la province de Québec est le paradis des ivrognes et que les Canadiens français sont des dégénérés?

C'est lui, le champion du patriotisme qui vient ainsi fournir des arguments aux ennemis de notre race dans les autres provinces et à l'étranger! C'est lui, le grand patriote, qui fait le jeu des fanatiques qui prêchent contre nous et qui nous détestent! Comme c'est beau! Le grand champion de toutes les vertus qui dit de notre fier petit peuple qu'il est un peuple d'ivrognes et de dégénérés. Pourquoi en un mot insulter tout notre peuple?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je n'ai jamais dit cela!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Élevant la voix) Au lieu de se servir du gouvernement pour vanter les vertus des Canadiens français, au lieu de parler de la vitalité de la race, de rappeler nos gloires du passé, de parler de la sobriété innée des Canadiens français, de la grandeur d'âme de nos paysans, de nos cultivateurs et de nos ouvriers qui sont un exemple...

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je regrette, mais je ne peux pas permettre au premier ministre de déformer constamment mes paroles. Je n'ai jamais dit ce qu'il avance à l'effet que nous soyons une race de dégénérés et d'ivrognes, et je le prie d'accepter ma déclaration.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**Des députés:** Vous l'avez déclaré.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Kamouraska dit qu'il n'a pas dit que les Canadiens français sont des ivrognes. Tout le monde l'a entendu dire cela, tout à l'heure en Chambre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je n'ai jamais dit que, dans la province de Québec, tout le monde était ivrogne. J'ai dit, en m'appuyant sur la lettre collective de NN.SS. les évêques, que, dans la province, une bonne proportion de la population est alcoolisée...

(Effervescence)

Veut-on dire que nos évêques ont tort?

**M. l'Orateur:** Le député de Kamouraska ne peut pas faire un discours en ne voulant que se servir de son droit de réplique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutes les personnes qui ont entendu le discours du

député de Kamouraska (M. Chaloult) savent qu'il a dit: "D'après les statistiques fédérales, la province de Québec est considérée comme celle où l'on boit beaucoup plus qu'ailleurs, où la dégénérescence de la province est due aux abus de l'alcool." Une des raisons pour lesquelles il a présenté son amendement de tout à l'heure, ce fut pour lui permettre de lancer cette injure.

Mais je suis heureux de constater qu'il ne comprend pas la portée de telles paroles<sup>5</sup>. Heureux, en effet, ceux qui ne comprennent pas, malheureux ceux qui ne comprenant pas, se servent de ce Parlement comme d'une tribune pour insulter la race qu'ils ont mission de représenter.

De notre côté, qu'avons-nous fait pour la tempérance? Nous avons diminué le prix des bons vins, des vins médicamenteux, des vins cordiaux, et nous avons en même temps élevé le prix des boissons fortes et des spiritueux. Nous avons empêché la Commission des liqueurs d'annoncer les vins et les bières dans les journaux. Quant à la radio, je dirai que même si le Canada voulait tout contrôler, il ne le pourrait pas; c'est quelque chose d'international.

On peut toujours se rendre aux États-Unis pour annoncer par la radio tout ce que l'on veut. Il y a eu un cas de ce genre pour des annonces faites en Ontario, de la ville de Buffalo.

Si l'on veut parler de la tempérance, j'en suis. Mais qu'on ne fasse donc pas de motion de non-confiance avec des questions de tempérance. Qu'on ne fasse donc pas d'intempérance de langage! Que le député de Kamouraska veuille insulter les braves cultivateurs et les ouvriers de la province, c'est son affaire. Mais, indépendamment des couleurs politiques, je demande à tous les membres de cette Chambre d'oublier le député de Kamouraska et ses tristes idées et de prier pour le repos de son âme et pour sa conversion au sens commun.

(Applaudissements)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je suis surpris de l'indignation du premier ministre. J'ai consulté le député de Kamouraska (M. Chaloult) avant la séance et il n'avait aucune intention de présenter une motion de non-confiance.

Il a présenté cette motion dans un bon but. Les bons éléments sont trop inactifs contre ceux qui retirent des profits de la vente des alcools. On a vu les démarches qui se sont faites en ces derniers temps pour prohiber l'annonce des boissons alcooliques à la radio. Moins on favorise la boisson, moins on coûte cher à l'assistance publique, moins on remplit les



asiles d'aliénés. Il n'est pas question de créer des embarras au gouvernement. Nos évêques n'ont pas protesté contre une telle publicité pour faire de la politique. Ils ont fait cela pour le bien de la race.

Le premier ministre dit que nous ne sommes pas les maîtres à la radio. Le gouvernement peut toujours rejoindre les compagnies qui veulent ignorer ses volontés. Il lui reste le moyen des taxes. De pauvres musiciens ont plaidé pitié. S'il faut encourager la musique en favorisant l'alcool, c'est regrettable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Tout ce qu'il y a devant la Chambre est une motion pour voter les crédits. D'après la coutume parlementaire, la motion du député de Kamouraska, présentée à ce temps-ci, est simplement pour dire que le peuple n'a pas confiance dans le gouvernement.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Cela est si vrai que j'ai la conviction que le député de Kamouraska est prêt à retirer sa motion, si le gouvernement veut la discuter plus tard dans une autre circonstance. Nous discutons sur rien!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est précisément ce que je pensais.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On s'entend à merveille. Nous n'avons pas l'intention de renverser le gouvernement. Nous ne voulons pas lui créer d'ennuis<sup>6</sup>.

**M. Grégoire (Montmagny):** Si le gouvernement veut faire sienne la motion du député de Kamouraska (M. Chaloult), la Chambre va être unanime à l'appuyer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand nous aurons besoin de sources d'inspiration, nous les choisirons nous-mêmes. Nous sommes prêts à discuter une motion analogue en n'importe quelle autre circonstance, mais elle doit être présentée d'une autre manière. Le député de Kamouraska sait que la sienne équivaut à une motion de non-confiance au gouvernement.

**M. Chaloult (Kamouraska):** S'il s'agit de vote de non-confiance, c'est par pure chinoiserie de procédure parlementaire. Si le premier ministre veut me permettre une déclaration, je lui dirai que je n'ai jamais eu l'intention de faire de la politique avec cette motion, ni de créer des ennuis au gouvernement. Je voulais tout simplement faire

valoir notre idée. Je suis disposé à retirer ma motion, mais sur division.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Ça va faire!

**M. Grégoire (Montmagny):** Le premier ministre dénature les paroles du député de Kamouraska en lui faisant dire qu'il avait traité notre peuple de peuple d'ivrognes. C'est sa manière habituelle; nous ne mêlons pas les colons dans cette discussion. Quand il sera question de voter de l'argent pour les colons, nous le ferons.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vote, vote...

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Chaloult, Drouin, Grégoire, Hamel, Marcoux, 5.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béïque, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bouchard, Bourque, Bouthillier, Castonguay, Choquette, Connors, Coonan, Dansereau, Delagrave, Dubé (Rimouski), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marier, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Turcotte, 61.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

**En comité<sup>7</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose de nouveau: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente de terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre est-il disposé à répondre aujourd'hui aux questions soulevées hier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement est prêt à répondre aux questions sérieuses, mais il y a toujours un bout pour les enfantillages que l'on a vus hier. Nous avons passé trois heures, hier, à écouter l'opposition dont les questions n'étaient pas sérieuses. Nous ne recommencerons pas aujourd'hui. Nous sommes contre l'obstruction systématique de l'opposition. Si l'opposition se croit dans une maison d'école, elle se trompe.

**M. Bastien (Berthier):** Comment se fait-il que le gouvernement réduise ses crédits de moitié cette année? Veut-il négliger la colonisation?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est une question très sérieuse, cela. Moi-même, j'ai demandé au ministre s'il avait construit une route du Lac-des-Aigles à Saint-Narcisse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas question de chemins.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Les crédits étaient l'an dernier de \$450,000 pour cet item. Ils sont cette année de \$250,000. Nous avons le droit d'avoir des détails. Jusqu'à date, le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) est le seul qui ait daigné nous répondre. J'ai siégé sous les deux régimes. Je n'approuve pas l'ancien, mais je dois dire qu'il répondait aux questions et que le ministre se faisait aider au besoin de son sous-ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les raisons ont déjà été données! Je vais répondre de nouveau. L'an dernier, l'opposition trouvait que nous dépensions trop et, cette année, elle trouve que nous ne dépensions pas assez. Nous avons diminué cet item, parce que c'est notre politique de ne pas dépenser pour rien. Si notre budget était plus élevé l'an dernier, c'est que nous avions des chemins et des ponts à construire. Il était nécessaire de dépenser pour des travaux qui ont été faits et que l'on n'est pas obligé de refaire. Sous l'ancien régime, il fallait faire, défaire et refaire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avez-vous acheté des lots d'un nommé Bolduc, dans Dorchester?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Très bien!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces lots appartenaient autrefois à la compagnie Atkinson<sup>8</sup> et, à la suggestion du député de Dorchester (M. Bégin), un échange avait été fait, un lot pour un lot, à condition que l'on cède également la chute qui se trouvait à cet endroit, de façon à permettre la réalisation d'un projet d'électrification, quand les circonstances le permettraient. Le gouvernement a acheté de 50 à 60 lots dans le comté de Dorchester pour les verser au domaine de la colonisation, afin de consolider les vieilles paroisses.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je réclame la production de l'arrêté ministériel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vous le promets, dit-il, pour le début de la semaine prochaine.

**M. Grégoire (Montmagny):** Dans ce montant de \$250,000, quelle est la part qui va aux colons?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous avez tous les détails au bas de la page.

En plus de ces lots, le gouvernement est entré en possession d'un pouvoir d'eau qu'il donnera gratuitement à la municipalité de Sainte-Germaine pour électrifier le comté de Dorchester, si la Régie de l'électricité qui étudie le problème conclut à cette possibilité.

Sous l'ancien régime, des échanges de lots se sont faits avec la Brompton Pulp. Le gouvernement Taschereau, par l'intermédiaire de M. Howard, de Sherbrooke, a donné trois-deux lots pour un, complètement déboisé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de parler de l'ancien régime...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après le député, c'est une indécence que de parler de l'ancien régime!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quelle est la position de M. Bolduc, ex-proprétaire des lots?

Il (M. Casgrain) demande plusieurs autres détails.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Faut-il donner la couleur de ses yeux, celle de ses

cheveux, faut-il produire son baptistère? Ce n'est pas M. Bolduc que nous avons acheté, c'est son terrain!

**M. Grégoire (Montmagny)** provoque un débat au sujet des montants payés à M. G. Duchemin<sup>9</sup>, d'Amos, chef de district et inspecteur de la colonisation. Je m'étonne, dit-il, de son salaire qui est de \$2,400.

**Un député ministériel:** C'est le salaire du maire de Québec.

**M. Grégoire (Montmagny):** Sous deux items divers, les dépenses de voyage et de bureau sont au nom de M. Duchemin. Je demande des explications.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Il s'agit de l'inspecteur du district de l'Abitibi et il est, par ce fait, administrateur de tout le bureau dont les frais sont à son nom.

J'offre de produire les factures par le menu détail.

**M. Grégoire (Montmagny):** Il y a plusieurs items aux *Comptes publics* et je veux, dit-il, avoir des détails sur chacun.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** donne la réponse.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le ministre approuve-t-il la réponse du premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** De notre côté, il n'y a personne qui occupe deux charges.

**M. Grégoire (Montmagny):** Mais il y a deux hommes pour une même charge.  
(Rires)

Est-il vrai que le ministère de la Colonisation a acheté pour \$10,000 de dactylographes?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne sais pas si c'est \$9,000 ou \$10,000, mais ce que je sais, c'est que les employés de l'ancien régime sont partis en emportant les dactylographes appartenant au gouvernement.

Une enquête se poursuit actuellement. Nous avons plusieurs pièces à conviction. Nous avons retracé à date pour \$40,000 de marchandises... Nous avons même retrouvé un tracteur qui était rendu en Abitibi.

Les employés du ministère ne sont pas des chevaliers du corridor, ils travaillent et ont besoin de machines à écrire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le ministre me semble bien violent aujourd'hui. Il parle comme un grand justicier: sa voix retentit comme celle des géants antiques.

(Rires)

Mais il dit qu'il y a des gens qui ont volé dans son département. Les a-t-il fait arrêter?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** J'en ai fait arrêter 19 d'un seul coup. Il y en a même un, un ancien du collège de l'opposition, qui a passé neuf mois en prison parce qu'il avait fait des "détournements de département".

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a même des gens qui ont passé deux ans au pénitencier pour des détournements de fonds, car c'est bien ce que veut dire le ministre par "détournements de département".

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Je tombe de surprise en surprise. Le chef de l'opposition pêche par ignorance ou par mauvaise foi. Les colons sont choisis par les comités paroissiaux; leur choix est ensuite soumis aux comités diocésains et à la Commission du retour à la terre, qui comprend des représentants du fédéral, du Canadien National, du Pacifique Canadien et du gouvernement provincial. Je ne suis pas responsable du choix. La différence qu'il y a avec autrefois, c'est que nous punissons les coupables.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'on en faisait autant sous l'ancien régime. Nous en avons fait arrêter comme vous le faites et comme vous le ferez. Quand on emploie une vingtaine de milliers de personnes, il n'est pas étonnant qu'il s'en glisse de toutes sortes: il peut se trouver des personnes pas trop odoriférantes au point de vue moral. Ce n'est pas pour blâmer le gouvernement que je dis cela, mais pour montrer que plus ça change, plus c'est pareil.

Il (M. Bouchard) cite une lettre d'un colon qui a à se plaindre de l'inspecteur de la colonisation; c'est, poursuit-il, un exemple frappant du favoritisme qui se pratique dans le département de la Colonisation<sup>10</sup>.

Avec cette politique, ajoute-t-il, on force des gens à crever de faim; on les prive de travail parce qu'ils ne veulent pas passer sous les ordres de gens

nommés pour surveiller les intérêts de l'Union nationale, beaucoup plus que ceux de la colonisation. Je cite un autre cas de favoritisme, celui de Saint-Paul de Montmagny, où l'on a deux inspecteurs de colonisation, un notaire qui remplit plusieurs autres charges pour le gouvernement et un nommé Adrien Morin.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je viens justement de recevoir une autre lettre de colon mécontent. Il donne lecture de la lettre à laquelle est annexée une résolution passée par les colons du Témiscamingue, qui demandent l'amélioration de leur sort et une prime de défrichement de \$50 l'acre.

**M. Lesage (Abitibi):** Est-ce que le député est en faveur de cette prime?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Demandez-le au gouvernement. C'est le gouvernement qui est responsable pour avoir fait miroiter devant les colons une prospérité qu'il ne pouvait pas leur donner. C'est l'Union nationale qui a rendu les colons insatiables, en leur promettant trop, tandis qu'elle ne leur a donné que la misère.

**M. Tardif (Frontenac):** Il y a trois jours et demi que les oreilles nous "silent" avec les discours du député de Rivière-du-Loup. Ça n'a plus de bon sens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est évident que l'opposition fait de l'obstruction. On doit s'en tenir à la discussion de l'item en question. Je demande qu'on fasse respecter les règlements. Au début de la séance, le député a dit qu'il en avait pour cinq minutes. S'il n'a pas de parole, c'est son affaire. On doit s'en tenir à la discussion du crédit et ne pas faire perdre le temps de la Chambre à lire des lettres.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne demanderai pas au premier ministre de retirer son expression. Il a toujours raison. Mais la population sait maintenant qu'il n'a pas de parole.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je veux continuer.

**M. le président:** Le député de Rivière-du-Loup a répondu au premier ministre et je ferai remarquer que je n'endurerai pas de digression dans le genre de celles de la séance d'hier.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** reprend la lecture de la lettre de son colon.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ferai remarquer au président qu'il devrait mettre en application le règlement d'une heure<sup>11</sup>. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui, par son attitude d'obstruction, veut tourner la Chambre en ridicule, a parlé 55 minutes hier et il a parlé plus de 30 minutes aujourd'hui sur le même item.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre n'a pas le droit de dire que je ridiculise la Chambre. Qu'il retire cette expression. Ce n'est pas parlementaire.

**M. le président:** Il est vrai qu'en vertu de l'article 245, un député n'a pas le droit de dire d'un autre qu'il ridiculise la Chambre et je demanderai au premier ministre de retirer ses paroles<sup>12</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) soit déclaré hors d'ordre pour avoir parlé plus d'une heure. J'insiste pour l'application du Règlement.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il n'y a pas de décorum. Il y a une décision et je demande que le premier ministre s'y conforme.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. le président, faites-lui retirer ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je refuse.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'espère que le premier ministre va se rendre à la décision du président. Sinon, que celui-ci fasse rapport à l'Orateur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai demandé la mise en vigueur du règlement d'une heure.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande que le président fasse rapport à l'Orateur pour faire retirer ses paroles au premier ministre.

**M. le président:** En vertu du Règlement, on n'a pas le droit de dire qu'un député ridiculise la Chambre et je demande au premier ministre de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète qu'il n'y a rien dans les règlements qui interdise de dire que l'attitude du député et de l'opposition est de nature à ridiculiser la Chambre. Il n'y a rien d'antiparlementaire en cela. Si la décision du président est à cette fin que je retire mes paroles, je n'aurais pas d'objection à le faire, mais il n'y a pas de mal à dire que l'attitude de l'opposition est de nature à jeter du ridicule sur la Chambre.

(Rires)

**Les députés** font du vacarme.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le premier ministre ne veut pas retirer ses paroles, je vais en appeler à la Chambre.

**M. le président:** Il n'est pas permis à un député de faire de l'obstruction à un tel point que cela ridiculise la Chambre, et je demanderais aux députés de s'en tenir à la discussion du crédit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je maintiens mon point d'ordre et je demande le respect du règlement d'une heure. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a parlé plus d'une heure sur le crédit. Il n'a plus le droit de parler. Sinon j'en appellerai à la Chambre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le premier ministre n'est pas satisfait de la décision du président, il n'a qu'une chose à faire, c'est d'en appeler de sa décision à l'Orateur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Parlant d'un point d'ordre; si l'on tient compte des interruptions, je vous assure, M. le président, que je n'ai pas parlé plus de 10 minutes hier soir. En tout, j'ai dû parler environ 20 minutes. De plus, je sou mets que le bâillon ne s'applique pas en comité plénier ou en comité des subsides. Je me demande de quelle façon on a mesuré le temps si on l'a fait. C'est un bâillon que l'on veut nous imposer!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** D'après l'article 296, un député peut prendre la parole aussi souvent qu'il le veut en comité plénier et en comité des subsides. Le Règlement ne s'applique qu'à la Chambre lorsqu'elle siège comme Chambre et non en comité plénier.

**M. le président:** Je dois admettre que je n'ai pas tenu le temps et que je ne puis prendre de

décision sur le point d'ordre. Mais je suis d'opinion que le règlement d'une heure ne s'applique pas en comité plénier.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Bon. Tout cela a fait perdre 10 minutes à la Chambre. Je continue la lecture de la lettre. D'ailleurs, ce ne sera pas long. C'est le rôle de l'opposition de signaler les abus.

Il (M. Casgrain) lit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au député de s'en tenir à l'item à l'étude et de ne pas prendre une attitude qui soit de nature à ridiculiser la Législature.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande encore au premier ministre de retirer ses paroles.

**M. Tardif (Frontenac):** Le premier ministre n'a pas dit que le député ridiculisait la Législature, il lui a demandé de ne pas prendre une attitude qui soit de nature à ridiculiser la Législature.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est bon. C'est le député de Frontenac qui rend les décisions à présent, passons!

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande que le comité rapporte progrès. J'ai une question à soumettre à l'Orateur.

L'étude de la résolution est suspendue.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

### Travaux de la Chambre:

#### Question de procédure

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, j'ai une question à vous soumettre. Je suis certain que le nouvel article 229a du Règlement qui limite à une heure la durée des discours doit s'appliquer en comité des subsides et en comité plénier aussi bien qu'en Chambre. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) parle depuis au-delà

d'une heure et demie. Je vous demande de rendre une décision sur ce point. Je demande que le Règlement soit appliqué.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'estime que pour appliquer en comité plénier et en comité des subsides le règlement en question, il faudrait amender l'article 296 d'après lequel un député peut parler aussi souvent qu'il le veut en comité.

**M. l'Orateur:** Vu que l'article 229a du Règlement limitant à une heure la durée des discours a été présenté à la présente session et, à ma connaissance, n'a jamais été interprété en ce qui concerne le comité plénier ou celui des subsides, il y a certainement ambiguïté; les règlements ne semblent pas clairs à ce sujet et je demande à la Chambre de me donner une direction.

Je vais rendre une décision et je demanderais à un député de demander le vote sur ma décision, afin que je puisse recevoir une directive de la part de l'Assemblée législative. Pour qu'on puisse provoquer un vote, je dirai donc que la discussion d'un poste du budget est un débat et qu'alors, le Règlement doit s'appliquer non seulement en Chambre, mais en comité plénier, même si le député parle à diverses reprises. J'espère qu'un vote de la Chambre viendra éclairer cette question.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle de votre décision à la Chambre.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Carignan, Caron, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 55.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. l'Orateur, avant...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable sénateur Sir Thomas Chapais célèbre aujourd'hui son 81<sup>e</sup> anniversaire de naissance. Ses collègues doivent lui présenter leurs vœux à 5 h 30 et je voudrais avoir l'opportunité d'assister à cette réunion intime. Nous allons déclarer qu'il est 6 heures et que la séance reprendra ce soir à 7 h 30.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai qu'une question à poser à l'Orateur, et ça ne prendra pas un quart de minute. Je veux savoir si le règlement d'une heure s'appliquera à chaque item du budget ou au comité dans son ensemble.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection à admettre que chaque député pourra parler une heure sur chacun des items.

**M. l'Orateur:** Je crois qu'il n'est pas possible d'interpréter autrement le Règlement. Un député aura le droit de discuter une heure sur chaque item du budget<sup>13</sup>.

La séance est suspendue à 5 h 30.

### Reprise des travaux à 7 h 30

#### Bureau central des écoles protestantes de Montréal

**M. Bulloch (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bulloch (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Plage Laval

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 118 modifiant la charte de la ville de Plage Laval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de East Angus**

**M. Sherman (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 modifiant la charte de la ville de East Angus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité<sup>14</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente de terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** s'informe si la Chambre siégera demain.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
On ne siégera pas, si tous les crédits de la colonisation, moins un, sont adoptés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je reviens à la lettre de mon colon, mais je n'en continue pas la lecture.

Cette lettre, dit-il, a montré qu'il existait encore du patronage dans la politique de colonisation.

**M. Bastien (Berthier)** fait une sortie contre les inspecteurs de colonisation dont le nombre est de

350 pour environ 40 comtés où il se fait de la colonisation. C'est trop! C'est là le gaspillage du département de la Colonisation, dit-il. Le ministre a prétendu avoir augmenté son personnel et l'on voit qu'il a 350 inspecteurs qui coûtent environ \$450,000, tandis que nous avons environ 125 inspecteurs. Je me demande même s'il n'y a pas des gens du comté de Montréal-Saint-Jacques parmi ces inspecteurs.

**M. Grégoire (Montmagny)** commence la lecture d'une lettre de colon. Je reproche au gouvernement de ne pas donner d'ouvrage aux colons et de ne pas les protéger contre les exploiters. Le premier ministre est un sujet de scandale pour toute la Chambre.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** l'interrompt.

**M. Grégoire (Montmagny):** Que le ministre se rapproche pour que je le comprenne.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Ce sont les électeurs de Montmagny qui se rapprochent de moi.

**M. Grégoire (Montmagny)** pose des questions<sup>15</sup>.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** répond.

**M. Grégoire (Montmagny):** (Parlant de clavigraphes) Je reproche au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) d'avoir acheté pour \$10,000 de machines à écrire en une année. Pour s'excuser, dit-il, on parle de deux machines volées sous l'ancienne administration. Mais il y a de cela trois ans. Avec quoi a-t-on écrit depuis?

**Une voix:** La machine de chauffeur-maire.  
(Rires)

**Des députés** font du vacarme.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le ministre va-t-il répondre? Le député de Montréal-Saint-Jacques ne veut pas être dérangé?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**  
Je ne participe pas à votre discussion.  
(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** Le ministre sait-il que les députés ont le droit de poser des questions pour savoir comment est dépensé l'argent du peuple?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**  
Du moment qu'elles sont intelligentes.

**M. Grégoire (Montmagny):** Combien y avait-il de machines à écrire quand vous êtes arrivés au pouvoir? Combien le ministre en a-t-il acheté la première année? Combien en a-t-il acheté la deuxième année?

**M. Béïque (Chambly):** Combien avez-vous eu de chauffeurs quand vous étiez maire de Québec?  
(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** Le colon dont je parlais tantôt se plaint qu'on engage des camions pour charroyer du gravier pour une route.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Je vais expliquer pourquoi. Le village de Beaudry est situé à 10 milles de Rouyn. Avant, il fallait faire un long détour, et j'ai obtenu du gouvernement la construction d'une nouvelle route reliant Beaudry à Rouyn. Si on a eu recours à des camions, c'est qu'il fallait aller chercher le gravier à 10 milles. Avec des chevaux, ce n'était pas pratique. Les colons étaient plus anxieux d'avoir la route que de faire quelques piastres immédiatement.

**M. Grégoire (Montmagny):** Ces explications sont plausibles. Le député renseigne mieux que le ministre.

**M. le président:** Je ferai remarquer au député de Montmagny (M. Grégoire) qu'il a atteint la limite d'une heure.

**M. Grégoire (Montmagny)** proteste et veut continuer à parler.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Que le député prenne son siège. Ça fait une heure qu'il parle, c'est assez.

**M. Grégoire (Montmagny):** J'en appelle de votre décision. Je ne vois pas comment on peut dire que j'ai parlé une heure.

La résolution est adoptée<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et d'ensemencement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation et Société d'aide aux colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration et publicité, (Colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le ministre voudrait-il expliquer en quoi cette publicité consiste.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**  
C'est de la publicité.  
(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** Je vois souvent des portraits de ministres dans les hebdomadaires et d'autres journaux. Est-ce cela?

(Rires)

Qui paie pour ça?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** La reconnaissance du peuple.

**M. Grégoire (Montmagny):** Qui paie pour ça?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**  
La même chose que vous.

**M. Béïque (Chambly):** Quand même on voudrait les payer, ils ne publieraient pas son portrait.

**M. Grégoire (Montmagny):** Il y a un compte: *Le Journal*, \$1,206. Qu'est-ce que les colons ont reçu pour cet argent? En quoi les colons ont-ils profité de cette publicité?

Il (M. Grégoire) attend un instant, mais on ne lui répond pas.

Nous ne pouvons avoir de réponse? À quoi bon un comité? On dépense de l'argent par millions et l'on ne donne pas la moindre explication. On parle d'immigration. Est-ce que l'on fait de l'immigration quand nous avons autant de chômeurs?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est la première fois que j'entends un professeur d'université demander la signification de l'immigration. L'immigration, c'est une politique en vertu de laquelle on reçoit les étrangers qui veulent venir s'établir dans un pays. Il y a toutes sortes



d'immigration. Pour certains, c'est notamment une politique par laquelle on immigré dans sa poche un salaire destiné à un chauffeur.

(Rires)

**Des députés** font du vacarme.

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est une insinuation gratuite que le premier ministre devrait retirer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une insinuation. C'est si peu une insinuation que le député de Québec-Centre a vu de qui je parlais.

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'insiste pour que le premier ministre retire ce qu'il vient de dire. Il faut qu'il y ait du décorum ici.

**M. Béique (Chambly):** On va dire que le député de Québec-Centre était le chauffeur du maire de Québec.

(Rires)

**M. le président:** C'est une question d'interprétation. Je rejette le point d'ordre.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a un item de \$100<sup>17</sup> pour l'Union nationale. Qu'est-ce que cela?

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une revue américaine<sup>18</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce le supplément d'*En Avant*<sup>19</sup>? (Se tournant vers M. Casgrain). J'ai vu rire le premier ministre. J'ai gagné ma gageure. Donnez-moi mon cinq sous.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Cette histoire d'Union nationale, ce n'est pas une affaire américaine. C'est le cas d'un cabaleur de l'Union nationale qui a arraché \$100 au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger), a parti un journal et a exploité les compagnies. Les plaintes furent si nombreuses que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a dû le faire arrêter.

**Des voix:** Adopté! Adopté!

**M. Grégoire (Montmagny)** veut parler.

**M. le président:** L'item est adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je proteste.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification et inventaire des terres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Grégoire (Montmagny):** Quelles terres le gouvernement veut-il acheter?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Aux meilleurs endroits.

**M. Grégoire (Montmagny):** J'insiste, dit-il, pour une réponse plus précise.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement n'ira pas annoncer d'avance quelles terres il a l'intention d'acheter parce qu'il pourra se trouver des gens âpres à la curée, des gens intéressés qui iraient prendre des options et tenter d'avoir un prix trop élevé.

**M. Grégoire (Montmagny):** Pourquoi acheter des terres quand nous en avons tant?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous ne dirons pas quelles terres nous voulons acheter. Il y a des gens qui pourraient prendre des options et essaieraient d'exploiter le gouvernement. Il y a des gens si intéressés à l'argent qu'ils préféreraient empocher deux salaires quand ils pourraient donner de l'ouvrage à une personne, en ne recevant qu'un seul salaire.

(Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour établissements agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes,

octrois pour construction, (Colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développement de l'industrie des combustibles (Colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**Un député:** Il s'agit d'aider le développement de l'industrie des gazogènes.

**M. Leduc (Laval):** J'en profite pour féliciter le gouvernement d'aider cette industrie de nature à aider l'agriculture et l'industrie, mais je regrette qu'on n'accorde pas un plus fort montant.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
9. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour drainage, (Colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Leduc (Laval):** (Faisant quelques remarques) N'y aurait-il pas moyen d'établir une plus étroite coopération entre l'Agriculture et la Colonisation dans ce domaine?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je désire informer le député que nous sommes à étudier un projet de loi pourvoyant à la création sous peu d'un comité qui s'occupera de drainage des terres. Cette commission sera composée des ministres de la Colonisation (l'honorable M. Auger), de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), de la Voirie (l'honorable M. Carignan) et des Travaux publics (l'honorable M. Bourque). On pourra ainsi avoir une plus entière collaboration pour l'exécution de ces travaux auxquels des milliers de dollars seront consacrés cette année.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En marge de cette déclaration, je désire signaler les nombreux dangers que comporte le drainage un peu trop généralisé. On fait égoutter les terres dans les petites rivières qui peuvent se gonfler dangereusement et provoquer des éboulis, comme cela s'est produit en Italie. On draine des terres dans mon comté et dans Rouville. Il serait bon de laisser l'eau sur les terres pendant quelques jours. Je crois que la façon d'y arriver serait d'installer de petites digues pour empêcher l'eau des terres de s'égoutter tout à la fois dans les rivières. Les digues permettraient aux

rivières d'écouler le flot de leur niveau inférieur, et les villes situées le long de ces rivières n'en seraient pas menacées.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais de transport se rattachant à l'établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développement de l'industrie de la chèvrerie, (Colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la colonisation, encouragement à la petite industrie et diverses dépenses imputables aux mouvements de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour retour à la terre, plan Rogers-Auger<sup>20</sup> (administration), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Compagnie de Navigation de Charlevoix-Saguenay, octrois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat agricole du Lac-Sergeant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Questions et réponses:****Travaux dans la paroisse de Saint-Damien de Brandon**

**M. Bastien (Berthier):** 1. Le ministre de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Damien de Brandon, comté de Berthier, au cours de l'été 1937?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Non.

2. No 1.

**Aide à la jeunesse**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 43 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi d'un million de dollars.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose: Que conformément à l'article 3 de la loi de l'aide à la jeunesse (2 George VI, chapitre 5), tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution, une somme de deux millions de dollars pourra être affectée, aux fins de ladite loi, au lieu de la somme de un million déjà autorisée.

Le gouvernement de Québec a, rappelle-t-il, été le premier des gouvernements du dominion à prendre des mesures pour venir en aide à la jeunesse. Le gouvernement de Québec a pris l'initiative de voter \$1,000,000 pour les jeunes, et Ottawa emboîta le pas peu après. Le gouvernement central proposa une entente, et la province fut heureuse de collaborer au projet proposé par M. Norman McLeod Rogers, ministre du Travail.

Québec a dépensé \$582,000 pour l'organisation de divers cours. Les plus utiles furent ceux que l'on donna dans les centres ruraux. Il y en eut dans 300 paroisses pour les jeunes agriculteurs. Un total de 12,000 fils<sup>21</sup> de cultivateurs ont obtenu ainsi un complément à leurs études élémentaires et des notions d'agriculture spécialisée.

Le gouvernement central ne contribue à aucune dépense spéciale et Québec a défrayé seul, sans l'aide d'Ottawa, le coût de l'École des mines de Val-d'Or. Actuellement, 75 élèves ont suivi les cours, 30<sup>22</sup> ont été placés, et l'on a l'assurance que l'industrie minière emploiera tous ceux qui seront formés à cet endroit.

Avec la coopération du département des Terres et Forêts, 300 jeunes gens ont aussi été préparés, à l'école Duchesnay, dans le comté de Portneuf, à devenir utiles dans l'exploitation forestière. À l'École technique de Montréal, une école de coupe a été organisée, des cours d'art culinaire, de couture et d'arts domestiques ont été donnés dans les campagnes. En un mot, depuis 1937, 20,000 personnes, dont 6,000 jeunes filles, ont reçu un entraînement. Ces jeunes sont préparés pour se mettre à la disposition des employeurs avec les qualifications requises.

Le gouvernement fédéral veut voter \$4,500,000 pour les jeunes des neuf provinces pour être dépensés en trois ans<sup>23</sup>. Selon Québec, le montant de la contribution d'Ottawa ne sera pas suffisant. Nous avons été les premiers et nous ne voulons pas rester en arrière. Nous allons voter un autre million pour venir en aide à la jeunesse, malgré qu'il reste environ \$80,000 sur celui qui a déjà été voté.

Le gouvernement est heureux de collaborer avec Ottawa, mais il ne se laissera pas entraîner dans une voie dangereuse qui aboutirait à un système d'éducation en marge des écoles établies. Nous ne voulons pas permettre au fédéral de mettre la main indirectement sur l'éducation dans la province de Québec par le moyen d'écoles spécialisées.

J'ai confiance, dit-il, qu'Ottawa comprendra la mentalité de la province de Québec et acceptera de coopérer sur ces bases. Toutefois, j'espère en obtenir plus du gouvernement central.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis, dit-il, certainement en faveur de l'aide à la jeunesse, mais je me demande si les résultats sont aussi satisfaisants.

Quatre jeunes gens n'ont pu être placés malgré les belles promesses du gouvernement. Ils sont venus me voir au début de la session et m'ont

dit: "On nous a fait suivre des cours d'entraînement, on a promis de nous placer et, notre cours fini, on ne s'occupe plus de nous."

Le plan n'est pas administré comme il devrait l'être. Ce qui importe, c'est de placer les jeunes. Je n'ai pas l'intention de laisser Ottawa intervenir dans notre système d'éducation et je sais que ce n'est pas non plus son intention. D'après les documents les plus officiels, dans la province de Québec, plus de 20,000 jeunes personnes ont bénéficié des cours d'entraînement en vertu du plan fédéral accepté par la province. Sur ce nombre, seulement 25<sup>24</sup> ont été placées après leur entraînement dans Québec.

Les documents que je cite sont des documents officiels. Je crois qu'on se sert de la loi pour faire du favoritisme, sans s'occuper, comme on le devrait, du point de vue pratique. Ce dont nous avons besoin pour les nôtres, ce sont des positions. Des cours, c'est bien beau, mais les jeunes ont surtout besoin de gagner leur vie une fois qu'ils les ont suivis.

D'après les statistiques, les cours d'entraînement ont été suivis, dans Québec, par 13,542 personnes du sexe masculin et 6,853 du sexe féminin. Sur ce nombre, 25<sup>25</sup> ont été placées. En Ontario, les placements sont plus considérables. En Ontario, 1,586 personnes du sexe masculin et 1,330 du sexe féminin seulement ont suivi les cours. Sur ce nombre, 869 du sexe masculin et 342 du sexe féminin ont été placées. Il est temps qu'on change notre système. Il est exagéré de dépenser \$600,000 pour placer 25 personnes. J'espère que le ministre trouvera moyen de faire donner à la loi de meilleurs résultats et qu'on emploiera mieux l'argent du fédéral.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Pour bien montrer combien l'ancien régime avait négligé la jeunesse, je dois dire que nous avons eu 32,700 demandes et que nous avons échangé avec les candidats 100,250 lettres. Le chef de l'opposition a cité les statistiques de l'Ontario. Dans la province voisine, on a considéré comme placés tous ceux qui ont suivi des cours. La province de Québec pourrait se vanter d'avoir placé plus de jeunes que l'Ontario si elle établissait des statistiques de la même façon. Si nous adoptons le même raisonnement, nous pourrions dire que, dans l'industrie forestière, par exemple, nous avons placé 700 jeunes gens. L'Ontario dit qu'elle a placé 50 élèves à Salisbury<sup>26</sup>. En procédant de la même manière, nous pouvons déclarer que nous avons placé 75 élèves dans l'industrie minière, et ainsi de suite.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi ne le dites-vous pas s'ils sont placés?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Parce que nous sommes sincères et que nous ne voulons pas considérer l'entraînement comme un emploi régulier.

La province d'Ontario n'a dépensé que \$150,000 pour les jeunes, tandis que Québec a dépensé \$600,000. Si Ottawa ne tient pas compte de la mentalité de notre province, le plan tel que proposé sera un fiasco. Même si Ottawa ne collabore plus, Québec qui a pris l'initiative d'aider les jeunes, continuera à le faire.

Je continue à montrer l'autre partie de la comparaison entamée entre Québec et Ontario. Dans Québec, 6,000 personnes du sexe faible ont suivi des cours. En Ontario, 500 personnes ont été placées dans des institutions et on les a comptées comme "placées". En Ontario, 500 fils de cultivateurs ont été placés sur des fermes avec un salaire de \$10 par mois. Dans Québec, des cours ont été donnés à 12,000 fils de cultivateurs.

En Ontario, il est permis de placer des jeunes gens dans les industries pour leur apprentissage. Dans Québec, l'on espère en arriver à une entente avec les unions ouvrières pour suivre le même système, pour compléter l'éducation donnée dans des écoles techniques. Voilà où le chef de l'opposition prétendait voir qu'en Ontario on avait fait plus pour les jeunes que dans Québec.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les chiffres que j'ai donnés, dit-il, représentent effectivement les placements permanents.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** (Parlant ensuite des quatre jeunes gens auxquels le chef de l'opposition a fait allusion) J'ai reçu, déclare-t-il, des menaces de leur part; mais ils prétendaient faussement que le gouvernement avait promis de les placer. Nous les avons mis en état de gagner leur vie, dit-il, mais nous ne leur avons jamais garanti de positions.

J'espère, ajoute-t-il, pouvoir faire quelque chose pour les jeunes dans le domaine de l'apprentissage, avec la collaboration du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

Le chef de l'opposition considère l'instruction comme une chose secondaire. Ce qui importe pour lui, c'est le placement. Il est au soir de la vie et il s'attend qu'on le placera au Sénat.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si j'attends après votre organisme pour être placé, je vais attendre longtemps.

(Rires)

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Nous continuerons comme par le passé à venir en aide à la jeunesse, et j'espère que l'opposition collaborera avec nous dans ce domaine.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le ministre des jeunes n'a pas confiance aux statistiques d'Ontario, je peux aussi lui citer celles du Manitoba. Là-bas on a entraîné 6,000 personnes, mais on en a placé 800. Il n'y a que la province de Québec qui est dans un si mauvais état au point de vue de l'aide à la jeunesse.

On n'a placé que 25 jeunes gens sur 20,000 personnes entraînées; dans les autres provinces, on en a placé 800 dans un cas, 1,100 dans l'autre, en Ontario. Ces chiffres démontrent qu'il y a quelque chose qui va mal dans la province en ce qui concerne l'administration de l'aide aux jeunes.

Le ministre dit que des jeunes gens sont allés se plaindre à lui: c'est tout naturel qu'on aille se plaindre aux gens qui détiennent le pouvoir et, une fois évincés, c'est aussi tout naturel qu'ils viennent voir le chef de l'opposition sur la suggestion du ministre.

Le ministre a laissé entendre que son chef de service, M. Laberge, m'avait donné l'information que j'ai en main. Ces informations, je les ai obtenues d'Ottawa. Qu'il n'aille pas étaler sa justice sur la tête d'un innocent et le destituer parce qu'il donne des informations au chef de l'opposition. Je n'ai pas revu M. Laberge depuis mon départ du ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

Quant à ce qui concerne ma position de sénateur, je dirai que ce n'est pas si sûr que cela. Je suis loin d'être nommé. (Badinant) Mais de telles positions m'ont déjà été offertes et je les ai refusées. Que voulez-vous (riant), je coule des jours si heureux ici! Parfois, il y a des orages, mais le ciel redevient serein. Tiens, je vois déjà que le premier ministre est de bonne humeur.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis vraiment peiné d'apprendre la nouvelle que vient de nous communiquer le chef de l'opposition. Il nous annonce maintenant que sa position de sénateur, ce n'est pas si sûr que cela, que ses chances sont bien minces...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si ça m'arrive, je serai content et j'espère que cela va vous faire plaisir.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je serais très heureux si le chef de l'opposition était nommé au Sénat, mais il admettra que je pourrais difficilement intervenir. Il n'y a qu'une chose qui peut nuire à sa nomination: c'est que M. King a promis de faire des réformes au Sénat et l'on admettra que ce ne serait pas réformer le Sénat que d'y placer le chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. King n'a pas promis l'abolition du Sénat, lui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En tout cas, je souhaite au chef de l'opposition du succès dans ses entreprises et la réalisation de ses aspirations les plus chères.

Pour en revenir au bill, qu'est-ce que nous demandons? Le représentant des jeunes dans le cabinet, le dévoué, éclairé, le brillant, le talentueux et le jeune ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau)...

(Rires)

... qui consacre le meilleur de lui-même à la cause des jeunes, a dit que le gouvernement avait pris l'initiative de voter \$1,000,000 pour la jeunesse en 1937. La province a été la première à voter de l'argent pour l'aide aux jeunes. À la suite de l'initiative entreprise par le gouvernement d'Union nationale, Ottawa a contribué une part en payant un certain montant à Québec et à toutes les autres provinces, à la condition qu'on se charge, dans les provinces, des frais d'administration et des autres frais, qui sont considérables.

À quoi consacrer cet argent? Nous avons pensé aux écoles techniques, l'une des rares institutions pour lesquelles l'ancien régime mérite nos félicitations. Mais la contribution fédérale ne représente que le surplus de ce qui existe en frais d'enseignement. En fait, la contribution de Québec représente les deux tiers du coût total d'application de ce plan. À la demande de mon dévoué collègue, l'excellent député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), M. Thompson, qui s'occupe de l'aide à la jeunesse à Ottawa, est venu me voir cette semaine.

Au cours de l'entrevue, je lui ai dit: "Il est bien bon de travailler à l'établissement des jeunes, mais n'éparpillons pas trop nos efforts." Concentrons

nos efforts sur des points particuliers et propres à notre province. Nous avons des carrières à offrir dans les mines, l'agriculture et les forêts, ressources naturelles dont la province abonde. C'est dans ce sens que doivent être dirigés les jeunes.

Nous avons été le premier gouvernement depuis la Confédération à établir une mine-école à Val-d'Or dans l'Abitibi. Nous avons établi à Québec une École des mines et de métallurgie en lui donnant un subside annuel de \$100,000 *ad aeternum*. Ces initiatives s'ajoutent aux \$2,000,000 de l'aide aux jeunes. Nous avons aussi le crédit rural qui a permis à nombre de jeunes gens, de 75,000 à 100,000 je crois, de s'établir sur la terre. Le crédit rural, une initiative du dévoué et fécond ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault)...

(Rires)

... donne des résultats irréfutables et irréfutés. Nos forêts sont très riches parce qu'elles représentent, en réglementant les cours d'eau, une richesse immense. Ces forêts ont besoin d'être surveillées, inventoriées: pourquoi ne pas spécialiser notre jeunesse dans les carrières forestières, vers l'étude et la préservation de la forêt?

Pourquoi ne pas la spécialiser dans la chimie? Dans les textiles? C'est dans le domaine qui nous est propre que l'effort doit porter et non dans un champ trop vaste.

M. Thomson, représentant du fédéral, a compris ce point de vue. Il m'a dit: "Vous avez parfaitement raison."

Le gouvernement d'Ottawa a fait quelque chose. Il va voter une somme de \$4,500,000 pour toutes les provinces pour trois ans. Mais ce n'est pas suffisant pour les neuf provinces.

Dans nos statistiques critiquées par l'opposition, nous présentons comme placés des gens qui le sont réellement, et non pas, comme c'est le cas du chef de l'opposition, un homme qui aspire à une position de sénateur, mais qui ne l'a pas.

(Rires)

Nous plaçons les gens et nous ne leur donnons pas quelque chose d'aléatoire. Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) mérite le titre de représentant dévoué des jeunes par les organisations merveilleuses qu'il a édifiées pour donner du courage à une jeunesse morte, en auréolant ses aspirations des besoins de l'avenir. C'est l'intention du gouvernement de continuer son œuvre pour armer la jeunesse pour la vie. Nous voulons bâtir une jeunesse forte qui saura regarder l'avenir avec espoir.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La province tient bien ses statistiques à ce que dit le premier ministre. Si, pour placer 25 personnes, il en a coûté \$1,000,000 en une année, cela me paraît un peu cher. Il faut améliorer l'enseignement technique. Je l'ai déjà dit: l'enseignement de l'aviation s'impose. Nous avons manqué l'occasion de placer 600 techniciens dans cette industrie parce que nous n'en avons pas préparés. Il est temps de prendre position rapidement. L'aviation est utile dans le commerce et peut-être dans la guerre aussi.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** Les canons!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Voici \$2,000,000 pour la jeunesse. On n'en parle pas dans le budget. L'an dernier, on a voté \$50,000,000 pour la voirie, on n'en parle pas dans le budget.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Pour la jeunesse, il y a \$250,000 pour l'aide à la jeunesse.

**M. Bastien (Berthier):** Ce n'est pas \$1,000,000, ça.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** On n'a pas tout dépensé.

**M. Bastien (Berthier):** Alors, pourquoi en demander encore?

**Un député ministériel:** Vous ne comprenez rien, vous autres.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Et ces libéralités seront payées par les générations futures.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre veut-il prétendre que l'argent qu'il dépense pour faire instruire ses enfants sera payé par ses petits-enfants?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pas du tout. Ce n'est pas la même chose. D'ailleurs, le premier ministre sait-il bien ce qu'il dit, lui qui n'a pas d'enfant?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Tourné du côté de l'honorable M. Auger) C'est pour ça que ma famille ne coûte pas cher à la province.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La mienne non plus. (Observant l'honorable M. Auger) Il y a des détails que j'aime mieux taire.

Les conditions sont pénibles dans la province. Avec les \$2,000,000 pour la jeunesse, on ne couvre qu'une partie. Combien n'ont jamais été requérants pour bénéficier des cours d'entraînement? Mais comment trouver le moyen de mettre cette jeunesse à l'ouvrage? Cela demanderait un Conseil économique. Les ministres sont débordés d'ouvrage, apparemment.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne veux pas interrompre le député, mais je lui dirai qu'un Conseil économique, ce n'est pas cela qui va donner de l'ouvrage.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Non, mais c'est cela qui règle les problèmes économiques dont souffre la province. D'après les statistiques, l'aide à la jeunesse a été un fiasco dans Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce n'est pas exact.

**M. Barré (Rouville):** Si les résultats semblent minimes, si l'on ne considère que le nombre des jeunes gens qui ont obtenu des positions de mercenaires, il ne faut pas oublier que des milliers de fils de cultivateurs ont suivi des cours postsecondaires en vertu de la loi de l'aide à la jeunesse. Je considère ces jeunes gens comme "automatiquement placés". C'est pourquoi, dit-il, le système mérite d'être encouragé; Au point de vue rural, le système actuel n'est peut-être pas parfait, mais c'est un progrès considérable.

Ces cours donnés dans les campagnes produisent de magnifiques résultats, et on a eu tort, dit-il, de me traiter de "crétin", en 1931, lorsque je les préconisais. Il n'y a pas longtemps, celui qui vous parle en ce moment s'attirait une bordée d'injures de la part de ceux qui siègent en ce moment dans l'opposition en proposant des cours postsecondaires. Ces cours existent maintenant pour le plus grand bien de notre jeunesse. Ceux qui critiquent devraient au moins reconnaître que ceux qui administrent actuellement la province ont fait ce que d'autres n'ont jamais voulu faire auparavant.

**M. Bastien (Berthier):** Les ministres se vantent trop. Ils n'ont fait qu'accepter un projet du pouvoir central. La loi de l'aide à la jeunesse a été copiée du fédéral et c'est M. Arthur Purvis qui en a eu l'idée.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je m'accorde, dit-il, avec le premier ministre et le ministre des

Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) pour dire qu'il faut diriger nos jeunes gens vers les carrières industrielles. Mais la présente loi n'est qu'un palliatif. Le meilleur moyen de favoriser la jeunesse, c'est de développer la petite industrie, celle qui est la plus conforme à la mentalité canadienne-française. Le gouvernement a raison de s'intéresser à la jeunesse. C'est le grand problème à l'heure actuelle. Je trouve d'excellentes choses dans le projet, dit-il, mais il ne suffit pas de donner des cours; il faut changer les conditions économiques de la province.

**M. Grégoire (Montmagny):** L'on fait de la petite politique partisane dans l'application de cette loi. Avant de s'occuper du sort des jeunes, on cherche à les embrigader dans des clubs politiques. Jusqu'ici, l'argent voté pour l'aide aux jeunes a passé en dépenses entraînant du patronage et n'est pas allé réellement aux jeunes.

On a fait du patronage et je me demande même si l'on ne veut pas, par cette loi, se faire des réserves pour des élections possibles.

**Des députés ministériels** se plaisent à l'interrompre.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je suis heureux de constater que l'on veut diriger les jeunes vers les carrières industrielles.

Il fait quelques remarques.

L'on a établi à Montréal une école d'aviation fréquentée par 300 élèves.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 43 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi d'un million de dollars.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de main-morte;
- bill 15 modifiant la loi du Parc de la Montagne Tremblante;
- bill 24 relatif aux institutions d'assistance publique;
- bill 25 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 34 modifiant la loi pourvoyant à la refonte des lois de la province;
- bill 116 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat;
- bill 127 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;
- bill 129 changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal en celui de Protestant Foster Home Centre;
- bill 132 modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal;
- bill 140 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens;
- bill 142 éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 126 autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Les articles 1 et 2 sont biffés, et remplacés par le suivant:

"1. L'Association pharmaceutique de la Province de Québec est autorisée à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien, après examen oral.

2. L'article 3 devient l'article 2.

Aussi, le bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 6 est modifié,
    - a. en biffant, aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lignes, les mots: "dont copie certifiée produite comme Cédule A";
    - b. en biffant, aux 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> lignes, les mots: "dont copie certifiée produite comme Cédule B".
- Les cédules A et B sont biffées.

Aussi, le bill 144 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lignes, les mots: "(reproduit comme cédule de la présente loi)".

La cédule est biffée.

Aussi, le bill 147 ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant à la 27<sup>e</sup> ligne, immédiatement après la date "7 mai 1938" les mots: "la compagnie" par les mots: "la Quebec North Shore Paper Company".

#### **Thomas-Philippe Gagnon**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Victoriaville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au



bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Baie-Comeau**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 144 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Droits de la Ontario Paper Company transférés à la Quebec North Shore Paper**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 147 ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi relative aux rues publiques**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi relative aux rues publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Régime de tenure**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant la loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

#### **Canton Armand, Témiscouata**

**M. Dubé (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

#### **Loi des salaires raisonnables**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des salaires raisonnables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La Chambre tiendra une courte séance demain matin,

à 11 heures pour l'étude de quelques bills privés. Si l'opposition veut bien travailler, nous ajournerons ensuite à mardi prochain.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce qu'on va fermer samedi prochain?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition veut fermer ce qu'elle doit fermer, nous fermerons bientôt.

(Rires)

La séance est levée à 10 h 20.

## NOTES

1. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

2. Il s'agit de *La Tempérance: Lettre pastorale collective de Son Éminence le Cardinal Archevêque de Québec et de Leurs Excellences les Archevêques et Evêques de la province civile de Québec*, La librairie de l'Action catholique, 4 octobre 1938, 29 pages.

3. *Le Canada* du 24 mars 1939, à la page 6, indique seulement qu'ici, le député de Kamouraska

(M. Chaloult) lit un passage de la lettre collective des évêques sur la tempérance, à la page 20, d'une brochure publiée par *L'Action catholique*.

4. Le bon vin réjouit le cœur de l'homme.

5. M. Chaloult fait alors plusieurs signes de dénégation, souligne *Le Canada* du 24 mars 1939, à la page 6.

6. "d'ennemis", selon *L'Action catholique* du 23 mars 1939, à la page 18.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

8. "la compagnie Brompton Corporation", selon *L'Événement-Journal* du 24 mars 1939, à la page 8.

9. M. J. Duchemin, selon *L'Événement-Journal* du 24 mars 1939, à la page 8.

10. *L'Événement-Journal* du 24 mars 1939, à la page 8, indique que, pendant la lecture du chef de l'opposition, les députés, à gauche comme à droite, baillent ou lisent des journaux.

11. Il était alors 5 h 15, selon *Le Devoir* du 24 mars 1939, à la page 1.

12. C'est d'un ton cassant et sec que M. Trudel a signifié au chef du gouvernement d'avoir à retirer ses paroles, précise *Le Canada* du 24 mars 1939, à la page 1.

13. Dans *Le Devoir* du 24 mars 1939, à la page 1, le journaliste Alexis Gagnon écrit: "Un ministériel fort en mathématiques humoristiques a calculé que, si la Chambre, et notamment l'opposition, veut utiliser en plein le temps qui leur est accordé, on en arriverait à des calculs consolants pour le droit de parole: Si, dit-il, chacun des députés parle une heure de temps sur chacun des 184 postes du budget, cela fait exactement 16,650 heures de discours, rien que sur l'étude des subsides, sans tenir compte des amendements, des débats supplémentaires que l'on peut greffer sur les lectures, par des motions, etc. Or, comme une journée de session comporte six heures de séance en Assemblée en général, et que la Chambre siège normalement quatre jours par semaine, soit donc 24 heures par semaine au maximum, cela signifie qu'en appliquant le Règlement qui limite les discours à une heure, le

débat peut durer 690 semaines ou la bagatelle de 11 années, et rien que pour l'étude des crédits d'une seule session.

À supposer, ajoute notre humoriste, que seuls les 19 députés de l'opposition veuillent utiliser tout le temps disponible, cela fera 3,490 heures de discussion, soit donc un total de près de trois années. Ces calculs humoristiques ne consoleront guère le président du comité qui aura l'agréable tâche de chronométrer les bouts de discours de chaque député, en pareils débats. Mais ils indiquent tout de même que nos parlementaires ont des loisirs qu'ils n'utiliseront probablement pas, même si le Règlement est appliqué avec rigueur. Il est vrai que, sur un poste particulier, un député peut vouloir discourir plus longuement que sur d'autres, mais il lui reste toujours le droit de présenter des motions spéciales, des amendements, d'inscrire des questions au *Feuilleton*." Rien n'indique cependant que ce discours ait été prononcé en Chambre.

14. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

15. Selon *L'Événement-Journal* du 24 mars 1939, à la page 9, le député de Montmagny (M. Grégoire) parvient difficilement à se faire comprendre.

16. Le représentant de Montmagny (M. Grégoire) est toujours debout, mais on adopte l'item 153, selon *Le Canada* du 24 mars 1939, à la page 6.

17. \$500, selon *Le Canada* du 24 mars 1939, à la page 7.

18. Dans *Le Soleil* du 24 mars 1939, à la page 7, on rapporte que jusque-là, le premier ministre paraissait de mauvaise humeur.

19. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

20. À la suite de la crise économique de 1929 sont mis sur pied divers programmes de colonisation. Ils permettent de diriger des chômeurs urbains et des fils d'agriculteurs vers les terres inhabitées du Témiscamingue et de l'Abitibi. Le plan Gordon (1932-1934), initiative conjointe des gouvernements du Canada et du Québec, au succès mitigé, est aboli en 1934. Norman Rogers, ministre fédéral du

Travail, met sur pied un nouveau plan pour remplacer le plan Gordon. Suite à une entente entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec, le 9 décembre 1936, le plan Rogers-Auger (1937-1939), du nom de Henry-Lemaître Auger, ministre provincial de la Colonisation, doit permettre la consolidation des nouvelles paroisses de colonisation. Les conditions difficiles telles que le manque d'encadrement, d'équipement et de soutien financier entraînent la diminution de moitié du nombre de colons.

21. "10,000 fils", selon *Le Canada* du 24 mars 1939, à la page 7; "18,000", selon *The Montreal Daily Star* du 24 mars 1939, à la page 19.

22. "20 élèves", selon *L'Événement-Journal* du 24 mars 1939, à la page 9.

23. "Rodgers a présenté devant la Chambre des communes un bill visant à contribuer la somme de \$4,000,000 sur une période de quatre ans", selon *The Montreal Daily Star* du 24 mars 1939, à la page 19.

24. "255 jeunes personnes", selon *L'Action catholique* du 24 mars 1939, à la page 19.

25. "255 jeunes personnes", selon *L'Action catholique* du 24 mars 1939, à la page 19.

26. "Haileybury", selon *L'Action catholique* du 24 mars 1939, à la page 19.



Séance du vendredi 24 mars 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

(Pour son 32<sup>e</sup> anniversaire, un page offre une gerbe de 32 roses au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Immédiatement, le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) en fit porter au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) et à quelques-uns des députés présents).

(Applaudissements)

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Rouyn**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Gagné) que l'article 516 du Règlement soit suspendu et demande la permission de présenter le bill 155 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Charroriage du gravier dans la  
paroisse de Saint-Benoît Labre**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Combien le gouvernement a-t-il payé par verge pour le charroriage du gravier dans la paroisse de Saint-Benoît Labre, comté de Beauce?

2. Si le prix a été fixé suivant la longueur du chemin à parcourir, donnez le prix établi suivant la distance?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. \$0.40 la verge cube.

2. Échelle établie comme suit: \$0.30 pour premier mille et \$0.10 additionnel par mille en surplus.

**Travaux dans  
la paroisse de Lavaltrie**

**M. Bastien (Berthier):** 1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la

paroisse de Lavaltrie, comté de Berthier, au cours de l'été dernier?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Oui.

2. a. et b. (Voir les tableaux ci-dessous)

Chemin, lots 406-373, rang Pointe du Four, Lavaltrie

Lacombe, Louis .....	\$ 46.13
Auclair, Joseph.....	16.50
Boisjoly, Emile .....	22.75
Boisjoly, A. Pierre .....	6.50
Boisjoly, Henri.....	8.75
Boisjoly, Maurice.....	13.50
Boisjoly, Arthur .....	5.63
Boisjoly, Gérald.....	6.75
Gourd, Roland.....	13.88
Gourd, Japhat .....	4.25
Lacombe, René .....	23.75
Lacombe, Damase.....	16.64
Lacombe, Donat.....	2.25
Lahaise, Adélard.....	73.88
Fontaine, Alfred.....	25.37
Turnbull, Georges .....	5.00

\$291.53

Chemin, lots 198-180, concession N.O., rivière Saint-Jean

Lacombe, Noël.....	\$ 73.98
Boisjoly, Joseph.....	49.28
Chagnon, Joseph.....	8.50
Chagnon, Jean.....	6.75
Giguère, Maurice.....	25.20
Giguère, Roger.....	51.53
Giguère, Emery.....	57.81
Giguère, Léo.....	96.05
Giguère, Hector.....	17.00
Giguère, Florus.....	18.45
Lacombe, Claude.....	93.93
Poliquin, Gérard.....	9.00
Houle, Roméo.....	2.25
Girouard, Frédéric.....	2.25
Ritchie, Xavier.....	21.15
Lacombe, Robert.....	51.53
Lacombe, Ubald.....	42.53
Houle, Joël.....	35.78
Labonté, Léandre.....	22.28

Poliquin, Gérard .....	\$ 0.45
Charland, Joseph .....	52.71
Hervieux, Almanzor .....	42.93
Giguère, Omer .....	42.93
Gourd, Japhat .....	22.10
Picard, Ulric .....	26.33
Pelletier, Emile .....	7.20
Poudrier, Donat .....	24.08
Laroche, Joseph .....	4.28
Hervieux, Omer .....	12.33
Perreault, Odilon .....	6.18
Goyette, Octave .....	2.93
Turnbull, Georges .....	317.33
Roger, Miron .....	288.97
Marcel, Champagne .....	244.10
Denis Vézina .....	77.69
Rainville, Chs. Edouard .....	144.40
Fontaine, Alfred .....	77.78

\$2,079.97

Chemin, lots 219-251, rang N.O., Rivière Saint-Jean

Goyette, Emile .....	\$ 47.58
Barbeau, Arthur .....	12.60
Barbeau, Georges .....	31.50
Barbeau, Gilbert .....	13.51
Chagnon, Napoléon .....	9.68
Chagnon, Jean .....	32.69
Goyette, Arthur .....	19.86
Gamache, Paul .....	4.50
Hervieux, Edouard .....	9.23
Miron, Roland .....	15.18
Perreault, Victorien .....	21.61
Pelletier, Maurice .....	34.98
Charbonneau, Adrien .....	21.76
Goyette, Octave .....	16.58
Boisjoly, Arthur .....	12.75
Boisvert, Rock .....	33.58
Chagnon, Joseph .....	46.76
Hétu, Ildège .....	30.18
Hétu, Chs.-Édouard .....	31.03
Hétu, Charles .....	26.78
Giguère, Léonide .....	21.68
Pelletier, Joseph .....	34.01
Rivest, Joseph .....	41.78
Bourbon, Armand .....	6.31
Goyette, Roger .....	2.25
Giguère, Ernest .....	1.63
Boisjoly, Gérard .....	4.05
Hétu, Pierre .....	5.18
Perreault, Jos. Anthime .....	4.05
Pelletier, Emile .....	4.05
Pellerin, Gérard .....	5.18
Pelletier, Bernard .....	26.06
Hétu, Alphonse .....	7.48
Boisjoly, Emile .....	7.65

Pelletier, Lionel .....	\$ 11.48
Perreault, Joseph .....	9.78
Turnbull, Léo .....	6.75
Lahaise, Adélar .....	120.44
Fontaine, Alfred .....	88.36

\$880.51

### Construction de routes dans les régions minières

**M. Turcotte (Richelieu):** Quels montants le gouvernement fédéral s'est-il engagé à payer à la province de Québec en 1936, 1937 et 1938 pour la construction de routes dans les régions minières?

### L'honorable M. Gagnon (Matane):

1936-1937 .....	\$315,000.00
1937-1938 .....	\$300,000.00
1938-1939 .....	\$250,000.00

Que cela diminue toujours, dit-il.

### Enseignement agricole de jeunes orphelins

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 51 relatif à l'enseignement agricole de jeunes orphelins.

Adopté.

### Commission des écoles catholiques de Montréal

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Rivière-du-Loup,  
règlement no 210**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Motions des députés:****Anniversaire de l'honorable Orateur  
M. Sauvé, Deux-Montagnes**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je rends hommage, dit-il, au nom du gouvernement, au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

M. l'Orateur, il nous fait un grand plaisir de vous présenter nos meilleurs vœux à l'occasion de votre 32<sup>e</sup> anniversaire de naissance que nous célébrons avec vous aujourd'hui. À votre âge, vous qui êtes un des plus jeunes des députés, vous avez réussi et vous avez atteint un des plus hauts postes alors que d'autres, plus âgés, ne font que commencer ou ne font qu'aspirer au succès.

Vous êtes le digne fils d'un père<sup>1</sup> qui a joué dans la politique canadienne, particulièrement en cette Législature, un rôle de premier plan, d'un père dont le nom est sans tache, pour ne pas dire sans Taschereau. Les luttes que nous avons faites ensemble avant que la confiance unanime de la Chambre vous place sur un trône d'impartialité montre combien nous désirons que la Providence vous conserve longtemps à votre gloire, l'affection des vôtres, à l'amitié de vos amis, à votre place et à la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il me fait plaisir, au nom de l'opposition libérale, de seconder sans restriction et de bon cœur la motion du premier ministre, malgré l'épine qu'il a glissée dans son bouquet. Mais nous oublions avec plaisir cette épine pour vous souhaiter cordialement une longue et fructueuse carrière. Je ne joins aucune restriction aux éloges que le premier ministre a faits de votre père,

l'honorable sénateur M. Sauvé. Il était et il est resté honnête homme dans la politique, et il me fait plaisir de lui rendre ce témoignage.

Je vous souhaite, M. l'Orateur, le premier de tous les dons, une santé, une santé florissante. Et comme je le disais lors du débat sur l'adresse, je vous souhaite sincèrement de ne pas rester trop longtemps sur le trône de l'Orateur, bien que vous remplissiez vos fonctions avec dignité, beaucoup de talent et du mieux que vous le pouvez dans les circonstances. Je souhaite à l'Orateur de la Chambre de monter plus haut.

Je vous prie de transmettre nos vœux à la compagne distinguée de vos jours, Mme Sauvé.

**M. Chaloult (Kamouraska):** En l'absence de mon chef, je suis heureux, au nom du Parti national, de me joindre aux hommages qui ont été formulés par le premier ministre et le député de Rivière-du-Loup.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** rend, au nom de la minorité anglaise en cette Chambre, hommage au député de Deux-Montagnes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Rivière-du-Loup me souhaitait tout à l'heure de ne pas rester trop longtemps au fauteuil de l'Orateur. Je puis l'assurer que s'il n'y avait pour l'Orateur que des circonstances comme celle-ci, en dépit des éloges trop flatteurs qui me sont décernés, je souhaiterais rester longtemps à mon poste. Je remercie tout particulièrement le premier ministre des paroles qu'il a eues à mon adresse et à l'adresse d'une personne à qui je dois le peu de succès que j'ai obtenu. Je peux lui dire que si quelqu'un a remplacé mon père auprès de moi, c'est bien celui qui parlait à ce moment.

Je remercie le député de Rivière-du-Loup pour les hommages qu'il a rendus à mon père et à son épouse. Je remercie le député de Kamouraska et le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher). Le trésorier de la province et moi, même si cela est paradoxal, sommes du même âge dans cette Chambre.

Je remercie tous ceux de l'Assemblée législative qui m'ont présenté des vœux, y compris les petits pages, ceux qui forment un quorum autour de ce trône, qui, dit-il, m'ont témoigné de façon tangible leur amitié, en cette circonstance, et je les remercie plus particulièrement pour la démonstration et la présentation qu'ils avaient organisées la veille.

Je rends hommage à mon père et à mon épouse pour l'aide considérable qu'ils m'ont toujours apportée.

(Applaudissements)

### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée vers midi.

---

### **NOTE**

1. L'honorable sénateur Arthur Sauvé (1874-1944) fut député des Deux-Montagnes de 1908 à 1930 et chef de l'opposition conservatrice de 1916 à 1929. Après avoir également représenté son comté à la Chambre des communes de 1930 à 1935, il fut nommé sénateur pour la division de Rigaud, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort.



## Séance du mardi 28 mars 1939

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 55<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Boyer (Châteauguay):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 134 concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier;
- bill 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent.

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 157 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

## Travaux de la Chambre:

## Horaire des séances

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), qu'à l'avenir, la Chambre tienne une séance le lundi, de onze heures du matin à l'ajournement, avec suspension de une heure à trois heures et de six heures à huit heures du soir; et qu'à cette séance du lundi, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), qu'à l'avenir aucune séance ne soit levée, le soir, à moins que la Chambre n'ait pris une résolution à cet effet.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne crois pas qu'on a le droit de faire un tel changement dans les règlements à ce stade de la session. Je crois que cette motion est absolument inutile. En tout cas, l'opposition s'y objectera. Je ne sais pas quel est le but de cette résolution qui a pour but de forcer les représentants du peuple à siéger. Il me semble que la Chambre n'a plus besoin de siéger lorsqu'on est rendu à 11 heures le soir. Lorsque les législateurs ont travaillé pendant trois séances, ils doivent alors avoir le droit d'aller se reposer le soir.

Depuis quelques années, nous avons vu adopter des résolutions qui limitent le travail des citoyens parce qu'il est naturel qu'après une bonne journée de travail, on ait droit au repos. Nous avons également une loi qui limite le travail manuel à huit heures.

Je m'oppose aussi à cette motion parce qu'elle implique un blâme à l'opposition; elle semble indiquer que la loyale opposition de Sa Majesté en cette Chambre, opposition formée de deux ou trois groupes, aurait fait de l'obstruction. Et pourtant, il n'en fut rien. Bien au contraire. Le travail sessionnel a procédé très rapidement. Nous avons surveillé la dépense des deniers, mais nous n'avons pas fait d'obstruction.

Cette motion est mal venue. Sans savoir la somme de travail que le gouvernement va nous présenter, je puis assurer le gouvernement que les délibérations se dérouleront avec célérité et que nous pourrions proroger dans un délai raisonnable.

**M. l'Orateur:** Je rappelle aux étudiants dans les galeries qu'il n'est pas permis de fumer et que l'on doit demeurer découvert.

**M. Chalout (Kamouraska):** Lorsque le premier ministre était dans l'opposition, je me rappelle qu'il protestait parce qu'on finissait les sessions en vitesse. Il trouvait qu'on faisait passer à la dernière minute les projets de loi les plus importants. Le Règlement de 11 heures est juste, il me semble. Nous avons le droit de nous reposer et d'avoir quelques loisirs pour étudier les projets de loi. Nous devons prendre tout le temps voulu pour étudier les lois. Cette motion aura pour effet de forcer les députés à étudier les lois à la vapeur. Je m'y oppose, dit-il. Il n'y a rien qui presse à terminer la session.

Nous avons encore à étudier le projet d'aide à l'Université de Montréal. C'est un projet de loi qui...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ferai remarquer à l'honorable député que ce n'est pas le temps de discuter ce projet.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si tout le monde veut y mettre de la bonne volonté, la session se terminera dans un temps relativement court. Je ne crois pas, dit-il, à l'utilité de cette motion.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Après la limitation des discours, on nous enlève la limite des séances. Quand on a travaillé six ou sept heures de temps, je crois que l'on a mérité de se reposer. C'est d'ailleurs dans l'intérêt même de la province. Je comprends que l'on veuille finir au plus tôt cette session qui semble désagréable au premier ministre.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je ne veux pas, moi non plus, dit-il, siéger après 11 heures du soir. Pourquoi précipiter les choses? Quelle législation ferons-nous s'il faut siéger le soir? Nous sommes des êtres humains après tout.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jusqu'en 1936, les règlements stipulaient que les séances du soir devaient s'ouvrir à 7 heures et demie et il n'y avait pas de limite. Le gouvernement actuel a fait commencer les séances à 8 heures et les a limitées à 11 heures. Nous ne sommes pas ici seulement pour parler, mais surtout pour agir. Ce n'est pas le but du gouvernement de prolonger les séances jusqu'à une heure avancée, mais simplement de permettre à la Chambre de siéger jusqu'à l'heure habituelle de l'ajournement, 11 heures ou minuit, pour terminer l'étude d'un projet de loi. Nous pourrions siéger un quart d'heure ou une demi-heure de plus, chaque soir, si c'est nécessaire. Rien de plus.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc,

Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Tremblay, Trudel, Vachon, 51.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Turcotte, 14.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée.

**Questions et réponses:****Jos. Martin**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Quelles sont les primes qui ont été payées en 1938 à M. Jos. Martin, sur le lot 22, rang 9, canton Cox à Saint-Elzéar de Bonaventure, comté de Bonaventure?

2. Donnez le montant et la désignation de chaque prime?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. et 2. Notre service des primes a payé à M. Jos. Martin, pour travail fait en 1938:

Le 30-01-39:

5 acres brûlées et ramassées .....	\$50.00	Statutaires
5 acres hersées et ensemencées.....	25.00	Statutaires
5 acres de labour...	50.00	Statutaires
	\$125.00	
(déduction pour grains de semence)	12.05	
Chèque.....	\$112.95	

Le 8-11-38:

2¼ acres de labour.....	\$27.50	Spéciale
-------------------------	---------	----------

**J.-Octave Perron**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Le gouvernement a-t-il démis de ses fonctions un inspecteur du nom de J.-Octave Perron?

2. Avant cette destitution, si elle a eu lieu, le gouvernement avait-il reçu des plaintes et par qui ces plaintes avaient-elles été faites?

3. Pour quelles raisons, si la destitution a eu lieu, ce renvoi a-t-il été fait?

4. J.-Octave Perron a-t-il été remboursé des argents qu'il devait au gouvernement et, si oui, à quelle date ces remboursements ont-ils été faits?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Oui.
2. Le gouvernement avait reçu des plaintes de colons.
3. Parce que les plaintes nous ont semblé motivées.
4. Il n'est pas à la connaissance du gouvernement que M. J.-Octave Perron lui doive de l'argent.

#### **Assistance aux mères nécessiteuses**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Le gouvernement a-t-il nommé une ou des personnes, dans les comtés de Rivière-du-Loup et Témiscouata, pour mettre en application la loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses (1 George VI, chapitre 81)?

2. Si la réponse est affirmative, quels sont les noms, prénoms et adresses de cette ou ces personnes?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

1. Oui.
2. MM. J.-P. Michaud de Rivière-du-Loup et J.-A. Langlais de Rivière Bleue, Témiscouata.

Ces personnes ont été nommées réviseurs de la Commission des pensions de vieillesse et chargées de vérifier les demandes d'allocations faites sous la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (1 George VI, chapitre 81).

#### **Fabrication du soufre et de l'acier**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 pour encourager la fabrication, dans la province, du soufre, de l'acier et autres sous-produits du minerai de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Que, conformément à la section 2 de la loi qui

accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le paiement, durant une période de cinq années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940, aux exploitants ou producteurs de pyrites métalliques provenant de gisements situés dans la province, d'une prime de deux cents (\$0.02) par unité de fer métallique contenu dans chaque tonne de minerai de fer obtenu à la suite du traitement, dans la province, des pyrites métalliques subordonnement à la condition suivante: la substance obtenue, contenant de l'oxyde de fer, provenant du traitement de pyrites métalliques devra être livrée et utilisée dans des usines de la province fabriquant de la fonte, de l'acier, du fer en poudre, du fer spongieux, des ferro-alliages ou du fer sous autres formes.

Il s'agit de rétablir une prime qui existait autrefois, afin d'encourager la recherche et l'exploitation du minerai de fer. Sous l'ancien régime, on avait adopté une loi qui accordait une prime de  $\frac{4}{5}$  de 1 centin par unité de fer métallique contenu dans chaque tonne de minerai obtenue à la suite du traitement des pyrites métalliques.

La loi que nous présentons porte cette prime à deux centins par unité de fer métallique et elle ne sera en vigueur que pendant une durée de cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Le but est d'encourager la production des sous-produits du fer. Nous voulons mettre dans nos Statuts une loi qui existe déjà dans l'Ontario, et qui a donné d'excellents résultats.

Au Témiscamingue particulièrement, on a fait dernièrement une découverte qui peut avoir des conséquences très considérables pour l'avenir de la province. Il s'agit d'une pyrite de fer avec lequel on peut obtenir du cuivre, du soufre et un oxyde de fer qui peut servir à fabriquer de l'acier. Je vois le jour où l'on pourra établir une vaste aciérie dans le Témiscamingue.

S' imagine-t-on la sensation que provoquerait l'ouverture d'une telle industrie dans notre province? On s' imagine facilement quelle richesse serait pour la province la construction d'une aciérie!

**M. Leduc (Laval):** Je n'ai pas d'objection, dit-il, à cet octroi d'une prime, mais je trouve la rédaction des résolutions très imparfaites, surtout la rédaction française. La version anglaise a été faite par des experts, des gens qui connaissent leur affaire, mais la version française est presque incompréhensible. Elle prête à trop d'interprétations diverses. Je demande au ministre de la reconsidérer.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je suis surpris d'entendre mon honorable ami dire qu'il n'a pas compris. Le texte est pourtant très clair. Il a été soumis à des experts en la matière et il est substantiellement le même que celui de la loi de l'Ontario.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Le gouvernement est sur le point, par cette loi, de doter la province d'une nouvelle et grande industrie. Dans tout le Canada, il n'y a que deux aciéries, et il se peut que nous en ayons bientôt une troisième qui sera établie dans la province de Québec. Pourquoi l'opposition s'acharne-t-elle alors à trouver des objections à cette loi? L'ancien gouvernement a négligé le développement de nos ressources naturelles. Le développement minier était autrefois une chose inconnue dans la province, mais aujourd'hui avec le gouvernement actuel, l'industrie minière s'est développée et est un fait accompli. Il y a plusieurs choses que nous importions des États-Unis que nous pouvons maintenant produire. La province possède une nouvelle industrie, celle du soufre. Avec cette loi, on fera surgir une industrie qui donnera du travail à des milliers d'ouvriers. Je ne peux faire autrement que de féliciter le gouvernement et le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon).

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je veux savoir, dit-il, ce que le gouvernement va payer par tonne avec cette prime.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le but de la prime est de fournir un encouragement aux capitaux, et les primes ne pourront pas dépasser \$30,000 par année.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Nous ne sommes pas opposés à la résolution du tout. Nous aimerions avoir un renseignement. Qu'est-ce que cela représente le 1 %?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** C'est deux sous (2¢) pour 1 % pour 2,240 livres de minerai.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Combien par tonne? Quel est le pourcentage du minerai? Quelle sera la production en tonnes?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le mot "tonne", dans cette loi, signifie 2,240 livres avoir-du-poids.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le fer métallique et le minerai de fer, c'est deux choses différentes. Quelle est la moyenne de fer métallique dans le minerai de fer?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Nous allons payer deux sous (2¢) par unité de fer métallique contenu dans chaque tonne.

**M. Leduc (Laval):** Combien y a-t-il d'unités dans chaque tonne<sup>3</sup>?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il peut y avoir 5 % ou 10 % dans le minerai.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Un pour cent. En parlant ainsi, le député de Saint-Hyacinthe essaie de faire perdre le mérite de l'initiative que nous prenons. Sous l'ancien régime, on ne payait que quatre cinquièmes de un sou comme prime. D'ailleurs, à l'époque, la branche des mines était à la queue d'un département au lieu d'être un ministère comme aujourd'hui.

Sous l'Union nationale, depuis que l'on a établi un service des mines bien organisé, il s'est fait dans le Témiscamingue, par exemple, des recherches scientifiques. J'ajoute qu'au Témiscamingue, on a découvert tellement de soufre qu'on n'a plus besoin d'aller le chercher en Guyane, en Louisiane et ailleurs comme autrefois, pour alimenter l'industrie canadienne et les pulperies de la province.

On nous demande de payer des primes sur la même base qu'en Ontario et c'est ce que nous voulons par cette loi. Le bloc de minerai, qui est déterminé dans la loi, ne nous permet pas de payer plus que \$30,000 par année en primes. Avec une dépense de \$30,000 par année pendant cinq ans, le gouvernement actuel peut assurer une nouvelle exploitation dans le Témiscamingue.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quelle est la prime maximum?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le ministre peut-il nous dire combien il en coûtera par tonne? Si le ministre ne veut répondre à nos demandes de renseignements, qu'il dise donc qu'il ignore ce que nous demandons; qu'il l'avoue, ce n'est pas un péché! Le ministre fait perdre le temps de la Chambre en répondant à côté des questions. On veut s'instruire.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Merci pour le compliment que nous décerne le député de

Québec-Centre en disant que nous ne savons pas ce que nous disons de ce côté-ci de la Chambre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il est vrai que je n'ai pas le mérite, comme lui, d'avoir eu le front oint de la Sainte-Ampoule.

(Rires)

**M. le président:** Adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je crois que l'opposition...

**M. le président:** À l'ordre! La clause est adoptée.

**M. Boyer (Châteauguay):** Taisez-vous donc!

**M. Grégoire (Montmagny):** Je proteste.

**M. Boyer (Châteauguay):** Pas d'affaire!

**M. le président:** À l'ordre! La clause est adoptée.

**M. Grégoire (Montmagny):** Ce n'est pas juste pour les députés...

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Que, conformément à la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en outre, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le paiement, durant la même période, aux exploitants et aux producteurs de minerai de fer naturel provenant de gisements situés dans la province, d'une prime de deux cents (\$0.02) par unité de fer métallique contenu dans chaque tonne de minerai de fer, subordonnement à la condition suivante: le minerai de fer devra être livré directement de la mine ou de l'atelier de concentration, à des hauts-fourneaux ou autres établissements de la province, fabriquant de la fonte, du fer ou de l'acier, et doit y être utilisé.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements concernant lesdites demandes de paiements de prime et les

renseignements et données qui devront être fournis à l'appui de ces demandes.

Adopté.

4. Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

**M. Leduc (Laval):** Je vois que, dans une autre clause, on sacrifie l'autorité du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). On consent à confier au lieutenant-gouverneur en conseil toute une série de pouvoirs qui relèvent habituellement du ministre lui-même. Cela nuit au prestige d'un ministre.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est gentil, ce que vous dites là.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'honorable député de Laval dit que le ministre n'aura rien à faire avec l'administration de la loi, tandis que c'est tout le contraire.

Il (l'honorable M. Gagnon) lit des dispositions qui lui confèrent quelques pouvoirs.

**M. Boyer (Châteauguay):** L'ex-ministre n'a pas lu la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a deux sortes de ministres: ceux qui ont confiance dans le gouvernement et les ministres qui sont intéressés à ne rien soumettre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À l'ordre!

**M. Barré (Rouville):** Je félicite le gouvernement. Je constate qu'on pose une fois de plus le principe d'accorder des primes de production...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais pas sur le beurre et le fromage.

**M. le président:** Adopté!

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** demande la permission de présenter le bill 45 pour encourager la fabrication, dans la province, du soufre, de l'acier et autres sous-produits du minerai de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

**M. Leduc (Laval):** Le premier ministre a fait tout à l'heure une distinction entre certains ministres et certains autres, disant qu'il y en avait deux sortes. Je dirai moi qu'il y a aussi deux sortes de premiers ministres: il y a celui qui a confiance dans ses ministres, et l'autre qui se défie de tout le monde.

**Des députés de l'opposition** posent d'autres questions.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les règlements seront faits par le département pour prescrire de quelle façon le minerai sera calculé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le ministre doit avoir la moyenne?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Sur quoi a-t-on établi le maximum de \$30,000 par année?

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté!

**M. Grégoire (Montmagny):** Puisqu'on ne peut nous répondre, je suggère qu'on suspende le bill. Dans la soirée, le sous-ministre aura eu le temps d'éclairer le ministre.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Qu'est-ce que le député de Montmagny ne comprend pas? Je vais lui expliquer, même s'il a dit que lui seul est savant et que tous ceux qui nous ont enseigné à l'université sont des ignorants.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je n'ai jamais prononcé les propos que me prête le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) en parlant de l'université.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté!

**M. Grégoire (Montmagny):** Je proteste.

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Savane de Saint-Charles

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces dépenses extraordinaires au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Le gouvernement fait une fois de plus preuve d'initiative en demandant

le drainage de cette savane qui occupe une très grande superficie dans mon comté. C'est en somme restaurer à l'agriculture et à la colonisation des terrains qui étaient autrefois perdus.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. le président, le député de Bellechasse (M. Boiteau) est à lire son discours, procédé qu'on n'a pas voulu tolérer de ce côté-ci de la Chambre.

**M. Boiteau (Bellechasse):** J'ai quelques notes sur mon pupitre. Je les consulte des yeux, car je veux m'en inspirer.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Bellechasse réalise...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est plus intéressant de regarder son pupitre que de regarder les députés de l'opposition.  
(Rires)

**M. Boiteau (Bellechasse):** Je dois dire que lorsque la savane sera drainée, cinq paroisses bénéficieront de ce drainage. Il ne s'agit pas de paroisses nouvelles, mais de consolidation des paroisses déjà existantes. Trente<sup>5</sup> milles carrés seront ainsi rendus à l'agriculture, car suivant un rapport d'experts, ces terrains deviendront aussi propres à la culture.

Il faut féliciter l'honorable premier ministre et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger), dont on dit fausement qu'il est inactif, pour ce qu'ils viennent de faire en faveur du comté de Bellechasse. Le gouvernement, avec ce projet de loi, changera des milliers d'arpents de terrain inculte en un sol arable de premier choix. La savane de Saint-Charles sera un monument à la mémoire du ministre de la Colonisation.

(Rires)

J'ai ici des informations supplémentaires à la disposition des députés qui en voudront.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il y a beaucoup de tourbe dans cette partie du comté de Bellechasse. Peut-on savoir s'il y en a dans la savane?

**M. Boiteau (Bellechasse):** La savane est une tourbière et la tourbe se trouve dans la tourbière.

(Rires)

Cette tourbe n'a pas les qualités pour être exploitée comme tourbe. Elle sera transformée en engrais par le brûlage.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le ministre de la Colonisation est-il prêt à donner son opinion?

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** sort de la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Comment cela va-t-il coûter, ce drainage?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nous ne le savons pas encore exactement. On peut difficilement prévoir le montant nécessaire pour une pareille entreprise. Cependant, nous sommes d'opinion que les montants dépensés à cet effet varieront entre \$100,000 et \$200,000. Le drainage profitera de plus aux terrains avoisinants en culture. Nous aurons, à la fin, 25,000 acres de bonne terre en disponibilité. Il n'y a pas de loi plus avantageuse que celle-là.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais la savane sera classée comme terrain non minier?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Non minier. La tourbe qu'on y trouve n'est pas utilisable comme tourbe. On va la faire brûler afin de s'en servir comme engrais.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je comprends, répète-t-il, que ces terrains sont considérés comme des terrains non miniers.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** La tourbe n'est pas utilisable comme tourbe et, répète-t-il, nous allons la faire brûler et l'utiliser comme engrais.

**M. Hamel (Québec-Centre)** pose une question.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Le sol a été analysé de façon très complète par un expert en la matière, un diplômé d'Oka et, d'après les rapports produits, 19,230 acres étaient absolument propres à la culture.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si ça doit coûter \$100,000, pourquoi le gouvernement ne se fait-il pas autoriser à dépenser \$100,000 au lieu de réclamer des pouvoirs illimités?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas le député de Rivière-du-Loup. Il dit que la loi est bonne, il l'approuve, et il trouve moyen de s'y opposer. Si nous n'avons pas assez de \$100,000, nous en dépenserons davantage.

**M. Bastien (Berthier):** Nous ne sommes pas contre le bill. Nous sommes contre le fait qu'on nous arrive sans plan ni estimé et qu'on se lance à l'aveuglette. Tout à l'heure, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) a dit: "Nous ne savons pas ce que ça va coûter". C'est dans le département de la Colonisation qu'il se dépense le plus d'argent. Le ministre devrait avoir des plans et des estimés à soumettre à la Chambre; il devrait nous dire combien va coûter exactement le drainage de cette savane. C'est le député de Bellechasse (M. Boiteau) qui a tous les papiers en main. Évidemment, ça me paraît être une affaire purement électorale.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Il me semblait que cela devait arriver.

**M. Bastien (Berthier):** Nous avons déjà une organisation pour les drainages à l'agriculture, et voilà que le ministre de la Colonisation entreprend à son tour de faire des drainages. C'est une erreur d'avoir deux départements qui s'occupent de drainage, comme c'est une erreur de voter un projet sans plan ni estimé.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Il est malheureux de constater que, lorsqu'il s'agit de faire du bien dans la province, le député de Berthier n'aime pas cela. Le bien semble plus désagréable au député que le mal. On dirait qu'il n'est pas habitué au bien, cet homme-là. Son caractère est ainsi. Il nous faut l'endurer. Ça me fait de la peine pour lui, mais il ne nous empêchera pas de faire du bien. Nous avons un plan sur la fertilité du sol et pour la création de 250 établissements.

**M. Bastien (Berthier):** Ce n'est pas un plan de fertilité que nous demandons. Nous voulons savoir ce que va coûter le drainage de la savane de Saint-Charles. Le ministre de la Colonisation nous a parlé de bien et de mal. Je suis pour les discours de Saint-Jean-Baptiste, mais le 24 juin seulement. Quand il s'agit de dépenser des milliers de dollars, nous avons le droit de savoir où nous allons.

**M. Larochelle (Lévis):** Étant intéressé au projet de la savane, vu que la moitié de cette savane est dans mon comté, je dois féliciter le député de Bellechasse (M. Boiteau). Le principal mérite de toute cette affaire lui revient. Les drainages qui seront entrepris ne seront pas faits à l'aveuglette, comme l'a dit le député de Berthier. Le projet est à l'étude depuis longtemps, et nous avons maintenant les preuves qu'il est réalisable

et que nous avons intérêt à l'exécuter. Lorsque tout sera terminé, nous pourrons établir 300 colons. Cinq paroisses bénéficieront de l'égouttement de la savane: Saint-Henri, Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Joseph de Lévis, Beaumont et Saint-Charles.

**M. Larochelle (Lévis):** Je félicite le gouvernement. Je n'ai aucune objection à ce que l'on dépense \$200,000 à Saint-Charles. Une dépense de \$200,000 ne serait pas trop élevée. Ce serait une dépense justifiée. Il ne faut pas oublier qu'une partie de la savane se trouve dans mon comté. Et comme il se trouve chez nous de nombreux sans-travail, je serais fort satisfait de voir près de 500 d'entre eux y trouver un travail rémunérateur. De plus, l'on permettra aux fils de cultivateurs de s'établir près de leur père et mère.

**M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce classé comme terrain minier?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Une savane n'a jamais été considérée comme terrain minier.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous ne sommes pas contre le bill, mais au lieu de demander un pouvoir illimité, on devrait dire le montant d'argent que l'on veut dépenser.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Nous avons eu une étude sur la tourbe et sur les propriétés du sous-sol. Nous avons fait préparer un plan. Il existe un plan de drainage qui date de 1932 et c'est de lui que nous nous servons. Il ne s'agit pas d'un projet électoral, comme on l'a dit. Un projet électoral, il y en a eu un en 1935 alors que l'ancien gouvernement, à la veille des élections, dépensait \$1,500 pour faire construire une route dans la savane.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le député est-il sûr qu'il n'y aura pas d'élections provinciales avant deux ou trois mois?

**M. Boiteau (Bellechasse):** À en juger par le contentement de la classe agricole, le gouvernement finira son terme et se fera réélire.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je veux savoir si l'on considère que c'est un placement d'affaires, que l'on fera dépenser \$100,000 pour combien de terrain.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Dix-neuf mille deux cent trente acres de terrain presque en totalité propre à la culture.



**M. Grégoire (Montmagny):** C'est encore moins que nous pensions.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Il y a des terrains déjà en culture qui se trouveront améliorés. C'est trois fois 19,230 acres en réalité.

**M. Grégoire (Montmagny):** Lorsque les étudiants étaient ici, l'ordre régnait. C'est drôle comme des députés ont retrouvé le souffle et l'audace avec le départ des étudiants. Cent mille dollars, c'est un gros montant. Demandons-nous plutôt si la province manque de terrain. Ce dont nous manquons dans la province de Québec, ce sont des cultivateurs et des colons capables de vivre sur leurs propres terres. Je suis d'opinion que l'on va faire à Saint-Charles des dépenses inutiles. Les travaux que l'on va y effectuer vont profiter à quelques-uns, seulement. Mais à qui?

**M. Boyer (Châteauguay):** Il est impossible de faire comprendre le député de Montmagny.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Le député de Montmagny critiquait l'autre jour disant que le gouvernement faisait des dépenses inutiles à construire des stades et des arénas. Aujourd'hui le gouvernement propose une dépense pour ouvrir de nouvelles terres et il s'y oppose. Je comprends que le député de Montmagny<sup>8</sup> est contre tous les projets du gouvernement par tactique.

**M. Barré (Rouville):** S'il s'agit, ainsi que le dit le préambule, d'une étendue de 25 milles carrés, cela signifiera près d'un demi-million d'arpents de terre qui serviront à agrandir les paroisses avoisinantes. Les fils de cultivateurs ont besoin de terres pour s'établir. Et il en coûte bien moins cher d'établir nos fils de cultivateurs dans le voisinage de leurs paroisses respectives que de les envoyer dans les forêts lointaines ouvrir de nouveaux centres où il faut tout faire à neuf: chemins, églises, édifices publics, etc... Ce n'est pas rose de se rendre à 300 milles pour aller dans les centres de colonisation. Je suis d'opinion que le projet constitue une économie. De plus, le drainage va profiter aux cultivateurs avoisinants. Nous devrions avoir une loi générale de drainage qui permettra au gouvernement d'assécher les nombreuses savanes qui existent dans toute la province parce qu'il y a un grand nombre de savanes, dans notre province. Les dépenses devraient être entrées au compte de dépenses capitales, parce qu'elles constituent un véritable actif pour la province.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 48 autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Dépôt de documents:

#### Rapport du ministre des Terres et Forêts

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1938. (Document de la session no 23)

### Motions des députés:

#### Anniversaire de l'honorable Orateur M. Sauvé, Deux-Montagnes

(Un page apporte à l'honorable Paul Sauvé une gerbe de 32 roses, don des membres de la galerie de la presse).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en profite, dit-il, pour réitérer mes meilleurs vœux à l'Orateur, à l'occasion de son 32<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** présente ses vœux à l'honorable M. Sauvé.

**M. Hamel (Québec-Centre)** présente ses vœux à l'honorable M. Sauvé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remercie le premier ministre, le chef de l'opposition et le député de Québec-Centre (M. Hamel) de leurs souhaits. J'espère, dit-il, que le fait de célébrer deux fois le même anniversaire n'aura pas pour effet de me faire vieillir deux ans par année. Je remercie également les journalistes.

La séance est suspendue à 6 heures.

### Reprise des travaux à 8 heures

#### Compagnie Équitable d'assurance contre le feu

**M. Barrette (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la Compagnie Équitable d'assurance contre le feu (capital mutuel).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Barrette (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>7</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts et chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier)** pose une question.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** C'est une diminution sur l'an dernier.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre ne devrait pas se servir des crédits de la colonisation pour dépenser de l'argent dans les vieilles paroisses. Dans Joliette, où l'on ne donna que \$95 en primes de défrichement, on dépensa \$29,000 pour des chemins et des ponts. Pour les mêmes fins, on a dépensé \$208,579 dans Gaspé-Sud, \$163,000 dans Bonaventure, \$20,888 dans Maskinongé et \$28,000 dans Deux-Montagnes. Il y a eu des abus dans plusieurs comtés, et, pour cette raison, on a coupé dans le budget de la colonisation. Dans Joliette, à Sainte-Émilie, j'ai appris que le contremaître n'aurait pas payé le salaire de \$0.25 l'heure accordé par le

gouvernement. Un officier du ministère est allé faire une enquête et a fait la paie. Il a constaté que le nombre des heures de travail était exact, mais que le salaire à l'heure n'était que de \$0.15.

**M. Barrette (Joliette):** Je proteste. Ce n'est pas exact. Tous les salaires ont été payés tels qu'ils devaient l'être. Les travailleurs ont reçu \$0.22½ par heure.

**M. Bastien (Berthier):** Je voulais savoir du ministre si l'on n'a pas fait une enquête.

**M. Barrette (Joliette):** J'ai fait une déclaration et l'on devrait l'accepter. Je soulève un point d'ordre.

**M. Bastien (Berthier):** J'ai le droit de savoir du ministre s'il n'est pas exact que M. Brabant, un officier du ministère, ne s'est pas rendu faire une enquête et s'il n'a pas fait rapport au ministre?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Le député de Joliette a répondu.

**M. Barrette (Joliette):** Le député devrait prendre ma parole, il me semble.

**M. Bastien (Berthier):** Le député de Joliette pourrait-il nous dire si les chèques ont été distribués à chacun des ouvriers ou s'ils ont été remis en bloc à l'entrepreneur?

**M. Barrette (Joliette):** Tous les chèques ont été remis un par un aux ouvriers. Je ne suis jamais intervenu moi-même, et il n'y a pas eu de spéculation comme cela se pratiquait autrefois. Les chèques n'ont jamais été retournés; ils ont été donnés et encaissés.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** J'affirme que le député de Joliette n'est jamais intervenu et que tous les travaux ont été payés individuellement à raison de \$0.22½ l'heure.

**M. Bastien (Berthier):** Le député de Joliette est-il prêt à admettre que deux inspecteurs sont allés enquêter au presbytère de Sainte-Émilie à ce sujet?

**M. Barrette (Joliette):** Je l'ignore. Autrefois, le député distribuait les chèques, mais ça ne se fait plus.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre n'a pas sévi parce qu'il s'agissait d'un organisateur

politique. Je comprends que le député de Joliette défende un organisateur. Il devrait nous dire s'il n'est pas intervenu lui-même.

**M. Barrette (Joliette):** Il y a eu erreur au début. Le contremaître croyait que le salaire était de \$0.20 l'heure. Il s'est informé à Québec et on lui a dit que c'était \$0.22½.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre est-il prêt à nier qu'il n'y a pas eu de rapport de communiqué par M. Brabant?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Berthier a beaucoup d'audace. Il est membre de l'ancien gouvernement, un ancien ministre sans portefeuille, un membre dont un des principaux organisateurs falsifia les listes de paie de la voirie au point d'y mettre des bébés de trois mois et des personnes mortes depuis 10 ans<sup>8</sup>.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Qu'elle est donc vieille cette histoire! Qu'on cesse donc de mettre son siège en jeu. C'est là une accusation gratuite; ce que le premier ministre avance n'a jamais été prouvé. Deuxièmement, la boue qu'il veut me lancer rejaillit sur l'un de ses propres amis, qui l'a appuyé aux dernières élections.

Il y a eu des irrégularités de commises dans cette affaire que cite le premier ministre et c'est tout. Si le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) n'a pas sévi dans le cas que je viens de donner, c'est parce qu'il s'agissait d'un organisateur politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre a remarqué que je n'ai pas donné de nom, que je n'ai indiqué aucun endroit et, cependant, le député de Berthier a compris. J'affirme, en mettant mon siège en jeu, que l'un des organisateurs politiques du député de Berthier a canaillerement falsifié les listes de la voirie en y inscrivant les noms de bébés de trois mois.

**M. Bastien (Berthier):** C'est faux! Il n'y a pas eu de canaillerie. Il s'agissait d'un cantonnier. De notre temps nous avons fait une enquête et l'on n'a rien prouvé. Il y a eu des irrégularités, mais pas de vol.

Il s'agissait d'un cantonnier qui avait des chevaux et il avait droit à réclamer le salaire de ses chevaux. Pour obtenir ce qu'il avait droit d'avoir pour ses chevaux, il mit le nom de ses enfants sur la liste de paie.

**Des députés ministériels:** Oh! Oh!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Où en est-on rendu avec la route de Sainte-Anne-des-Monts?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Il reste une dizaine de milles à construire sur la route de Sainte-Anne-des-Monts.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En contrat?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** En régie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Qui était le régisseur?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Les travaux à date ont coûté environ \$60,000, et ils sont effectués en régie avec le gouvernement comme régisseur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Deux tronçons de 18 milles sont terminés sur la route conduisant à Baie-Comeau et plusieurs ponts sont également terminés ou sur le point de l'être<sup>10</sup>.

**M. Boiteau (Bellechasse)** se lève.

**M. Grégoire (Montmagny)** se lève.

**M. le président:** L'item est adopté.

**M. Boiteau (Bellechasse):** (Exhibant un rouleau de papier semblable à la lettre de colon que M. Bouchard avait lu la semaine dernière)<sup>11</sup> L'item est adopté? C'est dommage, j'avais une lettre de colon, moi aussi. (Rires)

**Des députés** font des farces.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En vertu de quoi l'item est-il adopté, quand un député se lève?

**M. le président:** En vertu du fait que personne n'était debout quand j'ai dit "Adopté".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté.

Article 171 du budget de la colonisation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, non, ce n'est pas une façon de procéder.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'item est adopté. D'ailleurs, il était convenu qu'il n'y aurait plus à voter que l'item des dépenses générales d'administration en ce qui concerne la colonisation. La décision du président est régulière.

**M. le président:** Je n'ai vu personne se lever, répète-t-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En vertu de l'article 298, le président doit dire: "L'item ou le paragraphe est-il adopté?"

**M. le président:** Je ne l'ai peut-être pas dit, mais ce n'est pas la coutume de le dire. Je maintiens ma décision.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle à la Chambre de votre décision.

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait le rapport suivant:

M. l'Orateur, après discussion de l'article 170 du budget de la colonisation, j'ai posé la question, comme c'est la coutume: "Adopté". Comme je n'ai vu personne se lever pour prendre la parole, j'ai déclaré l'article adopté.

L'honorable M. Bouchard en appelle de ma décision.

La question "La décision de M. le président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labelle, Lafleur, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Raynault, Roy, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Tremblay, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Turcotte, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. La décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

#### En comité<sup>12</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour affaires municipales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** dit quelques mots.

**M. le président:** Adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** Non, non, non, ce n'est pas adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Article 172.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quand un député veut parler, le président doit lui donner la parole.

**Des députés de l'opposition** protestent.

**Des députés ministériels:** Adopté! Adopté!

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait le rapport suivant:

M. l'Orateur, après la discussion de l'article 171, du budget du département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, j'ai posé la question, comme c'est la coutume: "Adopté". Comme je n'ai vu personne se lever pour prendre la parole, j'ai déclaré l'article adopté.

L'honorable M. Bouchard en appelle à la Chambre de ma décision.

La question "La décision de M. le président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette),

Barrette (Terrebonne), Béïque, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labelle, Lafleur, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Raynault, Roy, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Tremblay, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Turcotte, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. La décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

#### En comité<sup>13</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour renseignements commerciaux et taux de transport, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je veux, dit-il, des détails.

**M. Boyer (Châteauguay):** Le député de Montmagny ne sait pas lire et ne comprend rien. C'est du temps perdu. Le député de Montmagny est toujours dans les patates.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour recherches économiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** pose une question.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Les enquêteurs ont visité la Gaspésie et le Bas-du-Fleuve, et ils en sont rendus au comté de Montmagny dans leur inventaire des ressources naturelles.

**M. Bastien (Berthier):** Pour un temps de crise comme celui que nous traversons, c'est

dépenser beaucoup d'argent pour les recherches économiques et scientifiques.

Nous n'avons même pas de rapport de vos savants professeurs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qu'est-ce qu'on a tant découvert?

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** On a trouvé des valises<sup>14</sup> à pentures.  
(Rires)

**M. Boiteau (Bellechasse)** loue le travail de ceux qui font cette enquête et rend particulièrement hommage au talent de M. Esdras Minville<sup>15</sup>.

**M. Grégoire (Montmagny):** Il faut quand même savoir ce qu'on peut avoir découvert. Nous sommes ici pour cela. Nous informons de ce que l'on fait de l'argent du peuple. Qu'est-ce qu'on a fait de ce \$15,000<sup>16</sup> en bon argent du peuple l'an dernier?

(M. Bilodeau est penché vers le premier ministre)

Que l'honorable ministre ne prenne conseil de personne.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je répondrai au député que je n'ai pas l'habitude comme lui de l'autosuggestion.

(Rires)

**M. Boiteau (Bellechasse):** L'honorable député de Montmagny reproche au premier ministre de suggérer une réponse au ministre. J'ai constaté, moi, que le député de Montmagny, lui, est constamment inspiré par les député de Kamouraska (M. Chaloult) et de Québec-Centre (M. Hamel) avant de se lever.

**M. Boyer (Châteauguay):** Et le député de Montmagny ne comprend même pas ce qu'il lui dit.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** énumère le travail fait l'an dernier.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je ne suis pas satisfait, dit-il. On dépense l'argent du peuple, et on n'a pas d'explications à nous donner.

Pourquoi achète-t-on tant de clavigraphes? Il y en a encore ici.

**M. Boyer (Châteauguay):** Cela ne sert à rien de vous répondre; c'est impossible de vous faire comprendre!

**M. Grégoire (Montmagny):** Ces propos ne m'intimident pas. Je veux savoir la raison de ces achats de clavigraphes.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Comment répondre là-dessus au député de Montmagny, qui a été maire de Québec et qui a acheté des pompes à incendie pour faire mener une enquête!

**M. Boyer (Châteauguay):** Et qui gardait le salaire du chauffeur du maire!

**M. Grégoire (Montmagny):** On prend le parti de ne pas me répondre. Cependant, il s'agit là de l'argent du peuple. Chaque fois que l'on s'informe, on nous répond par les mêmes sottises. C'est vieux, ces sottises. Elle est usée, cette tactique. Le peuple en a assez.

**M. Boyer (Châteauguay):** Aux sottises que vous dites, on ne saurait mieux répondre que par des sottises.

(Rires)

**M. Boiteau (Bellechasse):** Le député de Montmagny, dans le temps qu'il était maire de Québec, a acheté beaucoup de clavigraphes.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Il en a acheté en masse.

**M. Bastien (Berthier):** À cet item, il y a dans les *Comptes publics* pour \$4,000 de clavigraphes en 1937-1938. Puis, en 1938-1939, il y en a encore pour \$3,449. Qu'est-ce qu'on fait donc de toutes ces machines à écrire?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Du temps de l'ancien régime, il existait un ministère de l'Industrie et du Commerce et avec un seul employé dedans. C'est un employé que j'ai gardé. C'était le seul.

**M. Tardif (Frontenac):** Il n'y avait pas de ministre.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Mon ministère, dit-il, a beaucoup augmenté. Pour faire travailler tout un département avec beaucoup d'employés, il faut des outils.

**M. Bastien (Berthier):** Je comprends qu'on peut acheter quelques clavigraphes dans une année.

Mais dans les *Comptes publics*, c'est une épidémie de clavigraphes pour le ministère de l'Industrie et du Commerce. Fait-on le commerce et l'industrie du clavigraphes?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** J'exerce une profession honorable qui me permet de gagner ma vie et, pendant le temps que j'ai été ministre, je n'ai pas fait de commerce de clavigraphes. D'ailleurs, nous allons en acheter encore, des clavigraphes, ainsi que des ameublements de bureau. C'est normal dans une grande administration.

**M. Grégoire (Montmagny):** On dit dans le public que dans certains départements on a vendu des clavigraphes à peine usagés, à \$5 pièce, et qu'une fois ces machines arrangées, on les revendait à des prix exorbitants à d'autres départements.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est faux ce qu'il dit là, lui. Je ne sais pas où il prend tout cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si on veut savoir pourquoi le Parti national s'occupe des clavigraphes, s'accroche au programme clavigraphes, c'est parce que, dans le Parti national, il y a un homme qui en a fait une véritable industrie sous l'ancien régime. Nous ne lui reprochons pas. C'est un commerce légitime, mais qu'on ne vienne pas nous blâmer de nous approvisionner ailleurs. Mais comment comprendre les membres du Parti national dont le programme est à la base de clavigraphes, de kilowatts et d'ampères?

**M. Grégoire (Montmagny):** On achète aujourd'hui des clavigraphes par \$100,000 par année. Nous demandons ce qu'on en fait et l'on ne nous répond pas. Est-ce vrai que des clavigraphes ont été vendus dans certains départements pour des bouchées de pain et revendus à des prix extraordinaires dans d'autres départements? Pourquoi ce commerce?

**M. Boyer (Châteauguay):** Étudiez donc les *Comptes publics*. Cela y est tout en entier. Étudiez et si vous êtes capable de comprendre... Mais cela ne servira à rien, car vous n'êtes pas capable de comprendre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** M. le président, pour répondre aux remarques du premier ministre, je dirai comme le premier ministre que ni directement ni indirectement, ni de près ni de loin, le Parti national est intéressé à la vente des dactylographes.

**M. Boyer (Châteauguay):** Qui autrefois était gérant de la Maison Clément et Clément qui a vendu des clavigraphes à l'ancien régime? Le savez-vous? Le direz-vous?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Ce n'était certainement pas moi.

**M. Boyer (Châteauguay):** Je ne veux pas dire que c'était vous non plus. Mais vous aviez un papa qui était gérant de cette compagnie. Et êtes-vous capable de nier que votre papa ne vendait pas de clavigraphes sous l'ancien régime?

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour recherches scientifiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Grégoire (Montmagny):** Sur ce sujet, je vois dans les *Comptes publics* que, l'an dernier, on a donné un montant de \$4,300 au *Journal* de Québec. Pourquoi? Qu'est-ce que le gouvernement a reçu pour cela?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour des impressions.

**M. Grégoire (Montmagny):** Quelle sorte?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** De meilleures que celle que fait actuellement le député de Montmagny.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Et peut-être aussi une meilleure impression que celle que fit le premier ministre auprès des étudiants cet après-midi.

**M. Grégoire (Montmagny):** Il y a encore des clavigraphes à cet item. Utilise-t-on des clavigraphes en papier et en carton? Je comprendrais alors qu'on dût les changer aussi souvent.

**M. Boyer (Châteauguay):** Il y a une chose certaine: quand même ce serait très clair, vous ne comprendriez jamais.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le député de Châteauguay était-il si insultant cet après-midi lorsque les étudiants vinrent ici en délégation? Je ne le crois pas.

**M. Boyer (Châteauguay):** J'espère que vous n'avez pas traîné ces gens-là ici pour nous faire la guerre.

**M. Grégoire (Montmagny)** s'assied.

**M. Boyer (Châteauguay):** Bon, il est assis. Adopté!

**M. Grégoire (Montmagny):** Attendez. Nous voulons savoir ce qu'on fait de l'argent du peuple.

**M. Boyer (Châteauguay):** Parlez-nous donc de l'argent de votre chauffeur?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vois qu'il y a ici \$30 pour *Le Canada*.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** C'est normal.

**M. Boyer (Châteauguay):** Et il en aura encore!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
7. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Ce montant est destiné à payer les enquêteurs qui vont travailler sur place.

**M. Grégoire (Montmagny):** On passe tout ça à la vapeur; on n'a pas le temps de rien voir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'enquête sur les saumons est-elle finie? Saurons-nous où le poisson fraie, où est l'habitat du saumon? Cette enquête que l'on fait, cela ne doit pas être simplement pour employer du monde?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Comme cela se rapporte au département des Pêcheries, je vais donner quelques détails. Le saumon diminue beaucoup. Il y a 60 ans, on pêchait le saumon jusqu'à la rivière Humber, dans le cœur de Toronto. Aujourd'hui, on ne le trouve même plus à l'embouchure du Saguenay.

Cette déperdition est due à diverses causes. Cela provient surtout du fait que le gouvernement fédéral, rouge ou bleu, a toléré que des chalutiers, qui remontent les grandes rivières, viennent pêcher le saumon avec des filets dérivants.

Le gouvernement provincial, dit-il, tente de protéger notre saumon. Il est intéressant de faire une enquête, poursuit-il, pour protéger cette industrie qui constitue une grande richesse dans notre province.

Quant à la pêche au saumon, dans les rivières que nous louons, nous pouvons dire que chaque saumon qui est pêché dans ces parages coûte \$300 pièce à celui qui le pêche. C'est une aide très précieuse à l'industrie touristique. En 1937, les clubs de pêche sur les rivières à saumon du Bas-du-Fleuve ont payé les frais de l'enquête.

Ottawa n'a jamais voulu se rendre aux représentations des provinces qui s'élevaient contre la disparition du saumon à cause des filets dérivants.

Ceux qui effectuent ces recherches pour la province sont bien connus pour leur talent. Lorsque le gouvernement choisit des hommes de science de cette valeur pour faire cette enquête et qu'il les choisit parmi les Canadiens français, il me semble que le gouvernement fait là un œuvre méritoire. Je suis surpris alors d'entendre le député de Montmagny (M. Grégoire) nous parler ensuite des répartitions de clavigraphes.

(Applaudissements)

**M. Grégoire (Montmagny):** Je félicite le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Voilà le rôle que doit jouer un ministre lorsqu'il est interrogé sur tel ou tel item de son administration. Si on faisait comme le ministre des Mines et Pêcheries, au lieu de dire des sottises, cela irait bien mieux.

**M. Bastien (Berthier):** Je suggère de publier de ces commissions d'enquête. Je suggère aussi au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) de surveiller l'engagement du personnel. S'il y a des compétences qui procèdent à ces enquêtes, dit-il, je ne doute pas aussi qu'il se trouve des blancs-becs qui voyagent aux frais de la province.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les enquêteurs ont-ils trouvé la fameuse hypothèque de \$400,000,000 dont il était question dans le *Petit catéchisme*?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Dans la Matapédia, on a constaté que nos forêts avaient été gaspillées pour le bénéfice des amis de l'ancien régime.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
9. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**Un député:** C'est une augmentation de \$10,000.

**M. Bastien (Berthier):** Vous avez dépassé votre budget l'an dernier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous avons mis un autre montant dans le budget supplémentaire parce qu'il y a eu plusieurs manifestations.

Il (l'honorable M. Duplessis) donne des explications sur des dépenses encourues par le gouvernement l'an dernier pour diverses manifestations: le couronnement du roi, le congrès eucharistique, les fêtes d'Amos, de Saint-Joseph de Beauce, du Saguenay, etc.

**M. Bastien (Berthier):** Je demande des explications sur un item des *Comptes publics*: \$509 qui représente les dépenses du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Cela représente mes dépenses pour 12 mois de voyages. L'ex-premier ministre, qui était directeur de compagnies, recevait des montants qui ne pouvaient se comparer au mien. Lorsque j'étais chef de l'opposition, j'avais le moyen de me payer une automobile: aujourd'hui, je ne l'ai plus. Je connais un ministre de l'ancien régime qui s'est fait payer \$5,000 pour un voyage en Europe.

**Un député de l'opposition:** Pas tout seul.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne le sais pas. Ce ministre a inscrit ce montant à deux endroits du budget.

**Un député de l'opposition:** C'est un montant bien raisonnable.



**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça ne devrait pas figurer à la queue des *Comptes publics*<sup>17</sup>.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Ce n'est pas parlementaire. Je suggère de dire "la fin".

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La fin, ça veut dire qu'il n'y a plus rien. La queue, c'est avant la fin.

**Des députés de l'opposition** demandent des explications sur divers octrois accordés par le gouvernement l'an dernier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande un palais agricole pour Saint-Hyacinthe comme on en a donné un à Victoriaville.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) me déclare, dit-il, que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) n'en voulait pas.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne suis pas de cet avis. Je remercie le gouvernement pour son fauteuil et j'attends toujours mon \$50,000 pour un palais agricole à Saint-Hyacinthe.

**M. Bastien (Berthier):** Cela n'est pas juste pour les autres comtés<sup>18</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il importe de mettre ce bureau à l'épreuve du feu. Les autres comtés ont été favorisés d'une autre manière.

**M. Grégoire (Montmagny):** Il y a aussi \$4,000 pour une salle paroissiale à Saint-Méthode, où M. Patrice Tardif est maire. Est-ce que ce montant a été voté par la Chambre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement.

**M. Grégoire (Montmagny):** Où et quand.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous l'item "divers", qu'on pourrait appeler aussi "contingences".

**M. Grégoire (Montmagny):** À quoi bon réunir la Chambre pour contrôler les dépenses si le premier ministre peut disposer de l'argent à sa guise.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** On va y voir!

**M. Grégoire (Montmagny):** Il en coûte cher à la province pour la publication des photos des ministres dans divers journaux et magazines<sup>19</sup>.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La presse suit toujours le fromage.

**M. Grégoire (Montmagny):** J'ai vu souvent le portrait du premier ministre dans les journaux avec des titres ronflants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montmagny aurait tellement aimé être ministre qu'il ramasse les portraits de ceux qui l'ont été.

(Rires)

**M. Boyer (Châteauguay)** pose une question sur l'octroi de \$1,500 pour la course en canot sur le Saint-Maurice.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai, dit-il, été heureux d'accorder un octroi de \$1,500 pour la fameuse course en canot de la Mauricie.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le projet de commission sportive, annoncé dans le discours du trône, a-t-il été abandonné?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Nous avons un projet de législation en préparation et il sera soumis à la Chambre très prochainement.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je vois \$994 pour dépenses de voyage. Quel est ce voyage fait par le premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a \$500 pour les dépenses du premier ministre pendant 12 mois dans toute la province, et \$400 pour celles de M. Georges Léveillé. Le chauffeur du maire de Québec coûtait \$2,500 à la cité.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Cette affaire de chauffeur du maire, cela fait trop de fois qu'on en parle. Le premier ministre doit savoir que le salaire de chauffeur, l'ancien maire de Québec y a renoncé.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le premier ministre sait que des salaires pour des chauffeurs, tous les maires avant moi en ont eu.

**M. Boyer (Châteauguay):** Les autres maires prenaient cet argent-là pour payer un chauffeur. Vous avez gardé l'argent pour être votre propre chauffeur et les autres employaient quelqu'un avec cet argent-là. Voilà la différence.

**M. Grégoire (Montmagny):** C'est le premier ministre qui, en comité, lors de l'étude du bill de Québec, me l'a ôté, cet argent-là. Il l'a sur la conscience, parce qu'il n'avait pas le droit de me l'enlever. Il le gardera toujours sur la conscience, étant donné qu'il a privé par là de travail un sans-emploi de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans l'opposition, il y a des drôles de mentalités. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) vient dire que l'ancien maire de Québec a fait un beau geste en abandonnant son salaire de chauffeur, et le député de Montmagny (M. Grégoire) reproche, lui, au premier ministre, d'avoir enlevé cet argent, disant que le premier ministre l'aura sur la conscience.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mademoiselle Marie-Régina Drolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement demande encore un crédit de \$100,000 pour la participation de la province à l'exposition universelle de New York qui s'ouvrira le 30 avril. Rien n'a encore été déboursé. Ce subside sera inséré plus tard, avec le consentement de la Chambre, dans le budget supplémentaire.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Travaux de la Chambre:

#### Droit de vote des femmes

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle que le bill relatif au droit de vote des femmes sera étudié demain matin, au comité des bills publics. Il invite tous les députés à être présents.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

### NOTES

1. Avant la séance du 28 mars 1939, vers 2 h 15, des étudiants de l'Université Laval manifestent devant le parlement. Ils veulent que le premier ministre précise ses vues sur la conscription et sur la participation du Canada à la guerre imminente. Un groupe de délégués rencontre le premier ministre dans son bureau vers 3 heures. Au même moment, d'autres jeunes réussissent à entrer dans la Chambre et dans les galeries de l'Assemblée législative pour réclamer la présence de M. Duplessis. Celui-ci s'y présente à 3 h 30 et prie les étudiants de respecter l'ordre et de manifester de façon pacifique. Tout en parlant de l'autonomie de la province, Duplessis indique, tout en évitant de préciser son opinion personnelle, que le Québec avait toujours été opposé à la conscription. Le député de Québec-Centre (M. Hamel), le député de Kamouraska (M. Chaloult) et le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) y prononceront aussi des discours.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Dans *L'Événement-Journal* du 29 mars 1939, à la page 8, on écrit que "les députés de l'opposition continuent leurs questions. Il est bientôt question de "pyrites métalliques", "oxydes", "carbonates de fer", etc. On se croirait dans un laboratoire de chimie."

4. Voir note 2.

5. "Vingt-cinq milles carrés", selon *L'Événement-Journal* du 29 mars 1939, à la page 8.

6. "Le député de Berthier (M. Bastien)" selon *L'Événement-Journal* du 29 mars 1939, à la page 8.

7. Voir note 2.

8. "six", selon *Le Soleil* du 29 mars 1939, à la page 22.

9. *L'Événement-Journal* du 29 mars 1939, à la page 8, attribue ces paroles au premier ministre.

10. On discute de l'item encore quelque temps, selon *Le Canada* du 29 mars 1939, à la page 6.

11. Au cours de la séance du 22 mars 1939, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) avait lu en Chambre la lettre d'un colon qui mesurait 37 pieds de longueur.

12. Voir note 2.

13. Voir note 2.

14. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Téléphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était Orateur de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

15. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur

(1938-1962) à l'école des Hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (1936-1939). Il sera notamment membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

16. \$14,000, selon *L'Événement-Journal* du 29 mars 1939, à la page 8.

17. Ici, *L'Action catholique* du 29 mars 1939, à la page 13, rapporte que "plus loin, il est de nouveau question de la queue du rapport".

18. *L'Action catholique* du 29 mars 1939, à la page 13, indique ici qu'un octroi pour le bureau d'enregistrement de La Prairie provoque un bref débat.

19. En sous-titre, *Le Canada* du 29 mars 1938, à la page 6, annonce à ce moment que plusieurs items relatifs à la publicité sont également passés au crible.



Séance du mercredi 29 mars 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 159 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James S. Fontaine au nombre de ses membres après examen.

Le bill suivant a été référé à la Chambre:

- bill 141 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 158 modifiant la charte de la ville de East Angus.

**Religieuses Ursulines  
de Trois-Rivières**

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que les articles du Règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'au dépôt, à la présentation, à l'examen et à la réception des bills privés, soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 modifiant la charte de la communauté des Religieuses Ursulines de Trois-Rivières, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**M. Trudel (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 162 modifiant la charte de la communauté des Religieuses Ursulines de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Explications sur des faits publics:**

**Article  
du *Soleil***

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je me lève, dit-il, sur une question de privilège pour démentir une nouvelle parue dans un quotidien de Québec<sup>1</sup> à l'effet que des gens mouraient d'extrême misère à Godbout sur la Côte-Nord.

**Motions des députés:**

**Anniversaire du député  
de Saint-Maurice, M. Trudel**

(Un page s'amène avec une grosse gerbe de roses qu'il dépose sur le pupitre de M. Trudel).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous célébrons aujourd'hui le 43<sup>e</sup> anniversaire du distingué Orateur suppléant de cette Chambre, le député de Saint-Maurice (M. Trudel). Le député est mon voisin de comté. C'est un vieil ami de toujours, quoique nous ayons différé d'opinion pendant longtemps et jusqu'à la formation de l'Union nationale où nous avons réuni nos aspirations communes sous la même bannière.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avec plaisir, je veux me joindre au premier ministre pour offrir à l'Orateur suppléant de la Chambre, au nom de l'opposition libérale, mes vœux les plus sincères.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je veux offrir, au nom du Parti national, à l'Orateur suppléant de la Chambre nos vœux de bonheur, de santé et de prospérité, à l'occasion de son 43<sup>e</sup> anniversaire.

**Dépôt de documents:**

**Salaires payés aux ouvriers  
travaillant à l'exploitation forestière**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 21 mars 1939, pour la production d'un état indiquant:

1. Le gouvernement, au cours de la saison 1937-1938 a-t-il pris les mesures nécessaires pour que soient observées et respectées les dispositions de l'arrêté ministériel no 1822, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 3 juillet 1937 concernant les salaires à être payés aux ouvriers travaillant à l'exploitation forestière?

2. Les concessionnaires forestiers se sont-ils tous conformés à l'obligation que leur imposait ledit arrêté ministériel de soumettre tout contrat, pour travail à forfait, au sous-ministre des Terres et Forêts et de faire accepter lesdits contrats par ce dernier?

3. La compagnie Édouard Gohier limitée, pour ses opérations faites à Saint-Côme et dans le nord du comté de Joliette, a-t-elle accompli cette formalité?

4. Si la réponse à la dernière question est affirmative:

a. Quand a-t-elle rempli cette formalité?

b. Quel est le nom de chacun des employés dont les contrats ont été soumis pour approbation et ensuite approuvés?

5. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes d'employés qui ont travaillé à l'exploitation forestière de ladite compagnie Édouard Gohier limitée, pendant que l'arrêté ministériel no 1822 était en vigueur?

6. Si la réponse à la question précédente est affirmative, qu'est-ce que le gouvernement a fait pour protéger les employés de ladite compagnie? (Document de la session no 24)

### **Loi de l'expropriation**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant la loi de l'expropriation soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je soulève un point d'ordre au sujet de la prise en considération de cet item. Nous sommes un mercredi, et en vertu de l'article 111 des règlements de la Chambre, règlements qui, je veux croire, sont assez connus s'ils ne sont que plus ou moins observés... L'article 111 dit clairement: "À moins que la Chambre n'en ait décidé autrement, les affaires du jour sont appelées dans l'ordre suivant: le mercredi et le vendredi, les questions aux ministres et aux députés, les motions annoncées par les députés." Ainsi, certaines matières ont préséance sur d'autres

certaines jours, entre autres, le mercredi, les motions annoncées par les députés. Le règlement 111 est d'ailleurs confirmé par l'article 122 où il est dit que "toutes les affaires inscrites au *Feuilleton* du jour sont appelées dans l'ordre qui leur est assigné".

En d'autres termes, les députés, par leur motion ou leurs motions, ont préséance, le mercredi, sur tout autre item du *Feuilleton*, après les questions posées aux ministres. Cet ordre n'a pas toujours été observé, mais il existe quand même. Je soumetts respectueusement que ce n'est pas au ministre ni au premier ministre de régler l'ordre que l'on doit suivre en Chambre, du moins le mercredi. Tant que les règlements ne seront pas amendés à cet effet, il y a des journées spéciales pour les députés. Le premier ministre vient d'appeler l'item; or l'item 69 est la deuxième lecture du bill numéro 38. J'ai tellement raison que le *Feuilleton* est arrangé et numéroté selon les règles de préséance. C'est le droit des députés de soumettre leur motion au temps fixé par le Règlement. Ainsi, la motion du député de Kamouraska (M. Chaloult) concernant notre participation aux guerres de l'Empire porte le numéro 56. Il y a de ces motions très importantes au *Feuilleton*. Celle du député de Kamouraska (M. Chaloult) me paraît de cette envergure.

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a trois méthodes pour diriger le travail de la Chambre: le premier article des Règlements dit que la Chambre, dans le cours de ses délibérations, peut s'appuyer sur le Règlement, la loi et la coutume. Ces trois directives ont été appliquées ici en tout temps. Le député de Québec-Est (M. Drouin) cite une théorie. En pratique, il est évident pour chacun de nous que la Législature est convoquée pour légiférer. Une motion de député, M. l'Orateur, n'annonce aucune législation, ne comporte aucun acte au point de vue administratif.

Nous avons des lois d'une portée considérable, dans l'intérêt du bien-être public, à étudier. Il s'agit d'une procédure urgente en matière d'expropriation que nous aurons à appliquer dès ce printemps, et le printemps survient. Le Conseil législatif doit l'étudier aussi. Il est d'ailleurs possible que nous ayons une sanction, expressément pour cette loi, demain après-midi. En définitive, nous voulons passer à l'étude d'une loi d'intérêt public.

Même si l'on acceptait la théorie du député de Québec-Est, les règlements n'empêcheraient pas le gouvernement de demander l'ajournement sur telle ou telle motion, le mercredi. Nous pourrions nous prévaloir du droit que nous avons de dire: "Stand"

pour une motion ou une autre. Mais, au lieu de faire perdre le temps de la Chambre, nous faisons des lois. Après tout, on admettra que c'est la Chambre qui doit décider de la procédure. La Chambre est maîtresse de ses actes et, à l'heure actuelle, il n'y a pas d'autre motion devant nous que celle de passer en comité plénier.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le premier ministre peut bien nous dire: il y a là la loi, les règlements; il peut bien invoquer la coutume. Mais il ne saurait le faire que s'il y a un doute dans l'interprétation d'un règlement. Lorsque le règlement est précis et formel, il n'y a plus de coutume. La coutume ne peut être invoquée que lorsque la loi est obscure, quand il y a un doute dans l'interprétation d'un règlement. La Chambre doit observer les règlements.

Le premier ministre dit aussi: "Les motions n'avancent rien, ne comportent aucun acte administratif." Nous avons eu la motion Antonio Barrette<sup>2</sup> qui ne manquait pas d'opportunité. Nous n'avons eu aucune objection à la discuter. La motion que j'ai consignée au *Feuilleton* de la Chambre est de même nature. J'estime que nous devrions la discuter, vu les circonstances.

Il serait intéressant d'avoir l'opinion de cette Chambre sur la participation. Il n'y a d'ailleurs pas de choix; les règlements sont formels: ils doivent dicter l'ordre à suivre dans les travaux de la Chambre. Il n'y a aucune porte de sortie possible.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si on doit changer les règlements, on ne saurait le faire que par une motion à cet effet. Or, il n'y a pas au *Feuilleton* de motion pour changer ou modifier les règlements. On doit donc s'y soumettre. Le premier ministre dit qu'il a des lois importantes à présenter. De toutes les lois que nous passerons, il me semble qu'il n'y a rien de plus important qu'une mesure qui tend à protéger sa vie contre la guerre.

La question soulevée par le député de Kamouraska (M. Chaloult) dans sa motion ne manque pas d'urgence. Nos jeunes veulent qu'une opinion soit exprimée. Cette question ne concerne pas seulement la propriété, mais aussi, répète-t-il, la protection de la vie des gens. Je ...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
À l'ordre!

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer à l'honorable député de Québec-Centre qu'il ne peut argumenter sur une motion qui n'a pas encore été appelée devant

la Chambre. Il n'est pas question, actuellement, de discuter sur telle ou telle motion. Il est uniquement question de savoir si la Chambre doit passer à l'item 69 de l'ordre du jour.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai parlé de cela parce que le premier ministre a invoqué l'intérêt public pour faire passer ses lois avant les motions.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** Dans l'intérêt de la province!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le député de Québec-Est (M. Drouin) a invoqué les règlements qui sont formels. Si c'est la coutume qui doit avoir préséance sur les règlements, abolissons les règlements.

**M. l'Orateur:** L'article 111 me semble d'une rédaction en effet assez claire. Mais c'est la dixième session que je siége en Chambre et, à ma connaissance, à chaque session, la Chambre a mis de côté les règlements de la préséance. Cela en est devenu une coutume. L'article 122<sup>3</sup> du Règlement est depuis longtemps tombé en désuétude et il est maintenant d'usage que l'honorable premier ministre appelle les affaires dans l'ordre qui lui convient.

Je ferai de plus remarquer que la Chambre est toujours maîtresse de ses décisions et c'est à elle de décider. Et si on croit que j'interprète mal sa volonté, on peut toujours en appeler de ma décision. En conséquence, je renvoie le point d'ordre soulevé par le député de Québec-Est (M. Drouin)<sup>4</sup>.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'en appelle respectueusement de votre décision.

**Les députés du Parti national** demandent le vote.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Caron, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Goudreau, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc

(Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Sauvé (Beauharnois), Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 55.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 19.

Ainsi, la motion est adoptée. La décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

En conséquence, la Chambre passe à la deuxième lecture du bill 38 modifiant la loi de l'expropriation.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Hamel), que cette Chambre passe maintenant à l'item 56 de l'ordre du jour, c'est-à-dire à la considération de la motion Chaloult sur la participation aux guerres de l'Empire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. En deuxième lecture d'un bill, car nous sommes sur la deuxième lecture du bill 38 relatif aux expropriations, il n'y a aucun amendement qui puisse se faire en ce moment. On peut seulement demander l'ajournement du bill à six mois.

**M. Drouin (Québec-Est):** Parlant sur le point d'ordre du premier ministre, je vais de nouveau citer les règlements qui m'autorisent à faire cet amendement. À l'article 189, il est dit qu'une motion "interrompt tout débat en cours et, si elle est adoptée, elle écarte toutes les questions tant principales que secondaires ou incidentes, dont la Chambre est alors saisie". Un député peut, en n'importe quel temps, proposer une motion à l'effet de passer d'un ordre du jour à un autre!

J'ai été à l'école de la procédure de ce gouvernement et de celle du premier ministre. Je me rappelle qu'en 1936, nous siégeons en comité des subsides, et le député de Laviolette, M. Romulus Ducharme, a proposé un amendement pour passer à la deuxième lecture d'un bill. Nous pouvons en n'importe quel temps proposer une motion pour passer d'un ordre du jour à un autre. L'article 188 des règlements est explicite là-dessus. Une motion, y dit-on, proposant de passer à l'ordre du jour suivant

ou à un ordre du jour déterminé peut toujours être faite, excepté lorsque la Chambre est saisie d'une question d'ajournement, d'une question de privilège, d'une question d'ordre.

Il (M. Drouin) cite des Orateurs.

Si le point d'ordre du premier ministre était respecté, on ne pourrait plus présenter de motion.

**M. l'Orateur:** Je suis en train de lire l'article 455 et je pense pouvoir bien le comprendre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je crois...

**M. Boyer (Châteauguay):** L'Orateur est à décider.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Ce que nous réclamons, en plus du droit de faire respecter les règlements de cette Chambre, c'est la discussion sur une motion d'une extrême importance. Je ne pourrais certes pas comprendre que le gouvernement serait opposé à pareilles mesures. Je crois que les députés de cette Chambre devraient être anxieux de discuter de notre participation aux guerres impériales. Je ne vois pas de raison d'attendre plus longtemps.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Élevant la voix) À l'ordre!

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** On essaye présentement de venir à l'encontre d'une décision de l'Orateur, décision confirmée par un vote de cette Chambre. Lorsque nous avons décidé, par le vote, de l'opportunité de discuter de la deuxième lecture du bill numéro 38 plutôt que d'aborder la discussion de telle ou telle motion, il me semble que nous avons décidé de renvoyer à plus tard cette discussion afin de passer au bill. L'article 455 est explicite et dit que "le débat sur toute motion de deuxième lecture ne doit porter que sur le principe du bill".

**M. l'Orateur:** Je prends la question en délibéré<sup>5</sup>.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.



**En comité<sup>6</sup>:**

**M. Leduc (Laval):** Cette loi vient à son heure. L'ancienne loi passée par le gouvernement actuel, en 1937, a entraîné des délais considérables de procédure et causé beaucoup d'ennuis au ministère de la Voirie. Cette loi fut la cause de retards apportés à la construction de certaines routes. Je crois que le gouvernement pourrait encore aller plus loin et nommer des juges dans chaque district pour s'occuper des causes d'expropriation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Laval fait des déclarations qui ne sont pas du tout conformes à celles qu'il a faites dans les journaux et même en Chambre. Le député prétend que la loi d'expropriation que nous avons adoptée était mauvaise; donc, il a sa part de responsabilité dans cela, puisque comme ministre<sup>7</sup>, il l'a approuvée. Il a affirmé que cette loi a fait perdre de l'argent à la province. La Chambre est en mesure de constater jusqu'à quel point la loyauté est le reflet de l'honnêteté.

Nous allons examiner comment les choses se passaient avant la loi que nous avons fait passer. Avant l'adoption de la loi des expropriations de 1937, il était nécessaire d'entamer de nombreuses procédures. Il fallait d'abord faire une demande en expropriation. Sur cette demande, la partie qui voulait exproprier devait s'adresser à un juge de la Cour suprême pour obtenir la permission de soumettre l'affaire à la Commission des services publics. La Commission n'avait donc pas juridiction, puisqu'il fallait d'abord demander une permission à la Cour supérieure. Il y avait ainsi un retard considérable.

Avant l'adoption de la loi en question, par exemple, les délais judiciaires pour les expropriations étaient de 23 jours. Ils sont réduits à 18 jours. De plus, comme la Commission des services publics siège occasionnellement, tantôt dans un district, tantôt dans un autre, on décide, par cette loi, d'envoyer directement les causes d'expropriation à la Cour supérieure, où il y a toujours des juges pour éviter des retards, et on restera là.

Le député de Laval (M. Leduc) est allé jusqu'à dire que la province pouvait nommer des juges pour les causes d'expropriation. Il est élémentaire que nous n'avons pas le droit de le faire.

**M. Leduc (Laval):** J'ai dit: des juges attirés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est encore élémentaire que nous ne pouvons faire

cela. Le député, avec son expérience, doit savoir que la province n'a le droit ni de nommer ni d'attirer des juges. Les nominations de juges relèvent du pouvoir central. Un jeune étudiant sait cela! Mais cette déclaration du député de Laval est encore explicable. Cependant, le député de Laval a fait une autre déclaration: on ne s'explique pas qu'il ait trouvé moyen de parler d'anarchie dans la magistrature. C'est injuste pour les magistrats.

**M. Leduc (Laval):** Je soulève un point d'ordre. J'ai dit que la loi avait mis l'anarchie dans le département des Travaux publics. Je n'ai pas parlé des juges.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Laval a prétendu que les juges ne veulent pas entendre les causes. Il a parlé aussi d'anarchie dans les départements de la Voirie. Je l'admets, c'est pour cela que nous l'avons mis dehors.

**M. Leduc (Laval):** Si le premier ministre veut faire une motion pour discuter cette question, je suis à sa disposition.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous l'ancienne loi, il était nécessaire d'entreprendre des procédures trois fois en Cour supérieure, et deux fois devant la Commission des utilités publiques. Beaucoup de cas n'ont pas été réglés, et les travaux sur les routes ont été retardés pendant un mois ou un mois et demi. Des retards ont été occasionnés par le passé dans le département de la Voirie parce que l'ancien ministre de la Voirie ne voulait pas se conformer aux règlements, malgré mes instructions, et accordait les contrats avant qu'un ordre en conseil n'ait été passé.

Des avocats déclarèrent que le ministre ne suivait pas la loi. Cela prêtait à des abus. Ces explications, à l'encontre des déclarations du député, mettent en lumière les procédés et les méthodes de celui qui a voulu se débarrasser de l'autre.

**M. Leduc (Laval):** Les juges ont différé d'opinion sur les expropriations: l'un disait qu'il fallait un ordre en conseil, un autre exprimait l'avis contraire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien ministre s'obstinait, malgré mes avis, à ne pas se conformer aux règlements, et nous avons dû passer un ordre en conseil pour régler définitivement son cas.

**M. Leduc (Laval):** Il est si vrai que la loi d'expropriation de 1937, passée par le premier ministre, nous a causé des ennuis que la présente loi vient corriger l'autre. Des avocats se rendirent compte des ennuis causés par la loi de 1937. Certaines causes furent mal préparées. Je puis citer nombre de cas où des retards préjudiciables à l'intérêt public et à la bonne administration du département ont été causés par cette loi. Aussi, dans le cas de la route Sainte-Rose-Sainte-Jérôme, sur une distance de 3,500 pieds, un long retard fut causé par suite de cette loi. Les amendements présentés corrigent ces ennuis et ils constituent une grande amélioration.

Je me souviens des commentaires des officiers supérieurs du département à ce sujet. La présente loi change la procédure de façon radicale. Si le gouvernement avait toujours consulté les autorités en la matière, il ne serait pas obligé, aujourd'hui, de revenir en arrière. Nous avons administré la voirie avec ce que nous avions à notre disposition. Nous n'étions pas pressés de donner des contrats, puisqu'avant de donner des contrats, il fallait passer par le premier ministre.

Je dirai aussi qu'il y avait beaucoup de juges qui préfèrent recourir à l'expertise. C'est le temps de dire que la présente loi est une grande amélioration. Le premier ministre, cependant, ne veut pas admettre qu'il s'est trompé. Il n'y a pas de mal à reconnaître son erreur. En reconnaissant ses erreurs, un homme se grandit. Le seul commentaire que j'ai à ajouter, c'est de demander un tribunal qui jugera exclusivement les cas d'expropriation et permettra au département de la Voirie de procéder avec plus de célérité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Laval a parlé d'amélioration. J'en suis. C'est pour cela que j'ai changé de ministre de la Voirie. Il (l'honorable M. Duplessis) cite les nombreux ennuis causés par l'ancienne loi et les nombreuses procédures requises. Il rappelle les avantages que comporte la loi qu'il fait passer. La loi actuelle, dit-il, simplifie des procédures déjà simples. Je souligne la réduction de cinq jours dans les délais. C'est, poursuit-il, l'ancien ministre de la Voirie qui a été lui-même cause des retards, en ne soumettant pas au Conseil des ministres les questions d'expropriation. Il s'agissait peut-être de donner des contrats plus rapidement.

(Un spectateur applaudit dans les galeries)

**M. Leduc (Laval):** Ce sont des affirmations gratuites. Il y a un arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 1937,

je crois, qui me permettait de faire des travaux sur à peu près toutes les routes de la province. Je pourrais le produire, et l'on verrait qui a raison. Le premier ministre peut faire des discours, mais les gens qui ont voyagé entre Québec et Montréal ont vu, l'an dernier, deux maisons au centre de la route à Deschambault. L'an dernier aussi, il a été impossible de faire des travaux entre Saint-Sulpice et Charlemagne parce qu'il y avait des maisons dans le chemin, malgré la loi, malgré les avocats, malgré les procédures du premier ministre. La pratique est différente de la théorie. Je constate les faits.

Les usagers de la route ont été dérangés aussi à Saint-Janvier, où 3,500 pieds de terrain ont coûté entre \$30,000 et \$40,000. La route de Saint-Jérôme a coûté environ \$100,000 de trop à cause de cette loi des expropriations qui était mauvaise. De Québec à Giffard, on a été gêné dans les travaux. C'a été la même chose partout, sauf dans le comté de Deux-Montagnes, représenté par l'Orateur de la Chambre, où nous avons reçu une excellente collaboration. Maintenant que la loi change, il est inutile de s'adresser des reproches qui n'avancent à rien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Évidemment, l'ancien ministre de la Voirie (M. Leduc) a fait beaucoup de choses sans s'en apercevoir. C'est peut-être la raison pour laquelle on ne l'a pas gardé; on ne pouvait de toute évidence garder dans le cabinet un ministre qui ne savait pas ce qu'il faisait.

Autrefois, en vertu de l'ancienne loi, pour entrer en possession d'un terrain, il fallait 23 jours. Avec notre loi, en permettant de s'adresser à un juge de la Cour supérieure, nous avons réduit cette période.

Si l'ancien ministre de la Voirie a gaspillé \$100,000, c'est parce qu'il ignorait une loi qu'il devait connaître. C'est parce qu'il ne se conformait pas aux instructions qu'il avait de faire passer des ordres en conseil. Il ne faisait pas son devoir.

**M. Leduc (Laval):** Il n'est pas question de savoir si j'ai fait mon devoir. Cette loi était sous le contrôle du département du procureur général (l'honorable M. Duplessis), et si elle ne donnait pas les résultats qu'elle devait, il n'y a que lui de responsable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est bien la façon de procéder d'un gars...

(Rires)

... d'un homme qui était ministre. Le mot "gars" nous vient naturellement quand on pense aux

dégâts du passé. Il oubliait qu'un arrêté ministériel était requis. C'est tellement naturel pour lui de jeter la responsabilité sur les autres. Le député de Laval nous dit que ça allait mal. Mais pourquoi ne s'en allait-il pas, puisque ça allait tellement mal?

Comment se fait-il qu'il nous a fallu l'envoyer de force? L'ancien ministre de la Voirie a fait dépenser dans le comté de Terrebonne \$100,000 de trop dans les expropriations. Si le premier ministre avait passé une loi qui coûtait \$100,000 à la province, comment se fait-il qu'il ne voulait pas partir?

**M. Leduc (Laval):** Je me plains, dit-il, du ton blessant du discours du premier ministre à l'égard d'un honnête homme. Si le premier ministre veut porter la discussion sur ce terrain, je suis prêt à le suivre. Mais qu'il fasse attention à ce qu'il dira! Je resterai devant le premier ministre tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas accusé formellement son ancien collègue.

Je le suivrai et je finirai par l'atteindre. Le premier ministre devrait être assez honnête, lui, le pur, le sans tache, le saint innocent, pour dire que, pendant deux ans, nous avons demandé de changer la loi des expropriations.

Ces modifications devaient être présentées lors de la dernière session. Quand la loi des \$50,000,000 a été passée, nous l'avons apprise en Chambre. Quand on a assez peu de respect pour ses ministres pour ne plus les consulter... D'ailleurs, je n'étais pas le seul à ne pas être consulté. Il y en avait qui insistaient pour que nous continuions ce que nous avions commencé, et nous espérions qu'il y aurait des amendements.

Si le premier ministre veut préciser ses accusations et les porter comme un honnête homme, je suis prêt à l'affronter et à faire face à n'importe quelle accusation.

**M. le président:** Le député de Laval s'éloigne du bill en discussion. Le président a déjà entendu ce débat. Il n'est pas au courant des faits et demande qu'on s'en tienne au bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection à laisser continuer le député.

**M. Leduc (Laval)** veut continuer sur le même ton.

**M. le président:** Je demanderais au député de s'en tenir au projet de loi.

**M. Leduc (Laval):** Je termine en souhaitant de voir créer un organisme qui réglerait les cas d'expropriation. Ceci améliorerait davantage la loi.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La nouvelle loi d'expropriation, avec les amendements qu'on lui apporte présentement, va continuer à malmenier les expropriés. Les puissants avec cette loi ont tous les avantages de leur côté. On veut maintenant forcer l'expropriateur à acheter les terrains à être expropriés. Cette loi est une loi injuste pour l'expropriateur qui devrait avoir le droit de payer les frais et de ne pas acheter. On a donné aux compagnies le droit de mettre l'achalandage dans leur actif, permettant ainsi le mouillage des stocks. C'est une loi imbuée de libéralisme économique. Ce n'est pas juste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour répondre au député de Laval, je lui dirai que la raison de retards fut parce qu'il ne fit pas passer d'ordre en conseil. C'était à lui à le faire, et j'ai été obligé de le lui demander. Quant au ministre actuel, je puis lui dire que c'est une amélioration sensible sur autrefois.

Quant au député de Québec-Centre, il est absolument hors d'ordre. L'expropriateur est la personne qui veut exproprier, qui veut acheter un terrain en tout ou en partie, qui veut exercer un droit exorbitant. Le député de Québec-Centre dit que nous donnons trop d'obligations à l'expropriateur. L'expropriateur, c'est la compagnie, et la compagnie, dans certains cas, c'est la Quebec Power. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) trouve que nous imposons trop d'obligations à la Quebec Power. Voyez-vous cela?

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** L'expropriateur dans le cas auquel le premier ministre fait allusion est la cité de Québec, et l'exproprié est la Quebec Power.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Prenons un autre cas comme exemple. La ville de Québec s'en va sur un terrain et elle veut l'acquérir. La même chose pour la province. Elle doit s'adresser à un juge de la Cour supérieure et forcer le particulier à se défendre, à faire des frais. Et après, on viendrait dire qu'on n'achète pas. Il n'y a rien de mal à protéger l'individu.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il y a un gros mal. Si les frais sont payés, l'individu est déjà

indemnisé et il doit être content de garder son terrain. Le premier ministre a parlé de la Quebec Power, et il prétend que c'est un droit exorbitant pour la ville de devenir maîtresse chez elle. Grâce au gouvernement, avec la loi d'expropriation, la compagnie détient un monopole et elle peut l'entrer dans son actif. Elle peut ainsi le majorer de plusieurs millions et la ville devra payer.

**M. Boyer (Châteauguay):** La loi d'expropriation à l'étude n'a rien à voir pour les municipalités.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La loi d'expropriation à l'étude n'a rien à voir pour les municipalités. Elle ne s'applique qu'à la couronne, et son but a été de voir à protéger l'individu contre les abus que la couronne pourrait être tentée de commettre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Au contraire, la loi s'applique à tout genre d'expropriation dans la province.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La loi le dit en toutes lettres. Les législateurs ont prévu le cas. Où se trouve donc l'abus du libéralisme économique dont parle le député de Québec-Centre? Ce dernier prononce encore des grandes phrases qu'il ne comprend pas. Ces gens veulent faire croire qu'ils sont inspirés du Saint Esprit et que tous les autres sont dans l'erreur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi exempte les expropriateurs autres que la couronne de payer le 15 % d'indemnité.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On a fait semblant de donner une faveur, mais si la ville de Québec voulait exproprier la Quebec Power, elle devrait payer des millions pour l'achalandage. Les lois que le gouvernement force les tribunaux à respecter sont des lois iniques.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La clause essentielle du bill est à l'article 5. Elle se lit: "Sur dépôt des documents énumérés à l'article 6, l'immeuble ou le droit réel décrit dans l'avis prévu par l'article 4 devient la propriété de la couronne et l'instance est continuée aux seules fins de faire fixer l'indemnité et la compensation payables à l'exproprié".

Cette clause permet à la couronne de faire des travaux avant que l'indemnité ne soit fixée par la cour. La présente loi n'aura pas pour effet d'établir un système de conformité dans les expropriations.

L'an dernier, des maisons se trouvaient au milieu de la chaussée par suite des expropriations. Avec cette loi, on crée une infinité de procès qui n'existaient pas alors que les causes en matière d'expropriation relevaient de la Commission des services publics. La Commission des services publics était de beaucoup supérieure.

C'est là un tribunal populaire qui agissait avec célérité, qui pouvait se transporter sur les lieux, devant lequel n'importe qui pouvait faire valoir ses droits et dont les décisions étaient uniformes. Nous avions un jugement qui donnait satisfaction. Aujourd'hui, nous avons toutes sortes d'embêtements légaux. Devant la Cour supérieure, l'exproprié sera obligé d'avoir recours à des experts et ça coûte cher des experts. Cette loi occasionnera des frais additionnels à l'exproprié.

Je suggère enfin que le bill soit baptisé: "Loi corrigeant les erreurs de la nouvelle loi d'expropriation."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'existence constitutionnelle de la Commission des services publics était mise en doute avec raison: la Commission des services publics n'avait aucune juridiction et aucune existence légale. La preuve, c'est qu'il fallait quand même aller trois fois devant la Cour supérieure pour faire homologuer les décisions; il vaut bien mieux s'adresser tout de suite au tribunal de droit commun qui a toute la compétence nécessaire pour juger ces causes.

Les compagnies de chemins de fer, qui sont des compagnies fort bien organisées, pour les fins d'expropriations, procèdent devant un juge. Il ne fait pas de doute qu'avec le ministre actuel de la Voirie (l'honorable M. Carignan), les choses vont marcher normalement et d'une façon honnête et intégrée.

**M. Leduc (Laval):** Je voudrais savoir ce que le premier ministre entend quand il dit qu'avec le ministre actuel les choses vont marcher d'une façon honnête et intégrée. S'il y a là une insinuation, je demande au président d'obliger le premier ministre à retirer ses paroles. L'administration passée a été honnête et intégrée. Elle a été tellement honnête et tellement intégrée que je suis parti depuis sept mois et qu'on n'a pas encore eu le courage de prendre des procédures.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit et je répète qu'il y a actuellement à la tête du département de la Voirie un homme intégrée et honnête, et qu'il y aura une amélioration considérable dans l'application de la loi.

**M. Bastien (Berthier):** Je m'étonne, dit-il, qu'on change la loi de l'expropriation, parce qu'on avait dit que c'était la meilleure loi depuis la Confédération.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On ne devrait pas faire d'insinuations sur le compte de celui que l'on qualifiait: "Le meilleur ministre de la Voirie depuis la Confédération."

**M. Bastien (Berthier):** Ce que les cultivateurs et les villageois craignent, ce sont les frais de la Cour supérieure. Voilà pourquoi ils cèdent volontiers leurs terrains au lieu d'être dans l'obligation d'aller devant les tribunaux.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Tramways de Montréal**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de compléter les pouvoirs accordés à la commission d'étude nommée pour examiner sous tous ses angles la question des tramways de Montréal, commission que préside Me Emery Beaulieu. On oblige les membres de ce comité à prêter serment, et on dit que leur enquête devra se

continuer nonobstant toute procédure dilatoire qui pourrait être intentée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avec cette loi, si le président a une idée, il peut partir en automobile faire signer quatre membres du comité, et leur décision aura la même valeur qu'une résolution adoptée en séance régulière. C'est une procédure extraordinaire, c'est un principe dangereux, c'est une loi contraire à l'intérêt public.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette suggestion nous a été faite par l'honorable juge Ferdinand Roy, de l'Office des salaires raisonnables, et je crois qu'elle est excellente. Il arrive souvent qu'une décision doive être très rapide, pour ne pas perdre un avantage important. Quant aux procédures judiciaires, c'est parfaitement correct. Nous voulons que l'enquête commence et se continue. Nous n'avons pas peur des compagnies et l'enquête va commencer.

**M. Bastien (Berthier):** Voilà trois ans que vous êtes au pouvoir et vous n'avez encore rien fait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pendant 20 ans, les amis du député de Berthier n'ont rien fait. Ils sont restés sourds aux protestations. Nous, nous sommes arrivés au pouvoir en 1936 et nous avons immédiatement donné suite aux protestations.

Le contrat de la Montreal Tramways avec la ville de Montréal, lequel remonte à 1917, sous le régime Gouin, a donné lieu à de nombreuses et sérieuses critiques. Depuis trois<sup>9</sup> ans, en attendant le rapport du comité d'enquête, nous avons forcé la Montreal Tramways à payer \$1,250,000 à la ville de Montréal et sans recours légal de la part de la compagnie. Nous avons ainsi fait faire à la ville de Montréal un cadeau.

**M. Bastien (Berthier):** Comme chef de l'opposition, la Montreal Tramways a toujours été votre cheval de bataille. Depuis que vous êtes au pouvoir, vous n'avez rien fait de pratique. Vous continuez votre camouflage. Je ne crois pas que vous soyez si malin que cela pour la Montreal Tramways.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons fait payer \$1,250,000.

**M. Bastien (Berthier):** On sait comment cela s'est fait. Aujourd'hui, on nous arrive encore avec

des comités d'étude, des lois, des amendements et l'on ne procède pas. Et c'est de cette façon que ceux qui se proclament les sauveurs de la race combattent la dictature économique.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre veut laisser croire qu'il est très malin pour les monopoles. Il a déjà dit au comité: "La Montreal Tramways va rembourser un million d'ici huit jours". Cela se passait en 1937. Or, la compagnie a payé en quatre versements et elle n'a fini de rembourser qu'en 1938. Nous sommes en 1939 et le comité formé en 1937 n'a pas encore fait de rapport. Il devait cependant faire rapport huit jours après l'ouverture de la session suivante. La loi actuelle est une loi pour faire durer la souffrance du peuple. Rien de plus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais qu'est-ce que le gouvernement a fait de 1917 à 1936? Rien n'a été fait sous l'ancien régime, mais en arrivant au pouvoir, dit-il, j'ai fait passer une loi. Quant au comité, il s'agissait de le former d'hommes compétents. Nous avons offert à plusieurs juges, par exemple, à Sir Mathias Tellier et aux juges Saint-Jacques et Saint-Germain, de la Cour du banc du roi, de faire partie de ce comité. Tous ont refusé à cause du travail qu'ils ont à accomplir. Nous avons consulté, nous avons cherché et nous avons nommé un comité. Nous avons fini par trouver des personnes compétentes, dont Me Émery-L. Beaulieu, comme président. Si l'opposition veut le critiquer, qu'elle le fasse.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne songe nullement à critiquer les membres du comité. Ce que je reproche au gouvernement, c'est d'avoir passé une loi en 1937, relativement à la nomination du comité, et d'avoir oublié de nommer le comité. Il a fallu bien du temps! On vient seulement d'en désigner les membres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que l'opposition vote donc contre la loi!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne vous ferai pas ce plaisir-là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition n'a pas le courage de voter contre la loi, qu'elle cesse de critiquer et de faire perdre le temps de la Chambre!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a plusieurs petites flèches dans le côté qui

commencent à lui faire mal. Nous allons l'aider à garder les petites lois qu'il a passées pour tromper le peuple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends plus le chef de l'opposition. Veut-il tromper le peuple lui aussi? Que va dire l'honorable M. Godbout? Si j'étais dans l'opposition, je n'agisrais pas comme cela.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre parlerait autrement s'il était dans l'opposition.

**M. Hamel (Québec-Centre):** En somme, le premier ministre nous dit: "J'ai oublié de nommer un comité il y a deux ans", et il nous demande par ce bill ceci: "Voulez-vous me permettre de réparer mon erreur?" Ou le comité nommé en 1937 a donc oublié de nous faire rapport?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre ne devrait pas parler comme cela, lui qui est allé parler dans la Beauce pour un homme qui devait venir faire rapport à la Chambre de son élection. Et cet homme n'est pas venu.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a dit, il y a deux ans, que nous aurions un rapport du comité d'enquête sur le tramway. On n'a pas eu ce rapport. Il y a deux ans, on stipulait que, dans les huit premiers jours de la prochaine session, le comité communiquerait à l'Assemblée législative les conclusions de son enquête et de son travail. Comme la commission n'a pas été nommée, elle n'a pu faire ce rapport.

Mais aujourd'hui, dans le bill que nous étudions, il n'est plus question de temps. On dit maintenant: "Le comité doit faire au lieutenant-gouverneur en conseil, aux époques que celui-ci détermine, les rapports qui sont requis de lui." Plus de date. C'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui détermine le temps.

**M. Tardif (Frontenac):** Vous n'avez pas confiance?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai bien confiance que l'enquête prendra le plus de temps possible, afin de garder les gens en place et à l'emploi du gouvernement le plus longtemps possible. La compagnie des tramways n'a pas besoin d'être

inquiète. Le gouvernement a mis deux ans à trouver cinq personnes pour former ce comité qui fera l'enquête.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous l'ancien régime, cela a pris deux mois aux gouvernants à négocier un contrat qui a asservi pour 20 ans Montréal à la Compagnie des tramways. Nous, sous le gouvernement actuel, cela nous a pris deux jours pour faire payer des centaines de mille piastres que la Compagnie des tramways devait à la métropole.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Savane de Saint-Charles**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>10</sup>:**

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) peut-il nous dire si son ministère possède la machinerie voulue pour effectuer le drainage de la savane?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nous avons des excavateurs.  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Combien d'excavateurs?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Je n'ai pas l'inventaire sur moi.  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Dans votre département, on achète beaucoup de machinerie. Vous devriez être un peu plus au courant de ce qui s'y passe. Il y a peut-être gaspillage. Le ministre ne peut pas nous renseigner sur la machinerie qu'on emploiera pour le drainage de la savane de Saint-Charles et, cependant, le député de Bellechasse (M. Boiteau) nous a dit hier qu'il y a des experts là-dessus et qu'un excellent rapport avait été préparé. Comment se fait-il que le ministre n'en a pas pris connaissance? Je veux, dit-il, en prendre connaissance.

Je constate d'ailleurs qu'on possède, au ministère de l'Agriculture, tout le matériel nécessaire pour effectuer le drainage des terres. J'estime que c'est un mauvais principe de demander à deux importants ministères de se livrer aux mêmes genres d'occupations. Cela occasionne souvent des dépenses inutiles, surtout quand il faut acheter des excavateurs aux dépens du pauvre contribuable.

Le ministère de l'Agriculture a commencé l'exécution de ce projet et devrait le continuer. Pourquoi le ministère de la Colonisation veut-il s'en emparer maintenant? Mais le ministre s'y connaît en projets de colonisation. C'est un expert! On sait qu'avant d'être ministre, il faisait autrefois de la colonisation théorique avec son sous-ministre à la Société Saint-Jean-Baptiste dont la caisse souffrit énormément de ces théories.

#### **M. le président: À l'ordre!**

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. À compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel prévu à l'article 4,

"a. aucun recours basé sur des faits ou sur des droits antérieurs à cette date et relatifs à une terre ou partie de terre expropriée sous l'empire de la présente loi ne peut être exercé contre telle terre ou partie de terre;

"b. ces terres deviennent la propriété absolue de la couronne et elles sont purgées de tous les droits réels qui les affecteraient;

"c. au cas d'opposition, de résistance ou d'obstacle quelconque à la pleine possession de cet immeuble ou la libre jouissance de ce droit, la

couronne peut, par les mesures qu'elle juge appropriées, faire cesser l'opposition ou la résistance ou faire disparaître l'obstacle;

"d. le présent article s'applique également dans tous les cas d'acquisitions prévus par la présente loi, entre autres et sans restrictions, dans le cas d'acquisitions de gré à gré ou d'une sentence arbitrale."

**M. Barré (Rouville)** suggère un amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** accepte.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. À compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel prévu à l'article 4,

"a. aucun recours basé sur des faits ou sur des droits antérieurs à cette date et relatifs à une terre ou partie de terre expropriée sous l'empire de la présente loi ne peut être exercé contre telle terre ou partie de terre, sauf quant à l'indemnité agréée par les parties ou fixée par l'autorité compétente, suivant le cas;

"b. ces terres deviennent la propriété absolue de la couronne et elles sont purgées de tous les droits réels qui les affecteraient;

"c. au cas d'opposition, de résistance ou d'obstacle quelconque à la pleine possession de cet immeuble ou la libre jouissance de ce droit, la couronne peut, par les mesures qu'elle juge appropriées, faire cesser l'opposition ou la résistance ou faire disparaître l'obstacle;

"d. le présent article s'applique également dans tous les cas d'acquisitions prévus par la présente loi, entre autres et sans restrictions, dans le cas d'acquisitions de gré à gré ou d'une sentence arbitrale."

L'amendement est adopté.

**M. Leduc (Laval):** Puis-je demander à l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) pourquoi on ne s'en tient pas, pour les expropriations prévues dans ce bill, à la nouvelle loi des expropriations passée cet après-midi? Vous passez là, dans le bill de la savane de Saint-Charles, une deuxième loi d'expropriation.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Elle ne peut s'appliquer à ces travaux. Cette loi

s'applique à la colonisation. Nous voulons encourager la colonisation.

**M. Leduc (Laval):** Vous avez accordé dans l'autre loi des expropriations 15 % de plus que n'accorde le jugement de la Cour, et cela, comme faveur. Dans ce cas-ci, vous procédez pour faire des faveurs. Quelles faveurs? À qui?

(Rires)

Favoriser la colonisation de quelle façon? Au moyen d'une indemnité augmentée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a aucune augmentation d'indemnité de votée cet après-midi. Si le député de Laval n'a pas lu la loi, il ne devrait pas en parler. S'il l'a lue, c'est donc qu'il ne l'a pas comprise.

**M. Leduc (Laval):** Je vous demande pardon, mais ce que je demande, c'est ceci: quelles sont les formes de faveurs que vous allez donner? De quelle façon s'exercera votre favoritisme, et je n'entends pas par là le favoritisme électoral, mais le favoritisme à la colonisation? Est-ce qu'on a l'intention de donner aux expropriés plus cher que la valeur réelle?

**M. Tardif (Frontenac):** Le député veut-il nous dire s'il est pour ou contre?

**M. Leduc (Laval):** Nous avons eu cet après-midi l'exemple d'un avocat qui en savait mieux en fait d'agriculture qu'un cultivateur, et un cultivateur qui aurait pu en remonter en connaissance légale à un avocat.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous vous entendez bien avec le député de Québec-Centre (M. Hamel)?

**M. Leduc (Laval):** C'est la réponse à ma question qui presserait davantage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est clair et net. Je comprends que le ministre s'indigne en répondant au député de Laval. Il y a des propriétaires dans la savane. En vertu de cette loi, nous voulons faire disparaître tous les doutes qui peuvent s'élever au sujet des transmissions d'immeubles. Nous disons: il n'y a plus de droits. En d'autres termes, nous faisons disparaître toute éventualité de conflit. Les colons qui s'établiront sur les terres nouvelles de ces deux comtés seront maîtres chez eux.



**M. Leduc (Laval):** Mais la Chambre vient justement d'accepter une loi pour régir de façon non douteuse tous ces cas d'expropriation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi passée cet après-midi pourrait s'appliquer, certes, mais nous ne sommes pas de ceux qui veulent s'agripper à des entêtements malsains. Nous disons, dans le bill de la savane de Saint-Charles, que nous pourrions procéder par arbitrage. Qu'est-ce qu'il y a de mal là-dedans? Cela prouve au contraire que nous ne sommes pas préjugés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cela prouve que nous avons raison, nous autres, lorsque nous avons demandé de maintenir le tribunal de la Commission des services publics.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 à 24, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est suspendue à 6 heures.

### Reprise des travaux à 8 heures

#### Charte de Drummondville

**M. Marier (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Marier (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Succession

##### J.-B.-E. Letellier

**M. Boiteau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Boiteau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ville Saint-Laurent

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi des compagnies de Québec;
- bill 31 modifiant la loi du service civil;
- bill 32 modifiant la loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension;
- bill 36 modifiant la loi relative au Bureau de censure du cinéma;
- bill 37 modifiant la loi des conventions collectives de travail;

- bill 39 relatif aux ventes à tempérament;
- bill 40 relatif à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés;
- bill 41 concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage;
- bill 105 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 108 constituant en corporation Dominion Hebrew Cemetery Association;
- bill 121 concernant la succession de feu Victor Beaudry;
- bill 133 concernant la succession de feu Alphonse Valiquette;
- bill 143 concernant le Séminaire Saint-Sulpice.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 17 modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant le second paragraphe par le suivant:

"Cependant le lieutenant-gouverneur en conseil, pour une période de temps et aux conditions qu'il déterminera, est autorisé à soustraire à l'application de cette disposition toutes ou aucune corporation agissant comme fidéicommissaire ou fiduciaire en vertu d'une loi de la Législature d'aucune autre Législature provinciale du pays ou d'une loi du Parlement du Canada".

Aussi le bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant:

"Loi instituant un Bureau de reconstruction économique".

2. L'article 1 est modifié en remplaçant à la 2<sup>e</sup> ligne, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".

3. L'article 2 est modifié en remplaçant à la 4<sup>e</sup> ligne, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".

4. L'article 5 est modifié en remplaçant, à la 2<sup>e</sup> et à la 3<sup>e</sup> ligne de la page 2, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".

5. L'article 8 est modifié en remplaçant à la 4<sup>e</sup> ligne, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".

6. L'article 9 est modifié;

a. en remplaçant à la 3<sup>e</sup> ligne du sous-paragraphe a, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".

b. en remplaçant à la 4<sup>e</sup> et à la 5<sup>e</sup> ligne du sous-paragraphe b, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".

7. L'article 12 est modifié en remplaçant à la 4<sup>e</sup> ligne, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".

Aussi, le bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié, en ajoutant à la fin de la 10<sup>e</sup> ligne, immédiatement après les mots: "en celui de Rowe", les mots: "nom de famille de la mère des requérants Paul-Herbert Silver et Philip-George Silver".

Aussi, le bill 145 constituant en corporation The Standard Church of America, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est modifié, dans la version anglaise seulement, en remplaçant à la 11<sup>e</sup> ligne, les mots: "or not" par les mots: "or otherwise".

Aussi, le bill 150 modifiant la charte de Temiscamingue and Abitibi Railway Company, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant le second paragraphe par le suivant:

"12. La compagnie construira son chemin de fer en commençant par la section Angliers, et ce, avant le 1<sup>er</sup> décembre 1940, et ladite section devra être terminée avant le 1<sup>er</sup> octobre 1942".

Aussi, le 153 ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant:

"Loi accordant certains pouvoirs à la cité de Lévis".

2. Le préambule est modifié en remplaçant le premier paragraphe par le suivant:

"Attendu que la cité de Lévis a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires qu'elle soit autorisée à évaluer certaines propriétés à des montants fixes pour un terme de dix années et."

3. L'article 1 est modifié, en remplaçant, dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lignes, les mots: "les propriétés mentionnées dans la présente loi", par les mots: "les lots numéros 624, 625, 625-A, 626, 626-A, 627, 628, 629, 632 et 633 du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent de la cité de Lévis, avec les bâtisses, constructions, usine et accessoires sus érigés ou à être érigés".

4. L'article 4 est remplacé par le suivant:

"4. L'article 3 de la loi 25-26 George V, chapitre 121, édictant pour la cité de Lévis l'article 129-B est abrogé à compter du 11 mai 1939".

Les cédules A et B sont biffées.

#### **Mise en valeur des ressources naturelles**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 17 modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Bureau de reconstruction économique**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés le bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Paul Herbert Silver**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **The Standard Church of America**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 145 constituant en corporation The Standard Church of America. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Temiscamingue and Abitibi Railway**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 150 modifiant la charte de Temiscamingue and Abitibi Railway Company. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Ville de Lévis**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Subsides**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>11</sup>:**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des

établissements industriels et commerciaux, département du Travail, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des pensions de vieillesse de Québec, département du Travail, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce là la part à être payée par la province?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Oui.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que le montant est suffisant? C'est un montant inférieur à ce qu'on a dépensé durant l'année fiscale 1937-1938, alors que la province paya \$2,835,000. Je veux en savoir la raison et je me demande si la province aura assez de \$2,600,000 parce que l'an dernier, on a voté moins qu'on a dépensé.

Vous prévoyez qu'on dépensera \$2,600,000 en 1939-1940 pour ces pensions tandis que les dépenses augmentent toujours. Je suis presque certain que le nombre des pensions ne fait que s'accroître au lieu de diminuer, malgré le décès d'un certain nombre par année.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
Ceci démontre que nous avons une bonne administration. Le chef de l'opposition devrait être content de constater que les dépenses diminuent et qu'il y a amélioration dans mon département que son chef a critiqué. Nous croyons pouvoir couvrir les 12 mois de 1939-1940 avec ce montant que nous demandons.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'affaire à féliciter le ministre. On est rendu à tout près de 50,000 pensionnaires et ça augmente encore. De quelle façon le ministre va-t-il s'y prendre si les dépenses continuent d'augmenter et que ses crédits ne sont pas suffisants? Ce n'est pas dans le budget qu'on doit faire les diminutions, mais dans les *Comptes publics*.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
Le chef de l'opposition doit savoir qu'il s'agit d'une loi nouvelle.

En 1937-1938, elle coûta plus cher parce que nous avons dû payer des pensions accordées par des

cavaleurs électoraux de l'ancien régime. Si les pensions sont moins nombreuses, c'est parce qu'on a rayé des listes des noms que les anciens réviseurs des pensions de vieillesse y avaient placés sans raison.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas sérieux, vous les avez tous mis à la porte il y a plus de deux ans, ces réviseurs-là.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
On était justifiable de le faire. Quand on dit que les pensions augmentent, c'est vrai. Mais si elles augmentent d'un côté, elles diminuent de l'autre, car on ne paie plus pour ceux qui meurent. Ce ne sont pas les pensionnaires de l'ancien régime. Sous l'ancien régime, les pensionnaires mouraient et on les payait quand même.

(Rires)

Le chef de l'opposition s'est fait jouer un vilain tour.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Lequel?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
Ce fut celui d'accepter ces fameux réviseurs. Savez-vous comment ils révisaient M. le président? Les inspecteurs de l'ancien régime faisaient leurs enquêtes assis dans leur bureau ou en buvant un verre de bière dans une taverne.

(Rires)

**Un député de l'opposition:** M. Paquin.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai écouté avec intérêt les paroles du ministre qui a admis, puisqu'il y avait des réviseurs, que la pension de vieillesse a été donnée par l'ancien régime. C'est en effet le gouvernement libéral de King qui a eu l'idée des pensions de vieillesse et qui les a fait voter<sup>12</sup>. On voit, parmi ceux qui votèrent contre à Ottawa, Sir Thomas Chapais. Pourtant, le sénateur Chapais est un ministre du gouvernement actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je soulève un point d'ordre, M. le président, parce qu'on n'a pas le droit de faire allusion à un membre de l'autre Chambre et, en second lieu, je félicite Sir Thomas Chapais d'avoir voté contre. Il trouvait que la contribution fédérale était insuffisante à 50 % et nous avons ensuite obtenu une contribution de 75 %.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le sénateur Webster<sup>13</sup> a aussi voté contre la loi.

**M. Boyer (Châteauguay):** Godon<sup>14</sup>!

**Des députés:** Godon!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un souscripteur à la caisse libérale. Il a été nommé au Sénat parce qu'un chef libéral lui a donné sa place, le sénateur Choquette. Je pourrais même dire pourquoi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est le sénateur Chapais. Vous faites erreur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le sénateur Webster.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est le sénateur Chapais. Mais revenons aux temps modernes. C'est le gouvernement libéral qui a donné les pensions de vieillesse. On ne nous dira pas qu'on n'a pas fait d'électoratisme avec cette loi. L'an dernier, j'ai cité le cas d'un curé de Kamouraska qui m'écrivait pour me dire que le solliciteur d'un journal ami du gouvernement prenait des abonnements en laissant entendre aux gens qu'ils pourraient perdre leur pension s'ils ne s'abonnaient pas à son journal. Nombre de personnes des plus autorisées m'écrivent et me demandent d'intervenir en Chambre contre ces procédés infamants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'admettrai pas qu'un curé de Kamouraska ait écrit au député de Rivière-du-Loup; il aurait dû écrire au député de Kamouraska (M. Chaloult).

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'en reçois souvent des lettres de gens qui se plaignent qu'un bleu qui a de l'argent reçoit sa pension quand, eux, ils ne peuvent l'obtenir. Il se fait tellement de patronage que des curés de mon comté ont donné un avertissement du haut de la chaire. Quelle a été la contribution d'Ottawa?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** C'est statutaire. Ottawa donne 75 % des pensions de vieillesse et l'administration est à la charge de la province. Les paiements sont cependant toujours plusieurs mois en retard. Et, durant ce temps-là, la province doit financer.

On ne fait pas et on ne doit pas faire de politique avec ces pensions, pas plus qu'avec l'application des lois sociales. Quand j'ai pris la direction du département, il y avait beaucoup de

lacunes à faire disparaître. C'était une loi nouvelle et tous les inspecteurs nommés dans l'interrègne avaient fait de la politique, et nous avons dû retirer plusieurs pensions. Le chef du Parti libéral, qui n'est pas dans cette Chambre, a crié partout qu'il y avait du favoritisme et du patronage dans l'octroi des pensions.

M. le président, j'ai la responsabilité de l'administration et je suis prêt comme ministre à répondre à toutes les accusations qu'on pourra porter contre mon administration, mais à la condition que ce soient des accusations formelles. Mais, la tactique du chef du Parti libéral, qui est d'affirmer sans preuve et sans fondement, est de nature à détruire tout l'effet moral de cette loi dans la province parce qu'il y a plus de contentement dans l'effet moral qu'au point de vue d'argent.

Si nous répandons la rumeur que cette loi sociale est appliquée selon des considérations politiques, il ne vaudra plus la peine d'accorder des pensions. Qu'on cesse donc de faire de la politique quand on parle des lois de pensions aux vieillards, aux aveugles et aux mères nécessiteuses. Si on a des dénonciations, qu'on me les fasse parvenir mais, de grâce, qu'on cesse de faire de la politique. Si l'opposition veut critiquer, laissons-la critiquer de façon constructive sur le règlement et non pas sur la politique!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne sais pas qui a mêlé cette question à la politique. C'est l'Union nationale. S'il y a des ministres qui ne parlent pas assez, il y en a d'autres qui parlent trop. Nous avons vu des photos représentant le ministre signant le premier chèque. Mais on ne dit jamais, par exemple, que le gouvernement fédéral contribue à 75 %<sup>15</sup>.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Est-ce le Parti libéral qui a payé les pensions?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Tiens, tiens! Vous ne faites pas de politique? Dans les élections partielles, le premier ministre a, dans les assemblées, demandé aux foules: "Votez pour qui vous voudrez, mais allez-vous voter contre le gouvernement qui vous a donné les pensions de vieillesse?"

**Un député ministériel:** C'est vrai!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On disait encore: "Le gouvernement vous donne \$20 par mois." Mais on n'ajoutait pas qu'Ottawa payait \$15 sur ce montant.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Vous le disiez vous autres. On n'est pas pour faire vos discours!

**M. Tardif (Frontenac):** Pourquoi le fédéral tolère-t-il les abus du provincial? Il ne se fait pas de favoritisme avec les pensions dans mon comté.

**M. Boyer (Châteauguay):** Quand la loi a-t-elle été passée à Ottawa?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En 1927.

**M. Boyer (Châteauguay):** Qu'avez-vous fait pendant 10 ans quand la loi a été votée? Votre gouvernement a refusé de l'accorder.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas l'ancien gouvernement que l'on juge. Il a été jugé aux dernières élections. C'est le procès du gouvernement actuel que l'on fait.

**Un député ministériel:** Ah!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous avez fait de la politique avec cette pension et vous n'avez jamais dit qu'Ottawa payait 75 %.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'offre au député de Rivière-du-Loup de démissionner et de laisser M. Godbout se présenter à sa place. Nous allons le battre, dit-il.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mon comté grandit d'après ce que décidera peut-être le comité de la redistribution.

**M. Tardif (Frontenac):** S'il vous réélit, on ne pourra pas dire qu'il se grandit.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je peux, dit-il, confirmer les avancés des orateurs libéraux. Il se glisse du favoritisme dans l'octroi des pensions dans mon comté, déclare-t-il. J'ai reçu de nombreuses plaintes au sujet des gens qui sollicitaient des abonnements pour la presse ministérielle avec la liste des pensionnaires de l'État en main.

(Rires)

Dans mon comté, on a menacé des gens de les priver de leur pension s'ils ne s'abonnent pas à un certain journal. Je crois, dit-il, qu'il est bon qu'on sache cela. Le député de Rivière-du-Loup a dit qu'il avait reçu une lettre d'un citoyen de Kamouraska. Il m'arrive moi aussi de recevoir des lettres de gens de

Rivière-du-Loup. Nos comtés ne sont pas éloignés et il peut y avoir des terrains d'entente. On veut même, paraît-il, fusionner les deux comtés et, après cela, je crois que le premier ministre sera très satisfait.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le Parti libéral avait placé la loi des pensions de vieillesse en dehors de la politique; il avait prévu l'exercice d'un contrôle par les conseils municipaux et on ne pouvait, par conséquent, jeter le blâme sur les inspecteurs.

Ce que je reproche au gouvernement, c'est de ne pas nous présenter des budgets conformes aux réalités. Le gouvernement dépense plus qu'il ne fait voter. En 1937-1938, on a voté \$2,494,000 et on a dépensé \$2,835,550, soit \$300,000 de plus que ce que vous aviez fait voter. Cette année, vous voulez faire la même chose. Vous nous redemandez de voter \$2,500,000 et ce sera \$3,000,000 et plus que vous aurez besoin.

S'il y a des vieillards qui meurent, il y en a d'autres qui arrivent à 70 ans et je défie le ministre de me prouver que l'augmentation des pensionnaires n'est pas de \$100 par mois. Je dis ceci pour montrer que le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), avec son budget scrupuleusement honnête, ne songe qu'à se créer un surplus fictif. Sur un item seulement, on prévoit \$400,000 de moins qu'on va dépenser.

Et, après cela, on est obligé d'emprunter des \$30,000,000 pour payer la différence, un montant presque égal à notre revenu quand nous étions au pouvoir. Ce que nous voulons, c'est la vérité dans le budget. Je voudrais, dit-il, que les prévisions budgétaires fussent aussi précises que possible.

Les dépenses des pensions augmentent d'année en année. Il (M. Bouchard) cite des chiffres et une récente déclaration de M. Dunning<sup>16</sup>, ministre des Finances, pour montrer que l'augmentation du coût de la pension est attestée par les statistiques fédérales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est à cause des immigrants qui augmentent en nombre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Fâché) N'essayez pas de m'empêcher de dire que vous avez des budgets falsifiés. Le budget ne comprend pas les prévisions données par les chefs de service.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition serait délicieux s'il n'était pas si illogique. Il oublie de nous dire que l'ancien

régime a laissé la province payer 30 % à Ottawa pour les pensions sans qu'il y ait eu un sou de bénéfice pour les vieillards de chez nous. Québec payait une partie des pensions aux vieillards des autres provinces.

Pendant que j'étais dans l'opposition, dit-il, plusieurs députés actuels de l'ancien régime votaient contre les pensions de vieillesse. Les représentants d'un régime qui s'est opposé aux pensions de vieillesse, comme l'a fait l'ancien régime, ne devraient pas faire de l'obstruction quand il s'agit de voter \$2,600,000 pour les pensions des vieillards.

Le chef de l'opposition prétend aussi que le budget ne représente pas les dépenses faites pendant l'année. Il devrait bien savoir, lui, un ancien ministre, qu'en vertu de la loi, nous présentons des prévisions, des estimations et qu'il y a deux autres manières d'obtenir les fonds nécessaires: le budget supplémentaire et les mandats spéciaux. S'il y a eu un régime de falsificateurs, c'est bien le régime Taschereau. Sous l'ancien régime, les budgets étaient archifalsifiés car, chaque année, on avait un budget supplémentaire et des mandats spéciaux pour des millions et des millions.

Pourquoi faire de l'obstruction à la pension des vieillards alors que, pendant 10 ans, cette pitance fut refusée? Le représentant de cet ancien régime devrait être le dernier à nous faire des reproches, en cette Chambre, sur ces prévisions. L'opposition, au lieu de s'empresse de nous voter les fonds nécessaires, fait de l'obstruction. Que l'opposition montre, si elle veut, jusqu'à quel point elle méprise les vieillards. Quant à nous, nous allons continuer à les respecter et à travailler pour eux.

(Applaudissements)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il fut un temps où le premier ministre ne parlait pas des vieillards de la même manière. Il n'a pas toujours tellement aimé les vieillards. Il fut l'un de ceux qui ont le plus contribué à retarder le paiement de la pension.

Je demande au député de Hull (M. Taché) de s'informer auprès de l'ancien député de Hull, M. Guertin, si ce dernier n'a pas dit que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) était contre les pensions. Le député de Rouville (M. Barré) se souvient peut-être d'une lettre qu'il a écrite à l'ancien député de Hull, M. Guertin et à M. Camillien Houde, ancien député de Sainte-Marie, et dans laquelle il accusait le premier ministre actuel d'être contre les pensions de vieillesse et les lois sociales. Le premier ministre ne s'entendait pas avec eux sur cette question des pensions.

Est-ce parce que je demande un budget honnête qu'on va m'accuser de faire de l'obstruction et d'être contre les pensions? Que le premier ministre prenne sa part du retard à l'adoption de la loi des pensions de vieillesse.

On vient nous dire que nous ne voulons pas payer les pensions quand nous demandons précisément que le montant soit plus élevé, s'il doit l'être. Comment le député de Trois-Rivières peut-il dire que nous méprisons les vieillards quand nous lui demandons de voter \$3,000,000 pour eux, au lieu de \$2,000,000? Si tous les députés avaient travaillé comme je l'ai fait en faveur des pensions de vieillesse, il y aurait des années que nous les aurions. Le nouveau gouvernement devrait nous donner des budgets scrupuleusement honnêtes. Pourquoi ne tient-il pas sa promesse?

**M. Barré (Rouville):** Il est bon de faire un peu d'histoire politique sur cette question. Contrairement à la coutume de l'ancien régime, les députés de la droite détiennent le droit de dire ce qu'ils veulent. Le député de Rouville a parfois différé d'opinion avec le député de Trois-Rivières. C'est encore vrai; cela arrive encore! Mais quand le premier ministre sait que j'ai raison, il n'hésite pas à se ranger de mon côté.

Le chef de l'opposition a parlé d'une lettre que le député de Rouville aurait écrite à M. Guertin. C'est vrai. Mais ce qu'il a affirmé est faux. Le député de Rouville n'a jamais écrit au député de Hull que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) était contre les pensions. J'ai dû écrire qu'il était opposé à certaines modalités pour l'application de la loi.

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce que le député de Rouville nous permettrait de produire la lettre qu'il a écrite au député de Hull?

**M. Barré (Rouville):** Oui, à condition que cela ne soit pas une lettre tronquée.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Lisez-la vous-même. Vous devez l'avoir.

**M. Barré (Rouville):** Je ne garde pas dans mes poches toutes les lettres que j'ai écrites à mes amis politiques. Il (M. Barré) produit les *Procès-verbaux* de 1935 et montre qu'il s'est prononcé, de même que l'honorable M. Duplessis, en faveur des pensions de vieillesse.

**Un député de l'opposition:** On sait tout cela.

**M. Barré (Rouville):** Vous ne savez pas tout. Ce que vous savez se mêlera à ce que vous ne savez pas, et vous aurez appris quelque chose.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Et la lettre?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** s'absente pour aller à son bureau.

**M. Boyer (Châteauguay):** Allez-vous en pas, il va être intéressant!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je reviens à l'instant.

**M. Barré (Rouville):** La lettre a pu dire que j'ai différé d'opinion sur certains points avec le député de Trois-Rivières. Le député de Trois-Rivières et moi, nous différions sur les modalités du système de pensions.

J'ai cru et je crois encore que le meilleur système est un système contributoire du fédéral, du provincial et du municipal.

J'ai toujours été pour un contrôle intéressé des municipalités, le seul qui soit effectif. Et le contrôle ne peut être intéressé que si les municipalités ont à payer. Le député de Trois-Rivières ne partageait pas cette opinion. Comme nous voulions une loi des pensions, nous ne nous sommes pas occupés des modalités et nous avons voté en faveur de la loi.

Il (M. Barré) lit le résultat du vote, d'après les *Procès-verbaux*: En 1935, dit-il, M. Guertin a proposé, appuyé par M. Gault, l'institution d'un système de pensions aux vieillards dans la province. Parmi ceux qui ont voté pour la motion: MM. Barré, Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart<sup>17</sup>.

(Applaudissements à droite)

Le député de Trois-Rivières favorisait tellement l'établissement d'une pension qu'il a voté avec nous quand même!

MM. Bachand, Bastien, Bélanger, Bergeron, Caron Casgrain, Charbonneau, Chouinard, David, Desmarais, Duffy, Dugas, Filion (Laval), Filion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Giguère, Godbout, Grant, McDonald, Mercier, Moreau (Roberval), Moreau (Rimouski), Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin<sup>18</sup> ont voté, alors, contre la motion Guertin.

**M. Boyer (Châteauguay):** On va faire voter une prime pour les ours.

**M. Bastien (Berthier):** Espèce de voyou, de sauvage.

**M. Barré (Rouville):** Il est évident qu'en 1935<sup>19</sup>, ces messieurs ne voulaient pas d'une loi des pensions de vieillesse. La province leur appartenait. Ils ne s'occupaient pas des vieillards. Mais en 1936, avant les élections, le gouvernement libéral se rendit compte qu'il devait affronter le jugement du peuple. Se sentant battu, il s'est alors empressé de voter la loi des pensions. Et ça pressait. Il fallait que ça se fasse tout de suite. Mais les élections sont arrivées et il a été chassé du pouvoir.

(Applaudissements)

Je n'ai pas changé d'idée, dit-il. Comme je l'ai déjà dit, je prétends qu'on ne pourra avoir un système qui ne sera pas un tissu de fraudes aussi longtemps qu'on n'aura pas un contrôle intéressé des municipalités. En 1936, le régime mourant a eu peur du jugement du peuple et a passé la loi à la hâte. Je suis le seul député qui ait réclamé le contrôle intéressé des municipalités.

Le chef de l'opposition prétend que la loi comportait un contrôle par les municipalités. C'était un contrôle fictif qui ne contrôlait rien. Voilà pourquoi on dépense tant d'argent pour des gens qui n'ont aucun droit à la pension de vieillesse. On reproche au gouvernement d'emprunter de l'argent pour payer les pensions. Dans la loi des libéraux, il y avait aussi une clause qui prévoyait des emprunts pour les pensions.

Quelles qu'aient été nos divergences d'opinion, le premier ministre et moi, nous avons toujours réglé nos questions sans avoir de petits faiseurs de commissions. J'admets que j'ai pu écrire des choses désagréables pour le député de Trois-Rivières, mais les choses les plus désagréables, c'est à lui que je les ai dites. Il a gardé son opinion comme j'ai gardé la mienne. Même s'il m'est arrivé de dire que le député de Trois-Rivières ne voulait pas de la loi, les actes comptent. Il a voté en faveur de la loi. La seule faute qu'il ait commise et que je lui reproche, c'est qu'il avait tellement hâte d'avoir une loi des pensions qu'il a laissé passer une loi mal faite.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous avons la lettre qui intéressera toute la Chambre. J'en laisse la lecture au chef de l'opposition. Mais le député a parlé de catéchisme. Je vais lui montrer, moi, le catéchisme électoral dans lequel on avait le



programme de l'Union nationale en 1936. C'est un beau petit livre. Prix: 25 sous. Le député de Rouville vient de dire: "S'il y avait eu contrôle municipal, il n'y aurait pas tous ces abus que l'on remarque dans l'application des pensions de vieillesse."

**M. Barré (Rouville):** Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'il y avait des abus parce que la loi était mal faite.

**M. Grégoire (Montmagny):** Qui a fait la loi?

**M. Barré (Rouville):** Ce sont messieurs les libéraux à l'article de la mort. Je la trouvais mal faite parce qu'il n'y avait pas de contrôle municipal. À mon avis, la municipalité doit contrôler; autrement, il y a fatalement des abus. Je peux différer d'opinion là-dessus avec des amis de la droite, mais c'est mon idée.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Alors, je continue à lire le petit catéchisme qui nous éclaire sur ce point. On y dit que la loi libérale des pensions de vieillesse multipliait inutilement les formules. Pourquoi ces formules, demandait-on?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour mieux contrôler le vol.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** continue de lire le petit catéchisme où l'auteur s'indigne du fait qu'il y ait contrôle municipal dans les pensions de vieillesse telles que conçues par l'administration Taschereau.

Vous trouviez que nous allions trop loin lorsque nous demandions d'avoir un état des comptes de banque des requérants. C'est écrit, cela, dans votre catéchisme. On reprochait aux libéraux d'avoir prévu trop de contrôle pour les pensions de vieillesse.

Le député de Rouville a parlé trois-quarts d'heure pour dire que nous avons voté contre la loi en 1935. Tout le monde sait cela. Si nous avons passé la loi en 1935, c'était que nous étions convaincus de mettre une loi nouvelle. L'évolution était comprise enfin dans la province. Nous nous rangions de l'avis de l'administration centrale qui, elle, 10 ans plus tôt, s'était aussi prononcée contre la pension de vieillesse avant de se prononcer en faveur.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est le gouvernement actuel qui a fait disparaître le contrôle municipal de la loi libérale des pensions de vieillesse. Nos formules envoyées à tous les

requérants exigeaient ce contrôle municipal que le nouveau gouvernement a supprimé.

**M. Boiteau (Bellechasse):** C'était un contrôle de facteur.

**Des députés** chahutent.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Le chef me permet-il une question?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Faites moins de bruit, cela retarde la discussion.

**M. Boiteau (Bellechasse)** crie à tue-tête.

**M. Marier (Drummond)** (Tendant un livre des Statuts à M. Bouchard) demande au député de Saint-Hyacinthe de bien relire la loi.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** C'est inutile, il ne comprendrait pas.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Il n'est pas encore assez fâché.

**M. Barré (Rouville)** veut parler au chef de l'opposition.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut parler au chef de l'opposition.

**M. Boyer (Châteauguay)** veut parler au chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** veut parler.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Barré (Rouville):** Le chef de l'opposition voudrait-il lire la loi et s'arrêter au moment où il est question de contrôle municipal?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député de Rouville se plaignait, dans le temps, que le gouvernement libéral n'avait pas imposé une contribution des conseils municipaux. Nous l'avions et son gouvernement l'a ôtée.

**M. Barré (Rouville):** Pas un contrôle effectif. Il ne s'agissait, au contraire, que d'un contrôle fictif et non réel, parce que les municipalités n'étaient pas appelées à contribuer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Notre loi était constituée avec un contrôle et l'opposition du temps, qui était comme l'ancien régime...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire de pareilles comparaisons. Cela ne convient pas de nous comparer à l'ancien régime. J'estime que le mot n'est pas parlementaire et je lui demande de retirer ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Riant) Je retire.

En novembre 1933 et en janvier 1934, dans les journaux comme *L'Événement* et la *Gazette*, on rapporte que l'honorable M. Duplessis s'est prononcé contre la loi des pensions de vieillesse.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Attends donc un peu. Quand est-ce que c'était donc ça? En 1933, hein? *L'Événement* était-il un journal bien, bien bleu dans ce temps-là? Ah! Bon, je comprends à cette heure.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** continue de relater les faits qui se produisirent lorsque M. Aimé Guertin, ancien député conservateur de Hull à l'Assemblée législative, présenta une motion en faveur des pensions de vieillesse, en dépit de l'opposition systématique du chef de l'opposition du temps, l'honorable M. Duplessis.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Où est-ce que vous lisez tout ça donc, vous? Dans un pamphlet électoral?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas le temps de lire un pamphlet politique parce que les vieillards méritent autre chose.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, c'est sur un document qui m'a été remis lorsque je fus à Hull. C'est M. Guertin qui me l'a donné. C'est une circulaire qu'il faisait distribuer pour annoncer une prochaine assemblée. C'est justement là-dessus qu'il y a une citation de la fameuse lettre du député de Rouville qu'il ne faut peut-être pas confondre avec le grand écrivain Barré du comté de Rouville<sup>20</sup>.

**M. Barré (Rouville):** Je soulève un point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ça chauffe!

**M. Boiteau (Bellechasse):** Ça ne chauffe pas, ça pue!

**M. Barré (Rouville):** Je soulève un point d'ordre parce que, en faisant une distinction entre le député de Rouville et le grand écrivain Barré du comté de Rouville, on laisse entendre que je suis un visage à deux faces, et cela est considéré comme une injure dans la province.

Il est injuste de demander à un homme public de se rappeler de toutes les lettres qu'il a écrites à ses amis personnels et ses amis politiques. Je trouve le procédé...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Point d'ordre! Va-t-on permettre au député de Rouville d'intercaler un discours dans celui du chef de l'opposition?

**M. Boiteau (Bellechasse):** Il est après établir son point d'ordre.

**M. Barré (Rouville):** Je ne veux pas qu'on dise que j'ai deux personnalités.

**Des députés** font du désordre.

**M. Barré (Rouville):** Je dirai au chef de l'opposition que s'il n'a pas la lettre ou une copie authentifiée par M. Guertin, qu'il fasse amende honorable à la Chambre.

(Applaudissements)

**Une voix:** Vas-tu t'excuser, enfin!

**Des députés** chahutent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je regrette que le député soit marri, mais quand j'ai dit qu'il a parlé comme un simple député ou comme un grand écrivain, cela ne voulait pas dire qu'il était visage à deux faces. Je ne fais pas la distinction entre l'écrivain qu'est M. Barré, auteur du roman *Bertha et Rosette*, et le député de Rouville (M. Barré) dans cette Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne vois pas pourquoi le député de Saint-Hyacinthe et celui de Rivière-du-Loup font des allusions personnelles quand nous leur demandons de voter \$2,600,000 pour les vieillards, car nous ne demandons pas autre chose. Si l'opposition est contre, qu'elle vote donc contre, mais pas d'allusions personnelles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous sommes à discuter un item du Travail, celui des pensions de vieillesse, et comme le premier ministre a accusé les libéraux d'avoir été contre les pensions de vieillesse, nous avons établi que lui aussi, le premier ministre, était contre. Il nous accuse d'être les descendants de l'ancien régime; lui, il est le descendant de l'opposition du temps.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceci n'est pas conforme aux faits. Dès 1929, alors que M. Sauvé était chef de l'opposition, il y a eu une motion de présentée, et je crois même que c'est moi qui l'ai présentée, à l'effet de charger une commission d'étudier l'application des pensions de vieillesse dans la province. C'est M. Francoeur, qui siégeait alors où se trouve le député d'Yamaska (l'honorable M. Élie), qui présenta un amendement pour renvoyer à plus tard cette motion. L'année suivante, on créait une commission avec Sa Grandeur Mgr Courchesne, M. Édouard Montpetit, etc., pour étudier l'application des pensions de vieillesse.

Dans le rapport de cette commission qui mit un temps considérable à siéger, il était dit carrément que la pension de vieillesse n'était pas un moyen absolument parfait de venir en aide aux vieillards, mais on recommandait de l'appliquer avec prudence. C'est ce que j'ai toujours prétendu moi-même. La meilleure façon d'établir une législation sociale avec efficacité et justice, c'est sur une base contributoire des employés, des employeurs. Aujourd'hui il est trop tard pour l'établir.

Mais, comme nous nous trouvions en temps de crise et que l'ancien régime n'avait pas pensé d'établir ces lois sociales au moment où on aurait pu le faire à base contributoire, nous avons décidé qu'il valait mieux prendre la loi telle qu'elle était, car elle constitue une amélioration sur le néant de l'ancien régime. Élus le 17 août 1936, qu'avons-nous fait? Nous avons convoqué une session spéciale et nous passions une loi des pensions de vieillesse efficace, et les vieux et les vieilles recevaient aussitôt après leur pension.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Malgré ces discours du premier ministre, je sais qu'il était contre la pension de vieillesse dans le temps qu'il était dans l'opposition. Dans une lettre publique<sup>21</sup>, M. Barré dit à M. Guertin, en parlant de l'honorable M. Duplessis: "Toujours, il a refusé, et même, parfois, il a employé son autorité pour empêcher ou essayer de nous empêcher de prêcher ces réformes et

ces lois sociales telles que pensions aux vieillards, secours aux mères nécessiteuses, allocations...

**Plusieurs voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'insiste, dit-il, pour donner à la Chambre l'appréciation de M. Guertin, ancien député de Hull, sur la motion proposée en 1934.

**M. Barré (Rouville):** Point d'ordre!

**M. le président** cite l'article 245 du Règlement: On ne peut lire en Chambre un document émanant d'un étranger et qui fait allusion à un débat de la session en cours ou qui commente ou contredit des affirmations faites par un député.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** continue de parler.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. le président:** Je demande au chef de l'opposition de respecter les règlements. Il n'a pas le droit de lire pareil document. Si l'on n'est pas satisfait de ma décision, qu'on en appelle à la Chambre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça nous paie tant d'en appeler à la Chambre!

(Rires)

Je donnerai, dit-il, la lettre aux journalistes.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La loi des pensions de vieillesse telle qu'appliquée actuellement, sans être à base contributoire, est une loi socialiste. Quand on ne contribue pas, c'est facile de demander. Il se fait un mouvement pour réduire de 70 à 65 ans l'âge où les pensions seront payables. Le gouvernement fédéral prévoit qu'en 1941 il va lui en coûter \$42,000,000 pour les pensions de vieillesse. On devrait demander au fédéral de changer le système.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a acheté trop de machines à écrire en 1938. Il y en a pour \$34,112.57 dans ce seul ministère aux *Comptes publics* de l'an dernier.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre vingt-neuf

mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la recherche des mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Deux géologues français seront employés cette année à ces travaux de recherche. Les géologues canadiens-français ne sont pas encore assez nombreux et nous devons employer quelques étrangers. La chose a du moins l'avantage d'intéresser les Français à nos richesses minières et de les amener à investir du capital dans la province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêcheries - Jardin zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les dégâts causés par les inondations de l'automne dernier ont représenté des dommages pour une dizaine de milliers de piastres.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-

Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

### NOTES

1. Il s'agit d'une nouvelle parue dans *Le Soleil* du 29 mars 1939.

2. La motion Barrette fut présentée à la séance du 28 février 1939. Elle avait pour but de transmettre une résolution demandant au ministre de la Justice du Canada de "prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec et d'interdire l'utilisation des services postaux aux fins de la propagande communiste.

3. "article 111", selon *Le Canada* du 30 mars 1939, à la page 6.

4. "Je maintiens le point d'ordre du premier ministre", selon *L'Événement-Journal* du 30 mars 1939, à la page 8.

5. *La Presse* du 30 mars 1939, à la page 10, note que la discussion sur le point d'ordre dure une demi-heure.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

7. Le député de Laval (M. Leduc) fut ministre de la Voirie dans le cabinet Duplessis du 26 août 1936 au 7 juillet 1938.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

9. "deux ans", selon *Le Canada* du 30 mars 1939, à la page 6.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

11. Voir note 6.

12. *L'Événement-Journal* du 30 mars 1939, indique à la page 9, note que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) prend alors un livre.

13. Nommé sénateur conservateur en 1920, Lorne Campbell Webster (1871-1941) fut notamment président de Holt Renfrew and Co. et directeur de Quebec Power Co., Sun Life Insurance Co., Dominion Steel and Coal Co., Québec Steamship Union, Canadian Car and Foundry Co. Ltd. M. Duplessis lui reprochait de diriger le trust du charbon.

14. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

15. "50 %", selon *L'Événement-Journal* du 30 mars 1939, à la page 9.

16. Charles Avery Dunning, premier ministre libéral de la Saskatchewan de 1922 à 1926. Élu député fédéral en 1926, il devient ministre des Chemins de fer et des Canaux de 1926 à 1930 et ministre fédéral des Finances et Receveur général du 23 octobre 1935 au 5 septembre 1939, sous Mackenzie King. En 1939, il doit se retirer de la politique à cause de son mauvais état de santé.

17. La source, soit *L'Événement-Journal* du 30 mars 1939, à la page 9, rapporte seulement que le député "cite les noms de MM. Barré, Béique, Duplessis, Guertin, Gault, etc..."

18. La source, soit *L'Événement-Journal* du 30 mars 1939, à la page 9, rapporte seulement que le député

"lit les noms des députés libéraux qui ont voté, alors, contre la motion Guertin et cite, entre autres, les noms de MM. Bachand, Bastien, Casgrain".

19. C'est à la séance du 29 janvier 1935 que les parlementaires votent sur le sous-amendement que propose M. Guertin, député de Hull, au sujet de la pension de vieillesse.

20. Le député de Rouville, M. Laurent Barré publia deux romans: *Bertha et Rosette* (1929) et *Conscience de croyants* (1930).

21. *L'Événement-Journal* du 30 mars 1939, à la page 9, précise bien que le chef de l'opposition n'a pas en sa possession l'original de cette lettre, mais plutôt une copie publiée dans un pamphlet politique.



Séance du jeudi 30 mars 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Québec**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose appuyé par le représentant de Lévis (M. Larochelle), que les articles 510, 511, 514 et 516 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant la charte de la cité de Québec, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la cité de Québec demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** demande la permission de présenter le bill 139 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Montréal**

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Tellier), que tous les articles du Règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, au dépôt et à la présentation

des bills privés soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 modifiant la charte de la cité de Montréal, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 161 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que ces deux bills sont tardifs. Toutefois, je ne veux pas faire de reproche à personne. La loi exige un avis de 15 jours avant l'ouverture des Chambres, mais je ferai remarquer que nous avons donné avis de l'ouverture de la session deux mois avant la date fixée. Nous sommes à la fin de mars.

Nous siégeons depuis le 18 janvier et, de plus, les conseils des villes intéressés, qui sont en fonction, l'un à Québec depuis un an et l'autre à Montréal depuis décembre, n'ont certainement pas fait diligence. Il n'est donc pas surprenant que ces deux bills nous arrivent si tard.

Il importe, cependant, que les deux bills soient étudiés à cette session-ci, et je n'ai pas d'objection à proposer la deuxième lecture de ces bills qui seront référés immédiatement au comité des bills privés en général.

**Rapports de comités:**

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

- bill 146 constituant en corporation la ville de Malartic;

- bill 113 constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles in Quebec comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 15 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 15 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 176 concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt.

Le bill suivant a été rejeté après division:

- bill 182 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes.

### Code civil

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 56 modifiant le Code civil.

Il s'agit de quelques amendements à certaines clauses. Par exemple, parmi les amendements, il y en a un qui permet dans les enquêtes "on discovery" de faire entendre le propriétaire d'une automobile qui a eu un accident, et non pas seulement le chauffeur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Code de procédure civile

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 55 modifiant le Code de procédure civile.

Nous apportons plusieurs amendements. C'est ainsi qu'il y en a un assez important au sujet de la saisie-arrêt. Chaque créancier doit faire sa réclamation pour que la victime ne soit pas deux fois l'objet de pareille procédure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Dépôts judiciaires

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 58 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres.

Il s'agit, dit-il, d'assurer une meilleure vérification et plus rapide.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Cercles agricoles

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi des cercles agricoles.

Le bill en question a trait à la codification de toutes les lois concernant les cercles agricoles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pourquoi le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) n'est-il pas à son siège pour donner des explications?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député ne devrait pas faire des remarques de ce genre. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) est en ce moment à Montréal où il préside une importante conférence agricole, qui réunit des représentants de cinq provinces du dominion, pour aider la classe agricole. S'il est un



homme qui mérite la considération de toute la Chambre, c'est bien lui, et ce n'est pas au moment où il imprime un nouvel essor à la politique agricole, non seulement à la province mais de tout le dominion, ce n'est pas à ce moment, dis-je, que l'on doit critiquer son absence de la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Très bien. Je posais la question simplement parce que nous étions inquiets. Je suis content d'apprendre qu'il est en parfaite santé. J'espère que nous le reverrons prochainement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Sociétés d'agriculture**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi des sociétés d'agriculture.

Cette loi a pour but de favoriser la coopération.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Électriciens et installations électriques**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 53 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques.

Il s'agit d'améliorer la loi actuelle en rendant les inspections moins onéreuses dans certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Sainte-Clothilde, Beauce**

**M. Perron (Beauce)** demande, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dubé), la permission de présenter le bill 179 érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Collège de Stanstead**

**M. Robinson (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Bulloch), la permission

de présenter le bill 183 favorisant la reconstruction du Collège de Stanstead.

Il s'agit d'une mesure autorisant trois municipalités à souscrire pour la reconstruction du Collège de Stanstead, détruit, l'an dernier, par un incendie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Robinson (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier pour étude au cours de la présente séance.

#### **Insaisissabilité de salaires et gages**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), la permission de présenter le bill 184 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je félicite le député de Saint-Sauveur d'avoir présenté ce bill. Tout le monde connaît son dévouement à la classe ouvrière et son désintéressement qui sont un exemple pour les gens de toute condition. Il y a quelques années, j'ai fait moi-même passer un bill à l'effet que les salaires de \$6 par semaine étaient insaisissables. Précédemment, presque tous les salaires étaient saisissables. On pouvait exiger \$2 d'un homme qui en gagnait \$6. En vertu du présent bill, on ne pourra saisir le salaire d'un homme marié, avec enfants, que lorsqu'il gagnera \$12 par semaine ou moins. Je crois que le député de Saint-Sauveur mérite de chaleureuses félicitations de toute la Chambre et de toute la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Explications sur des faits publiés:**

#### **Article de L'Événement-Journal**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je proteste, dit-il, contre les sous-titres trop tendancieux et contre

certaines paroles que m'attribue un quotidien de Québec<sup>1</sup>. Ce journal, poursuit-il, me faisait dire que j'avais attaqué Sir Thomas Chapais, au cours du débat sur la loi des pensions de vieillesse<sup>2</sup>, alors que j'ai simplement noté en passant que le distingué sénateur avait déjà voté une fois, à Ottawa, contre les pensions de vieillesse.

Ce n'est pas mon habitude de protester contre les journaux, mais cette fois, c'est trop fort. Je n'ai jamais eu l'intention d'attaquer Sir Thomas. D'ailleurs, je ne veux pas accuser le journaliste qui a fait le compte rendu de mauvaise foi, car on peut lire dans son texte exactement ce que j'ai dit et on s'aperçoit que je n'ai nullement attaqué cet homme honorable et respecté de tous qu'est Sir Thomas Chapais. C'est le sous-titre qui est inexact. Si on a pris mes paroles pour une attaque contre Sir Thomas, je tiens à dire que je n'ai jamais eu l'intention de ne rien dire contre lui, au contraire...

(Applaudissements)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je fais remarquer à mon collègue que la Chambre prend sa parole quand il dit qu'il n'a pas attaqué le leader du gouvernement au Conseil législatif. Il n'est pas nécessaire de faire un long discours pour s'expliquer.

**M. l'Orateur:** La mise au point du député de Rivière-du-Loup est suffisante.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai infiniment d'estime pour lui, comme homme politique et comme historien.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill B du Conseil législatif annexant la municipalité de Fermont à la paroisse de Saint-Maurice, dans le comté de Champlain.

#### Fermont annexée à Saint-Maurice

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que le bill B du Conseil législatif annexant la municipalité

de Fermont à la paroisse de Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Participation à la guerre

**M. Chaloult (Kamouraska):** Sur le *Feuilleton* de la Chambre, il y a une motion d'une singulière importance et qui représente l'opinion de la presque totalité de la population de la province. La participation...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! La question a été discutée deux fois. Il n'appartient pas au député de Kamouraska de dicter une ligne de conduite au gouvernement. L'Orateur a d'ailleurs rendu une décision hier après-midi. Le Règlement est très clair. Les bills du gouvernement ont aujourd'hui la préséance. On ne peut discuter présentement une motion inopportune et intempestive.

**M. Chaloult (Kamouraska):** C'est une simple motion que je veux présenter.

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer au député de Kamouraska que nous ne sommes pas encore rendus aux motions. Le premier ministre a proposé, par une procédure spéciale, que la Chambre siège en comité plénier pour étudier le bill du député de Brome (M. Robinson), au sujet de la reconstruction du Collège de Stanstead. Et l'item affaires du jour n'a pas encore été appelé.

#### Collège de Stanstead

**M. Robinson (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 favorisant la reconstruction du Collège de Stanstead.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Robinson (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. l'Orateur** appelle les affaires du jour.

### **Participation à la guerre**

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je présente, dit-il, la motion suivante: Que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour numéro 82, motion exprimant l'avis qu'elle est opposée à toute participation à une guerre quelconque sauf pour défendre le sol canadien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit, sous prétexte de faire une motion à ce stade, de provoquer un débat sur une autre question qui n'est pas appelée. Nous avons reçu un mandat du peuple pour faire de la législation et pour administrer les affaires de la province.

Ce n'est pas le député de Kamouraska qui l'a reçu. Et nous ne sommes pas pour nous laisser mener par un petit groupe de l'opposition. C'est au gouvernement qu'il appartient d'indiquer l'ordre à suivre pour cette séance.

À l'ordre du jour, immédiatement après les questions aux ministres, viennent les bills du gouvernement. Nous avons actuellement des bills très importants à étudier. Ces bills intéressent les agriculteurs, les colons, les ouvriers. Nous sommes réunis pour légiférer et l'ordre du jour est là! Avec le raisonnement du député de Kamouraska, n'importe quel député pourrait à tout bout de champ interrompre les travaux de la Chambre pour discuter une motion en n'importe quel temps. Les règlements stipulent que nous devons nous occuper, aujourd'hui, des affaires du gouvernement.

On veut, par des moyens détournés, souffler sur la flamme des préjugés, faire de la politique, échauffer les esprits, à un moment où le calme et l'ordre sont vitaux, ce qui n'est pas dans l'intérêt de la justice. Le gouvernement du Québec<sup>3</sup> prendra ses responsabilités en temps et lieu. Cette question de participation du Canada aux guerres devrait être au-dessus de la politique. Il me semble que la population de Québec a exprimé son opinion de façon formelle; l'opinion sur un tel sujet national n'avait pas besoin d'être amplifiée ou utilisée à des fins politiques.

Ce n'est pas là ce que devrait faire un député qui a à cœur de bien remplir son devoir public! Il n'appartient pas à un député de profiter de sa position en cette Chambre pour soulever des préjugés politiques!

D'ailleurs, les règlements sont clairs et disent que la préséance est aux mesures du gouvernement. La Législature de Québec, répète-t-il, a été élue pour légiférer en matières provinciales. Qu'on ne prenne donc pas de moyens détournés pour provoquer des débats intempestifs et inopportuns!

(Applaudissements)

**M. Chaloult (Kamouraska):** Débat intempestif et inopportun! C'est tout ce que le premier ministre trouve à dire. Débat intempestif que celui-ci, débat inopportun que celui où nous serons appelés à nous prononcer sur une question aussi vitale!

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je suis dans l'ordre! Je n'ai aucune leçon à apprendre du premier ministre à propos de mes responsabilités.

Débat intempestif et inopportun, c'est ce que vient de dire le premier ministre! Le premier ministre vient de déclarer à cette Chambre qu'il est inopportun de demander à cette Chambre qu'elle exprime son opinion sur la question de la participation aux guerres de l'Empire. Est-ce un débat inopportun que de dire que les Canadiens français ne veulent pas aller se faire tuer sur les champs de bataille d'Europe?

Je n'outrepasse pas mes droits en présentant cette motion et je serai entendu. Nous avons le droit de présenter des motions comme celle-ci et nous le ferons jusqu'à ce que le gouvernement prenne une autre attitude, et je ne vais pas changer d'avis. Le premier ministre vient d'avouer, en quelque sorte, que les Canadiens français dans cette Chambre auraient peur de se prononcer sur une question aussi...

**Des députés ministériels:** Point d'ordre! Point d'ordre!

**Des députés chahutent<sup>4</sup>.**

**M. l'Orateur:** Qu'on rétablisse l'ordre!

**M. Chaloult (Kamouraska):** L'honorable premier ministre a dit qu'il y avait des lois ouvrières et des lois de colonisation importantes à passer. Nous les étudierons ces lois. C'est entendu, c'est entendu...

**Un député ministériel:** Heu! Heu! Heu!  
(Rires)

**M. Chaloult (Kamouraska):** Nous avons aussi le droit d'étudier ma motion et je me ferai entendre. Hier, nous aurions dû entendre le débat sur cette motion que nous demandons de discuter aujourd'hui. C'est hier...

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Une décision a été rendue à ce sujet hier. Je demande au député de Kamouraska qu'il ait le respect des règlements, de la Chambre, de la Législature et celui de l'Orateur. Et je dis, M. l'Orateur, que celui qui n'est pas capable de donner l'exemple de ce respect, et de respecter le décorum dans cette Chambre, n'est pas capable et ne mérite pas de diriger les débats de la Chambre et d'injurier les Canadiens français comme il le fait.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je voudrais savoir qui ne respecte pas les règlements dans cette Chambre! Je voudrais qu'on me dise si le premier ministre donne bien l'exemple du respect des règlements. Je suis dans mon droit en réclamant qu'on discute de ma motion, et celui qui soulève ici les préjugés ce n'est pas moi, mais c'est bien plutôt le premier ministre!

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est vous!

**M. Chaloult (Kamouraska):** C'est moi qui me conforme à l'esprit des règlements. C'est nous, de ce côté-ci de la Chambre, qui revendiquons qu'on s'en tienne aux règlements. L'article 188 sur lequel nous nous appuyons est très clair; il est formel. Mon droit est ici égal à celui du premier ministre. Je dis que la motion n'a pas été discutée hier. Il n'a été question que d'un point d'ordre. Mais on fera ce que l'on voudra: nous avons le droit de proposer une motion tous les jours et nous en proposerons une tous les jours, tant que l'opinion publique ne sera pas satisfaite, tant qu'elle n'aura pas été satisfaite. Ce que nous demandons, c'est le vote sur cette motion pour éveiller l'opinion publique.

**Des députés** crient, lancent des quolibets et font du tumulte.

**M. Drouin (Québec-Est):** Lorsque nous avons présenté la question hier, sur un point d'ordre, on

nous a dit que la coutume était plus forte que les règlements. Nous avons argumenté...

**M. l'Orateur:** Je rappelle au député de Québec-Est qu'il n'est pas question de cela aujourd'hui. Cela a été discuté hier. L'Orateur a rendu une décision; on en a appelé de cette décision et la Chambre, par son vote, a confirmé cette décision. Nous sommes à discuter de l'opportunité de discuter sur la motion même, et non pas sur tel ou tel point d'ordre concernant la discussion de la motion.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre a invoqué aujourd'hui les règlements pour empêcher qu'on discute de la motion. La coutume l'emportait sur tout, disait-il. Mais il n'a pas cité une seule des exceptions faites aux articles 188 et 189 du Règlement. Je rappelle qu'il ne s'agit pas aujourd'hui, comme hier, de deuxième lecture d'un bill; il s'agit de l'ordre du jour.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Hier, le premier ministre a invoqué la deuxième lecture d'un bill pour nous empêcher de parler de cette motion. La coutume l'emportait sur tout, disait-il. Aujourd'hui, j'invoque les règlements et je vous dis qu'il est intempestif de parler de la vie de notre jeunesse qui est en danger.

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un autre point d'ordre. Un député n'a pas le droit, en discutant les règlements, de résumer petit à petit le sujet d'une motion qui n'a pas encore été appelée en discussion. Un député est hors d'ordre à chaque fois qu'il se livre à cela. Il faut qu'on observe les règlements dans cette Chambre. Ce serait trop facile que de présenter ainsi des motions contenant en résumé la motion principale que le gouvernement n'a pas encore appelée.

Je dis que le député n'a pas le droit et qu'il est hors d'ordre!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre a qualifié d'intempestive et d'inopportune la motion principale, disant qu'elle soulevait les préjugés...

**Des députés ministériels:** C'est vrai aussi.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Et en discutant ainsi, il est lui-même entré dans le cœur de la motion.

**Des députés ministériels:** Le cœur?  
(Rires)

**M. l'Orateur:** Je n'ai pas à me prononcer sur la teneur de la motion ni sur le bien-fondé de la discussion même. Je suis prêt à l'entendre quand la Chambre le décidera, mais je rappelle au député de Québec-Centre que nous discutons actuellement non pas la motion elle-même, mais de l'opportunité de la discuter.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre dit que les règlements ne peuvent être violés. Hier, nous nous sommes appuyés sur les règlements, et l'on nous a dit que c'est la coutume qui prévalait.

Aujourd'hui, ce n'est plus la coutume, ce sont les règlements qui priment. Qu'on nous dise donc si ce sont l'un ou l'autre qui prévaut!

**M. l'Orateur:** Une décision à cet effet est assez difficile à rendre. J'ai pris, hier, en délibéré le point d'ordre soulevé par le député de Québec-Est (M. Drouin) sur une question identique et, depuis, j'ai étudié divers auteurs de droit parlementaire. J'y ai trouvé des théories qui me laissent perplexe et sur lesquelles je ne saurais encore me baser pour rendre une décision.

Je prends donc encore en délibéré les points d'ordre d'aujourd'hui et je réserve mon jugement pour plus tard. Je me prononcerai lorsque je serai parfaitement informé.

Je rappelle au député de Kamouraska (M. Chaloult) que j'ai rendu ma décision pour l'instant et que je ne tolérerai pas qu'il commente ma décision. Même tout bas, le député de Kamouraska n'a pas le droit d'injurier l'Orateur.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est un petit sans-cœur, un vrai petit sans-cœur<sup>5</sup>.

**Des députés ministériels** murmurent.

**M. Leduc (Laval):** M. l'Orateur, je veux soulever un point d'ordre...

**M. l'Orateur:** Le député de Laval ne saurait parler sur aucun point d'ordre. La situation est prise en délibéré.

**M. Leduc (Laval):** Alors, je parle sur une question de privilège, car il y a le privilège d'un député qui vient d'être violé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. Le député de Laval ne peut revendiquer le privilège des autres députés. Ce n'est pas lui qui a été attaqué au cours de cette discussion. Nous n'endurerons pas ceux qui veulent accaparer tous les privilèges.

(Rires)

**M. Leduc (Laval):** Je continue, imperturbable, l'exposé de ma question de privilège. Je crois que le député de Kamouraska a été attaqué dans ses privilèges lorsque le député de Châteauguay lui a lancé le mot: "C'est un petit sans-cœur." L'Orateur devrait inviter le député de Châteauguay à retirer ce qu'il a dit au député de Kamouraska.

**M. Boyer (Châteauguay):** Si le député de Berthier veut retirer ce qu'il a dit de moi, hier soir, je suis prêt à en faire autant pour le député de Kamouraska.

**M. Bastien (Berthier):** Je ne suis pas en cause dans ce débat et je demande qu'on ne m'y mette pas.

**M. l'Orateur:** Je reconnais que ni le député de Laval ni le député de Berthier n'ont été mis en cause dans ce débat. Seul le député qui se croit injurié a le droit de soulever une question de privilège. Le député de Laval ne peut donc soulever pareille question.

**M. Marcoux (Québec-Comté):** Le député de Kamouraska, à qui on vient de dire qu'il est un sans-cœur, n'a certes pas mérité l'épithète. Il n'a pas non plus mérité les paroles sévères de l'Orateur, car c'est moi qui ai marmonné à la suite de votre décision, M. l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Bien, si l'honorable député de Kamouraska était dans l'ordre, alors je rappelle le député de Québec-Centre à l'ordre.

(Rires)

#### **Expansion de la colonisation**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 favorisant l'expansion de la colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

##### **L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)**

propose: 1. Que, suivant les dispositions de l'article 20b de la loi 1 George VI, chapitre 38, tel qu'édicte par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, depuis le premier mars 1939, le gouvernement de la province est propriétaire absolu et incommutable des immeubles situés dans la seigneurie de Madawaska (comprenant le lac Témiscouata) et qui ont été annoncés en vente, pour taxes municipales et scolaires, par la corporation municipale du comté de Témiscouata et désignés dans l'avis de vente publié par cette corporation dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du vingt-huit janvier 1939.

2. Que, depuis cette date, les immeubles mentionnés à la résolution 1 seront purgés de tous les droits réels qui les affectaient alors et aucun recours basé sur des faits ou des droits antérieurs à cette date et relatifs à ces immeubles ne pourra être exercé contre ceux-ci, ni contre le gouvernement, ni contre aucun colon ou autre personne qui pourra ultérieurement en devenir détenteur ou propriétaire et que ces immeubles seront depuis cette date devenus terres de colonisation au sens de la loi des terres de colonisation (Statuts refondus, 1925, chapitre 77).

3. Que l'indemnité payable à tout réclamant qui était intéressé dans un immeuble compris dans ce territoire avant le premier mars 1939 sera fixé selon le mode prévu aux articles 4 à 13 ou selon le mode prévu aux articles 13a à 13l de la loi 1 George VI, chapitre 38, suivant que le décidera le lieutenant-gouverneur en conseil, après que tel réclamant lui aura fourni ses titres complets à l'appui de sa réclamation et que la réclamation d'indemnité devra être exercée dans les douze mois à compter du premier mars 1939.

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il s'agit là d'une loi excessivement importante; une loi qui favorise l'expansion de la colonisation. Le gouvernement a répondu à l'attente d'un grand nombre de colons du Témiscouata, de Rivière-du-Loup et Rimouski en leur ouvrant un vaste domaine.

Pendant 40 ans, sous l'ancien régime, la compagnie Fraser était plus puissante que le gouvernement qui, lui, ne faisait rien. C'était la

compagnie qui menait la province alors qu'aujourd'hui, c'est la province qui mène la compagnie.

Nous avons acheté 90,000 acres de terre que nous mettons à la disposition des colons. Cette décision a provoqué beaucoup d'intérêt et est de nature à rendre des services signalés. Les colons sont établis sur des terres libres, dégagées de toute servitude. La province a fait classer les sols et fait délimiter des terres. C'est une lueur d'espérance, un regain de vie, un encouragement fécond à la colonisation, une manifestation éclatante de l'impuissance des compagnies qui menaient l'ancien régime en face du gouvernement actuel.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'allais volontiers féliciter le gouvernement d'avoir fait un pas dans la bonne voie, mais les vantardises du premier ministre me laissent un peu perplexe. Il a sauvé la colonisation dans la province. Quel sauveur! Le député de Témiscouata (M. Dubé) a dit l'autre jour en Chambre qu'on a donné des billets de location à 30 colons qui ne sont pas établis. Il n'y a pas là de quoi se vanter pour le gouvernement!

**M. Dubé (Témiscouata):** Je remercie le gouvernement ainsi que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) du travail qu'ils ont accompli dans la région de Témiscouata.

Avant l'avènement du gouvernement actuel, il y avait des entraves à la colonisation non seulement dans le Témiscouata, mais dans tous les comtés de la province. Les seigneuries entravaient d'abord le développement normal des nouvelles paroisses. Une autre entrave a été organisée par le gouvernement avec une quantité considérable de lots patentés frauduleusement. Dans Témiscouata, il y a eu au-delà de 1,500 lots frauduleusement patentés par l'ancien régime.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Témiscouata n'est pas dans l'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** intervient en faveur du député de Témiscouata.

**M. le président** donne raison au premier ministre.

**M. Dubé (Témiscouata):** En 1932, rappelle-t-il, le gouvernement Taschereau a passé un arrêté ministériel donnant aux compagnies une quantité énorme de lots. Il n'y a pas de termes assez violents pour qualifier cet arrêté ministériel. Le gouvernement libéral a confirmé ensuite cet arrêté ministériel par

un contrat qui a aggravé encore la situation. Ce contrat a été passé par le notaire Charles Delagrave. L'intention de l'ancien régime était d'empêcher l'expansion de la colonisation dans Témiscouata comme dans tous les comtés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Témiscouata n'aurait pas dû être injuste pour les gouvernements précédents en traitant cette question. Sous tous les gouvernements, des lots ont été accordés non pas toujours frauduleusement, mais assez souvent sans précaution.

L'ancien régime a ouvert deux cantons à la colonisation dans Témiscouata.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 46 favorisant l'expansion de la colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Colonisation au Témiscamingue**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47 assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à mettre à la disposition du ministre de la Colonisation une somme n'excédant pas trente mille dollars, prise à même le fonds consolidé du revenu, pour acquitter les dépenses prévues par la loi qui accompagne la présente résolution.

Ce bill permet au gouvernement, pour la somme de \$30,000 de faire l'acquisition de la réserve de Nédélec. Il s'agit d'ouvrir à la colonisation la réserve indienne, en permettant au gouvernement de conclure toute entente à ce sujet avec les autorités intéressées. Cette réserve étant enclavée entre diverses municipalités, la loi aura pour effet de consolider deux belles paroisses environnantes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une autre initiative féconde du gouvernement actuel. Sous l'ancien régime, cette réserve est restée inexploitée. Le gouvernement libéral n'a pu réussir à rendre cette terre à la colonisation. Ça prenait le ministre actuel de la Colonisation (l'honorable M. Auger), avec le concours du député de Témiscamingue (M. Larivière), pour arriver à cela.  
(Applaudissements)

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 47 assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant:

- bill 148 ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lignes, les mots: "(lequel fait partie de la présente loi comme annexe "A")".

L'annexe "A" est biffée.

#### **Rivière-du-Loup, règlement no 210**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 148 ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Colonisation au Témiscamingue**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des mines**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Les améliorations contenues dans le bill ont été demandées par l'Association des prospecteurs qui compte de 400 à 500 membres dans le Témiscamingue, et de 200 à 300 membres, dans l'Abitibi.

Contrairement à ce qui arrivait autrefois, les prospecteurs ne font plus qu'un seul voyage et les dépenses sont diminuées d'autant. De plus, le gouvernement, sur les terrains sur lesquels il est procédé à l'inspection ou à la prospection, ne paie plus, et cela pour deux années, qu'une rente de 25 centins par acre au lieu de 50 centins, comme payait l'ancien gouvernement.

Le bill apporte plusieurs amendements importants à la loi actuelle. Une clause, par exemple, sauvegarde les droits des tiers qui ont acquis des lots d'une subdivision de terrain minier lorsque le droit de surface du concessionnaire est révoqué. Une autre clause autorise la révocation de certaines concessions minières demeurées inactives depuis cinq ans. Le projet de loi, plus loin, décrète une protection pour les droits de la couronne en empêchant qu'un "claim" abandonné soit de nouveau jalonné par ou au nom d'une personne qui y possède un intérêt quelconque. Il s'agit de faciliter la prospection, l'occupation et la mise en valeur des terrains miniers. Ainsi, la section 6 exige le posage, au moment même du jalonnement, des plaques métalliques identifiant le certificat du mineur.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Domaine public de la colonisation**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 protégeant le domaine public de la colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier pour étude au cours de la présente séance.



**Loi des  
salaires raisonnables**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des salaires raisonnables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>6</sup>:**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le but recherché, c'est de promouvoir l'économie et d'accélérer les affaires. Les employeurs qui paient des frais administratifs à l'Office trouveront que c'est moins dispendieux à la fin de l'année, tandis que les employés recevront des décisions plus rapidement.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** L'amendement ignore complètement le droit du travailleur d'être consulté avant l'application d'une ordonnance. Je ne sais pas si tous les députés ont reçu les recommandations de la Fédération provinciale du travail, qui a étudié la nouvelle loi en fin de semaine. La Fédération a fait cette étude dans le meilleur esprit possible avec le seul désir de rendre service aux ouvriers; elle a fait connaître sa manière de voir au moyen d'une circulaire sur chacun des articles que comporte le bill.

Et la circulaire qu'elle a fait distribuer à la suite de sa réunion reflète bien que nos organisations ouvrières peuvent jouer un rôle considérable pour l'amélioration des conditions de travail de la classe ouvrière. Je suis parfaitement d'accord avec son idée. Je demande que l'on étudie les amendements à la lumière des suggestions de la fédération.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des salaires raisonnables (1 George VI, chapitre 50) est remplacé par le suivant:

"2. La présente loi s'applique à tous les salariés travaillant soit chez leurs employeurs, soit à domicile, soit ailleurs dans la province, sauf:

"a. aux salariés qui sont ou seront régis par décret ou convention collective de travail, conformément à l'article 35 ci-dessous;

"b. à l'agriculteur, au colon, au garçon de ferme, à tout salarié ou occupé à des travaux de culture du sol;

"c. au domestique de maison privée;

"d. aux salariés visés par la loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières (1 George VI, chapitre 30)."

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je regrette, dit-il, que la loi ne s'applique pas aux maisons privées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la même chose aujourd'hui. Le but de cet article est de diviser ce qui était autrefois réuni dans un tout. Cela a été recommandé par le juge Ferdinand Roy.

**M. Barré (Rouville):** Place-t-on les colons et les cultivateurs sur le même pied que les employés industriels?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. La situation n'est pas la même.

L'adopté 1 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 5 modifiant la loi du département du Trésor relativement à la dépense des deniers publics, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en remplaçant, à la 3<sup>e</sup> ligne du premier alinéa, les mots: "l'alinéa suivant", par les mots: "les alinéas suivants".

b. en ajoutant ce qui suit comme troisième alinéa:

"Les dispositions de l'alinéa qui précède ne s'appliquent pas aux allocations législatives votées pour les traitements, les indemnités, les dépenses contingentes ou autres dépenses du Conseil législatif et de l'Assemblée législative".

Aussi, le bill 20 instituant un service général d'achats pour le gouvernement, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en ajoutant à la fin les mots suivants:

"mais ne s'applique pas au Conseil législatif et à l'Assemblée législative".

### **Dépense des deniers publics**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 5 modifiant la loi du département du Trésor relativement à la dépense des deniers publics. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

### **Service gouvernemental d'achats**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 20 instituant un service général d'achats pour le gouvernement. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

### **Loi des salaires raisonnables**

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 42 modifiant la loi des salaires raisonnables.

### **En comité<sup>7</sup>:**

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 6 de ladite loi est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Une décision écrite, signée par tous les membres en fonction de l'Office à la même valeur qu'une résolution adoptée en séance régulière.

"L'Office fait dresser après chaque réunion, un procès-verbal contenant les décisions prises à cette réunion ainsi que les décisions adoptées conformément à l'alinéa précédent; ce procès-verbal approuvé par le président, est authentique; il en est de même des copies ou extraits certifiés par un membre, par le secrétaire, le secrétaire adjoint ou toute autre personne spécialement autorisée par l'Office."

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je m'oppose à cette clause. On enlève des garanties aux ouvriers à qui l'on ne laissera plus la chance d'échanger leurs vues.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne suis pas satisfait, dit-il. Je crois que les ouvriers ont raison. Nous ne devrions pas permettre aux membres de l'Office des salaires raisonnables de rendre des décisions sans siéger séparément. On pourra ainsi adopter n'importe quel règlement sans que le Bureau ne siège. Nous ne devons pas une telle latitude à ce corps. L'Office a adopté jusqu'ici des décisions fort discutées.

L'on a vu des ordonnances qui ont été révoquées ou suspendues. Des décisions d'une telle importance ne devraient pas être prises en dehors des séances régulières de l'Office. Je crois qu'il n'est pas de sage politique qu'on puisse permettre à un seul membre de l'Office de prendre une décision et de passer ensuite chez ses collègues pour la faire ratifier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Cette demande est justifiable et justifiée. Il s'agit d'une loi dont l'application est assez délicate et assez difficile. Dans beaucoup de cas, nous devons doubler les dépenses. Toutes les choses sont discutées d'abord. Nous faisons en sorte que la loi ne devienne pas trop onéreuse et pour l'ouvrier et pour l'industrie. L'ancienne commission des salaires minimum n'a pas couvert la moitié des cas en 10 ans. Ce qu'on demande actuellement, c'est la sanction pour sauver des dépenses de temps.

Nous savons que tout le monde est intéressé à ce que l'Office soit aussi efficace que possible, et c'est à cela que nous tendons. Cela a d'ailleurs été recommandé par le juge Ferdinand Roy, dont l'opposition a fait beaucoup d'éloges, et l'opposition devrait féliciter le gouvernement d'avoir fait un choix aussi heureux et aussi judicieux. Les oppositionnistes ne devraient pas faire de politique avec cette loi ouvrière.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au comité de rapporter progrès et de suspendre la séance pour la sanction des lois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce qu'on suspend la session aussi? Je comprends que le Conseil législatif s'ajourne au 13 avril.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil législatif est autonome. C'est un corps indépendant et libre<sup>8</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce qu'on va ajourner immédiatement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons suspendre pour faire sanctionner les bills. En revenant, nous verrons.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 27 autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada;
- bill 30 modifiant la loi des accidents du travail, 1931;
- bill 35 modifiant la loi relative aux rues publiques;
- bill 43 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi d'un million de dollars;
- bill 118 modifiant la charte de la ville de Plage Laval;
- bill 152 relatif à The Empire Trust Company;
- bill 154 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac-Saint-Jean.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi des compagnies de Québec;
- bill 4 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 5 modifiant la loi du département du Trésor relativement à la dépense des deniers publics;
- bill 15 modifiant la loi du Parc de la Montagne Tremblante;
- bill 17 modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province;
- bill 20 instituant un service général d'achats pour le gouvernement;
- bill 24 relatif aux institutions d'assistance publique;
- bill 25 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 26 instituant un Bureau de reconstruction économique;
- bill 27 autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada;
- bill 30 modifiant la loi des accidents du travail, 1931;
- bill 31 modifiant la loi du service civil;
- bill 32 modifiant la loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension;
- bill 34 modifiant la loi pourvoyant à la refonte des lois de la province;
- bill 35 modifiant la loi relative aux rues publiques;
- bill 36 modifiant la loi relative au Bureau de censure du cinéma;
- bill 37 modifiant la loi des conventions collectives de travail;
- bill 39 relatif aux ventes à tempérament;
- bill 40 relatif à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés;
- bill 41 concernant les dépenses faites par le gouvernement pour les travaux de chômage;

- bill 43 modifiant la loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi d'un million de dollars;
- bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe;
- bill 105 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 108 constituant en corporation Dominion Hebrew Cemetery Association;
- bill 116 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat;
- bill 118 modifiant la charte de la ville de Plage Laval;
- bill 121 concernant la succession de feu Victor Beaudry;
- bill 126 autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien;
- bill 127 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;
- bill 129 changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal en celui de Protestant Foster Home Centre;
- bill 132 modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal;
- bill 133 concernant la succession de feu Alphonse Valiquette;
- bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville;
- bill 140 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens;
- bill 142 éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski;
- bill 143 concernant le Séminaire Saint-Sulpice;
- bill 144 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau;
- bill 145 constituant en corporation The Standard Church of America;
- bill 147 ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company;
- bill 148 ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers;
- bill 150 modifiant la charte de Temiscamingue and Abitibi Railway Company;
- bill 152 relatif à The Empire Trust Company;

- bill 153 accordant certains pouvoirs à la cité de Lévis;
- bill 154 concernant les syndicats de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac-Saint-Jean;
- bill B du Conseil législatif annexant la municipalité de Fermont à la paroisse de Saint-Maurice, dans le comté de Champlain.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### **Loi des salaires raisonnables**

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 42 modifiant la loi des salaires raisonnables.

#### **En comité<sup>9</sup>:**

Le comité poursuit l'étude de l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 6 de ladite loi est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Une décision écrite, signée par tous les membres en fonction de l'Office a la même valeur qu'une résolution adoptée en séance régulière.

"L'Office fait dresser après chaque réunion, un procès-verbal contenant les décisions prises à cette réunion ainsi que les décisions adoptées conformément à l'alinéa précédent; ce procès-verbal approuvé par le président, est authentique; il en est de même des copies ou extraits certifiés par un membre, par le secrétaire, le secrétaire-adjoint ou toute autre personne spécialement autorisée par l'Office."

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Les pouvoirs trop étendus sont de nature à empêcher le bon fonctionnement de la loi. Les ordonnances se font trop rapidement. Le commerce en souffre. La loi est faite de telle sorte que l'on ne consulte pas suffisamment les parties intéressées avant de prononcer des ordonnances. Dans l'intérêt des travailleurs et de la paix, il est bon que les membres de l'Office aient le temps de se consulter et de consulter le plus possible les intéressés. Au nom des ouvriers qui m'ont soumis leurs objections, je dois m'opposer à la clause telle que rédigée.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"12. L'Office peut révoquer ou modifier ses ordonnances lorsqu'il le juge dans l'intérêt du métier, de l'industrie, du commerce, de la profession ou de l'occupation concernée.

"Cette révocation ou cette modification prend effet, si elle a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à compter du vingt et unième jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou à toute autre date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"L'Office peut aussi, par résolution,

"a. suspendre pour une période n'excédant pas trois mois, chaque fois, l'application totale ou partielle de ses ordonnances, à l'égard de certains groupes ou classes d'employeurs et d'employés, aux conditions qu'il jugera opportun de fixer.

"b. émettre des règles d'interprétation de diverses dispositions de ses ordonnances et décisions; telles règles émises ou à être émises ont le même effet qu'une clause desdites ordonnances et, à moins de dispositions au contraire, ont effet rétroactif à la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance qu'elles interprètent, sans préjudice des causes pendantes quant aux frais.

"Toutes les règles d'interprétation, résolutions ou décisions émises par l'Office restent en vigueur, à moins de dispositions au contraire, jusqu'à ce qu'elles aient été suspendues, modifiées ou révoquées par l'Office ou le lieutenant-gouverneur en conseil. Celles prises en vertu du présent article sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*."

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je réclame de nouveau, pour les intéressés à la préparation d'une ordonnance, le droit d'être consultés.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant le mot "doit" dans la première ligne, par le mot "peut."

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Cet article accorde des pouvoirs dictatoriaux. Je ferai remarquer au premier ministre que je ne veux nullement faire de l'obstruction. L'expérience du passé démontre qu'on aurait évité bien des ennuis en consultant les intéressés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous recevons chaque année, et ce, durant plusieurs heures, des délégations des Internationaux; nous les écoutons avec attention, nous prenons ensuite connaissance de leur mémoire. Mais nous ne pouvons pas passer tout notre temps à recevoir des délégations. Il ne faut pas oublier que le gouvernement a d'autres choses à faire.

L'Office des salaires raisonnables consulte dans certains cas les parties intéressées avant de rendre des ordonnances. Mais il faut être raisonnable. Il est impossible aux membres de l'Office de consulter, chaque fois et dans tous les cas, 450,000 ou 500,000 ouvriers. Les ouvriers, nous les avons reçus et nous les recevrons encore. Comme nous l'avons fait dans le passé, nous consulterons quand la chose sera nécessaire.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):**

L'intention du gouvernement est bonne. Mais la loi pourrait être meilleure. Il me semble qu'on pourrait consulter davantage. L'ouvrier est intéressé à ce que l'industrie se développe, mais sans pour cela nuire à son gagne-pain. Je comprends que le premier ministre doit s'occuper de beaucoup de choses, mais il n'est pas le seul. Il a son ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

**M. Bastien (Berthier):** Les ouvriers se plaignent de ne pouvoir faire entendre leurs réclamations. Lorsque le premier ministre les reçoit, c'est toujours lui qui parle.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Un comité de conciliation qui n'entend pas les intéressés est un étrange comité.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"16. Il est illégal de stipuler, dans une convention de travail, autre que les conventions collectives de travail définies à l'article 35, un salaire inférieur à celui qui est fixé par une ordonnance ou

des conditions de travail contraires à celles qui y sont édictées. Le salarié a, nonobstant telle convention et sans qu'il soit nécessaire d'en demander la nullité, un recours pour le montant complet de ses salaires ou gages tels que fixés par l'ordonnance qui le régit. "

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans les cas de conventions entre employeur et employé, si le salaire est inférieur à celui que l'Office des salaires raisonnables a fixé, il peut y avoir réclamation. Dans le cas d'une convention collective, cependant, il ne peut y avoir réclamation.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 et 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. L'article 22 de ladite loi est modifié:

"a. en y ajoutant après le mot "action", dans le dernier alinéa, les mots: ", individuelle ou collective,";

"b. en ajoutant à l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut étendre jusqu'à une année, à compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance, le délai de prescription prévu au présent article pour les recours résultant de toute ordonnance émise avant le 1<sup>er</sup> mars 1939."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le délai de six mois a été porté à un an, pour donner plus d'avantages aux ouvriers. Il arrive que des ouvriers ne se rendent compte de leur droit de réclamer qu'après l'expiration du délai.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En réalité, vous n'augmentez pas le délai. Vous dites que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra étendre ce délai. Ce n'est pas la même chose. Si le gouvernement veut réellement étendre le délai, qu'il le mette donc dans la loi sans plus de formalités.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Vous assumez une tâche qui va vous déborder.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je réclame à son tour, dit-il, le prolongement du délai, sans laisser au lieutenant-gouverneur en conseil le soin de l'étendre, lorsqu'il le jugera à propos.

**M. Leduc (Laval):** Au lieu d'aller vite, on pourrait aller tranquillement. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) pourrait dire à cette

Chambre que cette loi ne rend pas pleinement justice aux ouvriers.

**Des députés ministériels:** Adopté! Adopté!

**Des députés de l'opposition:** Non! Non!

L'article 10 est adopté.

Les articles 11 et 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13, qui se lit comme suit:

"13. L'article 28 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cet article toutefois ne s'applique pas à un règlement de comptes entre employeur et employé qui est approuvé par l'Office."

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):**

L'article 13 n'est pas clair.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Au contraire, c'est très clair. Quand il s'agit de payer un salaire, on doit payer 100 sous dans la piastre. Il doit y avoir compensation pour l'ouvrier.

**M. Leduc (Laval):** Je...

**Des députés:** À l'ordre!

**M. Leduc (Laval):** C'est une question importante que je veux poser.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Une question ridicule. L'article est pour augmenter les amendes.

**M. Leduc (Laval):** Si l'on parle à un enfant de deux ou trois ans, c'est le genre de réponse auquel on peut s'attendre. Mais il semble que si l'on s'adresse au premier ministre, qui est le premier citoyen de cette province...

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

Nos honorables amis d'en face ont tort de s'opposer à cet article, car voici un article qui veut protéger les ouvriers et, par de l'obstruction, on veut l'empêcher de passer en le critiquant. Toujours de la critique quand il s'agit de bonnes lois ouvrières!

**M. Leduc (Laval):** Point d'ordre! Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) n'a pas le droit

de déformer mes paroles. Je n'ai rien critiqué de cet article. Je demande un renseignement et l'on ne me répond pas. C'est l'attitude du premier ministre que je critique.

L'article 13 est adopté.

Les articles 14 et 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"35. La présente loi n'affecte pas les conventions collectives de travail visées par la loi des conventions collectives de travail (1 George VI, chapitre 49 telle que modifiée par 2 George VI, chapitre 52), et celles autorisées par la loi des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1925, chapitre 255)."

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette)** propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"16. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"35. La présente loi n'affecte pas les conventions collectives de travail visées par la loi des conventions collectives de travail (1 George VI, chapitre 49 telle que modifiée par 2 George VI, chapitre 52); elle n'affecte pas non plus les conventions collectives visées par la loi des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1925, chapitre 255), à moins que l'Office par résolution approuvée par le ministre n'en ait déclaré les conditions moins avantageuses pour les salariés que celles prévues par les ordonnances."

L'amendement est adopté.

L'article 16, ainsi amendé, est adopté.

L'article 17 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons passer certains items dans quelques départements, les miens et l'Instruction publique. On pourra laisser de côté les items que l'on voudra.

La motion est adoptée.

### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins des mines (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour villages miniers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'exploitation des mines en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mine-école provinciale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce que le gouvernement fédéral contribue à l'entretien de la mine-école?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement fédéral n'a jamais souscrit un quart de sou à l'aménagement de la mine-école. Il ne contribue rien pour son entretien. En vertu du plan Bilodeau-Rogers<sup>10</sup>, le gouvernement fédéral ne contribue que 50 % pour les travaux qui servent à entraîner les jeunes gens qui fréquentent la mine-école. Je suis content de la question du député de Berthier, car elle me permet de dire que le gouvernement fédéral n'a

pas contribué à l'école, ce que pourtant certains journaux de ses amis continuent à répéter.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bourse, (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national des Laurentides, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Il me semble qu'il y a là une diminution assez appréciable.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** En effet, et nous sommes heureux de souligner ici que nous économisons, encore une fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le séjour de Godon<sup>11</sup> a été profitable au Parc national des Laurentides?

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le député de Rivière-du-Loup veut bien attendre, il verra que le gouvernement ne fait pas les choses à demi.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Instituez-vous une enquête royale sur l'affaire Godon?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Une enquête impériale<sup>12</sup>.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Qu'on attende!

**M. Bastien (Berthier):** Comment le ministre va-t-il s'arranger? Il dit qu'il économise, que c'est une petite diminution. Mais la diminution n'est pas si petite que cela.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'an dernier, ce sont des dépenses de capital qu'on nous a autorisées à faire pour la construction de camps. On ne construit pas des camps jusqu'au jugement dernier. Nous avons assez de camps maintenant.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté sur fourrures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du Parc national de la Gaspésie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction de chemins de mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Au sujet des chemins de mines, quelle a été la contribution du gouvernement fédéral?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** J'ai répondu avec plaisir au député de Richelieu (M. Turcotte) qui a consigné une question au *Feuilleton* l'autre jour. Le député de Richelieu, un homme sage, m'a permis d'apprendre à la Chambre qu'Ottawa ne paye rien pour la mine-école et que les contributions fédérales à la construction des chemins dans les régions minières diminuent d'année en année.

**M. Bastien (Berthier):** Avez-vous remercié M. Crerar<sup>13</sup> de sa collaboration?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Oui, je l'ai remercié à plusieurs reprises. Je n'en ai jamais manqué l'occasion. Mais si le député a quelque influence à Ottawa, je lui demande de dire à M. Crerar de se défier de certains conseillers qui disent au ministre des Ressources naturelles: "Ne vous occupez donc pas tant de la province de Québec."

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avez-vous remercié aussi M. Michaud<sup>14</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne le mérite pas.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est un ministre canadien-français, représentant la minorité française du Nouveau-Brunswick...



**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Mais sa conduite pour Québec est injuste et infamante.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mine-école provinciale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national des Laurentides, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national de la Gaspésie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national du Mont-Orford, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** On y va au toast!

**M. Bastien (Berthier):** Il n'y a donc rien dans ce budget pour le Mont Tremblant. Que faites-vous des citoyens de Montréal? Pourquoi votre loi au début de la session?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** On doit se rappeler qu'au début de la session nous avons passé une loi pour corriger la loi de l'ancien régime.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le ministre parle sur ce ton, nous l'avertissons que ça pourra être long.

**M. Bastien (Berthier):** Il n'y a rien, malgré cette loi, pour le Mont Tremblant!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Ça va venir<sup>15</sup>.  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Au moyen d'une commission, d'un office, d'un bureau, d'une régie?

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

17. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école des sourds-muets et des sourdes-muettes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques (cités et villes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques (écoles rurales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Cela diminue ce crédit pour \$200,000 cette année. Comment le premier ministre va-t-il pouvoir se promener et parler de l'encouragement aux écoles, à l'instruction?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons augmenté nos contributions aux municipalités afin de faire augmenter le salaire des institutrices rurales.

On paye \$300 à peu près partout. Il n'y a pas 30 % des municipalités qui ne paient pas \$300 par année. C'est mieux que l'ancien régime qui laissait les institutrices dans leur détresse.

**M. Bastien (Berthier):** Si nous n'avons pas toujours payé \$300, c'est que la crise sévissait. Si le gouvernement paie aujourd'hui ce salaire, c'est que la prospérité revient d'une façon générale. Mais, en 1931, nous l'avons payé.

J'ai ici le rapport du surintendant de l'Instruction publique. Nous payions \$324 par année dans la région outaouaise: \$364 dans la région de

Montréal; \$390 dans les Cantons-de-l'Est; \$326 dans la région de la Chaudière.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

22. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour municipalités qui emploient des instituteurs pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour journaux d'éducation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Je regrette que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) ne soit pas là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Ironique) Ce n'est pas raisonnable.

**M. Bastien (Berthier):** Tout dernièrement, le Conseil de l'instruction publique a demandé, par requête, qu'on fasse la distribution à la campagne d'une publication que le gouvernement publiait autrefois. Je demande au premier ministre s'il va se rendre à cette demande.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque le Conseil de l'instruction publique nous fait une demande, on s'y rend toujours. Mais en plus de nous faire des demandes, il nous fait souvent des suggestions qui sont subordonnées à des dépenses considérables. Dans ce cas-là, nous prenons la chose en considération et nous l'étudions. Il y a du bon, il y a du bon.

(Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

26. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour loi du Mérite scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications pour succès dans l'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Grégoire (Montmagny):** Une minute, bon Dieu, une minute. On va trop vite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je consens à arrêter la marche du comité pour rendre témoignage au secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) qui, dit-il, octroie des bourses en dehors de toute influence politique.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose<sup>16</sup>:

29. Qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille six cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement ménager, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement du français, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité protestant (aide supplémentaire), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour centralisation des écoles rurales protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille trois cent quatre-vingts dollars soit ouvert à Sa Majesté pour municipalités pauvres (protestantes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classes spéciales pour enfants arriérés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement ménager dans les écoles protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent quatre-vingt-un mille trente-deux dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Grégoire (Montmagny):** Est-ce que les asiles d'aliénés sont sous le contrôle du premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Que le député de Montmagny soit en paix, les asiles d'aliénés ne sont pas sous mon contrôle!

**M. Grégoire (Montmagny):** Ce n'est pas voter un budget, cela. On va trop vite. On passe des items de \$400,000 à la fois sans aucune discussion, sans qu'on n'ait la moindre chance de s'informer des moyens de dépense.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
40. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octrois à

diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes - aide à la protection du public contre - pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté<sup>17</sup>.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Saint-Vincent-de-Paul, Laval

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Tellier), que tous les articles du Règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation et la réception, l'examen et la réception des bills privés, de même que ceux concernant les amendes, soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 relatif à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, et que ce bill soit maintenant lu une première fois<sup>18</sup>.

Adopté.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 163 relatif à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Ajournement et congé de Pâques<sup>19</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons fait beaucoup d'ouvrage aujourd'hui. Il avait été question d'ajourner la semaine prochaine, mais nous avons constaté que nous n'aurions pu siéger que mardi et mercredi avant l'ajournement pascal. Nous aurions pu étudier en comité les bills de Montréal et de Québec que nous avons passés aujourd'hui en deuxième lecture, en suspendant tous les règlements dans notre désir de collaboration.

Cependant, valait-il la peine de faire revenir avant Pâques des députés qui restent loin et qui ont beaucoup d'ouvrage, surtout les députés de l'Union nationale qui déploient toujours une activité fébrile

pour leurs électeurs? Et dans d'autres domaines aussi, puisque le député de Bagot (M. Adam) est depuis aujourd'hui le père d'une petite fille...

(Applaudissements)

... et que le député de Témiscouata (M. Dubé) est grand-papa depuis hier...,

(Applaudissements)

... nous avons considéré qu'il nous serait impossible de finir pour Pâques.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée au mardi, 11 avril prochain, à trois heures de l'après-midi. Et je...

**M. Hamel (Québec-Centre):** Et après cela, nous allons siéger jour et nuit je suppose?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) ne devrait jamais travailler la nuit. La nuit, il faut de la lumière électrique et, d'après lui, les compagnies chargent trop cher pour cette lumière.

(Rires)

Je souhaite à tous les députés de joyeuses Pâques. Je souhaite à l'opposition de faire une bonne confession afin de revenir purifiée. Probablement qu'après cela, le gouvernement pourra passer facilement toutes ses bonnes lois. Après le congé, la Chambre terminera le plus rapidement possible.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 6 h 30.

## NOTES

1. *L'Action catholique* du 31 mars 1939, à la page 17, précise que le député ne nomme pas le journal. Or, le journaliste du quotidien en question rapporte qu'il s'agit de *L'Événement-Journal*.

2. Ce débat a eu lieu à la séance du 29 mars 1939.

3. Selon l'article 188 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 51, "Une motion proposant

de passer aux ordres du jour, à l'ordre du jour suivant ou à un ordre du jour déterminé peut toujours être faite, excepté lorsque la Chambre est saisie d'une question d'ajournement, d'une question de privilège, d'une question d'ordre ou de la question préalable."

4. *Le Canada* du 31 mars 1939, à la page 10, rapporte que le public des galeries est très intéressé et se penche sur l'assemblée des députés.

5. Le journaliste du *Canada* du 30 mars 1939, à la page 1, rapporte que le mot "petit sans-cœur" résume tous les quolibets qu'on lance de droite à gauche, mais que l'on n'entend pas toujours très bien de la galerie des journalistes.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

7. Voir note 6.

8. "libéral", selon *La Presse* du 31 mars 1939, à la page 2.

9. Voir note 6.

10. En 1937, le Québec et le gouvernement fédéral passent un nouvel accord sur la formation professionnelle: l'entente Bilodeau-Rodgers. Conclue durant la grande dépression économique, elle implique le versement de subventions fédérales pour certaines expériences de formation professionnelle. L'entente visait à lutter contre le chômage qui sévissait durant cette période. Dans le cadre de cette entente, le gouvernement du Québec crée un Service de l'aide à la jeunesse sous la tutelle du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il s'agit du premier organisme consacré à la formation de jeunes adultes sans travail, qui voit le jour dans la province. En outre, plusieurs écoles de métiers seront créées, en fonction des dispositions de l'entente Bilodeau-Rodgers; par exemple, une école d'avionnerie à Montréal qui formera plusieurs milliers de travailleurs qualifiés entre 1937 et 1944.

11. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En

janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

12. *Le Soleil* du 31 mars 1939, à la page 12, rapporte que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) regarde alors le député de Kamouraska (M. Chaloult).

13. Thomas Alexander Crerar (1876-1975), homme politique manitobain élu député de Marquette de 1917 à 1925. Il est ministre de l'Agriculture de 1917 à 1919. Il est réélu en 1929 pour être aussitôt nommé ministre des Chemins de fer et Canaux, poste qu'il occupe jusqu'en 1930. Battu aux élections générales de 1930, il est réélu dans Churchill en 1935 et est ministre des Mines, de l'Immigration et de la Colonisation (1935-1936), puis ministre des Mines et Ressources (1936-1945). Nommé sénateur en 1945, il occupera ce poste jusqu'à sa démission en 1966.

14. Né à Saint-Antonin, comté de Témiscouata, province de Québec, sa réputation devait plus tard franchir les frontières provinciales et même nationales. Il fut ministre d'État et membre de la Régie Électrique du Nouveau-Brunswick en 1921. En 1933, il abandonne son siège à la Législature provinciale (N.-B.) pour se lancer dans l'arène fédérale. Il devient ministre des Pêcheries en 1935, puis successivement ministre des Transports, des Travaux publics et de la Justice. Il fut également membre du Comité de guerre du cabinet de 1941-1945. Il quitte ses fonctions à Ottawa et est nommé Juge en chef de la Cour Suprême du Nouveau Brunswick, en 1945.

15. "Ça va viendre", selon *Le Nouvelliste* du 31 mars 1939, à la page 12.

16. *Le Canada* du 31 mars 1939, à la page 10, rapporte que le comité continue à voter et que certains items sont suspendus en cours de route. *The Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 3, précise que certains items du budget furent

suspendus à la demande du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

17. Les subsides sont votés en 15 minutes, selon *Le Devoir* du 31 mars 1939, à la page 1.

18. Selon *L'Action catholique* du 31 mars 1939, à la page 19, le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault) présente ce bill après la proposition d'ajournement du premier ministre.

19. Avant l'ajournement de la Chambre, les députés suspendent leurs délibérations quelques instants pour se laisser photographier. Cette photographie se retrouve dans *Le Soleil* du 31 mars 1939, à la page 3 et dans *La Tribune* du 1<sup>er</sup> avril 1939, à la page 11.



Première séance du mardi 11 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Charte de Courville**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Pelletier), que les articles du Règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, à l'examen et la réception des bills privés soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** demande la permission de présenter le bill 164 modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Saint-Nicolas-Sud**

**M. Larochelle (Lévis)** demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), la permission de présenter le bill 185 relatif à la corporation de la paroisse de Saint-Nicolas-Sud.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Régie provinciale de l'électricité et Syndicat national de l'électricité**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 44 modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat national de l'électricité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'améliorer une bonne loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Sociétés coopératives agricoles**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 57 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

La loi des sociétés coopératives agricoles a pour but de permettre au ministre de surveiller l'argent donné aux coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 52 modifiant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Usines de Chicoutimi**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 63 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi électorale**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi électorale de Québec.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce une loi honnête?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme toutes les lois du gouvernement, oui!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce un signe d'élections prochaines?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le député veut des élections, qu'il démissionne et fasse présenter M. Godbout à sa place.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés  
coopératives agricoles****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 65 pour aider les sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fédérations  
de coopératives de pêche**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 66 favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prêt agricole  
canadien**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 68 modifiant la loi relative au prêt agricole canadien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Office  
du prêt agricole**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 70 relatif à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Coopérative  
fédérée de Québec**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 71 sauvegardant les intérêts de la province relativement à la Coopérative fédérée de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Libération de débiteurs**

**M. Tellier (Montcalm)** demande, appuyé par le représentant de Drummond (M. Marier), la permission de présenter le bill 186 modifiant la loi concernant la libération de certains débiteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour des jeunes délinquants  
de Montréal****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 72 relatif à la Cour des jeunes délinquants de Montréal.

La Cour des jeunes délinquants à Montréal est présidée par le juge Robillard qui a un travail considérable. Cette loi a pour but de nous permettre de nommer un deuxième juge pour la Cour des jeunes délinquants à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de la Chambre:****Horaire  
des séances****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'à l'avenir, la Chambre tienne deux séances tous les jours sauf le dimanche: la première, de trois heures à six heures du soir, et la deuxième, depuis huit heures du soir jusqu'à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

**Sociétés  
coopératives agricoles****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65 pour aider les sociétés coopératives agricoles.

Adopté.



### **Colonisation, agriculture et domaine forestier**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 favorisant le progrès de la colonisation, de l'agriculture et la conservation du domaine forestier.

Adopté.

### **Certificats de régistrateurs**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 69 autorisant le gouvernement à payer les certificats de régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux.

Adopté.

### **Cour des jeunes délinquants de Montréal**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 72 relatif à la Cour des jeunes délinquants de Montréal.

Adopté.

### **Enseignement agricole de jeunes orphelins**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 51 relatif à l'enseignement agricole de jeunes orphelins.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose: Attendu que, sous la direction de la corporation religieuse des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde, un orphelinat agricole est établi au Lac Sergent, afin de préparer à l'agriculture et à la colonisation les orphelins sans ressources et de leur donner, à ces fins, une solide formation professionnelle;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province de contribuer à cette œuvre éminemment nationale:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec la corporation religieuse des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde, une entente en vue de l'établissement et du maintien, au Lac Sergent, d'un orphelinat agricole destiné à orienter vers l'agriculture et la colonisation, au moyen d'un enseignement théorique et pratique approprié, les orphelins sans ressources que cette corporation religieuse recueille dans la province, et à payer à cette corporation, pour ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de dix années, une subvention annuelle de six mille dollars.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'on donne un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 1938 à cette loi afin de rembourser le ministère de l'Agriculture qui a déjà payé un octroi à même ses crédits généraux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce \$6,000, êtes-vous bien sûr que vous allez le prendre dans le fonds consolidé?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On commence à dire partout que le dernier emprunt de \$30,000,000 n'a pas été souscrit entièrement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Entièrement souscrit et payé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les banques en auraient absorbé une bonne partie parce que le public refusait de souscrire. Le crédit de la province...

**Des députés ministériels protestent.**

**Un député ministériel:** On vous l'a dit: entièrement souscrit et payé.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre peut-il nous dire comment il s'y prendra pour faire un autre emprunt de \$30,000,000?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député de Berthier (M. Bastien) commence donc par emprunter quelque chose.  
(Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose:  
2. Que la résolution qui précède aura son effet depuis le premier septembre 1938.  
Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 51 relatif à l'enseignement agricole de jeunes orphelins.  
Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.  
Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Domaine public de la colonisation

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 49 protégeant le domaine public de la colonisation.  
Adopté.

#### En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nous voulons donner, à nos officiers de colonisation, les mêmes pouvoirs que ceux dont disposent les officiers

du ministère des Terres et Forêts lorsqu'ils font des saisies de bois, à la suite de coupes illégales pratiquées dans les terres de la couronne.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.  
Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Sauvegarde de la petite propriété

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.  
Adopté.

#### En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Ce projet de loi a principalement pour objet de maintenir en vigueur la loi du moratoire jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1941 et d'en assurer le bénéfice au débiteur hypothécaire et au tiers détenteur d'immeuble.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement compte-t-il mettre fin bientôt au moratoire? Il me semble que cette loi ne devait être que temporaire. Les créanciers hypothécaires commencent à s'impacienter.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Nous accordons justement un nouveau délai de deux ans, afin de permettre aux créanciers et à leurs débiteurs de s'entendre une fois pour toutes. Nous espérons qu'à l'expiration de ce délai, la situation se sera complètement éclaircie.

**M. Barré (Rouville):** Je fus l'un des premiers à réclamer cette loi du moratoire. Cependant, avec

l'atmosphère nouvelle qui règne, depuis l'établissement de la loi du crédit agricole, la loi a perdu une bonne part de son opportunité. Comme le ministre l'a dit tout à l'heure, nous espérons que la loi pourra bientôt être abrogée. Je ne parle pas, naturellement, pour les villes.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Code de procédure civile**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'effet de la clause 1<sup>4</sup> est de donner à un député-protonotaire désigné par le protonotaire, et dont le choix a été approuvé par le procureur général dans les districts de Montréal et de Québec, le pouvoir de rendre des jugements par défaut *ex parte*.

La clause 2 a pour objet de permettre l'examen au préalable, dans les actions résultant d'un délit ou d'un quasi-délit, de la personne en charge de la chose qui a causé le dommage et d'autoriser le juge à prescrire un mode d'assignation et d'examen de cette personne, lorsqu'elle ne peut comparaître ou être assignée de la manière ordinaire. Il s'agit des enquêtes "on discovery".

L'on veut donner à un plaideur le pouvoir d'interroger une personne même si elle n'est pas partie au procès. Il pourra même interroger un prête-nom.

Les dispositions de la clause 3 prévoient l'examen, avant la production de la défense, de la

personne pour qui le demandeur agit comme prête-nom dans les actions sur billets ou lettres de change, de la victime d'un délit ou d'un quasi-délit et de la personne en charge de la chose qui a causé le dommage dans les actions en recouvrement de dommages et dans les actions prises par une corporation ou société des principaux officiers de cette dernière.

La clause 4 permet l'examen de la partie qui doit rendre compte, après la production de celui-ci, dans les actions en reddition de comptes.

Il (l'honorable M. Duplessis) donne des explications.

La clause 5 détermine la portion saisissable de certains salaires dans les cas de réclamations pour pension alimentaire.

Nous ne voulons pas, dit-il, que celui qui prend part aux travaux de chômage exécutés avec les subventions des gouvernements provincial et fédéral, soit soustrait aux dettes alimentaires.

La clause 6 a pour but d'éviter l'accumulation contre le débiteur des frais inutiles et coûteux de saisies-arrêts concurrentes sur ses salaires ou gages, en prohibant la taxation contre lui des frais d'autres saisies-arrêts lorsqu'il y en a une tenante et que les créanciers peuvent y produire leur réclamation et partager la partie saisissable de son salaire.

Cet amendement, explique-t-il, a été apporté à la suggestion du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et du député de Montréal-Mercier (M. Thibeault). Ces deux députés ont représenté que les créanciers multipliaient les saisies-arrêts contre un débiteur dès qu'il avait gagné quelques dollars; dans certains cas, à tel point que les frais devenaient plus élevés que la dette elle-même. J'ai eu connaissance d'un cas où il y eut 32 saisies-arrêts et des frais se chiffraient à \$217 pour une dette de \$22. Le projet de loi prohibe donc la taxation contre le débiteur des frais d'autres saisies-arrêts, lorsqu'il y en a une tenante et lorsque les créanciers peuvent y produire leur réclamation et partager la partie saisissable du salaire.

Les clauses 7 et 10 contiennent une révision complète des dispositions du Code de procédure civile communément appelées "loi Lacombe". Elles ont pour but d'assurer un meilleur fonctionnement et une plus grande efficacité de ce mode de paiement des dettes; en même temps, elles visent à constituer une protection plus équitable des droits respectifs des débiteurs et créanciers.

Nous avons refait la loi Lacombe, précise-t-il. Nous l'avons rendue plus humanitaire, moins coûteuse. Le projet de loi veut empêcher encore les créanciers de mauvaise foi, les créanciers rapaces

- pour ne pas employer un mot plus dur - de persécuter les débiteurs. Pour leur causer un préjudice, il arrive que ces créanciers s'acharnent sur des débiteurs même quand ils savent que ces derniers ne travaillent pas. À l'avenir, à la demande des députés de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et de Montréal-Mercier (M. Thibeault), le gouvernement, par ce bill, décrète que lorsqu'un créancier prendra une saisie de mauvaise foi, ou par malice, contre un débiteur qui ne travaille pas, non seulement ce créancier en paiera tous les frais, mais il devra également payer tous les dommages.

La clause 8 fixe à \$200 le cautionnement qui doit être fourni par le poursuivant dans les procédures sur bref de *quo warranto*.

Cette mesure, dit-il, aura pour effet d'empêcher les abus comme il s'en produit parfois dans des municipalités où l'on veut persécuter des conseillers municipaux ou des membres de commissions scolaires. Il y a des gens qui prenaient des *quo warranto* par malice. On s'organisait pour que le poursuivant soit un homme sans le sou; et si le bref était rejeté, le défendeur devait payer tous les frais.

La clause 9 a pour but de faire disparaître des conflits de jurisprudence en clarifiant l'article 1089 relativement à des détails de procédures.

(L'honorable M. Duplessis donne des explications.)

La clause 11 vise à améliorer la forme de l'article 1223a, en supprimant une explication inutile, par référence au terme anglais du mot "dactylographe".

(L'honorable M. Duplessis donne des explications.)

La clause 12 a pour effet d'appliquer les règles ordinaires de procédés aux causes prises en cour de magistrat du district de Rimouski, en dehors du chef-lieu aussi bien qu'à cet endroit.

(L'honorable M. Duplessis donne des explications.)

La clause 13 a pour objet de clarifier le texte de l'article 1310 du Code de procédure civile relativement au droit du protonotaire, en l'absence d'un juge au chef-lieu, d'exercer les pouvoirs du juge en matière de licitation volontaire ou du partage volontaire des biens dont les personnes frappées d'incapacité légale ou des absents sont propriétaires par indivis avec des majeurs.

(L'honorable M. Duplessis donne des explications.)

La clause 14 a pour but:

1. de faire bénéficier des dispositions édictées par la section 7 nombre de débiteurs qui, à cause des lacunes du système actuel, ont été incapables d'y recourir, et en particulier une foule de chômeurs qui, ayant repris le travail, ont vu les saisies pleuvoir sur eux avant de retirer une paie et de pouvoir faire le dépôt requis avec la déclaration.

2. de permettre à un grand nombre d'autres, constamment sous le coup de saisies, de se prévaloir des dispositions nouvelles pour acquitter leurs dettes.

3. de prévenir des saisies tracassières destinées à priver les débiteurs du bénéfice de ces nouvelles stipulations.

(L'honorable M. Duplessis donne des explications.)

La clause 15 dispense les débiteurs en règle avec la loi actuelle de faire une nouvelle déclaration pour bénéficier des dispositions nouvelles de la section 7.

(L'honorable M. Duplessis donne des explications.)

La clause 16 confirme l'interprétation souvent donnée à l'article 310, depuis le 5 mars 1924, dans le sens de la disposition telle que clarifiée par la section 13 de ce bill.

(L'honorable M. Duplessis donne des explications.)

Les articles 1 à 17 sont adoptés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Dépôts judiciaires

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le seul but de la loi, c'est de remplacer 30 ans par 15 ans.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Cercles agricoles

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi des cercles agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>5</sup>:

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** se plaint de la distribution tardive des projets de loi. Dans le présent cas, dit-il, il s'agit d'un bill important et nous n'avons pas eu le temps de l'étudier. Si j'ai bien compris, on veut donner au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), seul, les pouvoirs qu'avait autrefois le Conseil d'agriculture.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)**: La Chambre doit savoir que le Conseil d'agriculture a été remplacé par la Chambre agricole.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)**: Le gouvernement veut rendre les sociétés agricoles autonomes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Il ne sera plus exercé d'intimidation sur les sociétés agricoles. Sous l'ancien régime, si une société agricole ne faisait pas ce que le ministre lui disait, non seulement on le menaçait de lui enlever sa charte, mais on lui supprimait ses octrois. Quel cynisme de l'ancien régime!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**: Je pense qu'on veut tout simplement, avec cette loi, tuer les cercles agricoles. Il y a deux ans<sup>6</sup>, à la veille de la fin de la session, un projet analogue pour tuer les cercles agricoles a été présenté à la dernière minute et je m'y suis opposé. Nous avons empêché la passation de ce

bill. Si l'on supprime les subventions aux cercles agricoles, on les fait disparaître par le fait même.

**M. Bastien (Berthier)**: Qui va remplacer les cercles agricoles? Est-ce l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.)<sup>7</sup>?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)**: Ce sont là de belles phrases politiques, mais nous n'avons pas l'intention de faire disparaître les cercles. Nous avons plusieurs organisations agricoles dans la province, et nous ne voulons pas que certaines aient préséance sur d'autres. Selon ce projet de loi, nous voulons qu'elles soient toutes sur le même pied. C'est pourquoi le traitement de faveur n'existe plus.

Nous désirons la coopération entre tous les cultivateurs dans la province et, pour cela, nous voulons donner une chance égale à tout le monde, faire disparaître les anciennes rivalités. Nous faisons en sorte que les cercles de l'U.C.C. soient sur le même pied que les autres associations. Autrefois, on mettait les cercles agricoles en lutte contre l'U.C.C.

Les plus hautes autorités religieuses ont recommandé que l'on encourage les cercles de l'U.C.C. Le gouvernement n'a d'autre but que de rendre service à la classe agricole.

**M. Bastien (Berthier)**: Il aurait été plus simple de donner des octrois aux cercles de l'U.C.C. Parce que l'U.C.C. ne réussit pas, on veut abolir les cercles agricoles pour forcer les cultivateurs à entrer dans l'U.C.C. S'il y a une classe qui a le droit d'être libre, c'est bien celle des agriculteurs. Et voilà qu'on abolit les cercles agricoles pour favoriser l'U.C.C.

**M. Tardif (Frontenac)**: C'est pour cela que vous lui avez refusé le crédit agricole pendant 10 ans.

**M. Bastien (Berthier)**: On enfreint la liberté des cultivateurs. On coupe les moyens d'existence des cercles agricoles pour favoriser l'U.C.C. Il serait plus simple de voter une loi pour subventionner les cercles de l'U.C.C.

**M. Tardif (Frontenac)**: Vous ne connaissez pas cela "pantoute".  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier)**: Je n'ai pas eu la chance d'aller au Danemark, moi.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)**: Il est intéressant de noter les contradictions dans les

remarques du député de Berthier. Il s'oppose à ce que l'U.C.C. ait des privilèges, mais il veut la liberté des agriculteurs. La liberté des cultivateurs consiste dans le fait de pouvoir s'organiser eux-mêmes. La demande du député de Berthier n'est pas celle des cultivateurs. Les cultivateurs ne demandent pas d'octroi, mais le droit de s'organiser eux-mêmes.

Le système des organisations agricoles en tutelle avec des octrois empêchait cette liberté. Ils ne pouvaient s'organiser. Nous voulons favoriser la coopération sous toutes ses formes et nous demandons aux cultivateurs de s'organiser eux-mêmes. Ce bill a été fait conformément à leurs réclamations. Il y a un grand progrès sous ce rapport, depuis deux ans.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le ministre pourrait-il nous citer une seule organisation qui a fait cette demande? C'est un moyen détourné pour mettre les cultivateurs sous la direction d'un petit groupe. On veut tout simplement tuer les cercles agricoles.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le chef de l'opposition parle de la suppression des cercles agricoles. Il n'est pas question de les faire disparaître. C'est à la demande des corps organisés que nous avons mis tout le monde sur le même pied. Nous demandons aux cultivateurs de faire en sorte de n'avoir qu'une seule organisation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ah! Ah! Nous allons voir si les cercles agricoles pourront continuer à fonctionner. Le premier ministre disait tantôt qu'il s'agissait d'enlever les cercles agricoles du contrôle du gouvernement. Il disait que ce n'était pas le désir du gouvernement de contrôler les cercles agricoles avec la menace persistante de leur enlever leurs subventions. Maintenant, on la supprime totalement, cette subvention. On dit que c'est le désir de la classe agricole.

J'aimerais savoir quelles organisations agricoles ont demandé cette mesure. Les cercles agricoles étaient des organisations indépendantes qui avaient droit aux subventions du gouvernement à certaines conditions. On donnait toutes sortes de primes. Si les cercles agricoles avaient un traitement de faveur, c'est parce que le gouvernement voulait aider la classe agricole.

Nous n'avons pas d'objection aux autres organisations, mais nous voulons le maintien des organisations qui ont permis de réaliser les progrès accomplis depuis quelques années. On aurait dû demander par un bill la disparition des cercles

agricoles pour montrer que le gouvernement actuel est opposé à toute organisation où les membres sont indépendants.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** En dépit de tous les efforts que fait le gouvernement pour aider la classe agricole, on tente de faire une histoire de politique avec cela. Il était bien généreux, l'ancien gouvernement qui donnait aux cercles agricoles une subvention de 50 sous par membre annuellement.

Le gouvernement a pourtant donné plus de \$30,000,000 pour permettre aux cultivateurs de rester sur leurs terres. C'est beaucoup mieux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous n'êtes pas sur les "hustings".

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Laissez-le donc venir avec ça sur les "hustings"! (Rires)

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Nous ne voulons pas de loi, ni de politique de 50 sous. Nous voulons des organisations indépendantes. Nous avons la confiance des organisations de la province et même de celles des provinces voisines. Nous mettons toutes les organisations sur un pied d'égalité. Ce n'est pas la disparition d'une subvention de 50 sous par tête qui va entraîner la disparition des cercles agricoles, s'ils sont bons.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) n'a pas cité tous les articles de l'ancienne loi qui avaient trait aux subventions à donner aux cercles agricoles. On verrait, dit-il, que l'on donnait plus que 50 sous par tête. Ce qui est arrivé, c'est que l'U.C.C. a influencé le ministre de l'Agriculture.

Cette année, le ministre se prend de façon détournée pour céder tous ses droits à l'U.C.C. Pour qu'elle progresse, on fait disparaître les cercles agricoles. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on lui donne des subventions, comme aux cercles agricoles. Mais si elle ne progresse pas, c'est parce qu'elle n'a pas une politique vraiment agricole.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Nous avons toujours aimé à traiter, dans les campagnes, avec des groupes comme les cercles agricoles, et nous continuerons à le faire; mais nous croyons qu'il n'y a pas de coopération possible tant qu'un groupe continuera à être favorisé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le ministre peut-il me montrer des textes de résolutions où les grandes organisations agricoles ont demandé la disparition des cercles agricoles?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** J'ai causé avec les cultivateurs et j'ai eu l'occasion de connaître ainsi leur opinion. J'ai été satisfait. J'ai exprimé les mêmes idées dans toute la province.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas ce que le ministre disait tout à l'heure. Je l'ai défié de me montrer des résolutions, et il n'a pas été capable d'en citer une demandant la disparition des cercles agricoles et des sociétés d'agriculture, comme on le fera par un autre bill. On est en train de tout désorganiser pour se laisser dominer par un groupe.

On a parlé de politique de 50 sous. Je sais que M. Albert Rioux, sous-ministre de l'Agriculture, a retiré \$6,000 du prêt agricole. Ce n'est certainement pas une politique d'un écu.

Le ministre dit qu'il ne veut plus faire de préférence pour aucune association. Est-ce qu'il va prétendre qu'il n'a jamais rien donné à l'U.C.C.?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** La loi a tout simplement pour but d'unifier les organisations agricoles, de mettre tous les cultivateurs sur un même pied d'égalité que les autres organisations agricoles. Quant aux organismes qui ne rendent pas de service, dit-il, organismes qui sont parfois nuisibles à la véritable coopération chez les agriculteurs, on essaye de les remplacer par des organismes plus utiles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Faut-il donc tuer les organisations agricoles pour les unifier?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire cette affirmation. Il n'est pas question de tuer les organisations agricoles. Le gouvernement veut les encourager également.

La Chambre agricole est le corps autorisé pour parler au nom des cultivateurs et j'ai pris mes renseignements à la bonne source. Tout ce que nous voulons, encore une fois, c'est que les différentes organisations agricoles coopèrent entre elles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le bill a pour objet d'enlever les allocations que les sociétés agricoles recevaient. J'aimerais que les députés ruraux sachent quelles sont les associations qui ont

demandé la disparition des cercles, qui étaient des organisations indépendantes. L'article 37 de l'ancienne loi donnait droit au gouvernement de payer un octroi de 50 sous par membre d'un cercle agricole. Les sociétés agricoles avaient un traitement de faveur parce qu'on voulait aider l'agriculture. Aujourd'hui, on veut remplacer toutes les organisations par une société unique. Le ministre aurait dû être plus franc en abolissant ces sociétés au moyen d'un bill.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** C'est toujours la même tactique. En dépit des efforts du gouvernement de l'Union nationale pour faire de la politique agricole une politique dont le pays a besoin, l'opposition cherche à faire une politique de parti. Je suis prêt à suivre le chef de l'opposition sur le terrain de la politique et lui rappeler, par exemple, que les grandes œuvres du Parti libéral, en faveur des cercles agricoles, c'a été de donner 50 sous par membre. Que l'on juge l'aide accordée aux cercles, dont les membres recevaient 50 sous par année! Le gouvernement de l'Union nationale, un gouvernement de tyrans, a donné aux cultivateurs \$35,000,000 pour les aider à s'établir.

(Applaudissements)

**Des députés ministériels** murmurent leur approbation.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Une politique d'octroi à 50 sous, je n'en suis pas, moi. Nous voulons donner aux cultivateurs des organisations solides. Et il y a un moyen d'y arriver: les mettre sur un pied d'égalité. Je ne crois pas que des allocations à 50 sous par tête soient suffisantes pour avoir des sociétés solides. À ce prix, moi, je n'en veux pas.

**M. Bastien (Berthier):** L'ancienne loi ne parlait pas seulement d'un octroi de 50 sous par tête. Elle disait que chaque cercle ne devait pas recevoir moins de \$25 par année et pas plus de \$50.

L'U.C.C. essaie de mettre la main sur le département de l'Agriculture.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre veut la collaboration, mais au sein d'un organisme établi par le gouvernement.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Pas du tout. Les opinions que j'ai recueillies des cultivateurs, dit-il, ne sont pas favorables à l'ancien

système d'encouragement aux cercles agricoles. Les cultivateurs sont plus intéressés à une vraie politique nationale qu'à de petites subventions. Les subventions étaient pour eux une forme d'esclavage, alors que les politiques du gouvernement représentent un mouvement constructif pour l'industrie de base du Québec.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'on est en train de désorganiser les sociétés d'agriculture. Les octrois permettaient aux cercles agricoles de maintenir leur bureau.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Nous croyons que la politique de petits octrois n'est pas applicable et ne rapporte pas de bons résultats. Nous voulons que les cultivateurs soient libres de s'organiser et que le gouvernement leur apporte le concours dont ils ont besoin. C'est l'opposition qui, par son attitude, laisse entendre que l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) est un organisme qui doit disparaître.

**Des députés de l'opposition protestent.**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le député de Berthier (M. Bastien), entre autres, s'est montré hostile à l'U.C.C.

**M. Bastien (Berthier):** Je nie avoir pris cette attitude.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Point d'ordre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ces attaques personnelles contre le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), qui est un parfait honnête homme, surtout à propos d'un octroi de 50 centins? La loi actuelle ne limite pas les octrois qui pourront être payés; le gouvernement pourra donner \$500, \$1,000 s'il le désire.

Sous l'ancien régime, on se servait des agronomes pour faire des investigations, pour fouiller la vie des adversaires du gouvernement. Pourquoi l'opposition a-t-elle si peu de respect pour l'U.C.C.? Pourquoi cette haine contre l'U.C.C.? Est-ce parce que le chef de l'opposition n'aime pas le mot "catholique"? C'est tout ce que peuvent faire les débris de l'ancien régime? Est-ce parce que les cultivateurs n'ont pas le droit de s'unir? Pourquoi, pour les affaires de 50 sous, montrer tant de haine pour l'U.C.C.? On n'a pas oublié, il me semble, la lutte faite déjà à l'U.C.C. et au député de Rouville (M. Barré).

Nous affirmons, nous, que les cultivateurs ont le droit de s'unir. Nous voulons qu'ils s'unissent librement. Il n'y a rien dans le projet de loi qui puisse empêcher les associations d'être aussi actives que par le passé. Si l'opposition veut conserver les débris qui lui restent, qu'elle ne se pose pas en adversaire de l'U.C.C.

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a dit, en parlant de l'U.C.C., qu'il ne faut pas mêler la religion à une sauce. Le chef de l'opposition *pro tempore* compare l'U.C.C. à une sauce: c'est là que l'on voit que son parti est tombé bien bas.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Personne, dans l'opposition, n'a attaqué personnellement le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) ou n'a montré de l'hostilité à l'endroit de l'U.C.C. Le premier ministre essaye de détourner la question, mais tout le monde connaît ses tactiques. Nous voulons seulement que l'U.C.C. ne fasse pas disparaître les cercles agricoles. Que le premier ministre fasse attention. Son étoile pâlit!

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il ne s'agit pas, répète-t-il, de faire disparaître les cercles agricoles, mais de les mettre sur un pied d'égalité avec les autres organismes de coopération.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) abandonne donc son siège pour faire élire une étoile écrasée depuis longtemps, M. Godbout!  
(Rires à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le mot "catholique", je sais ce que cela veut dire; mais il y a trop de gens, dans la province, qui semblent ne pas le savoir. Le mot "catholique" implique une idée d'universalité<sup>8</sup>. Il exclut l'étroitesse d'esprit, les divisions mesquines. C'est pourquoi je l'aime, le mot "catholique". S'il y a des guerres et des divisions, dans le monde, c'est qu'on n'a jamais compris ce que veut dire ce mot "catholique". Le premier ministre s' imagine qu'il réussira à me faire du tort, avec certaines tactiques. À Saint-Hyacinthe, tout le monde est catholique; et c'est pour cela qu'on vote pour le député de Saint-Hyacinthe.

J'ai souvent assisté à des réunions de l'U.C.C., parfois en présence d'évêques. Nous ne sommes aucunement hostiles à l'U.C.C., mais ce n'est tout de même pas le mot "catholique" dans le nom de cet organisme qui va nous empêcher de critiquer une certaine politique. M. Rioux, qui est



l'âme dirigeante de l'U.C.C., n'est pas un modèle à citer en exemple. Le ministre le sait que M. Rioux est un boulet pour son ministère. Et on aurait voulu, en le présentant à Saint-Hyacinthe, le faire ministre de l'Agriculture, parce qu'il était président de l'U.C.C.

C'est une loi de dictature qu'on veut imposer aux cultivateurs de cette province. Prenez les protestants: on ne peut tout de même pas les obliger à faire partie de l'U.C.C. Pourtant, les cultivateurs qui ne sont pas de notre religion ont le droit d'être protégés comme les autres. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) a tort de se laisser dominer par un homme qui veut tout dominer dans la province.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de dire qu'un ministre ou un député de cette Chambre se laisse dominer par qui que ce soit.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le ministre a des objections... Mais on sait comment le ministère est constitué. C'est prouvé que ce bill est un bill qu'on a voulu nous forcer à voter il y a deux ans. Mais il n'y a pas un député qui a eu le temps d'en étudier la vraie portée. On aurait dû le distribuer à temps pour que les cultivateurs puissent en prendre connaissance, pour que les députés ruraux puissent consulter leurs électeurs. On devrait le suspendre pour le moment. C'est un bill qui va forcer les cercles agricoles à se dissoudre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition tempête. Il est évident qu'il n'a pas saisi la portée de ce bill. D'abord il dit avoir été pris par surprise, ensuite il déclare connaître bien ce bill depuis deux ans.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que je connaissais bien ce bill depuis deux ans, puisque c'est le même principe qui y est contenu aujourd'hui. Mais, il y a deux ans, le bill a été suspendu, et c'est une bonne chose qu'on a faite à l'époque. Je ne suis pas pris par surprise avec ce bill, aujourd'hui, mais je dis que ce n'est pas à ce temps-ci de la session de présenter un projet de cette nature, quand les députés n'ont pas encore eu le temps de consulter les cultivateurs de leurs comtés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela revient à ce que je disais. L'opposition dit qu'elle est prise par surprise par ce bill et elle dit pourtant qu'elle connaît ce bill depuis deux ans.

Quelle logique! Il n'y a rien dans ce bill contre les cercles agricoles. Il n'y a rien qui défende au gouvernement de donner des octrois à ces cercles. Il y a plus que cela.

Nous enlevons la limite. Nous faisons disparaître la limite de 50 sous par cultivateur parce que cela est injurieux pour la classe agricole. Je veux, dit-il, donner à l'opposition la chance de comprendre. Si le chef de l'opposition insiste, nous allons remettre à une autre séance l'étude du bill. Nous n'avons pas d'objection.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et tâchez de le tuer comme celui d'il y a deux ans, lorsque vous avez voulu nous forcer à voter un bill semblable! Cela vous rendra service et cela rendra aussi service aux cultivateurs de cette province.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Électriciens et installations électriques**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>9</sup>:**

**M. Grégoire (Montmagny):** Chacun des bills que nous avons étudiés cet après-midi m'est parvenu en retard. J'ai beau demander qu'on m'en fournisse une copie, on ne me l'apporte pas.

**M. Boyer (Châteauguay):** Tiens, mon petit garçon, (s'adressant à haute voix à un page qui s'approche), va lui porter une copie et assure-toi bien qu'il sera capable de comprendre quelque chose.  
(Rires)

(Le page traverse du côté de M. Grégoire et lui remet copie du bill).

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Avec le développement de l'industrie, l'application de la loi telle quelle ne donne pas justice à certaines installations faites à des montants élevés.

**M. Leduc (Laval):** C'est une diminution des taux d'inspection?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Il y a diminution de taux d'inspection dans certains cas, augmentation dans d'autres. On se basait sur la valeur de la machinerie et l'on imposait un taux de un demi de 1 %. L'inspection représente souvent un travail minime de la part des inspecteurs du département. Dans certains cas, pour des installations électriques très coûteuses et d'ailleurs faites avec le plus grand soin, ce taux de un demi de 1 % représente une charge trop onéreuse.

Les articles 1 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Y a-t-il augmentation ou diminution, cette année?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il y a une diminution de \$10,000.

**M. Bastien (Berthier):** La maison de la ferme de Deschambault est-elle terminée?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il y a longtemps que cette maison est terminée. Cela s'est fait à l'été de 1937. On peut voir toutes les dépenses dans les *Comptes publics*.

**M. Bastien (Berthier):** C'est un M. Albert Giroux qui avait le contrat de cette construction, un contrat au pourcentage.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Oui, mais je fais observer que c'est une réparation et non une construction.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre peut-il nous dire combien cela a coûté?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que ça vient faire dans la discussion?

**M. Bastien (Berthier):** Cela vient faire que nous discutons de l'encouragement à l'agriculture et que cette maison a été réparée au titre de l'encouragement à l'agriculture.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Vous en êtes aux *Comptes publics* de 1937 et nous étudions les prévisions budgétaires de 1939-1940. On dirait que le député de Berthier en veut à l'agriculture et à tous ceux qui s'en occupent.

**M. Bastien (Berthier):** Si je n'aime pas le sous-ministre de l'Agriculture, cela ne veut pas dire que je n'estime pas le ministre. Je disais que cette maison allait coûter cher; le ministre disait non. Je vois, dans les *Comptes publics*, que M. Giroux a retiré \$2,655. Or son contrat était à pourcentage. Un pourcentage de 10 %, cela veut donc dire que la maison a coûté \$26,500.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ridicule.

**M. Bastien (Berthier):** Je suis de l'avis du premier ministre. C'est ridicule de construire une maison de \$26,500 pour un employé du gouvernement.

**M. Tardif (Frontenac):** Adopté! Adopté!

**M. Bastien (Berthier):** Nous avons dit que M. Chagnon, qui occupe cette maison, est trop

exigeant de demander de résider dans un palais, et je vois que nous avons eu raison de dire cela.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est un bon libéral pourtant.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a des libéraux qui aiment le luxe. Mais je crois que le libéralisme de M. Chagnon, cela va avec le vent des partis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Berthier est injuste. M. Chagnon est un ancien employé de l'agriculture, employé par l'ancien régime. Nous l'avons gardé car il est compétent. Le député de Berthier laisse entendre que M. Chagnon coûte cher à la province, c'est son affaire. Nous dirons que M. Chagnon a reçu des offres très alléchantes pour aller travailler à Ottawa et pour le gouvernement d'Ontario, et qu'il a préféré rester dans la province de Québec.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre ne pourrait pas nous faire avaler tout ce qu'il veut avec ses petits airs indignés. C'est vieux jeu, cela. Si tous les employés du gouvernement demandent de loger dans des palais de \$26,500, qu'aurons-nous comme budget à la fin?

Je me rappelle du temps où le député de Yamaska (l'honorable M. Élie), l'honorable ministre sans portefeuille, dénonçait les collets blancs chez les fonctionnaires. Voici un homme du gouvernement qui disait que le fonctionnarisme coûtait trop cher. Je ne nie pas la compétence de M. Chagnon, mais je dis que c'est un enfant de Portneuf que l'on a trop gâté. Il va devenir plus important que le ministre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** La restauration de cette maison n'est pas une construction ordinaire. Nous avons refait une vieille maison qui datait de 200 ans. Nous voulions conserver une relique de l'ancien régime français. Le gouvernement n'est pas à blâmer de garder un monument historique de ce genre sur la route nationale qui conduit à Québec.

On a échafaudé toute une critique sur le fait que cette maison avait dû coûter \$26,000. Ce n'est pas exact et ce n'est pas juste. Les \$2,655 des *Comptes publics* payés à M. Albert Giroux ne représentent pas la commission que nous avons payée à M. Giroux. M. Chagnon ne voulait pas prendre la maison ni l'occuper. Nous avons été obligés de le supplier pour le faire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi avez-vous donné \$2,655 à M. Giroux si cela ne représentait pas sa commission sur un contrat à pourcentage?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il n'y a pas un citoyen qui peut blâmer le gouvernement de conserver une vieille maison de ce genre. C'est là le berceau d'une grande famille de la province, et Sir Lomer Gouin a de ses ancêtres qui sont attachés à cette maison. Si nous avons donné le contrat à M. Giroux, c'est que nous croyions qu'il était capable de la restaurer comme il faut. Des journaux non politiques comme *L'Action catholique* et *Le Devoir* ont publié des articles élogieux sur cette restauration. Le député de Berthier (M. Bastien) exagère lorsqu'il dit que cela a coûté \$26,000; tout comme on exagérait dans Bagot l'an dernier en disant qu'il s'était dépensé \$40,000 sur cette maison-là.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Alors, cela a été fait par contrat, mais la somme de \$2,655 qui figure aux *Comptes publics* n'est pas la commission payée à M. Giroux. Qu'est-ce donc qu'on a payé à M. Giroux comme commission?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Les contrats étaient des contrats de réparation. Les murs sont restés debout. On n'a rien construit. On a restauré. Nous avons surveillé l'achat des matériaux. Pas un citoyen ne nous blâmera d'avoir fait cela, sauf ceux qui veulent nous tomber à tout prix sur le dos.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous ne voulons pas tomber sur le dos du ministre. Nous voulons savoir des choses que le ministre ne sait apparemment pas puisqu'il n'est pas en mesure de nous répondre. Combien a coûté cette maison? Le gouvernement a peut-être employé là, comme terrassiers, des journaliers qui ont été payés pour autre chose. De sorte qu'on ne saura jamais le prix véritable de cette maison.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** C'est comme le palais de justice, cette affaire-là.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Pour tranquilliser mon ami de Saint-Hyacinthe, je lui dirai que tout le coût de la maison a été pris sur le budget de la ferme de Deschambault. Si M. Giroux figure aux *Comptes publics* pour d'autres sommes que celles de sa commission, c'est qu'il a fourni des matériaux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Combien a coûté la maison...

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je ne suis pas capable d'établir cela de mémoire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le ministre a un sous-ministre. Pourquoi ne l'a-t-il pas à ses côtés pour le consulter sur ses crédits? Quand on étudiait les crédits, autrefois, les ministres avaient leurs sous-ministres à leurs côtés pour les consulter et renseigner l'opposition et les députés du gouvernement. Je vois que le premier ministre fait signe que non, mais moi je dis: oui, parce que je siège dans cette Chambre depuis 1912 et je sais qu'il en était ainsi autrefois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe n'aime pas M. Rioux. À chaque fois qu'il en parle, il vient rouge, rouge.

(Rires)

J'ai peur qu'il tombe d'apoplexie à chaque fois. Qu'est-ce que cela serait si M. Rioux était ici? Je crois que le chef tomberait d'une syncope. Je veux sauver le député de Saint-Hyacinthe au Parti libéral, qui en a bien besoin. J'ai dit à M. Rioux de rester absent de la Chambre.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas si peur que cela d'avoir une syncope en apercevant le sieur Rioux. Il n'est pas de ceux qui m'intimident tant que cela. Le ministre est incapable de répondre à une question que nous lui posons sur le coût de la maison de Deschambault. Le sous-ministre devrait être là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition passe son temps à dire que le sous-ministre Rioux ne comprend rien, ne connaît rien, n'a aucune valeur, et maintenant il veut le consulter.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas dit cela. M. Rioux est trop connaissant pour le gouvernement. Il vous jouera un vilain tour si vous ne prenez garde à cet oiseau-là! C'est un fin-fin! Les ministériels s'amusent ferme. Il connaît cela, lui, les \$6,000 du prêt agricole. Il sait empocher.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas juste ce que dit le chef de l'opposition. C'est M. Rioux lui-même qui a recommandé de payer le crédit agricole à celui qui devait \$700 au député de Saint-Hyacinthe.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas à moi qu'on devait de l'argent, c'est à M. Audet. Mais on fait beaucoup de bruit autour de ce \$700. Est-ce pour oublier que le sous-ministre Rioux s'est servi dans la caisse du crédit agricole pour \$6,000? Est-ce pour oublier qu'on lui a refusé d'emprunter un autre \$6,000?

À entendre parler le gouvernement, les employés devaient tous être des honnêtes gens, ne pas profiter de leur situation pour faire avancer leurs affaires personnelles. Non, qu'on nous amène Rioux! Cela rime avec Giroux. Il nous faut des explications. Ça va prendre cinq minutes. Si Rioux a honte de venir en Chambre, qu'on envoie chercher le dossier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Ça ne prendra pas cinq minutes, les comptes sont à Deschambault.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Tiens, tiens, les archives du gouvernement sont maintenant à Deschambault! Alors, on va suspendre l'item.

L'étude de la résolution est suspendue.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Quel est le nombre des agronomes au service de la province?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Environ 160. Je ne puis dire exactement quelle augmentation.

**M. Bastien (Berthier):** L'on devait pourtant réduire le nombre des agronomes. L'on disait qu'ils ne servaient à rien, qu'ils ne connaissaient rien. On prétendait que l'ancien gouvernement avait introduit un système qui ne pouvait donner une éducation pratique en agriculture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le nombre a augmenté quelque peu. M. Chagnon est venu au Conseil des ministres et nous a représenté que c'était un moyen de réduire les dépenses de voyage que d'augmenter le nombre des agronomes. On nous a représenté aussi que cela permettrait d'organiser un service plus efficace.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les agronomes coûtent plus cher qu'autrefois en achat d'autos et en

réparations. Pourtant, l'on n'a pas d'argent pour la société d'agriculture de mon comté. Il y a deux ans que nous n'avons pas eu d'exposition, et l'on dit que le sous-ministre Rioux a dit qu'il voulait mettre la Société d'agriculture de Rivière-du-Loup en faillite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si la société n'est pas solvable, que le député souscrive donc une partie de son indemnité pour l'aider.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La belle affaire! Ce sont les députés qui vont souscrire maintenant! C'est pourtant le gouvernement qui s'est vanté qu'il aiderait l'agriculture. Si on veut me garantir qu'on va aider la Société d'agriculture de Rivière-du-Loup, j'en aurai fini avec cet item.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député n'est plus au temps de l'ancien régime. Il dit: "Voulez-vous m'acheter? Donnez-moi \$10,000 pour la Société d'agriculture et je vais me taire." Ce n'est pas juste pour lui. Ce n'est pas juste pour son comté. Ses électeurs ne seront pas contents. Ça me fait de la peine pour lui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne suis pas à vendre. Le gouvernement n'est pas assez riche pour m'acheter. Qu'a-t-on l'intention de faire pour la Société d'agriculture de Rivière-du-Loup? (M. Casgrain multiplie les questions, mais n'a pas de réponse.)

**M. Bastien (Berthier):** Quelles dépenses a-t-on l'intention de ne pas faire cette année?

L'étude de la résolution est suspendue.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 h 30<sup>10</sup>.

**Deuxième séance du 11 avril 1939**

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 45.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:**

**Travaux dans la paroisse de Sainte-Émélie-de-l'Énergie**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Le département de la Voirie a-t-il fait des travaux au cours de l'année dernière dans la paroisse de Sainte-Émélie-de-l'Énergie sur le chemin qui conduit au village de Sainte-Émélie à Saint-Côme?

2. Sur la recommandation de qui ces travaux ont-ils été exécutés?

3. Combien ont coûté ces travaux?

4. Par qui ces travaux ont-ils été dirigés?

5. Les ouvriers, ayant travaillé à l'exécution de ces travaux, ont-ils été payés?

6. Dans l'affirmative: À quelle date?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):** 1. Des travaux ont été exécutés sur ce chemin en 1938 par la corporation de la paroisse de Sainte-Émélie-de-l'Énergie.

2. Sur la recommandation des ingénieurs du département de la Voirie.

3. \$3,960.46.

4. Par un surveillant nommé par la municipalité.

5. et 6. Le paiement des ouvriers est fait par la municipalité. Un chèque au montant de \$3,960.46 a été adressé à celle-ci, le 2 février 1939.

**Suppression des passages à niveau**

**M. Connors (Montréal-Sainte-Anne):** Le Bureau fédéral des commissaires des chemins de fer a-t-il conclu un arrangement avec le département de la Voirie de la province de Québec au cours de 1936-1937 et 1938, par lequel il a convenu de payer une somme de \$750,000 à la province de Québec pour la suppression des passages à niveau?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**  
Non.

**Régie provinciale de l'électricité  
et Syndicat national de l'électricité**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44

modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat national de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le but de cette loi est de préciser davantage les pouvoirs de la Régie provinciale de l'électricité, relativement aux contestations concernant l'établissement et l'extension des lignes de distribution et de transmission de l'électricité. Elle donne le contrôle exclusif des lignes de transmission à la Régie provinciale de l'électricité, contrôle qui était auparavant exercé par la Commission des services publics.

La loi a aussi pour effet d'assurer un contrôle plus efficace de la structure financière des corporations sous la juridiction de la régie, en exigeant l'approbation par celle-ci de toute mise en circulation d'obligations, d'actions et de toutes autres valeurs mobilières. On évitera ainsi le mouillage des stocks et l'on protégera l'épargne populaire.

La loi clarifie aussi la disposition de la loi qui subordonne l'exercice des recours en justice contre le Syndicat national de l'électricité aux règles de la pétition en droit.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sociétés  
coopératives agricoles**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le but de cette loi est de retrancher les allusions au Conseil d'agriculture, qui n'existe plus. Le bill

remplace les mots "Conseil d'agriculture" de l'ancienne loi, par ceux de la "Chambre agricole".

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) est retenu à l'hôpital par une sérieuse maladie.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité<sup>11</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose de nouveau: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** critique les dépenses de voyage, qu'il dit trop élevées et pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une diminution de \$95,000.

**M. Bastien (Berthier):** La Chambre est appelée à voter \$1,500,000 pour administrer \$2,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député se trompe en disant qu'il en coûte \$2,000,000 en salaires et en dépenses de voyage pour administrer un budget de \$3,000,000. Or, première erreur, le député de Berthier oublie que le ministère de l'Agriculture administre aussi les \$35,000,000 du prêt agricole.

Ces \$35,000,000 ont été donnés en entier aux cultivateurs et c'est la province qui a payé les dépenses d'administration. Il y a une dépense de \$450,000 pour l'administration du prêt agricole.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avez-vous augmenté les salaires des agronomes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tous ont été augmentés, du premier au dernier. Nous avons augmenté le nombre des agronomes, réduit leurs dépenses de voyage de \$100,000 par année et donné des augmentations de salaires au montant de \$40,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a augmenté des salaires et le nombre des agronomes et, pourtant, il a trouvé moyen de réduire l'item des salaires de \$246,000 à \$230,000. C'est une drôle de comptabilité!

**M. Bastien (Berthier):** Le budget actuel n'est que du camouflage. Il en coûte plus cher pour les dépenses que pour l'aide proprement dite aux cultivateurs. Suivant les *Comptes publics* du dernier exercice, on a déboursé pour achat d'automobiles, assurances, accessoires, réparations, etc., \$197,948 dans une seule année, dans un seul département. Voilà la politique d'économie du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le département avait un nombre très considérable de vieilles voitures et il a dû les remplacer pour permettre aux officiers du ministère de voyager. Il n'y avait que de vieilles machines quand nous sommes arrivés!

**M. Bastien (Berthier)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement a emprunté jusqu'à date à 2½ % pour le prêt agricole et les cultivateurs ont donné aussi 2½ %. L'ancien gouvernement payait du 5 % et du 5½ %.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les cultivateurs ne reçoivent pas 100 % du crédit agricole; j'en connais, dit-il, qui ont dû payer \$150 à \$200 pour leur titre.

**M. Bastien (Berthier):** Dépenser tant d'argent en une seule année pour les automobiles à l'agriculture, c'est du gaspillage.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi on augmente de \$45,000 à \$55,000 l'item pour les salaires et dépenses des secrétaires au service de l'agronomie? Il y a un mystère dans le budget de l'agriculture.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** C'est parce que nous avons plus d'agronomes et qu'il faut plus de secrétaires.

**M. Grégoire (Montmagny):** Quel montant le cultivateur reçoit réellement sur les \$405,000 votés au service de l'agronomie?

**M. Tardif (Frontenac):** Je dirai au député de Montmagny que les cultivateurs n'ont jamais été si bien traités que sous le régime actuel.

**M. Grégoire (Montmagny):** Ce n'est pas une réponse à ma question. J'insiste, dit-il, pour avoir une réponse précise.

**M. Labbé (Mégantic):** (S'adressant au ministre de l'Agriculture, l'honorable M. Dussault) Dites donc au député de Montmagny (M. Grégoire) si les agronomes ont des chauffeurs.  
(Rires)

**M. Boyer (Châteauguay):** Je vais répondre au député de Montmagny par une comparaison. Les

universités de Montréal et de Québec dépensent de fortes sommes et les élèves n'en reçoivent rien. Mais, cependant, ces derniers bénéficient de la science qu'on leur enseigne. C'est la même chose dans le cas des agronomes. Les agronomes apprennent la science agricole aux cultivateurs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Châteauguay vient de condamner les agronomes, ses propres amis. Aux dernières élections, ils parcouraient la province en disant le contraire. Ils faisaient de la politique.

**M. Boyer (Châteauguay):** Pas du tout. Nous avons dénoncé les agronomes qui servaient d'agents électoraux, qui faisaient des enquêtes pour savoir si on était rouge ou bleu. C'est ce que nous ne tolérerons jamais.

**Des députés ministériels:** Adopté!

**M. Grégoire (Montmagny):** Non, pas adopté. Les cultivateurs veulent savoir ce que l'on fait de leur argent. Je réclame plus énergiquement que jamais une réponse à la question que j'avais posée précédemment. L'an dernier, dit-il, on a dépensé \$595,000 pour les agronomes. Cette année, on veut en dépenser \$405,000. Quelle part reçoit le cultivateur? Je voudrais bien que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) aille expliquer cela aux cultivateurs de mon comté. S'il ne veut pas répondre, nous allons nous charger de renseigner la classe rurale à ce sujet.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** J'ai donné une fois une réponse très claire au député de Montmagny, mais je ne puis pas faire comprendre un homme qui ne veut pas comprendre. Le député de Montmagny fait un discours électoral. S'il veut faire un discours pour condamner le système de l'agronomie, c'est son affaire. Quant à moi, je n'ai pas peur d'aller parler des agronomes dans n'importe quelle paroisse de mon comté. Les cultivateurs savent quels services ils leur rendent. Ils ont des ordres de ne pas faire de politique et ils n'en font pas.

**M. Grégoire (Montmagny):** Est-ce que le ministre a l'intention de répondre à ma question au sujet des montants payés pour la propagande agricole?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Ça ne vaut pas la peine.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Pour répondre au député de Montmagny, ce \$25,000 de propagande agricole a été dépensé par la Coopérative fédérée.

**M. Grégoire (Montmagny):** Alors, la rubrique qui dit: "Propagande agricole" est fausse.

**Des députés** chahutent.

**Des voix:** Adopté! Adopté!

**M. Grégoire (Montmagny):** Cela ne me satisfait pas comme réponse.  
(Rires)

**Des députés** font du tumulte.

**Des voix:** Vous n'êtes jamais satisfait, vous.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté!

**M. Grégoire (Montmagny):** Nous avons droit de discuter. Nous sommes députés.

**M. le président:** L'honorable ministre a répondu au député de Montmagny (M. Grégoire).

**M. Grégoire (Montmagny):** Je dis que je ne suis pas satisfait de cette réponse.

**M. le président:** Je crois que le député veut faire de l'obstruction.

**M. Boyer (Châteauguay):** Il fait de l'obstruction. Adopté! Adopté!

**Des députés** font du tumulte.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le président du comité n'a pas le droit d'interpréter les gestes de l'opposition au point de dire à un député qu'il fait de l'obstruction.

Le député de Montmagny veut se renseigner, le ministre ne lui répond pas. Nous avons droit de parler ici.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je ne veux pas qu'il soit dit que je fais ici de l'obstruction. Et ce concours d'exploitation rationnelle des fermes, il y en a pour tous les comtés? Comment se fait-il que, dans Kamouraska et dans Montmagny, on n'a rien eu de cela?



**Un député ministériel:** Vous n'êtes pas du bon bord.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** À l'eau! À l'eau!

**M. le président:** L'item est adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande une fois pour toutes que l'on se conforme aux règlements. Le président du comité ne doit pas dire: L'item est adopté, mais il doit demander à tous les députés: L'item est-il adopté? et attendre que tous les députés aient fini de parler.

**M. le président:** L'honorable chef de l'opposition n'a pas toujours insisté sur les règlements.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a 12 ans que je siége dans cette Chambre. Jamais, au grand jamais, un président du comité des subsides n'a été tenu de demander si l'item était adopté. On a toujours dit: Adopté, carried.

**Des voix:** Adopté, adopté, carried, carried.

**M. le président:** L'item est donc adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je proteste de toutes mes forces. C'est donc le régime de la force...

**Des députés** font du tumulte.

**Des voix:** Restez donc assis.

**M. Grégoire (Montmagny):** C'est l'argent du peuple qu'on dépense ainsi...

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** À l'eau! À l'eau!

**Des députés** chahutent.

**Des députés** se moquent du député de Montmagny.

**M. Boyer (Châteauguay):** Il faut rappeler à l'ordre le député de Montmagny.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il y a des items qui ne devraient pas être contestés et être adoptés rapidement en Chambre, ce sont bien ceux de l'agriculture. Mais l'opposition a tellement de haine contre la classe agricole, tant de fiel pour les paroisses rurales qui ont voté contre le régime Taschereau, qu'elle ne songe même pas à la cacher! Elle s'ingénie à paralyser tout ce que nous faisons pour l'agriculture.

(Applaudissements)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Encore un discours en dehors de la question. Si nous avions été contre l'agriculture, le Parti libéral ne serait pas resté au pouvoir pendant 40 ans<sup>12</sup>. Nous ne disons pas que le gouvernement donne trop d'argent aux cultivateurs; nous disons qu'il ne leur en donne pas assez et qu'il en donne trop pour des dépenses qui ne profitent pas aux cultivateurs.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Nous aimons autant les cultivateurs que le premier ministre et les ministériels: seulement, il ne faudrait pas, non plus, élever une classe contre l'autre. Il est temps que l'on sache que le cultivateur ne constitue pas le seul actif en cette province. L'ouvrier des villes est un actif économique important, lui aussi. Il est temps que l'on dise les choses. Le premier ministre devrait s'inspirer de son ami, M. Hepburn<sup>13</sup>, qui a demandé à la Législature ontarienne de passer ses crédits au peigne fin et d'accepter les suggestions de l'opposition.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** donne des explications sur les cercles de fermières et sur l'économie domestique. Il explique que les arts domestiques sont ceux que l'on pratique à la maison, qu'il y a des conférencières qui sont chargées d'enseigner la pratique de ces arts, etc...

**M. Grégoire (Montmagny)** se lève.

**M. le président:** Adopté.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quinze

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** A-t-on fait de gros progrès, depuis 40 ans que l'on parle d'acclimater ici la betterave à sucre à notre climat?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le problème est à l'étude; la question est très intéressante et comporte des aspects multiples. Des experts sont à faire leur travail.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le détail mentionne aussi un montant de \$16,000 pour des travaux de recherche. Quels sont ces travaux?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il se fait des expériences sur l'emballage des produits, la qualité des sols, enfin sur tout ce qui est de nature à améliorer les conditions de l'agriculture.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je vois certains montants pour la propagande agricole; qu'est-ce que c'est que cela? Puis, à la page 316 des *Comptes publics* de 1938, je vois une liste de subventions spéciales.

(Silence)

Le ministre ne veut pas répondre?

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est adopté, cela?

**M. Grégoire (Montmagny):** Non.

**M. Boyer (Châteauguay):** Bien oui, puisque vous parlez des *Comptes publics* de 1938. Il y a un an que cela a été adopté et dépensé.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre ne répondra donc pas?

**Un député ministériel:** Vous êtes toujours debout.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** Une minute! Les subventions aux sociétés coopératives agricoles...

**M. Bastien (Berthier):** Sans doute, c'est pour favoriser les amis du premier ministre, MM. Ferron et Decotret, de Trois-Rivières, qu'on a fait une enquête sur les livres de la Coopérative fédérée? En tout cas, on n'a rien trouvé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous en avons trouvé assez pour être en mesure de dire que, du temps de l'ancien régime, la Coopérative fédérée administrée par M. Paquette a été la proie d'un système malhonnête.

Je peux dire que si j'étais comme le député de Berthier, représentant de l'ancien régime qui a laissé faire ces choses, qui a été la cause d'une multitude de scandales à la Coopérative fédérée, j'aurais la décence et l'intelligence de me taire.

**M. Bastien (Berthier):** Cela ne m'émeut pas. Je sais que le premier ministre a dépensé \$12,000 de l'argent de la province pour payer des comptables, ses petits amis avocats de Trois-Rivières, MM. Ferron et Decotret, pour enquêter sur les livres de la Coopérative fédérée.

Je n'ai pas vu le rapport de cette enquête et je suis certain qu'ils n'ont rien trouvé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En temps et lieu, le contraire sera démontré. On saura comment la Coopérative fédérée était administrée.

**M. Bastien (Berthier):** Vous n'y avez toujours eu que des amis. Qu'avez-vous fait de M. L.-P. Deslongschamps, sinon de le placer tout récemment au Syndicat national de l'électricité?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On verra en temps et lieu.

**M. le président** déclare l'item adopté.

**Des députés de l'opposition** protestent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le président n'a pas demandé si l'item est adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je proteste de toutes mes forces...

**Des députés ministériels** interrompent le député de Montmagny.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement agricole, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Comment se fait-il que le ministre a réduit cette année le montant des dépenses de l'enseignement agricole? On coupe donc toujours dans le budget de l'éducation?

(Silence)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre réduit les octrois donnés au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière<sup>14</sup>.

(Silence)

Le ministre a-t-il l'intention de répondre?

**Un député ministériel:** Assoyez-vous donc!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si l'on s'assoit, l'item est adopté. Il faut rester debout jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que le ministre a bien l'intention de se lever.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** C'est donc ça, la liberté de parole?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition n'est donc pas sérieuse! On se lève pour dire que le gouvernement ne dépense pas assez et, du même souffle, on dit que le gouvernement dépense trop.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En 1937-1938, il y avait \$75,000 pour Sainte-Anne-de-la-Pocatière; cette année, il n'y a que \$47,000. Si le premier ministre donne des octrois à ces collèges pour les retirer par ailleurs, pourquoi tous ces beaux discours?

**M. Bastien (Berthier):** Même chose pour l'Institut agricole d'Oka. Les crédits sont réduits<sup>15</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les crédits sont réduits dans les prévisions budgétaires, mais quand les *Comptes publics* arrivent, on a toujours dépensé plus cher. C'est un budget qu'on a bâti expressément pour établir un surplus fictif, je ne le dirai jamais assez.

Au Collège Macdonald, à Sainte-Anne-de-Bellevue, on a dépensé \$58,000; cette année, \$20,000 de moins. Pourquoi?

**M. Bastien (Berthier):** De même à Rimouski, à Sainte-Martine.

**M. Boyer (Châteauguay):** À Sainte-Martine, on a bâti une porcherie qu'on n'aura pas à bâtir cette année.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Promesse électorale. On a dit qu'on mettrait les cochons dehors. On les a mis.

(Rires)

C'est pour ça qu'on réduit les dépenses. On a agrandi la ferme de Saint-Hyacinthe.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est pour ça qu'on réduit les dépenses? Quand on fait le budget, on envoie au trésorier ces dépenses du département. Il a ordonné de retrancher là-dedans par centaines de milliers de piastres afin d'équilibrer le budget aux yeux du peuple. Mais les dépenses sont toujours plus fortes, et cela ne représente jamais le budget réel.

Ainsi, le budget de 1939-1940 est inférieur aux dépenses effectuées en 1937-1938 et, pourtant, tout le monde sait que les dépenses en 1940 seront plus élevées. Les ministres qui se sont vu faire couper leurs dépenses devraient savoir cela.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) attendra longtemps avant de présenter un vrai budget honnête. C'est un bon Écossais qui saura attendre, d'ailleurs. Mais nous autres, les Canadiens, qui avons du poil aux pattes, nous ne nous laissons pas *blouser* par les grands discours du budget de l'Union nationale pure et vertueuse.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas six cent un mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour grande culture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce que le département a acheté des graines de semence, l'an dernier?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je ne puis dire la quantité exacte.

**M. Bastien (Berthier):** Qui a fait l'achat?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Ayant été averti par le département de l'Agriculture d'Ottawa d'une carence dans les grains de semence, j'ai, dit-il, informé l'Office.

L'achat a été fait par l'entremise de l'Office des grains de semence, qui comprend un représentant du fédéral, M. Jules Simard, directeur fédéral du bureau des graines de semence à Montréal, un représentant de la province, M. Abel Marion, président de l'U.C.C., et un employé de l'agriculture.

**M. Bastien (Berthier):** M. Marion est-il employé de la province?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il fait partie de l'Office. À ce titre, il est employé, le temps qu'il travaille.

**M. Bastien (Berthier):** De qui a-t-on acheté les graines et combien les a-t-on payées?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** De ceux qui pouvaient fournir les meilleures graines aux meilleures conditions. On a acheté de plusieurs, et à des prix raisonnables.

**M. Bastien (Berthier):** Ce sont les deux seuls de qui on a acheté?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** À ma connaissance, oui.

**M. Bastien (Berthier):** Il n'y avait personne du département?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Oui. Je ne sais si c'était M. Plourde ou M. Méthot. Que ce fût l'un ou l'autre, cela ne change rien. Je ne peux, dit-il, donner de mémoire les noms de tous ceux qui ont vendu des graines à la province!

**M. Bastien (Berthier):** Où l'avoine a-t-elle été achetée et à quel prix?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** L'Office a eu des conditions avantageuses qui ont permis aux cultivateurs de sauver de l'argent. L'Office provincial a empêché les cultivateurs d'être victimes des spéculateurs. Cet Office a été formé au printemps de 1937, à la suggestion du statisticien du gouvernement fédéral. L'Office a rendu beaucoup de services de même qu'en 1938. Ce printemps, la situation est meilleure.

Il (l'honorable M. Dussault) fait l'éloge de son ministère et de certains fonctionnaires.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les graines de semence ont-elles été achetées dans la province ou en dehors de la province?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Les graines de semence ont été achetées dans la province de Québec quand c'était possible. On en a acheté de certaines coopératives et de plusieurs personnes. Ils

ont acheté tout ce qu'ils ont pu dans Québec, puis ont dû aller ailleurs. Et l'on n'a toujours acheté que des graines de première qualité. Grâce à leur activité, les prix n'ont pas monté. Mais, j'affirme n'avoir reçu de plaintes d'aucune municipalité. Dans les cas où l'on s'est aperçu que les choses n'allaient pas bien, l'Office est intervenu et a retiré le grain.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est pour ça que certaines municipalités ont renvoyé l'avoine au gouvernement à pleins wagons. Ces municipalités se sont plaintes de ce que le gouvernement, pour favoriser une spéculation, a acheté une quantité énorme d'avoine de l'étranger, de l'avoine qui était d'une qualité tellement inférieure qu'on l'a renvoyée à pleins chars pour ne pas salir les terres de la province de Québec. Et le gouvernement l'a revendue pour une avoine de première qualité. Et ceci est prouvé par les *Comptes publics* puisqu'au 30 juin 1938, il restait pour \$93,715.86 d'avoine dans les hangars de la province.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il peut arriver que, dans des cas exceptionnels, l'Office ait été trompé. J'ai eu connaissance qu'on a refusé des patates parce qu'elles n'étaient pas de qualité suffisante pour la semence. Mais, à l'heure actuelle, il ne reste à peu près pas de graines de semences; la province a été entièrement payée, je n'ai rien perdu et on a réussi à empêcher la spéculation. Je n'ai, dit-il, reçu aucune plainte des cultivateurs. Ce sont les spéculateurs qui se sont plaints parce qu'on les empêchait de profiter de la rareté du grain pour faire monter les prix. Des spéculateurs m'ont fait des menaces!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le ministre dit que la province n'a rien perdu. Cependant, elle a acheté des grains de semence pour \$207,345 et la perte, sur ce montant, a été de \$85,817, d'après les chiffres fournis par le ministre lui-même. Le ministre devrait se méfier de ceux qui crient aux spéculateurs. Il y en a tout près de lui, des spéculateurs, il y en a dans son ministère.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avertis le chef de l'opposition que ceux qui, dans le ministère de l'Agriculture, lui fournissent des renseignements inexacts et faux sont à la veille d'être mis à la porte.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ces renseignements ne m'ont pas été fournis par des

employés du ministère, mais par des cultivateurs qui ont étudié la question. Des spéculateurs, il y en a au ministère de l'Agriculture, si bien qu'on en a fait venir 200 wagons d'avoine de qualité inférieure des États-Unis et de l'Ontario, et on est venu pourrir les champs de nos cultivateurs avec cela.

Je dis au ministre de se méfier de ces gens qui ont créé une commission pour empêcher qu'on ne publie dans les *Comptes publics* les noms des intermédiaires qui se sont prêtés à ces spéculations scandaleuses. Le ministre rit. Il ferait mieux de regarder dans son ministère. Il verrait là des gens qui le conduisent à sa perte et qui dérobent leurs transactions sous le couvert d'une commission.

**M. Barré (Rouville):** Il importe d'établir la situation qui existait en 1937. En 1937, la récolte était nulle. Les cultivateurs, avec la mentalité créée sous l'ancien régime, s'adressèrent au gouvernement pour demander du secours. Le gouvernement devait faire quelque chose pour aider les cultivateurs.

Moi et mes fils, ajoute-t-il, avions acheté de l'avoine en question fournie par le gouvernement. Les prix étaient avantageux et le grain lui-même était de qualité supérieure. Tous ont eu d'excellentes récoltes.

Il fallait, dit-il, que le gouvernement fasse quelque chose et il l'a fait. Si les gens de la ville ne sont pas satisfaits, les cultivateurs le sont.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Au contraire, l'avoine était de mauvaise qualité; plusieurs municipalités s'en sont plaintes. Je ne suis pas capable, dit-il, d'en mentionner une en particulier.

Le député de Rouville (M. Barré) a peut-être été mieux servi que d'autres. Toute cette affaire d'avoine est un scandale.

Je ne dis pas que l'on a envoyé que de la mauvaise avoine. Il est certain qu'il y en avait aussi de la bonne. Mais, d'après les rapports que j'ai en main, on a dû en retourner 40 wagons. Ceux qui inspirent le ministre sont de mauvais inspireurs. On a créé un office pour n'avoir pas à divulguer de noms et à donner de montants.

Faites une enquête au comité des comptes publics et je vous donnerai des noms. On a favorisé la spéculation et on a fait perdre des sommes considérables au gouvernement. Au 30 juin 1938, la province avait subi une perte de \$85,000.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** On a torturé mes déclarations, dit-il, mais il n'en reste pas moins vrai que sur les achats et les ventes, la

province n'a pratiquement rien perdu. La province n'a subi aucune perte qui vaille la peine d'être mentionnée. Dans le montant de \$85,000, cité par le chef de l'opposition, se trouvait ce qui a été donné aux cultivateurs et aux colons nécessiteux. Je répète qu'il n'y a eu rien de scandaleux. S'il y avait eu quelque chose de vraiment répréhensible, l'opposition ne se contenterait pas de faire des insinuations.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** produit une circulaire du ministère de l'Agriculture.

Nous allons voir, à la lumière de ce document, que le gouvernement n'a pas donné de grains aux nécessiteux, mais qu'il les a vendus à crédit.

La circulaire dit en substance que le ministère accorderait des grains aux nécessiteux, en les prêtant seulement, que chaque bénéficiaire devrait rembourser et qu'aucune distribution ne serait faite sans que le cultivateur nécessiteux ne signe un papier à l'effet qu'il s'engageait à rembourser en argent ou en récolte.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le document en question ne fait que confirmer ma prétention, dit-il. Dans le passé, il y a eu des abus. Pour prévenir de tels abus, nous avons dit que nous ne donnerions pas les grains. C'est un moyen d'empêcher les cultivateurs qui n'ont pas besoin de grains d'en demander. On ne peut faire de la critique sincère en prétendant qu'il y a eu remboursement en argent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas ce que la circulaire dit. Elle dit qu'on devait produire une récolte, mais pas la garder. La circulaire disait qu'on devrait rembourser la quantité reçue lors de la distribution.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** En substance, c'est ce qu'on a dit, mais on ne l'a pas fait pour les colons qui n'avaient pas de récolte. Nous avons voulu éviter les demandes qui n'étaient pas nécessaires.

J'ai confiance que l'Office des grains de semence a fait les choses honnêtement, qu'il n'y a eu aucun scandale. J'ai la conscience tranquille en ce qui regarde l'administration de mon département, et ce ne sont pas les insinuations de l'opposition qui me font peur.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous avez vendu et n'avez pas été payé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il est minuit moins vingt. Nous avons plusieurs items importants et l'on s'obstine à s'attaquer au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) qui est la quintessence de la gentilhommérie et de la loyauté, un homme dévoué, honnête et courtois. L'opposition veut s'acharner sur lui, mais il est bien au-dessus de toutes les attaques. Toute la tempête soulevée par le chef de l'opposition se résume à rien.

Trois personnes ont été nommées pour faire l'achat de grains de semence afin de venir en aide aux cultivateurs. Trois hommes, dont personne ne peut mettre en doute l'honnêteté, ont été nommés. Un M. Simard, représentant le fédéral. Si M. Simard est honnête, pourquoi l'attaquer? Sinon, pourquoi M. King le garde-t-il?

Le deuxième, M. Abel Marion, président de l'U.C.C. L'opposition a montré son opposition contre l'U.C.C., cet après-midi, et elle continue en mettant en doute la loyauté et l'honnêteté du président de cette association.

La troisième personne, que ce soit M. Méthot, ou M. Plourde, c'est tout de même un ancien fonctionnaire. S'ils n'étaient pas honnêtes, pourquoi l'ancien régime les a-t-il gardés? On a réussi à sauver les milliers de piastres aux cultivateurs et à les maintenir sur la terre. Que l'opposition dise ce qu'elle veut, mais tant que j'aurai un souffle de vie, je n'endurerai pas qu'on attaque un honnête homme comme le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault).

**M. Grégoire (Montmagny):** Le discours du premier ministre ne règle rien. Il ne répond à rien. Le chef de l'opposition a soulevé une question des plus importantes. Si l'on a fourni des grains de qualité inférieure à nos cultivateurs, c'est un scandale.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Si vous avez quelque chose à critiquer, précisez et je serai le premier à demander une enquête sur les achats de graines de semences.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je prends le ministre au mot. Il me semble que le chef de l'opposition a précisé...

**M. Boyer (Châteauguay):** Parlez pour vous. Le chef de l'opposition est plus éloquent que vous.

**M. Grégoire (Montmagny):** Si le député de Châteauguay avait lu son portrait dans *L'Attaque*<sup>16</sup>, il aurait peut-être appris à pratiquer le sourire.

**M. Boyer (Châteauguay):** Pour *L'Attaque*, je tire la chaîne.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le gouvernement se fait vendeur de grains.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est mieux que de se faire chauffeur pour un maire.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le premier ministre n'a pas besoin de chauffeur. À distribuer l'argent comme il le fait, il peut se faire chauffer dans toute la province. On n'a pas répondu aux questions qui ont été posées tantôt. Pourquoi aller acheter des grains à l'étranger et des grains de qualité inférieure?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** J'ai répondu plusieurs fois à la question. On a dû aller acheter ailleurs lorsqu'il était impossible de se procurer du grain ici dans la province.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre est-il bien sûr de cela. On n'a pas tenté d'acheter du grain dans Berthier. Le premier ministre a fait un discours de Saint-Jean-Baptiste. C'est toujours ce qu'il fait lorsqu'il a un gros scandale à cacher. On offre une enquête que tout le monde demande. Je dirai que nous n'en voulons pas au ministre de l'Agriculture. C'est le premier ministre qui est à blâmer pour avoir nommé un ministre, qui est peut-être un gentilhomme, mais qui ne connaît rien aux choses de l'agriculture. Le ministre n'est pas responsable de cet état de choses. C'est le sous-ministre qui mène tout. C'est le sous-ministre qui monte les schèmes, c'est le ministre qui porte les responsabilités et c'est le peuple qui paie.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** La meilleure réponse que l'on puisse donner, ce sont les nombreuses demandes de cultivateurs qui veulent profiter encore cette année de cet achat de grains de semence. Quant à l'achat à l'étranger, dans mon comté, on a fait tout ce qu'il fallait pour s'approvisionner dans le comté.

La résolution adoptée<sup>17</sup>.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. le président:** Adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** On se sauve avec \$300,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je me lève immédiatement pour empêcher que le président ne dise "adopté". Il lit à haute voix les détails de cet item.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande quelques informations en ce qui concerne les étalons.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Barré (Rouville):** Ça peut être désagréable à certaines gens, mais je veux encore parler de la prime du beurre. La situation actuelle est intolérable. Le beurre se vend \$0.20 la livre, et c'est ruineux pour le cultivateur. S'il n'y a pas d'amélioration, il se vendra bientôt \$0.18. On parle d'une prime sur le beurre. En 1937, la production de la province de Québec a été de 64,500,000 livres. Ceci veut dire qu'il en coûterait à la province \$645,000 pour chaque sou de prime.

Je crois qu'il y a quelque chose à faire, mais je dis que cela devrait être fait par les gouvernements intéressés.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Recevez-vous moins, cette année, pour votre lait?

**M. Barré (Rouville):** Oui, sur toute la ligne. Les fermiers vendent leur lait aux villes à un prix inférieur au prix coûtant.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Et les consommateurs, est-ce qu'ils paient moins?

**M. Barré (Rouville):** Demandez-le aux consommateurs.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** C'est là que la question est anormale. Il y a un trust du lait

à Montréal et ailleurs. Les consommateurs des villes paient des prix inabordables pour le même produit.

**M. Boyer (Châteauguay)** fait des remarques à voix haute.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Sans aboyer, on ne voudrait pas se faire beurrer.

**M. Barré (Rouville):** Ce qui me frappe, c'est ceci. Le prix du beurre, cette année, est inférieur à celui de l'an dernier. Au printemps de 1938, il est entré du beurre ici au Canada; et ce beurre a servi à préparer l'encombrement du marché. Or, le fédéral a collecté des tarifs là-dessus. Alors, le premier pas à faire, c'est de faire restituer par le gouvernement fédéral les centaines de mille dollars qu'il a ainsi enlevés aux cultivateurs de la province et du Canada.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les derniers arrivages datent de décembre, et la baisse actuelle est due à ce que des spéculateurs de la province ont entreposé de trop grandes quantités de beurre, dans un but de spéculation, pour ensuite exploiter les consommateurs. Il y a eu une campagne de boycottage pour amener ces spéculateurs à vendre le beurre à un prix raisonnable.

**M. Barré (Rouville):** J'accepte ce que dit le chef de l'opposition. Il y a de la spéculation sur le beurre. Il y a même de la falsification.

**Un député de l'opposition:** C'est défendu par les lois.

**M. Leduc (Laval):** Ce n'est pas prouvé.

**M. Barré (Rouville):** C'est prouvé qu'il rentre dans les fabriques de beurre des barils pleins d'huile de coco qui en sortent vides.

**M. Boyer (Châteauguay):** Chaque fois qu'on parle de falsification ici, le député de Laval parle.

**M. Leduc (Laval):** Je demande au député de Châteauguay de retirer ses paroles.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** C'est pas drôle des farces de ce genre-là.

**M. Leduc (Laval):** Cela implique toutes sortes d'insinuations. Les règlements ne permettent pas de dire pareille chose d'un député.

**M. Barré (Rouville):** Il est impossible d'améliorer le marché du beurre dans le Canada si le fédéral ne fait pas sa grosse part.

Le gouvernement fédéral pourrait, avec une perte assez minime, enlever du marché canadien 15,000,000 de livres de beurre et ensuite l'expédier ailleurs.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** La question a été étudiée récemment à la conférence agricole qui a eu lieu à Montréal. C'est un problème national et le ministère fédéral de l'Agriculture a promis d'y apporter des remèdes.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Tout cela ne nous dit pas pourquoi on achète le lait moins cher du cultivateur pour le vendre plus cher que jamais dans les villes.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté, il n'est pas question de cela.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
9. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour santé des animaux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante et un mille cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des plantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service de publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

Et la Chambre continue à siéger après minuit, mercredi matin.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
12. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chambre agricole du Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de

nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à trois heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à minuit trente-cinq minutes.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

2. Voir note 1.

3. Voir note 1.

4. Les sources montrent que le premier ministre lit et commente les notes explicatives du bill 55.

5. Les archives n'indiquent pas qui a présidé le comité plénier.

6. "L'an dernier", selon *La Presse* du 12 avril 1939, à la page 8.

7. U.C.C.: Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. L'U.C.C. devient l'Union des producteurs agricoles (U.P.A.) en 1972.

8. "Tout le monde dans la province sait que le mot "catholique" veut dire universalité", selon *L'Événement-Journal* du 12 avril 1939, à la page 8.

9. Voir note 5.

10. *Le Canada* du 12 avril 1939, à la page 1, rapporte que "dès la fin de la séance de l'après-midi, le premier ministre fut assailli par tous les députés ministériels des comités de campagne. C'est un



véritable caucus qui eut lieu alors en Chambre, avec le premier ministre gesticulant au centre".

11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

12. "39 ans" selon *The Montreal Daily Star* du 12 avril 1939, à la page 3.

13. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

14. *L'Événement-Journal* du 12 avril 1939, à la page 9, précise ici que la discussion porte surtout sur un octroi de \$47,000 à Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

15. La chronologie des débats entre *Le Canada* et *Le Soleil* diffère sensiblement dans cette partie de la séance.

16. Le journal *L'attaque* appartenait à François Leduc qui fut ministre de la Voirie du 26 août 1936 au 7 juillet 1938. Pour des raisons nébuleuses, Duplessis contraignit Leduc à démissionner. Devant le refus de ce dernier, Duplessis présente, le 7 juillet 1938, la démission de son cabinet au lieutenant-gouverneur, et le fait assermenter de nouveau, à l'exception du ministre Leduc.

17. Il est alors minuit dix minutes, selon *L'Événement-Journal* du 12 avril 1939, à la page 9.



Séance du mercredi 12 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Travaux de la Chambre:**

***Feuilleton, item no 98***

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'ai, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Marcoux), une motion à présenter pour que la Chambre passe immédiatement à l'ordre du jour no 98 du *Feuilleton*.

Hier, nous avons adopté une motion disant qu'à l'avenir, la Chambre tiende deux séances par jour, sauf le dimanche et qu'à toutes les séances on dispose de l'ordre du jour conformément aux dispositions relatives aux séances du mardi. Cette motion vient à l'encontre des privilèges des députés qui ont des motions ou des bills à présenter et qui ne peuvent pas toujours être prêts à le faire. Ceux-ci ont droit de savoir quand leurs motions seront appelées, car il arrive que, pour les discuter, ils aient besoin de documentation.

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer au député de Kamouraska qu'il n'a pas le droit de discuter une motion qui a été adoptée, hier, à l'unanimité de la Chambre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Ce n'est pas mon intention. Il s'agit d'une simple allusion pour le besoin de mon argumentation. Il nous reste l'article 188 du Règlement, qui dit qu'un député a toujours le privilège de demander à la Chambre de passer immédiatement à tel item de l'ordre du jour. En vertu de cet article du Règlement, je demande qu'on donne immédiatement la préséance à l'ordre du jour à l'item 98. Cette motion relativement à la non-participation du Canada aux guerres de l'Empire est sur le *Feuilleton* de la Chambre depuis trois semaines, et il s'agit d'une matière d'intérêt public.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre s'est prononcée catégoriquement, il y a quelques jours. Il n'appartient pas à un député de l'opposition de diriger les délibérations de la Chambre, mais au leader du gouvernement. Nous

avons sur le *Feuilleton* une foule de législations très importantes concernant l'hygiène, le travail, l'agriculture, la colonisation, l'instruction publique, autant de questions d'intérêt public qui intéressent la Législature provinciale, car nous avons reçu un mandat pour légiférer en matière provinciale.

Il n'appartient donc pas à un député d'intervertir l'ordre des travaux de la Chambre quand bon lui semble. Pour ne pas éterniser le débat, je proposerai un amendement disant que la Chambre passera à la motion du député de Kamouraska portant le no 98 de l'ordre du jour lorsque le chef du gouvernement jugera à propos de le faire.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Ce n'est pas notre intention de nous substituer au chef du gouvernement et de diriger les délibérations de la Chambre, mais il y a un article qui dit que c'est le privilège d'un député de demander de passer à tel ordre du jour plutôt qu'à un autre. Nous ne voulons pas retarder le travail de la Chambre. Nous voulons nous en tenir à l'article 188 du Règlement.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Sommes-nous en régime démocratique ou vivons-nous sous un régime autocratique? Il y a ici des règlements qui doivent valoir pour la majorité, comme pour les minorités. L'article 188 est très clair, et notre motion ne peut être écartée que par un ajournement de la Chambre. Cette motion est sur le *Feuilleton* depuis trois semaines, et c'est un nouveau bâillon qu'on invoque pour nous empêcher de la discuter. Il s'agit d'une question d'un très grand intérêt pour le Canada, la province et la jeunesse. Nous avons à étudier des lois qui concernent l'agriculture et l'hygiène et qui sont importantes, je sais. Mais au-dessus de l'hygiène et de l'agriculture, je place la vie de notre jeunesse. Nous vivons sous un régime autocratique, avec la devise de "Crois ou meurs". Les règles ne comptent plus!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Le député de Québec-Centre n'a pas le droit de faire les allusions qu'il vient de faire, car lorsqu'un député discute les règlements de la Chambre, il attaque directement l'Orateur de la Chambre. Je demande qu'il soit rappelé à l'ordre. Qu'il retire ses paroles!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne m'attaque pas à l'Orateur, mais au premier ministre, qui conduit

les délibérations de telle façon que c'est un régime autocratique intolérable.

**Des députés ministériels** protestent.

**Un député ministériel:** À l'ordre! À l'ordre!

**Un député ministériel:** Retirez vos paroles!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne retirerai pas mes paroles. J'aimerais mieux me faire expulser de la Chambre plutôt que de ne pas dire la vérité.

**M. l'Orateur:** Le langage qu'emploie le député de Québec-Centre (M. Hamel) n'est pas parlementaire et je lui demande de retirer ses paroles.

**M. Hamel (Québec-Centre):** M. l'Orateur, je donnerais peut-être le mauvais exemple en ne les retirant pas. Je les retire.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"La Chambre passera à la discussion de la motion inscrite au *Feuilleton* de ce jour sous le numéro 98 lorsque le chef du gouvernement jugera à propos de faire appeler cette motion."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Carignan, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gérin, Goudreau, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Rousseau, Sauvé (Beauhamois), Taché, Tardif, Tellier, Thibault, Tremblay, 51.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Turcotte, 15.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté<sup>1</sup>.

## Colonisation, agriculture et domaine forestier

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 favorisant le progrès de la colonisation, de l'agriculture et la conservation du domaine forestier.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant de donner des explications sur cette loi, je déclare que le comité des bills privés continuera dans la soirée l'étude du bill de Montréal. Cet avant-midi, au comité, il fut convenu que le comité continuerait son travail ce soir.

Par la suite j'ai rencontré M. Lactance Roberge et Me J.-C. Martineau, qui m'ont fait part du désir du maire de Montréal de se rendre à Ottawa dès ce soir, pour rencontrer les autorités fédérales et leur demander de se réveiller enfin et de faire leur devoir. J'ai accepté, mais depuis, le maire de Montréal est revenu sur sa décision et il vient de me faire dire qu'il préférerait que le comité siègeât ce soir. Comme nous voulons coopérer avec la ville de Montréal, la première décision sera mise de côté, la deuxième sera rejetée et la troisième sera maintenue.

Je (l'honorable M. Duplessis) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation des ministres de la Colonisation, de l'Agriculture et des Terres et Forêts, conclure avec le gouvernement du Canada toute convention ou entente propre à favoriser l'établissement des colons, le retour à la terre, le progrès de l'agriculture et la conservation du domaine forestier.

2. Que le gouvernement de la province sera autorisé à prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour appliquer la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et exécuter les conventions conclues sous l'empire de l'article 1 de ladite loi.

3. Que les dépenses occasionnées par l'application de ladite loi seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Il y a des projets très importants à l'étude pour assurer le progrès de l'agriculture et de la colonisation et assurer la conservation de nos forêts. L'an dernier, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) a rencontré les autorités des autres provinces dans des conférences très importantes. La colonisation est une question très importante. L'industrie forestière de la province est considérable. La forêt joue un rôle considérable chez nous, parce qu'elle alimente l'industrie et régleme nos cours d'eau. Elle représente aussi une richesse considérable comme territoire de chasse. Ce n'est pas tout d'avoir des forêts, il faut les conserver; c'est très important. Pour cela, il faut détruire les parasites. Si nous avions, comme dans d'autres contrées, des colonies forestières, ce serait un grand pas de fait pour assurer la conservation des forêts. Le but de la loi est de permettre aux autorités provinciales de coopérer avec les autorités fédérales et les gouvernements provinciaux pour assurer le progrès de l'agriculture et de la colonisation et la conservation de nos forêts. C'est cette permission que nous demandons par les présentes résolutions.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 67 favorisant le progrès de la colonisation, de l'agriculture et la conservation du domaine forestier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Certificats de régistrateurs

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 69 autorisant le gouvernement à payer les certificats de régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de l'Agriculture, sur la recommandation de ce dernier, à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à toute personne remplissant les fonctions de régistrateurs et ne recevant pas de traitement fixe du gouvernement, la rémunération qu'il déterminera pour les certificats de droits réels et les certificats de privilèges et hypothèques fournis pour fins de prêts sous l'empire de la loi du crédit agricole du Québec.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura son effet depuis le 12 novembre 1936.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois devoir approuver entièrement cette mesure, parce que les régistrateurs travaillent sans salaire pour le fonctionnement de la loi du crédit agricole. Le gouvernement fait un bon geste en payant les régistrateurs pour les recherches qu'ils ont faites.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement de la province a institué un organisme des plus fructueux, qui a rendu à la province des services incalculables. Nous avons assumé le paiement de la différence des intérêts, nous avons distribué \$35,000,000 aux cultivateurs, ce qui a eu pour résultat de garder les cultivateurs sur leur terre.

Nous avons sauvé ainsi au moins 100,000 cultivateurs de la faillite grâce au prêt agricole. Nous avons fait baisser le taux de l'intérêt à 2½ % seulement et nous avons redonné la confiance à la classe agricole.

Les bureaux d'enregistrement sont nommés et payés pour enregistrer les prêts. Nous avons sauvé, de plus, des corporations rurales en permettant aux cultivateurs de payer leurs taxes. C'est un quart de million qu'ont reçu les corporations rurales.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre veut se moquer de nous. Il se prétend être dans l'ordre en faisant ce discours, alors qu'il ne s'agit que des régistrateurs. L'opposition aura au moins le mérite d'avoir protesté contre une telle outrecuidance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais laisser le chef de l'opposition à ses expressions qui sont l'indice de sa politesse exquise.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le chef du gouvernement n'a pas le droit de prononcer un discours sur les mérites de la loi agricole. Que le premier ministre s'en tienne aux résolutions. Il ne s'agit pas de faire le procès du crédit agricole, mais des régistrateurs seulement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis absolument dans l'ordre et je constate sans surprise que l'opposition s'objecte à ce que nous parlions en bien des cultivateurs.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Point d'ordre! Le premier ministre va respecter les règlements. Nous parlerons des cultivateurs en temps et lieu, pour les défendre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** veut continuer son discours.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. le président, je demande une décision sur mon point d'ordre. Il s'agit de savoir si le gouvernement va payer les régistrateurs pour le travail qu'ils ont fait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour décider si les régistrateurs doivent être payés, il faut d'abord dire ce qu'ils ont fait. Il s'agit d'obtenir de l'argent pour payer les régistrateurs, et la Chambre a besoin de savoir quel a été leur travail. C'est ce que je veux montrer. Nous avons le droit de parler d'une chose dont il est question dans les résolutions mêmes du bill.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Voici les résolutions auxquelles personne ne s'objecte et je me demande pourquoi le premier ministre fait un discours pour les défendre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Québec-Centre est en faveur des

résolutions, il ne doit pas avoir d'objection à ce que je les explique. Est-ce que l'opposition s'objecte à ce que les régistrateurs soient payés?

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si le premier ministre nous donnait des explications quand on lui en demande, il pourrait s'épargner de nous en donner quand nous n'en demandons pas.

**M. le président** renvoie le point d'ordre de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** en appelle de sa décision à la Chambre.

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait le rapport suivant:

M. l'Orateur, le comité était à discuter les résolutions relatives au bill no 69, intitulé: Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux.

L'honorable premier ministre a profité de l'occasion pour dire les bienfaits de la loi du prêt agricole et les raisons qui motivent le paiement du travail fait par les régistrateurs à ce sujet.

Le chef de l'opposition, l'honorable M. Bouchard, a prétendu que l'honorable premier ministre n'était pas dans l'ordre. J'ai décidé qu'il était dans l'ordre.

Et l'honorable M. Bouchard en appelle de ma décision.

La question "La décision de M. le président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Bourque, Boyer, Carignan, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gérin, Goudreau, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Robinson, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 50.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Turcotte, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

#### **En comité:**

Le débat se poursuit sur les résolutions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est regrettable que l'opposition soit tellement opposée au prêt agricole; il est regrettable que les débris d'un parti qui fut grand affichent une telle attitude contre la classe agricole, qu'ils sentent la nécessité de provoquer des votes à chaque fois qu'il est question de crédit agricole en cette Chambre. Elle donne ainsi aux autres provinces l'impression qu'elle a de la haine pour les cultivateurs.

#### **Des députés de l'opposition protestent.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le dis, on a provoqué vote sur vote...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Point d'ordre, M. le président. Le premier ministre n'a pas le droit de nous attribuer de la haine pour les cultivateurs. Nous ne sommes pas contre le prêt agricole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il découle nettement de l'attitude de l'opposition qu'elle est opposée au crédit agricole. Il en découle de...

**M. Hamel (Québec-Centre):** Épargnez donc le temps de la Chambre en adoptant le bill. C'est vous qui le faites perdre. Personne n'a parlé contre cette mesure.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La meilleure façon de ne pas perdre le temps de la Chambre, il me semble que ce n'est pas de faire comme l'opposition, de provoquer vote sur vote quand on parle du crédit agricole.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous demandons des renseignements au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) et on ne nous les donne pas. Nous ne demandons que des explications, et l'on nous fait des discours que nous

ne sollicitons pas. L'on se contente de nous lire les clauses de la résolution à l'étude. Je pourrais lire le Code civil en son entier au sujet des hypothèques, puisqu'il en est question dans le bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça vaut mieux que la lettre de colon de 37 pieds de long, lue par le chef de l'opposition<sup>3</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande une décision sur mon point d'ordre. Je demande au président de faire retirer par le premier ministre les paroles qu'il a prononcées au sujet de notre haine contre les cultivateurs. Quelle est la décision du président sur le discours du premier ministre après que la décision a été rendue?

**M. le président:** Même discussion, même décision.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vraiment, je ne comprends pas cette haine tenace qu'affiche l'opposition contre l'agriculture.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. le président, vous décidez toujours de laisser parler ainsi le premier ministre?

**M. le président:** Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'en appelle encore de votre décision. Le premier ministre devrait être hors d'ordre.

**Des députés parlent en même temps.**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous ne sommes pas pour accepter continuellement les farces du premier ministre comme des arguments sérieux. Si le premier ministre veut tout le temps rire de l'opposition et de ses propres députés, c'est son affaire.

**Des députés de l'opposition demandent le vote à grands cris.**

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous avez donc été élus pour en appeler à la Chambre des décisions du président?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je rappelle qu'on en a appelé de la décision du président du comité.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je rappelle qu'on en a appelé de la décision du président du comité.

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait le rapport suivant:

M. l'Orateur, le comité reprenant la discussion sur les résolutions relatives au bill no 69, l'honorable premier ministre, commentant l'attitude de l'opposition, a déclaré que le vote qui venait d'être pris était de nature à faire croire à la province que l'opposition avait de la haine contre les cultivateurs.

L'honorable chef de l'opposition, l'honorable M. Bouchard, a soulevé un point d'ordre et demandé au premier ministre de retirer ses paroles.

J'ai décidé que la discussion étant la même, ma décision était la même, et j'ai renvoyé le point d'ordre.

Et M. Casgrain en appelle de ma décision.

**M. l'Orateur** demande le vote.

La question "La décision de M. le président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Gagné, Gérin, Goudreau, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Laroche, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Monette, Paquette, Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 48.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Turcotte, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

#### En comité:

Le débat se poursuit sur les résolutions.

**M. Tardif (Frontenac):** Je trouve tout à fait édifiante l'attitude de nos amis d'en face sur les résolutions qui sont pourtant bien simples.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais nous sommes pour les résolutions.

**M. Tardif (Frontenac):** Ça ne paraît pas. L'opposition provoque le vote deux fois sur un bill qui intéresse la classe agricole.

**M. Labbé (Mégantic):** Pourquoi faites-vous tant d'obstruction en provoquant vote sur vote?

**M. Tardif (Frontenac):** Il y a un instant, tout en mâchant de la gomme et en s'inspirant d'un fameux journal à titre rouge et qui a nom *L'Attaque*<sup>4</sup>, nos amis d'en face ont fait de l'obstruction à une résolution concernant le prêt agricole. Je note les dispositions de ces hommes qui ont déjà dit que la loi du crédit agricole était la loi la plus néfaste.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Lorsque nous voudrions répondre tout à l'heure à des discours de ce genre, nous nous ferons nous-mêmes rappeler à l'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup fait insulte au président en disant que le président est partial.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'ai pas dit que le président est partial.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député a laissé entendre que le président est partial, parce qu'il dit: "Si nous voulons répondre, le président dira qu'on est hors d'ordre." Si l'opposition n'aime pas les cultivateurs, qu'elle ait au moins l'intelligence de se taire et de ne pas laisser voir son jeu.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** À la première session de 1936, lorsque je présidais le comité des comptes publics ou un autre comité de la Chambre, je me rappelle bien que le premier ministre, alors chef de l'opposition, passait son temps à me dire que j'étais partial.

**M. Boyer (Châteauguay):** Si c'était vrai...

**M. Tardif (Frontenac):** En tout cas, voici une résolution favorisant l'agriculture et l'opposition officielle, officieuse, mélangée, déguisée, etc., etc., est contre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Qu'est-ce qui nous empêche de prendre en considération les



résolutions qui sont devant le comité, si ce n'est le discours qu'est à faire, tout à fait inutilement, le député de Frontenac?

**M. Labbé (Mégantic):** C'est vous autres qui provoquez vote sur vote.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à exprimer à la Chambre la surprise de l'attitude de l'opposition qui a provoqué vote sur vote pour s'opposer à une résolution concernant le crédit agricole; qui a soulevé nombre de points d'ordre pour empêcher les membres de la droite d'expliquer la loi. On se plaint constamment, M. le président, que nous ne donnons pas d'explications de ce côté-ci de cette Chambre. Et lorsque nous voulons en donner, les membres de l'opposition nous en empêchent. Tout cela, parce que l'opposition ne peut tolérer le prestige que les cultivateurs ont reçu depuis l'avènement de l'Union nationale. Plus que cela, on veut nous empêcher de dire les mérites, les vertus des cultivateurs...

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** *Misereor super oppositionem!*

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition veut faire allusion au député de Québec-Centre (M. Hamel) qui disait: "*Misereor super turbine.*"

(Rires)

J'espère que l'opposition, la prochaine fois, ne donnera pas le spectacle de s'opposer systématiquement aux mesures d'agriculture.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre s'est trompé. Il a parlé des cultivateurs. Il nous a dit que la loi que nous allons voter est une loi pour protéger les cultivateurs. Cependant, cette loi, dont nous venons d'étudier les résolutions, n'a trait qu'aux régistrateurs. Le premier ministre a confondu le mot "régistrateur" avec le mot "cultivateur".

Le gouvernement et le premier ministre ont pris l'attitude de tout à l'heure pour cacher une volte-face. Lorsque l'on a présenté la loi du crédit agricole dans cette Chambre, l'opposition a dénoncé le gouvernement qui lésait les droits des régistrateurs en refusant de les payer. Le gouvernement n'a pas voulu, dans le temps, écouter le chef de l'opposition et il faut revenir sur le passé; il est obligé de présenter son bill aujourd'hui sous du camouflage. Je

défie le gouvernement de venir prétendre que les cultivateurs sont concernés pour un millième de sou dans ce petit bill de camouflage.

Les régistrateurs ont tout le temps travaillé pour rien; et aujourd'hui, le gouvernement corrige sa loi parce qu'il s'aperçoit que les régistrateurs, ayant travaillé pour rien, ont été injustement traités par le gouvernement. C'est ce que nous avions prévu lorsqu'on a présenté ici la loi du crédit agricole, et le gouvernement veut faire oublier que nous l'avions prévu. Ce n'est pas parce que le gouvernement va payer ce qui est dû aux régistrateurs qu'il rend service à la classe agricole.

Aujourd'hui, pour cacher sa volte-face, le premier ministre vient accuser l'opposition d'être contre les cultivateurs. Tous les trucs, l'apparat, les plaisanteries et les démonstrations faites cet après-midi, par le premier ministre, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) et le député de Frontenac (M. Tardif), c'est pour cacher le fait que le gouvernement se rend à la demande de l'opposition et qu'il consent à payer les régistrateurs, même pour le travail qu'ils ont fait pour rien depuis deux ans et demi. Nous ne sommes pas contre les cultivateurs de ce côté-ci de la Chambre. Et ceux des députés de l'opposition qui représentent des comtés ruraux aiment l'agriculture et la classe agricole.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le chef de l'opposition a une manière habile de présenter les choses. Il essaie de divertir l'attention de la Chambre en parlant de la différence entre les mots "cultivateur" et "régistrateur". Tout ce que nous demandons, c'est le pouvoir de payer. Quand on veut s'assurer des meilleurs services des régistrateurs, on les paie, c'est tout naturel. Mais l'opposition est contre les meilleurs services des régistrateurs. Elle provoque vote sur vote. L'opposition s'objecte parce qu'elle craint que les cultivateurs soient trop bien payés. Elle fait aujourd'hui comme elle fit hier soir lorsqu'il s'est agi des crédits de l'agriculture. On fait perdre le temps de la Chambre lorsqu'il est question d'agriculture, ici. On dirait qu'on ne l'aime pas l'agriculture.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pas d'allusion à un débat antérieur, c'est contre les règlements.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Hier soir, le député de Rouville (M. Barré) a eu toutes les misères du monde à parler.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Les membres de la droite n'ont pas

le droit de faire allusion à un débat antérieur. Que ce soit donc à droite comme à gauche!

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je sais que cela leur fait mal.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ne vous illusionnez pas là-dessus. Cela ne nous fait pas mal, mais ça coûte \$5,000 par jour, vos discours.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Très bien, je n'insisterai pas! Si on aime mieux ne pas m'entendre quand je parle d'agriculture... Ces gens-là se disent pourtant de bons amis de la classe agricole. Ils sont les amis de la classe agricole, mais comme ils l'ont prouvé hier, en autant que ça ne coûte pas plus cher que 50 sous par tête.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il s'est engagé un débat sur cette question des régistrateurs, on ne sait pourquoi. L'opposition est en faveur de cette résolution; le gouvernement aussi, j'imagine bien. Nous avons demandé au ministre de l'Agriculture de nous donner des explications, mais c'est le premier ministre qui répondait. On sentait que le premier ministre voulait à tout prix provoquer un débat sur cette question. Pourquoi? Il lui fallait à tout prix de la chicane aujourd'hui. Pourquoi, si cela coûte \$5,000 par jour pour siéger?

**M. Boyer (Châteauguay):** Quelle vertu!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quand nous sommes d'accord, il faut quand même que les débats s'éternisent. Si nous nous entendons, il faut que le premier ministre ait son débat. Qu'a donc le premier ministre? Que faut-il faire pour qu'un bill ou qu'une résolution soit adoptée sans chicane?

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous taire.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Nous allons donc maintenant rémunérer les régistrateurs qui n'ont pas été payés pour leurs travaux de recherche. Nous sommes d'accord là-dessus. Pourquoi venir dire que nous en avons contre les cultivateurs? Nous sommes prêts à voter en ses trois lectures, dans une même séance, ce petit bill. Pouvons-nous faire plus que cela? Pourquoi parler de haine contre les cultivateurs?

**M. Boyer (Châteauguay):** Avec cette loi, le gouvernement enlève de lourdes obligations aux cultivateurs. Il est clair et admis que si nous payons

les régistrateurs, nous déchargeons d'autant les cultivateurs d'une dette légitime. C'est la province qui paiera le régistrateur. L'opposition a montré tout l'après-midi sa haine de l'agriculture en faisant de l'obstruction. En quoi elle était fidèle à son chef d'en dehors, car M. Godbout l'a dit il y a six mois, au caucus du Club de Réforme, que le crédit agricole est une loi néfaste parce que le gouvernement veut acheter la classe agricole. Quelle insulte M. le président! L'attitude de l'opposition, ici, reflète donc l'attitude du chef du dehors. Le chef d'en dedans, pour garder sa place, s'empresse d'imiter son chef d'en dehors.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je m'objecte aux remarques du député de Châteauguay (M. Boyer). Il a dit que la loi que nous allons étudier déchargerait les cultivateurs de leurs dettes légitimes.

**M. Boyer (Châteauguay):** Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les régistrateurs travaillaient pour rien. Le ministre de l'Agriculture vient de les insulter en disant que s'ils sont payés, ils donneront un meilleur service.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Nous n'insultons pas les régistrateurs en disant qu'ils donneront un meilleur service si nous les payons. Quand on paye quelqu'un, on sait qu'il peut employer plus de monde, et plus il y a de monde d'engagé dans la recherche, plus le travail se fait vite, et plus le travail se fait vite, plus vite le cultivateur reçoit son prêt. Le gouvernement veut donner le prêt plus vite aux cultivateurs, et l'opposition est contre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cela confirme ce que j'ai dit. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) a dit que les régistrateurs donneront un meilleur service s'ils sont payés.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** J'ai répété mot à mot, en Chambre, les demandes que m'ont faites les régistrateurs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est encore plus grave. Le ministre prétend-il que les régistrateurs sont allés jusqu'à lui dire que le gouvernement n'aura pas d'eux de meilleur service tant qu'ils ne seront pas payés?

**M. Boyer (Châteauguay):** Godon<sup>5</sup> pourrait comprendre cela.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** C'est clair. On donne un meilleur service avec plus de personnel. Mais le chef de l'opposition est contre...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Point d'ordre. Nous nous objectons à ce que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) nous fasse un discours.

Puisque le ministre prétend que les registrateurs lui ont tous dit qu'ils demandaient de l'argent pour donner un meilleur service, je lui dirai, moi, que je connais des registrateurs qui ne sont pas comme cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Qui?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le registrateur de Rivière-du-Loup.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le Dr Parrot<sup>6</sup>, celui que M. Jean-François Pouliot a dénoncé comme un malhonnête homme?

**M. Boyer (Châteauguay):** Il a été colon aussi, cet homme-là.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je proteste! Combien digne cette conduite du premier ministre, toujours à l'affût d'une accusation, d'une insinuation perfide! On ne précise jamais rien, mais on lance de la boue partout, pour le simple plaisir de mettre le nom d'un adversaire dans les journaux, pour faire de la peine à sa famille et à ses amis. Le premier ministre devrait se corriger une fois pour toutes de ce besoin maladif qu'il a d'injurier tout le monde. Je lui donne un conseil d'ami, sincèrement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député n'a pas le droit d'injurier son collègue d'Ottawa, M. Pouliot. Je n'ai fait que répéter ce qu'a dit Jean-François Pouliot sur le Dr Parrot. Le député ne devrait pas dire cela, lui qui se fait élire par Jean-François Pouliot, lui qui s'accroche à Jean-François Pouliot.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je m'entends très bien avec M. Pouliot. Je dis cependant qu'il n'est pas digne, pour un premier ministre, d'attaquer, comme il le fait, un homme qui n'a rien à voir dans le présent débat. Je me demande pourquoi le chef du gouvernement a mentionné le nom de M. Parrot.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est vous qui l'avez nommé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas moi, c'est le premier ministre.

**M. le président** demande au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de s'en tenir aux résolutions.

**Un député de l'opposition:** Adopté! Adopté!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je note, M. le président, de la haine...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le président a dit "Adopté".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Avez-vous dit adopté, M. le président?

**M. le président:** Oui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Très bien, adopté!

(Applaudissements à gauche)

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 69 autorisant le gouvernement à payer les certificats de registrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Arrestation d'Albert Nogaret**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui.

Adopté.

### **Cour des jeunes délinquants de Montréal**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 72 relatif à la Cour des jeunes délinquants de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer durant bonne conduite, par une commission sous le grand sceau, un autre juge de la Cour des jeunes délinquants de la cité de Montréal, qui exercera les mêmes pouvoirs et la même juridiction que le juge mentionné au premier alinéa de l'article 254 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145), tel que modifié par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que le traitement de cet autre juge de la Cour des jeunes délinquants sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devra pas excéder cinq mille dollars par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Il s'agit, dit-il, d'obtenir l'autorisation de nommer un deuxième juge pour la Cour des jeunes délinquants. (Parlant du volume et de l'importance des enquêtes criminelles qui sont traitées par un seul

magistrat). Un seul magistrat, dit-il, ne peut suffire à la tâche. Il s'ensuit des délais inévitables. Le travail de la Cour est de plus en plus important et de plus en plus considérable. Le gouvernement a vu qu'il était nécessaire de faire une nouvelle nomination.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 72 relatif à la Cour des jeunes délinquants de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 relatif à la Cour des jeunes délinquants de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)**<sup>7</sup> propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) que les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, et en déclarant qu'elle ne veut sacrifier en rien ses droits et son autonomie, regrette que le gouvernement de cette province n'ait pas jugé à propos de concourir avec les autorités fédérales, relativement à l'établissement d'un système d'assurance-chômage au Canada.

Je crois que cette résolution s'impose en ce moment-ci, car la situation actuelle que nous exposent depuis quelques jours les journaux est loin d'être encourageante. La situation du chômage dans les grandes villes est devenue intolérable et il faut définitivement trouver une solution à ce grave problème. Le gouvernement de la province de Québec n'a pas cru devoir collaborer avec le fédéral, et je suis convaincu qu'il a eu tort. Je suis persuadé qu'il est possible d'établir dans le pays un système d'assurance-chômage pour faire face à la situation actuelle. Depuis quelques années, on a institué le secours-direct. C'est un système qui menace les intérêts des municipalités et de toute la province. Si nous avions un système d'assurance-chômage, nous verrions disparaître le chômage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ridicule!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On n'a pas trouvé cela ridicule en Angleterre.

**Une voix:** Nous sommes au Canada.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, nous sommes au Canada, mais nous avons aussi quelque chose à apprendre des pays d'Europe. Cette loi fut adoptée par plusieurs pays. Il y a certaines choses que nous faisons mieux ici qu'ailleurs, mais il y a d'autres choses que peuvent nous enseigner les pays étrangers. Je crois que l'assurance-chômage serait un bon moyen de guérir la plaie du chômage. La ville de Montréal est dans une situation précaire. On ne sait ce qu'elle pourra faire, lundi prochain, pour venir en aide aux chômeurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition oublie que cette question de l'assurance-chômage ne relève pas du chômage actuel, c'est pour le chômage à venir. Comment un homme qui ne travaille pas peut-il contribuer? Le chef de l'opposition oublie encore qu'un ouvrier qui ne travaille pas pourra difficilement contribuer à un système d'assurance contributoire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est l'État, c'est le patron, c'est l'ouvrier qui contribuent à l'assurance-chômage. Il faut cette assurance afin de protéger les chômeurs nécessiteux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai patienté, mais je me vois forcé de soulever un point d'ordre. On n'a pas le droit de faire un amendement en affirmant des choses contraires aux faits. La motion du chef de l'opposition est un tissu d'inexactitudes.

Il (l'honorable M. Duplessis) relit la motion du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard): "Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, et en déclarant qu'elle ne veut sacrifier en rien ses droits et son autonomie, regrette que le gouvernement de cette province n'ait pas jugé à propos de concourir avec les autorités fédérales, relativement à l'établissement d'un système d'assurance-chômage au Canada."

Le gouvernement King, il y a quelques mois, a envoyé à tous les premiers ministres du dominion une demande en vertu de laquelle il se disait prêt à établir l'assurance-chômage en amendement la Constitution, en prenant le contrôle entier de l'assurance, de même que le contrôle des bureaux de placement. Le projet d'amendement à la Constitution était absolument vague. Fort heureusement, le Conseil privé a décidé que les questions sociales de cette nature compétaient à l'autorité provinciale et non au pouvoir central. Notre autonomie est notre seule garantie de nos droits. Nous avons une Constitution qui est une forteresse, un rempart et jamais, aussi longtemps que je serai premier ministre, je n'endurerai qu'aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne vienne s'attaquer à cette forteresse.

(Applaudissements)

La lettre de M. King fut publiée par les journaux. Quand le très honorable M. King m'a écrit, et je ne fus pas le seul à lui répondre de cette manière, je lui ai fait la même réponse que les premiers ministres d'autres provinces, le Nouveau-Brunswick, l'Alberta, l'Ontario et la Nouvelle-Écosse, par exemple. Je lui ai dit: "Vous voulez amender la Constitution, montrez votre loi? Vous avez toujours proclamé que vous étiez contre le mandat en blanc, moi je suis contre le mandat en blanc quand il s'agit de la Constitution. Avant de prendre aucun engagement, je veux voir votre loi."

J'ai dit encore au très honorable M. King: "Nous pouvons établir l'assurance-chômage sans toutefois amender la Constitution du pays et sans renoncer à nos droits." D'ailleurs, M. King a reconnu

ce principe lorsqu'il édicta la loi des pensions de vieillesse en 1927 en collaboration avec les provinces. "Instituez une assurance-chômage sur le même plan que les pensions de vieillesse et les pensions aux aveugles, ai-je dit à M. King, et nous passerons une loi pour l'accepter."

Le très honorable M. King n'a pas voulu montrer sa loi aux provinces. Je déclare que nous voulons l'assurance-chômage, mais nous ne voulons pas le chômage de nos droits. Ottawa, répète-t-il, n'a pas montré sa loi. On croirait vraiment qu'il en avait honte. Le pacte confédératif est un contrat, et jamais je ne tolérerai qu'on le déchire parce qu'il constitue une garantie pour ma race et ma province. Est-ce que le premier ministre de cette province a manqué à son devoir en voulant savoir quelle était la partie de la Constitution que l'on voulait déchirer, en se défiant de gens qui voulaient faire passer une loi, mais qui ne voulaient pas dire ce qu'ils désiraient faire?

J'ai fait mon devoir lorsque j'ai demandé qu'on nous montre cette loi! En vertu de cet amendement à la Constitution, le gouvernement fédéral, avec son système d'assurance-chômage, prenait jusqu'au contrôle des bureaux de placement. En laissant amender la Constitution, nous donnions un mandat en blanc à Ottawa. Cela voulait dire que, dès que nous aurions autorisé l'établissement de cette loi, le gouvernement fédéral pouvait amender sa loi d'assurance-chômage à chaque session, quand bon lui semblerait. Pouvions-nous donner ainsi un mandat en blanc à un gouvernement?

Si nous avions donné un mandat en blanc au fédéral, n'importe quel gouvernement, bleu ou rouge, se serait arrogé le droit d'enlever les prérogatives appartenant à ma race et à ma province. Nous sommes pour la coopération dans le respect de la justice et des droits de chacun. Oui, une collaboration en tout temps, mais pour l'assimilation, jamais!

Les faits que je sou mets à la Chambre sont connus. Les lettres ont été publiées dans les journaux. Je vais aller encore plus loin. Je dis que, depuis quelques années, tous les gouvernements à Ottawa, rouge, bleu ou caille, se sont ingéniés à sacrifier les droits des provinces de l'Est pour enrichir les provinces de l'Ouest au détriment des provinces contributives, l'Ontario et le Québec.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre. J'ai laissé parler le premier ministre sur le point d'ordre qu'il a lui-même soulevé tout à l'heure, mais il est en train de faire un discours.

**Un député:** Ça vous fait mal...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ajouterai même qu'il est rendu complètement en dehors de la question. Il est rendu à parler des octrois payés aux provinces de l'Ouest. Cela n'a rien à faire avec la question. Si le premier ministre a l'intention d'ouvrir un débat sur un sujet constitutionnel, je suis prêt à le débattre avec lui. Mais aujourd'hui, le premier ministre devrait rester dans les limites du texte de l'amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je réponds aux assertions de la motion. J'ai le droit de rétablir les faits. J'ai dit que nous résisterions à tous les assauts contre l'autonomie. J'ai dit à Ottawa que la province était prête à collaborer à une assurance-chômage sur une base constitutionnelle. J'ai dit que nous allions résister à tout empiètement sur l'autonomie de la province. J'ai dit que nous n'étions pas prêts à céder notre droit d'aînesse et j'ai dit aussi que nous n'avions confiance en aucun gouvernement fédéral, qu'il soit bleu ou rouge, pour administrer seul l'assurance-chômage, en considérant la partialité dont il fait preuve contre les provinces de l'Est.

Nous sommes toujours pour l'harmonie et la bonne volonté. Je suis prêt à coopérer avec Ottawa pour tout mouvement public, mais pas au détriment des intérêts du Québec. Je suis prêt à maintenir cette position contre tout adversaire. Avec une loi d'assurance-chômage qui relèverait seulement d'Ottawa, le fédéral pourrait décréter que les fermiers de l'Ouest qui vont se promener en Californie pour y dépenser leur argent, sont, pendant ce temps, des chômeurs.

Je sou mets de plus que la présente motion du chef de l'opposition est une motion de non-confiance envers le gouvernement, comme tout amendement à la motion pour aller en subsides, d'après les auteurs parlementaires. Laissons l'opposition fermer les yeux, si elle le désire. Je suis prêt à discuter en n'importe quel temps la question de l'assurance-chômage, mais je lui demande de ne pas faire de politique. Si l'on veut être sérieux, il faudra que ce soit sur une autre motion qui soit présentée au *Feuilleton* de la Chambre. D'ailleurs, l'amendement est irrégulier, parce qu'il contient des allégations contraires aux faits, particulièrement parce qu'il affirme que le gouvernement ne veut pas concourir avec les autorités fédérales en matière d'assurance-chômage, tandis qu'en fait, le gouvernement s'est déclaré prêt à coopérer avec les autorités fédérales, à condition que la Constitution ne soit pas modifiée. Cette motion est entachée de petite politique. Je demande à l'Orateur de déclarer cette motion hors d'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne veux pas, dit-il, répondre pour le moment au discours du premier ministre au point de vue constitutionnel, mais je demande la permission de laisser l'opposition blâmer le gouvernement. Mon amendement était parfaitement dans l'ordre. Les règlements de la Chambre donnent aux députés le droit de présenter un amendement sur toute question se rapportant à l'administration avant d'aller en comité des subsides.

**M. l'Orateur:** Vu l'amendement affirmant que le gouvernement refuse de collaborer avec le gouvernement fédéral en ce qui concerne l'assurance-chômage, et le premier ministre niant cet allégué, il appartient plutôt à la Chambre qu'à moi-même, dit-il, de décider de la véracité des faits contenus dans la motion. En conséquence, je déclare l'objection fondée et l'amendement irrégulier et je formule l'espoir qu'on en appellera de cette décision pour que la Chambre puisse se prononcer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Carignan, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gérin, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Monette, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Raynault, Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 52.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Turcotte, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Bastien (Berthier)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Turcotte) que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à sa Majesté, regrette l'incurie du gouvernement qui a jusqu'ici refusé de faire bénéficier les villes de la province de la loi fédérale pour aider les municipalités à faire des améliorations rentables (2 George VI, chapitre 33, sanctionnée le 24 juin 1938) et de garantir le versement des intérêts et de l'amortissement des prêts consentis en vertu de cette loi."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement devrait faire profiter la province de cette loi, en vertu de laquelle le gouvernement fédéral est disposé à prêter à 2 % aux municipalités qui veulent faire des travaux d'amélioration, moyennant la permission et la garantie des Législatures. S'il nous donnait l'assurance qu'il est disposé à le faire, nous allons retirer notre motion. C'est un système avantageux dont profitent déjà cinq provinces. Nous ne demandons pas au gouvernement de garantir les prêts du fédéral à toutes les municipalités, mais à celles qui sont solvables seulement. On aurait là une belle occasion de collaborer avec Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'hésitation à dire que cette loi fédérale est une loi néfaste, une loi injuste, un truc électoral pur et simple. Elle se résume à ceci: le gouvernement fédéral n'estimant pas son crédit assez bon, demande aux provinces de garantir et endosser la dépense à sa place. La province de Québec paye 30 % des taxes fédérales, et on se sert du crédit de la province pour prêter de l'argent à qui le fédéral veut en prêter, mais à condition que nous, les provinces, garantissons 100 % des prêts. Nous aurons une hypothèque sur la maison et le fédéral aura une hypothèque sur la province. C'est un moyen détourné pris par Ottawa pour prendre une hypothèque sur la province afin de ruiner financièrement la province pour mieux l'accaparer.

La province souffre déjà d'un prêt résidentiel antérieur. Qu'Ottawa fasse une vraie loi de crédit de construction, en respectant notre autonomie, et les droits des provinces, très bien. L'opposition passe son temps à parler de la ruine de la province, mais le gouvernement fédéral trouve le crédit de notre province si bon qu'il en a besoin pour emprunter. L'opposition dit au gouvernement: "Endossez le fédéral pour ses emprunts", et du même souffle elle crie à la ruine de la province. Je dis que si Ottawa a besoin de l'endossement de la province de Québec dans des projets justes, profitables aux intéressés, et

sur des bases raisonnables en respectant notre autonomie et les droits des minorités, soit; mais si Ottawa veut nous presser sur son cœur pour mieux nous étouffer, jamais. Nous ne l'endurerons pas!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il n'y a rien dans cette loi fédérale qui viole l'autonomie des provinces. Ottawa veut prêter aux municipalités à 2 % à condition que la province consente...

**Un député ministériel:** Endosse!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ottawa ne demande pas notre consentement, mais notre endossement et notre garantie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En supposant qu'Ottawa demande la garantie de la province, en quoi cela peut-il nuire à notre autonomie? Toutes les provinces tiennent à leur autonomie. Cependant, six ont accepté de profiter de la loi fédérale. C'est drôle que chaque fois que l'on parle d'Ottawa, le premier ministre fait une colère. C'est sa façon de collaborer. Une collaboration à coups de poing.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le gouvernement fédéral veut rendre service à la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Un service funèbre.  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Elle est vieille, celle-là! Le fédéral offre de l'argent à 2 % et laisse les provinces libres d'autoriser ou non les municipalités à en profiter. Les provinces connaissent mieux la solvabilité des municipalités. Si une municipalité est solvable, la province ne devrait pas avoir d'objection à garantir le prêt. Il faut des travaux pour occuper nos gens. Avec la loi fédérale, on peut avoir de l'argent à 2 % pour municipaliser. C'est très avantageux. Le fédéral a voté \$30,000,000. Hâtons-nous de profiter de la loi avant que les autres provinces aient entièrement absorbé le montant. Nous n'avons pas le droit de refuser cet argent à 2 %. C'est précieux à l'heure actuelle.

**M. Barré (Rouville):** Je regrette que les procédures parlementaires nous forceront tantôt à voter sur une loi que nous ne connaissons pas et que nous n'avons pas le temps d'étudier. Il nous faudra nous prononcer à la hâte. Je suis certain qu'il n'y a peut-être pas cinq députés dans cette Chambre qui

connaissent la loi. Ils devront quand même, par leur vote, dire si elle est bonne ou mauvaise. Si l'on avait voulu réellement obtenir la coopération, on aurait pu procéder d'une autre façon. Au lieu de présenter une motion de non-confiance, on aurait pu simplement mettre une motion au *Feuilleton* de la Chambre. Pour cette raison, je crois que la motion est mal venue. Nous ne pouvons nous prononcer pour une chose qui est de nature à lier la province sans savoir ce que cela peut comporter. Si l'on avait été sérieux, on aurait procédé d'une autre façon.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Je crois de mon devoir de dire quelques mots sur cette question. L'an dernier, j'ai reçu la visite d'autorités municipales me demandant d'intervenir auprès du gouvernement pour qu'il leur soit possible de profiter de cette loi. J'ai refusé de le faire, car je croyais que le gouvernement ne pouvait engager le crédit de la province pour garantir des emprunts consentis aux conseils municipaux.

En vertu de la loi des travaux de chômage, les municipalités peuvent faire toutes les améliorations possibles. Si le fédéral voulait réellement aider les municipalités, il n'aurait qu'à souscrire 50 % des travaux de chômage et tous les travaux pourraient être faits sans qu'il n'en coûtât un seul sou aux municipalités.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Dans mon comté, il y a une ville qui a l'intention de construire un système d'aqueduc qui pourrait être fort bien financé en vertu de cette loi, s'il était possible d'en profiter.

Je ne vois pas dans cette loi un moyen de ruiner l'autonomie provinciale, mais plutôt un excellent moyen d'aider les municipalités.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Messier, Turcotte, 15.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Carignan, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gérin, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Paradis,



Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Raynault, Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 54.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

#### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction de maisons d'écoles centralisées et établissement de la 12<sup>e</sup> année d'études, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts de péage: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (département des Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### Questions et réponses:

##### Travaux dans la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon

**M. Bastien (Berthier):** 1. Le ministère de la colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, au cours de l'été dernier?

Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Non.

2. Voir no 1.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### NOTES

1. En dehors de la Chambre, le député de Kamouraska (M. Chaloult) donnera le texte suivant au journaliste: "Pour la troisième fois, nous avons invité le gouvernement à discuter notre motion s'opposant à toute participation à une guerre quelconque, sauf pour défendre le sol canadien. Pour la troisième fois, M. Duplessis s'y est opposé, bien que notre motion soit déjà devant la Chambre depuis plusieurs semaines. Il est allé plus loin. Il a proposé et fait voter par sa majorité parlementaire un amendement afin que notre motion soit appelée suivant le bon plaisir du gouvernement. Veut-on, par ces mesures dilatoires, empêcher nos députés, malgré la pression de l'opinion, de se prononcer sur une question si urgente? Va-t-il falloir conclure, à la suite de son refus obstiné de prendre position, que M. Duplessis est favorable à la participation aux guerres de l'Empire et, partant, à la conscription? Devant la gravité de la situation en Europe et au Canada, lorsque le sort de toute notre jeunesse est en jeu, je laisse au public le soin de juger ces méthodes."

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

3. Au cours de la séance du 22 mars 1939, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) avait lu en Chambre la lettre d'un colon, lettre qui mesurait 37 pieds de longueur.

4. *Le Canada* du 13 avril 1939, à la page 6, précise que le député de Matapédia (M. Paradis) et le député de Berthier (M. Bastien) étaient les seuls à lire ce journal.

5. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

6. L'affaire Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921) a fait grand bruit en 1921. Accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du Trésor provincial, le député Parrot sera dénoncé par Pouliot notamment avec l'appui du *Devoir*. Parrot ayant été sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau sur cette question, le député de Témiscouata va préférer démissionner le 22 juin 1921. Pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice poursuivra le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres suite à cette affaire. Voir la séance du 15 février pour de plus amples détails sur cette affaire.

7. C'est le premier ministre qui propose alors que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, selon *Le Canada* du 13 avril 1939, à la page 6.

Séance du jeudi 13 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 155 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

**Organisation  
des villages miniers**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>2</sup>** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 74 concernant l'organisation municipale des villages miniers.

Les découvertes des nouvelles mines sont fréquentes en ce moment dans les territoires non incorporés et éloignés des grands centres. Il y en eut sept ou huit, rien que l'an dernier, et des villages se sont aussitôt formés autour de ces nouvelles mines. Il n'y a pas de conseil, pas de perception de taxes, pas de travaux. Pour faire bénéficier les ouvriers qui vont travailler dans ces villages-champignons des avantages qui peuvent offrir les villages incorporés, le gouvernement veut donner au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de constituer ces centres miniers non organisés en corporations de villages municipaux.

On veut assurer, dès le début, aux ouvriers de ces régions minières, les avantages d'une organisation municipale régulière compatible avec les conditions particulières qui caractérisent la formation de ces centres, en attendant qu'il puissent s'organiser suivant la coutume habituellement suivie. C'est devenu nécessaire. On les annexera plus tard à d'autres villages, s'il y a lieu de le faire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

**District judiciaire  
de Gaspé**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** demande, appuyé par le représentant de Hull (M. Taché), la permission de présenter le bill 187 concernant le district judiciaire de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de la Chambre:**

**Horaire  
des séances**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), qu'à l'avenir, la Chambre tienne, le vendredi, une séance de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, en plus de ses séances de trois heures de l'après-midi et de huit heures du soir; et qu'à cette séance du matin, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Dois-je comprendre que nous allons siéger demain?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La séance d'aujourd'hui sera ajournée vers 4 h 30 pour permettre la reprise de l'étude du bill de Montréal, vu que la délégation de la métropole est nombreuse et qu'il importe de ne pas trop interrompre le travail déjà commencé. Si le comité

termine sa tâche ce soir, une séance de la Chambre aura lieu demain matin.

Les députés pourront partir par le train de 6 heures demain soir, à condition que l'opposition n'y mette pas d'obstacles.

La motion est adoptée.

### Code civil

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>3</sup>:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 1298*b* du Code civil, tel qu'édicte par la loi 25-26 George V, chapitre 92, section 1, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Dans les cas de recours dommages-intérêts résultant de blessures corporelles, les quittances et les règlements obtenus de la victime dans les quinze jours de la date du délit ou du quasi-délit ne peuvent lui être opposés si elle en souffre lésion."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La section 1 a pour but de protéger la victime d'un accident contre des règlements de compte préjudiciaires, en lui permettant de les désavouer lorsqu'ils lui ont été extorqués dans les 15 jours de l'accident et qu'à la suite de blessures reçues, la victime n'était pas en état de transiger en toute connaissance de cause<sup>4</sup>.

On veut éliminer les manœuvres de certains personnages qui font la chasse aux accidentés et leur extorquent des règlements frauduleux et notoirement injustes.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 1298*a* dudit Code, tel qu'édicte par la loi 21 George V, chapitre 101, section 17 et modifié par la loi 2 George VI, chapitre 98, section 1, est de nouveau modifié en ajoutant après le mot "personnelle", dans la cinquième ligne, les mots: "ou pour blessure corporelle"."

### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La clause 2 permet à la femme, jouissant de la communauté de biens, de poursuivre pour blessures corporelles, avec l'autorisation du juge, lorsque le mari refuse ou est incapable, par absence ou autre cause, de l'y autoriser<sup>5</sup>.

La femme a déjà ce pouvoir quand il s'agit d'insultes verbales ou autres, et il convient donc d'étendre ce pouvoir quant aux blessures corporelles.

Le gouvernement est prêt à faire quelque chose conformément à la mentalité de cette province, pour améliorer le sort de la femme, mais sans aller trop loin. Il ne fait pas comme l'opposition qui a changé d'idée, à son congrès l'an dernier à Québec<sup>6</sup>, c'est-à-dire après être tombée dans l'opposition, alors qu'elle n'a pas à faire de lois.

Nous ne sommes pas comme l'opposition qui, pendant 40 ans, a refusé le droit de vote aux femmes et qui, maintenant qu'elle en est incapable, voudrait faire croire qu'elle veut le leur donner.

(Rires)

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. La version française de l'article 1816*a* dudit Code, tel qu'il se lit à l'article 5820 des Statuts refondus, 1888, est modifié,

"*a.* en remplaçant le mot "papier-nouvelles", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, par le mot "journal";

"*b.* en remplaçant le mot "papier-nouvelles", dans la huitième ligne dudit alinéa, par le mot "journal."

### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La section 3 contient une correction de forme<sup>7</sup>.

Comme on le sait, un papier-nouvelles n'est pas toujours un journal. De même aussi qu'il arrive qu'un journal n'est pas toujours un papier-nouvelles. Ainsi, lorsque les journaux annoncent que le chef de l'opposition et le député de Rivière-du-Loup font de bons discours, ce n'est pas une nouvelle.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas une nouvelle parce que tout le monde le sait.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 2147a dudit Code, tel qu'il se lit à l'article 5839 des Statuts refondus, 1888, et tel que remplacé par la loi 52 Victoria, chapitre 26, section 4 et modifié par les lois 5 George V, chapitre 75, section 3, et 2 George VI, chapitre 98, section 6, est de nouveau modifié en ajoutant après le mot "authentique", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, les mots: "qui doit demeurer en dépôt dans son bureau"."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La clause 4 a pour but de clarifier le texte de l'article 2147a du Code, en spécifiant clairement que la copie de certains avis, déclarations et bordereaux soumis pour enregistrement doivent rester en dépôt dans le bureau du registraire<sup>8</sup>.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je crois devoir faire remarquer que ce projet de loi nous est distribué à la dernière minute, au moment de l'étudier. Cette façon de procéder est extrêmement préjudiciable à l'intérêt public.

Les députés n'ont pas le temps d'étudier les projets. Nous sommes ici pour quelque chose ou pour rien. S'il nous appartient de faire des suggestions, il importe que nous ayons le temps d'étudier les clauses qu'on nous demande de voter. Ce bill est très important. On ne nous donne pas même le temps de réfléchir et d'étudier les changements de cette nature.

On nous propose des amendements au Code civil. Toucher au Code civil est toujours grave. En quelques minutes, il est difficile de mesurer la portée de tous les articles que nous sommes appelés à voter. Certaines clauses nous obligent à référer aux Statuts refondus et nous n'avons pas le temps de le faire.

C'est surtout depuis les vacances de Pâques qu'on nous distribue les bills à la dernière minute. Je proteste au nom de l'intérêt public. Quand le premier ministre était chef de l'opposition, il a souvent tenu le même langage que celui que je tiens actuellement, et il avait raison.

Ce qui était juste alors l'est encore aujourd'hui, et ce qui était mal sous le gouvernement Taschereau n'est pas mieux sous le gouvernement de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aurais été surpris si le député de Kamouraska

n'avait pas critiqué le gouvernement. Au cours de ses remarques, il est allé trop loin, comme toujours. Mais la Providence permet parfois que, dans ses critiques, il laisse échapper des aveux. Ainsi, il a dit qu'il n'avait pas le temps de réfléchir et de comprendre lorsqu'il a reçu le bill.

(Rires)

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas fait d'aveux. J'ai dit qu'on ne nous donnait pas le temps de réfléchir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le député de Kamouraska se donnait la peine de lire...

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'ai lu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le député a lu, il n'a pas compris. Non seulement les explications que j'ai données sont claires, mais chaque bill, suivant une suggestion du député de Rouville (M. Barré), porte maintenant une note explicative. La loi est claire. Il n'y a pas de changements radicaux.

**M. Chaloult (Kamouraska):** La note explicative n'est pas suffisante; elle n'est pas l'amendement. Le bill nous réfère aux Statuts, et quand j'aurai pu me procurer les Statuts pour faire les comparaisons nécessaires, la loi sera déjà adoptée. Quand le premier ministre protestait, autrefois, contre la distribution des bills à la dernière minute, il avait raison, comme j'ai raison aujourd'hui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Kamouraska (M. Chaloult) a parfaitement raison. Le premier ministre n'est pas juste pour l'opposition.

Il est vrai qu'il ne s'agit pas cette fois d'amendements essentiels, mais il arrive parfois que c'est plus grave.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si ce ne sont pas des amendements essentiels, comment le député de Rivière-du-Loup peut-il dire qu'il n'a pas compris?

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Usines de Chicoutimi**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>9</sup>:**

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 5 de ladite loi, tel que modifié par la loi 2 George VI, chapitre 18, section 5, est de nouveau modifié en remplaçant le mot et le nombre "mai 1939", dans la dernière ligne, par le mot et le nombre "juillet 1941"."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de la loi passée l'an dernier, le lieutenant-gouverneur en conseil pouvait autoriser le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) à acquérir de gré à gré, ou par expropriation, dans la cité de Chicoutimi ou dans un rayon d'un mille de ladite cité, toute usine et tout immeuble ou droit immobilier dont le lieutenant-gouverneur en conseil jugerait l'acquisition nécessaire aux fins ci-dessus énoncées. Il pouvait aussi, aux mêmes fins, autoriser le ministre à acheter, en totalité ou en partie, le capital-actions, les obligations et toutes autres valeurs mobilières de toute compagnie exploitant ou désirant exploiter une usine dans la région de Chicoutimi ou dans un rayon d'un mille de ladite cité.

La loi a surtout pour but d'amender deux lois qui pourvoient à différents moyens pour faciliter la réouverture de l'usine de pulpe de Chicoutimi. Ces

lois devaient expirer le 1<sup>er</sup> mai 1939. Nous prolongeons le délai jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1941. Nous pensions réussir à rouvrir ces usines lorsqu'est survenu le marasme dans l'industrie du papier. La crise du papier survenue a arrêté les travaux de réorganisation alors qu'ils allaient se matérialiser. Le marasme dans l'industrie de la pulpe et du papier n'a pas permis d'accroître inutilement la production et il est opportun de prolonger le délai. Il fallait contrôler et diminuer la production; il n'aurait pas été sage d'ouvrir alors de nouvelles usines.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** S'agit-il simplement d'une mesure électorale?

En passant, est-il vrai que l'usine de Chandler fonctionne au ralenti?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette usine fonctionne à plein rendement. Elle fonctionne mieux que les députés de l'opposition.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 6 de la loi 2 George VI, chapitre 18, est modifié en ajoutant, après le mot "amendement", dans la dernière ligne, les mots: ", mais il doit être tenu compte des sommes dues par tout réclamant au gouvernement de la province ou à tout service ou organisme quelconque relevant de ce gouvernement, et ces sommes sont compensées, jusqu'à concurrence, à même l'indemnité accordée au réclamant".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de la clause 3 du bill, le gouvernement pourra se faire rembourser les sommes qui lui sont dues. Il y a actuellement une usine inopérante, la Quebec Pulp, qui doit \$1,000,000 au gouvernement. Dans le cas d'une transaction, ce montant devra être déduit de l'indemnité.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Fédérations de coopératives de pêche**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>10</sup> pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas juste de présenter cette loi en l'absence du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) qui est malade<sup>11</sup>. Hier on m'a reproché de citer des extraits d'un de ses discours parce qu'il était absent et, aujourd'hui, on veut faire voter ses lois en son absence. Le premier ministre, par délicatesse pour le ministre, devrait attendre son retour.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pauvre député de Rivière-du-Loup! Il prétend, à certains moments, qu'il y a mésentente entre le ministre des Mines et Pêcheries et le premier ministre. Lorsque nous manifestons une fois de plus de la collaboration loyale, le député de Rivière-du-Loup surgit. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) m'a écrit lui-même de l'endroit où il se repose pour me demander comme faveur spéciale de préparer et de présenter les lois que nous allons voter. C'est une preuve qu'il y a de la loyauté et de la collaboration dans le gouvernement. Ce n'est pas comme de l'autre côté. L'opposition ne connaît pas cela, la collaboration. On sait que le député de Rivière-du-Loup n'aime pas le député de Berthier (M. Bastien), que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) voudrait être sénateur, que le député de Québec-Centre (M. Hamel) voudrait être le chef de tout le monde. Je demande au député de s'en tenir au projet de loi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le premier ministre aurait objection à produire cette lettre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aucunement. Je vais la produire dans quelques minutes<sup>12</sup>. C'est une loi que le député de Rivière-du-Loup devrait supporter puisqu'il s'agit de permettre aux coopératives de pêche de se fédérer.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Régime de tenure**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant la loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Adopté.

### **En comité:**

**M. Tellier (Montcalm):** Je me suis aperçu que mon projet de loi allait trop loin. Il s'agissait d'appliquer au comté de Berthier la loi concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitut qui peuvent être acquis par les détenteurs ou locataires, en pleine propriété, en payant la valeur au propriétaire après l'accomplissement de certaines formalités.

Je propose que le bill soit retiré parce qu'il n'a plus sa raison d'être. Il se trouverait à affecter des baux emphytéotiques, ce qui est régi par le Code civil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le comité se lève.

Le comité se lève sans faire rapport<sup>13</sup>.

### **Canton Armand, Témiscouata**

**M. Dubé (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata.

Adopté.

**En comité<sup>14</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>15</sup>:** Je lis la lettre de l'honorable Onésime Gagnon à laquelle, dit-il, j'ai fait allusion dans le débat précédent. En voici le passage principal: "Puis-je te recommander de façon spéciale les projets de loi suivants: 1. Loi sur les villages miniers. 2. Loi créant des coopératives centrales de pêche. 3. Loi sur les monuments naturels." (Applaudissements à droite)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre nous a donné satisfaction là-dessus. Quand va-t-il produire la lettre de M. Simon Lapointe et mes documents au sujet de la seigneurie Madawaska, documents qu'il doit produire depuis longtemps?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait un petit sermon à l'opposition qui devrait appuyer la loi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La gauche ne s'y est aucunement opposée.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dubé (Témiscouata)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Syndics de Saint-David  
d'Estcourt**

**M. Dubé (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt.

Adopté.

**En comité<sup>16</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une liquidation de dette contractée par la fabrique.

Les articles 1 à 16, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dubé (Témiscouata)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Insaisissabilité  
de salaires et gages**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>17</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons déjà dit un mot, déjà, de la portée de ce projet de loi qui a pour effet de protéger les ouvriers qui souffrent de la dépression.

Il s'agit d'un projet de loi présenté par le dévoué député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et par le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault) pour protéger les ouvriers. Je les félicite, dit-il.

En vertu de cette loi, l'exemption de \$6 par semaine aura force de loi pour les personnes veuves ou célibataires sans enfant travaillant à des travaux de chômage, mais il y aura une exemption de \$12 par semaine pour l'homme marié et le veuf, père d'un enfant ou plus, dont il est effectivement le soutien.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne suis pas contre la loi, dit-il, mais j'attire l'attention du gouvernement sur des protestations faites par les marchands.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.



**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sainte-Clothilde,  
Beauce**

**M. Perron (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**Saint-Nicolas-Sud**

**M. Larochelle (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 relatif à la corporation de la paroisse de Saint-Nicolas-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le conseil municipal a fait des travaux pour remédier au chômage avec l'argent du gouvernement provincial. Un emprunt de \$5,500 a été approuvé à cette fin.

Dans ce bill, il s'agit de protéger les conseillers municipaux de cette paroisse. Ceux-ci, pour effectuer des travaux afin de venir en aide aux chômeurs, ont procédé par simple résolution, au lieu de procéder par règlement, et certains citoyens les ont menacés de poursuite.

On a voulu leur faire payer \$500 d'amende chacun, pour ce défaut de forme, alors que tout le reste est en règle. Le but de la loi est de légaliser la résolution qu'ils avaient adoptée. La loi annule toute poursuite qui a pu ou pourra être prise à ce sujet.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**M. Larochelle (Lévis)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Larochelle (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Libération de débiteurs**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 modifiant la loi concernant la libération de certains débiteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>18</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite le député de Montcalm (M. Tellier) d'avoir présenté cette loi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député devrait être ministre, le premier ministre lui fait trop de compliments.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais il n'est député que depuis deux ans. Le député de Saint-Hyacinthe a été ministre aspirant pendant 15 ans pour être ministre expirant pendant 10 mois<sup>19</sup>.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** intervient.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** intervient.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Organisation  
des villages miniers**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour adopté précédemment, que la Chambre se forme de nouveau en comité

plénier pour étudier le bill 74 concernant l'organisation municipale des villages miniers.

Adopté.

**En comité<sup>20</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il s'agit purement et simplement de pourvoir à l'incorporation rapide de territoires qui se développent de façon très vive dans les régions minières. Ces territoires sont sous la juridiction du Code municipal jusqu'à ce qu'ils se choisissent un conseil municipal pour s'administrer eux-mêmes. Il y aurait un bref amendement à faire à la loi que nous passons, pour dire que l'officier municipal administrant ces territoires à titre de gérant devrait être sujet britannique.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Un sujet de l'Empire.

**M. Tardif (Frontenac):** Pas l'empire de la fin.

Les articles 1 à 12, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Étant donné que nous voulons, pour des raisons souvent mentionnées, avancer l'étude du bill de Montréal en comité des bills privés, nous allons ajourner maintenant, comme cela a été convenu au début de la séance. Nous ajournerons soit à 8 heures ce soir, et si le bill n'est pas encore fini en comité, nous viendrons en Chambre à 8 heures pour ajourner la Chambre à demain.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi ne pas ajourner à demain matin tout de suite?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On ne peut rien refuser au chef de l'opposition.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à onze heures.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre est de bien bonne humeur. Allons-nous avoir des élections bientôt?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Non! Il n'est pas encore question de cela. Ma patience est parfaite. Je suis tellement de bonne humeur que je tiens à garder le chef de l'opposition. Car, je sais très bien que s'il y avait des élections, je ne le verrais peut-être plus.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 4 h 30<sup>21</sup>.

#### NOTES

1. *La Patrie* du 14 avril 1939, à la page 7, précise plutôt que la séance s'est ouverte après 3 heures.

2. C'est le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) qui est le parrain du bill. En son absence, c'est le premier ministre qui présente le projet de loi.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

4. Le premier ministre lit alors la note explicative du bill.

5. Le premier ministre lit alors la note explicative du bill.

6. *Le Canada* du 14 avril 1939, à la page 7, indique que le premier ministre fait alors allusion au dernier congrès libéral de Québec sur le vote des femmes.

7. Le premier ministre lit alors la note explicative du bill.

8. Le premier ministre lit alors la note explicative du bill.

9. Voir note 3.

10. C'est le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) qui est le parrain du bill. En son absence, c'est le premier ministre qui présente le projet de loi.

11. *Le Soleil* du 14 avril 1939, à la page 5, précise que le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) se repose alors dans le sud des États-Unis.

12. *La Patrie* du 14 avril 1939, à la page 7, rapporte qu'un page part alors vers le cabinet du premier ministre.

13. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

14. Voir note 3.

15. *Le Canada* du 14 avril 1939, à la page 7, précise que le premier ministre lit bel et bien cette lettre dès la formation du comité plénier.

16. Voir note 3.

17. Voir note 3.

18. Voir note 3.

19. "six", selon *L'Illustration nouvelle* du 14 avril 1939, à la page 5.

20. Voir note 3.

21. "4 heures", selon *La Presse* du 14 avril 1939, à la page 21, et "4 h 15", selon *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 3.



Séance du vendredi 14 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 161 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité recommande de prolonger au 22 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1, de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 22 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Loi  
de la pêche**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>1</sup>** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 75 modifiant la loi de la pêche.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions converties en motions:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les questions portant les numéros 20, 21 et 23 au *Feuilleton* sont converties en motions.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce une conversion sincère?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, elle n'est pas oppositionniste. Il (l'honorable M. Duplessis) fait quelques autres plaisanteries.

**Demande et dépôt de documents:**

**Travaux dans la paroisse  
de Saint-Norbert**

**M. Bastien (Berthier)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier, au cours de l'été 1937?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

Adopté.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie de cet état. (Document de la session no 25)

**Travaux dans la paroisse  
de Sainte-Geneviève**

**M. Bastien (Berthier)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Sainte-Geneviève de Berthier, comté de Berthier, au cours de l'été 1937?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

Adopté.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie de cet état. (Document de la session no 26)

#### **Travaux dans la paroisse de Saint-Norbert**

**M. Bastien (Berthier)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier, au cours de l'été 1938?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

Adopté.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie de cet état. (Document de la session no 27)

#### **Demandes de documents:**

##### **Travaux dans la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie**

**M. Bastien (Berthier)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, comté de Berthier, au cours de l'été 1937?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

Adopté.

##### **Arrestation d'Albert Nogaret**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un ou des enquêteurs, dont le nombre ne devra pas excéder trois, pour faire enquête sur les circonstances du meurtre de Simone Caron, assassinée entre le dix juillet et le dix-neuf septembre de l'année 1930, sur les agissements des officiers et agents de police et de toutes autres personnes ayant participé, directement ou indirectement, à la préparation et à l'exposé de la preuve qui a servi dans toutes les procédures dirigées à ce sujet contre Albert Nogaret, sur la conduite générale desdites procédures, et sur les traitements imposés audit Albert Nogaret par les officiers et agents de police et tous autres employés du département du procureur général, pendant le cours de ces procédures et de sa détention jusqu'à son acquittement.

**M. le président:** Résolution 1, adoptée?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Non.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève pour donner des explications et reprend son siège.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** lui fait signe qu'il lui cède la parole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) se lève. Il a quelque chose à dire. Je lui cède la parole avec plaisir. Il va peut-être nous parler du nouvel article du programme du Parti libéral: Antonio Godon<sup>3</sup>. Qu'il en parle!

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'ai pas de nouvel article à soumettre, mais j'ai un amendement à proposer pour que l'enquête soit complète. Je propose:

Que la résolution numéro 1, relative au bill no 73, intitulé: "Loi autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et procédures et précédés contre lui", soit amendée de la façon suivante:

1. En ajoutant dans la huitième ligne après les mots "Albert Nogaret" les mots suivants: "et Antonio Godon".

2. En retranchant, dans la neuvième ligne et les suivantes, tous les mots après "Albert Nogaret" et en les remplaçant par les suivants: "et audit Antonio Godon, par les officiers et agents de police et tous autres employés du procureur général, pendant le cours de ces procédures et de leur détention jusqu'à la fin de leur procès".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Comme l'iniquité se ment à elle-même! Il y a quelques années, le département du procureur général, dirigé par M. Taschereau et dont le chef réel était M. Charles Lancôt, assistant-procureur général, a décidé de faire un procès à un religieux, le frère Dostithée. Des méthodes scandaleuses et indescriptibles ont été employées contre Nogaret, membre d'une confrérie en charge de l'académie Roussin de Pointe-aux-Trembles, près de Montréal, où le corps d'une enfant de sept ans a été trouvé dans un sac de pommes de terre, il y a à peu près 12 ans de ça. Le procès a eu lieu et s'est terminé par un désaccord du jury. Il y eut appel et un nouveau procès fut ordonné. Celui qui avait été poursuivi vit alors son innocence reconnue à la deuxième audience. Une communauté a été humiliée. Nogaret a été traité de façon odieuse par les représentants de la couronne lors de sa détention et de son procès. Postérieurement, la communauté dont faisait partie la victime de ces procédures odieuses, de cet anticléricalisme révoltant, a communiqué avec le procureur général, demandant un redressement de ses droits lésés par les méthodes prussiennes, les procédés bolchéviques de l'ancien régime<sup>4</sup>.

**Des députés ministériels:** Oh! Qu'elle est bonne! Qu'il sait donc leur donner ça!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'opinion publique a le droit d'être renseignée sur tous les événements inhumains qui ont précédé et accompagné les procédures inqualifiables intentées contre ce religieux. Nous accomplissons un devoir en faisant la lumière complète sur cette affaire. Nous avons présenté une motion bien claire pour demander une enquête sur les méthodes et moyens d'action de l'ancien régime contre le frère Dostithée. Voici un religieux attaqué dans sa personne, dans son honneur. Voici une communauté qui a subi le contrecoup de cette malheureuse ignominie. Le gouvernement veut réparer une injustice et rétablir les faits. Nous voulons faire une enquête et la lumière complète, afin de justifier un noble religieux et une bienfaisante communauté.

Devant notre devoir, que fait l'opposition? Alors qu'il s'agit de faire disparaître toute équivoque auprès de ceux qui aiment la justice, alors que nous voulons établir devant la province et devant le pays la portée des calomnies, des traitements bolchéviques qu'on a fait subir à un religieux, est-ce que l'opposition dit: "Vous faites bien"? Est-ce qu'elle dit: "Nous sommes avec vous pour faire rendre justice à un religieux si indignement traité qu'il en est mort de peine, en janvier dernier, juste avant le procès de Godon?"

En présentant son amendement, l'opposition s'inspire des mêmes méthodes que l'ancien gouvernement; elle continue la persécution contre ce religieux et cette communauté. Quand il s'agit de faire disparaître toute équivoque sur l'innocence de cette brave communauté, de ces nobles religieux, que fait l'opposition? L'opposition, qui devrait coopérer, a l'audace de vouloir attacher le nom d'Antonio Godon à celui du frère Dostithée. Nous avons un projet de loi très clair demandant de faire enquête sur les traitements imposés à un honnête homme. L'opposition refuse de coopérer.

**Un député de l'opposition:** C'est vous qui avez commencé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Qu'il est donc descendu bas ce parti qui fut autrefois grand! Comme c'est malheureux, pour les braves libéraux, qui se font de plus en plus rares, de leur donner le spectacle que leur offre ce matin le Parti libéral provincial! On veut commettre une injustice nouvelle à l'égard de la mémoire du frère Nogaret et à l'ordre religieux auquel il appartient. Il s'agit d'une autre preuve de la supériorité du Parti libéral, anciennement si grand, qui s'est plié à tous les événements pour montrer ses vrais caractéristiques.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** rit.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** rit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demanderai au député de Rivière-du-Loup, dans son intérêt, de ne pas rire quand il s'agit de réparer une injustice odieuse. Nous voulons défendre la réputation d'un religieux, d'une communauté, et cela fait sourire l'opposition.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je vais pleurer!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'attire l'attention du député de Rivière-du-Loup sur

son attitude, et il continue à faire des farces. Vous riez! Il aurait pleuré, s'il avait été à la place du frère Nogaret, victime de pareils traitements. Le frère Dostithée, lui, ne riait pas quand l'ancien régime l'a fait condamner à mort pour meurtre.

(Rires à gauche)

Maintenant, je dis que l'amendement proposé par le député de Rivière-du-Loup est hors d'ordre parce qu'il implique une dépense de deniers publics.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que j'aurai le droit de répondre au premier ministre? Je ne suis aucunement troublé par les insinuations gratuites du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons une résolution qui demande à la Chambre de faire des dépenses. Il est dit dans les règlements qu'une résolution comportant des dépenses ne peut être présentée que par un ministre de la couronne et doit être approuvée par le lieutenant-gouverneur. Une résolution de ce genre ne peut être amendée par un membre de l'opposition.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'ai, précise-t-il, jamais ri des malheurs du frère Dostithée. M. le président, je suis sincèrement convaincu que Nogaret est innocent. D'ailleurs, ses pairs l'ont acquitté à son deuxième procès. Mais celui qui prétend que l'ancien procureur général avait des desseins anticléricaux devrait s'appliquer la même formule. Quel besoin avait-on de jeter de nouveau cette malheureuse affaire dans le public, de réouvrir la plaie, d'augmenter les souffrances de cette communauté religieuse? Mais pourquoi parler de traitements anticléricaux? Qu'avons-nous besoin de ressusciter cette triste affaire, à laquelle personne ne pensait plus? Qui donc a réouvert la plaie, si ce n'est le gouvernement? Qui a augmenté les souffrances de la communauté en ressuscitant cette affaire, si ce n'est le gouvernement actuel? Quel besoin avait-il de faire cela?

Et pourquoi le faire au nom de la religion? Il fallait sauver la religion! La religion était subitement en danger! Cette affaire a été oubliée depuis longtemps, et je crois que le gouvernement cause beaucoup de tort à la communauté religieuse en la ressuscitant. C'est pour ça qu'on a employé des procédés indignes contre Godon. Si le terme était parlementaire, je dirais que le gouvernement manifeste une fois de plus son hypocrisie.

Nous ne sommes pas opposés à l'enquête. Nous avons également hâte que le cas fasse l'objet d'une enquête. Mais, si l'enquête doit avoir lieu, nous

voulons que l'enquête se fasse non seulement sur les procédés de l'ancien régime, mais sur ce que le régime actuel a fait en ce qui regarde l'arrestation de Godon. La justice doit être la même sous l'ancien et le nouveau régime: complète et impartiale. On dira que c'est accoler le nom de Godon à celui de Nogaret, mais je dis que la justice doit être la même pour tout le monde.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je proteste contre l'insulte qu'on nous fait en disant que la justice doit être la même que sous l'ancien régime.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est précisément le but de mon amendement, obtenir justice pour tous. Ceux que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) actuel a employés ont procédé avec de mauvaises méthodes. Le Parti libéral n'était pas impliqué dans cette affaire. Ce que voulait l'opposition était une enquête complète et équitable du meurtre de Simone Caron. Les procès de Nogaret se sont déroulés sous l'ancien régime et il était important d'expliquer ce qui s'était passé alors, avant l'amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a un point d'ordre de soulevé au sujet de l'amendement. Le député de Rivière-du-Loup n'a plus le droit de parler d'autre chose que de la légalité de l'amendement. Je demande qu'on s'en tienne à la discussion du point d'ordre que j'ai soulevé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'avais demandé tout à l'heure la permission de faire mon discours comme le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Qu'on s'en tienne au point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre n'avait pas fait de discours avant de présenter son point d'ordre, je m'en tiendrais à la discussion du point d'ordre. Moi, je n'ai pas fait de discours avant de présenter mon amendement.

Je signale que lorsque le premier ministre a commencé son discours, je l'ai laissé faire à condition que je puisse y répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

parle de nouveau, insiste pour que le président rende sa décision.



**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande justice égale.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Par l'amendement présenté par le député de Rivière-du-Loup, on n'augmente pas tellement les dépenses de l'enquête. On ne demande pas de faire deux enquêtes. Le premier ministre devrait avoir le désir et le devoir de faire la lumière complète sur cette affaire. Tout le monde a encore les faits présents à la mémoire, il sera facile de reconstituer tous les procédés que l'on a employés contre Godon. Je me demande même si la résolution qui est présentée à la Chambre est approuvée par le lieutenant-gouverneur. Ce que nous demandons, c'est que l'enquête soit complète; le gouvernement se ferait honneur.

Cela ridiculise encore plus le premier ministre qui tente d'identifier le Parti libéral comme anticlérical.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit quelques mots et parle de l'indignité d'accoler les noms de Godon et de Nogaret.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est vous qui avez commencé!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste pour avoir une décision sur son point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si on me laissait parler, ce serait intéressant. Je ne ris pas, je trouve triste l'attitude du gouvernement. Quand le premier ministre a commencé, j'ai dit que je savais quel sort m'attendait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'insiste, dit-il, pour que le président rende sa décision. S'il ne fait pas respecter le Règlement, poursuit-il, j'en appellerai à l'Orateur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Alors, il y a ici deux poids et deux mesures.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au député de retirer ses paroles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je les retire sans restriction, mais si les règlements étaient observés, je ne serais pas obligé de faire ça.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Indigné) Je veux que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) retire encore ses paroles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** s'exécute en riant.

**M. le président:** Je maintiens le point d'ordre et l'amendement du député de Rivière-du-Loup est hors d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je suis très surpris.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 2. Que le ou les enquêteurs posséderont, pour la conduite de cette enquête, les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1925, chapitre 8); que, en outre, le ou les enquêteurs auront le pouvoir d'édicter les règles de pratique qu'ils jugeront nécessaires pour la conduite de cette enquête, et que le ou les enquêteurs devront, dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, faire rapport à celui-ci de la preuve obtenue et de ses ou de leurs conclusions, et que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du procureur général, soit autorisé à faire imprimer ledit rapport.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Allez-vous publier cet article dans le *Petit catéchisme électoral*?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà une autre allusion qui dénote bien la mentalité malheureuse de l'opposition. Je m'indigne, dit-il, de l'anticléricalisme du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si vous ne le publiez pas, on va le publier, nous autres.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On abuse trop de la religion pour rien. Je suis pour le moins aussi catholique que le premier ministre, mais, dit-il, je ne me sers pas de mes sentiments pour fins électorales.

Et l'on n'a pas le droit de lancer ainsi à toute occasion des accusations d'anticléricalisme, parce que nous faisons ce que nous pensons être notre devoir.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous vous conduisez comme si vous étiez anticléricaux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous nous conduisons comme des gens qui désirent que justice soit rendue.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adjoindre à ce ou à ces enquêteurs, pour les aider dans l'accomplissement de leurs fonctions, les procureurs, secrétaires, commis et autres employés dont ils auront besoin et qu'il fixera leur traitement, ainsi que celui du ou des enquêteurs.

Adopté.

4. Que le ou les enquêteurs pourront siéger soit en la cité de Québec, soit en la cité de Montréal, soit à tout autre endroit de la province où ils le croiront nécessaire.

Adopté.

5. Que nul bref d'injonction ou de prohibition et nulle autre procédure judiciaire quelconque ne pourront suspendre, entraver ou arrêter les procédures du ou des enquêteurs, ni celles des procureurs, secrétaires, commis et autres employés visés à la résolution 3.

Adopté.

6. Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

**M. Bastien (Berthier):** Je suis en faveur de la résolution, mais je trouve étonnant que l'on ait attendu trois ans pour la présenter. Le premier ministre disait que l'ancien procureur général était un anticlérical qui a martyrisé le frère Nogaret. Pourquoi a-t-il attendu trois ans pour présenter cette mesure? Il aurait dû le faire dès la première année. Ce que je reproche à cette mesure, c'est son but.

Elle n'est pas présentée aujourd'hui pour donner satisfaction à la communauté, mais dans un but électoral seulement<sup>5</sup>. Si le premier ministre n'avait pas manqué son coup avec l'affaire Godon, nous n'aurions pas ce projet de loi. C'est toute la raison de l'arrestation de Nogaret. Le premier ministre a perdu la première manche. Il veut se reprendre.

Mais l'Union nationale est prête à se rendre aux pires exagérations. S'il y a eu tant d'indignité, pourquoi avoir attendu trois ans? Il ne s'agit nullement de clarifier l'affaire Nogaret, mais de faire oublier que le procureur général a agi comme un enfant dans l'affaire Godon.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je suis moi aussi favorable au projet de loi, mais je regrette que le premier ministre lance ainsi à propos de tout des accusations d'anticléricalisme contre l'ancien procureur général. Je suis convaincu du catholicisme du premier ministre; il est clérical, très clérical, bien que parfois il pose des actes qui soient de nature à susciter de l'anticléricalisme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je conseillerais au député de Kamouraska de ne pas s'engager trop loin avec ses insinuations.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Il est vrai que la politique du premier ministre au sujet du communisme a pu susciter de l'anticléricalisme pour de bon dans certains milieux dans la province: cela, je n'ai aucune hésitation à le dire. Je ne doute pas du catholicisme du premier ministre, comme je n'ai pas le moindre doute sur les sentiments religieux de M. Taschereau, l'ancien premier ministre. J'ai combattu M. Taschereau et je le combattrais encore, mais je n'ai pas le moindre doute sur son catholicisme.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Ce n'était pas de l'anticléricalisme lorsque le premier ministre Taschereau traitait *L'Action catholique* de "sacrée maudite école"?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous étiez pour lui dans ce temps-là.

**M. Chaloult (Kamouraska)** reprend son discours.

**M. Boyer (Châteauguay)** l'interrompt.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le député a-t-il une insinuation à faire?

**M. Boyer (Châteauguay):** En temps et lieu.

**M. Chaloult (Kamouraska):** (Scandant bien ses mots) En temps et lieu. Je suis prêt. Je n'approuve pas les paroles du premier ministre Taschereau. Ce n'était toutefois pas de l'anticléricalisme. M. Taschereau n'était certainement pas plus anticlérical que le premier ministre actuel, qui ne l'est pas. Je crois qu'on devrait laisser de côté ces questions de religion. L'opposition n'est pas du tout anticléricale et je suis convaincu qu'il n'y a pas d'anticléricaux dans cette Chambre.

Le premier ministre devrait cesser de parler de cela à propos de tout et à propos de rien. C'est de la bien petite politique que de chercher toujours à

faire croire qu'un groupe ou qu'un député soit anticlérical. Il est regrettable que l'on fasse ces insinuations contre de parfaits chrétiens et que le chef du gouvernement n'ait pas d'autres arguments pour défendre ses actes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a plusieurs discours qui ne portent pas sur la loi. Celui que le député de Kamouraska a défendu a été jugé par le peuple à sa valeur...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Je veux savoir si j'aurai le droit de répondre au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les allusions qui ont été faites montrent bien la solidarité qui existe entre l'opposition actuelle et l'ancien régime de M. Taschereau. Il (l'honorable M. Duplessis) parle de la cohésion entre les divers groupes de l'opposition.

Quelqu'un a demandé pourquoi avoir attendu trois ans pour faire cette enquête. C'est mieux pour un gouvernement de réparer une injustice après trois ans que de créer une injustice pendant deux ans. J'aime mieux un gouvernement qui réfléchit avant de poser des actes. On veut agir avec prudence.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre devrait s'en tenir à la loi. Je demande si je peux répondre.

**M. le président:** Le premier ministre est absolument dans l'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Berthier (M. Bastien) a fait des remarques, je lui réponds. Si le chef de l'opposition estime, comme moi, qu'il ne vaut pas la peine qu'on lui réponde, je vais m'asseoir.

(Rires à droite)

**M. le président:** La discussion est hors d'ordre. Le comité veut-il adopter la résolution?

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je présente, dit-il, le même amendement que j'ai présenté en comité plénier:

Que la résolution numéro 1, relative au bill no 73, intitulé: "Loi autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et procédures et précédés contre lui", soit amendée de la façon suivante:

1. En ajoutant dans la huitième ligne après les mots "Albert Nogaret" les mots suivants: "et Antonio Godon".

2. En retranchant, dans la neuvième ligne et les suivantes, tous les mots après "Albert Nogaret" et en les remplaçant par les suivants: "et audit Antonio Godon, par les officiers et agents de police et tous autres employés du procureur général, pendant le cours de ces procédures et de leur détention jusqu'à la fin de leur procès".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. L'amendement est hors d'ordre pour d'innombrables raisons. D'abord on n'a pas le droit de parler d'Antonio Godon sur un bill concernant des réparations en justice pour Albert Nogaret. Cette raison suffirait, mais il y en a d'autres que je tiens à dire. On n'a pas le droit de greffer un amendement au bill en deuxième lecture. Le bill est copié mot pour mot sur la résolution que nous venons d'étudier, et des décisions ont été rendues au sujet d'un autre amendement. Et l'amendement du député de Rivière-du-Loup entraînerait d'ailleurs des dépenses additionnelles.

**M. l'Orateur:** En vertu de l'article 157 du Règlement, en vertu aussi de plusieurs Orateurs qui m'ont précédé à la présidence, en particulier l'honorable T.-D. Bouchard, je maintiens le point d'ordre du premier ministre. Il est irrégulier de proposer sans la recommandation du lieutenant-gouverneur un texte entraînant une augmentation de dépenses des deniers publics.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'en appelle de votre décision, M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Caron, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Goudreau, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Raynault, Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, ...

**Des députés ministériels** font des commentaires sarcastiques<sup>6</sup>.

... Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Leduc (Laval), Marcoux, ...

**Des députés ministériels:** Miaou, Miaou<sup>7</sup>.  
(Rires à droite)

... Messier, Turcotte, 10.

Ainsi, La motion est adoptée. La décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Prêt agricole canadien**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 modifiant la loi relative au prêt agricole canadien soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Sainte-Clothilde, Beauce**

**M. Perron (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce.

Adopté.

### **En comité<sup>8</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Sont détachés de la municipalité de la partie sud de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Marie, dans le district électoral de Mégantic, et des municipalités de Sacré-Cœur-de-Jésus, de Saint-Victor-de-Tring et de Saint-Éphrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, et sont érigés en une municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la paroisse de Sainte-Clothilde", dans le comté de Beauce, les territoires suivants:

"a. Une partie de la municipalité de la partie sud de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Marie, dans le district électoral de Mégantic, comprenant, dans le onzième rang du canton de Broughton, en référence au cadastre officiel fait pour ledit canton, le lot no 25c, les parties des lots nos 25b, 25d, 26a et 26b, situées au nord-est du chemin de la grande ligne, les lots nos 27a, 27b, 27c, 27d, 28a et 28b;

"b. Une partie de la municipalité de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Beauce, comprenant: dans le canton Tring, en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Victor, les lots nos 709, 710, 711 et 712 du sixième rang, et en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Éphrem, les parties des septième et huitième rangs situés respectivement au nord-ouest des lignes latérales sud-est des lots nos 155 et 161; dans le canton de Broughton, en

référence au cadastre officiel fait pour ledit canton, les parties sud-ouest des lots nos 24a et 24b du huitième rang sur une profondeur d'environ huit arpents; la partie dudit huitième rang situé au sud-est de la ligne latérale nord-ouest du lot no 26a; les parties des neuvième et dixième rangs situés respectivement au sud-est des lignes latérales nord-ouest des lots nos 23c, 24a et 24e;

"c. Une partie de la municipalité de Saint-Victor-de-Tring, dans le comté de Beauce, comprenant, dans le sixième rang du canton Tring, la demie nord-ouest du lot no 708 du cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Victor;

"d. Une partie de la municipalité de Saint-Éphrem-de-Tring, en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Éphrem, les lots du septième rang compris entre la ligne latérale sud-est du lot no 128; les lots du huitième rang compris entre la ligne latérale nord-ouest du lot no 162 et la ligne latérale sud-est du lot no 191; les parties des neuvième, dixième et onzième rangs situées respectivement au nord-ouest des lignes latérales sud-est des lots nos 356, 423 et 537, à l'exception, toutefois, des deux arpents sud de ce lot 537 de la paroisse de Saint-Éphrem, lesquels deux arpents sont détachés de la paroisse de Saint-Éphrem et annexés, pour toutes fins, à la paroisse de Saint-Méthode d'Astock."

**M. Perron (Beauce)** signale une erreur de rédaction. Une clause du bill doit, dit-il, porter la distance de deux arpents et demi plutôt que deux arpents. Cela est l'objet d'un amendement sans importance.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Sont détachés de la municipalité de la partie sud de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Marie, dans le district électoral de Mégantic, et des municipalités de Sacré-Cœur-de-Jésus, de Saint-Victor-de-Tring et de Saint-Éphrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, et sont érigés en une municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la paroisse de Sainte-Clothilde", dans le comté de Beauce, les territoires suivants:

"a. Une partie de la municipalité de la partie sud de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Marie, dans le district électoral de Mégantic, comprenant, dans le onzième rang du canton de Broughton, en référence au cadastre officiel fait pour ledit canton, le lot no 25c, les parties des lots nos 25b, 25d, 26a et 26b, situées au nord-est du chemin de la grande ligne, les lots nos 27a, 27b, 27c, 27d, 28a et 28b;

"b. Une partie de la municipalité de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Beauce, comprenant: dans le canton Tring, en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Victor, les lots nos 709, 710, 711 et 712 du sixième rang, et en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Éphrem, les parties des septième et huitième rangs situés respectivement au nord-ouest des lignes latérales sud-est des lots nos 155 et 161; dans le canton de Broughton, en référence au cadastre officiel fait pour ledit canton, les parties sud-ouest des lots nos 24a et 24b du huitième rang sur une profondeur d'environ huit arpents; la partie dudit huitième rang situé au sud-est de la ligne latérale nord-ouest du lot no 26a; les parties des neuvième et dixième rangs situés respectivement au sud-est des lignes latérales nord-ouest des lots nos 23c, 24a et 24e;

"c. Une partie de la municipalité de Saint-Victor-de-Tring, dans le comté de Beauce, comprenant, dans le sixième rang du canton Tring, la demie nord-ouest du lot no 708 du cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Victor;

"d. Une partie de la municipalité de Saint-Éphrem-de-Tring, en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Saint-Éphrem, les lots du septième rang compris entre la ligne latérale sud-est du lot no 128; les lots du huitième rang compris entre la ligne latérale nord-ouest du lot no 162 et la ligne latérale sud-est du lot no 191; les parties des neuvième, dixième et onzième rangs situées respectivement au nord-ouest des lignes latérales sud-est des lots nos 356, 423 et 537, à l'exception, toutefois, des deux arpents et demi sud de ce lot 537 de la paroisse de Saint-Éphrem, lesquels deux arpents et demi sont détachés de la paroisse de Saint-Éphrem et annexés, pour toutes fins, à la paroisse de Saint-Méthode d'Astock."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Perron (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Avant de passer en comité des subsides, j'ai ici un amendement...

**Des députés:** Plus fort! Plus fort!

**M. Chaloult (Kamouraska):** (Élevant la voix) Je propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Marcoux) que tous les mots après "Que" dans la motion proposée soient retranchés et remplacés par les suivants:

**Des députés:** Plus fort!  
(Rires)

**M. Chaloult (Kamouraska):** "Cette Chambre, tout en se déclarant prête à voter des subsides nécessaires à l'administration, regrette que le gouvernement n'ait pas encore créé un Office de géographie, doué de pleins pouvoirs et de qui relèverait pour toute la province, le choix ou l'approbation des appellations géographiques, comme il avait été résolu sur une motion adoptée à l'unanimité par cette Chambre le 18 mai 1937<sup>9</sup>".

Nous avons en effet, il y a deux ans, présenté une motion à cet effet, et je me rappelle des discours éloquents qui ont été prononcés par le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), par le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) et par le député de Brome (M. Robinson), en particulier. Mais il y aura demain un mois que j'ai consigné au *Feuilleton* de cette Chambre une question concernant la création de cet Office de géographie et je n'ai pas encore eu de réponse.

Rien n'est encore fait! J'en profite pour protester parce qu'on ne répond pas aux questions que les députés posent au *Feuilleton*. On ne répond pas plus à leurs questions que l'on s'occupe de leurs motions.

On sait que c'est le principal attrait de la province que d'être française. Je me place ici au point de vue de piastres et de sous, comme je l'ai déjà dit ici. Je me place au point de vue des avantages économiques qui découleraient d'un caractère encore plus français de notre province.

**Plusieurs députés:** À l'ordre!

**Des députés** parlent.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** parle<sup>10</sup>.

**Des députés** parlent.

**M. Chaloult (Kamouraska):** M. l'Orateur, je vous demande de rétablir l'ordre.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! S'il y a quelqu'un qui parle dans cette Chambre pendant que le député de Kamouraska parle, il n'a pas le droit.

(Rires)

**M. Boiteau (Bellechasse):** Je ne parle pas, moi.

(Rires)

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je considère, par exemple, que le Parc du Mont-Orford pourrait bien mieux s'appeler Parc Jean-Talon.

(Rires)

On parle de Westmount. Qu'est-ce que cela signifie, ce nom de Westmount, pour les Américains qui nous visitent en touristes et qui nous apportent leur argent? Rien du tout. Westmount devrait avoir un nom français significatif. Au lieu de Westmount, pourquoi n'emploierait-on pas le nom d'un pionnier ou d'un découvreur de ce pays ou de la Louisiane?

On s'apprête à célébrer à Montréal le troisième centenaire de la fondation de la métropole. Pourquoi n'en profiterait-on pas pour refranciser beaucoup de nos désignations géographiques?

Encore une fois, je me place au point de vue affaires, car j'estime que c'est une bonne affaire de conserver notre caractère français. C'est ce que l'on vient chercher chez nous, quand on nous visite. Au lieu de parler de Spencer Wood pour désigner la résidence vice-royale, que n'emploie-t-on un autre nom français, plus caractéristique de notre histoire? Tout cela, ne serait-ce pas le devoir d'une commission de géographie?

On pourrait aussi conserver à la Gaspésie ses beaux noms de Val-d'Espoir, d'Anse Pleureuse, etc. Mais il y a aussi en Gaspésie d'autres noms comme New Richmond, New Carlisle qui ne veulent absolument rien dire.

Oh! Je ne suis pas pour la disparition du nom de Carleton qui a sa raison d'être, car ce nom réfère à une page de notre histoire, au gouvernement de lord Dorchester.

Mais je me place aussi à un autre point de vue. Je me rappelle très bien notre campagne nationale de 1936. Nous en étions tous pour changer les appellations de ponts et de routes dont les politiciens ont affublé la province. Nous en sommes rendus à trois ans de pouvoir et on annonce la dissolution des Chambres pour prochainement. Cependant, nous n'avons rien de fait encore à ce sujet.

Nous avons eu le boulevard Perron. D'abord, pourquoi boulevard au lieu de route? Et Perron? J'ai beaucoup d'estime pour la mémoire de M. Perron<sup>11</sup>, qui fut un grand ministre. Un homme énergique et surtout un grand ministre de l'Agriculture. Nous avons eu le boulevard Alexandre-Taschereau. C'est un beau nom que celui d'Alexandre Taschereau...

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Boiteau (Bellechasse)** murmure<sup>12</sup>.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Oui, c'est un beau nom, un nom respectable. Noblesse de robe, mais je me demande s'il y avait lieu de désigner un boulevard de ce nom. En Gaspésie, nous avons le pont Chouinard, le pont Côté. Qui sont ces messieurs, je l'ignore. On nous dit, là-bas, que ces noms sont des noms de députés. Je l'ignore.

Dans mon comté, nous avons à la Rivière-Ouelle, le pont Pierre-Gagnon. Je n'ai rien à dire contre l'ancien député de Kamouraska qui est mon ami et que j'estime beaucoup, mais je me demande si Sir Thomas Chapais, en écrivant ses mémoires, se donnera la peine d'expliquer aux générations futures pourquoi on a appelé de ce nom le pont de Rivière-Ouelle.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a le parc Delpha-Sauvé à Valleyfield, du nom du député de Beauharnois (M. Sauvé).

**M. Chaloult (Kamouraska):** Oui, en effet, et je n'approuve pas cela. Je dois dire, cependant, que si le parc porte ce nom, le député n'en est pas responsable. C'est la municipalité qui a donné ce nom au parc. Je tiens au contraire à féliciter le député, qui m'a exposé tout son plan de refrancisation. Il a d'ailleurs donné des noms français à plusieurs autres lieux de Valleyfield. Je souhaite que les autres députés de l'Union nationale suivent son exemple à ce sujet. Je retire donc tout ce que j'ai pu dire, il y a un mois, ici, contre le parc Delpha-Sauvé. Nous sommes heureux, nous, lorsque les circonstances s'y prêtent, de réparer une erreur.

J'ajoute que l'amendement que je mets ici devant la Chambre n'est pas une motion de non-confiance. Ce n'est qu'une mesure pour rappeler au gouvernement ses promesses, avant les élections. Bien qu'il y ait une foule de questions plus importantes que celle-là, j'estime que celle-là a aussi son importance et qu'elle mérite d'être discutée ici. Ce sont des questions comme celle-là qui conservent souvent mieux notre esprit national. Il en est ainsi de la monnaie bilingue.

Si le gouvernement estime que c'est là une motion de censure, je suis prêt à la retirer, pourvu qu'on me donne par ailleurs l'assurance qu'il y aura quelque chose de fait et qu'on tiendra compte de mes idées.

Je ne demande, après tout, qu'une chose: c'est que cette Chambre, le gouvernement, se conforme au programme national et nationaliste que nous avons prôné en 1935-1936. Car nous avons été plus que des nationaux, nous avons été des nationalistes, il ne faut pas l'oublier.

(Le député de Témiscouata (M. Dubé) et le premier ministre se lèvent en même temps).

**M. Dubé (Témiscouata):** M. l'Orateur...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons beaucoup d'ouvrage. Il nous faut penser aux cultivateurs, aux colons. Nous voudrions voter les crédits du secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), qui est ici ce matin et dont l'épouse est dangereusement malade.

Nous devrions nous hâter pour terminer la session. Je ne voudrais pas empêcher le député de Témiscouata (M. Dubé) de parler, mais si nous prolongeons les débats, nous ne finirons pas.

**M. Dubé (Témiscouata):** Je n'ai qu'un mot à dire. Je veux simplement rappeler au député de Kamouraska que ce qu'il demande existe déjà. Nous avons une Commission de géographie dont la fondation remonte à 1912. S'il a des suggestions à faire, il n'a qu'à s'adresser à cette Commission. Au sujet des noms de politiciens donnés aux routes et aux ponts, je crois que, depuis un an, la Commission a décidé de n'en plus donner.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Un mot seulement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de réplique. Le député n'a plus le droit.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bouchard, Chaloult, Delagrave, Marcoux, Messier, Turcotte, 7.

**Contre:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Carignan, Caron, Castonguay, Connors, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 43.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### **Charte de Malartic**

**M. Lesage (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 constituant en corporation la ville de Malartic.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lesage (Abitibi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des mines, article 54b**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>13</sup> pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles in Quebec comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Religieuses Ursulines de Trois-Rivières**

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 modifiant la constitution de la communauté des religieuses Ursulines de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Saint-Vincent-de-Paul, Laval**

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 relatif à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de Courville**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.



Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Remboursement de droits:**

##### **Hôpital Notre-Dame de Montréal**

**M. Raynault (L'Assomption)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Larochelle), que les honoraires payés pour le bill 124 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame de Montréal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvre de bienfaisance publique.

Adopté.

##### **Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer), que les honoraires payés pour le bill 110 modifiant la charte des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvre de bienfaisance publique.

Adopté.

##### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Monette), que les honoraires payés pour le bill 122 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'instruction publique en général.

Adopté.

##### **Bureau central des écoles protestantes de Montréal**

**M. Bulloch (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Robinson), que les honoraires payés pour le bill 151 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'instruction publique.

Adopté.

#### **Association des chiropraticiens**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer), que les honoraires payés pour le bill 109 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

#### **Loi de la pêche**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>14</sup> pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Questions et réponses:**

##### **Musée de la province**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Le secrétaire provincial a-t-il acheté des toiles, bronzes, objets d'art, pour le Musée de la province, durant les années 1936, 1937, 1938 et depuis le commencement de l'année 1939?

2. Quels sont ces toiles, bronzes ou objets d'art et quels sont les artistes de qui ils ont été achetés?

3. Quelle a été la somme payée pour chacune de ces œuvres et quand a-t-elle été payée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demanderais aux députés de l'opposition de ne pas

poser de questions de cette longueur. Il devient pratiquement impossible d'y répondre.

L'item 19, dit-il, est déclaré converti en motion.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Musée de la province**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Le secrétaire provincial a-t-il acheté des toiles, bronzes, objets d'art, pour le Musée de la province, durant les années 1936, 1937, 1938 et depuis le commencement de l'année 1939?

2. Quels sont ces toiles, bronzes ou objets d'art et quels sont les artistes de qui ils ont été achetés?

3. Quelle a été la somme payée pour chacune de ces œuvres et quand a-t-elle été payée?

Adopté.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie de cet état. (Document de la session no 28)

#### **Remboursement de droits:**

##### **Syndics de Saint-Jérôme, Lac-Saint-Jean**

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Larochelle), que les droits additionnels payés pour le bill 154 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac-Saint-Jean soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill est une mesure d'intérêt public et le retard apporté à sa présentation ne dépend pas des promoteurs.

Adopté.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

L'étude du bill de Québec commencera mardi matin.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à midi quarante-cinq minutes.

#### **NOTES**

1. C'est le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) qui est le parrain du bill, mais étant absent, c'est le premier ministre qui le remplace alors.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée, Albert Nogaret, est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

4. *Le Canada* du 15 avril 1939, à la page 9, rapporte que lorsque le premier ministre "fit cette charge", il avait peine à se retenir de rire aux éclats.

5. *L'Événement-Journal* du 15 avril 1939, à la page 9, par erreur sans doute, attribue cette phrase au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

6. La source, *Le Canada* du 14 avril 1939, à la page 7, rapporte ce passage comme suit: "Il y a

nombre de commentaires sarcastiques à droite, lorsque M. Bouchard se lève pour voter contre ce que M. Sauvé a cru être l'une de ses propres décisions dans le passé."

7. La source, *Le Canada* du 14 avril 1939, à la page 7, rapporte ce passage comme suit: "Lorsque M. Adolphe Marcoux (Québec-Comté) vote avec l'opposition, on entend partout à droite, d'ironiques onomatopées: "Miaou, Miaou". Les députés ministériels s'amusez follement."

8. Voir note 2.

9. *Le Soleil* du 14 avril 1939, à la page 1, rapporte que "c'est avec peine que M. Chaloult a pu exposer ses motifs. Les députés parlaient en même temps que lui, et il a fallu beaucoup d'efforts pour l'entendre argumenter".

10. La source, *Le Canada* du 14 avril 1939, à la page 7, rapporte ce passage comme suit: "La conversation s'élève en Chambre et les propos du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) deviennent inintelligibles."

11. Joseph-Léonide Perron (1872-1930) fut élu député libéral dans Gaspé le 17 février 1910. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville (1916). Assermenté ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau le 9 juillet 1920, il fut ministre de la Voirie dans le même cabinet (1921-1929). Ministre de l'Agriculture (1929-1930). Décédé en fonction le 20 novembre 1930.

12. *Le Canada* du 14 avril 1939, à la page 7, rapporte ce passage comme suit: "Le député de Bellechasse (M. Boiteau), les doigts dans le nez, murmure des mots inintelligibles".

13. Voir note 1.

14. Voir note 1.



## Première séance du mardi 18 avril 1939

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Emprunts de la ville  
de Sherbrooke

**M. Gérin (Stanstead)** propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que l'article 494 du Règlement de l'Assemblée législative et tous les articles ayant trait aux avis, à la présentation, à l'examen et la réception des pétitions de même qu'à la présentation et à l'examen des bills privés soient suspendus, et demande la permission de présenter le bill 165 validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**M. Gérin (Stanstead)** demande la permission de présenter le bill 165 validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Université  
de Montréal

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 28 pour venir en aide à l'Université de Montréal.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre. Les députés n'ont pas reçu avis de présentation pour ce bill, de même que pour d'autres bills, résolutions et motions du gouvernement qui, dit-il, apparaissent à la première page du *Feuilleton*. Ces bills très importants doivent être précédés d'un avis et les avis n'ont pas été donnés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les avis de motion ont été donnés sur le *Feuilleton* de la Chambre de samedi dernier, conformément à l'article 137 du Règlement. Les députés auraient pu être au courant si la Chambre avait siégé trois fois vendredi, trois fois samedi et deux fois lundi, comme

elle y est autorisée. Aujourd'hui, les bills ne viennent que pour la première lecture. Si l'opposition n'est pas capable de comprendre les lois, qu'elle donne sa place à l'Union nationale.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça ne se fera pas si vite que cela.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'appuie, dit-il, la prétention du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

**M. l'Orateur:** La procédure suivie par le gouvernement a été parfaitement régulière. Le *Feuilleton* de la Chambre démontre bien que les avis ont été publiés samedi dernier. Je rejette donc le point d'ordre du chef de l'opposition.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi 2 George VI,  
chapitre 51

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 78 modifiant le chapitre 51 de la loi 2 George VI.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Département  
du procureur général

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 79 modifiant la loi du département du procureur général, relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement.

Il s'agit d'empêcher des doutes sur les droits des demandeurs, lorsque le gouvernement poursuit. Autrefois, l'on disait que c'était Sa Majesté qui devait prendre les procédures; d'autres personnes étaient d'avis qu'elles appartenaient au procureur général. Nous amendons maintenant la loi pour dire que ce sera le procureur général qui sera le poursuivant, lorsque des procédures seront prises relativement aux droits de Sa Majesté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Fraude et corruption municipales**

**M. Barré (Rouville)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 188 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Biens vacants**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 76 concernant certains biens vacants et sans maître.

Adopté.

### **Université de Montréal**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 pour venir en aide à l'Université de Montréal.

Adopté.

### **Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 77 modifiant la loi de la gazoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie provinciale.

Adopté.

### **Loi électorale**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit les notes explicatives du bill.

"L'objet de ce bill est:

"a. De prévoir un mode de remplacement d'urgence, par le secrétaire de la chancellerie, du président de l'élection en cas de décès ou d'incapacité d'agir survenus le jour de scrutin ou la veille.

"b. De décréter que les copies des listes électorales de Québec et de Montréal seront fournies aux candidats par les chefs des bureaux des listes.

"c. De décréter que le président et le secrétaire du scrutin ne doivent pas nécessairement être choisis parmi les électeurs de la section de vote, mais doivent l'être parmi les électeurs du district électoral.

"d. De mieux délimiter les fonctions respectives du président et du secrétaire du scrutin relativement à la tenue du bureau de scrutin à l'authentification des bulletins.

"e. D'obliger le secrétaire du scrutin à avertir sans retard le président de l'élection lorsque le président du scrutin est empêché ou refuse d'agir.

"f. De ne pas priver de son droit de suffrage une personne autrement qualifiée pour voter à une élection provinciale par suite du fait qu'elle ne serait pas en possession d'une carte d'identité.

"g. D'interdire l'émission et l'exécution de mandats d'amener ou d'arrêts postdatés ou en blanc.

"h. D'interdire l'arrestation d'un président de scrutin jusqu'à onze heures du soir le jour du scrutin.

"i. De clarifier la situation au sujet des listes électorales révisées dans les cités en 1938<sup>2</sup>."

**M. Bastien (Berthier):** Il se dépense beaucoup d'argent pour cette carte d'identité, mais le gouvernement est en train de lui enlever toute utilité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai toujours été en faveur d'une carte d'identité capable de rendre des services efficaces et je le suis encore, parce qu'il y a toujours des morts qui votent et, souventes fois, non du bon côté. Cependant, il ne faudrait pas priver des électeurs, comme à Montréal, par exemple, de participer à une élection provinciale. On sait que nombre de personnes n'ont pas encore

cette carte. La province ne peut les forcer. La carte est du ressort municipal, à Montréal.

Les membres du conseil de ville de Montréal m'ont déclaré la semaine dernière, lors de l'étude du bill de la métropole, que la carte ne rendait pas service et qu'elle coûtait cher. Elle n'a pas eu d'application aux dernières élections municipales de Montréal.

De plus, nous avons pu la mettre en application aux élections de Montréal-Saint-Louis. Quand il y aura une carte d'identité obligatoire, je crois qu'elle devra être faite en vertu d'une décision du gouvernement provincial. Ainsi, nous ne serions pas soumis aux municipalités.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre n'a-t-il pas promis la carte d'identité à toutes les villes de plus de 10,000 âmes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai toujours été en faveur de la carte d'identité en autant qu'elle peut être efficace.

**M. Drouin (Québec-Est):** Alors, ne serait-il pas à propos que le gouvernement prenne l'initiative de rendre la carte d'identité obligatoire? Passez une loi!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce serait peut-être une bonne chose. Elle serait quand même, dans les circonstances présentes, difficile d'application. Il prend toujours du temps à préparer tout l'organisme. Avec une carte d'identité à Montréal, par exemple, une personne pourrait voter 1,100 fois puisqu'il y a 1,100 "polls".

Les amis du chef de l'opposition ont réussi à passer des télégraphes<sup>3</sup> même dans mon comté. Autrefois, M. DeBellefeuille, un ami du chef de l'opposition, a trouvé, à Trois-Rivières, le moyen de voter 17 fois.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il a dû se convertir, puisque le premier ministre l'a depuis récompensé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le ciel, il y a plus de joie pour un converti que pour 10 justes.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. L'article 232 de ladite loi est modifié:

"a. en retranchant le troisième alinéa;

"b. en remplaçant les quatrième et cinquième alinéa par les suivants:

"Toute personne qui entre dans un bureau de scrutin et y décline ses nom et prénoms est sensée demander à voter dans ce bureau.

"La personne qui demande à voter a droit de voter si son nom se trouve sur la copie ou l'extrait de la liste électorale qui doit servir au scrutin dans le bureau."

**M. Grégoire (Montmagny):** Je demande, dit-il, des explications additionnelles sur la clause 7.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'inscription d'un nom sur une liste électorale est une présomption que celui qui répond à ce nom a droit de vote.

**M. Grégoire (Montmagny):** Dans un quartier de Québec, d'après une rumeur qui n'a pas été démentie, 1,500 noms faux ont été inscrits sur une liste. On a ensuite étouffé la rumeur, et ce n'était pas nous qui avions intérêt à l'étouffer. Est-ce que la présente loi aurait pu donner à ces faux électeurs le droit de voter?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montmagny (M. Grégoire) fait preuve d'une trop grande humilité. C'est un avocat, un professeur d'université; il est ou devrait être au courant de la loi et la loi est très claire.

**M. Grégoire (Montmagny):** Ce serait bien mieux de me répondre.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. L'article 240 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"240. Avant de remettre un bulletin à une personne qui a droit de voter au bureau, le président du scrutin doit inscrire au verso du talon le numéro correspondant à celui qui est inscrit en regard du nom du votant dans le registre du scrutin, puis le président doit apposer ses initiales de ses noms et prénoms sur le dos de ce bulletin, de manière que ces initiales restent visibles lorsque le bulletin est plié. Ces initiales doivent être apposées dans un rectangle en haut du verso du bulletin, et près de la ligne pointillée qui sépare celui-ci de son talon."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pour avoir des élections honnêtes, le gouvernement a rétabli le talon, exigé un papier spécial et donné au chef de l'opposition le droit de se choisir un secrétaire d'élection dans chaque comté. Mais, il ne serait pas juste qu'on permette à un secrétaire de refuser de signer le bulletin, car ce serait s'exposer à des annulations non motivées. J'insiste de nouveau sur l'importance du bulletin avec talon.

**M. Grégoire (Montmagny):** Bulletin avec talon, oui, mais complètement contrôlé par le premier ministre! Le président pourra faire des bulletins à l'avance pour les distribuer. Nous nous opposons à cet article. Il donne le contrôle du vote au premier ministre. Il faut que la province sache qu'on prépare le vol des prochaines élections.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. J'oblige le député de Montmagny à retirer sans restriction ce qu'il vient de dire, et, s'il refuse, je demande au président de sévir contre lui.

**M. le président** demande au député de retirer sans restriction ce qu'il vient de dire<sup>4</sup>.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je retire sans restriction.

Pour arriver à son but, le premier ministre imagine un secrétaire qui refuserait de signer. Le président, dit-il, pourrait tout aussi bien refuser de voter. Ce n'est pas un argument.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a tort de faire machine-arrière. Il avait passé une loi électorale convenable et il est en train de la rendre mauvaise.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Berthier se contredit. Il n'a pas eu assez de paroles pour critiquer cette loi et, aujourd'hui, il dit qu'elle est bonne. À l'élection de Montréal-Saint-Louis, des secrétaires ont refusé des bulletins de vote. Alors, nous voulons prévenir ces cas-là.

**M. Bastien (Berthier):** Je n'ai jamais critiqué la loi elle-même. J'ai seulement critiqué les méthodes dont s'est servi le gouvernement.

**M. Béïque (Chambly):** La loi corrige des inconvénients qu'on avait constatés dans Stanstead. À l'élection de Stanstead, plusieurs secrétaires ne se

sont pas rendus en temps à l'ouverture des "polls"; dans certains "polls", la votation n'a été commencée que tardivement. Ou encore, des secrétaires s'étaient fait remplacer. D'autres ont refusé de signer des bulletins. On cherchait des moyens de contestation au détriment de la tenue d'élections. Les amendements ont donc leur importance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il faut assurer la liberté du vote.

**Des députés de l'opposition protestent.**

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 403a introduit par l'article 9 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"9. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 403, les suivants:

"403a. Il n'est pas permis d'arrêter ni de faire arrêter un président du scrutin en vertu d'une loi de la province jusqu'à onze heures du soir le jour du scrutin.

"Toute infraction aux dispositions du présent article rend l'infracteur passible des peines édictées par l'article 357, outre les autres peines et les dommages-intérêts dont il peut être passible en vertu de la présente loi ou de toute autre loi."

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Explications!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'organisation libérale provinciale...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ça n'existe pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça existe comme zéro existe. L'organisation libérale provinciale s'ingéniait à faire arrêter le sous-officier-rapporteur pour paralyser l'élection. Nous disons qu'il ne sera pas permis de la faire arrêter jusqu'à onze heures le soir du scrutin.

**M. Grégoire (Montmagny):** Est-ce que le président du bureau de votation pourra faire n'importe quoi, protégé par la loi Duplessis? Quelle sorte d'élection préparez-vous?

**M. Bastien (Berthier):** Des personnes ont fait arrêter un président d'élection dans Montréal-Saint-Louis, à Montréal. Elles ont eu raison puisque le juge l'a condamné à six mois de prison.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il a été condamné aussi sévèrement parce que le gouvernement a eu le courage de passer des lois qui imposent des sanctions aussi rigoureuses. Autrefois, il s'en serait "clairé" avec \$25 d'amende.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Aujourd'hui, vous le mettez complètement à l'abri.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il s'agit de ne pas paralyser le "poll". Ce fut recommandé par des experts. Les pénalités imposées à ceux qui se rendent coupables d'abus électoraux sont beaucoup plus sévères que sous l'ancien régime, et nous les maintenons.

L'article 403*a* introduit par l'article 9 du projet de loi est adopté<sup>5</sup>.

Le comité étudie l'article 403*b* introduit par l'article 9 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"403*b*. Tout mandat d'amener ou d'arrêter pour quelque infraction à la présente loi est nul s'il porte une date postérieure à celle où il a été décerné ou s'il ne contenait pas, au moment où il a été décerné, une désignation permettant de constater l'identité de l'infracteur qu'il vise.

"Sont censés résigner leur fonction et renoncer à toute pension ou tous autres bénéfices:

"1° Quiconque décerne, signe ou contresigne un mandat d'amener ou d'arrêter postdaté;

"2° Quiconque exécute un mandat d'amener ou d'arrêter qu'il sait avoir été postdaté;

"3° Quiconque décerne, signe ou contresigne un mandat d'amener ou d'arrêter ne contenant pas une désignation qui permette de constater l'identité de l'infracteur visé;

"4° Quiconque exécute un mandat d'amener ou d'arrêter qu'il sait n'avoir pas contenu, au moment où il était décerné, une désignation permettant de constater l'identité de l'infracteur visé.

"De plus, ces personnes encourent les peines édictées par l'article 357, outre les autres peines et les dommages-intérêts dont elles peuvent être passibles en vertu de la présente loi ou de toute autre loi."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Autrefois, sous l'ancienne loi, il y avait des juges qui signaient des mandats en blanc, sans nom, sans offense. Le jour du vote, on pouvait ainsi faire arrêter des citoyens honnêtes qui ne faisaient pas l'affaire, ceux qui pouvaient justement empêcher la commission d'abus électoraux. Dans un comté non loin de Québec,

on a fait arrêter tous les organisateurs et même le candidat et, durant ce temps-là, on a volé l'élection.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Est-ce que le gouvernement se croit justifié de passer une loi qui va prêter à des abus encore plus considérables?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Un juge qui se constitue un instrument d'intimidation électorale n'a pas le droit de siéger et n'a pas le droit à sa pension. Il doit en être de même de toutes personnes qui y participent.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je me demande si la loi ne prêterait pas à des abus encore plus graves.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si l'on veut faire arrêter quelqu'un, qu'on ait le courage de porter une plainte en bonne et due forme! Nous voulons mettre fin au chantage qui se pratique pour empêcher les gens d'accomplir leur devoir.

**M. Grégoire (Montmagny):** Cette loi indique une intention bien déterminée de protéger les gens qui commettent des infractions. On protégera ceux qui sont organisés pour voler des élections.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au député de retirer ses paroles. Je l'avertis qu'il doit être décent dans cette Chambre et qu'il ne doit pas juger les gens à sa valeur.

**M. le président:** Je demande au député de Montmagny de retirer ses paroles.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le mot voler? Je retire le mot voler sans restriction.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a pas d'exception à cette loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a toujours le cas de flagrant délit. Si quelqu'un est pris sur le fait, en vertu de la loi générale, il est toujours permis de l'arrêter, et tout le monde peut le faire. Il n'est pas nécessaire d'avoir un mandat.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Au lieu de décourager les voleurs d'élections, je crois qu'on va les encourager.

L'article 403*b* introduit par l'article 9 du projet de loi est adopté<sup>6</sup>.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. Les listes électorales qui ont été examinées et corrigées pendant l'année 1938 par les commissions de révision visées à l'article 74 de la loi électorale de Québec (1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session, chapitre 8) sont déclarées valides et en vigueur jusqu'au premier octobre 1940.

"L'entrée en vigueur prévue par l'article 97 de la loi électorale de Québec pour les listes des électeurs a lieu, quant aux listes corrigées et examinées en 1940 par telles commissions de révision, le premier octobre 1940."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons fait, en 1936<sup>7</sup>, une loi électorale complète où nous n'avons gardé qu'un petit nombre d'articles de l'ancienne loi. Nous avons édicté de nouvelles méthodes de confection de la liste électorale disant que l'on devrait procéder par numéro de rues; nous avons déterminé un nouveau choix de réviseurs. Il y eut des retards dans certains cas et, ailleurs, la révision n'a pas toujours été faite suivant la loi. La clause a pour but de faire disparaître tout doute sur ce qui a été fait.

**M. Drouin (Québec-Est):** S'il y a des élections, en juin prochain, nous voterons sur ces listes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Justement, justement.  
(Rires)

L'article 10 est adopté.

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance.

#### Office du prêt agricole

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 relatif à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de cette loi est de diminuer les longueurs et les frais d'enregistrement en permettant de

procéder par bordereau au lieu de procéder par transcription comme autrefois pour sauver du temps et du travail.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Lawn) que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que le premier ministre de la province de Québec, alors qu'il était chef de l'opposition, avait accusé à différentes reprises le gouvernement d'alors de ne pas demander de soumissions publiques avant d'accorder des contrats;

Attendu que le gouvernement actuel a consenti à maintes reprises de nombreux et importants contrats sans demander de soumissions publiques;

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, blâme le gouvernement d'avoir accordé des contrats pour des montants considérables, sans demander de soumissions publiques par la voix des journaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un député n'a pas le droit de se mettre un abat-jour pour parler<sup>8</sup>.

(Rires)

Je demande à l'Orateur de faire retirer cette visière<sup>9</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ceci est une excellente motion. Le gouvernement mérite du blâme pour ne pas avoir demandé de soumissions avant d'accorder des contrats pour plusieurs millions. Le gouvernement a donné de nombreux et importants contrats sans soumissions, spécialement à la Dufresne Construction Company Limited. Nous avons, par exemple, la centrale expérimentale du nord pour laquelle un contrat de \$5,000,000 ou \$6,000,000 a été accordé sans soumissions.

On a également accordé des sous-contrats et des petits contrats sans soumissions; des contrats qui ne faisaient pas l'affaire de l'ex-ministre de la Voirie (M. Leduc)<sup>10</sup>, mais qui étaient du goût du gouvernement, ont été accordés sans soumissions. L'administration a donné sans soumissions des contrats à des amis politiques afin de bien garnir sa caisse électorale.

Autrefois, on nous accusait de népotisme. On nous disait qu'accorder des contrats sans soumissions, c'est exposer la province à l'exploitation d'entrepreneurs peu scrupuleux. Il y en a encore de ces entrepreneurs, aujourd'hui, malgré que nous n'ayons pu en révéler l'existence au comité des comptes publics.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre, dit-il. On n'a pas le droit de faire allusion aux délibérations d'un comité.

**M. l'Orateur:** Je maintiens ce point d'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a pas eu de soumissions publiques dans les journaux. En une seule occasion, pour une route qui devait être faite dans le nord de la province, on a fait publier un appel de soumission le samedi, et c'est le lundi que l'on devait ouvrir les soumissions. Un entrepreneur qui aurait voulu soumissionner aurait eu 150 milles à faire pour aller examiner les lieux. Le gouvernement devrait voter avec l'opposition pour conformer sa conduite aux principes exprimés lors de la dernière campagne électorale.

**M. Grégoire (Montmagny):** Nous avons voté quelques fois avec le chef de l'opposition, mais il devient exigeant. On va avoir des élections provinciales prochainement, il y a une loi électorale toute prête et plus souple qui s'en vient, et il me semble que l'on devrait laisser le gouvernement accorder quelques petits contrats sans soumissions. Ça devrait aider pour les élections. Le chef de l'opposition est trop exigeant. Qu'est-ce qu'en pense le premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne pense pas grand-chose du député de Montmagny (M. Grégoire).

**Des députés de l'opposition** demandent le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, 12.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Carignan, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Lesage, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Tremblay, Trudel, Vachon, 54.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer aux députés que s'il est défendu de fumer en Chambre, à plus forte raison est-il défendu de manger son lunch<sup>11</sup>.  
(Rires)

**En comité<sup>12</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour service hydraulique (département Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Où en est-on rendu avec la centrale électrique du Témiscamingue?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette centrale fait l'objet d'une loi spéciale et on ne peut discuter son établissement alors qu'il est question de service hydraulique.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le service hydraulique a quelque chose à voir dans la construction d'une centrale. Il a fallu que le service hydraulique donnât son opinion sur le pouvoir à développer. Le service n'a pas le contrôle des travaux, très bien; mais il doit exercer une certaine surveillance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection à répondre à cette question, bien qu'elle ne relève pas de l'item en discussion. J'admets, dit-il, que le gouvernement a consulté M. A. B. Normandin, directeur du service hydraulique, sur l'établissement de cette centrale.

Je rappelle, poursuit-il, toutes les démarches qui ont précédé l'exécution de ce vaste projet. Il a été question de permettre à la compagnie Noranda de développer un pouvoir d'eau qu'elle possédait dans le Témiscamingue. La compagnie Noranda possédait un pouvoir électrique qu'elle avait acheté du C.N.R. Il y a quelques années, le C.N.R. a demandé des compensations pour construire son embranchement de Taschereau à Rouyn. Comme c'était la politique de l'ancien régime, et dans d'autres provinces aussi, on lui a accordé des compensations en terrain; le pouvoir d'eau faisait partie de ce territoire. La compagnie Noranda l'a acheté plus tard du C.N.R.

La Noranda avait un contrat avec la Quebec Northern Power qui lui fournissait l'électricité, mais elle trouvait que l'électricité lui était vendue trop cher. Les représentants de la Noranda sont venus nous voir et nous ont dit: "Nous avons l'intention de développer ce pouvoir d'eau parce que les taux de la Quebec Northern sont trop élevés. Notre mine nécessite un pouvoir électrique additionnel et nous devrions avoir ce droit." Avant les élections de 1936, alors que j'étais encore chef de l'opposition, des émissaires de la compagnie sont venus me voir, et ils m'ont alors demandé si, comme chef de l'Union nationale, je consentirais à ce que le gouvernement d'alors, le gouvernement de M. Godbout, passe un arrêté ministériel pour donner à la Noranda le droit d'exploiter son pouvoir. J'ai dit que je ne reconnaîtrais pas cet arrêté ministériel, s'il était passé par l'ancien régime. Et j'ai dit que si cette permission était accordée, ce serait une présomption que l'affaire s'est mal passée.

Après notre accession au pouvoir, M. Murdoch et ses associés sont venus me voir. Nous avons eu plusieurs entrevues avec les autorités de la compagnie Noranda. Celle-ci voulait exploiter elle-même son pouvoir. Nous avons étudié longuement la question de savoir si la Noranda développerait elle-même ce pouvoir ou si la province devait le prendre à son

compte. Cette région possédant des ressources illimitées, la province n'était pas prête à céder ses droits.

Nous n'avons pas voulu parce que c'est un mauvais principe qu'une compagnie minière exploite elle-même un pouvoir d'eau. Elle est intéressée à concurrencer les autres mines qu'il peut y avoir dans le voisinage et à lui vendre l'électricité trop cher. Comme les perspectives étaient brillantes, que le développement minier était extraordinaire dans cette partie de la province, le gouvernement, après avoir étudié sérieusement la question, en est donc venu à la conclusion de laisser à la province le droit de développer ce pouvoir d'eau. C'était là un point stratégique et les conditions étaient des plus favorables pour faire l'expérience d'une centrale d'État.

Ceux qui prétendent que ce développement de la centrale de Témiscamingue n'est pas avantageux se rendent un bien mauvais service à eux-mêmes et rendent un mauvais service à leur cause. S'il y a, dans la province, un endroit où le système pouvait être essayé avec avantage, c'est bien dans cette région minière, riche d'espoir. Avec ce développement, nous ouvrons des carrières nouvelles et nous assurons l'expansion d'industries dont la production totale est actuellement de \$70,000,000 alors qu'elle n'était, il y a quelques années, que de \$40,000,000.

Domaine riche, carrières fécondes, possibilités d'emplois: voilà ce que constitue le développement hydraulique de cette région. Nous avons donc décidé qu'il n'était pas sain pour la compagnie Noranda d'être propriétaire d'un pouvoir d'eau. Nous avons cru qu'il y avait danger pour cette compagnie, si elle développait ce pouvoir, d'essayer de concurrencer les autres compagnies et de vouloir tout contrôler.

Nous avons eu des pourparlers avec M. Murdoch et un ingénieur éminent, M. Gaby.

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce celui que M. Hepburn a mis dehors?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas l'habitude de répondre à ce genre de questions.

**M. le président:** À l'ordre, messieurs!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les représentants de la Noranda nous ont demandé \$3,000,000 pour leur pouvoir d'eau. Je leur ai répondu: "Non". J'ai ajouté que nous étions prêts à faire une transaction à un prix raisonnable et à acheter, même si les conditions étaient avantageuses, les plans de l'entreprise. Ces plans étaient d'un exceptionnel avantage pour nous, car ils avaient été

préparés par des ingénieurs d'une grande compétence. Nous avons demandé à MM. A. B. Normandin et S.-A. Beaulne d'examiner la proposition et de faire rapport au gouvernement. Le gouvernement voulait savoir, entre autres choses, s'il était pratique de construire un barrage plus haut ou plus bas sur le lac Victoria. MM. Normandin et Beaulne ont finalement exprimé l'avis qu'il était pratique d'acheter le pouvoir.

Subséquentement, la compagnie Noranda a réduit sa demande de \$3,000,000 à \$800,000. M. Normandin nous a alors fait rapport que le pouvoir et les plans faits par la compagnie pour l'établissement d'un barrage valaient en tout \$665,000. J'ai dit ensuite à M. Murdoch que jamais nous ne consentirions à donner \$600,000. Finalement, nous avons tout eu, le pouvoir et les plans du barrage, pour \$500,000.

Nous avons accordé un contrat à 5 % pour la construction du barrage et des lignes de transmission à la Dufresne Engineering. Nous avons accordé d'autres contrats à d'autres entrepreneurs pour la construction d'un chemin de Cadillac à la centrale, pour l'abattage des arbres, etc. Nous avons voulu créer une centrale qui puisse développer à la fois du courant de 25 et de 60 cycles, répète-t-il. Les plans actuels prévoient un rendement immédiat de 30,000 à 32,000 chevaux-vapeur, avec un rendement possible de 120,000 chevaux-vapeur, moyennant certains travaux additionnels de peu d'importance, car la base est faite pour un rendement de 120,000 chevaux-vapeur.

Le contrat accordé à la Dufresne Engineering est à 5 % sur le prix coûtant de l'entreprise. Nous sauvons la taxe de vente sur le prix des matériaux parce que la compagnie est l'agent du gouvernement. Cette taxe est de 8 % et le prix des matériaux représente 50 % au moins du coût de l'entreprise. C'est dire que nous sauvons 4 % sur le coût total de l'entreprise et que nous ne donnons en réalité à la Dufresne Engineering que 1 %.

Bref, nous développons à des conditions avantageuses un pouvoir d'eau dans une région de la province où les possibilités sont immenses. Ce développement fera baisser les taux et favorisera l'expansion minière. Les travaux devraient être finis en septembre 1941. Nous avons eu la garantie de la Noranda qu'elle va prendre 20,000 chevaux-vapeur. Nous allons vendre la balance à la Siscoe et à l'Aldermac. Présentement, tous nos chevaux-vapeur sont vendus à des conditions telles que les taux de la Northern Quebec sont baissés. Nous faisons la concurrence sur un point stratégique et nous écrivons là une page féconde en réalisations, riche en

perspectives, qui constituera une orientation nouvelle dans les conditions les plus favorables possible.

(Applaudissements)

**M. Drouin (Québec-Est):** Ce qui nous intéresse pour le moment, ce sont les contrats passés entre le gouvernement et la Noranda et la Dufresne Engineering. Le premier ministre devrait déposer ces contrats. Le public et ses représentants ont le droit d'en connaître les conditions.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre a affirmé que la compagnie Noranda est venue se plaindre à lui qu'elle payait trop cher.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai rappelé que la compagnie avait été en instance auprès de l'ancien régime pour obtenir une compensation, parce qu'elle construisait un embranchement de Taschereau à Rouyn. On m'a demandé si je consentirais à ce que le gouvernement Godbout passât un arrêté ministériel pour lui donner cette compensation. J'ai répondu que non, et j'ai ajouté que si cet arrêté était passé, je le considérerais comme une présomption que les choses se sont mal passées.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ferai remarquer que l'on a créé une centrale pour desservir trois grosses compagnies. C'est une expérience qui va servir aux puissants qui veulent toujours se protéger. Nous nous sommes fait élire en 1936 avec la promesse que nous prendrions la part des petits. Pour combattre le trust sur un point stratégique, c'est à Montréal que l'on aurait dû établir une centrale.

Nous restons sous l'exploitation du trust de l'électricité. Il n'était pas bon, a dit le premier ministre tout à l'heure, de laisser un pouvoir d'eau à une compagnie minière. Mais, par exemple, une compagnie électrique peut avoir des mines, des industries; le trust de l'électricité peut avoir des filiales et empêcher la baisse des taux de l'électricité. Tout cela est bien.

**M. Boyer (Châteauguay):** Êtes-vous pour ou contre le projet?

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai peur que ce ne soit là une expérience désastreuse, un fiasco. Vous vous en servirez ensuite pour dire au peuple: "Nous avons fait une expérience de bonne foi et ça n'a pas réussi." Nous aurions voulu, nous, que l'expérience fût tentée en un endroit stratégique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député n'est pas juste quand il dit que nous avons fait une centrale pour avantager les compagnies. Nous avons un développement possible de 120,000 chevaux-vapeur.

**M. Lesage (Abitibi):** Êtes-vous pour ou contre une expérience d'étatisation?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Oui, mais je suis pour l'étatisation à un endroit stratégique.

Déjà, depuis que vous avez décidé cette expérience, les actions de la Northern Quebec sont montées. On se rit de la concurrence du gouvernement; j'ai rencontré des gens qui trouvent cette centrale ridicule.

**M. Boyer (Châteauguay):** Plus vous parlez, plus vos parts baissent.

(Rires)

**M. Larivière (Témiscamingue):** Le député est-il au fait que si les parts de la Quebec Northern ont monté, ses taux ont baissé à \$10 le cheval-vapeur? Le point que le gouvernement a choisi est un endroit stratégique: un grand nombre de mines nouvelles vont pouvoir se développer grâce à la centrale d'État.

Si le député de Québec-Centre venait visiter, il pourrait parler en connaissance de cause. Je l'invite à venir visiter les lieux afin qu'il ne parle pas de ce qu'il ne connaît pas.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Tant mieux, si c'est un succès sur un point désavantageux. C'est la preuve que ce serait un bien plus grand succès sur un point stratégique. Mais les taux baissent en paroles et les comptes restent élevés. Même avec cette politique, les consommateurs continuent d'être exploités.

**M. Bastien (Berthier):** Combien l'entreprise va-t-elle coûter?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** De \$6,000,000 à \$7,000,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai appris qu'on a donné un contrat pour la construction d'un chemin qui conduira à la centrale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, à M. John Murdoch, de Chicoutimi, un chef libéral.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce le gouvernement ou la Régie de l'électricité qui a donné le contrat?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Régie.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si le premier ministre produisait les contrats, cela abrégerait la discussion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je pourrais abréger la discussion en faisant respecter les règlements. Il (l'honorable M. Duplessis) parle au sujet de la différence entre un système de 60 cycles et un système de 25 cycles.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On ne devrait pas comparer un cheval-vapeur avec un cheval ordinaire. Ce dernier ne travaille que 8 heures par jour alors qu'un cheval-vapeur travaille 24 heures par jour.

M. Beaulne fait affaire avec le gouvernement et pourtant, il reçoit déjà \$12,000 en salaire, par année, comme président du Syndicat d'électricité.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je comprends que le premier ministre ne déposera pas de copies de contrats avant la fin de la session?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aussitôt que possible.

(Rires)

Pour répondre à certaines questions de l'opposition et pour se rendre à certaines de leurs motions pour production de documents, M. Normandin estime que cela demanderait 10 jours à trois personnes pour rechercher cela. Nous n'avons pas le temps pendant la session.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais je ne demande que la production de la copie des contrats passés entre la Noranda Mines, la Noranda Power et le gouvernement, cela ne prend pas de temps; et je sais par expérience que c'est très facile à obtenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On pourrait peut-être passer au député de Québec-Centre (M. Hamel) les copies dont nous disposons nous-mêmes?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Et les documents dont j'ai demandé la production, les aurais-je? La lettre de M. Simon Lapointe...

**Des députés** À l'ordre!

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce que la centrale du Témiscamingue permettra de commencer un plan d'électrification rurale?

**Des députés:** À l'ordre!

**M. Grégoire (Montmagny):** J'ai demandé la parole.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Grégoire (Montmagny):** C'est ce que je veux avoir, des renseignements supplémentaires sur cette usine d'électricité, et j'ai le droit de les demander.

**M. le président:** À l'ordre! Le premier ministre a déclaré avoir donné tous les renseignements voulus, par condescendance.

**M. Grégoire (Montmagny):** Mais on discute là-dessus depuis une heure!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Charte de Montréal

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

### En comité<sup>13</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill a été étudié la semaine dernière en comité des bills privés qui se compose de tous les membres de la Chambre. Je ne vois donc pas l'utilité qu'il y a pour nous de recommencer l'étude clause par clause.

**M. le président:** Le bill est adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'avez-vous seulement devant vous? Quel bill?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** "Post No Bills."

(Un messenger s'empresse d'aller chercher une copie du bill de Montréal qui comporte les amendements faits en comité).

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En attendant, j'ai plusieurs petites faveurs à demander au gouvernement. Je voudrais qu'on produise la lettre de M. Simon Lapointe. Le premier ministre me l'a promise cette lettre. Je voudrais aussi les renseignements demandés sur la seigneurie de Madawaska; ensuite, les documents relatifs à la compagnie Atkinson et M. Bolduc.

**M. le président:** (En possession du bill de Montréal) Le bill est adopté.

Les articles 1 à 48, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Droits civils des femmes

**M. Chaloult (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile relativement aux droits civils de la femme soit maintenant lu une deuxième fois.

(Il s'écoule quelques minutes)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le discours est-il prêt?

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** On pensait bien, de ce côté-ci de la Chambre, que cela ne passerait pas avant la prochaine session.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je tiens à dire d'abord qu'il ne s'agit pas là d'une question électorale. Je présente ce bill dans le meilleur esprit du monde, en espérant qu'on voudra en discuter les mérites. Il y a d'excellents arguments en faveur de cette mesure et aussi contre cette mesure qu'on m'a demandé de présenter en cette Chambre. Je citerai la Ligue des droits de la femme.

**Des députés discutent entre eux.**

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je discuterai d'abord la nécessité d'amender l'article 176 du Code civil, car de cet article dépend...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas interrompre le député, mais je lui dirai qu'en deuxième lecture, on ne discute que le principe du bill et non article par article. S'il veut commencer à discuter des articles, nous passerons en comité plénier.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je discuterai donc du principe...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Passons tout de suite en comité plénier...

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je préfère...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté en deuxième lecture sur division.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**M. Chaloult (Kamouraska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.  
Adopté.

#### **En comité<sup>14</sup>:**

**M. Chaloult (Kamouraska):** Si on me permet, je vais faire mon discours sur l'article 176 du Code civil. Il y est dit que "la femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation ou l'assistance de son mari, quand même elle soit non commune ou marchande publique". Celle qui est séparée de biens ne peut le faire non plus si c'est dans les cas prévus à l'article 177, lequel se lit comme suit: "La femme, même non commune, ne peut ou accepter, aliéner ou déposer entre vifs, ni autrement contracter, ni obliger sans le concours du mari dans l'Acte, ou son

consentement par écrit ou à défaut de ce consentement sans celui d'un juge." Nous demandons qu'elles puissent le faire.

Je pose ici la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de rétablir le régime de la séparation de biens complète. Notre bill ne s'attaque pas aux femmes communes en biens. Pour ceux qui désirent la communauté de biens, elle leur reste, mais très souvent les partis n'ont pas les moyens de demander la séparation de biens, et il arrive que la femme qui a des biens est dépendante de son mari pour l'administration de tous ces biens. Je voudrais que, dans les cas où il y a la séparation de biens, la femme ne soit pas obligée de faire autoriser par son mari pour ester en jugement et administrer ses biens.

Je sais qu'en 1931 on a amendé le Code civil pour donner plus de droits à la femme. Qu'on fasse maintenant un pas de plus! Évidemment, il s'agit là de faire un pas considérable, il est vrai. Mais nous devrions quand même le poser, et ce, à la demande des femmes.

Il me semble que cette Législature devrait accorder aux femmes les droits qu'elles réclament. Les autres amendements au Code, que nous demandons dans ce projet de loi, dépendent tous de l'article 176. Ils n'ont pas l'importance de celui qui amenderait l'article 176.

J'ajoute que le bill n'a pas été fait à la légère. Je puis déclarer à cette Chambre que nous l'avons soumis à des légistes et des juristes remarquables, et non les moindres. Quelques-uns ont même exprimé quelques divergences d'opinion, mais c'est précisément pour qu'on en discute ici que je le soumets.

Le bill est de plus conforme aux amendements adoptés en France, l'an dernier, à l'unanimité de la Chambre française! La femme, on le sait, était autrefois une esclave. Le mari avait sur elle un droit de vie et de mort.

Il (M. Chaloult) cite l'opinion de Caton l'Ancien. Le catholicisme a, ajoute-t-il, relevé la situation de la femme dans la société. Elle lui a donné la dignité à laquelle elle a droit. La femme a priorité de l'amour. Nous sommes ici soumis au code Napoléon qui est arrivé au commencement du siècle dernier. Il faut savoir quelles sont les idées de Napoléon sur les femmes pour bien comprendre l'esprit de ce code qui l'a inspiré. Le prestige de Napoléon était considérable en France. Il avait contre les femmes de nombreux préjugés.

**Des députés ministériels** parlent tout haut et rient sans écouter M. Chaloult.



**M. Chaloult (Kamouraska):** Il déclarait, en somme, que la femme appartenait corps et âme au mari.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est pas beau.  
(Rires)

**M. Chaloult (Kamouraska):** On sait comment l'Empereur se conduisit vis-à-vis son épouse créole et ensuite de la belle polonaise Marie Walewska. Il a considéré la femme comme un être inférieur, comme une domestique. On sait ce qu'il répondit lorsqu'on lui vantait le génie intellectuel de Mme de Staël, demandant: "Sait-elle coudre?"

Le Pape qui vient de mourir a merveilleusement défini le rôle de la femme dans la société moderne dans son encyclique: "*Casti connubii*." Léon XIII n'a pas parlé autrement que Pie XI. Et le chanoine Harbour de Montréal, commentant l'encyclique papale à la radio, disait que l'homme et la femme au foyer sont deux égaux.

Il (M. Chaloult) donne des extraits des délibérations des Semaines sociales de Nancy sur les droits de la femme. On l'affirme en France, pour la femme, ce droit d'ester et de contracter, dit-il. Il n'y a aucune raison juridique de maintenir la femme dans le servage actuel.

En Italie, depuis 1919, ces droits sont reconnus, de même que dans tous les pays anglo-saxons.

La femme doit-elle continuer à subir un joug injuste?

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est bien cela.

**M. Chaloult (Kamouraska)** reprend, mais sa voix est dominée par la rumeur bourdonnante des conversations à droite.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier, M. Pouliot (Missisquoi), l'honorable M. Élie (Yamaska), M. Robinson (Brome) et l'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** parlent, rient beaucoup et échangent des regards amusés avec le premier ministre et le député de Châteauguay.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Nous le savons, nous les avocats, nous le savons que lorsque rien ne va dans un ménage, lorsque l'homme abandonne la partie, c'est la femme qui prend la direction de tout. Les médecins le savent; et surtout notre bonne Canadienne française sait se distinguer. Dans nombre de cas, elle est plus apte que le mari à la direction des affaires. Sachons évoluer!

Doit-on toujours la tenir dans un état de sujétion vis-à-vis son mari? Je crois que nous ne refuserions pas d'entendre ses réclamations. J'emploie un argument en faveur de la thèse que nous soutenons. Et c'est l'évolution des temps, l'évolution des siècles. On revient sur des idées qui autrefois étaient encore inadmissibles. Même dans l'Église, il s'est fait une adaptation. Je ne dis pas que certaines idées acceptées aujourd'hui n'étaient pas déjà en germe dans la doctrine, mais la doctrine s'est précisée. Pourquoi sommes-nous toujours les seuls, dans la province de Québec, à tirer de l'arrière? Sachons donc suivre notre temps; précédons même, s'il le faut, notre temps.

**Des députés ministériels parlent entre eux.**

**M. Chaloult (Kamouraska):** Nous ne sommes plus au Moyen Âge, nous ne sommes plus à des époques barbares. Pourquoi n'accorderions-nous pas à la femme de Québec ce qu'elle nous demande? La province de Québec est l'un des rares pays dans le monde où l'on est resté dans le *statu quo* au sujet des femmes. Je tiens ici à rendre hommage à une femme en particulier...

**Des députés:** Laquelle?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Mme Pierre Casgrain; Mme Casgrain<sup>15</sup> est une personne de race, d'énergie, une femme distinguée et intelligente qui a assez de caractère pour nous donner des leçons sur bien des points, à nous les hommes. Ayons assez de largeur de vue pour le reconnaître.

J'ai écouté récemment M. le juge Ferdinand Roy dire à la radio la contrepartie des idées que j'énonce ici aujourd'hui. Sur bien des points, il n'est pas sans avoir raison. Mais il dit que la séparation de biens peut nuire à l'unité de la famille. En quoi? Je me le demande. Il restera toujours la communauté de biens. Nous ne recherchons pas cela. Je ne crois pas que le juge Roy apporte un seul argument juridique contre la séparation de biens. On sait l'opinion de deux grands juristes de Montréal, MM. Antonio Perrault et Léon Mercier-Gouin ...

**M. Boyer (Châteauguay):** Les frères de bien grands hommes.  
(Rires)

**M. Chaloult (Kamouraska):** Les autres articles de mon bill visant à amender le Code civil sont des articles de concordance. Le Pape, sans s'exprimer de la même façon que moi-même sur les femmes, a tout

de même posé les prémisses de mon argumentation. Des juristes français éminents ont aussi exposé cela avant moi.

Le clergé français n'a pas fait entendre la moindre protestation lorsque des dispositions nouvelles ont été adoptées par la Chambre française l'an dernier. Je termine.

(Applaudissements à droite)

Nous devons cela aux femmes. Je souhaiterais qu'on discute ce bill. Je crois que cela serait dans l'intérêt général.

**M. Boyer (Châteauguay):** Je propose que le comité se lève.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Correct, correct, qu'il se lève.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ah non! Ah non! Je proteste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait signe à M. Trudel de lever le comité.

**M. le président:** Le député de Châteauguay (M. Boyer) a proposé que le comité se lève.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non!

**M. le président:** Ceux qui sont contre le bill voudront bien se lever.

Toute l'aile ministérielle se lève.

**M. le président:** Ceux qui sont pour?

Tous les oppositionnistes se lèvent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Boyer (Châteauguay)** rient aux éclats.

Le comité se lève sans faire rapport<sup>16</sup>.

La séance est levée à 6 heures.

## Deuxième séance du 18 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Explications sur des faits publiés:

### Article de *L'Événement-Journal*

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je me lève, dit-il, sur une question de privilège pour protester contre un titre de *L'Événement-Journal* de samedi disant que le parti Hamel fait bloc avec l'opposition libérale contre une enquête sur l'affaire Nogaret. J'ai été le seul du Parti national à parler sur cette question, dit-il. J'ai appuyé la tenue d'une enquête.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je crois qu'il ne s'agit pas d'une question de privilège. Si le député veut prendre le *Procès-verbal* de la Chambre...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On verra que nous avons voté avec le gouvernement sur la motion principale.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le compte rendu lui-même.

**M. l'Orateur:** Le député a le droit de rétablir les faits, mais il n'a pas le droit d'expliquer une attitude.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Dans le titre du journal, on dit que nous sommes opposés à la tenue d'une enquête et, dans le compte rendu, on dit que M. René Chaloult approuve aussi la tenue de l'enquête. Je ne m'en prends pas au courriériste. Son compte rendu est fidèle. Nous avons appuyé la motion demandant une enquête et nous sommes encore en faveur de cette enquête.

## Loi de la gazoline

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 77 modifiant la loi de la gazoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie provinciale.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose: Attendu qu'il importe, pour l'agriculture, le commerce, l'industrie, le tourisme et la prospérité générale de la province, de la doter du meilleur réseau routier possible;

Attendu que la construction, l'amélioration et l'entretien de la voirie dans la province occasionnent des dépenses considérables et nécessaires;

Attendu que les usagers de la route sont directement intéressés à l'amélioration de la voirie dont ils retireront des bénéfices considérables;

Attendu que par la loi 2 George VI, chapitre 51, la Législature, pour assurer à la province un excellent réseau routier, a autorisé le gouvernement à dépenser une somme capitale n'excédant pas cinquante millions de dollars, afin d'exécuter le programme prévu par ladite loi;

1. Qu'aucune personne ne pourra, dans cette province, depuis le 18 avril 1939, acheter de la gazoline pour son usage ou celui de sa famille, de son agent, employé, associé ou patron, sans payer un droit équivalent à huit centins par gallon, mesure impériale, tel que prévu par les sections 1 et 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, au lieu du droit de six centins imposé par le paragraphe 1 de l'article 4 de la loi de la gazoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36), tel que modifié par les lois 18 George V, chapitre 23, paragraphe 1 et 22 George V, chapitre 30, paragraphe 2.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), lors du discours sur le budget, a annoncé que, vu la belle situation financière de la province, le gouvernement avait décidé de réduire de \$2.50 la licence de conducteur d'automobile. Je notais pourtant alors qu'on avait, dans les recettes prévues pour la taxe de la gazoline, mis une augmentation de \$2,000,000. Je me disais alors que les automobilistes ne tarderaient pas à avoir une déception car je ne prévoyais pas qu'il soit possible d'obtenir une telle augmentation du revenu de la taxe de la gazoline sans augmenter cette taxe. Je ne sais pas si le premier ministre, dans ses voyages avec son ami le premier ministre de l'Ontario, M. Hepburn<sup>17</sup>, a pris des engagements pour imposer à la province une taxe aussi lourde, l'une des plus lourdes sur tout le continent américain.

C'est un bien triste cadeau de l'Union nationale à ses fidèles partisans. C'est un accroissement d'ennuis pour les automobilistes. Si encore cette taxe était payée seulement par ceux qui se promènent en

limousine! Mais elle est en grande partie payée par les petits camionneurs qui gagnent péniblement leur vie; ceux de la région de Gaspé, qui est dans une situation financière désespérée, vont particulièrement en souffrir si la taxe est mise en application.

J'ai rencontré une délégation de camionneurs de mon district qui m'ont représenté qu'ils allaient crever de faim. Ils m'ont dit, de plus, qu'il était question dans le moment de les empêcher d'exercer leur métier en dehors d'un rayon très restreint pour le bénéfice de grosses compagnies qui détiennent des permis provinciaux. Nous avons le droit de réclamer la protection pour les petits camionneurs.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Il ne s'agit pas ici de camionneurs, mais de la taxe de la gazoline. On veut l'augmenter pour trouver les revenus nécessaires pour améliorer les routes dont ont besoin les camionneurs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous sommes à démontrer les désavantages que la taxe causera aux petits camionneurs. Le gouvernement a tort d'augmenter la taxe de la gazoline, alors qu'il gaspille des sommes d'argent formidables. L'heure était venue de baisser les taxes dans la province au lieu de les augmenter. J'ai droit de montrer la situation difficile des petits camionneurs.

**M. le président:** Il est question de la taxe de la gazoline et l'on ne peut pas parler d'autre chose.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis prêt à accepter votre décision, mais le public sera au courant de nos efforts. La première nouvelle que j'ai eue de la taxe de la gazoline fut ce matin lorsque mon chauffeur de taxi m'apprit qu'il avait payé sa gazoline \$0.02 de plus par gallon. Il lui en coûtera \$4 de plus par mois, et pensez-vous qu'il pourra charger plus que les taux qui lui sont imposés par la ville de Québec?

**M. Béïque (Chambly)** fait allusion à la nomination possible du député de Saint-Hyacinthe au Sénat.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai jamais parlé de m'en aller à Ottawa. Soyez tranquille, je vais rester ici tant que je ne siégerai pas de l'autre côté de la Chambre. Je n'ai jamais sollicité de position et j'en ai refusé plusieurs. Je ne demande pas une position au Sénat et je ne l'ai pas demandée. Lorsque viendra le temps de la lutte, je serai à côté

de mon chef dans l'armée libérale avec les anciens chefs du Parti national qui ont fait élire l'Union nationale et qui n'ont pas craint de traverser la Chambre parce qu'ils voulaient faire leur devoir.

J'aimerais savoir s'il existe une entente entre le premier ministre du Québec et celui de l'Ontario au sujet de la taxe sur la gasoline. Le premier ministre ontarien impose une taxe non pour effacer son déficit mais pour augmenter son surplus. Dans cette province-là, on a des budgets honnêtes basés sur de sains principes de finance. Le premier ministre de l'Ontario voyage souvent avec le premier ministre du Québec. Ils s'intéressent au premier ministre du Canada pour l'empêcher de commettre des impairs.

(Rires)

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. Hepburn est le père de la taxe de \$0.02 et vous ne voudriez pas que j'en parle?

**M. Boyer (Châteauguay):** Parlez de la taxe de \$0.05 de M. King.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. King se porte bien. Le premier ministre du Québec n'est pas aussi bien. La nouvelle taxe représente \$2,000,000 pour une classe importante de la population. Il y a une semaine, l'Ontario imposait une taxe de \$0.02. Cette semaine, c'est la province de Québec. L'entente ne date pas d'aujourd'hui, car on prévoyait déjà la taxe dans le budget qui a été présenté il y a déjà plusieurs semaines. Dans notre province, il y avait un moyen d'empêcher cette taxe: c'était de diminuer les dépenses. Les revenus ont augmenté de \$20,000,000 depuis que le gouvernement a pris le pouvoir et grâce aux sources trouvées et créées par l'ancien régime.

Ce n'est probablement que la première d'une série de taxes qui seront imposées à la première session qui suivra les prochaines élections, si le gouvernement est réélu. Ce n'est pourtant pas ce qu'on avait promis. Lorsqu'il était dans l'opposition, le premier ministre a dénoncé le gouvernement libéral pour ses taxes, particulièrement celle sur l'essence. On avait promis de réduire les dépenses, de réduire le nombre des ministres, de faire disparaître les commissions, de réduire les taxes; on disait que la province était la plus taxée et le petit catéchisme électoral citait 153 taxes<sup>18</sup>.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** C'était la première fois que vous lisiez le catéchisme.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quand j'ai fait ma première communion, on changeait de catéchisme, et j'ai été obligé d'apprendre les deux. Je crois que vous admettez que je suis un bon catholique pour avoir appris le catéchisme de persévérance au collège et le catéchisme de l'Union nationale aux dernières élections. J'ai vu dans ce catéchisme qu'il ne fallait que les taxes nécessaires. Celle de \$0.02 par gallon sur la gasoline n'est pas nécessaire.

On dit que c'est pour payer l'amortissement sur les argents dépensés dans les routes. La raison que l'on donne, qu'il s'agit de créer un fonds spécial, est un trompe-l'œil. On veut créer un fonds particulier. C'est défendu par la Constitution. Il n'y a qu'un seul fonds, c'est le fonds consolidé. Les deniers de la taxe vont aller dans le fonds consolidé d'où l'on tirera les sommes nécessaires.

Je suis opposé à l'accroissement de la taxe. C'est le pire des moments que l'on choisit pour accroître les embarras des automobilistes.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):** Je rappelle d'abord au chef de l'opposition une chose qu'il semble avoir oubliée: c'est qu'en Ontario, cette taxe additionnelle de \$0.02 est imposée afin de payer les frais encourus pour les travaux de voirie.

La taxe sur l'essence était justifiée par une demande portant sur l'amélioration des routes. Il s'agit simplement de construire un réseau routier et de refaire en grande partie une nouvelle voirie et de réparer l'ancienne que nous a laissée l'ancien régime. Pour cela, le gouvernement veut prévoir un fonds d'amortissement.

Tous savent dans quel état se trouvait notre voirie lorsque l'ancien régime est disparu. L'ancien régime a dépensé \$186,000 pour les routes et nous a laissé une dette de \$90,000,000 à \$95,000,000. Ce n'est pas la faute du gouvernement s'il lui faut faire face à des charges si lourdes. Nous n'avions pas l'intention de passer cette mesure, mais le gouvernement précédent ne nous a pas laissé le choix. Lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir, les routes étaient dans un état déplorable.

Il s'agit d'une affaire d'administration. Les autres provinces ont décidé de couvrir les frais d'entretien de routes par des revenus consignés, pour ne pas augmenter le fardeau fiscal du particulier. La nouvelle source de revenu, obtenue par le biais de cette mesure, servira à créer un intérêt et à amortir les fonds pour financer le programme de construction routière de \$50,000,000. Ce que l'on veut avec ce projet de loi, c'est que la province n'entreprene pas de travaux routiers sans être sûre qu'elle aura assez

de revenus pour pourvoir à l'intérêt et au fonds d'amortissement sur les sommes dépensées.

Nous, nous ne voulons pas faire de nouvelle voirie sans créer un fonds d'amortissement. L'argent, nous allons le chercher chez ceux qui se servent de la voirie, et non ailleurs. C'est une politique saine que nous voulons établir. Ce n'est pas la faute du gouvernement actuel si notre voirie fut laissée dans un état pitoyable.

Il s'agit de ne pas entreprendre de nouvelles dépenses pour la construction de routes modernes sans avoir pourvu à l'intérêt, au fonds d'amortissement et à l'entretien de ces routes. Le gouvernement actuel suit la politique poursuivie depuis de nombreuses années en Ontario.

**M. Bastien (Berthier):** Le bill aurait dû être présenté par le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), mais celui-ci n'a probablement pas voulu le faire, après avoir promis aux citoyens de Montréal de réduire le prix des permis.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** fait signe que non.

**M. Bastien (Berthier):** L'ancien régime avait prévu 1 % pour payer les dépenses de voirie.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):** Il n'en était pas ainsi pour les dépenses du ministère de la Voirie.

**M. Bastien (Berthier):** Pendant la crise, le gouvernement ontarien n'a pas pourvu à un fonds d'amortissement.

Durant la crise, la province de Québec avait aussi placé ses fonds d'amortissement de façon régulière, comme au temps de la prospérité, et la succession qu'il a laissée est plus belle que ne le prétend le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan). La preuve, c'est qu'en arrivant au pouvoir en 1936, le gouvernement a pu emprunter \$51,000,000 avec beaucoup plus de facilités qu'il ne contracte ses emprunts aujourd'hui.

Oubliant les promesses de 1936, le gouvernement actuel a dépensé sans compter. La taxe additionnelle de \$0.02 pèsera moins lourdement sur les automobilistes dans l'Ontario que dans le Québec. M. Hepburn a augmenté de \$0.02 la taxe sur la gazoline, mais dans l'Ontario, le prix des licences est 50 % moins élevé. Déduction faite de la réduction de \$2.50, il en coûte \$23 pour une Ford dans Québec, et \$11 dans l'Ontario.

**M. Boyer (Châteauguay):** Est-ce que cette taxe de \$25 sur les autos existait sous l'ancien régime? Est-ce l'ancien régime qui l'a imposée?

**M. Bastien (Berthier):** Oui, mais il n'y avait pas de taxe de \$0.08 sous sur la gazoline.

Il (M. Bastien) passe en revue les économies que le premier ministre a promis de pratiquer. Le premier ministre, rappelle-t-il, a notamment dit, à Montréal: "Nous ne pouvons imposer davantage, l'ancien régime a tout taxé." Le premier ministre a gagné ses élections en promettant d'économiser!

Il (M. Bastien) reproche au premier ministre les dépenses entreprises au Jardin botanique de Montréal.

Il (M. Bastien) fait allusion à un discours qu'avait prononcé l'Orateur de la Chambre. À Montréal, déclare-t-il, on commence à désigner l'honorable M. Sauvé comme le futur premier ministre.

Selon moi, dit-il, les députés ruraux devraient tous s'opposer à cette taxe. On ne peut gaspiller comme le fait le gouvernement, poursuit-il, sans être obligé de pressurer le petit camionneur et le cultivateur qui se servent d'une automobile.

Du temps des libéraux, les revenus étaient de \$30,000,000; avec les mêmes sources, ils sont aujourd'hui de \$50,000,000. Malgré cela, on est obligé d'imposer des taxes. Il ne devrait pas être nécessaire d'imposer des taxes. Ce n'est que le commencement. En moins de deux ans<sup>19</sup>, le présent gouvernement a doublé la dette de la province. La dette fut augmentée quoique le nombre des chômeurs ait diminué considérablement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Franchement, l'opposition nous fait sourire.

**M. Grégoire (Montmagny):** Vous riez jaune.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les jaunes ne sont pas de notre côté. L'opposition tient une attitude qui n'est pas logique. Que disent les résolutions de ce bill?

La résolution dit tout simplement que les droits sur la gazoline seront portés de \$0.06 à \$0.08 par gallon pour permettre à la province de construire un nouveau réseau routier avec l'assurance qu'elle aura assez d'argent pour payer rapidement l'argent qu'elle dépensera. Tout le monde admet qu'une bonne voirie est un facteur de progrès. Nous voulons avoir une bonne voirie et nous prenons les moyens de payer.

Le produit de l'augmentation de la taxe sera affecté au fonds de réserve. Non seulement les \$0.02 de taxe par gallon d'essence iront au fonds de réserve, mais on distrait du produit de la taxe une proportion de \$0.03 et peut-être même \$0.04, sur le total des \$0.08 de taxe.

Ainsi, on établit de plus en plus le principe que les dépenses de voirie seront payées par ceux qui font usage de la route, et que ceux qui réclament des travaux de plus en plus considérables dans ce domaine devront en même temps consentir à assumer les frais.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait l'éloge du ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) et le félicite d'avoir présenté cette législation. L'opposition exprime sa surprise que cette législation ne soit pas présentée par le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher). S'il en avait été ainsi, on aurait prétendu que c'est le ministre de la Voirie qui aurait dû le présenter.

Le gouvernement ne ressemble pas à l'opposition où tous les membres se jalourent. La droite connaît bien les rivalités qui existent dans l'opposition. Chaque groupe veut avoir le chef. Le député de Québec-Centre n'a-t-il pas dit qu'il voulait être chef?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je demande au premier ministre de cesser de dire des âneries.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je constate que le député de Québec-Centre (M. Hamel) admet que lorsqu'on affirme qu'il veut être chef, on dit une ânerie.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Que le premier ministre cesse de ridiculiser les députés!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas besoin de le faire. La nature y a pourvu. Une voirie améliorée est un facteur de prospérité pour les cultivateurs, les industries et le tourisme. Elle est une source considérable de revenus nécessaires dans Québec. Si les dépenses sont encourues à son sujet, il faut prévoir à les rembourser.

Les membres de l'opposition, qui prétendent que l'Union nationale a perdu de sa popularité, n'ont pas le courage de fournir à leur chef réel, M. Godbout, l'occasion de se présenter. Nous sommes prêts à le battre n'importe où dans la province.

**M. Grégoire (Montmagny):** Qu'on s'en tienne à l'étude du bill!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La nouvelle taxe n'atteindra que faiblement les petits usagers. La taxe sur la gasoline a été augmentée de un tiers pour cent, mais le coût du permis de conduire a été réduit, au mois de mars dernier, de \$5 à \$2.50, soit de 50 %. Il reste tout de même une réduction générale de 17 %. La réduction du permis de conduire de 50 % représente une somme totale de \$750,000. En d'autres termes, à raison de \$0.02 par gallon, en réduisant les permis à \$2.50, cela représente, pour chaque automobiliste, la taxe sur 125 gallons de gasoline que nous leur donnons.

Comme les autos consomment en moyenne un gallon par 20 milles, cela fait 2,500 milles de route pour lesquels il n'en coûtera pas plus cher à l'automobiliste que l'an dernier. Le bon bourgeois qui ne sort guère que le dimanche ne sera donc pas très affecté. Le propriétaire d'automobile sera toujours gagnant et il profitera de l'argent consacré aux travaux de réfection des routes qui se traduira par un regain d'activités et un meilleur service routier.

Pourquoi nous reprocher notre fonds d'amortissement? Il faut établir le principe que ceux qui parcourent nos routes doivent payer pour leur construction et leur entretien. C'est la première fois qu'un tel système est établi par la formation d'un fonds de réserve, afin de défrayer les intérêts et le fonds d'amortissement.

Je suis fier, dit-il, de déclarer qu'il est vrai que nous avons augmenté les revenus de \$20,000,000 sans augmenter les taxes. Cela s'explique facilement. Le gouvernement fait payer ceux qui ne payaient pas autrefois. Sous l'ancien régime, on payait une pension de \$9,000 à M. Cordeau, et pas un sou de pension aux vieillards et aux aveugles.

(Applaudissements)

**M. Bastien (Berthier):** C'est une déclaration contraire aux faits. M. Cordeau n'a jamais retiré un sou de pension. Son salaire était de \$12,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province lui payait un salaire de \$14,000 et on lui avait voté une pension de \$9,000. Et, pendant ce temps-là, on refusait de payer la pension aux vieillards, aux aveugles, aux mères nécessiteuses. Sous l'ancien régime, l'on payait une pension de \$9,000 à M. Cordeau et rien pour le crédit rural. Nous, nous payons \$35,000,000 pour le crédit agricole.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** À l'ordre, le premier ministre va trop loin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous l'ancien régime encore, on payait \$50,000 à un agent à Londres qui donnait de grandes réceptions. Pas d'argent pour les pensions aux vieillards et aux aveugles, mais de l'argent pour permettre à l'agent de la province à Londres de donner des bals. Sous le régime actuel, rien pour les réceptions.

**M. Bastien (Berthier):** Qui a supprimé l'agence de Londres?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement actuel.

**M. Bastien (Berthier):** Pardon, c'est le gouvernement de M. Taschereau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Berthier veut-il mettre son siège au jeu?

**M. Bastien (Berthier):** J'offre, dit-il, de mettre mon siège en jeu.

**M. Grégoire (Montmagny)** demande de s'en tenir à la taxe de \$0.08.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous répondons à l'opposition.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous sommes pour avoir des élections générales. Pourquoi tenir une élection partielle?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y aura pas d'élections d'ici un mois ou deux.  
(Rires)

Très bien, si quelqu'un de l'opposition veut donner son siège à M. Godbout, nous sommes prêts à aller le battre.

**M. Grégoire (Montmagny):** Point d'ordre! L'on est loin du bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Saint-Hyacinthe veut donner son siège à M. Godbout, répète-t-il, nous sommes prêts à le battre n'importe quand. S'il y avait une élection partielle, ce serait une éclipse totale<sup>20</sup>. L'opposition disparaîtrait. Ce n'est pas raisonnable que le chef soit dehors quand ses partisans se battent en dedans.

Dans les trois Provinces maritimes, la taxe sur la gazoline est de \$0.10; dans l'Ontario, elle est de \$0.08. C'est l'ancien régime qui a établi le coût

des permis, et lorsque l'opposition critique le coût, elle critique donc l'ancien régime.

Il n'y a pas eu, ajoute-t-il, entente avec l'Ontario pour l'augmentation de la taxe sur la gazoline. Nous aimons trop notre autonomie. Mais Québec reste toujours prête à coopérer avec la province voisine lorsqu'il s'agit d'une mesure d'intérêt général. Dans chaque mouvement où l'Ontario prendra une attitude conforme aux intérêts du pays, la province de Québec sera heureuse d'y collaborer. Nous coopérons dans les bons mouvements à base d'équité, mais dans les mauvais mouvements, jamais. Chaque province jouit de son autonomie. Nous mettons les intérêts de Québec avant les intérêts particuliers, avant l'amitié entre premiers ministres.

Le chef de l'opposition a dit qu'il n'avait pas d'ambition personnelle. Il a prétendu qu'on lui avait offert des places à plusieurs reprises. C'est qu'on savait à qui on avait affaire. Moi, on ne m'a jamais rien offert, sachant que je refuserais. Je ne suis pas intéressé à la place de sénateur. À une réunion des chefs libéraux d'Ottawa, au Club de Réforme, MM. Cardin et Lapointe ont parlé de la demande qu'avait faite le chef de l'opposition d'entrer au Sénat.

**M. Grégoire (Montmagny):** Qu'est-ce qu'une place de sénateur a à faire avec la taxe de \$0.08?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour répondre à la digression du chef de l'opposition, je dirai qu'il y a eu, au Club de Réforme à Montréal, une réunion des ministres libéraux d'Ottawa, où l'on a étudié la demande que faisait le chef de l'opposition pour une place de sénateur. Car il a dit, M. le président: "Cette job de sénateur m'appartient." La semaine dernière, on a décidé qu'il ne serait jamais sénateur.  
(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je nie catégoriquement les mensonges du premier ministre et je le mets au défi de me nommer une seule personne du cabinet d'Ottawa qui lui a parlé de cette affaire, une seule personne à qui j'ai demandé la position de sénateur. Tout ce qui est arrivé, c'est qu'un journaliste de la *Gazette*, un de mes bons amis, a mis mon portrait dans son journal pour dire que j'irais au Sénat. Que le premier ministre se rassure. Je m'en vais être avec les libéraux jusqu'aux prochaines élections, surtout si ces élections doivent avoir lieu le 14 juin.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le 15 juin.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, parce que le 14 est un mercredi.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition dit qu'il n'a pas sollicité...

**M. Grégoire (Montmagny):** À l'ordre! La taxe de \$0.08, s'il vous plaît.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai jamais demandé cette place de sénateur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je suis satisfait d'apprendre que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) n'a pas demandé ce poste, mais c'est tant mieux, dit-il, parce que j'ai appris qu'il ne l'aurait jamais eue. Que d'autres l'aient demandée pour lui, en tout cas, le chef de l'opposition s'est laissé faire une douce violence par ses amis.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et me l'aurait-on offerte que je l'aurais refusée. J'ai prié mes amis de ne pas exercer de pression à mon sujet, auprès d'Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Pourquoi le chef de l'opposition n'a-t-il pas dit cela avant ce soir? Il a presque provoqué une crise à Ottawa! J'ai su que M. King disait: "Comment nommer le député de Saint-Hyacinthe au Sénat, lui qui a promis de réformer le Sénat? Et ce ne serait pas réformer le Sénat que de nommer le député de Saint-Hyacinthe."  
(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** M. le président, je vous prie de rappeler le premier ministre à l'ordre. Il ne fait que parler en dehors de la question en discussion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je disais donc que les chefs libéraux...

**M. Grégoire (Montmagny):** Je demande une décision sur mon point d'ordre.

**M. le président<sup>21</sup>:** Le point d'ordre est rejeté.  
(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** J'en appelle de votre décision à vous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Vote debout.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, non. Que le président se conforme aux règlements. Qu'il fasse rapport à la Chambre.

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait le rapport suivant: M. l'Orateur, l'honorable premier ministre était à répondre à une digression faite par le chef de l'opposition relativement à sa nomination comme sénateur. Le député de Montmagny (M. Grégoire) a soulevé un point d'ordre parce que le premier ministre s'écarterait de la résolution en discussion concernant la taxe sur la gazoline. J'ai rejeté le point d'ordre du député de Montmagny (M. Grégoire). Ce dernier en appelle de la décision du président du comité.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je veux parler, dit-il, sur la façon dont le député de Châteauguay (M. Boyer) fait rapport.

**M. l'Orateur** rappelle le député de Montmagny à l'ordre.

**M. Béïque (Chambly):** Braillez pas, c'est vous qui en appelez.

La question: "La décision de M. le président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Barré, Barrette (Joliette), Bégin, Béïque, Bellemare, Bilodeau, Bourque, Carignan, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagnon, Gérin, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Tardif, Tremblay, Trudel, Vachon, 36.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, 13.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
J'étais donc à expliquer qu'à une récente réunion au



cours de laquelle on discutait la demande du député de Saint-Hyacinthe...

**M. Grégoire (Montmagny):** Je soulève un point d'ordre. Nous sommes à discuter une résolution concernant une augmentation de la taxe de la gazoline. Or, depuis un quart d'heure, le premier ministre ne parle que d'une place au Sénat. Cela n'a rien à voir avec cette taxe.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, rappelez le député de Montmagny à l'ordre. Qu'il tienne les attitudes qu'il tient actuellement, c'est son affaire, mais qu'il ne ridiculise pas les délibérations de cette Chambre. La Chambre a confirmé une décision du président à l'effet que j'avais le droit de répondre à certaines digressions faites par le chef de l'opposition.

**M. Grégoire (Montmagny):** Parlant sur le point d'ordre...

**M. le président<sup>22</sup>:** Le député de Montmagny (M. Grégoire) n'est pas dans l'ordre en rappelant le premier ministre à l'ordre.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je disais donc que les chefs libéraux ont exprimé leur surprise de la demande que leur a faite le député de Saint-Hyacinthe d'une place au Sénat. Ils ont décidé de ne pas la lui donner, et cela confirme bien l'opinion du député de Saint-Hyacinthe qui vient de prétendre ne pas vouloir et n'avoir pas sollicité cette place.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous étiez présent à l'entrevue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'étais présent lorsqu'on m'a fait rapport de l'entrevue.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Dites-nous donc la source de vos renseignements. Cela m'intéresse, moi, puisqu'il était question d'un poste au Sénat. Est-ce un messenger...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plusieurs personnes me déclarèrent...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Aussi nombreuses que les Chinois en Chine sans doute.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je dis tout cela au chef de l'opposition pour lui rendre service. Je ne suis pas surpris d'entendre le chef de l'opposition parler de Chinois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'accepterais pas la place.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition dit qu'il ne l'accepterait pas, après qu'on lui eût fait savoir qu'il ne serait pas question de la lui donner.

(Rires)

Maintenant qu'on ne veut pas la lui donner, il ne la veut plus.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On m'a rapporté que le premier ministre a dit l'autre jour, à une délégation d'Irlandais, que les élections seraient aussi favorables à l'Union nationale dans Québec qu'elles le seraient au Parti libéral dans tout le dominion. Peut-il me dire si cela est vrai?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je puis dire au chef que les abus du fédéral, cela nous coûte assez cher pour la part des chômeurs pour lesquels Ottawa refuse de nous payer un sou. Mais pour en revenir à la résolution, je sais qu'il y a une entente entre les membres de l'opposition pour nous empêcher, nous du gouvernement, de parler de la résolution. Le chef de l'opposition l'a déclaré au comité des comptes publics; il y a une entente de toutes les oppositions, car il a dit: "Nous sommes tous ensemble." Il a aussi dit: "Le premier ministre prétend que nous ne sommes que 11. Nous sommes 19. Nous sommes tous ensemble."

(Rires)

Et cependant, quand ça ne fait pas leur affaire, ils se disent indépendants. Ainsi donc, le lieutenant en Chambre du chef extérieur, M. Godbout, le même qui dit que le chef du Parti national, M. Gouin, voulait lui vendre les débris de son parti au Parti libéral pour \$200,000...

**Des députés de l'opposition:** Pas le Parti national.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En regardant à gauche, parce que ces gens-là sont plus gauches qu'adroits...

(Rires)

... quand cela fait leur affaire, ils sont séparés, puis ils se collent ensemble. Le lieutenant de

M. Godbout, le même M. Godbout qui a dit que le Parti national voulait se vendre pour \$200,000...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas le Parti national, c'est le parti de l'Action libérale nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la même chose... Le Parti national est l'ami du parti de l'Action libérale nationale.

**M. Grégoire (Montmagny):** La taxe de \$0.08, s'il vous plaît.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La résolution qui est présentée par le gouvernement s'impose. Nous venons de le démontrer. Il ne sert à rien de s'y opposer, car la taxe est en vigueur depuis minuit hier soir. On a pris la précaution de garder la nouvelle secrète pour prévenir la spéculation sur le prix de l'essence. Nous demandons la collaboration de toute l'opposition. Nous disons, de plus, que cela va favoriser la création d'un réseau routier de premier ordre, au prix de \$50,000,000.

**M. Hamel (Québec-Centre):** En 1935, nous combattons tous ensemble les taxeurs, comme nous les appelions - les taxereautistes, disions-nous. Au commencement de cette session-ci, le gouvernement réduisait de 50 %, à ce qu'il disait, la taxe sur les permis de chauffeur. Il prétend aujourd'hui, avoir fait gagner les automobilistes, en disant que la taxe sur la gazoline ne représente qu'une augmentation de 30 %. C'est absolument faux comme calcul. Rien n'est changé depuis le régime Taschereau.

Les automobilistes paieront plus cher qu'auparavant. Voulons-nous chasser le tourisme de cette province? Le tourisme n'aime pas plus la taxe du pont de péage. Il y a donc deux puissants arguments à ceux qui, aux États-Unis, recommandent aux automobilistes de visiter d'abord leur propre pays. "N'allez pas là, diront-ils, la gazoline coûte trop cher."

Cette taxe est imposée sans que l'on ne se préoccupe de l'administration des villes; on ne les exempté pas pour leurs propres voitures. Et cette taxe va aussi favoriser le commerce clandestin de la gazoline, de sorte que les profits qu'on pourra faire avec l'accroissement de la taxe devront être consacrés à des organisations de surveillance. Cette taxe est aussi un fardeau pour les cultivateurs qui ont des automobiles, et qui n'ont pas le moyen de payer tout en taxes. Ah! Vous êtes bons pour parler de l'agriculture, base même de notre prospérité, mais vous

taxez là l'agriculture. On ne touche pas aux grosses compagnies qu'on exempté de taxes: cette taxe découle de vos exemptions de taxes des grosses compagnies.

**M. Boyer (Châteauguay):** Il n'est pas question d'exemptions, tenez-vous-en donc à la question.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je suis pourtant loin de parler de places au Sénat. On extorque \$14,000,000 des automobilistes en taxes, par année. L'automobiliste est pour le gouvernement ce que le petit propriétaire est pour les municipalités. Les taxes retombent toujours sur les petits. Vous allez ruiner les chauffeurs de taxi, les petits camionneurs. Si nous avions le courage de vaincre le trust de la gazoline, il ne serait pas nécessaire d'imposer cette taxe.

En 1935, le premier ministre, alors chef de l'opposition, disait: "Nous avons à Québec un gouvernement de dictature qui taxe..."

**M. Boyer (Châteauguay):** Et puis, c'était donc vrai.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Y a-t-il eu des changements?

**M. Bélique (Chambly):** Certainement qu'il y en a eu, et des gros.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Vous étiez avec nous quand nous parlions du régime des taxeurs.

**M. Taché (Hull):** Les pensions aux vieux, aux veuves?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Cela ne provient pas des taxes, mais des emprunts à 30 ans, d'hypothèques sur les générations futures. Je proteste contre cette taxe.

**M. Lamoureux (Iberville):** Deux sous d'augmentation, c'est raisonnable. Nous voulons avoir des chemins améliorés, qu'on paie pour! Ça coûte énormément cher. C'est la taxe la plus juste qu'on puisse imposer.

(Applaudissements)

En somme, on taxe ceux qui se servent de la voirie. Quand je n'aurai plus les moyens d'avoir d'auto, je m'en passerai.

**M. Leduc (Laval):** Le premier ministre disait tantôt que la nomination du nouveau ministre de la voirie (l'honorable M. Carignan) constituait une

amélioration. C'est en effet vrai, car tout le monde se rappelle qu'avant la nomination du député de Jacques-Cartier, c'était le premier ministre lui-même qui était ministre de la Voirie.

(Applaudissements à gauche)

On a parlé qu'il était nécessaire d'augmenter la taxe sur la gazoline, afin de créer un fonds d'amortissement pour la voirie. C'est pour une période trop courte. Le réseau actuel de la voirie nécessiterait une dépense considérable pour quatre ou cinq ans, mais après cela, les revenus suffiraient. La taxe n'est que pour augmenter les revenus de la province, et non pas uniquement pour la voirie. On ne prévoit pas d'exceptions.

Il n'y a pas de dispositions spéciales dans la loi pour prévoir que les automobiles<sup>23</sup> qui roulent sur les routes de Montréal, exclusivement entretenues et faites par la ville de Montréal, paieront leur taxe sur la gazoline à Montréal. Non, on la paiera à la province. En augmentant la taxe sur l'essence, les villes vont en souffrir, alors que les camionneurs et les chauffeurs de taxi vont faire face à la faillite. De même, les compagnies de transport par camions qui se servent des réseaux routiers bâtis par les villes. Tous les revenus vont à la province. S'il y avait coopération entre les divers ministères et celui de la Voirie, on pourrait éviter cette taxe. On pourrait ne pas l'imposer.

Le gouvernement pourrait peut-être profiter de la loi, cependant, pour établir que l'usage de l'éthyle comme solution "antidétonante" dans la gazoline soit permis aux compagnies de gazoline indépendantes. Il y a un monopole qui sert l'éthyle exclusivement aux grandes compagnies. On devrait empêcher ce monopole, car alors la gazoline contenant de l'éthyle coûterait meilleur marché. L'éthyle, à l'heure actuelle, coûte trois quarts de sou au gallon aux raffineries. Cependant, ces raffineries prélèvent une prime de \$0.02 de plus du public qui achète cette gazoline. La loi de voirie de \$50,000,000 n'a rien ajouté à la loi ordinaire de la voirie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre réalise tellement qu'il défend une mauvaise cause qu'il a toujours parlé à côté de la question.

Il (M. Casgrain) cite deux chapitres du *Petit Catéchisme des électeurs* répandu aux dernières élections par l'Union nationale, pour montrer comment le gouvernement traitait alors les trusts, particulièrement les sociétés gazières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Un député n'a pas le droit de lire son discours.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je venais justement de dire "ainsi soit-il". J'ajoute que si les revenus de la province ont augmenté, c'est à cause des taxes qu'a dû imposer l'ancien régime à cause de la crise, taxes que vous avez dénoncées quand vous étiez dans l'opposition, taxes que vous gardez maintenant que la crise est passée, taxes que vous augmentez maintenant.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous êtes bien pressé pour taxer le monde, vous autres?

**M. Boyer (Châteauguay):** Il est 10 heures.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il est tard, mon amour...  
(Rires)

**M. Béique (Chambly):** Est-ce adopté?

**Des députés:** Adopté! Adopté!

**M. le président:** Adopté? Adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** Pardon, ce n'est pas adopté.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Pardon, ce n'est pas adopté.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Grégoire (Montmagny):** Je n'accepte pas cette décision.

**Des députés ministériels** protestent et chahutent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On n'a pas le droit de dire "adopté" quand il y a un député debout.

**M. le président:** Je n'ai vu que le député de Chambly (M. Béique) debout, et il a demandé si l'article était adopté.

**M. Grégoire (Montmagny):** C'est le régime de la farce et je n'accepte pas cette décision.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous en appelons de la décision du président.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas d'appel. Ce n'est pas à l'opposition à mener en cette Chambre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'ai le droit de parler sur cette résolution.

**Des députés** font du vacarme.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On fait ce qu'on peut, hein, mon William?

(Rires)

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait le rapport suivant: M. l'Orateur, après la discussion sur la résolution 1, j'ai demandé si la résolution était adoptée; personne n'a demandé la parole et j'ai décidé que la résolution était adoptée. L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision du président du comité.

La question: "La décision de M. le président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Béïque, Bellemare, Bilodeau, Bourque, Boyer, Carignan, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Labbé, Labelle, Lamoureux, Langlais, Leclerc, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tremblay, Vachon, 36.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, 13.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue. La résolution est, en conséquence, adoptée.

**M. Grégoire (Montmagny):** Honte! Honte! Honte!

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer au député de Montmagny (M. Grégoire) qu'il pourra tenir la conduite qu'il voudra en dehors de la Chambre, mais

qu'ici, je serai obligé de faire observer les règlements.

#### En comité:

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose: 2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, conformément à l'article 9 de ladite loi de la gazoline, tel que modifié par les lois 21 George V, chapitre 30, paragraphe 6 et 25-26 George V, chapitre 18, paragraphe 5, et par la paragraphe 2 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, attribuer spécialement, en tout ou en partie ou dans la proportion et pour le temps qu'il fixera, les droits perçus en vertu de l'article 4, à la mise en application de la loi 2 George VI, chapitre 51 et à la création d'un fonds de réserve à cette fin, et qu'il peut appliquer ce fonds de réserve, en tout ou en partie ou dans la proportion et pour le temps qu'il fixera, à la garantie et au remboursement, en capital, intérêts et accessoires, des emprunts contractés en vertu de ladite loi 2 George VI, chapitre 51.

**M. Chaloult (Kamouraska)** demande la parole. Il y a deux ans, dit-il, nous parcourions la province en disant au peuple que nous allions combattre les trusts, et spécialement le trust de la gazoline. Nous avions même un article de notre programme au chapitre des réformes économiques...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne s'agit pas du trust de la gazoline dans cette loi. Il s'agit de remplacer le chiffre 6 par le chiffre 8. Rien de plus.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si l'on a le droit de parler du Sénat en discutant cette loi, on doit à plus forte raison avoir le droit de parler de la taxe sur la gazoline.

#### Des députés de l'opposition protestent<sup>24</sup>.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" est mise aux voix.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je disais que, lors de la dernière élection, nous avons parcouru la province et que nous avons inclus dans notre programme qui était celui du gouvernement la diminution de la taxe de la gazoline et du charbon.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Il s'agit simplement de changer le montant de la taxe et de déterminer l'attribution des revenus de cette taxe.  
(Rires)

**M. Chaloult (Kamouraska):** Contrairement à nos promesses...

**M. l'Orateur:** Il y a un point d'ordre. Je ferai remarquer au député de Kamouraska (M. Chaloult) qu'il doit s'en tenir aux résolutions qui modifient la taxe sur la gazoline et déterminant l'attribution des revenus.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je constate qu'il est question de porter la taxe à \$0.08. Je dis que c'est contraire à nos promesses. C'est contraire à l'intérêt public. Cette taxe, ce sont les cultivateurs qui la paieront.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député qui est avocat devrait savoir que les cultivateurs ne paient pas de taxe sur la gazoline.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quand le premier ministre dit que le cultivateur ne paie pas de taxe sur la gazoline, il n'est pas exact. Il ne paie pas de taxe sur les engins stationnaires, mais c'est tout.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Un grand nombre de cultivateurs ont des autos et ils paieront cette augmentation de taxe. Cette augmentation sera aussi payée par les gens de la ville qui ont une aisance<sup>25</sup> modeste. C'est opposé à nos promesses, à notre programme. Je sais qu'avec un déficit de \$35,000,000, il faut imposer des taxes, mais on ne devrait pas avoir recours à la taxe sur la gazoline.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le gouvernement présente un projet de loi précédé de résolutions de nature à tromper l'opinion publique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Il ne peut être ici question que du principe du bill.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je parle sur le principe.

**M. Lesage (Abitibi):** Parlez-vous comme professeur à l'université ou comme député de Montmagny (M. Grégoire)?  
(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** J'étais à dire...

**M. Lesage (Abitibi):** Répondez, répondez. Je pose une question de principe.

**M. l'Orateur:** Je demande au député d'Abitibi de se taire.

**M. Grégoire (Montmagny)** continue.

**M. Lesage (Abitibi):** Je parle au nom du chauffeur du maire.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le gouvernement a sur le marché un emprunt qui ne flotte pas.

**M. l'Orateur:** Je rappelle au député de Montmagny qu'à la deuxième lecture des résolutions, on ne peut qu'en discuter le principe.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande à l'Orateur de nommer le député de Montmagny (M. Grégoire).

**M. Grégoire (Montmagny):** J'ai justement fini.

**M. l'Orateur:** Je rappelle de nouveau à l'ordre le député de Montmagny, en l'avertissant que la prochaine fois, je serai forcé de le nommer<sup>26</sup>.

**M. Grégoire (Montmagny):** La province paie la gazoline deux fois trop cher, les compagnies s'enrichissent et c'est le peuple qui est taxé. La taxe, dit-il, devrait être imposée aux trusts de la gazoline. Le gouvernement fait un cadeau de \$2.50 aux automobilistes et, d'autre part, il leur retire \$50.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Béique, Bellemare, Bourque, Boyer, Carignan, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Labelle, Langlais, Leclerc, Lesage, Pelletier

(Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 35.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix.

Adopté sur division, comme dans le cas du vote précédent.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 77 modifiant la loi de la gazoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie provinciale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion portant sur la deuxième lecture est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Béïque, Bellemare, Bilodeau, Bourque, Boyer, Carignan, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Labelle, Langlais, Leclerc, Lesage, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 35.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division<sup>27</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi électorale

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64

modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Le bill 64 modifiant la loi électorale de Québec soit renvoyé de nouveau en comité plénier avec instruction de l'amender en retranchant les articles 8, 9, et 10."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, 14.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Béïque, Bellemare, Bilodeau, Bourque, Boyer, Carignan, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Labelle, Langlais, Leclerc, Lesage, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 35.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).
2. *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 10, rapporte que le premier ministre explique chacune des clauses du bill.
3. Le "télégraphe", une forme de fraude électorale bien connue au XIX<sup>e</sup> siècle, n'est disparu que vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Pour qu'un électeur puisse "passer un télégraphe", un organisateur politique lui remettait un bulletin de vote obtenu illégalement et déjà marqué en faveur du candidat pour lequel l'organisateur travaillait. Dans l'isoloir, l'électeur cachait sur lui le bulletin vierge qu'il avait reçu du scrutateur, puis revenait avec le bulletin déjà marqué, qui était alors déposé dans l'urne. Par la suite, il remettait le bulletin vierge à l'organisateur, qui lui donnait une récompense et marquait le bulletin afin de recommencer le manège avec un autre électeur. Comme la récompense était donnée seulement à la sortie du bureau de scrutin, l'électeur pouvait jurer impunément, au moment de voter, qu'il n'avait reçu ni argent ni autre avantage. (Élections Canada: *Renseignements généraux: L'histoire du vote au Canada*, p. 9.)
4. *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 10, indique seulement que le président fait la demande.
5. La clause est adoptée sur un vote debout, selon *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 10.
6. *Le Canada*, du 19 avril 1939, à la page 10, rapporte que l'article est de nouveau adopté par un vote debout.
7. "1937", selon *L'Action catholique* du 19 avril 1939, à la page 14.
8. *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 10, explique que M. Delagrave avait gardé sa visière pour lire son amendement.
9. *Le Soleil* du 19 avril 1939, à la page 3, rapporte que l'Orateur "passe outre à cette objurgation du premier ministre".
10. François Leduc fut ministre de la Voirie du 26 août 1936 au 7 juillet 1938. Pour des raisons nébuleuses, Duplessis contraignit Leduc à démissionner. Devant le refus de ce dernier, Duplessis présente, le 7 juillet 1938, la démission de son cabinet au lieutenant-gouverneur, et le fait assermenter de nouveau, à l'exception du ministre Leduc. Ce dernier, toujours député de l'Union nationale mais siégeant du côté des libéraux, devait donner sa version du limogeage à la séance du 31 janvier 1939.
11. *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 10, rapporte ainsi la réaction des députés: "Les députés se regardent en riant. On cherche qui est en train de manger son "lunch". En réalité, il s'agit probablement de petites croquettes de sucre d'érable qui ont été distribuées en échantillons aux membres de la Législature. M. Béique cesse de mâcher sa gomme."
12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
13. Voir note 1.
14. Voir note 12.
15. Madame Pierre Casgrain, née Thérèse Forget (1896-1981), militante féministe et femme politique. Elle se marie tôt et élève ses quatre enfants. Dès les années 1920, elle se préoccupe de questions sociales et politiques. Suite à la création, en 1921, du Comité provincial pour le suffrage féminin, elle devient l'une des figures de proue du mouvement féministe en prenant la relève, notamment, de Marie Gérin-Lajoie. En 1926, elle fonde la Ligue de la jeunesse féminine puis, en 1928, devient présidente de la Ligue des droits de la femme. En 1931, elle se fait connaître grâce à son émission *Fémina* présentée à Radio-Canada. Vers 1945, elle obtient du gouvernement canadien que les chèques d'allocations familiales soient versés aux femmes plutôt qu'aux pères de famille. En 1961, elle fonde la filiale québécoise de la Voix des femmes et, en 1967, la Fédération des femmes du Québec. Grande humaniste, Thérèse Casgrain s'implique dans une multitude de causes liées à la défense des libertés civiles et des droits de la personne et, toute sa vie durant, elle lutte pour les droits des femmes. De 1970 à 1971, elle est membre du Sénat canadien.
16. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève

sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

17. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario (1934-1942), fait adopter, en 1938, une loi favorable à l'élément catholique de l'Ontario; cette loi sera abrogée rapidement puisqu'elle déclencha une véritable guerre antireligieuse et anticanadienne-française dans Hastings-Ouest. Duplessis s'allie avec Hepburn, afin de former un front contre les tendances d'empiètement du fédéral dans les pouvoirs provinciaux.

18. "143 taxes", selon *L'Action catholique* du 19 avril 1939, à la page 14.

19. "En l'espace de trois ans", selon *L'Événement-Journal* du 19 avril 1939, à la page 15.

20. "éclipse partielle", selon *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 11.

21. *Le Soleil* du 19 avril 1939, à la page 17, rapporte bien que "c'est le député de Châteauguay (M. Boyer) qui préside à ce moment".

22. M. Trudel est de retour à son siège de président de comité.

23. "autobus", selon *Le Soleil* du 19 avril 1939, à la page 17.

24. *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 11, rapporte ici que la discussion se poursuit alors sur le même ton et que la deuxième résolution est adoptée dans la même atmosphère que la première, au milieu des protestations de l'opposition.

25. "des vacances modestes", selon *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 11.

26. *L'Événement-Journal* du 19 avril 1939, à la page 15, indique qu'après un cinquième avertissement, l'Orateur menace de le nommer.

27. Le débat sur la taxe sur la gazoline dure 3 heures selon *The Herald* du 19 avril 1939, à la page 1.



Séance du mercredi 19 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Institut  
Saint-Jean Bosco**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Pelletier), que tous les articles du Règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, l'examen et la réception des bills privés de même que ceux concernant les honoraires et les amendes soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 changeant le nom de "Le Refuge Dom Bosco" en celui de "Institut Saint-Jean Bosco", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** demande la permission de présenter le bill 166 changeant le nom de "Le Refuge Dom Bosco" en celui de "Institut Saint-Jean Bosco".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Aurons-nous les divers renseignements que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) nous avait

promis, il y a une semaine, au sujet de la vente des grains de semence par un comité provincial?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** On m'a demandé de qui se compose l'Office de l'achat des grains de semence. Le président du comité des semences est M. Jules Simard, chef de la division, prêté au gouvernement provincial pour ce travail; M. Jules Simard, pendant la guerre, a occupé un poste important pour l'expédition des grains. Le secrétaire est M. J.-Abel Marion, président de l'U.C.C.<sup>2</sup>, qui ne retire aucun salaire. Les membres sont M. Julien Beaudry, employé régulier du ministère de la Colonisation, et Paul Méthot, employé régulier du ministère de l'Agriculture.

Au printemps de 1937, le comité a acheté et distribué un total de 429,472 minots d'avoine. Il n'est pas resté d'avoine au comité des semences. Au printemps de 1938, le comité a acheté et distribué 407,843 minots d'avoine. Il reste aux éleveurs de Québec et de Montréal 127,656 minots d'avoine classifiée numéro 1. Cela s'explique par le fait que le commerce a vendu à prix réduit de l'avoine d'alimentation deux fois criblée pour être utilisée comme semence.

Une observation faite en cette enceinte, il y a quelques jours, à l'effet que le comité des semences a importé, l'an dernier, du grain impropre à la semence, demande rectification. Beaucoup d'achats ont été effectués dans l'Ouest canadien. Le grain importé le fut sous la surveillance du gouvernement fédéral, qui consentit la remise des droits de douane et de la taxe d'accise de 3 %, après s'être assuré, par ses propres inspecteurs, que ce grain répondait aux exigences de la loi fédérale des semences et était de qualité numéro 1. Pas une livre de grains ou grains de semence vendue par le comité ne lui a été retournée. Un fournisseur qui avait vendu un char de grains a été l'objet de critiques dans une certaine paroisse du comté de Bagot. Ce fournisseur a été forcé, par le comité, d'aller chercher le grain à ses frais, bien qu'il eût été classé numéro 1 par les inspecteurs du gouvernement fédéral.

Dans la province de Québec, comme dans toutes les provinces du Canada, les grains et les graines de semences sont classés par les inspecteurs fédéraux, d'après une loi fédérale. Sur un montant de \$300,000 voté au comité pour la distribution des semences par le ministère de l'Agriculture, la distribution proprement dite n'a absorbé que \$85,000.

Sans l'intervention du gouvernement, les cultivateurs auraient été appelés à payer \$1.25 à \$1.50 le minot pour l'avoine de semence numéro 1. Les achats faits par le comité des semences ont permis au gouvernement de vendre la semence \$0.85 le minot pour le numéro 1 et \$0.78 le minot pour le numéro 2. Pour toute l'avoine de semence achetée dans la province de Québec, les producteurs ont reçu une prime de \$0.10 le minot. Tous les cultivateurs de la province de Québec ont pu vendre leurs semences numéro 1 à ces conditions, sans considération de parti et de race<sup>3</sup>.

Je suis heureux ici d'avoir l'occasion de féliciter M. Jules Simard de nous avoir donné ses services. Il est l'un des hommes les plus renseignés et des mieux vus dans les cercles agricoles. Il (l'honorable M. Dussault) remercie les autorités fédérales de l'avoir prêté à la province.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On veut nous faire voter \$190,000 pour l'encouragement à l'agriculture. On veut donc moins encourager l'agriculture cette année que l'an dernier, car je vois que l'an dernier on nous demandait \$200,000 et en réalité, on en a dépensé \$272,373. On élimine \$10,000 de bourses.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre nous avait promis des détails supplémentaires sur la restauration de la maison de la ferme-école de Deschambault.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il a été surtout allégué que votre serviteur aurait subi une pression quelconque dans le but de construire un logement de luxe à un employé de mon ministère. On a voulu tout simplement conserver à l'une des plus anciennes maisons de la province son caractère français, et le gouvernement se félicite de cette initiative.

La maison que nous avons restaurée à Deschambault date de 1710. C'est une page vivante de notre histoire. La famille Goudreaux s'y établit. Et parmi ceux dont le nom s'attache à cette demeure, on remarque celui de Sir Lomer Gouin, ancien premier ministre de la province, celui de Denis-Benjamin Viger...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** souffle un mot au député de Portneuf (l'honorable M. Dussault)<sup>4</sup>.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre pourrait-il nous dire si M. Paul Gouin a déjà habité dans cette maison.

(Rires)

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Votre chef, M. Godbout, a déjà parlé de M. Gouin. Vous pourriez peut-être lui demander ce détail...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Berthier veut avoir un renseignement là-dessus, qu'il demande donc à M. Paul Gouin lui-même, car M. Paul Gouin a été candidat à une convention libérale dans Portneuf, et il a eu la même chance que le député de Berthier; il a récolté une voix.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Moi, c'est dans une élection que j'ai obtenu une voix; c'est quand même mieux qu'à une convention.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'hésitation à dire que le député de Berthier vaut mieux que M. Paul Gouin.

**M. Bastien (Berthier):** Merci, même si ce n'est pas là un gros compliment.

(Rires)

Mais je demandais cela au ministre parce que l'honorable député de Bonaventure (M. Jolicoeur) a parlé de M. Paul Gouin à la radio, l'autre jour. Le ministre pourrait peut-être lui demander des renseignements.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Cette maison historique de Deschambault a aussi logé l'honorable John J. Ross, l'honorable Louis Méthot. Elle rappelle aussi le souvenir de tous ces hommes illustres. Nous l'avons restaurée à la demande de citoyens éminents de Deschambault, le curé en tête. Elle nous parle du vieux régime français. Si, quand l'occasion se présente de restaurer ainsi une vieille bâtisse, nous le faisons, cela vaut mieux que de se fier à l'initiative de discours de Saint-Jean-Baptiste pour amener le public à souscrire à une pareille restauration. C'est loin d'être un château ou une maison de luxe. J'ai ici plusieurs détails.

Il cite, à ce propos, un article de M. l'abbé Albert Messier, dans le *Mauricien*.

Lorsqu'on a dit que les réparations de cette maison coûtaient \$35,000 - on avait commencé par dire \$50,000 - on se trompait. On a été assez bon pour dire ensuite \$26,000 lors d'une demande de renseignements, la semaine dernière. Eh bien! En tout et partout, cela a coûté \$19,000, les travaux à la ferme y compris. Et, si on enlève le prix qu'ont coûté la terre et les constructions adjacentes, on en arrive,

pour la maison seule, à une somme de \$11,000 seulement. Il était impossible de demander des soumissions parce qu'il s'agissait d'une maison dont les murs étaient restés debout et que l'on tenait à restaurer dans son caractère primitif. On a mentionné le nom de M. Giroux, qui est commerçant de bois. Il était l'un des rares constructeurs qu'on pouvait employer pour ce travail. Nous n'avons qu'à nous féliciter de l'avoir fait. Lorsque le député de Berthier a parlé d'un contrat donné sans soumission...

**M. Bastien (Berthier):** Je n'ai pas parlé de contrats sans soumission en rapport avec cette maison. Mais, si le ministre a des remords et qu'il veut demander des soumissions à l'avenir, je n'ai pas d'objection.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il me semble que cette histoire de construction de maison pourrait avantageusement se comparer avec ce qui a été fait à la ferme expérimentale de Deschambault dans le passé. Sous l'ancien régime, on demandait des soumissions, mais pour une bâtisse qui devait coûter \$7,000 et qui était à peine capable de loger convenablement un homme et sa famille, on dépensait \$12,000 à la construire. Même dans un cas, je me suis laissé dire qu'on avait oublié le solage et le toit.

(À ce moment, un page apporte une gerbe de 34 roses rouges au député de Bonaventure, M. Jolicoeur, pour son anniversaire).  
(Applaudissements)

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** fait parvenir une rose à ses collègues ministériels.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On parle de la restauration d'une maison antique pour accroître notre richesse nationale. C'est une véritable construction que l'on a faite. On a jeté des murs à terre, en restaurant la ferme de Deschambault. Il ne restait plus que trois murs debout. On a construit en neuf la cave, le toit, tout l'intérieur. Puis on a bâti un garage tout neuf en arrière, et c'est là une étrange manie de conserver une maison du régime français. On sait que des gens, payés pour faire d'autres travaux, ont travaillé à la maison. Est-ce que tout cela figure dans les \$11,000 mentionnés par le ministre? On s'est servi d'un tracteur.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il y a des erreurs dans les renseignements du député de

Québec-Centre. La fondation elle-même n'a pas été touchée. Avec le tracteur, on a amélioré la ferme et non la maison. Il y avait des arbustes à arracher, des broussailles à enlever.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On a bâti une cheminée double avec un foyer. C'est une drôle de façon de restaurer.

**M. Bastien (Berthier):** Je constate que les salaires ont été beaucoup plus élevés en 1938, s'élevant à plus de \$21,000. L'on a aussi dépensé beaucoup plus pour la nourriture, \$13,548. J'aimerais aussi à savoir si le surintendant, M. Chagnon, habite la nouvelle maison.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je félicite le ministre. Je concours dans les vues du ministère au sujet de la restauration des vieilles maisons du régime français. Il y a lieu de travailler à re franciser la province. J'espère que le gouvernement prendra l'initiative d'une grande campagne de re francisation.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Leduc (Laval):** L'homme qui se lève pour vous parler n'appartient plus au gouvernement, après en avoir fait partie pendant deux ans comme ministre de la Voirie<sup>5</sup>. Les *Comptes publics* de 1938, qui permettraient de faire la comparaison avec ce que l'on demandera de dépenser durant le prochain exercice financier, ont été dépensés par l'ancien ministre de la Voirie. Depuis le début de l'exercice financier actuellement en cours, il y a eu deux ministres de la Voirie; le premier ministre a occupé ces fonctions pendant six mois et il a été remplacé par le ministre actuel: l'honorable M. Carignan.

Je puis regarder en face l'administration de la province et tous mes anciens collègues et leur dire que pendant les deux ans que j'ai administré ce département, mon administration fut une administration honnête, scrupuleusement honnête. Si quelqu'un peut me citer un seul acte d'administration malhonnête, qu'il ait le courage de se lever et de le dire publiquement! Ces insinuations qui ont été faites sur ma conduite ont laissé croire à la population de cette province, malheureusement, qu'il y avait eu du vol.

S'il y a eu du vol, s'il y a eu un seul acte malhonnête, si cela s'est produit, qu'on le dise! Encore une fois, je défie qui que ce soit de montrer aucun acte entaché de vol dans mon administration de deux ans. Si des gens ont le courage de dire ce qu'ils prétendent avoir à dire, c'est le temps de le dire. On a laissé entendre dans certains milieux que, si on ne procédait pas contre moi, c'était par sympathie pour ma femme et pour mes enfants.

Eh bien! M. le président, à ceux-là, par ma bouche, ma femme et mes enfants demandent de parler. Ils leur demandent de m'accuser s'il y a eu vol et de le dire s'il n'y a pas eu vol dans mon administration. Je n'ai pas fait honte à ma famille. Je n'ai pas peur; je puis regarder tous mes anciens collègues, du premier ministre jusqu'au plus humble de ses serviteurs, parce que je n'ai pas commis d'acte malhonnête. J'ai toujours agi honnêtement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Laval a senti une fois de plus le besoin de protester de son honnêteté, de sa compétence et de son intégrité. C'est son affaire. Il s'agit d'examiner les crédits de la Voirie. Le député de Laval sait que les *Comptes publics* se rapportent à son administration et il s'attend, aujourd'hui, à ce que l'opposition lui fasse les reproches qu'elle a à lui exprimer. Il a donc lancé des défis à l'opposition. Si l'opposition a quelque chose à lui reprocher, elle devrait le faire; c'est le temps! Ce sera son devoir de le faire.

Quant au gouvernement, il a fait ce qu'il croyait être de son devoir. Il a changé de ministre pour les raisons que j'ai déjà données, pour les raisons qu'il a jugées plus que suffisantes. Encore une fois, si l'opposition a quelque chose à dire contre l'administration de l'ancien ministre, c'est le temps. Autrement, si l'opposition n'a aucune critique à faire entendre, elle pourra être accusée d'avoir conspiré avec l'ancien ministre de la Voirie.

(Rires)

J'attends ses critiques. L'an dernier, elle le critiquait. Les députés de l'opposition ont déjà affirmé que, sous l'administration de l'ancien ministre, il y a eu de mauvaises affaires. Elle disait qu'il se produisait des choses extraordinaires dans le département de la Voirie. À moins de complicité et d'entente avec l'ancien ministre, elle ne peut plus maintenant se taire. Nous allons voir ce qu'elle a à dire aujourd'hui.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a une jolie manière de se défilier. Ce n'est

pas l'opposition qui a demandé à l'ancien ministre de la Voirie de démissionner. Ce n'est pas l'opposition qui a les documents du ministère de la Voirie. Ce n'est pas au moment où l'on nous refuse le droit d'assigner des témoins à l'enquête des comptes publics...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition est hors d'ordre. Il devrait savoir qu'il n'a pas le droit de faire allusion à un comité qui n'a pas fait de rapport devant la Chambre. Il devrait me remercier. Je répète que c'est l'occasion pour l'opposition de formuler ses reproches si elle ne veut pas être accusée de complicité avec l'ancien ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a pas de danger. Le député de Laval n'est pas coupable. On ne peut pas être complice d'un innocent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition ne devrait pas dire que le député de Laval est innocent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**<sup>6</sup> Ne faites pas de farces. Les accusations du premier ministre, nous savons maintenant ce qu'elles valent. Le député de Laval est un honnête homme!

Vous avez donné des entrevues aux journaux pour salir le député. Le premier ministre avait promis de donner, en temps et lieu, les raisons pour lesquelles il avait forcé tout son cabinet à démissionner, mais aujourd'hui, il se réclame. Vous devez prouver à la Chambre vos accusations. L'opposition demande des enquêtes et on lui demande d'accuser un homme!

Nous n'accusons personne, Dieu merci, sans avoir de preuve. Nous ne faisons pas d'insinuations, même contre un député adversaire. J'ai demandé une enquête royale sur la Dufresne Construction, et on a même refusé de mettre ma motion sur l'ordre du jour, après m'avoir défié au comité de porter des accusations.

**M. le président:** Je dois rappeler au chef de l'opposition qu'il n'est pas dans l'ordre. Le chef de l'opposition doit s'en tenir aux crédits de la voirie.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous avons des comptes à régler avec le premier ministre. Le premier ministre me demande aujourd'hui de porter des accusations contre un collègue contre qui nous n'avons rien à dire.

**M. le président** parle à M. Bouchard en aparté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le régime bolchévique peut bien continuer, mais on ne m'empêchera pas de dire ce que je pense. Le député de Saint-Hyacinthe a le droit de dire ce qu'il a à dire et ce n'est pas le président qui va l'empêcher parce que je ne suis pas payé par le gouvernement comme vous.

**M. le président:** Le chef de l'opposition doit respecter le président du comité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** émet une opinion semblable.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Peut-être. Mais le président du comité doit aussi me respecter. J'ai des privilèges. J'attends la fin de cette séance pour connaître la sincérité du premier ministre qui a dit ou insinué qu'il avait mis l'ancien ministre en dehors du cabinet parce qu'il était malhonnête. C'est le temps, pour le premier ministre, d'apporter ses preuves. Quand nous, nous voulons porter des accusations, on nous empêche de le faire. Quand le premier ministre doit porter les siennes, il se défile en nous demandant d'accuser des honnêtes gens.

Je dis des honnêtes gens parce que, après la recule du premier ministre, on doit conclure que le ministre de la Voirie n'a pas été expulsé du cabinet sur une question d'honneur, mais parce qu'il était le seul membre du cabinet qui ne voulait pas se laisser dominer par le premier ministre. S'il a été remercié de ses services, c'est un témoignage de son honneur et de son intégrité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas le chef de l'opposition. Je me demande pourquoi il se choque. Pourquoi vient-il sur le point d'étouffer? Est-ce que ça le force de dire que l'ancien ministre de la Voirie est un honnête homme?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Continuez vos sales insinuations!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Vous en avez l'habitude.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis heureux de constater combien les deux oppositions et le député de Laval s'entendent bien, comment ils marchent la main dans la main. Je

demande à la Chambre de réaliser si les déclarations de loyauté du député de Laval étaient sincères puisqu'il s'entend si bien, aujourd'hui, avec le chef de l'opposition. Il n'y a donc en face de nous que des représentants de l'ancien régime?

(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** Ça fait plaisir au premier ministre de dire cela?

**M. Leduc (Laval):** Point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit d'imputer à un député des motifs qu'il n'a pas. J'ai été loyal à mon parti et je pourrai en donner des preuves.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je constate, répète-t-il, que les deux oppositions s'entendent bien. Et ça me fait plaisir de voir que le chef de l'opposition qui, pendant deux ans, a critiqué le député de Laval lorsqu'il était ministre de la Voirie, trouve aujourd'hui que ce fut un excellent ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai jamais attaqué l'administration de l'ancien ministre de la Voirie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition ne devrait pas se choquer. Si ça le force de faire l'éloge du député de Laval, ce n'est pas ma faute. On dirait qu'il est tellement intime avec le député de Laval que tout ce qui contrarie le député de Laval lui fait de la peine.

(Rires)

A-t-on déjà vu un chef de l'opposition sympathiser de cette façon avec un ancien ministre? Mais pourquoi se choque-t-il? Ce n'est pas normal de faire une crise comme cela.

Est-ce que les deux marchaient la main dans la main, même quand le député de Laval était ministre? Le chef de l'opposition ne reconnaît pas le service que je lui rends.

(Rires)

Je déclare à la Chambre que le gouvernement de l'Union nationale a fait son devoir en demandant la démission du ministre de la Voirie et en le remplaçant par un ministre qui donne toutes les garanties de compétence, de loyauté et d'intégrité.

**M. Grégoire (Montmagny):** Est-ce que le député de Laval offrait les mêmes garanties quand il a été nommé ministre? Je suis surpris de voir que le ministre actuel, s'il donnait tant de garanties, n'ait pas été nommé tout de suite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** *Errare humanum est!* J'ai fait une erreur en nommant l'ex-ministre et je la répare sans fausse honte. J'ai fait une autre erreur en offrant une place dans le ministère au député de Montmagny.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je trouve étrange l'attitude du gouvernement. Je me demande pourquoi il s'obstine à ne pas nous donner les raisons pour lesquelles il a fait démissionner tout son cabinet afin de pouvoir forcer le ministre de la Voirie à partir.

La réputation, c'est ce que nous avons de plus cher. C'est la chose la plus sacrée qu'on possède. Il y a peu de gens qui ne jouissent pas d'une réputation plus grande que celle qu'ils méritent.

Personne n'a le droit de l'attaquer sans raison grave, sans commettre un crime. Une réputation, ça ne s'évalue pas en piastres ni en millions. Je félicite le député de Laval de sa fière attitude aujourd'hui. Je regrette que sa mère soit morte si tôt et qu'elle n'ait pas été témoin de la victoire qu'il vient de remporter. Il est temps que la politique de l'Union nationale cesse d'être un cimetière de réputations.

**Une voix:** Donnez donc l'exemple!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne salis personne. Je défends un député qu'on attaque dans son honneur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me demande pourquoi on mêle à ce débat des noms respectables qui y sont totalement étrangers. Pour ma part, quand je me bats, ce sont mes adversaires que je veux voir en face et je ne fais pas intervenir les personnes du sexe faible. Quand j'ai cru de mon devoir de demander la démission du ministre de la Voirie, je n'ai pas eu peur de prendre mes responsabilités. Pour rester fidèle à mon mandat, je n'ai pas hésité à flanquer à la porte l'homme que j'avais moi-même choisi!

Le député de Québec-Centre parle de cimetières de réputations. Il en connaît quelque chose, lui, car c'est lui, le grand fossoyeur de ce cimetière de réputations! C'est lui qui prétend que tous ceux qui ne partagent pas son opinion sont des canailles malhonnêtes. C'est lui, le député de Québec-Centre, qui prétend que ceux qui ne sont pas des électromaniques ne font pas leur devoir. Il a été jusqu'à dire que les professeurs d'université étaient vendus aux trusts.

**M. Boyer (Châteauguay):** Est-ce vrai?

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai cité en cette Chambre un résultat d'une enquête publique.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous l'avez répété.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Oui, car il s'agissait d'une enquête publique sur l'éducation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il fallait que l'opposition numéro deux, comme dit le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), prouvât sa solidarité avec le député de Laval (M. Leduc). Je laisse à la province le soin de choisir entre un homme qui ne craint pas de mettre de côté de vieux amis - pour faire son devoir, pour respecter son programme et donner à la province une administration qui offre toutes les garanties - et des gens qui s'unissent pour critiquer un premier ministre qu'ils n'aiment pas parce qu'il n'a pas fait entrer dans son cabinet toutes les personnes qui voulaient y entrer. Je fais son devoir.

(Applaudissements à droite)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour dépenses administratives (département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages (département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté<sup>7</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est tout pour les estimés budgétaires?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il restera le budget supplémentaire.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales, (département du Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le ministre pourrait-il nous dire combien il y a de députés qui travaillent dans cette Commission des rentes seigneuriales et combien ils reçoivent d'argent?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Il y a le vaillant député de Rouville (M. Barré), qui en est le président, le vaillant député de Bellechasse (M. Boiteau), le vaillant député de Joliette (M. Barrette) et le vaillant député d'Yamaska (l'honorable M. Élie)  
(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et quel est le salaire retiré par tous ces vaillants?  
(Rires)

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Un salaire bien minime. Quand le chef de l'opposition a cessé de s'occuper des rentes seigneuriales, il y avait une quarantaine de municipalités qui n'avaient pas voulu faire de terrier.

Au lieu de prendre des procédures, le député de Rouville est allé rencontrer les conseils municipaux intéressés et il a réussi à convaincre une vingtaine de municipalités de faire leurs terriers.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quel est le salaire du président de la Commission? Et quels salaires reçoivent les commissaires actuels?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** La Commission coûte bien moins cher que du temps où elle était dirigée par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Le président reçoit \$2,000. Les autres membres reçoivent, je crois, \$1,400 ou \$1,600.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député d'Yamaska (l'honorable M. Élie) est un chanceux. Ça lui fait maintenant un triple mandat<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Il vaut trois hommes comme le chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Combien la Commission a-t-elle siégé de fois?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Plusieurs fois. Elle a fait un excellent travail et ça coûte moins cher que sous l'ancien régime. Le député de Saint-Hyacinthe faisait payer ses dépenses de voyage en plus de \$15 par séance, alors qu'il était ministre et qu'il était obligé d'être à Québec.

**M. Barrette (Joliette):** L'ancienne commission n'avait dans une année tenu que quatre séances. Nous avons siégé exactement durant 40 jours en moins de six mois.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Du temps du chef de l'opposition, la commission a coûté \$18,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Durant tout le temps que j'ai été commissaire des rentes seigneuriales, j'ai retiré \$117.10 en frais de voyage. Et le ministre vient d'affirmer que ça coûtait plus cher qu'aujourd'hui. Pendant les deux ans que l'ancienne commission a fonctionné, elle n'a coûté en tout que \$365.30 à la province. La balance, c'était pour des salaires. Aujourd'hui, le président coûte \$2,600 et les autres membres \$1,600. Et l'on vient dire que ça coûte moins cher que sous l'ancien régime.

**M. Grégoire (Montmagny):** Honte!

**M. Barré (Rouville):** Nous avons donné en six mois 40 jours complets d'ouvrage.

**M. Grégoire (Montmagny):** Honte! Honte!

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Sous l'ancien régime, la commission avait coûté \$18,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, ce sont là les salaires payés aux secrétaires-trésoriers des municipalités qui ont fait les terriers. La Commission elle-même n'a coûté en tout, pendant deux ans, que \$365.30. La balance, c'était pour des salaires.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales d'administration (département de la Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.  
Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Biens vacants

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 76 concernant certains biens vacants et sans maître.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que, seront réputés des biens vacants et sans maître appartenant à Sa Majesté aux droits de la province des dépôts de sommes d'argent et de titres et tous avoirs en espèces ou en titres, avec les fruits produits, dans les établissements de crédit, et tous autres établissements qui reçoivent des fonds ou des titres en dépôt, lorsque ces dépôts ou avoirs n'ont fait l'objet, de la part des ayants droit, d'aucune opération ou réclamation depuis trente années ou plus et que plusieurs réclamations pourront être jointes dans la même demande en recouvrement de ces biens contre un même dépositaire.

Adopté.

2. Que les biens visés à la résolution 1 seront soumis à l'application des articles 2 à 5, inclusivement, du chapitre 49 des Statuts refondus, 1925.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 76 concernant certains biens vacants et sans maître.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi 2 George VI, chapitre 51

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 amendement le chapitre 51 de la loi 2 George VI soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>9</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de confier exclusivement au ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) la surveillance et la direction des travaux prévus par la loi autorisant une dépense de \$50,000,000 pour l'amélioration de la voirie de la province. L'an dernier, nous avons dit que la direction des travaux allait au ministre de la Voirie et au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) conjointement, parce que le gouvernement avait des raisons de se méfier du député de Laval (M. Leduc). Cette année, étant donné l'amélioration qu'il y a eue au ministère de la Voirie en nommant le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), nous confions le tout au ministre actuel de la Voirie. Nous n'avons plus besoin de ce contrôle!

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je comprends que vous donnez la surveillance à un seul ministre. Elle était autrefois sous celle du ministre de la Voirie et sous celle du ministre des Travaux publics. Je comprends que, cette année, vous lui avez adjoint trois ministres pour l'aider dans la question des travaux de chômage. Et l'an prochain, vous allez changer d'idée et vous allez lui donner des acolytes, je suppose, comme vous avez fait pour le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay)?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans l'Union nationale, nous sommes toujours prêts à faire toutes les améliorations nécessaires pour le bien de la province.



**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je pense que nous allons retourner de l'autre bord avant longtemps. Les élections approchent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
De l'autre bord oui, mais de l'autre bord de la Chambre.  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre ne fait pas de compliments à celui qu'il appelait, l'an dernier, le plus grand ministre de la Voirie depuis la Confédération.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je n'ai jamais dit cela.

**Des députés de l'opposition protestent.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
J'ai pu le penser, et même si je l'avais dit, je crois que j'aurais eu raison parce que, à ce moment, le pire de l'Union nationale valait mieux que le mieux de l'ancien régime.  
(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre n'a-t-il pas marché avec le député de Québec-Centre (M. Hamel) et le député de Montmagny (M. Grégoire)?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Oui, j'ai marché assez longtemps avec eux pour les envoyer du côté de l'opposition.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai entendu le premier ministre dire que le député de Laval était le plus grand ministre de la Voirie depuis la Confédération. Si le premier ministre ne me croit pas, je puis bien aller chercher le député de Laval<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Québec-Centre peut aller chercher qui il veut. On constatera jusqu'à quel point ils s'entendent. Qu'il aille le chercher et qu'il le garde avec lui, nous allons lui payer du retour.  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Voici une autre loi qui devrait s'appeler "Loi pour réparer les erreurs du présent régime". C'est la 28<sup>e</sup> loi que nous votons à la présente session qui a pour objet d'amender une loi de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
S'il n'y avait pas de lois à amender, ce ne serait pas la peine de convoquer une session.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier)**  
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Département du procureur général**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 modifiant la loi du département du procureur général, relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Université de Montréal**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 pour venir en aide à l'Université de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, en totalité ou en partie, de la manière et en la forme qu'il déterminera et pour un montant n'excédant pas cinq millions de dollars, le remboursement des sommes empruntées par la Société d'administration de l'Université de Montréal créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions et le paiement des intérêts produits par ces emprunts.

2. Que, pendant dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le gouvernement paiera annuellement à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, une somme non inférieure à quatre cent mille dollars et n'excédant pas cinq cent mille dollars garantis comme susdit, puis à subvenir aux frais de l'enseignement donné par l'Université de Montréal et aux autres dépenses accessoires.

3. Que la Société sera autorisée à acquérir et posséder et le gouvernement à lui vendre, aux conditions qu'il fixera, tous les droits qu'il possède et pourra posséder dans le mobilier, les livres et tous les effets faisant partie de la bibliothèque connue sous le nom de Bibliothèque Saint-Sulpice, située sur la rue Saint-Denis, à Montréal.

4. Que les dépenses occasionnées au gouvernement par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux fins de rembourser au fonds consolidé du revenu, en tout ou en partie, le montant de ces dépenses extraordinaires, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts suivant le mode, au taux d'intérêt, dans la forme et pour les montants que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'importance de ce projet de loi n'échappe à personne. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avions comme très précieux actif de l'enseignement le dévouement de nos professeurs, de nos instituteurs et l'intégrité de nos institutions enseignantes. Et dire qu'en plein XX<sup>e</sup> siècle, M. le président, il se trouvait des institutrices qui ne recevaient que \$75 par année comme traitement! Les institutrices, sous l'ancien régime, étaient dans un état de pénurie qui était la sœur siamoise de la détresse absolue.

(Rires)

Nous avons amélioré leur sort, car nous devons d'abord résoudre le problème de l'enseignement primaire et élémentaire. Le gouvernement a voté \$1,000,000 par année, aux institutrices en plus de leur traitement ordinaire. Elles reçoivent maintenant des salaires minima de \$300 par an alors qu'elles recevaient souvent moins de \$100 par an. C'est peu, encore, mais nous ferons davantage avant longtemps. Nous voulons faire de la carrière de l'enseignement quelque chose de fécond.

Il nous restait un autre grave problème à régler. C'était celui de l'Université de Montréal. Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle toutes les misères par lesquelles cette institution a dû passer.

À un moment donné, il fut décidé de construire un immeuble à la montagne. Malheureusement, pour une raison ou pour une autre, l'Université de Montréal, qui avait commencé l'érection d'un nouvel édifice au flanc du Mont-Royal, n'a pu rencontrer ses obligations. Il a fallu arrêter l'œuvre commencée. Depuis, rien n'a été fait. Aujourd'hui, cet édifice se dresse comme un témoignage de la négligence, de la carence et du manque de patriotisme de l'ancien régime. L'ancien régime n'a rien fait.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les millions que nous avons donnés, ce n'est rien?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Vous n'avez fait rien de rien. L'ancien gouvernement touchait à tout mais ne bâtissait rien. Des délégations nombreuses sont venues nous trouver pour que nous puissions régler la question de l'Université de Montréal.

Nous avons sérieusement étudié tous les projets soumis pour donner les mesures qui s'imposaient et qui s'imposent. L'Union nationale a cherché tous les moyens possibles de se porter au secours de l'Université de Montréal.

Notre premier devoir, c'était de consulter les autorités épiscopales de Montréal, qui ont des droits incontestables et incontestés. L'archevêque de Montréal, Mgr Gauthier, nous a alors soumis un projet de loi. Et c'est exactement celui que nous avons accepté et qui est présentement soumis à votre étude. Le projet que nous présentons aujourd'hui reflète la pensée des autorités religieuses de l'archidiocèse de Montréal!

**M. Chaloult (Kamouraska):** Est-ce que les autorités religieuses ont approuvé le projet dans sa forme actuelle ou dans son principe seulement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

De A à Z, dans son principe, dans son entité, dans sa substance, dans sa forme, au point de vue typographique avec les mots, les virgules et les points.

Grâce à ce bill, les travaux de l'Université de Montréal seront continués. Il s'agit de réparer les erreurs de l'ancien régime. Il y aura une corporation de formée, composée de sept membres. Le président en sera l'archevêque, qui nommera avec lui un évêque de la province ecclésiastique de Montréal. Les cinq autres membres seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toutes les propriétés de l'Université de Montréal deviendront la propriété de la Société pendant la durée de son existence, qui sera de 10 ans. La Société administrera ces propriétés et continuera les travaux. Nous demandons à la Chambre de donner ou de garantir à cette Société un capital de \$5,000,000 et de lui donner annuellement de \$400,000 à \$500,000 pour une durée de 10 ans.

Nous avons décidé que tous les contrats passés par les administrations précédentes de l'Université seront annulés. Il faut tout commencer en neuf. Les réclamations de ceux qui peuvent faire valoir certains droits légitimes seront jugées suivant l'équité. Les travaux faits et les marchandises livrées seront payés au prix du marché au temps où les travaux ont été faits et les marchandises livrées.

Avec notre loi, nous assurons à l'Université de Montréal non seulement la vie, mais, comme nous sommes un gouvernement prévoyant, nous assurons aussi sa survie.

En outre de l'Université de Montréal, il y a les universités McGill, Laval et Bishop. Elles ont droit, aussi, à notre attention. Après entente avec les autorités de l'Université McGill, il a été décidé que le gouvernement lui donnerait \$150,000 par année. Pour ce qui est de l'Université Laval, par suite de circonstances incontrôlables de part et d'autre, nous ne nous sommes pas encore rencontrés. Ceci se fera prochainement. Et, l'Université Laval peut être assurée que justice lui sera rendue. Il en sera de même de l'Université Bishop.

Il (l'honorable M. Duplessis) rend un magnifique hommage à ces trois universités, au rôle qu'elles ont joué dans notre province.

Je demande à toute la Chambre de collaborer étroitement pour l'adoption de ce bill.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je suis heureux d'approuver presque sans réserve les paroles du premier ministre. Depuis 10 ans, l'Université de

Montréal est dans une pénurie complète. J'admets que les autorités politiques, quelles qu'elles soient, ne sont pas excusables de n'être pas venues à son secours dans le passé. L'élite intellectuelle et financière de notre province est également responsable de cet état de choses. Les Canadiens français fortunés n'y sont pas allés de leur argent pour aider cette institution d'enseignement. Les Américains, que l'on dit matérialistes, ont plus que nous le culte de l'esprit. Ils ne craignent pas de donner pour leurs universités.

Je crois que le problème de l'enseignement est un problème vital et essentiel bien au-dessus des problèmes qui nous divisent. On parle des déficiences de cet enseignement. Il n'y a pas de mal à faire ces constations. Cela n'enlève rien aux mérites de ceux qui ont dirigé jusqu'à date notre enseignement. Ils ne sont pas responsables de ces carences qui sont dues aux conditions dans lesquelles nous vivons.

Il (M. Chaloult) cite plusieurs extraits d'un discours de M. Adrien Pouliot, professeur d'université, sur l'insouciance des nôtres. Ce n'est pas moi qui ai dit ces choses, poursuit-il. Je n'oserais peut-être pas aller aussi loin, tout en pensant de la même manière.

Il (M. Chaloult) cite Son Éminence le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve et rappelle que le cardinal et Mgr Camille Roy avaient eux-mêmes souligné des carences de notre enseignement.

Il (M. Chaloult) traite longuement la question de l'enseignement en général, dans notre province.

Je veux, avec grand plaisir, féliciter le gouvernement pour la présentation de ce bill. Nous pouvons nous tromper, mais on ne peut douter de la sincérité de nos intentions. Un projet comme celui-ci, c'est avec enthousiasme que nous l'appuyons. Maintenant, je n'ai pas l'intention de faire une réserve, mais de poser tout simplement un point d'interrogation. Les principaux intéressés paraissent avoir accepté la loi telle qu'on nous la présente.

C'est très bien. Je suis cependant surpris qu'il y ait, dans la société, seulement deux ecclésiastiques et cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les laïcs auront donc la majorité. L'université deviendra en quelque sorte une université d'État. Je n'ai aucun doute que les laïcs qui seront nommés seront des hommes tout à fait orthodoxes contre lesquels personne n'aura rien à dire et que l'Église conservera ses prérogatives. Mais le gouvernement actuel ne sera pas toujours au pouvoir. Il pourra arriver qu'un gouvernement anticlérical dirige la province. L'Université de

Montréal s'est-elle trouvée dans une situation économique telle qu'elle ait été obligée d'accepter les conditions qui lui ont été imposées? Cette acceptation, devait-on la faire, si l'on voulait obtenir quelque chose?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je proteste! Depuis quelque temps, l'Université de Montréal a retiré du gouvernement les montants nécessaires pour vivoter. Le bill, tel que présenté devant la Chambre, de A à Z, points et virgules, accents aigus, accents graves et accents circonflexes, provient de l'archevêque-coadjuteur de Montréal, Son Excellence Mgr Georges Gauthier, chancelier de l'Université de Montréal, qui a sans doute consulté lui-même d'autres autorités. Est-ce assez clair?

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'accepte la parole du premier ministre, mais me permettra-t-il de lui faire remarquer qu'il y a des situations où l'on est forcé d'accepter une solution?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au député de Kamouraska d'être plus juste. Il me semble que mes déclarations sont précises, qu'elles ne portent à aucune équivoque et que le gouvernement n'a fait aucune pression.

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'accepte sans réserve les paroles du premier ministre.

On a souvent considéré l'université comme une fabrique de diplômes et cela n'est pas son rôle. Elle doit, dit-il, être un centre intellectuel, un foyer de recherche. Trop souvent nous n'avons pas conçu l'université de cette façon-là. Il (M. Chaloult) acclame le bill après avoir décrit la condition de l'Université comme étant un scandale pour les gens du Québec. Je suggère que l'on améliore l'éducation dans les institutions canadiennes-françaises en insistant sur l'enseignement des sciences. Le Québec a trop de médecins et d'avocats et la province avait besoin d'institutions pour former la jeunesse dans le domaine des carrières économiques.

J'insiste sur l'importance à donner à l'orientation de notre jeunesse et je félicite le gouvernement, et tout particulièrement l'honorable député de Matane (l'honorable M. Gagnon), de l'établissement de l'école des mines.

Il importe de prendre notre place dans les carrières économiques. Je réitère, dit-il, mes félicitations au premier ministre et j'émetts le vœu que le gouvernement continue à donner une impulsion plus forte à l'éducation nationale.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai écouté le discours du premier ministre et je regrette qu'il ait fait de la petite politique avec une question aussi importante. Nous ne pouvons passer une heure dans cette Chambre sans qu'il ne se fasse un devoir de salir la réputation de ceux qui l'y ont précédé. Il continue son rôle de salisseur national.

**Des députés ministériels** murmurent leur réprobation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au président de faire retirer ces paroles au chef de l'opposition, paroles qui prennent dans sa bouche la forme d'une confession.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je les retire, très bien, mais je vais parler des faits. On ne peut m'empêcher de contester la prétention du premier ministre quand il dit que l'ancien gouvernement n'a rien fait pour l'Université de Montréal. Le gouvernement libéral avait aidé l'Université dans la construction de ses nouveaux bâtiments et lui avait offert des subventions à plusieurs occasions. L'ancien gouvernement a donné plus de \$5,000,000 et, si la bâtisse de l'avenue Maplewood est en partie érigée, cela est dû aux souscriptions de l'ancien gouvernement libéral.

En 1933, au plus fort de la crise, le gouvernement, par un Statut, a donné \$1,500,000 pour la protection et pour parfaire les bâtiments extérieurs, dont la construction est arrêtée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je dis et je répète que les bâtisses sur le flanc du Mont-Royal n'ont pas été terminées, pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, et que l'ancien gouvernement n'a rien fait pour aider l'Université de Montréal.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je conteste les avancés du premier ministre. Chaque fois que l'Université de Montréal s'est adressée au gouvernement pour payer ses professeurs, nous l'avons aidée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça ne paie pas la bâtisse. Je déclare que l'Université est restée dans l'état où elle se trouve présentement à cause de la négligence injustifiable du Parti libéral.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai jamais cru que l'Université n'était qu'une pure question de pierre, de brique, de ciment et de

matériaux de construction. Elle existait avant l'immeuble du Mont-Royal. Quand le premier ministre dit que l'ancien gouvernement n'a rien fait, il dit des choses contraires aux faits. Sans l'ancien gouvernement, le ciment et les matériaux dont il veut prendre aujourd'hui le contrôle n'existeraient pas. Nous avons un projet pour régler le problème de l'Université, sans attacher les autorités religieuses comme on le fait aujourd'hui, par un comité comme celui que crée la loi.

Nous avons dans le passé donné \$5,000,000 sans restreindre l'autonomie de l'Université. Notre projet était de donner l'administration de l'Université au clergé et aux Sulpiciens, et nous aurions réglé deux problèmes du même coup. L'ancien gouvernement a fait son devoir. Le nouveau gouvernement a laissé traîner cette question durant trois ans et nous accuse aujourd'hui de n'avoir rien fait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y eut pas de bill de présenté sous l'ancien régime.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La question de l'Université de Montréal eût été réglée par l'ancien gouvernement; le bill était prêt et était accepté par tous les partis, il n'a pas été présenté parce que les Chambres ont été dissoutes en 1936. L'ancien gouvernement avait un bill en vertu duquel il donnait aux Sulpiciens la somme de \$8,000,000 à condition qu'ils se chargent de l'Université.

Cette question est trop importante pour qu'on la réduise à une histoire de politécailleterie. Il s'agit d'un bill que nous attendons depuis longtemps. Il est accepté par les autorités et nous sommes prêts à voter l'argent que le gouvernement nous demande pour qu'il puisse régler cette question à sa façon.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne veux pas ajouter grand-chose à ce qui a été dit sur les résolutions introductrices du bill de l'Université.

**Un député ministériel:** Tant mieux!

**M. Hamel (Québec-Centre):** On veut sauver l'Université de Montréal: je m'en réjouis. Mais je vois que l'État met la main sur l'Université et je ne puis constater cela sans éprouver un certain dégoût. On sent bien, hélas! tous les dessous de ce bill qui est venu si tard! Je me refuse à croire que l'archidiocèse de Montréal ait consenti de plein gré au bill parce qu'il s'agit là de la mainmise du gouvernement sur l'Université.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au député de Québec-Centre de respecter, en cette Chambre, sinon la justice, du moins le décorum. Peut-on parler de cette façon d'un archevêque? Je dis et je répète que non seulement le bill est de la main de Son Excellence Mgr Gauthier, mais sa rédaction entière, de A à Z, entièrement faite par lui-même, les points et les virgules, sont de son auguste main. Le chancelier a seul préparé ce bill en compagnie de Me Emery-L. Beaulieu, que nous avons envoyé auprès de lui avec la mission de faire tout ce que l'archevêque voudrait. Et je crois, malgré ce qu'en pense le député de Québec-Centre (M. Hamel), que Son Excellence a toute l'intelligence voulue pour voir aux affaires de l'Université et aux siennes.

(Applaudissements)

**M. Boyer (Châteauguay):** Ce projet de loi de l'archevêque est-il encore dégoûtant pour vous?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je dis que le bill me dégoûte, mais non la décision de l'archevêque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne vois pas comment on pourrait séparer cela. Je viens de dire que l'auteur du projet de loi est Mgr l'archevêque lui-même, jusqu'à la moindre virgule. Et le député dit que c'est là un bill dégoûtant.

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Laissons faire. On verra un jour qui a raison de s'opposer à la mainmise de l'État sur l'Université.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre ose prétendre qu'un bill rédigé par l'archevêque peut ne pas être bon et qu'il est même dégoûtant.

(Rires)

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous l'avez dit: "Le bill me dégoûte."

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est en effet dégoûtant que l'État s'empare ainsi de l'éducation universitaire. On critique l'ancien régime sur bien des points, mais au moins l'ancien régime, qui donnait des millions à l'Université de Montréal, ne s'attachait pas cette université.

**M. Boyer (Châteauguay):** Votez contre ce bill qui vous dégoûte.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On ne peut voter contre...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Mais oui, si le bill est si dégoûtant. Si une chose me dégoûtait, je ne serais sûrement pas en faveur.  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai confiance dans le clergé, j'ai confiance dans l'œuvre admirable de l'Université Laval. J'ai eu des fils qui ont étudié dans les universités...

**M. Boyer (Châteauguay):** L'aimez-vous, l'Université de Montréal?

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'aime l'Université de Montréal tout comme l'Université Laval. Elles font une œuvre admirable, je le dis et je le répète.

**M. Thibault (Montréal-Mercier):** À quelle place avez-vous donc envoyé étudier vos fils, sinon à McGill?

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est vrai, à l'Université McGill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Ah! Ah! Les purs...

**Des députés ministériels:** Dans une affaire de protestants, lui...

**M. Hamel (Québec-Centre):** (Élevant la voix)  
J'ai eu la permission du cardinal Rouleau, une permission écrite.  
(Rires)

**M. Boyer (Châteauguay):** Pourquoi aviez-vous besoin d'une permission?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pour jouer mon rôle de catholique accompli.

**M. Boyer (Châteauguay):** Pour jouer. Ah! Oui?  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pas d'insinuations.

**M. Boyer (Châteauguay):** Êtes-vous obligés de prouver que vous êtes catholique, vous?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Si le gouvernement voulait procéder comme le député de Québec-Centre, si vertueux, il pourrait demander si le député de Québec-Centre a fait des menaces au cardinal Rouleau pour obtenir la permission d'envoyer ses fils à McGill.  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si l'Université de Montréal avait été plus contrôlée par le clergé, elle ne serait pas rendue à cette extrémité.

**M. Boyer (Châteauguay):** Tout le monde est d'accord sur les parts que vous recevez du Québec central.

(Rires)

Tous sont en faveur du bill, excepté le député de Québec-Centre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Québec-Centre a dit que l'Université était mal administrée et qu'elle l'aurait mieux été par des membres du clergé. Par qui était-elle donc si mal administrée?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il aurait fallu des facultés indépendantes. Cela a été le gâchis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Qui a laissé faire cela? Sous quel régime?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le chancelier était entre les mains de quelques personnes. Ce n'était qu'un porte-drapeau pour un groupe...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je soulève un point d'ordre. Voici un homme qui dit non seulement de l'archevêque de Montréal, chancelier de l'Université, que ses lois sont dégoûtantes, mais il ose le faire passer pour un porte-drapeau. Qu'on remarque jusqu'à quel point le député de Québec-Centre déprécie notre haut clergé!

**Des voix (dérisoirement):** Honte! Honte!

**M. Hamel (Québec-Centre):** On sait que l'Université de Montréal a été longtemps sous le contrôle de Laval.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Pourquoi le député de Québec-Centre (M. Hamel), s'acharne-t-il à insulter nos grandes universités? Après Montréal, il insulte l'Université Laval.

**Des députés:** Honte! Honte!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre a-t-il l'intention de nier qu'il n'avait pas le contrôle du vice-recteur?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui? Quel vice-recteur?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quel vice-recteur? Il y en a plusieurs.

**Des députés:** Lequel?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pourquoi veut-on me forcer à citer ici des noms?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que le député insinue des accusations. Mais qu'il se rassure, nous ne sommes pas comme lui de ce côté-ci de la Chambre. Nous avons plus de courtoisie. Voici que nous étudions un projet de loi en dehors de toute considération politique, et c'est lui, le vertueux, qui ose parler de mainmise politique, etc. Je connais très bien le député de Québec-Centre. C'est un bon garçon, mais il me hait tellement que lorsque nous présentons des projets de loi d'envergure, il dit des choses qu'il ne devrait pas dire.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre peut-il nous dire si cela allait bien à l'Université de Montréal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis que nous sommes au pouvoir, cela va assurément parce que nous, contrairement à l'ancien régime, nous aidons l'Université.

**M. Hamel (Québec-Centre):** À qui attribuez-vous les difficultés de l'Université? Est-ce que le premier ministre veut blâmer le clergé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit tout à l'heure et je n'ai pas d'hésitation à le répéter...

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ne répétez pas, répondez à ma question.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Donnez-y une chance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour des raisons que je n'ai pas à apprécier et qui ne

sont pas de mon domaine. L'Université a éprouvé de sérieuses difficultés, et cela, à cause de la négligence de l'ancien régime qui a refusé de sauver cette institution.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Vous n'avez pas dit pourquoi cela allait mal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre doit savoir la raison. S'il ne la sait pas, ce n'est pas à moi de la dire. S'il la sait, il n'a pas d'affaire à me la demander.  
(Applaudissements à droite)

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est parce que vous ne voulez pas vous compromettre avec le clergé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avertis charitablement le député de Québec-Centre. Voici un député (montrant M. Hamel du doigt) qui fait toutes sortes d'insinuations contre le clergé et qui dit que l'archevêque de Montréal est dégoûtant quand il rédige des projets de loi.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Boyer (Châteauguay):** Oui, je l'ai entendu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un bon garçon, le député de Québec-Centre, mais il me hait tellement que je pourrais dire, si on me le permet, qu'il perd la boule et dit des choses qu'il regrette.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre...

**Des députés:** (Faisant écho à M. Bastien) Le premier ministre...

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre rejette toute la responsabilité des difficultés de l'Université sur l'ancien régime. Il dit que nous n'avons rien fait.

Il affirme qu'en 1936, il n'y avait pas de projet de loi de l'ancien gouvernement pour trouver une solution aux difficultés de l'Université. Je l'ai ici, le projet de loi. Il portait le numéro 33. Nous avons essayé de l'introduire en Chambre, mais le chef de l'opposition d'alors, le premier ministre actuel, s'est objecté à cela. Il a bloqué le bill du règlement de l'Université.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'avise le député de Berthier. S'il ne veut pas respecter les députés, qu'il respecte au moins le décorum. Jamais le bill n'a été présenté ou distribué en Chambre; jamais au grand jamais il n'a été soumis à la considération des députés. Quant à mon attitude sur ce supposé projet de loi, je n'ai jamais été ni pour ni contre, car il n'a jamais été soumis à la Chambre.

**M. Bastien (Berthier):** Les journaux du temps affirment que Mgr Olivier Maurault, le recteur, avait demandé aux deux groupes politiques, en Chambre, de faire la paix au moins sur le bill de l'Université de Montréal. Mais le chef de l'opposition d'alors n'a voulu rien entendre. Il se fichait, dans ce temps-là, de l'Université comme de l'an quarante. Le premier ministre a, durant trois années, laissé l'Université entre la vie et la mort. Le projet de loi 33 que nous présentons relativement à l'Université, il l'a bloqué en 1936.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Berthier (M. Bastien) sait que ce qu'il vient de dire là est contraire aux faits. S'il ne le sait pas, qu'il se taise. Mais il ne devrait pas parler comme cela.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a commencé par nier l'existence du bill 33. Je l'ai ici en ma possession, et c'est la preuve que notre gouvernement avait pensé à sauver l'Université.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est inexact. Il n'y eut, en 1936, jamais de bill de présenté à la Chambre. Il n'y en eut jamais d'imprimé.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a eu, je l'ai dit, la lettre ouverte de Mgr Maurault, le recteur, dans tous les journaux du temps, demandant aux deux partis de faire la paix pour passer le bill de l'Université. Et le premier ministre, alors chef de l'opposition, n'a pas voulu écouter...

**M. Boyer (Châteauguay):** À l'ordre! À l'ordre! C'était-y dans le mois de mars, cela?

**M. Bastien (Berthier):** Au mois d'avril.

**M. Boyer (Châteauguay):** Les ours ne sont pourtant pas encore sortis à ce moment-là.

**M. Bastien (Berthier):** Avril, c'est le mois des sauvages (regardant M. Boyer). Si le premier

ministre était si anxieux de sauver l'Université, pourquoi a-t-il attendu trois ans? Mais on connaît bien son attitude là-dessus, et l'attitude de tout le cabinet, telle que résumée dans la déclaration de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette): "L'université est monument à la sottise et à la folie..."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au député de Berthier, au nom de la dernière décence, de la courtoisie la plus primaire et pour des raisons humanitaires, de ne pas attaquer un absent qui, depuis la semaine dernière, est chez lui au chevet de sa nouvelle épouse qui gît entre la vie et la mort.

**M. Bastien (Berthier):** Mais je parle ici, non pas de choses personnelles, mais d'une déclaration d'un ministre lié par la responsabilité ministérielle, déclaration qui a fait le tour du pays, en ce qu'elle reflétait bien l'opinion du cabinet provincial sur l'Université. Le premier ministre ne se gêne pas, lui qui parle de courtoisie primaire, d'éclabousser sans aucune considération tous ceux qui se sont occupés d'instruction publique. Du temps des libéraux, à l'entendre, les institutrices ne gagnaient que \$75 par année. J'ai ici le rapport de l'instruction publique pour les années 1930-1931, et nous payions alors au-delà de \$300 par année à l'institutrice de campagne.

Le premier ministre veut se vanter, mais en 1935, avec un budget de \$35,000,000, nous avons donné \$4,000,000 à l'instruction publique. Le gouvernement actuel, avec un budget de \$75,000,000, ne trouve pas le moyen de donner plus que \$3,000,000. Voilà la différence. Et je n'invente rien. On trouvera cela dans les *Comptes publics*. C'est éloquent comme chiffres, qu'on compare. Nous ne le disons pas uniquement pour dénigrer ceux qui nous entourent. Mais le premier ministre a néanmoins négligé l'Université de Montréal pendant trois ans. Il a bloqué le bill de l'Université...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Point d'ordre! Je demande, M. le président, que vous fassiez retirer au député de Berthier ses fausses assertions, à l'effet que le chef de l'opposition sous l'ancien régime a bloqué le bill de l'Université. Qu'il retire tout et sans condition.

**M. Bastien (Berthier):** C'est vrai que vous avez tout bloqué en 1936; la législation et les crédits.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Qu'il retire tout sans condition.



**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre n'est pas dans l'ordre en demandant de faire retirer tout le discours que vient de prononcer le député de Berthier. On peut faire retirer une expression en particulier quand elle blesse l'honneur d'un collègue en Chambre. Mais c'est vrai et conforme aux faits que l'opposition de la première session de 1936 a tout bloqué en Chambre. Vous n'avez pas seulement bloqué dans le temps le bill 33, mais vous avez aussi bloqué toute la législation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est de notoriété publique, et tout homme qui est de bonne foi l'admettra - j'entends tout homme honnête - que, du temps de l'ancien régime, M. Taschereau s'est systématiquement refusé à aider l'Université de Montréal et les messieurs de Saint-Sulpice. Et d'ailleurs, le projet dont parlent le député de Berthier (M. Bastien) et le chef de l'opposition n'aurait pas été réalisable.

**M. Bastien (Berthier):** Comment le savez-vous? Vous venez de nier l'existence de ce projet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le connais par ce qu'en ont dit le député de Berthier et le chef de l'opposition. Il était question de donner, dit-on, \$8,000,000 aux Sulpiciens pour sauver les Sulpiciens, auxquels il fallait \$7,000,000. Et, à l'Université de Montréal, il fallait en plus \$5,000,000 et \$500,000<sup>11</sup> par année pendant 10 ans. C'est-à-dire qu'on voulait tout remettre la responsabilité des problèmes de l'Université aux Sulpiciens pour \$1,000,000 de plus que leurs dettes.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il y avait donc un projet de loi à l'époque, puisque vous en parlez. Vous avez dit qu'il n'en existait pas, de projet de loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a jamais été soumis à la Chambre. Au lieu de régler deux questions pressantes, on les aggravait, en vertu de ce projet. Nous, en deux ans et demi d'Union nationale, nous avons sauvé les Sulpiciens, et pas d'une façon mesquine, et puis maintenant, nous sauvons l'Université.

(Applaudissements)

**M. Bastien (Berthier):** Vous êtes au courant du projet de loi. Il vous a donc été soumis à l'époque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai entendu moi-même tout à l'heure le chef de l'opposition parler de ce projet de l'ancien régime. Il

l'a dit: "Nous, les grands saints de l'ancien régime, a-t-il dit, nous avons un projet de \$8,000,000."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai jamais parlé comme cela. Je nie tout ce que vient de dire le premier ministre.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté! Adopté!

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 28 pour venir en aide à l'Université de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 pour venir en aide à l'Université de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

### Travaux de la Chambre:

#### Bill de Québec au comité des bills privés

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comité plénier à la prochaine séance. Ce soir, nous aurons l'étude du bill de Québec au comité des bills privés en général. Je demande aux députés d'être présents en grand nombre afin que nous ayons quorum.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

**NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).
2. U.C.C.: Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. L'U.C.C. devint l'Union des producteurs agricoles (UPA) en 1972.
3. "Tous les cultivateurs ont obtenu des grains de semence numéro 1, sans considération de parti", selon *Le Canada* du 20 avril 1939, à la page 6.
4. Ici, *Le Soleil* du 20 avril 1939, à la page 12, note que le député de Portneuf (l'honorable M. Dussault) semble vouloir continuer son récit historique. Le journaliste précise que le premier ministre regarde M. Dussault et lui souffle un mot. Le ministre change alors de sujet.
5. François Leduc fut ministre de la Voirie du 26 août 1936 au 7 juillet 1938. Pour des raisons nébuleuses, Duplessis contraignit Leduc à démissionner. Devant le refus de ce dernier, Duplessis présente, le 7 juillet 1938, la démission de son cabinet au lieutenant-gouverneur, et le fait assermenter de nouveau, à l'exception du ministre Leduc. Ce dernier, toujours député de l'Union nationale mais siégeant du côté des libéraux, devait donner sa version du limogeage à la séance du 31 janvier 1939.
6. *L'Événement-Journal* du 20 avril 1939, à la page 9, rapporte que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) est visiblement choqué.
7. *Le Canada* du 20 avril 1939, à la page 6, note que tous les items de la voirie, sauf un, sont adoptés ensuite sans discussion, soit un montant global de \$4,490,000. L'item suspendu est au montant de \$100,000 pour l'entretien des chemins d'hiver.
8. L'honorable Antonio Élie est aussi ministre sans portefeuille, précise *Le Canada* du 19 avril 1939, à la page 6.
9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
10. M. Leduc n'est pas présent en Chambre lors de la discussion de cette loi, selon *Le Canada* du 20 avril 1939, à la page 6.
11. \$50,000, selon *Le Canada* du 20 avril 1939, à la page 7.

Séance du jeudi 20 avril 1939

### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

(La séance commence, mais au début, à l'arrivée d'une corbeille de fleurs, les pages sont occupés à distribuer les roses aux députés dans l'ordre rigoureux qui leur a été assigné).

### Rapports de comités:

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 139 modifiant la charte de la cité de Québec.

Le comité fait rapport qu'il n'a pu se mettre d'accord sur le texte du bill 164 modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec, et le réfère à votre honorable Chambre pour considération.

Votre comité recommande de prolonger au 26 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 26 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 modifiant la loi de l'expropriation;
- bill 45 pour encourager la fabrication, dans la province, du soufre, de l'acier et autres sous-produits du minerai de fer.

### Motions des députés:

#### Anniversaire de l'honorable premier ministre, M. Duplessis, Trois-Rivières

**M. Pouliot (Missisquoi):** Un bien agréable devoir m'incombe aujourd'hui, et c'est celui d'offrir, au nom des députés ministériels, mes meilleurs vœux à l'honorable premier ministre de cette province, à l'occasion de son 49<sup>e</sup> anniversaire de naissance. En effet, il y a 49 ans, naissait à Trois-Rivières, celui qui, par son travail et son talent, a atteint le sommet, est devenu le premier citoyen de cette province.

Illustre fils d'un père qui a brillé au Barreau, dans la politique et la magistrature, l'honorable premier ministre aime passionnément sa province, lui consacre le meilleur de lui-même. Nous l'avons vu à l'œuvre, dirigeant les destinées de sa province avec clairvoyance, sagesse et habileté. Doué d'une intelligence vive, d'une grande éloquence, d'un esprit incomparable, d'une énergie indomptable, il n'a pas hésité à mettre ses inestimables talents au service des siens, de sa province tandis qu'il lui eût été si facile d'atteindre la célébrité et la fortune en se consacrant exclusivement à la pratique du droit, s'il n'avait songé qu'à lui-même.

M. l'Orateur, quand on considère toute la législation bienfaisante présentée et adoptée en cette Chambre, depuis l'avènement au pouvoir de l'honorable premier ministre, on n'a pas plus d'hésitation à dire que le peuple saura le conserver encore longtemps à la direction des affaires.

Il me fait donc plaisir, aujourd'hui, de me faire l'interprète de la députation ministérielle pour assurer notre chef distingué de notre estime, notre admiration, notre dévouement, notre entière loyauté, notre fidèle attachement et pour lui souhaiter

bonheur, santé et succès et nos souhaits de toutes sortes.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

Je désire vivement, comme doyen des membres du cabinet en cette Chambre, me faire l'écho de mes honorables collègues membres du cabinet pour présenter au premier ministre, à l'occasion de son anniversaire de naissance, nos vœux les plus sincères et les plus chaleureux de bonne santé et de longue vie pour le bonheur de notre peuple et la prospérité de notre province.

Je ne dirais pas tout et je croirais manquer à mon devoir si je ne soulignais pas le fait que cet homme distingué, par son travail acharné, son activité débordante et son dévouement à la chose publique, a rendu d'éminents services à notre province et au pays tout entier. Il a donné tous ses talents à la province avec sa probité inattaquable et son dévouement d'apôtre à la cause publique. Au nom de tous mes collègues, je lui souhaite encore santé et longue vie.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est un plaisir pour moi de souhaiter encore une fois une bonne santé au premier ministre de cette province en m'associant aux orateurs qui viennent de lui faire des souhaits. Les événements veulent que la fête de notre premier ministre se présente à peu près toujours en cours de session, de sorte que ses amis de la députation peuvent toujours célébrer cet anniversaire avec éclat. Je me joins donc à ceux qui lui ont fait toutes sortes de souhaits pour lui dire que l'opposition fait des vœux pour qu'il ait toujours une santé florissante. Et je veux lui dire que l'opposition fait des vœux pour que tous ses amis de l'extérieur s'associent à ceux de l'intérieur avec autant de spontanéité et de sincérité et fêtent encore longtemps son anniversaire avec lui.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je suis heureux de me joindre à tous ceux qui m'ont précédé pour offrir mes vœux à l'occasion de l'anniversaire du premier ministre. J'emploierai des termes qui servent dans les noces: je souhaiterai, au nom du Parti national, au premier ministre, longue vie, bonheur et prospérité personnelle. J'ajoute des félicitations personnelles. Je suis heureux de le féliciter à l'occasion de cette belle fête.

Et s'il m'est permis d'en ajouter encore, étant donné qu'on a parlé tout à l'heure de santé et que la tâche du premier ministre est très ardue et nécessite une forte somme de travail, je lui souhaite donc une santé de fer, et je suis convaincu que c'est là le meilleur souhait qu'on puisse lui faire. Il me reste à parler de

la bonne humeur qui devrait être chez lui de la bonne humeur perpétuelle parce que, lorsque le premier ministre est de bonne humeur dans cette Chambre, c'est une politique de bonne humeur qui triomphe ici.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

(Applaudissements) M. l'Orateur, inutile, pour moi, je crois de tenter de cacher l'émotion que je ressens en cette journée où nous avons le spectacle consolant de la collaboration et de la coopération si nécessaires dans les temps troublés que nous traversons.

Je remercierai d'abord cordialement le député de Missisquoi (M. Pouliot) de ses belles paroles. Il a laissé parler son cœur en parlant au nom de tous ses collègues. Et quand le cœur parle, même si les compliments qu'il a exprimés à mon endroit sont exagérés, comme c'est beau, comme c'est délicieux!

Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) a aussi parlé au nom du cabinet. Je remercie mes collègues de l'avoir choisi. Son âge, son intégrité, son dévouement, son désintéressement, ses qualités de cœur et d'esprit et sa loyauté sont bien connus et constituent un bouquet encore plus beau que ceux que l'on m'a donnés tout à l'heure. Je le remercie de tout ce qu'il a lui aussi exprimé.

Le chef de l'opposition officielle désire que tous les souhaits faits en cette Chambre se fassent de même en dehors de la Chambre: il a exprimé le désir que ma santé soit toujours florissante. C'est naturel pour le chef de l'opposition de parler d'en dehors. Son chef, M. Godbout, est en dehors de la Chambre, et il était juste que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) ait une pensée pour lui. Je le remercie de la pensée délicate qu'il a eue.

(Rires)

Le député de Québec-Est (M. Drouin), mon excellent ami de toujours, a parlé de bonne humeur, de cette bonne humeur qui accompagne toujours l'accomplissement du devoir - et parfois de devoirs bien pénibles - j'espère l'avoir toujours, comme j'espère toujours que la Providence me permettra de continuer à faire mon devoir sans défaillance, dans la mesure de mes forces.

Je ne puis terminer ce petit discours sans penser aux auteurs de mes jours, mon père et ma mère, et leur exprimer ici ma reconnaissance, ma gratitude et mon admiration. Nous avons le bonheur de bénéficier, dans cette Législature catholique et française de Québec, de traditions canadiennes-françaises bien comprises et de profiter des enseignements qui nous ont été légués.

Je n'ambitionne pas d'autres titres que celui de pouvoir, lorsque la Providence aura décidé que

mes jours seront comptés, de pouvoir, dis-je, regarder en face mon père et ma mère qui m'ont précédé dans l'autre monde et leur dire: "La réputation de loyauté et les enseignements d'intégrité et d'honnêteté que vous m'avez légués, les voilà tels que vous me les avez donnés."

Les journalistes et les députés ministériels m'ont envoyé des fleurs. Il m'est bien agréable de dire à la face de toute la province combien il est réconfortant de se sentir appuyé par un parti aussi loyal, aussi dévoué à l'intérêt public et aussi attaché à celui qui, en dépit de ses défauts, n'a qu'un seul but: servir sa province dans la mesure de ses capacités. Je remercie les députés.

(Applaudissements)

Je remercie celui qui m'a souhaité une santé de fer. Je lui dirai que nous, de l'Union nationale, nous avons la santé de fer, le désir de faire et la volonté de bien faire.

(Applaudissements)

Je remercie tous mes amis, il y en a en quantité. Je les remercie bien sincèrement, de toute mon âme et de tout mon cœur, des manifestations qu'ils ont organisées en l'honneur de cet anniversaire. Je les remercie de leurs manifestations d'amitié et de leur sincérité. Je remercie encore les échevins des Trois-Rivières, dont plusieurs sont des adversaires politiques et qui, hier, au cours d'une réunion du conseil municipal, ont passé une résolution unanime de bons souhaits, de bons vœux et de franche camaraderie à mon endroit.

Après tout, nous sommes tous des concitoyens et des compatriotes en cette province. Mon plus beau merci, c'est de demander à tous de s'unir, non pas pour la satisfaction d'un homme ou le triomphe d'un parti, mais pour une cause commune. Les plus beaux vœux, c'est de demander de s'unir pour la grandeur, la gloire et la prospérité d'une province que nous aimons, d'une race que nous adorons et d'un pays qui nous est cher.

(Applaudissements)

#### **Appel de décision de l'Orateur:**

**Demande d'enquête royale sur les  
compagnies Dufresne Construction Co. Ltd.  
et Dufresne Engineering Co. Ltd.**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai rédigé une motion en demandant au greffier de l'inscrire au *Feuilleton*, une motion à l'effet de demander au gouvernement une enquête royale sur les

agissements de la Dufresne Construction Co. Ltd. et de sa filiale, la Dufresne Engineering Co. Ltd., conformément aux règlements.

**M. l'Orateur:** Je dois rappeler au chef de l'opposition que le greffier de l'Assemblée législative m'a soumis cette motion que je n'ai pas hésité à écarter, la jugeant irrégulière.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais je n'ai pas reçu d'avis m'informant du rejet de ma motion.

**M. l'Orateur:** Si le chef de l'opposition veut critiquer la présidence, je lui rappelle qu'il n'en a pas le droit. S'il veut le faire, qu'il procède régulièrement. Il n'a qu'à faire une motion à cet effet en vertu des règlements, après en avoir donné avis, afin de discuter la décision de l'Orateur.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois que l'auteur d'une motion devrait être avisé de la décision de l'Orateur!

**M. l'Orateur:** J'avertis le chef de l'opposition qu'il ne peut discuter ma décision avant d'avoir présenté une motion. Je n'ai pas d'objection à donner les motifs de ma décision, mais il faut que ce soit fait régulièrement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je veux parler.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je voulais savoir en vertu de quel article du Règlement la décision avait été rendue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition devrait bien donner l'exemple du décorum, en cette Chambre. Le chef de l'opposition a déjà été Orateur. Il devrait respecter les règlements et respecter l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Je vais vous donner tout de suite le numéro du Règlement. C'est en vertu de l'article 156 du Règlement de la Chambre qui dit que la conduite de l'Orateur ne peut être mise en question que par une motion directe et de fond<sup>2</sup>.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des chemins d'hiver (département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne restera que le budget supplémentaire<sup>3</sup>.

#### Université de Montréal

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 28 pour venir en aide à l'Université de Montréal.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. La Société se compose de sept membres: le chancelier de l'Université de Montréal, Son Excellence Monseigneur Georges Gauthier, qui en est le président, ou son successeur à la chancellerie; l'un des évêques de la province ecclésiastique de Montréal, choisi par le chancelier; et cinq autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Il est loisible à Son Excellence de résigner la fonction de président, tout en demeurant membre de la Société."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cet article ne nous convient pas. Le gouvernement aurait dû laisser à l'Université de Montréal son entière autonomie.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je seconde en tous points les paroles du chef de l'opposition. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement aurait, dans la société, cinq membres sur sept.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris de l'attitude du chef de l'opposition. Je répète ce que j'ai dit hier, le bill a été entièrement préparé par Mgr Gauthier. C'est peut-être pour cela que le chef de l'opposition est contre. Il devrait au moins respecter l'opinion de l'archevêque de Montréal. Mais le député de Montmagny (M. Grégoire), lui, devrait respecter le clergé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne crois pas, moi, qu'un tel article ait été suggéré par l'archevêque de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai affirmé que cet article a été suggéré par l'archevêque de Montréal. Je demande au chef de l'opposition de retirer ce qu'il a dit concernant l'archevêque de Montréal.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne puis retirer une chose que je crois foncièrement. Je dis que je ne crois pas que la clause ait été suggérée par l'archevêque de Montréal. Je n'ai pas foi, dit-il, en la déclaration du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prends note que le chef de l'opposition n'a pas la foi.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. La société est autorisée à faire les règlements qu'elle juge nécessaires touchant sa régie interne, la conduite de ses procédés et l'application de la présente loi, sauf incompatibilité avec celle-ci.

"Ces règlements entrent en vigueur dès qu'ils sont approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**M. Leduc (Laval):** L'Université de Montréal devrait être absolument indépendante. J'enregistre ma dissidence sur cet article, comme sur l'article 2.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9 à 33, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Fraude et corruption municipales**

**M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>6</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (Statuts refondus, 1925, chapitre 107) est modifiée en y ajoutant, après l'article 4, le suivant:

"4a. À compter du quinze avril 1939, l'inhabilité prévue aux articles 3 et 4 de même que le droit de poursuite sont limités à la durée du mandat en cours, dans tous les cas où les contrats, commissions ou intérêt y mentionnés ne dépassent pas cinquante dollars par année."

**M. Barré (Rouville):** La loi n'a d'autre but que de mettre fin à des abus. Il s'agit d'empêcher d'inutiles poursuites en dommages ou en déqualification contre les maires et les échevins des municipalités pour des transactions futiles avec la corporation municipale.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis opposé à des lois de cette nature, parce qu'elles permettent la fraude et les abus.

**M. Barré (Rouville):** La loi n'autorise nullement la fraude. Pour les maires et les conseillers municipaux, la situation est devenue insupportable et

impossible. Je vais citer le cas d'un forgeron, que je connais, qui est le seul forgeron de l'endroit. Il ne peut ferrer le cheval de la municipalité. On doit se rendre à cinq milles pour ce faire. Il ne peut ferrer le cheval sans être exposé à une action en déqualification ou en dommages. Par cette loi, l'on veut empêcher des procédures pour des bagatelles, comme cela. On veut empêcher les déqualifications. La loi ne fait pas disparaître les contestations en cours.

Il (M. Bastien) cite plusieurs cas pour démontrer que la déqualification pour des transactions de ce genre n'a pas sa raison d'être.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avec cette loi, on veut éteindre encore les facilités qu'ont les officiers municipaux, les maires et conseillers, de faire des transactions avec leur conseil, et c'est là une nouvelle preuve de l'esprit du gouvernement.

**M. Marier (Drummond):** La présente loi a pour objet d'empêcher des procédures pour des chinoiseries de \$3 ou \$4 lorsque les citoyens ne sont pas en belle humeur.

**M. Barré (Rouville):** Le chef de l'opposition semble se scandaliser et dit que l'on veut créer un esprit nouveau.

Mais il y a des ministres et des députés qui ont fait affaire avec le gouvernement. Et on ne les a pas déqualifiés ou on ne les a pas poursuivis. C'est même arrivé à des Orateurs de faire affaire avec le gouvernement.

**M. Tardif (Frontenac)<sup>7</sup>** fait allusion à une certaine vente de valises<sup>8</sup> au gouvernement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non! Non!...

**M. Barré (Rouville):** Ah, ça s'est déjà fait!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le député de Frontenac (M. Tardif) était convaincu d'une irrégularité dans cette vente de valises, il y a longtemps que la valise aurait défoncé.

Je déclare que je n'ai rien retiré de cette transaction. Et d'ailleurs, le tout a été fait selon les exigences de la loi; la vente a été faite régulièrement et le député qui parle n'en a pas profité du tout.

**M. Marier (Drummond):** Il n'y a absolument rien d'extraordinaire dans cette loi et il n'y a pas lieu de s'y opposer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il y a eu des abus dans le passé.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite plusieurs cas, qu'il a constatés dans son expérience professionnelle, où l'ancienne loi avait donné lieu à des abus criants.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Arrêté ministériel no 1572**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de l'arrêté ministériel no 1572.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 20 avril 1939, demandant la production de copie de l'arrêté ministériel no 1572. (Document de la session no 29)

Il (l'honorable M. Duplessis) déclare ne pouvoir donner tous les autres renseignements demandés dans la même motion.

##### **Charte de East Angus**

**M. Sherman (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 modifiant la charte de la ville de East Angus.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Sherman (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Emprunts de la ville de Sherbrooke**

**M. Gérin (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Institut Saint-Jean Bosco**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 changeant le nom de "Le Refuge Dom Bosco" en celui de "Institut Saint-Jean Bosco" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Charte de Rouyn**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Adopté. Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

##### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à 11 heures du matin.



La Chambre aura trois séances par jour la semaine prochaine.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce qu'on pourra proroger jeudi prochain?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On va essayer.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 4 h 30.

---

## NOTES

1. *Le Canada* du 21 avril 1939, à la page 7, rapporte qu'avant l'ouverture de la séance, les députés envahissent la Chambre. M. Duplessis, qui célèbre en ce jour son 49<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance, paraît ensuite sur le parquet de la Chambre, aux applaudissements de tous. On lui apporte une première gerbe de roses et, de nouveau, les députés l'applaudissent. Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) entonne alors la chanson "Il a gagné ses épaulettes!" et les autres députés font de même.

2. *Le Canada* du 21 avril 1939, aux pages 1 et 7, rapporte que, le soir même, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) déposera une seconde motion chez le greffier. Voici: "Que cette Chambre est d'opinion que l'Orateur a outrepassé ses pouvoirs en ordonnant au greffier de mettre de côté, et de ne pas insérer au *Feuilleton*, un avis de motion demandant une enquête royale sur toute transaction entre le gouvernement de la province et la Dufresne Construction Company, Limited, ainsi que sa filiale la Dufresne Engineering Company, Limited, et sur les dispositions que ces compagnies ou leurs directeurs ont pu faire des deniers qui leur sont revenus directement ou indirectement des fonds publics de la province."

3. *L'Événement-Journal* du 21 avril 1939, à la page 9, indique que le premier ministre s'adresse au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

5. L'étude de ce bill dure 10 minutes, selon *La Patrie* du 21 avril 1939, à la page 6.

6. Voir note 4.

7. Cette allusion est attribuée au député de Rouville (M. Barré), selon *L'Événement-Journal* du 21 avril 1939, à la page 9.

8. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Télesphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était orateur de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.



## Première séance du mardi 25 avril 1939

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 11 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

Ville  
d'Iberville

**M. Paradis (Matapédia)<sup>2</sup>** pour **M. Lamoureux (Iberville)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que les articles 494 et 521 du Règlement de l'Assemblée législative et tous les articles ayant trait aux avis, à la présentation, à l'examen et à la réception des pétitions ainsi qu'à la présentation, l'examen et la réception des bills privés soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 concernant la ville d'Iberville, et que bill soit maintenant lu une première fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je proteste, dit-il, contre la présentation tardive de ce bill. Le délai normal pour la présentation des bills privés est expiré depuis le début de février.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill, dont on m'a parlé, dit-il, est dans l'intérêt public; l'on se doit de faire droit à la demande du député d'Iberville (M. Lamoureux). Il s'agit de défendre le conseil municipal d'Iberville, dont les membres sont poursuivis parce qu'ils ont pris des mesures nécessaires afin d'attirer des industries dans leur ville.

La motion est adoptée sur division.

**M. Paradis (Matapédia)<sup>3</sup>** pour **M. Lamoureux (Iberville)** demande la permission de présenter le bill 160 concernant la ville d'Iberville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

**M. Boiteau (Bellechasse):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 165 validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke.

Conseil  
d'agriculture

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 62 modifiant la loi concernant le conseil d'agriculture.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le conseil d'agriculture a cessé d'exister. Il est remplacé par la chambre d'agriculture. La loi a pour but de changer le mot "conseil" par le mot "chambre". Et l'objet de ce bill est de transférer à la Chambre agricole du Québec la juridiction de l'ancien conseil d'agriculture relativement au comité de surveillance des chevaux de reproducteurs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ceci représente un autre recul de la part de l'administration et l'admission que la plupart de ses lois étaient préparées rapidement et qu'elles sont mal condensées. Ceci représente aussi la fin d'un règne de terreur que le sous-ministre de l'Agriculture, Albert Rioux<sup>4</sup>, a essayé d'imposer aux fermiers du Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Corporations  
et compagnies

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 80 concernant les corporations et compagnies.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon):** La nouvelle loi a tout simplement pour but de changer le système de taxation sur les corporations.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pas de taxes nouvelles?

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon):** (Souriant) Non.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le texte du bill sera connu aujourd'hui.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de l'hygiène publique**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 81 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de supprimer certains produits du Conseil supérieur de l'hygiène pour les transférer au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette). Le ministère de la Santé n'existait pas quand le Conseil a été créé. Il s'agit de permettre au ministre de la Santé et à ses hauts fonctionnaires d'assumer les responsabilités de l'ancien Conseil d'hygiène et d'agir avec plus de rapidité et d'efficacité en matière d'hygiène publique, en abolissant le Conseil d'hygiène publique. La deuxième partie du bill donne au gouvernement, sur la recommandation du ministre de la Santé, le pouvoir de mieux surveiller et de contrôler plus efficacement les maladies, en particulier les maladies contagieuses.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait un éloge du gouvernement et du ministre de la Santé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est pour ça, sans doute, que le chiffre de la tuberculose est plus élevé d'après les statistiques officielles? La tuberculose a augmenté au cours de la dernière année!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des assurances**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke

(l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 82 modifiant la loi des assurances de Québec.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous apportons certains amendements pour rendre la loi meilleure et donner justice à ceux qui ont souffert pendant 40 ans sous l'ancien régime.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Districts électoraux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 83 relatif aux districts électoraux de la province.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de la nouvelle redistribution des circonscriptions électorales. C'est une loi pour améliorer l'état de choses actuel et pour donner justice à la province, aux différents comtés et aux électeurs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande des informations supplémentaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'étions pas obligés de nommer un comité parlementaire et, cependant, nous en avons nommé un. Le chef de l'opposition et le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors) en faisaient partie. Mon honorable ami peut avoir d'eux les règlements qu'il désire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** De quelle façon donnera-t-on justice?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le sens qui sera indiqué par le bill.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le comité siégeait à huit clos et les intéressés n'ont pas été entendus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les intéressés ont été entendus et le député de

Rivière-du-Loup (M. Casgrain) pouvait se faire entendre s'il le voulait.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Conseil provincial des sports**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 84 instituant le Conseil provincial des sports.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de créer un Conseil provincial des sports pour faire disparaître des abus et à l'avantage des personnes qui s'occupent de sport et celles qui vont voir ces dernières accomplir leurs exploits. Il y a une étude spéciale de faite à ce sujet.

L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan), l'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) ainsi que plusieurs députés se sont intéressés de façon particulière à ce projet de loi.

On verra par l'étude du bill qu'il comporte une amélioration importante dans la situation de ceux qui font du sport.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Compagnies de transport et de communication**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 86 assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous abolissons la Commission des services publics qui s'occupait de réglementer en la matière. Nous créons donc, par la loi, un organisme spécial qui sera chargé de s'occuper exclusivement et des communications et des transports dans les chemins publics. D'autres pouvoirs lui sont aussi conférés.

Des organismes analogues existent dans divers autres pays.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **École polytechnique**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 87 modifiant la loi instituant en corporation l'École polytechnique.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'augmenter les pouvoirs d'emprunt de l'École polytechnique, et ce, à sa propre demande.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Vente des produits agricoles**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 88 pour aider la vente des produits agricoles.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On sait que le gouvernement fédéral avait passé une loi connue sous le nom de Marketing Board.

Il y a eu des appels à la Cour suprême et au Conseil privé au sujet de la constitutionnalité du Marketing Board, laquelle fut déclarée *ultra vires* par le Conseil privé.

Il vient d'y avoir une longue conférence entre les divers ministres d'Agriculture de plusieurs provinces. Notre dévoué ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), après de nombreuses démarches, a favorisé une entente dans tout le pays au sujet de l'écoulement de nos produits agricoles. Nous créons un organisme spécial qui coopérera avec le reste du pays pour assurer la vente de nos produits agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Assistance aux mères nécessiteuses**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), la permission de présenter le bill 90 modifiant la loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill a pour effet de clarifier la définition du mot "mère" dans la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses, spécifiant qu'il s'agit de mère d'au moins deux enfants légitimes. Nous faisons disparaître un doute qui existait dans la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conservation  
des ressources naturelles**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 91 pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une mesure envers des compagnies qui se croient maîtresses dans la province de Québec. Cette loi a pour but de faire comprendre à certaines compagnies qu'elles ne mènent pas la province.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter l'annulation des exemptions de taxes municipales ou scolaires dont bénéficie une entreprise papetière, lorsqu'il juge que ses exploitants commettent des actes préjudiciables aux intérêts de la province et à la conservation du domaine forestier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Tiens, ça sent les élections!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Construction de logements salubres**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable

M. Bourque), la permission de présenter le bill 92 augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous augmentons les pouvoirs des conseils municipaux pour permettre aux contribuables de se prévaloir de la loi fédérale. Nous voulons donner aux municipalités le droit de limiter la taxe sur chacune de ces maisons en vertu de la loi générale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Épargne populaire  
et surcapitalisation**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 95 modifiant la loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation.

**Un député de l'opposition** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'améliorer une loi presque parfaite.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de la Chambre:****Horaire  
des séances**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'à l'avenir, cette Chambre tienne trois séances tous les jours, sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; la troisième depuis huit heures du soir jusqu'à ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce qu'on va ajourner jeudi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition fait son devoir, c'est parfait.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On va faire ça chaud, mais vite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que s'il y a de la chaleur dans les froides régions, ça ne peut être pour longtemps.

La motion est adoptée.

### **Corporations et compagnies**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 80 concernant les corporations et compagnies.

Adopté.

### **Domaine cultivable**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 85 favorisant l'augmentation du domaine cultivable.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>5</sup>:**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose: Attendu que le drainage des terres dans la province donnerait à l'agriculture une vaste étendue de terres actuellement improductives;

Attendu que la province de Québec doit garder son caractère agricole parce que l'agriculture offre des garanties de sécurité et de stabilité économiques et sociales incomparables;

Attendu que ces terres actuellement improductives sont situées en grande partie à proximité de paroisses existantes;

Attendu que l'assainissement de ces terres, tout en assurant l'expansion de l'agriculture,

favorisera une saine politique de colonisation par la consolidation et l'agrandissement des paroisses organisées;

Attendu qu'il est du devoir du gouvernement fédéral de rendre justice à la province de Québec et de favoriser l'expansion agricole du Québec comme il a toujours favorisé l'aide aux cultivateurs de l'Ouest;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, sera autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu ou à même les emprunts qu'il sera autorisé à contracter les sommes qu'il jugera nécessaires au drainage des terres dans la province, pourvu que le gouvernement fédéral contribue pour cinquante pour cent de ces dépenses, les frais occasionnés par l'administration demeurant à la charge du gouvernement de la province.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de l'Agriculture à contracter avec le gouvernement fédéral toute entente conforme à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je réclame comme un droit et un devoir, dit-il, la coopération du gouvernement fédéral pour aider les cultivateurs de la province, dans une question aussi importante que le drainage des terres. Il est temps qu'Ottawa fasse sa part pour l'Est du pays. Il y a assez longtemps qu'Ottawa paye pour les cultivateurs de l'Ouest.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne veux pas, dit-il, qu'on dise qu'Ottawa n'a rien fait pour le drainage dans la province. Dans Saint-Hyacinthe et dans Rouville, on fait depuis deux ans des travaux de drainage pour lesquels le gouvernement fédéral a fait sa part.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le préambule du bill ressemble à de la littérature électorale. Est-ce que nous aurons des élections prochaines? Nous avons hâte au jour du vote.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il y avait des élections cette année, l'opposition serait complètement drainée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je voudrais savoir s'il y a eu des pourparlers avec Ottawa à ce sujet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement fédéral a accordé aux cultivateurs de l'Ouest un bonus de \$0.90 par boisseau de blé, alors qu'il y a surproduction de blé dans tous les pays. Le fédéral encourage la surproduction. Il a donné aussi des millions à la Saskatchewan en disant que des terres avaient été asséchées. Et c'est nous qui avons payé. Il est temps maintenant que la province de Québec reçoive d'Ottawa sa juste part, quelque chose pour drainer les terres, agrandir son domaine cultivable et créer des paroisses de colonisation dans les centres organisés. Les ventes pour le mois de mars, qui se sont totalisées à plus de \$33,500,000, présentent une amélioration notable par rapport à mars 1938, surtout pour ce qui est de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan et du Manitoba. L'augmentation pour l'Île-du-Prince-Édouard est la plus forte enregistrée au Canada et ressort à 44.4 %. Voici le détail des ventes par province:

Colombie-Britannique.....	\$ 2,821,000
Alberta.....	1,321,000
Saskatchewan.....	846,000
Manitoba.....	1,930,000
Ontario.....	15,058,000
Québec.....	9,121,000
Nouveau-Brunswick.....	792,000
Nouvelle-Écosse.....	1,326,000
Île-du-Prince-Édouard.....	130,000
Terre-Neuve.....	233,000
<i>Total.....</i>	<i>\$32,252,000</i>

Le drainage de certaines terres aura deux avantages: augmenter la superficie du sol arable et consolider les vieilles paroisses.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je sollicite l'appui du gouvernement pour aider à relever la classe agricole.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je crois qu'on a raison quand on dit que le gouvernement fédéral a trop favorisé l'Ouest aux dépens de l'Est quand il s'agit de l'agriculture. Et cela, sous tous les gouvernements. Le principe de ce bill est excellent en lui-même; le drainage des terres est une excellente chose et même une chose nécessaire pour bien cultiver les terres. Mais en pratique, je crois que le projet ne conduit à rien du tout.

Je regrette, dit-il, que le gouvernement vienne mettre une condition qui rendra sa législation inopérante. Le gouvernement sait bien qu'il est déjà

en très mauvais terme avec Ottawa à cause principalement des provocations lancées à tout propos. C'est un bill pour embarrasser le gouvernement fédéral. Le gouvernement sait qu'il ne recevra pas de coopération.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je proteste, dit-il, contre une pareille insinuation.

**M. Tardif (Frontenac):** Le député de Kamouraska a tort de parler ainsi, car nous espérons que le gouvernement fédéral voudra bien coopérer.

(Louant la politique d'aide de son gouvernement à l'agriculture) Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, veut coopérer en toute sincérité avec le gouvernement d'Ottawa dans cette politique d'assainissement des terres, par le drainage et l'égouttement.

Le drainage des terres est une question d'une extrême importance pour l'agriculture car, sans cela, il est inutile de parler de fertilisation des sols et il faut que les autorités contribuent ensemble à résoudre cette question. Le drainage diminue le prix de revient des produits et augmente la qualité du rendement; il faut l'activer à tout prix dans notre province.

Dans mon comté, l'an dernier, il y eut des demandes pour une valeur de \$82,000. Or, avec le budget ordinaire du ministère de l'Agriculture, il a été impossible d'obtenir cette somme. Avec ce projet de loi, le gouvernement va pouvoir se procurer les fonds nécessaires. Il n'y a rien de mal à demander à Ottawa de nous aider. Le député de Kamouraska (M. Chaloult) a tort et je suis convaincu que le fédéral répondra favorablement aux réclamations de droit de la province de Québec<sup>6</sup>.

**M. Bastien (Berthier):** C'est aujourd'hui une grande déception pour tous les députés ruraux. Depuis le début de la session, on entendait dire qu'ils avaient des caucus pour préparer un vaste plan de drainage. Je me demande si le député de Frontenac (M. Tardif) parlait ainsi à ces caucus. On laissait entendre que l'on était prêt à faire de grands sacrifices pour aider la classe agricole. Mais, à la dernière minute de la session, l'on nous arrive avec un bill offrant de coopérer avec le fédéral.

C'est le premier ministre actuel qui offre de coopérer, lui qui n'a jamais perdu une occasion de dénoncer et de critiquer les autorités fédérales. Comment le gouvernement peut-il espérer la coopération du gouvernement fédéral quand il a toujours cherché à le déprécier?



**M. le président:** Je rappelle le député à l'ordre. Sa digression est absolument hors d'ordre.

**Un député:** Êtes-vous pour ou contre?

**M. Bastien (Berthier):** Je n'ai pas d'objection à être pour parce que ça ne veut absolument rien dire. On sait le résultat que le gouvernement a eu avec les travaux de chômage.

**M. le président:** Je demande au député de Berthier (M. Bastien) de s'en tenir aux résolutions et de ne pas faire de digression.

**M. Bastien (Berthier):** On voit que le projet actuel du gouvernement n'est pas sérieux et qu'il n'a pas de programme de drainage. Pourquoi le gouvernement ne soumet-il pas en même temps un programme de drainage?

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) n'est seulement pas ici à l'heure actuelle, il pilote un navire de la Furness Company. Cette loi est un profond désappointement pour la classe agricole, une déception même aux députés ministériels qui en escomptaient une plus efficace.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le député de Kamouraska (M. Chaloult) voit dans cette loi une mesure électorale. Nous croyons que la mesure est bonne en soi mais nous donne la sincérité du gouvernement.

**M. le président:** Le député de Québec-Centre n'a pas le droit de dire cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre devrait une fois pour toutes se convaincre qu'il ne détient pas le monopole de l'honnêteté et de la sincérité.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je parlais du gouvernement et si le premier ministre s'est cru visé, je le regrette. On dit vouloir du drainage; le gouvernement n'est pas sincère au sujet de cette politique, puisque cette année, il réduit de \$410,000 à \$274,000 ses crédits pour le drainage, et de \$100,000 à \$150,000 les montants votés à la colonisation pour les travaux de drainage des terres. On demande la coopération du gouvernement fédéral en le menaçant de lui faire la guerre. C'est une étrange façon de coopérer. C'est une loi qui sent l'électoratisme. On admet qu'elle a été présentée sans avoir été précédée de pourparlers avec Ottawa. On va à la pêche aux octrois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve malheureuse l'attitude de l'opposition. Son chef félicite et remercie le gouvernement et le député de Berthier (M. Bastien) s'ingénie à dire le contraire. Quant à l'opposition déguisée, il est visible qu'elle ne se laisse pas toujours guider par l'intérêt public. On l'a vu la semaine dernière, lorsque toute la Chambre s'est unie pour me présenter ses souhaits. Ces gens étaient tous absents sauf le député de Québec-Est (M. Drouin).

Dès que la manifestation fut terminée, ils entrèrent en Chambre. Je ne dis pas cela pour m'en plaindre, mais pour montrer leur mentalité. Par la loi que nous présentons, nous allons empêcher l'exode de la campagne vers les villes qui a été si ruineux pour les deux.

Nous considérons que la province doit avant tout garder son caractère agricole, car nous trouvons là des garanties de stabilité et de sécurité que nous ne trouvons pas ailleurs.

On nous reproche d'avoir réduit le budget, mais nous présentons une résolution dans laquelle nous ne limitons pas le montant. Nous avons augmenté le budget: dans la résolution du bill, les montants sont laissés en blanc, sans aucune limite. Nous disons que, si Ottawa veut coopérer pour la moitié, nous sommes prêts à dépenser n'importe quel montant pour le drainage, un, deux ou trois millions s'il le faut. Dans le cas de Bellechasse, le gouvernement a été autorisé à dépenser \$100,000. Voilà encore qui démontre que le budget pour le drainage a été augmenté.

L'entreprise est tellement belle que le gouvernement veut y consacrer tous ses efforts et il compte bien que la coopération du gouvernement fédéral ne lui sera pas refusée. Ce n'est pas le gouvernement qui demandera à Ottawa, ce sera la province, et elle a droit d'obtenir quelque chose pour une entreprise aussi importante.

Ce n'est pas la charité que nous demandons mais la justice, et c'est une insulte aux autorités fédérales que de prétendre qu'elles mettront de côté la justice et les droits de Québec pour satisfaire une vengeance personnelle.

C'est la province qui parle, qui demande, et la province demande justice. Nous payons 30 % des impôts. Pourquoi tenter de nuire en disant d'avance que le fédéral n'aidera pas? Voilà une des meilleures mesures de la session.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement fédéral fait sa part pour la province; il verse des octrois généreux au Québec, car il paye des

millions pour les travaux publics, pour le dragage du Saint-Laurent et des rivières dans le Québec; il verse 75 % des \$15,000,000 pour les pensions aux vieillards et aux aveugles; il donne une prime sur la fabrication du fromage, etc.; le gouvernement fédéral fait sa part dans notre province, comme il doit s'occuper des autres provinces; il faut coopérer avec lui pour contribuer au bien-être général.

Je félicite le gouvernement de l'Union nationale de se rapprocher du gouvernement fédéral pour le drainage des terres. C'est là, dit-il, de la coopération véritable et une bonne mesure. Je regrette qu'elle vienne si tard, mais mieux vaut tard que jamais.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre parle souvent d'animosité personnelle, de rancœur. J'ai discuté chiffres et budget et je n'ai pas fait de personnalités.

Le premier ministre a aussi dit que nous nous étions entendus pour ne pas être à son anniversaire, jeudi dernier. J'étais absent, mais mon député de Québec-Est (M. Drouin) a parlé au nom du Parti national.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
"Mon" député?  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'ai jamais eu de parole désagréable en cette Chambre. Mes discours ont toujours été préparés avec soin, sans personnalité aucune, mais dès que j'ai voulu les prononcer, ils ont été hachés d'interruptions et nous avons été abreuvés d'injures. On a même modifié les règlements de la Chambre pour me nuire.

**M. Tardif (Frontenac):** Fiel et vinaigre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Néanmoins, ce que nous avons dit ce matin reste vrai: il n'y a pas autant d'argent consacré au drainage cette année que dans le budget précédent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non seulement nous avons voté plus d'argent pour le drainage à l'agriculture et à la colonisation par des lois comme celle nous autorisant à drainer la savane Saint-Charles, mais il y a jusqu'au ministère du Travail qui fait du drainage dans le comté de Chicoutimi comme travaux de chômage.

Les résolutions sont adoptées.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 85 favorisant l'augmentation du domaine cultivable.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnies de transport et de communication**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 86 assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication.

Adopté.

### **Vente des produits agricoles**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 88 pour aider la vente des produits agricoles.

Adopté.

### **Enseignement agricole**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de

résolutions relatives au bill 89 continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole.

Adopté.

**Universités Laval, McGill  
et Bishop's College**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 93 pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College.

Adopté.

**Assurance-chômage**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-St-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 94 favorisant l'assurance-chômage.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Attendu qu'un système équitable d'assurance-chômage contributive et obligatoire comporterait de précieux avantages d'ordre social et économique pour la classe des travailleurs et pour le public en général;

Attendu que le problème du chômage au Canada est un problème dont la responsabilité et les dépenses publiques incombent surtout aux autorités fédérales;

Attendu qu'il est possible et recommandable qu'un système d'assurance-chômage soit établi en coopération par les autorités fédérales et provinciales, dans les bornes de la Constitution canadienne et en respectant l'autonomie des provinces;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec le gouvernement fédéral

toute entente qu'il jugera juste et conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province, afin d'établir un système d'assurance-chômage dont bénéficiera la province.

2. Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payables à même le fonds consolidé du revenu.

Cette résolution n'est que l'illustration de la politique de l'Union nationale en faveur de l'établissement d'une assurance-chômage dans la province. Nous avons toujours déclaré de façon persistante notre intention d'établir ici pareil système dans les limites de la Constitution et sans empiètement du fédéral sur les droits de la province. Il y a à Ottawa, à l'heure actuelle, une session en cours qui se continuera probablement après la visite de Sa Majesté le roi et de Sa Majesté la reine. Je crois que la Chambre fédérale sera heureuse de notre désir de collaboration.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voici une résolution qui aurait dû être mise en pratique depuis longtemps dans la province. On sait que l'opposition a blâmé le gouvernement très souvent de ne pas s'occuper des démarches que tentait le gouvernement fédéral pour régler ce problème de l'assurance-chômage mais, dans le temps, du côté ministériel, on nous a représenté cette coopération avec Ottawa comme un danger pour l'autonomie de la province.

On a fait de grands discours pour tenter de convaincre l'opinion publique: on a dit que l'assurance-chômage ne devrait pas être étudiée telle que demandée par le gouvernement fédéral et, aujourd'hui, on vient nous demander de conclure avec le gouvernement central un arrangement d'assurance-chômage.

Le gouvernement de la province commence à s'apercevoir qu'il y a longtemps que les associations ouvrières l'ont demandée, cette assurance. Et le gouvernement commence à s'apercevoir qu'il doit s'occuper un peu plus des revendications des ouvriers.

Cela aurait été facile de s'entendre sur les garanties d'Ottawa pour sauver notre autonomie si le gouvernement avait été animé de réelles intentions de collaborer. Je crois que l'assurance-chômage existe déjà mais qu'elle n'est pas organisée. Car qu'est-ce que le secours direct auquel l'État affecte des sommes considérables sinon de l'assurance-chômage?

C'est pourquoi je crois que l'assurance-chômage qui comporte des avantages, des

désavantages et des ennuis est un mal nécessaire. Si nous ne l'établissons pas, je crois que nous allons continuer avec le système non scientifique des secours directs. Les secours directs sont une assurance-chômage qui existe mais qui n'est pas dans les Statuts.

On est allé dans cette province jusqu'à nous dire que le chômage relevait à 100 % du fédéral, mais on a refusé de collaborer avec le fédéral pour lui permettre de lutter contre le secours direct. Maintenant, on demande l'autorisation de commencer des démarches auxquelles on s'était refusé. Je n'ai pas d'objection, je dis cependant que si on eût commencé en temps utile ces démarches, nous aurions déjà un bill sur lequel la Chambre pourrait délibérer.

Nous sommes disposés à voter en faveur du bill, mais je continuerai à blâmer le gouvernement de ne pas avoir pris, avant aujourd'hui, les mesures nécessaires pour conclure cette entente.

Cette question n'est pas nouvelle. On sait les recommandations de la commission sociale instituée sous l'ancienne administration provinciale. On y recommandait déjà l'assurance-chômage. Nous n'avons pas besoin de résolutions pour autoriser le gouvernement à s'entendre avec Ottawa mais, comme on est en période préélectorale, eh bien, avec ce bill, le gouvernement veut être en mesure de dire aux ouvriers: "Nous voulons faire quelque chose."

**M. Chalout (Kamouraska):** J'ai eu l'occasion à maintes reprises de féliciter le premier ministre au sujet de son attitude concernant l'autonomie provinciale. Dans les termes de la résolution du bill qui nous est soumise, je crois voir une chose incompatible avec les déclarations du premier ministre. Je prétends qu'au point de vue canadien-français, nous avons des intérêts supérieurs qui nous obligent à nous opposer à la centralisation fédérale des pouvoirs.

Nous devons nous efforcer de garder nos prérogatives. En consentant à reconnaître au fédéral des droits sur l'assurance-chômage, on lui reconnaît en même temps le droit de prévenir le chômage et de dépenser les fonds publics en conséquence. Au point de vue du principe, la question du chômage doit relever de la province de Québec. Permettre à Ottawa de légiférer pour tout le pays dans le domaine social, c'est bien près de lui permettre de légiférer dans le domaine civil.

L'opinion que j'exprime, dit-il, est exactement celle de l'Action nationale, à laquelle collaborent M. Esdras Minville<sup>7</sup> et M. l'abbé Lionel Groulx<sup>8</sup>.

Autrement, poursuit-il, c'est permettre à Ottawa de légiférer dans le domaine social, ce qui est bien près des intérêts supérieurs à sauvegarder, même si l'intérêt financier doit en souffrir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il me semble qu'on n'aurait pas dû discuter cette mesure. Le chef de l'opposition et le député de Kamouraska ont tous deux trouvé le moyen de critiquer à leur manière la loi que nous présentons. Il me semble que c'est une loi assez sérieuse pour être à l'abri de la critique.

C'est la première fois que l'Assemblée législative est appelée à adopter une résolution favorisant l'assurance-chômage. Le chef de l'opposition dit: "Il y a longtemps que cela aurait dû être fait." Qu'est-ce que les libéraux ont fait, eux, lorsqu'ils étaient au pouvoir. Nous sommes au pouvoir depuis trois ans et nous avons agi. Dans les temps anciens, donc, ils n'ont manifesté que de l'apathie complète et de l'inertie. Aujourd'hui, de l'action!

Quant au député de Kamouraska, est-il possible de se laisser aveugler à ce point par la partisanerie politique pour tenir un langage comme celui qu'il a tenu? Il y a une différence entre un droit légal et un paiement financier. Ottawa possède des pouvoirs considérables. Seul, il a le droit de contrôler l'immigration, d'empêcher la migration de la population d'une province à l'autre, d'imposer des taxes directes et indirectes, une taxe de vente qui peut être perçue sans frais. Il n'a qu'à augmenter la taxe de vente et à prendre la responsabilité financière du chômage.

Le gouvernement fédéral a plus de pouvoir que la province, donc il y a aussi plus d'obligations. Plus un homme est riche, plus il est obligé de faire des bonnes œuvres. Ce n'est donc pas une contradiction que de dire qu'il faut s'en remettre à lui, dans une certaine mesure, lorsqu'il s'agit d'établir une assurance-chômage.

Il y a quelques années, le fédéral a passé une loi d'assurance-chômage. On n'a pas jugé à propos d'amender la Constitution. Les gens d'Ottawa ont provoqué une cause et la Cour suprême, puis le Conseil privé ont décidé que l'assurance-chômage appartient aux provinces. Ces mêmes gens d'Ottawa ont dit: "Nous avons une loi, mais nous ne la mettrons pas en force. Nous allons plaider." Quand ils ont établi les pensions de vieillesse, il n'y a pas eu de procès.

Le chômage, s'étendant à tout le pays, relève d'Ottawa, au point de vue financier, parce qu'Ottawa possède des pouvoirs plus étendus que les provinces.

Quand on dit que l'assurance-chômage remplace les secours directs, c'est faux. C'est une mesure de prévention. Ne confondons pas le chômage actuel, qui sévit dans tout le pays et qui relève, du point de vue financier, d'Ottawa, avec le chômage futur. L'assurance-chômage, cela concerne l'avenir et lorsqu'on vient dire que l'assurance-chômage remplacera les secours directs, on n'est pas sérieux.

Nous avons accepté la pension de vieillesse, mais le jour où nous amenderons la Constitution, nos droits seront en danger. Une porte qui s'ouvre est souvent difficile à fermer. Le gouvernement de la province croit que si l'on ouvre la porte aux amendements à la Constitution, cela veut dire l'abandon de nos droits. Si Ottawa voulait appliquer l'assurance-chômage, il procéderait de la même manière que pour les pensions de vieillesse et il aurait présenté une loi suivant celle qu'il a lui-même édictée pour les pensions de vieillesse. Laissons-les discuter.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le premier ministre me permettra-t-il une question?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Si le gouvernement fédéral paie les frais de l'assurance-chômage, le premier ministre admet-il qu'il a, par le fait même, le droit de légiférer pour prévenir le chômage?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Encore une fois, il y a une différence entre la responsabilité constitutionnelle et la responsabilité financière. Le fait qu'Ottawa paye des subsides à la province lui donne-t-il le droit de mener la province? Il y a quelque chose de plus précieux que les cents et les piastres, ce sont nos droits constitutionnels. L'opposition se rend un mauvais service en faisant de l'opposition à ce projet. C'est une question qui est au-dessus de la politique.

Il y a quelque temps, M. King nous a écrit, disant: "Vous allez consentir à amender la Constitution de façon que nous puissions nous-mêmes faire toute la législation relative à l'assurance-chômage et que nous puissions établir nous-mêmes des bureaux de placement." Nous avons répondu: "Montrez votre loi." Aucun projet ne nous a été soumis. Pourquoi M. King refuse-t-il de présenter une loi suivant celle qu'il a lui-même édictée pour les pensions de vieillesse?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre pourrait-il produire la correspondance qui

s'est échangée, à ce sujet, entre M. King et le gouvernement provincial?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les lettres ont été publiées par les journaux. Si j'en ai des copies, je n'aurai pas d'objection à les produire. Tout de même, je consens, si l'opposition le veut, dit-il, à lire cette correspondance à la Chambre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a le personnel voulu pour en faire faire des copies. On ne devrait pas apporter un projet comme celui-là à la dernière minute. C'est un projet qu'il faudrait étudier à la lumière des documents voulus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai répondu à M. King que tant que je serai premier ministre, et ça va durer longtemps encore avec l'opposition que nous avons, jamais nous ne consentirons, même pour des millions, à sacrifier les droits de la province de Québec pour un plat de lentilles. La province craignait qu'une loi comme celle que M. King voulait passer fût changée suivant les caprices des gouvernements futurs, à Ottawa. Et je ne suis prêt à confier le respect et la sauvegarde de nos droits ni aux rouges ni aux bleus d'Ottawa. Ces droits, nous les garderons!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Et voilà le problème du chômage réglé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne devrait pas faire de sarcasmes sur une question de cette importance. Il n'y a pas une force humaine pour empêcher le gouvernement de se tenir debout quand nos droits sont en jeu.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si Ottawa a la responsabilité du chômage, il doit avoir les moyens de le prévenir. Ottawa peut être responsable du chômage dans une certaine mesure, mais les provinces ont aussi leurs responsabilités.

Comme il est 1 heure, dit-il, je demande l'ajournement du débat.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 25 avril 1939

### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 42 modifiant la loi des salaires raisonnables;
- bill 44 modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat national de l'électricité;
- bill 47 assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue;
- bill 48 autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles;
- bill 49 protégeant le domaine public de la colonisation;
- bill 50 modifiant la loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal;
- bill 51 relatif à l'enseignement agricole de jeunes orphelins;
- bill 53 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques;
- bill 57 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 58 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres;
- bill 67 favorisant le progrès de la colonisation, de l'agriculture et la conservation du domaine forestier;
- bill 69 autorisant le gouvernement à payer les certificats de régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux;
- bill 72 relatif à la Cour des jeunes délinquants de Montréal;
- bill 112 concernant la Compagnie Équitable d'assurance contre le feu (capital mutuel);

- bill 157 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

#### Cercles agricoles

L'ordre du jour appelle de nouveau l'étude en comité plénier du bill 59 modifiant la loi des cercles agricoles.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)**<sup>9</sup> propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau) que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)**<sup>10</sup> propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau) que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

#### Assurance-chômage

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 94 favorisant l'assurance-chômage.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Attendu qu'un système équitable d'assurance-chômage contributive et obligatoire comporterait de précieux avantages d'ordre social et économique pour la classe des travailleurs et pour le public en général;

Attendu que le problème du chômage au Canada est un problème dont la responsabilité et les dépenses publiques incombent surtout aux autorités fédérales;

Attendu qu'il est possible et recommandable qu'un système d'assurance-chômage soit établi en coopération par les autorités fédérales et provinciales, dans les bornes de la Constitution canadienne et en respectant l'autonomie des provinces;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec le gouvernement fédéral

toute entente qu'il jugera juste et conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province, afin d'établir un système d'assurance-chômage dont bénéficiera la province.

2. Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payables à même le fonds consolidé du revenu.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Lors de la dernière séance, ce matin, le premier ministre avait l'air surpris parce que l'opposition l'écoutait avec un air narquois. Il aurait pourtant dû s'y attendre. Si l'on réfère à la séance du 12 avril dernier, on verra que l'opposition a présenté, à l'encontre du budget, une motion de blâme reprochant au gouvernement de ne pas coopérer avec les autorités fédérales en faveur de l'établissement de l'assurance-chômage. L'on demandait alors que les crédits fussent suspendus jusqu'à ce que l'Assemblée législative accepte ou adopte la loi d'assurance-chômage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. On n'est sûrement pas pour recommencer ou continuer les débats qui ont déjà été faits. Qu'on s'en tienne à la résolution.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre a souventes fois changé d'idée sur cette question relativement à l'établissement de cette assurance, ce n'est pas la faute des autorités fédérales qu'il a attaquées ce matin. En 1935, lorsque le très honorable M. Bennett<sup>11</sup> a proposé ses lois spéciales, les libéraux ont alors protesté parce qu'on ne consultait pas les provinces. Les libéraux défendaient alors l'autonomie des provinces.

Mais le premier ministre actuel, qui était alors chef de l'opposition, ne s'est pas levé pour défendre l'autonomie provinciale. Il n'en a pas eu l'idée. Il a commencé à protester lorsqu'il a été au pouvoir et pour faire de la petite politique avec cette question. Nous avons raison d'être septiques et d'avoir le sourire aux lèvres. Le premier ministre se prépare un programme préélectoral!

(Faisant allusion à la convention libérale de juin dernier) Les libéraux, dit-il, se sont alors choisis un chef qui va battre le premier ministre.

**M. Lamoureux (Iberville):** Votre chef, il va avoir une dégelée.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le chômage est une question très importante. C'est un fléau

national dont il faut se débarrasser. Il (M. Casgrain) cite des déclarations énoncées à la Chambre des communes en 1935 à l'effet qu'il appuyait une loi d'assurance-chômage d'ordre national. Cette déclaration fut réitérée par le ministre de la Justice lors de la convention libérale provinciale tenue à Québec l'an dernier.

Il (M. Casgrain) cite le rapport de la Commission des assurances sociales présidée par Me Édouard Montpetit<sup>12</sup>.

En 1935, son ministre des Mines d'aujourd'hui, l'honorable Onésime Gagnon, ancien ministre dans le cabinet Bennett, ne disait pas la même chose. En 1935, à Ottawa, ce n'était pas le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) qui défendait les droits des provinces, mais bien les libéraux. C'est lui qui disait aux Communes qu'on avait tort de vouloir faire des problèmes constitutionnels avec de pures questions d'ordre financier. L'ancien ministre de Bennett disait alors: "Nous allons ainsi protéger les trésoreries provinciales." Il parlait de vaines luttes entre le fédéral et les provinces.

Le chômage est une plaie nationale, un chancre au flanc de la nation. Arrivera-t-on jamais à la guérir en nous présentant des lois purement électorales? Non. Ne devrait-on pas plutôt entrer en pourparlers avec le fédéral? Aujourd'hui, pour résoudre cette question du chômage, il faut chercher à s'entendre. Il n'est pas question, aujourd'hui, d'autonomie, il n'est pas question de sacrifier l'autonomie de la province, puisque le gouvernement fédéral demande la permission aux autres provinces avant d'agir.

Que l'on aille donc à Ottawa dans un but de coopération. Avant de présenter ce projet de loi, il aurait été préférable de faire une entente avec Ottawa, mais cela n'aurait pas servi aussi bien les fins politiques du premier ministre de la province de Québec. Cette question d'assurance-chômage devrait être débattue hors de la politique!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Ce que vient de dire le député de l'opposition ne met nullement en contradiction mes attitudes passées et présentes, ni avec moi-même ni avec la position prise par mon chef, l'honorable M. Duplessis.

Le député de Rivière-du-Loup m'a mis en cause dans cette affaire. Je suis bien à l'aise pour lui répondre, mais il va falloir remonter un peu en arrière. En 1931, le gouvernement Taschereau avait nommé une Commission des assurances sociales présidée par M. Montpetit. De cette Commission

faisait partie, entre autres, Mgr Courchesne<sup>13</sup>. La Commission composée de citoyens éminents a fait des études sérieuses, a étudié la question sociale sous tous ses angles. Mgr Courchesne et M. Édouard Montpetit<sup>14</sup> se sont rendus dans toutes les parties de la province. Ils sont allés étudier en Europe. Ils ont fait ensuite un rapport au gouvernement.

En 1934, lors d'un grand banquet à Québec, au Château Frontenac, l'honorable M. Lapointe reprochait au gouvernement Taschereau de n'avoir pas encore donné suite aux recommandations de cette commission Montpetit. D'une voix de stentor, le ministre actuel de la Justice déclarait que ces lois sociales étaient des monuments libéraux et il demandait au gouvernement Taschereau d'en hâter l'adoption. En 1935, il n'y avait encore rien de fait. Quand le projet de loi a été présenté aux Communes par le très honorable M. Bennett, il n'était pas en désaccord avec les recommandations de la commission provinciale.

En 1935, j'ai prétendu qu'une commission fédérale était préférable. Et il ne faut pas oublier que même dans ce temps-là, il était dit que les lois sociales adoptées par le pouvoir central ne pourraient être mises en application sans l'intervention d'une entente avec les provinces. Le premier ministre lui-même a déclaré à plusieurs reprises que la loi ne pourrait s'appliquer sans que chacune des provinces ne passe une résolution remédiatrice. La législation a pu être critiquée, mais la loi du temps ne prévoyait pas d'amendement à la Constitution du Canada comme on veut le faire aujourd'hui à Ottawa.

Rien n'empêchait le gouvernement King en 1936 de demander l'approbation des Législatures provinciales au sujet de ces lois. Le dernier gouvernement soumit ces législations à la Cour suprême et au Conseil privé, qui déclarèrent tous deux que ces lois venaient en conflit avec le droit des provinces.

Le premier ministre libéral d'Ottawa, au lieu de soumettre les lois sociales immédiatement aux tribunaux, aurait dû au préalable consulter les provinces. Le chef libéral combattait la loi de M. Bennett en disant qu'elle empiétait sur les droits des provinces.

Aujourd'hui, M. King veut forcer les provinces à consentir à l'adoption d'amendements à la Constitution sans respecter l'autonomie des provinces. C'est un moyen détourné de forcer les provinces à abandonner leurs droits et leurs prérogatives. De plus, M. King jusqu'ici a refusé de soumettre le texte de sa loi aux gouvernements provinciaux.

Et dans la province de Québec, durant 40 ans, le Parti libéral n'a absolument rien fait au point de vue social. De quels droits peut-on nous impliquer des intentions mesquines? Si, en vertu de la loi d'assurance-chômage que nous proposerons le fédéral, la Constitution n'est pas amendée, si les droits de la province sont sauvegardés, on peut être assuré que le gouvernement ne prendra pas une attitude mesquine pour priver les ouvriers des avantages de cette mesure.

Les membres de cette Chambre doivent savoir ce qui s'est passé à Ottawa il y a 15 jours, lorsqu'un député a déposé un rapport démontrant qu'il est possible de passer des lois sociales sans amender la Constitution. C'est le sénateur Connors, un sénateur libéral qui soumit au Sénat ce rapport de 250 pages.

Ce que nous voulons, c'est une loi fédérale contributoire d'assurance-chômage qui n'empiètera pas sur les droits des provinces. C'est tout ce qu'a déclaré le premier ministre de Québec: "Nous ne voulons sacrifier d'aucune façon les droits provinciaux et ceux des minorités, et ceux qui tenteront cette démarche trouveront le premier ministre sur leur chemin."

J'étais en faveur de la création d'un système d'assurance-chômage et j'y suis toujours favorable, mais avec la protection complète des droits de la province. Comme le premier ministre le disait ce matin encore, il y a des choses qui importent plus que les piastres; c'est le respect des droits des minorités, et particulièrement de la province de Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La plupart des lois qui sont sur le *Feuilleton* depuis aujourd'hui sont des lois comme celles du très honorable M. Bennett, des lois purement électorales. Elles ont pour but de jeter de la poudre aux yeux et de faire croire au peuple que le gouvernement, à l'heure de l'agonie, a fait quelque chose pour lui.

La Cour suprême et le Conseil privé déclarèrent les lois sociales Bennett inconstitutionnelles parce qu'il n'avait pas obtenu le consentement des provinces. MM. King et Lapointe étaient en faveur de l'assurance-chômage mais d'une façon constitutionnelle et avec l'approbation des gouvernements provinciaux.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On persiste à mettre à la charge du fédéral! Il ne faut pas faire retomber sur Ottawa toute la responsabilité du chômage. La province et les municipalités peuvent



aussi être responsables de l'aggravation du chômage. Si on espère du fédéral une assurance-chômage totalement payée, on ne tardera pas à se rendre compte qu'il y aura de nombreux abus.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous n'avez pas l'air d'avoir une grande confiance au fédéral.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je prends les hommes tels qu'ils sont. Si le fédéral a des responsabilités, il doit aussi avoir des droits. Il peut prendre des mesures pour remédier au chômage. Je suis heureux que le gouvernement, après la troisième année de son administration, ait enfin jugé à propos de coopérer avec Ottawa pour l'établissement de l'assurance-chômage. C'est une mesure qui sent les élections, mais nous allons quand même l'essayer et si quelque chose ne va pas, nous y verrons dans la suite.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai demandé au premier ministre de produire la correspondance échangée entre lui et le très honorable M. King au sujet de l'assurance-chômage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai cette correspondance, mais je ne suis pas obligé de la produire. Mais, dit-il, je suis disposé à la prêter au chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On prétend que le premier ministre du pays a demandé un mandat en blanc.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est vrai.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On va voir ce que disent les documents. On n'a pas voulu me donner les lettres, mais je vais utiliser les papiers que j'ai en main.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je puis fournir les originaux au chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Tiens, tiens! À présent qu'on sait que j'ai les lettres, on veut me les fournir. Le premier ministre d'Ottawa a écrit au premier ministre de Québec pour lui demander le droit d'amender la Constitution, est-ce vrai?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, et c'est ce que nous allons voir.

Il (M. Bouchard) lit un extrait de la lettre de M. King.

En fait, cela veut dire que M. Mackenzie King a écrit pour demander la permission de faire des amendements à la Constitution et de les soumettre aux Parlements provinciaux avant de faire quoi que ce soit. C'est exactement le contraire de ce que vient de prétendre le premier ministre!

Ontario approuve! Il (M. Bouchard) cite une dépêche de Toronto de M. Hepburn<sup>15</sup> à l'effet que le gouvernement ontarien ne voulait pas soulever d'objection constitutionnelle. Il (M. Bouchard) cite un article du journal *The Gazette*, Montréal, du 10 mars.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je peux parler pour moi-même et je considère que M. Hepburn peut faire la même chose.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'honorable M. Hepburn n'a pas répondu catégoriquement à M. King comme M. Duplessis l'a prétendu. Dans l'intervalle, il avait eu des entrevues avec M. Duplessis.

Il en ressort de cette discussion que M. Hepburn a d'abord approuvé M. King, et qu'il a changé d'idée par la suite: en 1938, il s'est déclaré complètement opposé à tout changement à la Constitution sans le consentement unanime des provinces.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que l'honorable M. Hepburn s'est objecté à tout changement à la Constitution.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En ce qui concerne le Nouveau-Brunswick, cette province a répondu qu'elle formulerait son opinion lorsque la Législature se serait prononcée. Tout le monde est favorable à un système d'assurance-chômage en autant que les droits de la province seront sauvegardés.

Il ne reste que la province de Québec, je veux dire son premier ministre, fait machine arrière avec la loi qu'il présente aujourd'hui. Il vient nous présenter une résolution dans laquelle il se fait autoriser à accepter le plan fédéral. C'est cela que la résolution dit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** (Faisant lecture de la résolution) propose: Attendu qu'un système équitable d'assurance-chômage contributive et obligatoire comporterait de précieux avantages d'ordre social et économique pour la classe des travailleurs et pour le public en général;

Attendu que le problème du chômage au Canada est un problème dont la responsabilité et les dépenses publiques incombent surtout aux autorités fédérales;

Attendu qu'il est possible et recommandable qu'un système d'assurance-chômage soit établi en coopération par les autorités fédérales et provinciales, dans les bornes de la Constitution canadienne et en respectant l'autonomie des provinces;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec le gouvernement fédéral toute entente qu'il jugera juste et conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province, afin d'établir un système d'assurance-chômage dont bénéficiera la province.

2. Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payables à même le fonds consolidé du revenu<sup>16</sup>.

Cela veut dire n'importe quel plan d'assurance. Il n'est pas question d'un plan spécial. Il y a possibilité d'établir l'assurance-chômage sans porter atteinte à l'autonomie de la province.

**M. Tardif (Frontenac):** Alors, "assisez-vous" donc.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voyons! Encore le cierge pascal! Il reste allumé jusqu'à l'Ascension.

(Rires)

Si nous continuons le système des secours directs, les municipalités iront à la ruine. Les provinces ne peuvent plus supporter le fardeau. Voilà un programme d'une envergure extraordinaire. C'est parce que nous sommes pour avoir des élections que le premier ministre fait machine arrière. Nous sommes, en pratique, la seule province avec l'Alberta et le Nouveau-Brunswick à refuser au gouvernement fédéral le droit de suggérer des amendements à la Constitution. Et, pendant ce temps-là, nous continuons à payer des sommes énormes pour le chômage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il en est de même pour l'Ontario.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La province de Québec a perdu des millions de dollars parce qu'elle a refusé de coopérer avec le gouvernement fédéral. Malgré tout, cet argent serait bien apprécié et servirait à financer de nouveaux services comme les allocations familiales et surtout l'assurance-chômage. Nous continuons à nous ruiner!

Le premier ministre fait machine arrière au sujet de l'assurance-chômage. Avec le système des secours directs, les provinces et les municipalités s'en vont à la ruine. Ce système n'est nullement basé sur un élément de science, mais simplement sur la nécessité et non sur l'intelligence des hommes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. La loi de l'assurance-chômage concerne le chômage futur et non le chômage actuel.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La semaine prochaine est dans le futur. Je sais bien que l'assurance-chômage est une loi qui concerne le futur. N'importe quelle loi qu'on adopte aujourd'hui ne saurait s'appliquer que dans le futur. Il n'y a que le premier ministre qui peut dire que la loi aura un effet rétroactif, mais la misère des gens ne peut être soulagée avec effet rétroactif; les gens qui bénéficieront demain de l'assurance-chômage seront encore maigres pour en avoir été privés dans le passé.

Avec une loi d'assurance-chômage, nous sauvons du secours direct. Aujourd'hui, nous nourrissons tout simplement les gens et, même, une pitance s'en va à un individu tandis qu'elle devrait aller à un plus misérable que lui.

Je le répète, le premier ministre fait machine arrière. Et, s'il fait cela, s'il se rend compte aujourd'hui des bienfaits que peut avoir l'assurance-chômage, il le doit à la pauvre petite opposition qui lui fait la lutte depuis deux ans et aux nombreuses associations ouvrières qui réclament l'assurance-chômage. Et au moment où il se sent couler dans l'opinion publique, il veut passer cette loi...

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Le chef de l'opposition pourrait-il nous dire l'attitude du Parti libéral à Ottawa en 1929? J'ai demandé l'assurance-chômage à M. King et il l'a refusée...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne demande pas de remonter avant le déluge. Une loi s'appliquant à guérir le chômage doit être passée lorsque le chômage existe.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Il aurait fallu prévoir. Prévenir est l'œuvre d'un gouvernement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne s'attendait pas à une telle crise. Trois ans après, il était impossible de la prévenir. Le député de Lac-Saint-Jean (M. Duguay) voulait que M. King, dans son omniscience, sache ce qui arriverait après cinq ans d'administration sous son successeur, M. Bennett.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Il aime mieux s'occuper des affaires d'Europe.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En tout cas, on reconnaît que l'opposition a su faire son devoir en soulignant l'importance qu'il y aurait pour le gouvernement à passer une loi d'assurance-chômage. La voici enfin cette loi. Le premier ministre fait machine arrière!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a peut-être des talents pour expliquer et interpréter certains faits à sa manière, mais la loi est là et la loi est la loi. J'ai fait déposer la correspondance demandée sur le bureau du greffier. Je vais lire dans un instant les originaux de cette correspondance que j'ai échangée avec le premier ministre du Dominion sur l'assurance-chômage, et l'on constatera à quel point le chef de l'opposition ment ou n'est sûrement pas inspiré par la bonne foi, lorsqu'il se livre à certains commentaires...

Le très honorable M. King m'a écrit le 5 novembre 1937. Il (l'honorable M. Duplessis) lit le premier paragraphe en anglais, puis traduit à mesure. En un mot, commente-t-il, la première condition du très honorable M. King, c'était pour Québec de renoncer à avoir des bureaux de placement. Ottawa contrôlant ainsi les bureaux de placement, pouvait envoyer un homme d'une autre province dans nos bureaux de placement à nous, et vice-versa.

Il (l'honorable M. Duplessis) lit un autre paragraphe en anglais, le traduit et le commente de nouveau.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je fais observer au premier ministre que sa traduction est souvent toute personnelle, et son interprétation fantaisiste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Lisant un autre paragraphe) Comme complément indispensable, disait le très honorable M. King, nous voulons que Québec renonce à tous les droits aux bureaux de placement.

Continuant sa lecture, le premier ministre signale: "On remarquera qu'il y a beaucoup de phrases, c'est fait exprès."

(Après avoir lu la partie de la lettre de M. King concernant l'amendement projeté à la Constitution, après acceptation par les provinces, l'honorable M. Duplessis poursuit) Donc, le très honorable M. King disait: "Donnez-nous le droit de changer la Constitution."

En réponse à cette lettre, j'écrivais, et l'on verra tout de suite quelle fut, de tout temps, l'attitude du gouvernement d'Union nationale sur l'assurance-chômage: "La province serait heureuse de collaborer à un système d'assurance-chômage avec le fédéral pourvu que ce système soit juste et raisonnable, "fair and sound". Mais votre lettre ne donne aucun détail sur la loi que vous projetez. Québec est en faveur de la collaboration, mais la province tient à garder la Constitution intacte et elle est contre toute union législative.

"Il est possible d'établir un système d'assurance-chômage sans empiéter sur les droits des provinces." Chaque province, ajoutait encore la lettre, pourrait passer une loi qui mettrait en vigueur la loi édictée par Ottawa.

Qu'il y a-t-il de changé avec ce que nous disons dans la loi actuelle? Il y avait une session à Ottawa lorsque nous avons écrit cela. Il y en a eu une en 1938. On disait au très honorable M. King: "Montrez-nous votre loi." Le très honorable M. King n'a rien fait; il n'a pas montré sa loi. Il est resté sourd quand nous lui avons demandé: "Quel changement voulez-vous apporter à la Constitution?" Et, il a attendu quelque temps avant de me répondre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** De quand datait votre lettre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du 22 novembre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et M. King vous a répondu quand?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le 26 novembre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il vous a répondu tout de suite, sans tarder. N'insinuez donc pas qu'il a mis du temps à vous répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a mis quelques jours, c'est ce que j'ai dit.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les jours nécessaires pour que votre lettre se rende à Ottawa et que la sienne parvienne à Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition prétend que nous n'avons jamais voulu collaborer. Son chef, M. King, dit le contraire. Évidemment, on ne s'entend pas dans ce parti-là.

(Rires)

Voici ce que disait M. King le 27 novembre 1937: "Je suis heureux de constater que la province de Québec est prête à collaborer." Leur grand chef disait cela! Le chef de l'opposition a-t-il bien compris?

(Applaudissements à droite)

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous n'avez pas honte à présent?

(Rires à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le très honorable M. King dit aussi cette réponse dans sa deuxième lettre: "*The national Parliament must be equipped with the necessary power to solve a problem of such scope.*" Quelle est la raison que donne le très honorable M. King pour dire qu'une loi concurrente comme celle que nous lui suggérons n'était pas suffisante, qu'elle ne ferait pas l'affaire. Il dit qu'une loi de cette nature ne donnerait pas de garantie suffisante de stabilité à un projet d'assurance-chômage. S'il est contre parce que les garanties de stabilité ne sont pas suffisantes à son avis, qu'est-ce qu'on pense d'une loi d'un Parlement fédéral qui pourrait changer la loi à tous les ans?

Que doit-on penser d'une province qui abandonnerait tous ses droits pour faciliter la passation par Ottawa d'une loi susceptible d'être modifiée à tout moment? Y a-t-il des éléments de garantie dans cela? Il dit que les autres lois concurrentes passées auparavant ne valent rien, c'est lui qui les a faites.

C'était le très honorable M. King qui était sous-ministre du Travail, sous feu M. Rodolphe Lemieux, lorsqu'on présenta la loi Lemieux pour régler les différends industriels. C'est sous son gouvernement qu'on a passé la loi des pensions de vieillesse sans amender la Constitution. Si c'est bon pour les vieux et pour les aveugles, c'est aussi bon pour ceux qui ont chômé pendant près de trois ans.

Il (l'honorable M. Duplessis)<sup>17</sup> lit le paragraphe de la lettre d'Ottawa où le chef du gouvernement canadien parle de soumettre une copie

de l'amendement à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord à toutes les provinces. En un mot, commente-t-il, le très honorable M. King offrait de nous soumettre un résumé ou, si l'on veut, une rédaction de l'amendement à la Constitution, lequel amendement serait soumis à l'approbation des provinces. Mais il n'avait pas préparé son amendement et nous demandait donc d'avance d'en accepter le principe et de donner notre consentement à ce que cet amendement-là se fasse.

Le très honorable M. King ajoute et, là encore, il contredit le chef de l'opposition qui, évidemment, ne peut être nommé sénateur: "On doit reconnaître que l'assurance-chômage ne peut régler immédiatement la situation actuelle du secours direct." C'était un système susceptible de régler le problème dans l'avenir. Le chef de l'opposition prétend le contraire.

L'assurance-chômage n'est pas pour les chômeurs actuels parce qu'elle est contributoire. C'est impossible d'assurer le chômeur actuel dans l'assurance-chômage parce qu'il ne peut payer.

Il (l'honorable M. Duplessis) compare la situation aux gens qui s'assurent contre une épidémie.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il est fort!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque j'ai parlé au premier ministre du Canada d'un programme de travaux publics productifs, il m'a répondu que ce n'était pas la même chose que l'assurance-chômage. Le chef de l'opposition, lui, prétend que c'est pareil. Autre contradiction avec son chef à Ottawa.

Dans cette seconde lettre, en 1937, M. King nous disait: "J'espère que les gouvernements provinciaux approuveront le principe d'accorder au gouvernement du Canada l'autorisation d'amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord afin d'établir l'assurance-chômage", c'est-à-dire qu'il nous demandait d'approuver aveuglément sans savoir jusqu'à quel point on pourrait abuser de ce pouvoir que nous lui remettrions. J'ai répondu ceci à M. King...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** De quand votre lettre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du 30 décembre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est vous qui mettiez du temps à répondre à M. King et non M. King qui en mettait à vous répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. King était en ce moment en vacances aux Bermudes ou à la Jamaïque. C'est son affaire. Ce n'est pas mon habitude d'écrire des lettres dans le dos des gens.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Vous lui avez écrit en anglais, toujours?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le meilleur moyen de faire respecter les droits du français au Canada, c'est de ne pas avoir de mesquinerie ni de fanatisme. D'ailleurs, l'anglais est une langue officielle au Canada. Quand on invite quelqu'un chez soi, on est poli et courtois et assez, il me semble, pour lui causer dans sa langue. La même chose quand on écrit à quelqu'un dont la langue maternelle est l'anglais.

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est pour cela que vous avez ensuite écrit en français?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. King m'avait alors écrit en français.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Nous pourrions demander au député de Québec-Centre (M. Hamel) pourquoi il a écrit en anglais des lettres de recommandation au député de la couronne.

**Des députés ministériels:** Ah! Ah!

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'était pour attirer l'attention du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) sur...

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous n'avez plus de mines du tout.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suggérerais à M. King que les pensions de vieillesse étaient une loi qui pourrait servir d'exemple à celle de l'assurance-chômage. J'ajoutais une nouvelle fois que les plus grands éléments de stabilité et de sécurité sont contenus dans la Constitution.

M. King n'a pas répondu à cela. Apparemment, ça l'a fatigué. Enfin, au mois de janvier 1938, il m'écrivait que l'amendement proposé à la Constitution ne serait pas autre chose que d'ajouter le mot "assurance-chômage". Figurez-vous ce que cela voudrait dire! M. King a parlé d'un amendement à la Constitution et n'en connaît pas le premier mot.

Le chef de l'opposition a parlé des provinces dissidentes. Il y a le Nouveau-Brunswick qui a dit la même chose que Québec. Donnez-nous des détails. L'Alberta et l'Ontario ont fait de même. M. Hepburn a déclaré publiquement: "Je suis contre la proposition de M. King." Et M. Hepburn ajoute qu'il y a un moyen d'instituer l'assurance-chômage sans modifier la Constitution. Voici quatre provinces canadiennes qui ont pris là-dessus une attitude identique, similaire et se sont prononcées contre tout changement à la Constitution sans l'approbation unanime de toutes les provinces.

En autant que nous sommes concernés, tant que le gouvernement de Québec se tiendra debout, même s'il est seul, on ne nous dépouillera pas de nos droits constitutionnels, car la province de Québec est consciente de la justesse de ses droits.

(Applaudissements)

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Chou! Chou! Les rouges.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque le gouvernement fédéral, les amis du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), a porté la législation de M. Bennett devant le Conseil privé, pas une province ne se plaignit de cette législation. On s'est ingénié à retarder l'application de l'assurance-chômage. Le Conseil privé a reconnu dans son jugement les droits des provinces en matière de lois sociales, mais à quoi sert de faire reconnaître ces droits si on demande ensuite aux provinces d'y renoncer?

Tout ce qu'Ottawa veut, c'est d'amender la Constitution avec l'approbation de certains politiciens, de certains financiers qui tentent de créer un mouvement odieux afin qu'il n'y ait qu'un seul gouvernement. Ottawa a cherché par tous les moyens à nous enlever nos droits. L'on tente d'encercler la province de Québec dans un mouvement de centralisation intense et d'assimilation odieuse. On veut la disparition de l'Assemblée législative de Québec.

Tant que je serai premier ministre, jamais un parti politique, quel qu'il soit, bleu, rouge ou caille, ne sera assez fort, assez puissant, pour nous empêcher de nous dresser contre les gens d'Ottawa qui voudraient nous assimiler, empiéter sur nos droits. La province de Québec est maîtresse chez elle, elle veut la paix, mais elle n'endurera pas qu'on lui enlève son autonomie. Chez nous nous sommes, chez nous nous voulons demeurer, chez nous nous resterons!

(Applaudissements à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a fait un très beau discours. Ce sont les discours qu'il fait les jours de retraite. Je veux parler des retraites en arrière. Le 10 mars 1939, l'honorable M. Hepburn a fait la même pirouette que le premier ministre de cette province. Les gouvernements des deux provinces sont maintenant convaincus qu'un programme national d'assurance-chômage s'impose en ce pays. Ce besoin a été démontré avec toute l'évidence possible. Toutes les grandes associations ouvrières de ce pays réclament l'assurance-chômage.

Mais, quand le premier ministre dit qu'il faudra attendre qu'un fonds de réserve soit créé pour bénéficier de l'assurance, il fait une erreur fondamentale. Si quelqu'un bénéficie d'une assurance-vie, la prime sera payée même s'il meurt après avoir versé la première prime.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas la même chose. Une compagnie d'assurances est une société qui se forme avec un fonds de réserve. Dans l'assurance-chômage, les fonds de réserve se créent à mesure.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre est dans les ronces. Il oublie que le gouvernement a le pouvoir d'emprunter comme les particuliers. Du moment qu'un ouvrier est assuré, même s'il est victime du chômage pendant la première année de sa police, il va être payé. C'est simple comme la lumière du jour.

Le premier ministre ne peut plus résister à la poussée du public qui le force à adopter l'assurance-chômage. Il vient demander à la Législature de lui accorder de faire une entente pour établir n'importe quel système d'assurance-chômage. Je l'approuve d'avoir fait marche arrière et j'approuve le bill.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je suis en faveur de l'autonomie autant et peut-être plus que le premier ministre mais, pour ma part, je ne vois aucune objection à amender la Constitution qui est trop vieille. Avec des amendements, nous pourrions l'adapter aux besoins du jour, pourvu que l'amendement nous donne une plus grande autonomie et des droits supplémentaires. La Constitution n'est pas parfaite. La législation sur l'immigration et la juridiction en fait de mariage et de divorce, par exemple, sont des choses qui devraient être du ressort des provinces.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ferai remarquer au député de Kamouraska que les

provinces ne sont pas les mandataires du fédéral. C'est d'elles qu'est sorti le pouvoir central. Lorsque la Constitution de 1867 a été signée, les conditions étaient alors plus favorables pour édifier un pacte qui présentait toutes les garanties.

Si, en 1867, alors que nous étions dans une grande période de calme, de paix sociale, politique et religieuse, on n'a pas pu édifier un pacte parfait, qu'est-ce qu'on ferait aujourd'hui avec toutes les dissensions et les divergences de vues qui nous séparent? Nous n'avons plus les mêmes garanties qu'autrefois. L'acte confédératif est un chef-d'œuvre de l'esprit humain.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je ne sache pas qu'il y ait présentement tant de préjugés et tant de divergences de vues. Ce pacte ne répond plus aux besoins modernes.

Je n'ai aucune objection à proclamer que le premier ministre de notre province ne permettrait jamais qu'on empiète sur nos droits provinciaux. Il demanderait même davantage.

Je crois qu'il y a lieu de demander une plus grande décentralisation et un accroissement des pouvoirs. Et le pouvoir central étant le mandant des provinces ne devrait pas nous refuser ce que nous lui demandons.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre<sup>18</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 94 favorisant l'assurance-chômage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Conseil d'agriculture**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi concernant le conseil d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

### **Loi de l'hygiène publique**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>19</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Les articles 14, 15, 16, 17, 18 et 19 de la loi de l'hygiène publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 186), telle que modifiée par la loi 16 George V, chapitre 14; 16 George V, chapitre 54; 18 George V, chapitre 68; 19 George V, chapitre 59; 20 George V, chapitre 44; 20 George V, chapitre 45; 21 George V, chapitre 78; 23 George V, chapitre 73; 24 George V, chapitre 58, et 1 George VI, chapitre 61, sont abrogés.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Le premier article fait tout d'abord disparaître de la législation les clauses qui avaient trait au Conseil d'hygiène provincial qui a été aboli et qui n'a pas siégé depuis 18 ans<sup>20</sup>.

De plus, la loi a pour but d'assurer la salubrité des plages, des piscines, des endroits de villégiature et camps de touristes et de faire disparaître ou prévenir les conditions non hygiéniques ou voir d'emprunt.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que vous avez consulté les facultés médicales?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** J'ai eu les suggestions de plusieurs facultés.

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce que cela changera la loi de l'assistance publique?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Non.

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce qu'elle sera changée durant la session?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous verrons en temps et lieu.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des assurances**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 modifiant la loi des assurances de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>21</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 132 de la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 243), tel que modifié par les lois 20 George V, chapitre 90, section 2 et 22 George V, chapitre 81, section 8, est de nouveau modifié en y remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Le mot "agent", dans la présente loi, ne comprend pas les notaires en exercice. Ceux-ci, nonobstant les dispositions contraires de toute loi, générale ou spéciale, ont droit de représenter une ou des assureurs, de transiger tous genres d'assurances, de percevoir les primes et de toucher les commissions de ces assurances.""

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il s'agit de dissiper tous les doutes au sujet du droit des notaires de faire de l'assurance. Le gouvernement se rend ainsi à une requête signée par 600 à 700 notaires de la province, au moins, sur 800, dont le notaire C. Dumaine, ancien député libéral de Bagot et plusieurs chefs "rouges". La nouvelle loi dira clairement que les notaires ont le droit de faire des assurances.

L'article 1 est adopté.

"2. Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"L'article 217*a* de ladite loi, tel qu'édicte par la loi 20 George V, chapitre 90, section 8, est modifié:

"*a.* en y retranchant les mots: ", mais n'excédant pas six pour cent par année", dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe *a*);

"*b.* en y retranchant les mots: ", mais n'excédant pas six pour cent par année", dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe *b*)."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On limitait le paiement des intérêts sur le produit des primes sur les enfants à 6 %. Ce n'est pas limité dans les autres cas. Nous voulons que tout le monde soit sur le même pied.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**École polytechnique**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 modifiant la loi

instituant en corporation l'École polytechnique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Assistance  
aux mères nécessiteuses**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 modifiant la loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Conservation  
des ressources naturelles**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.



**En comité<sup>22</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter l'annulation des exemptions et commutations de taxes municipales ou scolaires dont bénéficie une entreprise papetière, lorsqu'il juge que ses exploitants commettent des actes préjudiciables aux intérêts de la province et à la conservation du domaine forestier."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Voici un bill très important dont les résultats ne manqueront pas de produire des conséquences des plus importantes. Il y a plusieurs années, les manufacturiers de pulpe et de papier ont commis des erreurs qui ont eu pour conséquences des dommages assez considérables aux entreprises forestières, aux employés, aux municipalités et à la province.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons, dès 1936, réuni tous les chefs de l'industrie papetière et nous leur avons dit: "La province de Québec possède des ressources forestières qui constituent un actif des plus riches. Personne n'a le droit de les exploiter de façon à empêcher le public de retirer les revenus de l'exploitation de nos forêts."

Vous avez été dans une situation telle que vous êtes à la merci de personnes dont les intérêts ne sont pas ceux de la province. Vous devez prendre toutes les mesures possibles pour que l'industrie fonctionne de façon normale, régulièrement et honnêtement. Nous ne pouvons endurer que vous posiez des actes contraires à l'intérêt public."

Cette industrie constitue le bureau le plus considérable de placement de la province. Il se trouve deux compagnies, la compagnie Donahue de La Malbaie et une compagnie à Saint-Raymond, qui s'imaginent qu'elles vont mener la province. Elles ne le feront pas; nous voulons avoir le droit de suspendre pendant un an les commutations de taxes municipales et scolaires consenties à des compagnies qui ne veulent pas se conformer aux principes d'intérêt public. Nous n'endurerons aucun moyen détourné!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est une loi de camouflage ou une loi de chantage destinée à remplir la caisse électorale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. Ces expressions ne sont pas parlementaires.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Camouflage est parlementaire. Quant à chantage, on devrait l'accorder.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au député de Rivière-du-Loup de retirer ses paroles sans restrictions.

**M. le président** demande au député de Rivière-du-Loup de retirer toutes ses paroles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je les retire, mais je dis que cette loi est une mainmise du gouvernement sur ce genre de compagnie. C'est une mesure d'intimidation à la veille des élections.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le droit de se servir d'expressions comme celle-là. Et à propos d'élections, je ferai remarquer à mes amis de l'opposition que l'heure de l'appel au peuple arrivera trop vite pour eux. En attendant, ils pourraient en faire, des élections partielles. Nous les attendons.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre s'imaginerait-il que toutes ses lois passées à la dernière minute vont influencer le peuple? Le peuple sait que le gouvernement n'a pas rempli ses promesses, qu'il est l'ami des trusts, que sa conversion sur son lit de mort n'est pas une conversion sincère. Il va falloir amender le *Petit catéchisme des électeurs* afin de lui faire dire qu'un bon gouvernement est un soi-disant gouvernement d'Union nationale qui ne remplit pas ses promesses. Le gouvernement est rusé, mais le peuple ne se laissera pas prendre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** En principe, nous sommes favorables à certaines taxes et à certaines exemptions. Cependant, nous prétendons que laisser cela à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, c'est dangereux. On légifère pour l'avenir. On ne sait pas quel gouvernement succédera à celui-ci. Il peut s'en trouver un qui se permette des abus à la veille des élections.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne vois pas pourquoi que le gouvernement accorderait des exemptions de taxes. L'ancien gouvernement a accordé des exemptions que le présent gouvernement maintient. On dirait qu'on veut se réserver le privilège d'annuler des exemptions de taxes en temps

d'élection, si ces exemptions ne sont pas populaires chez le peuple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les assertions du député de Québec-Centre ne sont pas conformes aux faits.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je désirerais expliquer mon vote. J'ai lu le titre du bill. Il ne correspond aucunement au corps du bill. Il ne s'agit pas de conserver les ressources naturelles, mais de conserver l'emprise du gouvernement sur les électeurs. C'est une des lois les plus extraordinaires présentées sous le présent régime qui devait cependant nous donner des lois idéales.

Il y a des tribunaux dans la province. Depuis que nous avons un gouvernement contre les trusts, il doit être capable de faire respecter nos droits. Le bill a pour effet de faire disparaître la juridiction des tribunaux pour les remplacer par l'Exécutif. Le pouvoir législatif devient le pouvoir exécutif. C'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui décide si telle ou telle compagnie suit la loi. Sans l'aide des tribunaux, le gouvernement va retirer des exemptions de taxes. Nous avons transféré tous nos pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil. On fera en sorte d'imposer ses volontés aux compagnies qui ne font pas l'affaire du gouvernement.

Je dis que c'est un bill qui comporte un principe contraire à la Constitution et à nos libertés constitutionnelles. Ce sont des lois de cette nature qui ont abouti au bolchévisme, au nazisme et au fascisme. Nous mettons une arme dangereuse entre les mains du gouvernement. Nous soumettons les grandes compagnies à une domination injuste. Tout le monde est opposé aux abus des grandes compagnies, mais les grandes compagnies aussi ont droit à la justice. C'est un bill néfaste contre lequel je m'oppose de toutes mes forces.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne s'agit pas présentement d'autorité judiciaire. Il s'agit d'exécuter les pouvoirs que la Chambre confie pour réglementer une industrie dans l'intérêt public. Nous sommes même très généreux.

On nous reproche tantôt de dominer les compagnies. Tantôt on nous fait le reproche d'être les instruments de ces mêmes compagnies. Quelle logique! La loi est bien claire. Nous devons réglementer l'exploitation forestière. On nous fait des reproches de prendre la place des tribunaux. Ce sont ces mêmes gens qui, avec leur loi Dillon<sup>23</sup>, assommaient les juges sur le banc.

Il s'agit tout simplement d'exécuter des ordres que nous donne la Chambre. Au lieu d'imposer des amendes, nous disons aux compagnies qui ne se conforment pas aux règlements: "Vous remettez aux corporations les pouvoirs que vous en avez obtenus." Nous leur ferons payer des taxes aux municipalités et aux commissions scolaires.

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce que ces compagnies ont des concessions forestières ou des baux avec le gouvernement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y en a qui ont des baux, il y en a qui ont des concessions forestières.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pourquoi pas annuler ça, si les conditions ne sont pas respectées?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On dit que la loi est une mainmise parce qu'il est question de 50 %. Et on dit ensuite: enlevez donc 100 %. Mais non. Le lieutenant-gouverneur en conseil n'est pas autocratique, il ne veut pas avoir trop de pouvoir.

**M. Grégoire (Montmagny):** Le gouvernement se rend compte qu'il a accordé beaucoup d'exemptions de taxes à de grosses compagnies, malgré ses promesses, et que cette loi va lui servir pour ses élections. On sait que c'est le premier ministre seul qui va décider pour le cabinet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je vous demande de retirer vos paroles.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je les retire, dit-il. Tout le monde dans la province sait ce que c'est que le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 54.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Messier, Turcotte, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 25 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 10.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 63 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;
- bill 66 favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche;
- bill 68 modifiant la loi relative au prêt agricole canadien;

- bill 70 relatif à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec;

- bill 74 concernant l'organisation municipale des villages miniers;

- bill 75 modifiant la loi de la pêche;

- bill 76 concernant certains biens vacants et sans maître;

- bill 77 modifiant la loi de la gazoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie provinciale;

- bill 78 amendant le chapitre 51 de la loi 2 George VI;

- bill 113 constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles in Quebec comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;

- bill 146 constituant en corporation la ville de Malartic;

- bill 176 concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt;

- bill 179 érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce;

- bill 180 concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata;

- bill 184 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages;

- bill 185 relatif à la corporation de la paroisse de Saint-Nicolas-Sud;

- bill 186 modifiant la loi concernant la libération de certains débiteurs.

### Dépôt de documents:

#### Rapport du surintendant de l'Instruction publique

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1937-38. (Document de la session no 30)

#### Enseignement agricole

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 89 continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec la communauté des Frères du Sacré-Cœur dirigeant le Collège du Sacré Cœur de Sainte-Anne-de-la-Pérade, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à cet endroit, d'une école régionale d'agriculture et à payer pour cette fin à cette communauté, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années, une subvention annuelle de six mille dollars.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 89 continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Vente des produits agricoles

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 88 pour aider la vente des produits agricoles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payables à même le fonds consolidé du revenu.

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'un important projet de loi suggéré par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) qui a été, il y a quelques semaines, l'âme et l'instigateur d'une conférence agricole des provinces de l'Est, conférence tenue à Montréal à laquelle assistait le ministre fédéral de l'Agriculture<sup>24</sup> et les ministres des diverses provinces.

Il y eut des suggestions pour aider à la vente des produits agricoles. Il y avait eu autrefois la loi du Marketing Board. Le Conseil privé, appelé à se prononcer, déclara qu'elle était du ressort du fédéral mais qu'il lui fallait la coopération des provinces. Il est facile d'avoir la coopération des provinces quand on veut faire une législation concurrente. Le but de la loi est de mettre en vigueur la loi du Marketing Board.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 88 pour aider la vente des produits agricoles.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>25</sup>:**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** se plaint des pouvoirs trop étendus donnés au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault).

Les articles 1 à 4 sont adoptés

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Épargne populaire  
et surcapitalisation**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 modifiant la loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>26</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi 1 Édouard VIII (2<sup>e</sup> session), chapitre 31, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il peut également, sur la recommandation de la Régie provinciale de l'électricité, autoriser, aux conditions et en la manière qu'il détermine, une telle émission pour permettre l'établissement, la construction, la réparation, l'agrandissement ou la réfection d'une entreprise d'utilité publique, pourvu que le montant de l'émission n'excède pas la valeur réelle qu'aura ladite entreprise après l'exécution des travaux projetés, déduction faite du montant des bons, obligations et action-obligations grevant l'entreprise en question."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est une loi en vertu de laquelle nous améliorons une loi qui était déjà très bonne.

Il y a deux ans, nous avons adopté une législation qui limitait l'émission des débetures et des obligations à la valeur réelle des biens immobiliers. Auparavant, on pouvait émettre des débetures sur rien, faisant payer des dividendes sur des biens qui n'existaient pas; sur la lune, autrement dit! On en profitait ainsi pour diminuer les salaires et augmenter les taux.

Nous avons fait disparaître cela. L'économie de notre Code civil est de mettre des hypothèques sur des biens immobiliers. C'est un bon moyen d'empêcher la surcapitalisation et le mouillage des stocks.

Aujourd'hui, l'amendement qui est devant la Chambre dit que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la Régie d'électricité, pourra permettre, aux conditions qu'il déterminera, l'émission d'obligations pour faciliter l'établissement, la construction, la réparation, l'agrandissement ou la réfection d'aqueducs et de services publics, pourvu que le montant de l'émission n'excède pas la valeur réelle qu'aura cette entreprise après l'exécution des travaux projetés, déduction faite du montant des bons, obligations et actions-obligations grevant l'entreprise en question.

On nous a présenté que des compagnies avaient besoin de financer leurs opérations avant de les commencer, ce qui aurait pour résultat de donner du travail. Nous présentons des garanties de solvabilité, d'impartialité, d'expédition et d'encouragement des affaires.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une grosse différence avec la loi précédente, qui limitait l'émission des débetures sur les biens immobiliers. C'est une loi pour corriger une erreur de l'Union nationale. Le bill, même s'il est bon, représente un autre recul du gouvernement par rapport à sa position initiale lorsqu'il a pris le pouvoir.

Une mesure avait été adoptée en 1937 pour interdire aux compagnies d'émettre des obligations sur rien d'autre que leurs actifs en vigueur. Le premier ministre avait promis qu'il n'y aurait plus d'hypothèques sur des biens futurs, mais il a vu que les compagnies ne pouvaient pas émettre de débetures pour faire de nouveaux travaux; ceci a alors paralysé dans une certaine mesure le progrès économique de la province. On permet d'hypothéquer sur des biens futurs et l'on revient en somme à l'ancienne loi. Je salue le présent bill

comme étant nécessaire, mais je souligne le fait qu'il représente un changement dans les politiques du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition prétend que cette loi a pour but de réparer une erreur du nouveau régime. Nous revenons tout simplement à l'ancienne loi. Évidemment, le chef de l'opposition n'a pas compris la loi.

Autrefois on a fait perdre des milliers de piastres à l'épargne en permettant d'hypothéquer les biens futurs; l'ancienne loi permettait l'émission de débentures sur la lune. Notre loi dit aujourd'hui que des débentures ne pourront être émises à moins qu'elles ne soient représentées par la valeur réelle de biens immobiliers des entreprises.

Lorsqu'il s'agira de construire, la Régie de l'électricité pourra permettre, aux conditions qu'elle déterminera, l'émission de nouvelles débentures, pour assurer la sécurité de ces émissions. Mais cette permission devra être ratifiée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui pourra faire ce qu'il voudra. Le principe de la loi est non seulement maintenu, mais il est augmenté.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai toujours signalé que la loi ne protégeait pas l'épargne populaire et on vient encore la modifier. On ne tient pas compte de la valeur des actions, et c'est cela la surcapitalisation. Le bill va trop loin. On va maintenant pouvoir émettre des débentures pour l'émission d'une entreprise qui a vieilli.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On veut, avec cette loi, hypothéquer les biens futurs. Je ne suis pas contre la loi, mais je voudrais qu'on étende à toutes les compagnies l'exception que l'on fait appliquer seulement pour les compagnies d'électricité. Ce n'est plus seulement les immeubles que l'on va gagner pour la garantie des débentures, mais c'est toute l'entreprise.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les deux oppositions manquent de logique. Le chef de l'opposition prétend que cette loi va permettre certains abus et qu'elle ne va pas assez loin, et le député de Québec-Centre trouve qu'elle va trop loin. Voyons donc!

Il n'y a pas de loi plus progressive que celle-ci, puisqu'elle empêche les "holding companies" d'émettre des débentures. Nous prévenons le pyramidage des compagnies. Plus la

pyramide est élevée, plus le peuple est écrasé. Contrairement à ce qu'a dit le chef de l'opposition, notre loi s'applique à toutes les compagnies d'utilités publiques et non pas seulement aux compagnies d'électricité: la loi n'est pas limitée, elle s'applique aux aqueducs, aux téléphones.

Si le chef de l'opposition avait lu cette loi, il ne dirait pas qu'elle est limitée. On ne peut émettre de débentures au-delà de la valeur réelle. Notre loi s'appliquera à toutes les compagnies et l'émission des valeurs immobilières se fera sur la valeur immobilière des améliorations que feront exécuter les compagnies.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je rappelle, dit-il, que j'avais dénoncé des abus, lorsque j'étais dans l'opposition et qu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement de l'Union nationale, j'ai été le parrain d'une loi pour empêcher l'émission des débentures sur des biens qui n'existent pas.

**M. Boyer (Châteauguay):** Était-ce une bonne loi?

**M. Drouin (Québec-Est):** Évidemment, puisque j'en étais le parrain. Aujourd'hui on nous présente une nouvelle loi. Je ne dis pas qu'on abolit le principe, mais il y a régression. Une compagnie pourra émettre des débentures sur des biens qui existeront quand l'entreprise sera terminée, pourvu qu'on ait obtenu l'autorisation de la Régie; c'est en somme en émettre sur des biens futurs.

Si je comprends bien la loi, nous retombons dans l'ancien système. Le gouvernement était prudent en se libérant de ses promesses faites en 1926. Parlant par analogie, je dis que, grâce à la présente loi, les propriétaires de l'édifice Lafontaine-Baldwin auraient pu émettre des débentures sur la valeur de l'entreprise, une fois terminée. C'est une régression.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le principe de la loi actuelle, qui est de limiter les débentures à la valeur réelle, n'est pas changé. Aucune clause essentielle à cet effet n'a été abrogée. Nous avons simplement voulu rendre plus effective une loi qui existait déjà.

En outre, la Régie de l'électricité sera là pour surveiller l'opération, afin de sauvegarder l'épargne populaire. Nous avons ajouté des garanties que l'on n'avait pas auparavant.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La loi actuelle a fait disparaître les "holding companies" et a valu

aux Montréalais, de la part de la Montreal Light, Heat & Power, une réduction annuelle de taux de \$450,000.

Il (M. Hamel) parle des opérations de la Beauharnois et dit qu'il se fait encore des "holdings" même sous le régime actuel.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a quelque chose de bon dans la loi actuelle et c'est son titre. On n'empêche pas la surcapitalisation avec cette loi-là.

Elle ne peut empêcher que le surhypothégage. Je suis surpris d'entendre le premier ministre dire que les bateaux sont des biens immeubles<sup>27</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Allons donc.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est en toutes lettres dans le Code civil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit du droit maritime.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pardon, c'est le droit civil, vous ne connaissez pas votre droit. (Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève une objection.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous ne m'embêtez pas avec cela. Je connais mon droit civil comme mon droit maritime. J'ai étudié mon droit en sport et c'est pour cela que je le connais. (Rires)

**M. Grégoire (Montmagny):** Le véritable titre de ce bill devrait se lire comme suit: "Loi pour surprendre l'épargne populaire et favoriser la surcapitalisation".

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Encore lui, encore lui!

**M. Grégoire (Montmagny):** Le public a été assez joué. Québec a assez perdu d'argent dans le passé.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est ça qui était professeur d'université. (Rires)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** C'est terrible.

**M. Grégoire (Montmagny):** Quand on fait absorber des actions par le public pour la pleine valeur d'une entreprise, le gouvernement permet d'émettre d'autres actions...

**Un député ministériel:** Le crédit social.

**M. Grégoire (Montmagny):** (Toujours interrompu) C'est clair. Le premier ministre a donné tout à l'heure l'exemple d'une construction d'édifice. Il n'y a rien dans la loi qui protège le public et l'épargne populaire. Je ne vois rien de cela dans la loi.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est bon. Adopté.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Grégoire (Montmagny):** Sur division.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Adopté sur division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vote, vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Bastien, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bouchard, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Casgrain, Connors, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Lesage, Lorrain, Messier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Turcotte, Vachon, 62.

**Contre:** MM. Chaloult, Drouin, Grégoire, Hamel, Marcoux, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)**, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1939, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, le 25 avril 1939  
(Document de la session no 2)

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.  
Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je propose, en amendement à cette motion, que tous les mots après "Que" dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, blâme le gouvernement d'avoir permis à un ministre de la couronne et à quatre membres de l'Assemblée législative de retirer, en outre de leur indemnité

parlementaire, un traitement additionnel comme officiers du ministère des Affaires municipales chargés de rechercher et d'étudier les exemptions et commutations de taxes municipales et scolaires, ou comme officiers affectés à l'établissement de la valeur réelle des droits seigneuriaux<sup>28</sup>."

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cet amendement est hors d'ordre pour bien des raisons. Donnez-moi l'amendement. Parce que cet amendement est dirigé contre des lois de la Législature.

Nous avons fait l'an dernier certaines nominations conformément à la loi passée et adoptée dans cette Chambre. On ne peut certainement pas blâmer un gouvernement d'observer les lois. On ne peut non plus critiquer une loi sans en demander le rappel.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous ne critiquons pas la loi dans notre amendement. Il y a une loi qui a été passée l'an dernier pour deux députés. Mais depuis, le gouvernement a abusé de cette loi.

On a nommé quatre députés, même un ministre et un nouveau ministre avant qu'il soit ministre. Du temps qu'il était dans l'opposition, le gouvernement s'est indigné de certains procédés de cette nature et pourtant moins blâmables que ceux d'aujourd'hui.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Point d'ordre. Nous avons un point d'ordre qui est déjà soumis à l'Orateur à l'effet qu'on ne peut critiquer une loi à moins d'en demander le rappel.

Le chef de l'opposition se perd dans des dissertations. Je veux, dit-il, que le président décide sans tarder.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne critique pas la loi; je dis que le gouvernement a abusé de la loi en nommant quatre députés et même un ministre dans les commissions départementales. Il est injuste de priver des citoyens de situations qui devraient leur revenir plus qu'aux membres et aux ministres qui bénéficient déjà de grosses indemnités. On en est rendu à nommer sur des commissions, à des salaires considérables, autant de membres qu'il y a de députés qui ont les oreilles à pic.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au député de Saint-Hyacinthe de retirer ses paroles.



**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai rien à retirer. Ce n'est pas là une insulte. On a les oreilles que la nature nous a données.  
(Rires)

**M. l'Orateur:** On reproche au gouvernement de nommer des députés et des ministres sur des commissions. Le premier ministre a soulevé un point d'ordre pour dire que ces députés et ministres avaient été nommés en vertu d'une loi passée dans cette Législature. Le premier ministre a aussi fait observer qu'on ne peut critiquer une loi sans en demander le rappel. L'amendement est irrégulier parce qu'il n'est pas permis de critiquer une loi en vigueur, si ce n'est en proposant de l'abroger, ou de la modifier, et met, en conséquence, l'amendement de côté. Je maintiens ce point d'ordre du premier ministre. Je renvoie la motion du chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle de votre décision, M. l'Orateur.

(Les whips sortent pour aller appeler les députés).

**M. Boyer (Châteauguay):** Le Parti national va se venger de vous autres, cette fois-ci; il va voter avec nous autres.  
(Rires)

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Laroche, Layton, Leclerc, Lesage, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 50.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux,...

**Des députés ministériels** (Lorsque M. Marcoux, Québec-Comté, se lève pour voter) crient: "Miau, miau" et diverses autres onomatopées.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

... Messier, Turcotte, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amortissement de l'escompte sur emprunts émis (département du Trésor), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a une information à l'effet qu'il y a \$11,000,000 de "collés" sur le dernier emprunt de \$30,000,000 lancé par la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Murmurant tout bas) Entièrement souscrit et payé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La province de Québec paye présentement 3.6 % d'intérêt sur ses emprunts, alors que la province d'Ontario ne paye que 3.1 %. C'est une maison de courtage qui s'est plainte de cette différence. Nous nous en allons à la queue de toutes les provinces en ce qui concerne le crédit. Et cependant, avec les chiffres officiels fournis par la province, notre crédit devrait être meilleur que celui de l'Ontario. C'est que l'on présente des budgets qui sont en dessous des prévisions, afin de farder le crédit de la province et d'annoncer des surplus alors qu'en réalité on prévoit des déficits formidables.

Mais les gens qui s'y connaissent ne s'y méprennent pas. C'est ce qui fait que notre crédit s'en va à la ruine. Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) devrait nous dire comment il est allé de millions aux banques sur le dernier emprunt.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle belle œuvre fait le chef de l'opposition. Essayer de rabaisser le crédit de la province: il faut donc que le Parti libéral soit rendu bien bas pour prendre une telle attitude. L'opposition poursuit une tâche inqualifiable. Ces gens représentent un régime

qui, de 1931 à 1935, n'a pas voulu emprunter et a laissé des comptes en souffrance pendant 352 jours sur 365 jours de chaque année.

Afin de cacher son déficit, le régime d'alors s'adressait à la Commission des liqueurs afin d'obtenir \$2,000,000, \$3,000,000 pour présenter un bilan fallacieux de l'état financier de la province. Comme la Commission des liqueurs n'avait pas de fonds disponibles, elle empruntait des banques afin de fournir ces montants au gouvernement.

L'ancien régime n'accordait pas \$35,000,000 au crédit rural, laissait des comptes en souffrance pour \$60,000,000, comptes payés par le nouveau régime. Il ne payait ni de pensions de vieillesse ni de pensions aux aveugles et aux mères nécessiteuses. Le crédit du ministère de l'Agriculture était trois fois moindre qu'il ne l'est actuellement. Des dettes au montant de \$8,000,000 étaient accumulées au ministère de la Colonisation. Ce sont ces gens-là qui viennent parler et qui tentent aujourd'hui de ruiner le crédit de la province!

C'est ce que faisait l'ancien régime pour camoufler ses budgets. Je rappelle ce que le gouvernement a fait depuis trois ans, notamment en ce qui concerne les pensions et le crédit agricole. Il cite un extrait d'un article financier du *Canada*, M. Marcel Clément disant qu'elles sont rares les valeurs qui offrent autant de garanties que celles de la province.

**M. Bastien (Berthier):** C'est au gouvernement de sauvegarder le crédit de la province en arrêtant la danse des millions. Avant le dernier emprunt, le gouvernement devait \$48,000,000 aux banques et le premier ministre niera-t-il qu'il doit encore présentement \$29,000,000 parce qu'il n'y a eu que \$19,000,000 de souscrits sur le dernier emprunt de \$30,000,000? Est-il vrai que, sur le dernier emprunt, \$11,000,000 n'ont pas été souscrits?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ridicule.

**M. Bastien (Berthier):** En mars dernier, le premier ministre a demandé \$60,000,000 aux banques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est faux!

**M. Bastien (Berthier):** Le budget supplémentaire est faux! Tous les budgets ont été "défoncés" et ce n'est pas la somme de \$5,000,000 qu'il manque pour terminer l'exercice financier, mais \$18,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je rappelle le député à l'ordre. Il vient de dire que des inexactitudes.

Je nie énergiquement, dit-il, avoir demandé à des banques un emprunt de \$60,000,000. Je demande au député de retirer ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** D'après un état fourni par une maison de courtage, la dette totale de la province se chiffre présentement à \$292,347,573.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour poursuites au criminel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour justice - divers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration et entretien des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur des achats: bureau du lieutenant-gouverneur, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du gouvernement: Montréal, entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes - entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes - divers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts de péage: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octrois spéciaux (travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Charte de Québec

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Travaux de la Chambre:

#### Demande de renseignements, corporations et compagnies

**M. Drouin (Québec-Est):** Bien qu'imprimé, le bill 80 qui impose de nouvelles taxes n'a pas été distribué à l'Assemblée législative. Quand le distribuera-t-on?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Demain.

**M. Drouin (Québec-Est):** Pourquoi pas ce soir?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que c'est demain.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 10 h 15.

### NOTES

1. *La Patrie* du 26 avril 1939, à la page 3, rapporte qu'au début de la première séance, seulement le tiers des sièges des députés étaient occupés.

2. C'est le député d'Iberville (M. Lamoureux) qui est le parrain du bill, mais le député de Matapédia (M. Paradis) le remplace ici durant son absence.

3. C'est le député d'Iberville (M. Lamoureux) qui est le parrain du bill, mais le député de Matapédia (M. Paradis) le remplace ici durant son absence.

4. Albert Rioux (1899-1983), agronome et agriculteur. Directeur diocésain de l'U.C.C. en 1928, vice-président général en 1929 et président général, de 1932 à 1936. En 1929, il est l'un des instigateurs du journal *La Terre de chez nous*. Sous-ministre de l'Agriculture en 1936 à l'avènement du premier

gouvernement Duplessis. Il dirige le comité qui prépare la "Loi du crédit agricole", réorganise le ministère et instaure le Service des recherches et le Service de l'enseignement. Muté à la Bibliothèque du parlement en 1939, il élabore un projet d'électrification rurale qui inspire la "Loi de l'électrification rurale" de 1945. Nommé commissaire de l'Office de l'électrification rurale par Duplessis, il en devient le président en 1960. Président de la Société canadienne d'établissement rural et président fondateur de la Société d'études rurales, il prépare plusieurs mémoires pour les gouvernements fédéral et provincial, pour la Commission Héon sur le commerce des produits agricoles en 1953 et la Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels en 1955. En 1971, il est chargé d'une mission au Liban pour le Service administratif canadien outre-mer (SACO). De 1972 à 1974, il représente le SACO en Algérie et en Tunisie.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

6. *La Presse* du 26 avril 1939, à la page 27, attribue ces paroles au premier ministre.

7. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur (1938-1962) à l'école des Hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère du Commerce, de l'Industrie et des Affaires municipales (1936-1939). Il sera notamment membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

8. Lionel Groulx (1878-1967), professeur et historien. Ordonné prêtre le 28 janvier 1903, il est professeur au séminaire de Valleyfield (1903-1906) avant de poursuivre ses études en Europe. Il enseigne à Valleyfield (1909-1915) puis est nommé professeur titulaire de la première chaire d'histoire du Canada (1915-1950). Il est l'un des principaux porte-parole nationalistes du Québec et l'initiateur de nombreux mouvements patriotiques. Président-fondateur de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (1946) et directeur de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (1947-1967).

Ses nombreux écrits, romans et ouvrages historiques lui valurent plusieurs prix et marquèrent profondément la vie intellectuelle et sociale de son époque.

9. C'est le premier ministre qui fait cette annonce, selon *Le Canada* du 26 avril 1939, à la page 5.

10. C'est le premier ministre qui fait cette annonce, selon *Le Canada* du 26 avril 1939, à la page 5.

11. Richard Bedford Bennett (1870-1947), 11<sup>e</sup> premier ministre du Canada, poste qu'il occupa du 7 août 1930 au 22 octobre 1935. Élu à la Chambre des communes du Canada en 1911, il fut nommé ministre des Finances en 1926 et devint chef conservateur en 1927. Il fut élu premier ministre du Canada en 1930, défaisant William Lyon Mackenzie King. Ceci arriva au même moment que la pire dépression économique du siècle frappait le pays. Il tenta de combattre la dépression en augmentant le commerce avec l'Empire britannique et en imposant des tarifs sur l'importation des produits non-impériaux. Toutefois, ces politiques eurent un succès mitigé. Même s'il changea de tactique, proposant l'intervention de l'État dans l'économie, des impôts progressifs sur le revenu, un salaire minimum, une assurance-emploi, une assurance-santé, cette conversion des conservateurs au concept de l'État-providence ne put empêcher leur défaite aux mains des libéraux de Mackenzie King à l'élection fédérale en octobre 1935.

12. Dans *L'Événement-Journal* du 26 avril 1939, à la page 9, on rapporte plutôt qu'en 1931 "il y eut une commission fédérale de créée aux fins d'étudier les questions sociales".

13. Georges-Alexandre Courchesne (1880-1950). Né à Saint-Thomas-de-Pierreville le 13 septembre 1880. Ordonné prêtre le 10 juillet 1904, il est élevé au rang d'évêque du diocèse de Rimouski le 1<sup>er</sup> février 1928. Le 12 février 1946, il deviendra le premier archevêque de l'archidiocèse de Rimouski et demeurera en poste jusqu'à sa mort.

14. Édouard Montpetit (1881-1965) est avocat, économiste et professeur universitaire. En 1920, il fonde l'École des sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal et en prend la direction. Dans ses travaux, il prône un nationalisme économique et le développement de l'enseignement des sciences économiques et administratives, afin que le Québec soit capable de gérer ses ressources

naturelles. Pour le gouvernement de la province de Québec, il préside deux commissions d'enquête: la Commission des assurances sociales, de 1930 à 1932, et la Commission d'enquête sur la fiscalité, de 1937 à 1940.

15. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

16. *Le Canada* du 26 avril 1939, à la page 5, rapporte seulement que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) lit alors la résolution devant la Chambre.

17. *Le Canada* du 26 avril 1939, à la page 5, rapporte que le premier ministre est alors observé par M. Bouchard qui possède une copie de la lettre de M. King.

18. *The Chronicle Telegraph* du 26 avril 1939, à la page 9, précise que les résolutions sont adoptées après deux heures de discussion.

19. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

20. "19 ans", selon *La Patrie* du 26 avril 1939, à la page 6.

21. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

22. Voir note 21.

23. Conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931, Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprend des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il doit déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau réplique par l'entremise de Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, qui fait adopter une loi rendant plus difficile la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", oblige le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. La mesure s'applique rétroactivement aux contestations déjà en cours.

24. James Garfield Gardier (1883-1962). Député libéral de la Saskatchewan à la Chambre des communes. Il fut ministre de l'Agriculture de 1935 à 1948 et de 1948 à 1957.

25. Voir note 5.

26. Voir note 21.

27. "biens meubles", selon *Le Canada* du 26 avril 1939, à la page 6.

28. *Le Soleil* du 26 avril 1939, à la page 3, explique ici que le député d'Yamaska (l'honorable M. Élie), le député de Rouville (M. Barré), le député de L'Assomption (M. Raynault) et le député de Joliette (M. Barrette) reçoivent des salaires en plus de leur indemnité et de leurs frais de déplacement comme officiers du ministère des Affaires municipales.



Première séance du mercredi 26 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 162 modifiant la constitution de la communauté des religieuses Ursulines de Trois-Rivières.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 138 abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 163 relatif à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

**Loi de l'adoption**

**M. Barré (Rouville)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 190 modifiant la loi de l'adoption.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés d'agriculture**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**Universités Laval, McGill  
et Bishop's College**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 93 pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose: Attendu que le gouvernement, comprenant les avantages incalculables de l'éducation, considère que les dépenses publiques faites à cette fin constituent un des meilleurs et des plus féconds placements;

Attendu que le gouvernement a accordé de larges subventions à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire;

Attendu qu'il est juste et nécessaire de venir en aide aussi à l'enseignement universitaire;

Attendu qu'un projet de loi a été soumis à la présente session pour accorder à l'Université de Montréal, qui en avait absolument besoin, de substantiels subsides publics;

Attendu que les universités Laval, McGill et Bishop's College ont aussi besoin et ont droit d'être aidées par le pouvoir public;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à payer annuellement, sur la recommandation du secrétaire de la province, pendant une période de dix années consécutives, en sus de toutes autres subventions, à l'Université Laval, de Québec, cent cinquante mille dollars, à l'Université McGill cent cinquante mille dollars et à l'Université Bishop's College, de Lennoxville, trente-cinq mille dollars, le tout aux conditions et en la manière qui seront arrêtées entre les parties intéressées, chacune pour ce qui la concerne.

2. Que les sommes payées en vertu de la résolution 1 le seront à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra toutefois autoriser le trésorier de la province à

emprunter, pour un terme n'excédant pas vingt ans, les sommes requises pour le paiement de telles subventions.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à accepter, de la part du gouvernement le transport, absolu ou conditionnel, que peut faire à tout prêteur, à titre de garantie pour un emprunt, chacune des universités ci-dessus, de la part respective qui lui écherra des subventions annuelles prévues à la résolution 1.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement de l'Union nationale considère que l'éducation, dans cette province, représente un actif des plus considérables. Les sommes que le gouvernement dépense pour lui venir en aide constituent un placement de tout premier ordre, très avantageux et très productif.

Il y a divers degrés dans l'enseignement et le gouvernement a montré sa sollicitude pour chaque degré. Le gouvernement s'est occupé de l'enseignement primaire. Le salaire des institutrices rurales fut augmenté de \$750,000 par an; des subsides substantiels furent accordés à l'enseignement agricole, et une attention spéciale fut portée à l'enseignement secondaire. Le gouvernement leur a versé, dit-il, de généreux subsides. Puis, il a pensé à l'enseignement universitaire et il s'est fait un devoir de venir en aide aux universités.

La semaine dernière, nous avons passé un bill pour assurer la survivance de l'Université de Montréal. Il était juste de ne pas oublier les autres universités. Ici, à Québec, nous avons l'Université Laval, qui est un foyer de science et de dévouement. Cette institution a joué un rôle de premier plan et son passé est fait de gloire; elle mérite la considération des gouvernants. Nous avons aussi McGill et Bishop's College. Le projet que nous soumettons aujourd'hui est une nouvelle preuve de l'harmonie qui règne entre les différentes races. En sus de tous les autres octrois et subventions, nous accordons donc pendant une période de 10 années, \$1,500,000 à l'Université Laval, payable \$150,000 par an, \$1,500,000 à l'Université McGill, payable \$150,000 par an, et \$350,000 à Bishop's College, payable à raison de \$35,000 par an. Le gouvernement peut autoriser le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) à emprunter encore.

**M. Bulloch (Westmount):** Je remercie le premier ministre, le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) et le gouvernement de l'aide qu'ils apportent aux deux universités anglaises.

**M. Fisher (Montréal-Saint-Louis):** Je remercie également le premier ministre, le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) et le gouvernement de l'aide qu'ils apportent aux deux universités anglaises. J'insiste sur le rôle joué par le Bishop's College de Lennoxville. McGill et Bishop's College ont donné à la province des hommes de premier plan dans tous les domaines.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** remercie les députés de leurs remerciements.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Est-ce que l'Université Laval accepte le projet de loi tel que rédigé?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Il me semble que la question du député de Kamouraska est pour le moins oiseuse. L'Université Laval s'est montrée très heureuse et a manifesté sa satisfaction de la générosité du gouvernement à son égard pour lui aider à continuer son œuvre et assurer sa survivance. Je ne crois pas qu'aucune université de la province, dans les temps difficiles que nous traversons, ne pourrait actuellement se permettre de refuser les fonds que le gouvernement lui offre.

Son Excellence Mgr Gauthier a été le grand inspirateur du bill pour aider l'Université de Montréal. Selon lui, dit-il, le problème de l'enseignement universitaire est réglé pour plusieurs années, dans la province. Il ne faut pas être surpris si le gouvernement a montré tant de sollicitude pour les universités. Le gouvernement estime de son devoir de venir en aide aux universités parce que c'est l'université qui fait l'élite qui constitue la grandeur du pays. Nous sommes fiers de ce que nous avons fait et je crois que l'Université Laval pourra dire au député de Kamouraska qu'elle est satisfaite de la générosité du gouvernement.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je félicite cordialement le gouvernement de venir ainsi en aide à nos universités. Un peuple ne vaut que par son élite et il est important de former une élite chez nous. Je félicite le gouvernement de ce bill en autant qu'il ne comporte aucune attache. Je souhaite que le gouvernement cesse de se vanter dans les préambules de lois.

**M. Tardif (Frontenac)** fait une plaisanterie.

**M. Dubé (Témiscouata):** À titre de représentant de la partie rurale de la province, je tiens, moi aussi à



féliciter le gouvernement pour les moyens qu'il fournit aux universités d'atteindre pleinement le but pour lequel elles ont été fondées.

L'historique des diverses facultés de nos universités a été fait en diverses occasions, par des hommes éminents. Ce qui manque à ces études, c'est la statistique des sommes d'argent dépensées, d'année en année, pour le maintien de ces facultés.

L'on semble, de préférence, s'être attaché à démontrer le dévouement des promoteurs et le désintéressement des professeurs jusqu'à ce que la fondation de l'Université de Montréal nous ramenât à la réalité, pour constater que le gigantesque effort demeure sans conclusion, faute de millions nécessaires à la parachever.

Les universités, devant satisfaire aux exigences et aux besoins d'une faculté de médecine, prouvent combien grand fut le rêve de nos prédécesseurs et des universitaires. Cela indique bien l'effort qu'il nous restait à faire, afin de permettre à nos universités de continuer efficacement l'œuvre éducative de nos enfants, si nous voulons qu'ils soient à la hauteur des espérances que nous fondons sur eux.

Il y aurait aussi quelques comparaisons à faire entre ce que nous dépensons pour nos universités et ce que les autres gouvernements dépensent.

La documentation me manque et il serait peut-être assez difficile d'établir cette comparaison sans tenir compte d'une foule de facteurs de la nécessité d'universités dans un pays, etc. La science a donc besoin, pour se maintenir à la hauteur de toutes les révélations scientifiques quotidiennes, d'être poussée indéfiniment par l'esprit de recherche, les talents de toutes sortes, le génie inquisiteur et par la finance nationale.

Je sais, M. le président, que personne, à la droite ou à la gauche en cette Chambre, ne cherchera à faire de la démagogie à rebours, en affectant une indifférence non motivée pour les choses de l'intelligence et de l'esprit.

Personne d'entre nous, j'en suis convaincu, ne voudrait ignorer que la grandeur de l'homme se mesure à la capacité de son esprit, qu'un peuple n'est grand que par le nombre de ses savants, que l'argent est un bien périssable, mais que la culture de l'esprit se transmet de génération en génération, que les conquêtes de la science sont les plus fécondes et les plus généreuses et qu'une once de science vaut un tonneau d'or.

Vous n'ignorez pas, M. le président, qu'il y a de l'or et des pierres précieuses parmi le peuple de

notre province. Il faut que ces trésors cachés remontent à la surface. C'est le grand rôle des diverses facultés de nos universités.

À mon *Alma Mater* et à tous les artisans qui ont fait le rêve grandiose de faire de l'Université de Montréal l'un des plus beaux centres de développement scientifique de notre province, je dirai: courage et confiance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le député de Témiscouata (M. Dubé). Les beaux sentiments qu'il a exprimés reflètent l'opinion des villes et des campagnes.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 93 pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill 93 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour

réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

**M. Barré (Rouville):** Les cultivateurs se plaignent que le gouvernement est un mauvais voisin, en ce sens qu'il ne voit pas à l'entretien de ses fossés le long des grandes routes et que l'on cause ainsi des dommages assez considérables. Il y a là une question de justice et le gouvernement devrait avoir une réputation de bon voisin auprès des cultivateurs.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) devrait payer la moitié des frais encourus par les cultivateurs dont les fermes longent la route, pour l'entretien des fossés. Il est injuste que, lorsque le chemin est relevé, les cultivateurs soient obligés de supporter les frais d'égouts à eux seuls. On devrait séparer les frais d'entretien des fossés entre les cultivateurs et la voirie. Dans un seul chemin dans le comté de Rouville, l'absence de fossés a causé des dommages plus élevés qu'il en aurait coûté pour faire des fossés dans tous les chemins du comté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un problème assez important. Le Code municipal dit qu'il doit y avoir un fossé suffisant. Dans le passé, on a négligé cette prescription du Code. Nous sommes à réparer les erreurs du passé, mais l'on ne peut tout faire en un tour de main.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député voudrait-il nous dire si ce dont il nous parle s'est passé sous l'ancien régime?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rouville l'a dit.

**M. Barré (Rouville):** C'est un état de choses qui existait avant le nouveau gouvernement. La voirie, rappelle-t-il, fait des fossés pour les besoins de la route seulement, sans s'occuper des cultivateurs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** fait allusion aux élections prochaines.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça fait longtemps que le gouvernement est au pouvoir, on est naturellement à la veille des élections.

**M. Barré (Rouville):** Il serait absurde de faire des élections à l'heure actuelle, car il n'est pas nécessaire que le peuple se prononce pour manifester la confiance qu'il a dans le gouvernement de l'Union nationale. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que

le gouvernement actuel a droit à l'encouragement de la population. Le peuple est convaincu que lorsqu'un gouvernement assume une tâche comme celle que le gouvernement actuel a prise, il faut lui laisser un peu le temps de travailler.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour dépenses administratives (département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour entretien des chemins d'hiver (département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour dépenses générales (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour réception à Leurs Majestés le roi et la reine d'Angleterre, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour participation de la province à l'exposition universelle de New York, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des gardes forestiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix-sept mille quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie et établissements sur des terres libres (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour établissement des fils de cultivateurs (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour graines de semences (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est un bien gros montant. Comme les crédits destinés à ces achats sont beaucoup moins diminués cette année, je m'étonne, dit-il, de ce besoin subit, aujourd'hui à l'Assemblée législative. Je demande des explications au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger).

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nous avons pris l'habitude de donner l'argent après l'effort, contrairement à ce qui se faisait autrefois. Autrefois, il y avait de véritables abus. C'est ainsi qu'en certain milieu, on échangeait des graines de semences pour faire du whisky. Le ministère surveille étroitement, aujourd'hui, l'emploi de ces graines...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous avons des lettres...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le chef de l'opposition veut les envoyer au gouvernement, nous y verrons.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On sent venir les élections; le gouvernement a la crainte des électeurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le chef de l'opposition n'a pas peur, qu'il démissionne.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça ne sera pas long. C'est probablement à l'approche des élections que le montant est aussi élevé. On parle des élections comme devant avoir lieu le 28 juin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Il n'y aura pas d'élections le 28 juin.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Alors, c'est le 27 juin?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ni le 27.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En tout cas, si le gouvernement veut avoir des élections, on est prêt, on va avoir du fun.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a des colons dans Berthier sous billet de location qui ont été avertis qu'ils n'auraient pas de graines de semences.

Le ministre devrait acheter moins de clavigraphes et aider davantage les colons. On cherche toujours à jeter la faute sur l'ancien régime. Le ministre sait-il qu'à Montréal, des employés ont emporté des clavigraphes chez eux sous prétexte de faire du travail?

**Un député ministériel:** Nommez-les.

**M. Bastien (Berthier):** C'est pour montrer que le ministre ne sait pas ce qui se passe dans son département. Il y a un M. Pierre Desrosiers, qui travaille au *Petit Journal* qui a fait cela. Il y a aussi un M. Girouard.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Je déclare qu'il n'y a pas de M. Desrosiers à l'emploi du département de la Colonisation à Montréal.

**M. le président:** Je demande que l'on en revienne aux graines de semences.

**M. Bastien (Berthier):** M. le président, le ministre a parlé de whisky tout à l'heure et il n'a pas

été rappelé à l'ordre. Je pourrais aussi parler des lettres de colons.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

17. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification et inventaire des terres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes et octrois pour construction (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

**M. Bastien (Berthier):** Si mes informations sont bonnes, le ministre assure les employés de son département à La Prévoyance. Par ailleurs, les *Comptes publics* font mention qu'il a payé une somme de \$44,000 en primes l'an dernier à La Prévoyance et, malgré cela, il a de plus payé \$15,000 à des accidentés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce crédit ne se rapporte pas aux primes.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait une réclamation faite par la compagnie La Prévoyance que l'ancien régime n'avait pas payée. Dans ce temps-là, la prime était calculée sur tout; non seulement sur les salaires, mais même sur la machinerie et sur l'outillage afin d'établir une prime plus élevée. Nous avons eu une réclamation de \$75,000 à \$80,000 que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) a réussi à faire réduire de moitié grâce à sa ténacité.

L'ancien gouvernement avait conclu avec La Prévoyance, représentée par M. Fages, gendre de M. Taschereau, un arrangement en vertu duquel on payait la prime non seulement sur les employés, mais sur tout l'outillage du département. Lorsque des travaux étaient exécutés, on louait de la machinerie; le coût de la location était ajouté au coût de la construction et on payait une prime basée là-dessus. Le gouvernement payait la commission de l'agent en plus de la prime.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre ne peut pas nous montrer une prime semblable. Il n'y a pas une seule compagnie d'assurances qui accepterait une police semblable. Aujourd'hui on est bon prince de ce côté-ci de la Chambre. On ne crie pas partout que le trust Fages a été remplacé par le

trust Raymond, de ce Raymond qui est le fils de l'honorable Alphonse Raymond<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est contraire aux faits. Je nie l'assertion du député de Berthier. Du temps de M. Taschereau, il y avait le trust Fages qui commettait des abus considérables. Le trust Fages allait si loin que certaines institutions religieuses étaient forcées de s'assurer là.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'Université de Montréal doit s'assurer à La Prévoyance avec le trust Raymond.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'Université de Montréal n'est pas obligée de s'assurer nulle part. S'il y a un homme dont je suis fier et dont l'amitié m'honore, c'est bien l'honorable Alphonse Raymond. Parti avec rien de Sainte-Anne-de-Beaupré, il s'en alla travailler à Montréal pour quelques piastres par semaine et il est maintenant à la tête d'une importante industrie qu'il a édifiée lui-même. Ce qui existait sous l'ancien régime n'existe plus. Sous le régime actuel, il n'y a plus de favoritisme.

Il y avait le député de Berthier (M. Bastien) qui faisait de l'assurance. Du temps de l'ancien régime, lui, M. Bastien, était grassement encouragé comme agent d'assurances. Combien a-t-il reçu de la Commission scolaire de Montréal et combien a-t-on forcé de contracteurs à lui donner de primes d'assurance?

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre est passé par Sainte-Anne-de-Beaupré. Il n'a pas songé à s'arrêter à Yamachiche.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le député de Berthier veut aller à Sainte-Anne-de-Beaupré, il ne s'y rendra pas, car les gens qui le verront passer vont l'arrêter pas loin de Sainte-Anne.

**M. Bastien (Berthier):** Aujourd'hui, les commissions scolaires qui veulent des octrois doivent passer par le trust Raymond pour La Prévoyance.

**Un député ministériel:** C'est faux.

**M. Bastien (Berthier):** Non ce n'est pas faux. Le trust des assurances Raymond est la terreur des commissions scolaires. Il faut passer par La Prévoyance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Berthier n'est pas sérieux. L'an dernier, le député me reprochait d'avoir donné des assurances à une compagnie de l'Ontario et, cette année, il n'est pas content parce que nous en donnons à une compagnie canadienne-française<sup>3</sup>.

**M. Bastien (Berthier):** Avant que la prime ne se rende dans le trésor de La Prévoyance, le fils Raymond reçoit sa part. Autrefois il y avait le trust Tessier-Fages et on criait au scandale. Aujourd'hui c'est le trust Tanguay-Raymond-Baby, le favori, et c'est très bien. C'est tout le changement.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Sociétés d'agriculture**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, et du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 60 modifiant la loi des sociétés d'agriculture.

Adopté.

**En comité<sup>4</sup>:****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le bill a pour but d'attribuer soit au ministre de l'Agriculture, soit à la chambre agricole, certains pouvoirs qui appartenaient au conseil d'agriculture jusqu'à sa disparition. Les sections 10 et 23 fixent au quatrième mardi de janvier la date de l'assemblée annuelle des sociétés d'agriculture<sup>5</sup>.

Les articles 1 à 13 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 14, qui se lit comme suit:

"14. L'article 51 de ladite loi est modifié en retranchant les mots: "et de l'allocation attribuée aux cercles agricoles" dans la troisième ligne."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande que l'article 14 soit retranché.

L'article 14 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 14 à 17 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 18, qui se lit comme suit:

"18. L'article 66 de ladite loi est modifié:

"a. en retranchant les mots: "et des cercles agricoles", dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa;

"b. en ajoutant, après le mot "cercles", dans la troisième ligne du paragraphe 2, les mots: ", aux associations agricoles."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande que l'article 18 soit retranché.

L'article 18 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 18 à 19 sont adoptés.

Le comité étudie et adopte les articles 20 et 21.

Le comité étudie l'article 20, qui se lit comme suit:

"20. L'article 21 de la loi du conseil d'agriculture (Statuts refondus, 1925, chapitre 52) est abrogé."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande que l'article 20 soit retranché.

L'article 20 est adopté.

Les articles 21 et 22 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville d'Iberville**

**M. Lamoureux (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 concernant la ville d'Iberville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Lamoureux (Iberville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.  
Adopté.

#### **En comité<sup>6</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le règlement no 161 de la ville d'Iberville, en date du 11 mai 1938, et le bail et conventions entre ladite ville et Albert Godde Bedin limitée, passé devant Me Rodolphe Fournier, notaire, sous le numéro 346 de ses minutes, sont ratifiés et validés à toutes fins que de droit."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On arrive à la dernière heure avec un bill pour légaliser une affaire qui est du domaine municipal. Je crois que ce bill-là devrait rester sur la table. C'est un des plus extraordinaires qui aient été présentés. Aucun avis n'a été donné et les intéressés devraient avoir au moins le droit de se faire entendre dans cette affaire.

Les électeurs municipaux ont voté un règlement relatif à la construction d'un marché public. Après le vote, le conseil, sans aucun pouvoir à cet effet, a passé un contrat avec une manufacture de Saint-Jean.

On a voté pour un marché public qui a été loué aux promoteurs d'une manufacture. De plus, il y a une condition dans le bail à l'effet que si le manufacturier remplit ses obligations, il devient propriétaire du marché. Nous avons déjà été forcés d'adopter une loi pour empêcher les bonus de toute nature.

Grâce à ces bonus, on voyait les industries partir de Montréal pour aller dans les centres ruraux, au détriment de la grande ville. Le gouvernement n'est pas justifiable de favoriser une ville plus qu'une autre dans la distribution des nouvelles industries. À la dernière semaine de la session, sans avis préalable, on arrive avec un bill pour légaliser une atrocité au point de vue municipal.

Les contribuables vont payer pour une chose contraire à ce pourquoi ils ont voté. D'ailleurs, des procédures ont été prises pour faire annuler le contrat, et je ne voudrais pas que la Législature intervienne pour régler une question qui est présentement du ressort des tribunaux. Voilà pourquoi je dis que ce bill devrait rester sur la table.

**M. Lamoureux (Iberville):** Il n'y a aucune industrie permanente à Iberville. La ville n'est composée que de petits propriétaires. Ce sont les propriétaires d'Iberville qui ont demandé la construction de cette manufacture sur le marché public; pour cette question de marché, on a fait un référendum et il n'y a que sept personnes qui se sont prononcées contre. Il n'y a pas eu de procédures de prises pour faire annuler le contrat. Il s'agit d'une mesure d'intérêt public qui a l'appui du conseil municipal. Ce que je demande, c'est dans l'intérêt même de la ville.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je veux rétablir les faits: Iberville s'est adressée à la Commission municipale pour avoir l'autorisation de construire un marché. La ville a obtenu un pouvoir d'emprunt de \$35,000. Plus tard, on a été obligé de prévoir pour un fonds d'amortissement. La ville, mal avisée probablement par des amis du chef de l'opposition, a alors fait un contrat avec une industrie de Saint-Jean pour l'installer chez elle.

Une fois que les fondations de l'édifice eurent été construites et que les matériaux furent rendus sur les lieux, on a déclaré que toute l'affaire était illégale. Ce sont des amis de l'opposition qui ont dit cela. Il n'y a pas de mal à louer une partie de l'immeuble d'un marché à une industrie. Aujourd'hui, la ville est dans une mauvaise posture et elle demande à la Législature de ratifier l'entente passée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai vu le contrat. Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) prétend qu'il ne s'agit que d'une partie du marché. Eh bien, non, on veut louer tout l'immeuble du marché.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** L'aviseur légal a mal conseillé ceux qui ont fait le contrat.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'affaire est bien dangereuse et l'avocat, quel qu'il soit, a eu raison de donner ces conseils. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il n'y a que la Législature pour légaliser la situation tellement elle n'est pas régulière.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela a été fait souvent par la Législature. Il est vrai que l'opposition n'aime pas le député d'Iberville (M. Lamoureux). Il s'est présenté libéral en 1936, mais il s'est aperçu que s'il voulait conserver sa réputation d'intégrité, c'était de venir avec nous autres. Pourquoi lui en veut-on? C'est un brave...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pourquoi parler en dehors de la question?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition est tellement acharnée à faire de l'obstruction et elle aime si peu l'agriculture qu'elle s'oppose même à ce que je fasse l'éloge d'un brave cultivateur et que je dise qu'il a 75 ans.

Il (l'honorable M. Duplessis) demande d'amender la phraséologie de l'article 1 et d'y substituer l'expression "sont déclarés légaux".

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Le règlement no 161 de la ville d'Iberville, en date du 11 mai 1938, et le bail et conventions entre ladite ville et Albert Godde Bedin limitée, passé devant Me Rodolphe Fournier, notaire, sous le numéro 346 de ses minutes, sont déclarés légaux à toutes fins que de droit."

L'article 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Lamoureux (Iberville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Conseil provincial des sports**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 instituant le Conseil provincial des sports soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>7</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi,

"a. "Conseil" désigne le Conseil provincial des sports créé par la présente loi;

"b. "joueurs" désigne les personnes prenant part comme concurrents ou comme figurants à un spectacle sportif;

"c. "ministre" désigne le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce;

"d. "personne" comprend aussi une corporation, une association, un club et une ligue de sport ou d'athlétisme;

"e. "spectacle sportif" ou "spectacle" signifient toute joute ou exhibition de hockey, baseball, football, rugby, pugilat, lutte, force ou adresse musculaires, la crosse, et toute autre joute ou exhibition de jeu, de sport ou d'athlétisme désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du Conseil provincial des sports, mais ne comprenant pas un jeu, une joute ou une exhibition de sport ou d'athlétisme donnés en spectacle dans une université, un collège, une école ou toute autre maison d'enseignement, ni une joute ou une exhibition de sports gratuites."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voici un bill important qu'on nous présente à la dernière minute. Je l'ai parcouru rapidement, on vient à peine de nous le distribuer. C'est une nouvelle commission que l'on crée. Je me rappelle que les députés du gouvernement, du temps qu'ils étaient dans l'opposition, critiquaient le nombre de commissions de l'ancien gouvernement. Il est vrai que l'on dissimule le nom de celle-ci sous l'expression "Conseil des sports".

C'est un mauvais principe que de donner à un tel organisme, non législatif, le pouvoir de taxer les organisations sportives pour payer ses dépenses et les salaires de ses employés. Les petites villes n'ont pas besoin de cette commission.

C'est peut-être là un bill applicable pour une grande ville comme Montréal, mais il ne devrait pas l'être pour le reste de la province. On y dit que les conseillers pourront décider et fixer leurs salaires, et qu'ensuite ils seront libres d'imposer des taxes sur les spectacles de sports. Il y a déjà une commission qui existe à Montréal.

**M. Sauvé (Beauharnois):** Une commission athlétique seulement pour la lutte et la boxe. Le bill comprend tous les sports.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sur tous les sports, on pourra prélever jusqu'à 1 % ou 2 % des

recettes avec cet organisme de centralisation. C'est un bill qui pourra prélever des taxes sur les sports.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

Le chef de l'opposition ignore-t-il que tous les sports, football, baseball, la crosse, etc., sont toujours sous le contrôle d'un organisme central? C'est un groupe d'individus qui, dans chaque sphère, encaissent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est bien naturel. Ce sont eux qui travaillent. La loi du monde veut que l'on paie celui qui travaille.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Le projet de loi vient à son heure! Tout le monde admet que le sport est nécessaire. Il y a eu de l'exploitation de la part du public et des athlètes dans le passé. Tous les intéressés ont félicité le gouvernement lorsqu'ils apprirent par le discours du trône que nous avions l'intention de réglementer les sports et de créer un conseil des sports. Je vais lire ici un article de *L'Action catholique*, un journal qui, pourtant, n'est pas toujours favorable au gouvernement. Eh bien, on fait des éloges de cet organisme.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous ne vous inspirez pas souvent de *L'Action catholique*.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** On s'en inspire quand il y a de quoi s'en inspirer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça n'arrive pas souvent!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne doit pas donner à un corps quelconque le droit de fixer le salaire de ses membres et le pouvoir de taxer pour payer ces salaires, surtout dans le domaine du sport.

**M. Bastien (Berthier):** À l'époque où *L'Action catholique* approuvait l'idée d'une commission athlétique provinciale, on ne connaissait pas le bill présenté aujourd'hui. Et pourquoi avoir présenté ce bill dans les dernières heures de la session? Voici un bill qui bouleverse toute l'organisation sportive dans la province. Il aurait d'abord fallu présenter le bill un mois plus tôt pour connaître la réaction du public. En voici un exemple: le paragraphe 17 de ce bill abolit la Commission athlétique de Montréal, qui était pourtant bien vue. Ce bill devrait rester sur la table et venir à la prochaine session. Le gouvernement doit avoir beaucoup d'amis à nommer. Ça fait une cinquantaine de commissions qu'il crée depuis qu'il est au pouvoir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (À mi-voix) Ça fait assez longtemps que votre gouvernement contrôle les sports, on va y voir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À Saint-Hyacinthe, nous sommes satisfaits de la situation actuelle. Nous ne voudrions pas payer une taxe sur les recettes totales de nos spectacles pour enrichir les amis du gouvernement.

Le comité, ayant étudié le bill, et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 26 avril 1939

### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 28 pour venir en aide à l'Université de

Montréal;

- bill 46 favorisant l'expansion de la colonisation;
- bill 73 autorisant une enquête relativement

à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui;

- bill 79 modifiant la loi du département du procureur général, relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 21 pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:



1. Le titre est remplacé par le suivant:  
"Loi pour remplir des obligations inexécutées envers les révérends pères de Sainte-Croix".

2. Le préambule est modifié:

a. en remplaçant le 3ème alinéa, qui commence par les mots: "Attendu que la Congrégation", par le suivant:

"Attendu que, de 1931 à 1935, la congrégation des révérends pères de Sainte-Croix n'a pas reçu ladite subvention annuelle;

b. en biffant le 4ème alinéa, qui commence par les mots: "Attendu que cette promesse";

c. en remplaçant, à la fin de la 1ère ligne du 5ème alinéa, le mot: "injustice", par le mot: "omission".

Aussi, le 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent, l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en biffant à la 1ère ligne les mots: "(reproduit comme cédule A)";

b. en biffant à la dernière ligne de la page 2 et à la 1ère ligne de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule B)";

c. en biffant aux 2ème et 3ème lignes de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule C)";

d. en biffant aux 4ème et 5ème lignes de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule D)";

e. en biffant à la 7ème ligne de la page 3, les mots: "(reproduite comme cédule E)";

f. en ajoutant à la fin dudit article, l'alinéa suivant:

"Cette réduction ou commutation est subordonnée au fonctionnement normal des usines en question et au paiement de gages et salaires raisonnables aux ouvriers employés par ladite compagnie".

Les cédules A, B, C, D et E sont biffées.

Aussi, le bill 29 modifiant la loi des mines de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, à la 13ème ligne du paragraphe b, les mots: "Dans ces cas", par les mots: "Dans ce dernier cas".

2. L'article 22 est modifié en ajoutant à la 4ème ligne, immédiatement après les mots: "est de nouveau modifié", les mots suivants: "en insérant au commencement de cet article les mots: "Nonobstant toute disposition à ce contraire" et".

3. L'article 23 est modifié en remplaçant à la dernière ligne, les mots: "juillet 1939", par les mots: "janvier 1940".

Aussi le bill 134 concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant le 9ème paragraphe qui commence par les mots: "Qu'il est opportun", par les suivants:

"Qu'il est important, vu les doutes qui se sont élevés, de faire déclarer, que quant aux exécuteurs-testamentaires actuels et à leurs successeurs, ladite succession est censée s'être ouverte le 19 juillet 1938, et ne comprendra que les biens mentionnés dans l'acte d'inventaire reçu par Claude Taschereau, notaire, le 19 juillet 1938; lesdits biens étant les seuls que lesdits exécuteurs-testamentaires auront à administrer et dont ils auront à rendre compte."

2. L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. Quant aux exécuteurs-testamentaires actuels et à leurs successeurs, ladite succession est censée s'être ouverte le 19 juillet 1938 et ne comprendra que les biens mentionnés dans l'acte d'inventaire reçu par Claude Taschereau, notaire, le 19 juillet 1938; lesdits biens étant les seuls que lesdits exécuteurs-testamentaires auront à administrer et dont ils auront à rendre compte".

### Révérends pères de Sainte-Croix

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 21 pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### Ville Saint-Laurent

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

### Loi des mines

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 29 modifiant la loi des mines de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Succession J.-B.-E. Letellier**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier. Lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau) que la Chambre refuse d'accepter les amendements du Conseil législatif parce que les renseignements nécessaires n'ont pas été fournis à la Chambre quant aux biens mentionnés dans l'acte d'inventaire du 19 juillet 1938 auquel renvoie l'amendement du Conseil.

Adopté sur division<sup>8</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre refuse d'accepter les amendements du Conseil législatif, parce que les renseignements nécessaires n'ont pas été fournis à la Chambre quant aux biens, mentionnés dans l'acte d'inventaire du 19 juillet 1938, auquel renvoie l'amendement du Conseil.

#### **Appel de décision de l'Orateur:**

##### **Demande d'enquête royale sur les compagnies Dufresne Construction Co. Ltd. et Dufresne Engineering Co. Ltd.**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que cette Chambre est d'opinion que l'Orateur a outrepassé ses pouvoirs en ordonnant au greffier de mettre de côté, et de ne pas insérer au *Feuilleton*, un avis de motion demandant une enquête royale sur toute transaction entre le gouvernement de la province et la Dufresne Construction Co. Ltd. ainsi que sa filiale la Dufresne Engineering Company, Ltd., et sur les dispositions que ces

compagnies ou leurs directeurs ont pu faire des deniers qui leur sont revenus directement ou indirectement des fonds publics de la province.

Je crois que la motion que nous avons présentée est dans l'ordre. Nous demandons tout simplement une enquête royale sur les faits qui ont été publiés dans les journaux. Je ne crois pas que la motion soit à l'encontre des règlements de la Chambre. Je suis d'opinion que l'Orateur aurait dû la laisser sur l'ordre du jour. Pour le moins, l'Orateur aurait dû nous faire connaître les motifs pour lesquels il a refusé l'inscription au *Feuilleton*.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je regrette l'attitude du chef de l'opposition. Cette motion constitue un blâme pour l'Orateur. Le chef de l'opposition doit savoir qu'il y a actuellement une cause pendante devant les tribunaux, relativement à cette affaire, et qu'accorder une enquête aurait été une violation des droits des tribunaux. Il serait absolument injuste de faire ainsi une enquête et, partant, d'intervenir dans les activités judiciaires. J'ai eu cinq années d'expérience à Ottawa et jamais telle procédure n'a été faite devant la Chambre des communes. On doit accepter la décision de l'Orateur. Je demande donc le rejet de la motion.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il n'est nullement question de mettre en doute la partialité ou l'impartialité de l'Orateur. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) n'était pas ici la semaine dernière, sinon il saurait que c'est l'Orateur lui-même qui nous a suggéré d'agir ainsi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je siège ici, en cette Chambre, depuis bientôt 13 ans et j'ai un peu d'expérience parlementaire. J'ai pris connaissance de procès-verbaux des séances tant à Ottawa que dans les diverses assemblées législatives du Canada et même de la Chambre des communes anglaise. Jamais telle motion n'a été présentée dans un Parlement depuis au moins 40 ans. Cette motion constitue une attaque injustifiable et injustifiée contre l'Orateur de la Chambre, et il faut que l'opposition soit bien à court d'arguments pour recourir à une motion semblable.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La présente motion a été faite à la propre demande de l'Orateur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais! La semaine dernière, le chef de l'opposition a voulu se lever sur une question de privilège au

sujet de sa motion. J'ai protesté; j'ai soulevé un point d'ordre. L'Orateur a dit à l'opposition que lorsqu'on veut critiquer une de ses décisions, il faut procéder en vertu de l'article 156. L'Orateur avait le droit de décider qu'une motion était hors d'ordre. C'est d'ailleurs ce qui a été fait à plusieurs reprises dans le passé par les Orateurs qui l'ont précédé. Il m'est personnellement arrivé autrefois de me voir ainsi refuser des motions en vertu de l'article 135 des règlements de la Chambre. L'Orateur a usé de ce droit et a rempli son devoir.

La motion était irrégulière. Les motions ne doivent pas être rédigées de manière à ce qu'elles retournent en attaques personnelles contre l'Orateur. Cette motion est malheureuse pour les membres de l'opposition. Elle était inconvenante et offensante et n'avait même pas le motif d'être vraie. La motion qu'a rejetée l'Orateur de la Chambre contenait des attaques indirectes contre certains membres de cette Chambre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Comment se fait-il que le premier ministre l'a lue?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est parce que le chef de l'opposition en a parlé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je pense que le premier ministre a fait une visite à l'Orateur avant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au chef de l'opposition de retirer cette insinuation qui est une attaque contre l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Je demande au chef de l'opposition de retirer cette insinuation, qui va encore plus loin que la motion. J'ai pris sur moi de rejeter la motion du *Feuilleton* dès que le greffier me l'eut présentée, sans l'intervention de qui que ce soit.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je les retire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande maintenant au chef de l'opposition de retirer ses paroles à l'effet que je serais allé voir l'Orateur.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Eh bien, je retire encore.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est de notoriété publique que l'on ne peut faire allusion à une cause pendante devant les tribunaux. Je sais que cette motion a été inspirée. Je connais les

inspireurs. Je sais les motifs de chantage qui inspirent certaines personnes. J'affirme que dès que les procédures auront été décidées par les tribunaux, en ma qualité de procureur général, je prendrai tous les moyens pour mettre devant le public tous les faits à partir du commencement, et l'opposition ne sera pas belle, ni le Parti libéral d'Ottawa.

Je vous félicite, M. l'Orateur, de n'avoir pas laissé mettre dans les *Procès-verbaux* une motion qui était offensante et qui n'avait même pas le mérite d'avoir été faite par quelqu'un qui sait se tenir debout. Le chef de l'opposition n'a pas le courage de se tenir debout pour lancer des insinuations! Eh bien, je vais aller plus loin. Si le chef de l'opposition veut démissionner comme député, moi, je vais démissionner comme député de Trois-Rivières, et nous allons faire une enquête complète du commencement à la fin.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous n'en demandons pas tant. Nous demandons seulement une enquête royale. Donnez-nous-la et nous allons prouver ce que nous voulons prouver.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Delagrave, Drouin, Lawn, Leduc (Laval), Messier, Rochefort, Turcotte, 12.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Caron, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Robinson, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, 53.

Ainsi, la motion est rejetée<sup>9</sup>. La décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

#### Conseil provincial des sports

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de

nouveau en comité plénier pour étudier le bill 84 instituant le Conseil provincial des sports.

Adopté.

**En comité<sup>10</sup>:**

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi,

"a. "Conseil" désigne le Conseil provincial des sports créé par la présente loi;

"b. "joueurs" désigne les personnes prenant part comme concurrents ou comme figurants à un spectacle sportif;

"c. "ministre" désigne le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce;

"d. "personne" comprend aussi une corporation, une association, un club et une ligue de sport ou d'athlétisme;

"e. "spectacle sportif" ou "spectacle" signifient toute joute ou exhibition de hockey, baseball, football, rugby, pugilat, lutte, force ou adresse musculaires, la crosse, et toute autre joute ou exhibition de jeu, de sport ou d'athlétisme désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du Conseil provincial des sports, mais ne comprenant pas un jeu, une joute ou une exhibition de sport ou d'athlétisme donnés en spectacle dans une université, un collège, une école ou toute autre maison d'enseignement, ni une joute ou une exhibition de sports gratuites."

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce bill est l'accaparement, par le gouvernement, du sport dans la province de Québec. On va ainsi nuire aux sports. Le gouvernement en est même rendu à classer les sports et les joueurs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que le gouvernement a l'intention de nommer des députés à cette commission?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons nommer les gens les plus compétents au sens de la loi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas le gouvernement qui paiera les salaires, il aura le droit de nommer des députés.

Est-ce qu'il va nommer des députés de l'opposition? Le gouvernement n'en a pas encore nommé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je note que le chef de l'opposition admet que le gouvernement aura le droit de nommer des députés. Comme nous voulons des compétences, il n'y aura pas de députés de l'opposition.

(Rires)

Le chef de l'opposition dit que ce serait correct, si l'on nommait des députés oppositionnistes. Mais ce n'est pas correct lorsque l'on nomme des députés ministériels. Quelle logique!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est un moyen de s'attacher des députés indépendants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition admet qu'il y a encore des députés indépendants dans l'Union nationale. Il prétend qu'une petite "job", ça ne leur ferait pas de mal. Il était indépendant, lui aussi, mais, après, il a eu une grosse "job" et il est devenu suiveux.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai été élu en 1912 et j'ai donné l'exemple aux députés de voter contre le gouvernement lorsqu'il présente de mauvaises lois. C'est un exemple qui n'a pas été suivi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce la mainmise du gouvernement sur les sports?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Sous l'ancien régime le gouvernement nommait les recorders et fixait les salaires pendant que les villes payaient ces salaires.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le bureau du Conseil sera à Montréal. Lorsque nous aurons une petite joute, à Québec, il faudra communiquer à Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On communiquera par kilowatt.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le Conseil peut se nommer un secrétaire et tous officiers, commis et employés dont il a besoin.

"Les traitements et salaires du secrétaire et du personnel sont fixés par le Conseil, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et ces traitements et salaires, ainsi que les dépenses du Conseil, sont payés à même les fonds créés par l'article 12."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois que vous êtes en train de créer un racket avec cette commission des sports. Les directeurs se paieront les salaires qu'ils voudront. On va trouver qu'on possède des "sportsmen" d'une telle capacité dans l'Union nationale qu'on va les payer des salaires exorbitants, peut-être égaux à celui du juge Landis<sup>11</sup>, le tsar du baseball, qui gagne \$45,000 par année. Il n'y a pas de limite de salaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette mesure n'a rien d'extraordinaire. Il arrive que, dans certains conseils municipaux, les conseillers se votent un salaire. La Législature accepte ou refuse, selon le cas. Sous l'ancien gouvernement, M. Ernest Décaré fut nommé comme administrateur et il fixa son propre salaire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crains, dit-il, qu'il y ait danger à laisser les commissaires fixer leurs propres salaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition reproche au gouvernement de laisser le Conseil provincial des sports établir les salaires. Si la situation était le contraire et que le gouvernement fixait les salaires, le chef de l'opposition nous critiquerait et se plaindrait que le gouvernement ne respecte pas l'autonomie du Conseil. Il nous critique encore. Si les salaires sont trop élevés, le lieutenant-gouverneur refusera de signer afin d'empêcher tout abus. C'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui décide en définitive.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On va créer une situation comme celle qui a existé à l'Office des salaires raisonnables. On a permis à l'Office de taxer les revenus des patrons pour payer les salaires. On en est arrivé non seulement à payer les dépenses d'administration, mais encore à assurer un revenu au gouvernement. Devant les récriminations, on a été forcé de changer cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'autonomie du Conseil est respectée, mais il reste toujours en définitive l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas intérêt à refuser, et nous allons voir se répéter les mêmes choses qu'à l'Office des salaires raisonnables.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Le Conseil est chargé de réglementer et de surveiller le sport professionnel, semi-professionnel et amateur dans la province et d'encourager le développement du sport amateur et des divertissements sains et honnêtes par l'entremise des associations sportives."

**M. Chaloult (Kamouraska):** C'est l'article le plus important. Lorsque le gouvernement a annoncé son projet pour réglementer les sports, j'ai cru qu'il voulait favoriser la culture physique dans notre province et je m'en suis réjoui. Il y a urgence dans Québec à encourager le développement de l'éducation physique. Je cite, dit-il, l'opinion de M. Henri Bourassa.

Aux États-Unis, on abuse des sports tandis que chez nous, ils sont trop négligés. La race canadienne-française manifeste des marques de dégénérescence, tandis que le peuple américain, qui fait du sport, améliore sa constitution physique: ils développent un type physique progressif.

**Des députés ministériels protestent.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de parler de dégénérescence de la race canadienne-française comme le fait le député de Kamouraska.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Je prierais le député de Kamouraska de ne pas traiter ses compatriotes de dégénérés s'il veut qu'on le laisse parler.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Ce n'est pas moi qui ai dit cela. C'est M. André Siegfried<sup>12</sup> dans un de ses livres. Et je n'ai jamais traité mes compatriotes de dégénérés. J'ai dit qu'il y avait, dans la province, des signes de dégénérescence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne peut répéter les infamies d'un ignorant de l'étranger. Cet étranger montre son ignorance des faits lorsqu'il insulte ainsi notre race si fière et si noble. Un député qui a du cœur ne devrait pas répéter

ces propos en Chambre. Je le répète, bien petit est l'oiseau qui salit son nid. Je demande au député de Kamouraska de retirer ses paroles.

**M. Chaloult (Kamouraska):** On ne doit pas donner à mes paroles une portée autre que celle qu'il avait voulu lui-même leur donner en citant M. André Siegfried.

(La Chambre entre en effervescence)

Il (M. Chaloult) demande au président du comité de rappeler la Chambre à l'ordre!

**Un député** demande au député de Kamouraska de retirer l'expression de M. Siegfried.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le distingué économiste français dont les ouvrages font autorité n'est que de la "petite bière" à côté du député de Frontenac qui veut dire son mot à ce personnage qualifié d'ignorant par le plus grand premier ministre depuis la Confédération. Les ministériels coiffent M. Siegfried du bonnet de l'âne.

**Des députés** chahutent.

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'ai dit qu'il y avait une tendance dans Québec vers la dégénérescence d'après André Siegfried et Henri Bourassa. Il s'agit de l'état physique de notre peuple canadien-français.

L'article 5 est trop vague; on n'y précise pas assez de quelle manière on veut assurer le développement physique de notre race.

L'idée émise est excellente, mais on devrait préciser davantage de quelle manière la gymnastique pourrait être encouragée de façon à accroître la vitalité du peuple canadien-français. Dans le passé nous avons souffert de manque de gymnastique et de sports. On sait que les universités anglaises et américaines cultivent beaucoup le sport. Chez nous, il y a des lacunes dans ce domaine. Nous avons des leçons à prendre de nos voisins. Au surplus, je soumets que l'État s'arroge des pouvoirs qui ne lui appartiennent pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Kamouraska sait-il qu'il existe une commission du genre en Ontario et qu'il y a des lois analogues dans l'État de New York et dans plusieurs États américains?

**M. Chaloult (Kamouraska):** C'est possible. Je suis pour une certaine étatisation, mais pas pour une clause comme celle qu'on nous propose. Je crois

que le rôle de l'État est de stimuler l'initiative privée et non de la contrôler.

**Des députés ministériels** chahutent.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je demande au président du comité de rappeler la Chambre à l'ordre! Il cite l'article des règlements relatifs au droit de parole des députés; je n'ai pas l'intention de me départir de mes prérogatives.

**M. le président:** Je demande aux députés d'observer les règlements.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Nous respectons l'opinion des autres et nous avons le droit d'être respectés. Nous n'interrompons pas inutilement et nous réclamons d'être traités équitablement.

**M. Boiteau (Bellechasse):** (Voulant poser une question, en restant à son siège) Je demande au président de ne pas laisser passer ainsi cette assertion que notre race est composée de dégénérés.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je demande au député de Bellechasse d'observer les règlements et de se lever.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Que le député de Kamouraska ne traite pas nos compatriotes de dégénérés et nous le laisserons parler.

**Des députés** chahutent.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le député de Bellechasse doit être capable de saisir une nuance. Quand je dis qu'il y a une tendance à la dégénérescence, je ne dis pas que les nôtres sont des dégénérés. Je respecte les droits des autres, je parle poliment et j'ai le droit d'être écouté. Nous ne sommes pas ici pour faire des discours de Saint-Jean-Baptiste! J'ai encore peu de chose à dire, mais je vais les dire. Rien ne peut justifier l'État de contrôler les organisations sportives. Avec cette loi, rien ne pourra se faire sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. C'est un principe faux et inadmissible. Le gouvernement ne peut que stimuler l'initiative privée. Nous sommes pour le sport, mais nous n'approuvons pas le procédé par le gouvernement pour contrôler le sport.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne vois pas pourquoi le gouvernement n'aidait pas simplement

les sports au lieu de les accaparer. On peut s'intéresser aux sports sans y faire entrer la politique. C'est la nationalisation dans un domaine où elle n'a pas sa raison d'être. Désormais, nous allons avoir de la politique dans les jeux. Même les contrats vont être surveillés par le gouvernement et les joutes. Ce seront les amis des gouvernements au pouvoir qui seront favorisés dans tous les domaines du sport. Pourquoi ne pas avoir permis aux professionnels, aux semi-professionnels et aux amateurs de se constituer en corporation?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):** Ces corporations existent, mais elles sont présentement entre les mains d'un groupe d'hommes, et c'est ce qui constitue le pire scandale que nous ayons eu dans le sport. Le système actuellement en vigueur est le pire des rackets. Certaines associations prétendues sportives ont réussi à créer une sorte de monopole décidément nocif, dans le domaine du sport québécois, au détriment du sport et des sportmen, tant professionnels qu'amateurs. Le système actuel est un véritable racket. Le but principal de la loi est de mettre fin à cet état de choses. Des organismes semblables au conseil provincial des sports existent en Ontario, au Nouveau-Brunswick et dans plusieurs États américains.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Qu'on légifère contre les rackets, mais qu'on ne porte pas atteinte à l'initiative privée.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. Toute convention entre un joueur ou aspirant joueur et une autre personne agissant comme son gérant ou représentant pour les fins de ses activités sportives ou d'un spectacle est nulle et sans effet à moins d'être faite par écrit et approuvée par le Conseil.

"L'approbation de telle convention par le Conseil peut être révoquée par ce dernier, lorsqu'il juge que les parties contractantes ou l'une d'elles ont commis un acte ou une omission préjudiciable au jeu ou au sport qui fait l'objet de la convention."

**M. Drouin (Québec-Est):** Je soulève une objection, dit-il. La loi va trop loin! Il est un peu fort qu'une convention entre un joueur, ou un gérant-

joueur, et une autre personne agissant comme son gérant soit nulle à moins d'être approuvée par la commission. La clause 10 fera tort aux petits clubs des enfants de 10 à 12 ans qui font du sport.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les enfants, ça concerne le Parti national.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le Parti national n'aura pas que des enfants aux prochaines élections et le premier ministre s'en apercevra.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** Des enfants comme Paul Gouin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu du projet de loi, seront exemptés de la juridiction du Conseil les spectacles sportifs donnés dans une université, un collège, une école ou toute autre maison d'enseignement ou encore les exhibitions de sport gratuites.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. Le Conseil peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de créer un fonds pour payer ses dépenses, les salaires et déboursés de son personnel et les frais généraux occasionnés par l'application de la présente loi, exiger, de toute personne tenant ou conduisant un spectacle sportif, une contribution qu'il détermine, laquelle ne doit pas excéder deux pour cent des recettes brutes provenant de tel spectacle, s'il s'agit d'un spectacle de pugilat ou de lutte, et d'au moins un pour cent et d'au plus cinq pour cent des recettes brutes de tout autre spectacle.

"Lorsque le spectacle sportif n'est pas l'unique attraction d'une représentation, le Conseil peut, à sa discrétion, accepter une contribution moindre que celle déterminée en vertu de l'alinéa précédent."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est l'article le plus mauvais de ce bill. Nous transférons, à une commission ne dépendant pas de la Chambre, des pouvoirs de taxer à 1 %, 2 % et 5 % des recettes pour se payer ses dépenses et ses salaires. Cette commission aura le droit d'aller en campagne imposer tous les spectacles sportifs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela existe déjà.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

Il n'y a aucun club qui peut jouer sans faire partie de la Quebec Amateur Hockey Association (Q.A.H.A.) et c'est contrôlé par un groupe d'individus.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a aucune loi pour obliger une association sportive à faire partie de la Québec Amateur Hockey Association (Q.A.H.A.).

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

S'il n'y a pas de loi, c'est pire. Ça veut dire qu'on a toléré un racket sous votre régime, pendant 25 ans.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vous dis que personne n'est obligé.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

Alors, je constate que le chef de l'opposition ne connaît rien de ce dont il parle.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est le ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) qui va me dire ce qui se passe dans la province? Eh oui! (Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a eu des rackets. Il y a dans la province certaines organisations qui contrôlent tout le sport. On y pratique la discrimination et le favoritisme de façon odieuse au détriment des sports et du public. C'est devenu un État dans l'État. On a créé des commissions sportives pour faire disparaître ces pratiques odieuses et pour réglementer cela, en particulier dans l'État de New York, dans les Provinces maritimes, en Ontario et dans plusieurs autres États américains.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En vertu de quelle loi peut-on forcer les gens à faire partie de ces associations, s'ils ne le veulent pas?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

Maintenant, tout le sport organisé dans Québec dépend entièrement de l'Ontario et de l'Amateur Athletic Union (A.A.U.) of Canada, qui a son siège social à Toronto.

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a un club dans sa ville qui est obligé de se soumettre à l'organisation fédérale.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À l'organisation provinciale. Vous n'en savez pas le premier mot, de cette organisation.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

Apprenez donc votre petit catéchisme du sport avant de parler, vous.

**M. Bastien (Berthier):** Je constate que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) s'intéresse beaucoup aux sports.

Je vais lui demander si c'est le notaire Joseph Allard, son ami de Lachine, qui l'a si bien renseigné, et si c'est le notaire Allard qui doit être nommé président de cette commission sportive.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

ne répond pas.

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

(À M. Bastien) Je t'attends à la porte.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Prenons un exemple entre mille. Sous l'ancien régime, un homme qui avait une automobile payait sa licence, payait son permis de conduire.

**M. Bastien (Berthier):** Aujourd'hui, il paiera la nouvelle taxe sur la gazoline.

(Rires)

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

Il paiera sa gomme.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En vertu des lois de l'ancien régime, cet homme n'avait pas encore le droit de conduire son auto. Il faut nécessairement mettre une sanction.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le cadenas, quoi!

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté! Adopté!

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. La loi des commissions athlétiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 131) est abrogée et les commissions athlétiques créées en vertu de cette loi ou de toute autre loi, générale ou spéciale, cessent d'exister à compter de la date que fixera le Conseil pour chacune d'elles respectivement."



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose un amendement. Cette clause supprime la Commission athlétique de Montréal et les autres commissions du même genre. La clause stipulait que ces commissions "cessent d'exister à compter de la date que fixera le conseil.

Dans mon amendement, j'ajoute: "à compter de la date que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du Conseil".

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"17. La loi des commissions athlétiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 131) est abrogée et les commissions athlétiques créées en vertu de cette loi ou de toute autre loi, générale ou spéciale, cessent d'exister à compter de la date que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du Conseil pour chacune d'elles respectivement."

L'amendement est adopté.

L'article 17, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie et adopte l'article 18.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Dubé (Rimouski), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibault, Tremblay, Trudel, Vachon, 60.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain,

Chaloult, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Corporations et compagnies**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 80 concernant les corporations et compagnies.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose l'amendement suivant:

"Attendu que les membres de cette Chambre n'ont pas eu le temps de prendre connaissance suffisamment des résolutions dont on demande l'étude;

"Attendu que les présentes résolutions n'ont été distribuées qu'aujourd'hui, ce matin même, aux membres de cette Chambre;

"Il est proposé que cette Chambre ne procède pas aujourd'hui à l'étude de ces résolutions."

J'invoque, dit-il, à l'appui de mon amendement, l'article 273 du Règlement de la Chambre.

Voici l'un des bills les plus importants de la présente session, un bill extrêmement long qui modifie considérablement le système de taxation. La préparation de ce bill a dû nécessiter énormément de travail de la part des officiers en loi.

Pour en juger toute la portée, il faudrait comparer constamment les articles de ce bill avec les articles correspondants de l'ancienne loi et de ses amendements. Nous n'avons pas eu le temps de faire ce travail. Le bill était imprimé hier, ainsi que l'indiquait le *Feuilleton*.

Hier soir, j'ai demandé au premier ministre que le bill soit distribué. Il ne l'a été que ce matin. Nous n'avons pas pu l'avoir avant aujourd'hui, malgré nos réclamations.

Nous sommes dans l'impossibilité de pouvoir l'étudier en nous rendant justice à nous-mêmes et en rendant justice à la province.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je suis surpris de cette attitude! Je n'en puis croire mes oreilles. Je suis sûr que le député de Québec-Est a

rendu service au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), mais il ne s'est pas rendu service à lui-même ni à son parti.

Voici un projet de loi par lequel nous voulons taxer les grosses compagnies. Et, le Parti national, les gens qui accusent le gouvernement provincial d'être un gouvernement trustard, les gens qui se disent les adversaires des trusts protestent contre ce bill et prennent des mesures pour le retarder.

**M. Drouin (Québec-Est):** Pardon! Il n'est pas question de cela!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est un discours en dehors de la question!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Nous ne sommes pas sur le bill lui-même, mais sur une motion qui demande qu'on donne aux députés le temps nécessaire pour étudier ce bill.

**M. l'Orateur:** Il n'y a pas eu de point d'ordre de soulevé au sujet de cette motion, mais je dois faire respecter les règlements, même quand il n'y a pas de point d'ordre. Je ferai remarquer immédiatement que d'après l'article 456, pour proposer une motion semblable, il faut indiquer si l'on demande le renvoi du bill à 6 mois, à 3 mois ou à 1 mois. La motion présentée demande tout simplement que les résolutions ne soient pas considérées aujourd'hui. Je renvoie la motion comme hors d'ordre.

Et je refuse de le lire parce que cet amendement donnerait à la motion principale une forme négative. (Article 141 du Règlement et note 7, sous l'article 160).

**M. Drouin (Québec-Est):** J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Dubé (Rimouski), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord),

Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 54.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Delagrave, Drouin, Gagné<sup>13</sup>, ...  
(Applaudissements à gauche)

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** (À mi-voix) C'est du mauvais esprit.

(Rires)

... Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme en comité plénier pour prendre en considération lesdites résolutions.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>14</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Que, afin de pourvoir aux besoins du service public de la province, chacune des corporations, compagnies, sociétés, firmes, maisons d'affaires, associations et personnes suivantes, faisant affaire en cette province sous son nom, sous une raison sociale ou par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière, agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, devra payer annuellement à Sa Majesté aux droits de la province, aux dates et de la manière ci-après déterminée, les taxes qui suivent:

#### "1<sup>o</sup> Compagnies ordinaires

"Dans le cas de toute compagnie constituée en corporation faisant quelque entreprise, commerce ou affaires non spécialement imposée en vertu des paragraphes suivants de la présente résolution:

a. un dixième de un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie;

b. une taxe additionnelle de cinquante dollars par chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt-cinq dollars par

chaque place d'affaires en toute autre municipalité; cependant, si le montant du capital versé de la compagnie est inférieur à vingt-cinq mille dollars, le chiffre de la taxe sera de vingt-cinq dollars par chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt dollars par chaque place d'affaires en toute autre municipalité.

"Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront:

*a.* le bureau-chef d'une compagnie, ses bureaux, usines, magasins, ateliers, agences ou stations de commerce;

*b.* le bureau occupé par le conseil exécutif d'une compagnie;

*c.* tout édifice ou partie d'édifice ou tout immeuble où une compagnie fait quelque une des opérations qui lui sont propres;

*d.* tout édifice, bureau dans un édifice, chambre ou endroit où une compagnie invite la clientèle, soit par l'apposition publique de son nom à cet endroit ou l'insertion de son nom dans l'annuaire téléphonique, ou par une annonce dans les journaux informant du nom de la compagnie et de son adresse à tel endroit, et tout bureau, chambre ou endroit situés dans cette province et qui sert d'adresse postale à une compagnie;

*e.* tout bureau ou local d'un agent d'une compagnie qui accepte ou prend des commandes ou passe des contrats pour une compagnie qui est son mandant;

*f.* tout dépôt permanent d'échantillons où le représentant d'une compagnie exhibe des spécimens des produits que sa compagnie offre en vente;

*g.* tout dépôt où le représentant de compagnie peut acheter du matériel pour l'usage de sa compagnie;

*h.* tout dépôt pour l'expédition de sa marchandise.

"Les places d'affaires ci-dessus seront imposables, qu'elles soient tenues sous le nom de la compagnie ou sous le nom d'une personne ou d'un employé sous le contrôle d'une compagnie.

"Lorsqu'une compagnie aura plusieurs places d'affaires dans un immeuble, celles-ci seront, pour les fins du présent paragraphe, considérées comme une seule place d'affaires.

"Si l'agent d'une compagnie est également l'agent d'une autre compagnie ou de plusieurs autres compagnies, chacune de ces compagnies sera considérée comme tenant une place d'affaires dans le bureau de cet agent."

## "2° Banques

"Dans le cas de toute banque:

*a.* une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital-actions payé et de un dixième de un pour cent sur son fonds de réserve et ses profits non distribués;

*b.* une taxe additionnelle de trois mille dollars sur son principal bureau dans chacune des cités de Montréal et de Québec et de deux cents dollars sur chacun de ses autres bureaux dans la province sauf et excepté sur toute agence quand la personne en charge n'est payée que sur une base de commission."

## "3° Compagnie d'assurance

"Dans le cas de toute compagnie d'assurance, une taxe de deux et quart pour cent s'il s'agit d'une compagnie d'assurance-vie, et de deux pour cent s'il s'agit de toute autre compagnie d'assurance sur toute prime reçue par la compagnie ou par son ou ses agents et se rapportant à des affaires dans Québec.

"Pour les fins de l'alinéa précédent, sera considéré comme des affaires dans Québec, le paiement de toute prime relative à l'assurance d'une personne résidant dans Québec ou d'un bien situé dans cette province, si telle personne y réside au moment du paiement de la prime ou si ce bien y est situé en n'importe quel temps pendant la durée du contrat d'assurance.

"Sera aussi considérée comme une prime reçue et se rapportant à des affaires dans Québec toute prime, obtenue ou reçue dans Québec ou relative à un contrat fait dans cette province excepté un contrat de rente.

"Lorsqu'une prime sera déjà imposée par une autre province, état ou pays, le trésorier, s'il le juge équitable, pourra exempter une compagnie d'assurance de l'obligation de payer la taxe sur ladite prime.

"Dans le cas de réassurance, la compagnie qui assure en premier lieu sera responsable du paiement de la taxe sur la prime entière et la compagnie de réassurance sera exemptée de la taxe sur la prime qu'elle recevra pour cette réassurance.

"Ne seront déductibles des primes reçues que les ristournes et la valeur au comptant des dividendes payés ou crédités aux porteurs de police, pourvu que les montants ainsi payés ou crédités se rapportent à des risques rapportés et alloués comme étant des risques de personnes résidant ou de biens situés dans la province.

"Aucune déduction ne sera admise par suite du paiement à l'assuré d'une valeur de rachat ou d'une valeur d'emprunt.

"Le minimum de la taxe annuelle sur primes sera:

a. dans le cas de compagnies d'assurance réciproque ou mutuelle, de cent dollars;

b. dans le cas de compagnies d'assurance maritime, de trois cents dollars;

c. dans le cas de toute autre compagnie d'assurance, de cinq cents dollars.

"Les minimums ci-dessus seront payables par ces compagnies, comme première taxe, lorsqu'elles commenceront à faire affaire dans la province.

"Les taxes établies en vertu du présent paragraphe 3 de la présente résolution le seront en plus de tous autres honoraires, licences ou taxes établies en vertu de toute autre loi de la province.

"Lorsque des compagnies d'assurance constituées en corporation dans Québec seront assujetties dans une autre province, état ou pays, à une taxe plus élevée que celle exigible dans cette autre province, état ou pays des compagnies d'assurance y constituées, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter d'autant la taxe sur ces dernières faisant affaires dans Québec.

"Le trésorier devra être informé de tout contrat d'assurance affectant un bien mobilier ou immobilier situé dans Québec et fait avec une compagnie d'assurance étrangère à cette province qui n'y aura pas de bureau.

"Toute personne, firme ou corporation, et tout officier, agent ou employé de telle personne, firme ou corporation, qui en aura connaissance devra dans les trente jours, donner un avis par écrit et sous serment au trésorier, l'informant:

a. du montant de cette assurance;

b. du montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci eût été prise dans une compagnie d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province. Cette personne, firme ou corporation devra, en remettant au trésorier cette déclaration attestée sous serment, à l'effet ci-dessus et dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au Bureau du revenu de la province le montant que la province serait en droit de recevoir d'une compagnie ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand une telle assurance sera effectuée directement par le détenteur du bien, la déclaration devra être faite et la taxe devra être payée par celui-ci; quand elle sera effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration devra être faite et la taxe devra être payée par cet agent ou courtier.

"Toute personne, firme, association ou corporation, et tout officier, agent ou employé, contrevenant aux dispositions de l'alinéa précédent

sera, pour chaque contravention, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe."

#### "4° Compagnies de prêts

"Dans le cas de toute compagnie de prêts:

a. S'il s'agit d'une compagnie à capital fixe ou permanent, une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital-actions payé, plus un vingtième de un pour cent sur tous les argents investis par cette compagnie dans la province, sauf pour son bureau, et sauf ses argents en banque; dans aucun cas la taxe ne sera inférieure à cent dollars;

b. S'il s'agit d'une compagnie sans capital fixe, une taxe d'au moins cent dollars, plus un vingtième de un pour cent sur tous les argents investis par cette compagnie dans la province, sauf pour son bureau et sauf ses argents en banque; dans aucun cas la taxe ne sera inférieure à cent dollars.

"Une taxe additionnelle de cent dollars pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires, en tout autre endroit, lorsque le capital fixe de la compagnie excédera cent mille dollars; une taxe additionnelle de cinquante dollars, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars pour chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, lorsque le capital fixe sera de cent mille dollars ou moins, ou lorsqu'il n'y aura pas de capital fixe.

"Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans la subdivision 1 de la présente résolution."

#### "5° Compagnies de navigation

"Dans le cas de toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, société ou association, possédant ou exploitant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux naviguant d'un endroit en cette province à tout autre endroit situé soit dans cette province, soit ailleurs, ou tout agent de telle compagnie, société ou association,

a. les diverses taxes auxquelles les compagnies ordinaires seront assujetties par les présentes résolutions;

b. en outre, lorsque telle compagnie, société ou association exploitera un ou des hôtels dans la province, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé dans l'exploitation de ces hôtels, et aussi la taxe sur place d'affaires payable par les compagnies ordinaires."

*"6° Compagnies de télégraphe*

"Dans le cas de toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant un réseau télégraphique ou partie d'un réseau télégraphique dans la province, une taxe annuelle de cinq mille dollars.

"Cependant, si une compagnie de télégraphe loue son réseau à une autre compagnie, ou convient avec une autre compagnie de l'opération pour elle de son réseau, elle sera alors assujettie aux diverses taxes établies par la loi accompagnant les présentes résolutions sur les compagnies ordinaires, excepté la taxe sur les places d'affaires, toutefois avec minimum de deux mille dollars quant à la taxe sur le capital."

*"7° Compagnies de téléphone*

"Dans le cas de toute compagnie possédant, opérant ou utilisant dans un but de lucre un réseau téléphonique ou partie d'un réseau téléphonique dans la province,

*a.* lorsque le capital versé est de cent mille dollars ou plus, une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital versé;

*b.* lorsque le capital versé est inférieur à cent mille dollars, la taxe sur le capital à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires.

*"8° Compagnies de messageries*

"Dans le cas de toute compagnie, y compris une compagnie de chemin de fer, faisant dans Québec les affaires d'une compagnie de messageries par chemin de fer, une taxe de huit cents dollars par chaque cent milles ou fraction de cent milles de voie utilisée dans la province, mais dans aucun cas le montant total de cette taxe ne devra excéder dix mille dollars."

*"9° Compagnies de tramways*

"Dans le cas de toute compagnie de tramways exploitant une ligne de tramways ou, à la fois, une ligne de tramways et un autre service de transport,

*a.* une taxe de un pour cent sur les revenus bruts provenant de toutes ses affaires;

*b.* en outre, lorsque telle compagnie exploitera un ou plusieurs hôtels dans la province, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé à l'exploitation de ces hôtels et aussi une taxe d'affaires de cinquante dollars pour chaque hôtel."

*"10° Compagnies de chemin de fer*

"Dans le cas de toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant un chemin de fer dans la province, une taxe de soixante dollars par mille de voie simple pour chaque ligne principale et chaque ligne d'embranchement, et, lorsque la ligne sera multiple, une taxe de quarante dollars par mille de voie additionnelle possédée, exploitée ou utilisée dans cette province.

"Dans le cas de toute compagnie qui utilisera en tout ou en partie le réseau d'une autre compagnie assujettie à la taxe prévue par le présent paragraphe 10, une taxe équivalente à un quart de la taxe ci-dessus; en ce cas, les deux compagnies seront conjointement et solidairement responsables du paiement de cette dernière taxe.

"La mesure d'une voie pour les fins dudit paragraphe 10 ne comprendra pas les voies d'évitement ou de stationnement.

"En plus de la taxe ci-dessus établie, toute compagnie de chemin de fer exploitant un ou plusieurs hôtels dans cette province paiera une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé à l'exploitation de ces hôtels et une taxe d'affaires de cinquante dollars pour chaque hôtel.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, indéfiniment ou pour un temps déterminé, telle diminution de taxes qu'il croira juste, à une compagnie de chemin de fer qui fera exclusivement du transport pour fins d'exploitation forestière et qui n'exigera ni ne recevra de considération pour le transport des personnes ou des effets."

*"11° Compagnies de wagons-dortoirs, salons ou autres*

"Dans le cas de toute compagnie, firme, association ou société qui fera affaires dans la province, en louant des wagons-dortoirs, wagons-salons, wagons-restaurants, wagons-citernes ou autres, à une compagnie de chemin de fer ou dont les wagons-dortoirs, wagons-salons ou autres circuleront sur le réseau ou seront à l'usage d'une compagnie de chemin de fer faisant affaires dans la province,

*a.* une taxe de un tiers de un pour cent sur le capital de la compagnie investi dans les wagons et le matériel roulant en usage dans la province;

*b.* une taxe additionnelle de cinquante dollars par chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt-cinq dollars par chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit.

"Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans le paragraphe 1 de la présente résolution."

*"12° Compagnies de fidéicommis"*

"Dans le cas de toute compagnie de fidéicommis,

*a.* une taxe de deux et demi pour cent du revenu brut provenant de ses affaires dans la province;

*b.* une taxe additionnelle de cinquante dollars par chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars par chaque place d'affaires en tout autre endroit.

"Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans le paragraphe 1 de la présente résolution."

*"13° Compagnies de gaz  
et d'électricité"*

"Dans le cas de toute compagnie de production, de transmission, de distribution ou de vente de l'énergie électrique ou de gaz, ou des deux à la fois, une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires."

*"14° Compagnies de gazoline"*

"Dans le cas de toute compagnie qui produira, vendra, distribuera ou livrera de la gazoline ou tout autre produit liquide préparé ou mélangé en vue de produire de la force motrice, une taxe de trois huitièmes de un pour cent sur son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires."

*"15° Compagnies d'immeubles"*

"Dans le cas de toute compagnie d'immeubles, les taxes sur capital et sur les places d'affaires exigibles des compagnies ordinaires.

"Cependant une compagnie d'immeubles qui ne fera aucune autre affaire que la vente de lots à bâtir, ou que de détenir des lots vacants, devra payer une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital versé avec en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires."

*"16° Compagnies faisant le commerce  
des boissons alcooliques"*

"Dans le cas de toute compagnie canadienne distillant, distribuant, livrant ou vendant des liqueurs alcooliques dans la province, une taxe de trois huitièmes de un pour cent sur le montant de son capital versé.

"Dans le cas de toute autre compagnie distillant, distribuant, livrant ou vendant des liqueurs alcooliques à des corporations ou personnes de la province de Québec, une taxe sur capital basée sur son chiffre de ventes dans la province, au taux de un cinquième de un pour cent dudit chiffre de ventes.

"Le montant minimum de la taxe sur capital ainsi payable par toute compagnie mentionnée dans l'un ou l'autre des deux alinéas précédents sera de vingt-cinq dollars, en outre de la taxe sur place d'affaires à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires, qui sera exigible dans tous les cas."

*"17° Brasseries"*

"Dans le cas de toute compagnie fabriquant, distribuant, livrant ou vendant de la bière en cette province, une taxe de un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires."

*"18° Compagnies de tabac"*

"Dans le cas de toute compagnie qui fabriquera, distribuera, livrera ou vendra dans la province des cigarettes, cigares et autres produits du tabac, une taxe de un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

"Le présent paragraphe 18 ne s'appliquera pas à une compagnie faisant la culture du tabac et qui ne fabriquera pas des cigarettes."

*"19° Sociétés, associations, firmes ou personnes  
dont le bureau-chef ou la principale place  
d'affaires est en dehors du Canada et  
qui ne sont pas imposées par la loi  
accompagnant les présentes résolutions"*

"Dans le cas de toute société, association, firme ou personne dont le bureau principal ou la place principale d'affaires sera en dehors du Canada et qui n'est pas imposée par la loi accompagnant les présentes résolutions,

a. une taxe de un dixième de un pour cent sur son revenu brut dans la province avec minimum de vingt-cinq dollars;

b. une taxe additionnelle de cinquante dollars par chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars par chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit.

"Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans le paragraphe 1 de la présente résolution."

Adopté.

2. Que, en outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la loi accompagnant les présentes résolutions, toute compagnie, société ou personne visée par les paragraphes 1, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, et 19 de la résolution 1, toute compagnie de gestion et toute compagnie minière dont les profits annuels ne seront pas imposés par la loi des mines de Québec (chapitre 80); qui auront leur bureau-chef ou tiendront bureau dans la province ou qui y transigeront des affaires, soit directement, soit par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière, et agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, devront payer une taxe annuelle de deux et demi pour cent calculée sur leur revenu net total pour l'année de calendrier précédant immédiatement le temps où la présente taxe sera exigible.

Adopté.

3. Que les taxes établies par la loi accompagnant les présentes résolutions formeront partie du fonds consolidé du revenu de la province et qu'une partie quelconque d'icelles pourra être employée de temps en temps, par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues par l'application de ladite loi.

Adopté.

4. Que la loi accompagnant les présentes résolutions aura son effet à compter du trente avril 1939.

Adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande ce que vont représenter les augmentations.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>15</sup>: Il y a actuellement une législation en matière de taxation des compagnies qui n'est pas claire, qui est

limitée dans son application et qui vient en conflit avec les législations d'autres provinces du Canada avec qui nous faisons affaire. L'on peut diviser en deux groupes les compagnies atteintes par les taxes. Évidemment, dans ces deux groupes, l'ancienne loi exemptait de l'impôt les compagnies agricoles, les compagnies de fabrication de beurre et de fromage, les caisses populaires, la coopérative fédérée et en résumé les corporations ayant un côté social et coopératif. Nous ajoutons à ces exceptions toutes les coopératives. C'est déjà une grande amélioration sur la loi précédente.

Il y a dans la province 8,500 compagnies. La première catégorie comprend environ 7,500 compagnies, et la deuxième englobe les banques, les chemins de fer, les compagnies d'utilité publique, les compagnies de tabac, de gazoline et les compagnies d'assurance.

Les anciennes taxes affectaient tout d'abord 7,000 compagnies se recrutant parmi les petites gens, compagnies qui ne sont pas des monopoles et qui n'ont aucune relation avec les monopoles. Dans cette catégorie, nous réduisons les anciens impôts. Vous avez la taxe sur le capital, qui est de un dixième d'un pour cent. Vous avez aussi la taxe sur les profits. En vertu de l'ancienne loi, certaines de ces compagnies étaient taxées et pour les affaires qu'elles faisaient dans la province, et pour les affaires qu'elles faisaient en dehors de la province. Elles payaient en somme deux taxes.

Nous n'avions pas le droit de réduire les taxes de ces compagnies pour les affaires qu'elles faisaient dans les autres provinces, en prenant en considération le fait qu'elles payaient également des taxes dans les autres provinces. En vertu de la nouvelle loi, elles ne paieront qu'une taxe sur les affaires qu'elles transigent dans notre province. Nous faisons disparaître la duplication des taxes pour une meilleure coopération entre les provinces.

Nous réduisons de la taxe payée à Québec le montant que nous avions le droit de charger pour les affaires faites en Ontario, par exemple. Une compagnie, par exemple, qui faisait des affaires pour \$100,000 dans la province de Québec et pour \$25,000 dans l'Ontario, devait payer une taxe sur \$125,000; elle ne paiera que sur les affaires qu'elle fait dans le Québec. Pour ces 7,000 petites compagnies, la réduction des impôts est substantielle.

Il y a, répète-t-il, un deuxième groupe de compagnies, groupe qui comprend les banques, les chemins de fer, les compagnies de gaz et autres compagnies d'utilité publique. En vertu de la loi

actuelle, les compagnies de gaz et d'électricité payaient en impôt \$680,679. Elles payeront désormais \$1,275,076, soit une augmentation annuelle de \$594,397.

Le député de Québec-Est (M. Drouin) et les membres des oppositions ne devraient pas retarder l'adoption de ce bill, car ils vont retarder de taxer les trusts. Tout est clair. J'ai pris l'heure du dîner pour étudier le bill avec M. George Shink. Cette législation doit entrer en force le 30 avril. Il faut se hâter de procéder. Si elle n'est pas votée à cette date, son application sera retardée d'un an. Le gouvernement doit défrayer le coût du chômage et des lois sociales.

Comme je le disais tantôt, les compagnies de gaz et d'électricité qui payaient \$680,679 vont payer \$1,275,076, une augmentation de \$594,397. Les compagnies de gazoline, qui payaient \$73,613<sup>16</sup>, vont payer \$248,537, une augmentation de \$174,924. Les compagnies de fidéicommiss, les trusts, paieront \$142,270, au lieu de \$21,254, une augmentation de \$121,016. Les compagnies de tabac, l'Imperial Tobacco et les autres, vont payer \$152,025, au lieu de \$84,020, une augmentation de \$68,005. Les compagnies d'assurances vont payer \$1,556,818, au lieu de \$1,003,296, une augmentation de \$533,522. Pour les assurances, il y aura un amendement. Autrefois, elles payaient 1 3/4 % sur les primes. Cela a été augmenté à 2 %, mais, sur les représentations qu'on lui a faites, dit-il, on le portera à 2 1/4 %, de façon à inclure les dividendes qui peuvent venir de l'extérieur.

Les banques paieront \$633,384, au lieu de \$299,120, comme autrefois; c'est une augmentation de \$334,264. Cette augmentation sera imposée à ceux qui ont le moyen de payer. Quant au premier groupe des 7,000 industries ordinaires, qui payaient jusqu'ici \$2,512,535, elles paieront \$2,525,035. C'est une augmentation d'environ \$12,000, répartie sur 7,000 compagnies. Quand nous imposons à 7,000 industries moyennes une augmentation de taxes de \$12,000, moins de \$2 par industrie, nous imposons d'autre part aux grosses industries une augmentation moyenne de taxes de \$200,000. C'est notre façon de voir les choses.

Les compagnies de téléphone paieront \$123,625 au lieu de \$82,300, une augmentation de \$41,325; les compagnies de télégraphe: \$14,500, au lieu de \$3,200, une augmentation de \$11,300; les compagnies de tramways: \$146,000<sup>17</sup>, au lieu de \$31,850, une augmentation de \$115,150; les compagnies de chemin de fer: \$134,300<sup>18</sup>, au lieu de \$83,130, une augmentation de \$51,370. Ce

rajustement est conforme aux droits et aux impôts de l'Ontario. Il est inférieur à ceux des provinces de l'Ouest et, sur certains points, à ceux des Provinces maritimes. Sur le total, il y a égalité entre le Québec et l'Ontario.

Je sais qu'on va dire que nous traversons des temps difficiles, que les revenus baissent, et on va dire que trop taxer ne signifie pas une augmentation des revenus. Mais, les rajustements que nous faisons, suivant ce que nous ont suggéré les compagnies elles-mêmes, sont nécessaires pour faire face à ces dépenses urgentes, dont la plus grande partie a été réclamée précisément par un bon nombre de ceux qui sont maintenant taxés. Les compagnies peuvent absorber ces nouvelles taxes parce qu'elles n'ont été décidées qu'à la suite des études de la commission Montpetit, dont faisait partie le dévoué contrôleur du revenu. Cela est le résultat des examens et des enquêtes faites après que les compagnies eussent comparu devant la commission.

Il nous faut répondre à des besoins nouveaux par suite des nouveaux besoins des universités de Montréal, Laval, McGill Bishop's et autres. Les universités coûteront \$835,000 par année à la province. On ne tient pas compte aussi du chômage, du crédit agricole, des allocations aux mères nécessiteuses, et il y avait de nombreuses législations sociales qui s'imposaient. Si on a des suggestions à nous faire, nous allons les écouter. Nous sommes prêts à fournir tous les renseignements qui nous seront demandés. Le gouvernement fera des rajustements s'il y a lieu de les faire.

**Un député:** C'est là une excellente chose que de taxer ceux qui viennent fréquemment réclamer toutes sortes d'améliorations et de dépenses. La pratique pourra avoir pour conséquences de les inciter à réfléchir mûrement, avant de sommer l'État de faire ceci, puis cela.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre a voulu mettre la Chambre sous l'impression que c'était nous qui voulions retarder l'adoption de cette loi. Je n'ai, dit-il, nullement l'intention de retarder l'étude du bill. Nous aurions voulu cependant avoir auparavant le temps d'étudier le bill.

Je sais, poursuit-il, que le premier ministre est surchargé de travail et je suis au courant de l'énorme somme de travail qu'il doit accomplir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quel montant additionnel de taxe allez-vous ainsi percevoir? Quelle sera l'augmentation totale?



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après les prévisions, le montant additionnel perçu sera de \$1,600,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai écouté attentivement les remarques du premier ministre. Selon le bill, il n'y a pas de diminution de taxes. Nous avons constaté qu'il arrivait partout avec des augmentations, même pour les petites compagnies. L'heure n'est pas aux nouveaux impôts, mais à l'économie. Le gouvernement retire \$20,000,000 de plus, et il se trouve encore obligé de taxer. Le gouvernement aurait dû plutôt étudier une politique de retranchement d'impôts.

Nous voyons revenir l'ancien régime de 1897, le régime des taxeurs, qui a été mis à la porte sur la question de taxation et de gaspillage. Les conservateurs d'alors étaient les dignes pères de ceux que nous avons aujourd'hui, dont la politique de gaspillage appelle une politique de taxes. Les taxeurs d'aujourd'hui sont aussi les dignes fils des taxeurs d'autrefois. En 1935, rappelle-t-il, le gouvernement libéral avait présenté un bill pour imposer une taxe sur certaines compagnies.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Oui, pour taxer les pauvres.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition du temps, qui est maintenant le premier ministre, vota contre ce bill. Il fit alors un grand discours. Et il parlait bien dans ce temps-là. Il prononçait alors le discours que je prononce aujourd'hui. Il (M. Bouchard) entreprend de lire et de commenter, dit-il, le discours qu'a fait en cette circonstance l'honorable M. Duplessis. Se basant sur un compte rendu du *Devoir*, il (M. Bouchard) cite une remarque de M. Duplessis à l'effet qu'un arpenteur avait retiré \$130,000 dans quatre ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, c'est \$2,000,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** \$130,000.  
*Le Devoir* ne peut mentir.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le chef de l'opposition fait allusion à M. Henri Bélanger, c'est \$2,000,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre, dans le temps, a bien dit \$130,000. Et vous

allez voir qu'il y a encore des budgétivores aujourd'hui. Un arpenteur ami du gouvernement a retiré non pas \$130,000 en quatre ans, mais \$104,000 sur un seul item, dans une seule année. Aujourd'hui, si on est obligé d'être des taxeurs, c'est qu'on a gaspillé et que les banques ne veulent plus prêter.

**M. Boyer (Châteauguay):** Il n'y a pas eu de taxes de 1897 à 1936?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pas beaucoup. Celles qui ont été imposées, vous les avez toutes maintenues, et il faut croire qu'il n'y en avait pas assez puisque vous en avez ajouté d'autres.

Il (M. Bouchard) cite les *Procès-verbaux* de la Chambre pour faire voir que M. Duplessis et tous ses partisans ont voté contre la taxe proposée.

Il y en avait dix. Ils étaient plus faibles que nous autres. Et c'est avec ces votes qu'on est parti dans la province pour représenter que le gouvernement était un gouvernement de taxeurs. Le rire des gens de la droite est un rire jaune. Ça va leur coûter de revenir dans leur comté pour dire: "Nous sommes des taxeurs".

**M. Boiteau (Bellechasse):** Nous taxons pour payer vos dettes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Parlez-en, de la dette. Quand nous voulons savoir à combien elle se chiffre, nous ne pouvons pas réussir à avoir des renseignements. J'ai demandé les comptes et l'on n'a même pas pu nous les fournir.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Des pitons!

**Des députés chahutent.**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, des pitons. Vous devez actuellement dans la province quatre fois plus que l'ancien gouvernement. Vous devez à Dieu et à ses saints. Vous devez partout, vous ne payez pas vos contracteurs, vous n'avez même pas de pitons, vous êtes dépitonnés!

(Rires)

En 1935, le premier ministre disait que le gouvernement du temps devait faire des économies au lieu d'imposer des taxes. Que c'était donc beau de l'entendre alors. Il est très intéressant de faire de l'histoire ancienne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition est-il en faveur des taxes sur

les compagnies électriques et les compagnies de gasoline dans la province? Si oui, qu'il vote pour le bill sans discuter.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, Je suis en faveur de la taxation, mais à la condition qu'on ne gaspille pas l'argent de la province. Si le gouvernement n'avait pas établi toutes sortes de bureaux, de conseils et de comités, on ne les appelle plus commissions, la nouvelle taxation ne serait pas nécessaire. Le gouvernement veut cacher son bill derrière les grosses compagnies. Rien ne l'empêche de les régler, mais il n'a aucune raison de taxer pour continuer le gaspillage. Une augmentation fiscale est souhaitable pour régler les factures impayées des fournisseurs et pour payer les dépenses des magistrats qui attendent depuis quatre mois. Vous avez réduit les crédits de la province, vous avez dépensé au-delà de vos moyens et, maintenant, vous ne pouvez pas régler vos dettes. Vous ne pouvez pas payer vos dettes, c'est pour ça que vous voulez de nouvelles taxes.

L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) a aussi fait un discours dans la même circonstance. Il (M. Bouchard) cite un autre compte rendu donné par *Le Devoir*. En 1935, le premier ministre se plaignait du fait que l'on imposait des taxes pour \$5,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Sous l'ancien régime on taxait les petits pour \$5,000,000 par année. Nous, nous taxons les gros pour \$1,600,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quels petits? Les budgétivores sont aujourd'hui multipliés par 100. Il y en a des vieux, il y en a des jeunes, et ça dévore. Le premier ministre aurait mieux fait de relire son discours de 1935 avant de préparer le présent bill. La province gaspille et le premier ministre est obligé d'imposer des taxes trois ans après avoir pris le pouvoir en promettant de ne plus taxer, avec pourtant des revenus accrus de plus de \$20,000,000. De notre temps, nous dépensions \$20,000,000 de moins que le présent gouvernement!

La mainmise de l'État est pire que jamais dans la province de Québec. Le premier ministre se plaignait alors du trop grand nombre de commissions, et cela, pour favoriser des amis politiques. On devait réduire le nombre des ministères, réduire le nombre de fonctionnaires. On fait tout le contraire. Cela augmente d'une façon effarante. Mais, que l'on regarde donc aujourd'hui le

nombre d'offices, de syndicats, de bureaux et de conseils. C'est le gaspillage à l'état de système, le péculat systématique aussi, puisque des ministres et des députés sont à la fois fonctionnaires à gros salaires et représentants du peuple avec indemnité parlementaire. On s'engraisse. Le cycle est le même sous l'Union nationale que sous l'ancien régime Conservateur. Au début, l'extravagance dans les dépenses, puis l'extravagance dans les taxations. Il n'y a pas eu de changement dans le système. À quoi sert-il donc de changer de gouvernement? Ça change les gens de place tout simplement. Les nouvelles taxes démontrent un autre cas d'insincérité de la part du premier ministre Duplessis et de ses amis, lorsqu'ils ont renversé le Parti libéral, qu'ils accusaient de faire des extravagances.

À Saint-Hyacinthe, on a pratiqué la sainte vertu d'économie de l'Union nationale des purs. Les cinq candidats contre votre humble serviteur sont tous occupés aujourd'hui à gruger pacifiquement les gras fromages de l'administration. On n'en a pas laissé un seul. On les a tous placés dans des postes importants, shérifs ici, inspecteurs là, un gardien ailleurs.

**Une voix:** ...et Rioux<sup>19</sup> dit la vertu!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Celui-là, il n'est pas de Saint-Hyacinthe. Il n'a passé chez nous que par accident. Lui aussi fut un saint homme qui devait tout régénérer. Il est devenu un sous-ministre à l'Agriculture et surtout un gros client du crédit agricole de la province.

(Rires)

Ça n'a pas fait grand-chose, avec l'Union nationale, de changer de gouvernement. Ça ne change que les gens de place, sauf que quand il y a des gens sans expérience, c'est encore pire et plus ruineux pour l'administration. Ce bill est très important et je me plains du fait que nous n'avons pas eu le temps d'étudier ce fameux bill qui peut nuire considérablement au commerce et à l'industrie.

**Des députés ministériels** chahutent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill ne s'applique pas aux trusts, mais à toutes les petites compagnies. Ce sont elles qui vont payer ces taxes, elles, c'est-à-dire le public, avec ce nouveau régime de taxeux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je soulève un point d'ordre, j'ai dit qu'il a 8,500 petites compagnies dans la province et 7,000 environ

qui, comme les compagnies d'immeubles pour la vente des terrains, seront diminuées de 50 %. D'après le nouveau bill, certaines de ces nouvelles taxes ne représentent qu'une augmentation de \$1.60 par année. Pourquoi se plaindre. Par contre, les grosses compagnies, la Montreal Light, Heat & Power est taxée pour \$600,000 de plus, les banques au-delà de \$300,000 en plus, le téléphone de centaines de mille dollars. Dans Ontario...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous sommes au Québec. Parlez du bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais on dit que les affaires vont bien en Ontario. On dit que le budget est équilibré. Eh bien, dans la province d'Ontario, c'est \$50 partout, que ce soit dans les grandes ou les petites villes. Ici, c'est \$50 dans les grandes villes et \$25 dans les petites villes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est encore plus cher que cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans Ontario...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je m'occupe pas de l'Ontario, c'est au Québec que ces taxes seront perçues. Quand le premier ministre vient nous dire qu'on a réduit les taxes dans ce bill, il dit des choses contraires aux faits. Dans les grandes villes, on porte la taxe sur les petites compagnies de \$30 à \$50 (taxe d'affaires) et dans les petites villes, elle est portée de \$15 à \$25. Où prend-on alors les renseignements pour dire que la taxe n'augmente que de \$1.60? Et je ne parle pas ici des taxes sur les fonds de réserve et sur le capital versé. C'est ça que dit le bill, mais ce n'est pas ce que dit le premier ministre qui veut nous faire croire que son bill diminue les taxes au lieu de les augmenter. Je m'oppose fortement à l'imposition de ces nouvelles taxes dans la province de Québec. L'imposition de taxes n'a jamais été moins nécessaire qu'aujourd'hui.

**Des députés ministériels** chahutent.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Trustard! Trustard!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Protecteurs des trustards! Trustard<sup>20</sup>!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) dont

le département est l'un de ceux qui gaspillent le plus l'argent de la province qui dit cela?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Vous, vous avez coûté cher, trustard!

**Un député ministériel:** L'attitude oppositionniste est passablement illogique. Voici des gens qui dénoncent les trusts, et lorsque le gouvernement veut augmenter leur contribution en taxes, l'opposition libérale et le Parti national viennent à leur rescousse.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Trustard!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (À l'honorable M. Tremblay) C'est vous qui parlez des trustards et de ceux qui coûtent cher? Votre barbier, Jean-Baptiste Bellemare<sup>21</sup>, en voilà un qui a coûté joliment cher à la province.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Parlez-nous donc de l'aréna!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai parlé à l'aréna Mont-Royal, malgré vous qui êtes du groupe de ceux qui font les élections à coups de bâton.

**Un député de l'opposition:** Les "gangs" du jardin botanique, les briseurs d'assemblées.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** À l'aréna de Saint-Hyacinthe.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'y ai parlé avec votre petit ami Rioux. Mais celui-là, il n'est pas resté.

(Rires)

Mais je dis que ce bill vient à la mauvaise heure. Ces taxes pourraient nuire à l'industrie et au commerce. La situation n'a jamais été aussi instable qu'aujourd'hui. Nous ne savons même pas si nous n'aurons pas une guerre dans deux semaines. Nous devons faciliter l'existence de nos petites industries. On semble oublier que ce sont ceux qui ont investi des capitaux dans les industries et le commerce du Québec qui donnent du travail au plus grand nombre des ouvriers. Que deviendront les ouvriers quand vous aurez chassé le capital?

On ne devrait pas venir augmenter les taxes de 50 % tout à coup comme cela. Le gouvernement a tort de ne pas appliquer la politique qu'il avait prêchée aux élections générales de 1936. On nous avait promis de pratiquer l'économie. Une politique

saine, comme disait dans le temps le trésorier. C'était une politique d'économie, de retranchement dans les dépenses gouvernementales qu'on devait pratiquer: la réduction du nombre de commissions du gouvernement et du nombre des membres de l'Assemblée, mais le gouvernement n'y a pas donné suite.

Et après deux ans d'administration, nous voici rendus avec une dette de \$300,000,000, la plus élevée de l'histoire. Nous l'avons dit, en parlant sur le dernier budget: "Le jour de la rétribution viendra bientôt et vous serez obligés de taxer." Et voilà les taxes. Pense-t-on une minute que ce sont les grosses compagnies et les banques qui vont payer ce surplus de taxes? Les banques paient des intérêts fixes sur les dépôts des épargnants. Elles avancent de l'argent au public, en prêts de toute nature. Ce qui veut dire que ce sont les cultivateurs qui verront leurs revenus diminuer; les ouvriers qui verront diminuer les intérêts qu'on leur paie. Ces taxes seront en définitive payées par le peuple.

On taxe tout dans la province, et jamais auparavant on n'a vu le gouvernement autant emprunter et autant gaspiller à pleines mains, en jetant l'argent par les portes et par les fenêtres. (M. Bouchard élève la voix). On multiplie le nombre des fonctionnaires en employant comme fonctionnaires même des députés et des ministres. On a élevé la dette consolidée à des chiffres encore inconnus dans la province. Les transactions et le commerce dans la province peuvent être lésés par les nouvelles taxations; cependant en ces moments difficiles, ils devraient être protégés.

**M. Barrette (Terrebonne)** (Voulant rire un peu, fait semblant de pleurer à chaudes larmes)

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** (Imite bientôt M. Barrette, puis il rit.)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**: Ah... le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) peut bien rire, lui. Il est maintenant sorti du rang des prolétaires. C'est un gros monsieur aujourd'hui avec ses barbiers. Monsieur occupe un rang très élevé, mais il ne fait pas à son poste important ce que font d'ordinaire ceux qui sont appelés à administrer une province comme Québec. Il dépense, dépense largement, il gaspille surtout.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**: Je veux bien rire. Le chef de l'opposition peut faire des discours, il peut lancer toutes sortes d'accusations

de gaspillage contre mon administration: elle est honnête, mon administration, entendez-vous?

(Rires à gauche)

On rit, mais comment se fait-il qu'il n'a pas eu le courage de critiquer un seul de mes crédits lors de l'analyse du dernier budget?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**: Je pense bien! Quand on étudie le budget en comité des subsides, le ministre concerné n'est jamais là. Et s'il y est, il se refuse à répondre à l'opposition.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**: J'ai mis tous les membres de l'opposition, lors du vote des crédits, au défi de me citer un seul scandale dans mon administration. Personne n'a eu le courage de se lever. Si vous n'avez pas eu le courage de faire une seule question sur mon budget, ayez au moins le courage de vous taire à c't'heure. Bande de menteurs!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**: Il y a trois semaines que j'ai consigné des motions au *Feuilleton* pour les demandes de renseignements. Il y a des mois que nous demandons des questions au sujet du ministère du Travail. On ne nous répond pas. Nous vous demandons d'instituer une enquête royale dans les transactions de la Dufresne Co. et vous nous la refusez. Si nous avions obtenu des enquêtes, le lendemain, il aurait bien fallu au moins une demi-douzaine de rasoirs pour se faire la barbe. Mais un jour viendra que Bellemare et tous vos barbiers auront assez de rasoirs.

**Des députés** chahutent.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**: C'est sérieux comme argument, cela! Un homme qui n'a pas...

**M. le président**: À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**: ... le courage de poser des questions.

**Des députés** chahutent.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**: (À tue-tête) Vous êtes des sans-cœur, des sans-cœur!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**: Comment le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) peut-il oser dire que nous n'avons pas le courage de poser des questions? Il y en a 110 sur l'ordre du jour.

Cent dix questions auxquelles le gouvernement n'a pas le courage de répondre.

(Applaudissements à gauche et dans les galeries)

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** (À tue-tête) Sans-cœur! Sans-cœur!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes rendus loin du bill. Je demanderais au chef de l'opposition de s'en tenir à la résolution que nous étudions. Il en est rendu à parler des rasoirs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On ferait pourtant bien plaisir au premier ministre si on rasait son ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). On sait ce qui se passe dans la coulisse.  
(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si j'ai dit quelques mots de digression, on reconnaîtra que la faute en est au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) qui a provoqué l'opposition.

**Des députés ministériels:** Six heures! Six heures!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Eh bien! Finissons-en. Mon ami le député de Québec-Est!  
(Rires)

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 26 avril 1939

#### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 20.

#### Prière

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 22 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article est modifié en biffant, aux 1ère, 2ème et 3ème lignes du sous-paragraphe 1a., les mots: "se rapportant au capital ou à une partie du capital d'une créance garantie par hypothèque".

Aussi, le bill 52 modifiant la loi de l'instruction publique, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en ajoutant à la 1ère ligne de la page 2, immédiatement après le mot: "commissaires", les mots: "ou des syndics".

Aussi, le bill 55 modifiant le Code de procédure civile, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:  
a. en remplaçant, aux 4ème et 5ème lignes du premier paragraphe les mots: "de nouveau modifié", par les mots: "remplacé par le suivant";  
b. en remplaçant les sous-paragraphe a) et b) par ce qui suit:

"286a. Avant la production de la défense, sur demande de la partie défenderesse, appuyée d'un affidavit justifiant que cette demande est faite de bonne foi et nullement dans le but de retarder injustement la cause, le juge ou le protonotaire en l'absence du juge peut ordonner à la partie qui réclame ou pour laquelle on réclame, sujet aux dispositions de l'article 314, de comparaître devant lui pour être interrogée comme témoin sur tous les faits se rapportant à la demande; les délais pour plaider sont alors suspendus et ne commencent à courir qu'à compter de la date de cet examen.

"La partie défenderesse peut aussi obtenir l'assignation et l'examen comme témoin, conformément à l'alinéa précédent, de la personne pour qui le demandeur agit comme prête-nom, dans une action sur billet ou lettre de change, et des personnes mentionnées aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 286 dans les cas prévus par ces paragraphes.

"Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 314, la partie défenderesse peut également obtenir, en la même manière, l'assignation et l'examen comme témoin de la victime d'un délit ou d'un

quasi-délit dans les actions en recouvrement de dommages.

"Les dispositions du dernier alinéa de l'article 286 s'appliquent à l'assignation et à l'examen de toute personne sujette à l'interrogatoire prévu par le présent article.

"Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux causes mises devant une autre cour que la Cour supérieure.

2. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans les trois dernières lignes, les mots: "nouveau modifié en y ajoutant, après le chiffre "10", dans la première ligne du dernier alinéa, le chiffre "10a"" par les mots: "nouveau modifié en retranchant le paragraphe 10a."

3. L'article 16 est remplacé par le suivant:

"16. Les protonotaires de la Cour supérieure sont réputés avoir eu, entre le quinze mars 1924 et la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, la même juridiction que la Cour supérieure ou un juge de cette cour en matière de licitation volontaire ou de partage volontaire de biens dont des personnes frappées d'incapacité légale ou des absents sont propriétaires par indivis avec des majeurs".

Aussi, le bill 56 modifiant le Code civil, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant à la 3ème ligne du second paragraphe, immédiatement après le mot "règlement", les mots: "et les déclarations écrites".

Aussi, le bill 119 refondant la charte de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en ajoutant après ledit article, l'alinéa suivant:

"Ces règlements, avant de devenir en vigueur, devront être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre de la Santé".

2. L'article 7 est modifié en ajoutant à la fin, les mots suivants: "et par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre de la Santé."

Aussi, le 161 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant, à la 1ère ligne du sous-paragraphe 104b, le mot: "sept" par le mot: "six", et en ajoutant à la fin dudit article

les mots suivants: "à l'exception des livraisons aux compagnies de chemin de fer, aux compagnies de navigation, aux hôpitaux et aux laiteries".

2. L'article 8 est biffé.

3. L'article 9 qui devient l'article 8, est modifié:

a. en remplaçant, à la 4ème ligne du 2ème alinéa, les mots: "qui leur a été accordée", par les mots: "devant servir de base à l'exemption qui leur sera accordée";

b. en remplaçant, à la 8ème ligne du 2ème alinéa, les mots: "ont été", par le mot: "sont".

4. L'article 10 devient l'article 9.

5. L'article 11, qui devient l'article 10, est modifié, en ajoutant, à la 1ère ligne du 2ème alinéa, immédiatement après les mots: "Le tiers", les mots: "autre qu'un créancier hypothécaire ou privilégié".

6. L'article 12 qui devient l'article 11, est modifié en ajoutant à la fin, les paragraphes suivants:

"c. en remplaçant le paragraphe 7 tel qu'édicte par la loi 2 George VI, chapitre 105, article 11, par le suivant:

"7. Nonobstant les dispositions ci-dessus, les estimations portées au rôle d'évaluation, complété et déposé le premier décembre 1937, avec les modifications qui peuvent y être apportées, sont inscrites par les estimateurs aux rôles d'évaluation qui doivent être complétés et déposés le premier décembre des années 1938, 1939 et 1940, pourvu que:

a. Lorsque les bâtisses ou constructions érigées sur un immeuble porté au rôle précédent ont été changées ou modifiées, ou lorsqu'un lot a été subdivisé ou resubdivisé, une nouvelle estimation de cette propriété soit faite suivant la loi, et portée au rôle d'évaluation par les estimateurs;

b. Nonobstant le premier alinéa de l'article 379a tel qu'édicte par la loi 1 George VI, chapitre 103, paragraphe 54, et nonobstant l'article 380 tel que remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 103, paragraphe 55, aucune plainte n'est reçue au sujet de toute entrée aux rôles d'évaluation déposés le premier décembre des années 1938, 1939 et 1940, si ce n'est au sujet des estimations faites en vertu du paragraphe a ci-dessus, et le chef estimateur doit dans ce cas donner avis à tous les propriétaires intéressés, par lettre recommandée à leur adresse telle qu'inscrite au rôle, de cette nouvelle estimation et du délai pour porter plainte;

c. Aucun avis public que les rôles mentionnés au présent paragraphe 7 sont complétés et déposés, n'est requis.

d. Sujet aux restrictions ou modifications décrétées par la présente loi, les pouvoirs conférés au

Bureau de révision des estimations ne sont pas autrement modifiés."

7. L'article 13 devient l'article 12.

8. L'article suivant est inséré comme article 12a:

"12a. L'article 382 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 25-26 George V, chapitre 113, paragraphe 15, et 1 George VI, chapitre 103, paragraphe 57, et modifié par la loi 2 George VI, chapitre 105, article 14, est de nouveau modifié en y ajoutant le suivant, après le paragraphe 30:

"31. Nonobstant toute loi à ce contraire et afin de permettre au Bureau de révision de procéder à la réévaluation générale et complète de la propriété foncière, aucune décision sur les plaintes relatives à l'évaluation foncière portées devant ce bureau ou sur la réévaluation des immeubles ne pourra être rendue par ce bureau, avant le premier mai 1941.

"La présente disposition n'affecte pas le pouvoir qu'a le Bureau de révision d'entendre les plaintes portées devant lui, ni de procéder à ses enquêtes relativement à la réévaluation de la propriété foncière, sauf quant à la décision qui est ajournée comme ci-dessus expliqué. Toutefois, le Bureau de révision conserve tous ses pouvoirs quant à l'audition et à la décision des plaintes relatives à l'évaluation et à la fixation de la valeur locative des immeubles."

8. Les articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27.

9. L'article 29, qui devient l'article 28, est modifié en ajoutant à la fin le paragraphe suivant:

"La cité est autorisée à ajouter, par simple résolution du conseil, sur rapport du comité exécutif, au montant de tout emprunt à effectuer ou à renouveler, une estimation de l'escompte sur obligation et des dépenses incidentes à leur émission. Le montant ainsi estimé doit être soumis à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec en même temps que l'emprunt dont il fait partie".

10. L'article 30, qui devient l'article 29, est modifié en remplaçant, aux deux dernières lignes, les mots: "Les versements effectués à date par les contribuables de Verdun resteront la propriété de la cité.", par les paragraphes suivants:

"Si un propriétaire a payé, avant la sanction de la présente loi, les taxes apparaissant sur le rôle ci-dessus mentionné, intégralement ou partiellement, les sommes ainsi payées seront appliquées sans

intérêt sur toutes autres taxes dues à la cité par tel propriétaire. Et si tel propriétaire ne doit aucune autre taxe à la cité, il aura droit au remboursement, sans intérêt, de ce qu'il aura ainsi payé. Tout remboursement qui n'aura pas été effectué dans cinq ans, à compter de la date où il est devenu payable, sera *ipso facto* prescrit. Les remboursements seront effectués sur production des reçus qui auront été remis aux contribuables et, à défaut de production desdits reçus, le comité exécutif est autorisé à déterminer la procédure nécessaire pour sauvegarder la cité contre les remboursements en double".

11. Les articles 31, 32, 33, 34 et 35 deviennent les articles 30, 31, 32, 33 et 34.

12. L'article 36 qui devient l'article 35, est modifié en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

"Toutefois la cité n'aura pas le droit de demander le remboursement des taxes scolaires payées à la Commission des écoles catholiques de Montréal et à Montreal Protestant Central School Board sur lesdits immeubles et elle devra leur payer le versement desdites taxes qui sera échu le 1<sup>er</sup> mai 1939, lequel pourra être ajouté à la taxe spéciale mentionnée au présent article".

13. Les articles 37, 38, 39, 40 et 41 deviennent les articles 36, 37, 38, 39 et 40.

14. L'article 42, qui devient l'article 41, est modifié:

a. en remplaçant, à la 2<sup>ème</sup> ligne du 3<sup>ème</sup> paragraphe le mot: "cinq" par le mot: "trois";

b. en remplaçant, à la 2<sup>ème</sup> ligne du 4<sup>ème</sup> paragraphe le mot: "cinq" par le mot: "trois";

c. en remplaçant, à la 2<sup>ème</sup> ligne du 5<sup>ème</sup> paragraphe le mot: "trois", par le mot: "deux".

15. L'article 43 qui devient l'article 42 est remplacé par le suivant:

"42. Nonobstant toute loi à ce contraire, tout colporteur et tout employé colporteur, tout solliciteur et tout employé solliciteur, dans la nouveauté ou les merceries ou les chaussures, doit obtenir un permis de la cité et, pour ce permis, la cité peut exiger un montant qui ne dépasse pas cent dollars. Ce permis est annuel et non transférable et constitue une taxe spéciale qui doit être imposée par règlement, lequel, pour l'année 1939-1940, doit être adopté avant le premier juillet 1939.

"Cet article ne s'applique pas aux personnes faisant affaires avec des marchands, commerçants ou manufacturiers seulement, dans le cours ordinaire de leur commerce".

16. L'article 44 est biffé.

17. Les articles 45, 46 et 47 deviennent les articles 43, 44 et 45.

18. Les articles suivants sont ajoutés comme articles 46 et 47:

"46. La cité est autorisée à emprunter la somme de \$295,175.89, pour consolider des dépenses qu'elle a encourues pour venir en aide aux chômeurs au cours de la période du 22 septembre 1932 au 30 avril 1938, et le règlement numéro 1541 adopté le 1<sup>er</sup> avril 1939, à cette fin, est déclaré légal.

"Cet emprunt est spécial; il n'affecte pas le pouvoir général d'emprunt, ne sera pas soumis à l'approbation des électeurs propriétaires, mais sera subordonné à celle de la Commission municipale de Québec."

"47. Nonobstant toute loi à ce contraire et tout rôle de répartition, la quote-part, en capital, intérêts et accessoires, chargée aux propriétaires de terre en culture du coût de l'expropriation pour l'ouverture et l'élargissement du chemin Sainte-Catherine à Montréal, entre le chemin de la Côte-des-Neiges et le boulevard Décary, et du coût des travaux d'amélioration subséquente à telle expropriation, ne sera pas exigible desdits propriétaires avant le premier octobre 1942. L'intérêt sur les taxes imposées par le ou lesdits rôles devra, aussi longtemps que ce ou ces rôles resteront ainsi suspendus, être chargé à la taxe spéciale prévue par la paragraphe 23 de la loi 6 George V, chapitre 44, telle que remplacée par la paragraphe 40 de la loi 22 George V, chapitre 105."

Aussi, le bill 183 favorisant la reconstruction du Collège de Stanstead, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Nonobstant toute disposition à ce contraire dans toute loi générale ou spéciale, les conseils municipaux du village de Stanstead Plain, du village de Rock Island et de la municipalité du canton de Stanstead, ainsi que les commissaires des écoles protestantes du canton de Stanstead, du village de Stanstead Plain et du village de Rock Island, peuvent, selon le cas, par résolution et sans autre approbation que celles du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, et de la Commission municipale de Québec ou du secrétaire de l'instruction publique, souscrire et payer à même leurs fonds généraux des contributions pour aider à la reconstruction du Collège de Stanstead, incendié au mois de mai 1938".

#### **Sauvegarde de la petite propriété**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au

bill 22 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Loi de l'instruction publique**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 52 modifiant la loi de l'instruction publique. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Code de procédure civile**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 modifiant le Code de procédure civile. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Code civil**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 56 modifiant le Code civil. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 refondant la charte de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les



honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 modifiant la charte de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Collège de Stanstead**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 183 favorisant la reconstruction du Collège de Stanstead. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Participation du Canada aux guerres de l'Empire, item no 98 du *Feuilleton***

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le premier ministre a-t-il l'amabilité de dire s'il a l'intention d'appeler bientôt ma motion sur la participation du Canada aux guerres de l'Empire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ...**

#### **Ville d'Iberville**

**M. Lamoureux (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 concernant la ville d'Iberville soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Rouyn**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté.

#### **En comité<sup>22</sup>:**

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La ville de Trois-Rivières a beaucoup souffert des exemptions de taxes accordées par l'ancien régime. Elle a poursuivi les compagnies Canadian International Papier et St. Lawrence Paper, il y a quelques années. Après un jugement défavorable en Cour supérieure contre l'International Paper, elle a obtenu un meilleur jugement en Cour d'appel. La compagnie et la ville ont alors inscrit en Cour suprême. Comme député de Trois-Rivières, j'ai cru de mon devoir d'intervenir. J'ai rencontré les représentants des compagnies à Trois-Rivières et je les ai fait consentir à un arrangement en vertu duquel elles paieraient \$200,000 de plus que les jugements les condamnant à le faire.

La ville, pour des raisons que je ne connais pas, n'a pas voulu accepter cette proposition. L'on a plaidé et, en Cour suprême, la ville a perdu une partie de ce qu'elle avait gagné en Cour d'appel. La St. Lawrence a aussi gagné en Cour d'appel. Alors, j'ai pris sur moi de faire venir à mon bureau, vendredi dernier, tous les membres du conseil de ville de Trois-Rivières et les représentants des compagnies. Les deux compagnies ont compris le changement de gouvernement et ont manifesté le désir de collaborer, avec le résultat que de cette entrevue la ville a gagné la somme de \$587,000.

En vertu de ces lois, les compagnies que j'ai mentionnées jouissent d'une exemption de taxes et j'ai obtenu qu'elles paient \$587,000 de plus que ce qu'elles étaient censées payer en vertu de cette exemption! J'ai obtenu cela en dépit d'un jugement de la Cour suprême et des lois de l'ancien régime!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je constate qu'il s'agissait, dans les procès, de taxes passées et l'on parle dans l'accord de taxes futures, de taxes qui

iront jusqu'en 1944. On se plaint des exemptions passées et l'on accorde des exemptions futures à ces compagnies. C'est la mentalité du gouvernement actuel de décrier les grosses compagnies et de leur accorder ensuite des faveurs. On reçoit d'un côté et on donne de l'autre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il est permis de différer d'opinion, mais il n'est pas permis de manquer de justice. En vertu des jugements rendus par les tribunaux, la ville aurait reçu \$587,000 de moins qu'elle va recevoir en vertu de cette entente.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est bien beau de dire cela. Vous accordez des exemptions jusqu'au 31 décembre 1944. Si le premier ministre avait forcé les compagnies à payer leurs taxes jusqu'en 1944, ça aurait été bien mieux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En vertu des lois passées par l'ancien gouvernement, les deux compagnies sont exemptées pour jusqu'en 1945. Les cours ont décidé et j'ai décidé les compagnies à payer \$587,000 de plus.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Encore une fois, la Cour suprême a rendu jugement sur des taxes passées, mais pas sur des taxes futures. Le premier ministre pouvait faire venir les compagnies et leur imposer ses volontés. Maintenant, il a le pouvoir de suspendre les exemptions de taxes accordées aux compagnies papetières. En tout cas, je suis obligé de voter contre cette loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'espère que le chef de l'opposition va avoir le courage de demander le vote sur la troisième lecture et de voter contre la loi.

**M. Grégoire (Montmagny)** pose une question.

(Silence)

Les articles 1 à 18, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sur division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

Et, les amendements sont, en conséquence, adoptés.

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Emprunts de la ville  
de Sherbrooke**

**M. Gérin (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gérin (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Religieuses Ursulines de Trois-Rivières**

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 modifiant la constitution de la communauté des religieuses Ursulines de Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Trudel (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi 3 Édouard VII, chapitre 94**

**M. Boiteau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Boiteau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Remboursement de droits:**

#### **Protestant Foster Home Centre**

**M. Bulloch (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que les honoraires payés pour le bill 129 changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal en celui de Protestant Foster Home Centre soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de charité publiques.

Adopté.

### **Ville Saint-Laurent**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer), que les droits additionnels payés pour le bill 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été déposé en retard, lequel retard ne dépendait pas des promoteurs.

Adopté.

### **Succession Charles Wilson**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill concernant la succession Wilson et le bill autorisant l'Association des optométristes et opticiens à admettre parmi leurs membres Paul et James S. Fontaine n'ont pas été mis de côté. Ils sont différés par des amendements à rédiger.

### **Corporations et compagnies**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 80 concernant les corporations et compagnies<sup>23</sup>.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>24</sup>:**

Le comité poursuit l'étude des résolutions entreprises à la deuxième séance de ce jour<sup>25</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je voudrais savoir si le bill est conforme aux recommandations du rapport de la commission Montpetit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, dans les grandes lignes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Dans le fond...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans le fond, le bord et le côté. M. Montpetit<sup>26</sup> est en faveur de l'augmentation des taxes sur les fausses compagnies.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il a peut-être été mal renseigné.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Montpetit a été mal renseigné une seule fois, c'est lorsqu'il est allé parler pour les libéraux, avant les dernières élections.

(Rires)

La Commission recommandait des taxes au montant de \$2,500,000; elles seront de \$1,600,000.

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est le bon temps d'ouvrir le *Petit catéchisme* de l'Union nationale. J'ai fait ma première communion politique en 1935 avec ce *Petit catéchisme*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans ce cas, le député de Québec-Centre (M. Hamel) a fait sa première communion avant d'avoir l'âge de raison.

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce n'est pas en taxant les compagnies qu'on les mettra à la raison.

Il cite plusieurs questions et plusieurs réponses du *Petit catéchisme* se rapportant à l'imposition des taxes, à la pratique de l'économie, à la guerre aux trusts. Il n'est pas nécessaire d'augmenter les taxes, si l'on recourt à une politique d'économie plus prononcée<sup>27</sup>.

Toujours d'après le *Petit catéchisme*, il énumère une série de taxes que l'Union nationale ne trouvait pas justifiées, mais dont aucune, dit-il, n'a été abolie. Quand ont-elles été changées? La taxe sur les successions, quand a-t-elle été changée?

**M. Boyer (Châteauguay):** Ouvrez les Statuts de 1937 et 1938, et vous verrez.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le nouveau régime a annoncé de grandes économies et il ne peut faire mieux que taxer. Et pourtant, le premier ministre avait coutume de dire que la province devait vivre selon ses moyens. L'an dernier la province a perçu \$20,000,000 de plus que sous l'ancien régime<sup>28</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Qu'est-ce que cela prouve?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Que le peuple a été taxé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'an dernier, il n'y a pas eu de nouvelles taxes. Si nous avons perçu \$20,000,000 de plus, cela prouve deux choses: que la situation a été meilleure et que nous avons fait payer les gros davantage.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Les institutions de finance vont peut-être ouvrir les yeux avec les nouvelles taxes qui vont les frapper. On nous présente cette législation ce matin et on veut qu'on la discute séance tenante. On n'a même pas voulu retarder d'une journée. On prétend être malin pour les trusts et on commence par leur accorder des commutations de taxes. Ce n'est pas la manière la plus efficace. Voici une compagnie qui a été dégrevée de \$350,000 de taxes. Aujourd'hui, on menace d'agir avec sévérité à son endroit. Mais, quand on veut combattre les trusts, on ne leur cède pas nos ressources naturelles à vil prix.

Il (M. Hamel) pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La Shawinigan Power et la Montreal Light, Heat & Power, en vertu de ce bill, vont payer \$700,000 de plus en taxes.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Chaque fois qu'on augmente les taxes d'une compagnie, ce n'est pas la compagnie qui paie. Cette façon de libérer les compagnies n'est pas un bon moyen de mettre le monopole à la raison.

Pour combattre les monopoles, il faut agir de telle sorte que les citoyens soient maîtres chez eux dans les villes, non les trusts. Les monopoles sont plus maîtres que les citoyens. On leur accorde des privilèges.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

Le député de Québec-Centre me permettra-t-il quelques mots? Quand il dit qu'on accorde des privilèges, je dis que c'est contraire aux faits. Ça été expliqué clairement cet après-midi. Les petites compagnies industrielles n'ont pas d'augmentation de taxes.

Les charges des petites compagnies sont réduites. Il est évident que ce sont les grosses compagnies, les trusts, comme les appelle le député de Québec-Centre (M. Hamel), qui vont contribuer davantage pour nous donner l'argent dont nous avons besoin.

**M. Hamel (Québec-Centre)** veut reprendre la parole.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** J'ai, dit-il, le plancher et je le garde.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je proteste. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) n'a permis qu'une remarque au député de Maisonneuve. Je demande au président de rappeler le ministre à l'ordre.

**M. le président:** La parole est au député de Québec-Centre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Qu'avez-vous fait des \$36,000,000 que vous avez empruntés?

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est pour payer les dettes de l'ancien régime.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ça nous coûte \$5,000 par jour, lorsque le Parlement siège.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien par jour?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) vient de dire que les petites compagnies sont exemptes des augmentations. Il veut sans doute parler de la Dominion Textile, de l'International Paper? Quand on a voulu taxer les banques, en 1935, le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) était contre le bill. C'était mal dans ce temps-là. Où sont vos économies? Qu'avez-vous fait des \$20,000,000 de revenus que vous avez eus de plus que l'ancien régime Taschereau? Nous sommes rendus à dépenser \$7,000,000 par mois, \$270,000 par jour...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien par seconde?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce n'est pas en taxant les grosses compagnies que vous en viendrez à bout. C'est en remettant au peuple les privilèges qui lui ont été volés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui a volé ces privilèges?

**M. Hamel (Québec-Centre):** L'ancien régime. (Applaudissements à droite)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne veux pas être complice de la dilapidation des deniers publics. On est en train de décourager l'épargne, parce que les administrateurs publics dépensent trop. Nous ne voulons pas être complices de cette façon d'administrer la province.

**M. Lamoureux (Iberville):** Je vais faire certaines remarques. Je trouve extraordinaire la conduite du Parti national. Quant au chef de l'opposition, c'est son devoir de critiquer tout ce que retire le gouvernement: il retire \$5,000 par année pour cela. C'est bien commode. On parle de la nouvelle taxe. Le chef de l'opposition dit qu'on aurait pu l'éviter. On dit que le gouvernement ne ménage pas assez. Vous parlez du *Petit catéchisme*, où il était dit qu'on n'imposerait pas de nouvelles taxes. Tout homme d'affaires sérieux sait que les conditions ont grandement changé depuis trois ans.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement a surtout changé.

**M. Lamoureux (Iberville):** Les circonstances aussi. Le gouvernement a à faire face à des dépenses extraordinaires par suite de la crise. Les dépenses de chômage coûtent plus cher, par exemple, parce que le fédéral ne fait pas sa part; il ne nous donne pas grand-chose. Les universités coûteront des millions ainsi que les lois sociales. On vient juste de passer un bill pour venir en aide à l'Université Laval, puis à celle de Montréal à qui on donne \$5,000,000 et à qui on garantit un autre \$5,000,000. Les dépenses augmentent. Il faut absolument obtenir des revenus supplémentaires afin de faire face à ces situations. Le plus important est de taxer ceux aptes à payer.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** On va vendre des valises<sup>29</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et on va se bâtir des châteaux sur le boulevard<sup>30</sup>.

**M. Lamoureux (Iberville):** Les banques? Eh bien, on n'y fait pas assez de mal, aux banques, à mon avis. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) prétend que ces taxes feront tort aux banques et aux épargnants. Ces derniers n'ont qu'à engager leurs épargnes dans des endroits où les intérêts leur rapporteront plus qu'un pour cent. Quand j'entends parler de ça, je me dis que ça prend le député de Québec-Centre pour s'amuser à ces petites affaires-là.

Qu'on impose les taxes aux compagnies qui peuvent les payer! On parle des taxes imposées sur les compagnies de téléphone; moi, comme cultivateur, je m'en sache pas mal.

(Rires et applaudissements)

Les cultivateurs ne seront pas affectés par ces nouvelles taxes. Les tramways? Ceux de la classe moyenne n'ont pas à se plaindre: ils vont en taxi. On prendra plus de taxis. Les chemins de fer? Les compagnies de chemin de fer en paient des taxes; quand même elles en paieraient un peu plus cher, ça ne me fait pas grand-chose.

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** Bien oui, les chemins de fer? Allez-vous venir à pied à Québec?

**M. Lamoureux (Iberville):** J'ai une passe à l'année. Les compagnies de wagons-dortoirs? Je ne connais pas ça.

(Applaudissements à droite)

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) parle d'exproprier la Beauharnois. Combien que ça coûterait? Des millions. Vous n'êtes pas logiques.

(Applaudissements à droite)

Qu'est ce que vous voudriez taxer<sup>31</sup>? Le pain, le beurre, le lait?

Lorsque le gouvernement dépense quelques millions, vous prétendez qu'il en coûte trop cher. Si vous engagiez des centaines de millions de votre étatisation, où en seriez-vous?

Il (M. Lamoureux) loue les dépenses de \$30,000,000 engagées pour le crédit rural. Ces nouvelles taxes, dit-il, seront bien vues de la classe agricole.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je félicite le député d'Iberville (M. Lamoureux). Son discours a été une oasis dans cette discussion. Il est bon qu'on sache encore rire. Au cours de cette session et précédemment, j'ai eu l'occasion de parler des taxes en cette Chambre. J'ai formulé le désir que le gouvernement taxe les grosses compagnies et prenne l'argent où il se trouve. Je voulais qu'on prenne l'argent chez les riches. Je n'ai rien à retirer de ces paroles, même si les idées que j'ai exprimées peuvent manifester certaines divergences d'opinion avec d'autres membres de cette Chambre.

Voilà un projet important. Il s'agit apparemment d'une législation dirigée contre les trusts qu'on soumet bien trop tard à la Chambre. Il comporte une révision de tout le système de taxation sur les corporations, d'une taxation apparemment

dirigée contre les trusts. Il est impossible de porter un jugement sur un projet de loi aussi grave, aussi aride, sans l'étudier d'abord au moins deux ou trois jours. Je déplore qu'on nous apporte ce bill en fin de session. Je me rappelle que le premier ministre, alors qu'il était dans l'opposition, protestait contre certains bills importants que l'ancien gouvernement présentait à la Chambre en fin de session.

Je me souviens que *L'Action catholique* et le *Devoir* reproduisaient ses discours de protestation à l'époque. Je voudrais ce soir que ces deux journaux fassent également écho à mes paroles. Nous avons fait vainement des démarches pour obtenir ce bill plus tôt. Je dois dire que l'on n'est pas juste pour nous: on ne l'est même pas pour soi, car il peut arriver qu'on veuille faire l'éloge du gouvernement sur certaines mesures qui nous sont distribuées trop tard pour cela.

Le bill contient 34 articles difficiles d'interprétation qui demandent qu'on réfère aux Statuts. Or, on nous l'a soumis à 11 heures ce matin. Comment aurions-nous pu l'étudier convenablement, dans les deux heures qui nous séparaient de la séance de l'après-midi. Comment l'approfondir comme il convient pour faire une besogne sérieuse de législateur? Impossible de porter un jugement sain. Et je sais bien que tous les députés de la droite, dans leur for intérieur, pensent ainsi. Ils n'ont pas eu le temps d'étudier ce bill et n'aiment pas qu'on leur passe cela aussi rapidement sans qu'ils ne comprennent.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le député me permet-il de rectifier ces faits?

**M. Chaloult (Kamouraska):** C'est ça, l'honorable ministre va recommencer...

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** L'honorable député vient de faire une déclaration contraire aux faits.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je vous permettrai de m'interroger tout à l'heure. Laissez-moi finir mon discours.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le député a dit que nous ne comprenions rien...

**Des députés:** À l'ordre!

**Un député de l'opposition:** Es-tu sourd William? À l'ordre!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Il dit qu'on...

**Des députés** chahutent.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** Un vrai succès!

**M. Chaloult (Kamouraska):** Il faut être humain. Il faut tenir compte de nos ressources. On ne peut raisonnablement faire une étude sérieuse de ce bill en quelques minutes, et je prie la presse de rapporter mes paroles.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** La presse va écrire des choses intéressantes!

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je crois qu'il y a du bon dans ce projet de loi, du moins bon et du mauvais. Tout n'est jamais entièrement mauvais, mais nous ne pouvons pas faire le partage du pour et du contre. Si l'on ne peut appuyer le projet de loi dans son ensemble, dans le Parti national, c'est d'abord parce qu'il est soumis trop tard. Dans ce cas, nous sommes entraînés à approuver toute la loi avec tout le mauvais qu'elle contient, ou à la désapprouver avec le bon qu'elle peut contenir. On ne nous laisse pas le temps de dire ce que nous approuvons et ce que nous désapprouvons.

Et, dans ces cas-là, je suis amené à voter contre la loi pour ne pas porter la responsabilité d'approuver le mauvais, malgré certaines idées, dit-il, que j'ai moi-même indiquées et qui sont contenues dans le bill. Si nous critiquons la loi, ce n'est pas que nous soyons en faveur des trusts. Nous sommes contre les trusts, et je crois que nos preuves sont faites. Les idées de mon chef, le député de Québec-Centre (M. Hamel), sont bien connues.

Le bill est distribué. Nous n'avons pas de secrétaires, nous, pour nous renseigner. Nous ne commandons pas à des armées de fonctionnaires qui disposent de tous les chiffres. Est-ce que certaines taxes n'auront pas une mauvaise répercussion sur le peuple, les prolétaires, sur les petits, les pauvres? Directement? Et aussi de manière indirecte?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Vous protégez les trusts.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Ainsi, pour les taxes sur les primes d'assurance? Ne seront-elles

pas perçues sur les petits? Nous voulons frapper les trusts...

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Pourquoi les protégez-vous?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a avancé tantôt l'opinion que ce n'était certes pas le moyen d'abattre les trusts que de les taxer, surtout quand on leur accorde des exemptions de taxes. Mais, en principe, je n'ai pas d'objection à ce qu'on taxe les trusts. C'est autant de pris.

On nous dit que certaines mesures sociales ont provoqué une augmentation des dépenses. C'est vrai en partie. Mais les revenus ont aussi augmenté considérablement. Et puis, est-ce qu'il n'y a pas eu de gaspillage dans l'administration? Et dans ce cas, est-ce que nous allons consentir à laisser imposer de nouvelles taxes pour favoriser le coulage? Ce serait nous rendre complices. Enfin, je dis que le gouvernement a trop accordé d'exemptions de taxes. Il y a des cas où ces exemptions peuvent être opportunes. Mais, dans les exemptions qu'on a accordées, on s'est montré plutôt disposé à favoriser les monopoles.

Parce que le projet de loi est indivisible, je crois que nous ne pouvons pas voter en faveur de ce bill dans son ensemble. Que le gouvernement ne dise pas qu'il veut, par cette législation, abattre les monopoles. Dans le programme que nous avons soumis au peuple et que le peuple a approuvé, il y avait des moyens bien plus efficaces pour abattre les monopoles et on les a mis de côté. J'invite encore le gouvernement à appliquer le programme avec lequel il a été élu. S'il veut employer des moyens efficaces pour dompter les trusts, qu'il emploie les moyens qui ont été suggérés en 1935 et je l'assure de notre entière coopération.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Votez pour les trusts.

**M. le président:** Paragraphe *a*. Adopté? Adopté?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Non, non, j'étais debout.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voici un projet très important qui a été distribué ce matin à la députation et qui a été pleinement expliqué. Il dénote beaucoup de courage de la part du

gouvernement. Il est maintenant 10 heures. L'opposition parle, reparle et déparle pour dire toujours la même chose. S'il faut passer la nuit, nous allons passer la nuit, mais nous allons adopter le bill. Ces taxes entrent en vigueur le 30 avril et nous n'avons pas de temps à perdre.

**M. le président:** Lorsque le député de Kamouraska (M. Chaloult) eut terminé son discours, j'ai demandé si le paragraphe était adopté et j'ai regardé du côté de l'opposition. Personne ne s'est levé.

**M. Bastien (Berthier):** Pardon...

**M. le président:** D'ailleurs, il ne suffit pas de se lever, il faut dire "M. le président". Personne ne s'est adressé au président et j'ai adopté l'article.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si l'on est organisé pour faire adopter les articles sans nous laisser parler...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. La décision est rendue et le document doit respecter le président et les règlements. "A" est adopté. Qu'on passe à "B".

**M. Grégoire (Montmagny):** Non, non!

**M. Bastien (Berthier):** J'en appelle de votre décision.

**M. Grégoire (Montmagny):** C'est le régime de la force et du bâillon.

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait le rapport suivant:

M. l'Orateur, lors de l'étude du paragraphe *a* de la résolution 1 relative au bill 80, j'ai déclaré ce paragraphe adopté, aucun député n'ayant demandé la parole.

Le représentant de Berthier (M. Bastien) en appelle de ma décision.

**M. l'Orateur:** Êtes-vous prêts à voter?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, on est prêt.

**M. l'Orateur:** Ceux qui sont pour le maintien de la décision voudront bien se lever.

(À ce moment MM. Delagrave, Lamoureux, Larivière et Lawn entrent sur le parquet de la Chambre et veulent prendre leur siège).

**Des députés protestent.**

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer que les députés n'ont pas le droit de prendre leur siège quand le vote est commencé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sonnez les cloches, alors, si vous voulez appliquer les règlements à la lettre.

**M. l'Orateur:** J'ai demandé si l'on était prêt à voter et le chef de l'opposition a répondu affirmativement.

La question: "La décision de M. le Président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Bégin, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Bourque, Carignan, Caron, Castonguay, Choquette, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fitch, Fleury, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Paquette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tremblay, Trudel, Vachon, 41.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Grégoire, Hamel, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 16.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

**M. l'Orateur:** (Avant de quitter le fauteuil) J'avertis le député de Montmagny (M. Grégoire) qu'il n'a pas le droit de faire des remarques désobligeantes tant à l'adresse de l'Orateur que pour le président du comité. Et, la prochaine fois qu'il commettra un autre écart, je serai obligé de le nommer.

#### En comité:

Le président reprend la lecture des résolutions.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dispense... ce n'est pas important, c'est une nomenclature.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas important pour le premier ministre, parce que ce n'est pas lui qui va payer les taxes. Le premier ministre disait cet après-midi que les taxes n'étaient augmentées que de \$1.60 pour les petites compagnies.

Voici que l'on porte la taxe sur la place d'affaires de \$30 à \$50 pour les grandes villes, et de \$15 à \$25 pour les petites villes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis qu'il y a dans la province 7,240 petites compagnies. L'augmentation des taxes pour ces compagnies ne représente qu'un montant global de \$12,500, ce qui fait environ \$1.60 chacune.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est justement ce qui veut dire que votre calcul est faux. La taxe sur la place d'affaires est augmentée de \$10 dans les petites villes et de \$20 dans les grandes. Malgré toutes les acrobaties de politicien qu'on pourra tenter de faire avec les chiffres, la taxe est toujours là.

**M. Grégoire (Montmagny):** La Dominion Textile, c'est une petite compagnie?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au président de rappeler le député de Montmagny à l'ordre. S'il ne veut pas se taire, M. le président, je vous demande de le nommer pour qu'on s'en débarrasse une fois pour toutes.

Les grosses compagnies paieront \$1,600,000; de plus, les compagnies qui vont payer \$50 au lieu de \$30 vont bénéficier de trois dégrèvements:

1. Si une compagnie démontre un déficit, ce dernier sera enlevé du capital-actions. Ainsi, pour une compagnie ayant un capital de \$50,000, qui démontre un déficit de \$10,000, le capital ne sera taxé que sur \$40,000.

2. Les profits provenant des placements seront taxés 50 % moins qu'auparavant.

3. Les petites compagnies n'auront pas à payer de taxes pour leurs opérations dans les autres provinces.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La Dominion Textile, dans quelle catégorie est-elle?

**M. Grégoire (Montmagny):** Avec les petites compagnies, qui sont augmentées de \$1.60?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Dominion Textile paye plus d'impôts qu'elle n'en payait sous l'ancien régime.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La taxe sur les primes perçues sera de 2¼ % s'il s'agit d'une compagnie d'assurance-vie, et de 2 % s'il s'agit de toute autre compagnie. J'affirme que sous l'ancien régime, alors que M. Taschereau était directeur de plusieurs compagnies, dont la Sun Life, les compagnies d'assurance-vie étaient taxées à raison de 1¾ %, tandis que nous portons la taxe à 2¼ %.

**M. Bastien (Berthier):** En 1935, M. Taschereau a présenté une législation pour taxer les compagnies d'assurance, et le chef d'opposition d'alors a voté contre le bill.

**M. Hamel (Québec-Centre)** parle de déclarations faites en Chambre il y a quelques années.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien régime ne taxait pas les banques.

**Des députés:** Point d'ordre! Point d'ordre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je force, dit-il, le député de Québec-Centre (M. Hamel) à retirer ses paroles à l'effet que le chef du gouvernement n'aurait pas dit en Chambre, du temps de l'ancien régime, qu'il trouvait que les banques n'étaient pas assez taxées.

**Des députés** font des interruptions.

**M. le président** rappelle la Chambre à l'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je veux, dit-il, lire des extraits des déclarations précédentes du député de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Il a été décidé, tout à l'heure, qu'on devait prendre la parole d'un député et ne pas discuter là-dessus. Je vous demande pour la dernière fois, M. le président, si le député de Rivière-du-Loup ne veut pas se soumettre, de faire rapport à l'Orateur.

Les résolutions seront adoptées coûte que coûte, dût la Chambre siéger toute la nuit.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** lit le *Petit catéchisme* des électeurs au chapitre des taxes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au député de Rivière-du-Loup de s'en tenir aux compagnies d'assurance.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Aucune taxe n'a été enlevée, mais on augmente celles qui existaient auparavant. Si le gouvernement a \$20,000,000 de plus pour administrer que l'an dernier, c'est parce qu'il fut précédé d'un gouvernement qui a eu le courage d'imposer des taxes.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Vous n'avez pas eu le courage de les collecter, par exemple.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement avec ses taxes nouvelles, malgré qu'il avait promis de réduire les taxes existantes, n'atteindra pas les trusts. Le gouvernement ne tient pas ses promesses.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Le Canadien National roule dans le pays avec une dette annuelle de \$50,000,000; et, pour seulement 1938, le Canadian Pacific a un surplus d'un peu plus \$1,000,000 en frais généraux permanents. Au sujet de la taxe sur les chemins de fer, on sait les difficultés que traversent nos deux grands réseaux de chemins de fer qui doivent subir une concurrence ruineuse des autobus et des compagnies de camionnage.

Les chemins de fer font eux-mêmes leur route, tandis que c'est la province qui pourvoit à l'entretien de la route pour leurs compétiteurs. Je crois qu'on ne devrait pas taxer les embranchements qui ne sont pas payants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le député de Missisquoi de ses suggestions. Il est évident que le gouvernement a droit à des revenus. Les chemins de fer ne paieront que \$50,000 de plus. Le C.N.R. a coûté assez cher à la province et le Pacifique Canadien peut faire sa part, car il a beaucoup reçu. Les deux compagnies de chemins de fer font assez d'argent dans la province pour être en mesure de payer cette augmentation.

**M. Barré (Rouville):** Je trouve étrange, dit-il, l'opposition systématique contre un bill de taxation qui procure au gouvernement les revenus nécessaires pour satisfaire aux besoins du peuple. Les chemins de fer subissent une concurrence ruineuse. On ne devrait pas taxer les embranchements, car on fournira une excuse aux compagnies pour fermer des

embranchements. On devrait taxer davantage les compagnies de chemin de fer sur les voies principales.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Le gouvernement a-t-il pris des précautions afin que le prix de l'essence ne soit pas haussé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province ne pourra empêcher les compagnies d'augmenter les prix, si elles le désirent. Nous n'avons pas de contrôle là-dessus. Ça dépend du commerce qui relève uniquement du fédéral.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que lesdites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

L'amendement est mis aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Gagné, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 19.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Bourque, Boyer, Carignan, Caron, Castonguay, Choquette, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Paquette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 50.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale est mise aux voix, et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Lesdites résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

Et la motion "Que les résolutions soient maintenant adoptées" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 concernant les corporations et compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>32</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les résolutions sont la même chose que le bill lui-même. Il n'est pas nécessaire de tout recommencer la même discussion. Elles ne sont pas aussi volumineuses parce qu'elles ne contiennent pas les clauses d'application.

Le comité étudie l'article 33 du chapitre 26 remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

#### "Exemptions

"33. La présente loi ne s'applique pas:

"1° aux sociétés ou établissements de fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, fondés en vertu de la loi des sociétés de fabrication du beurre et du fromage (chapitre 66);

"2° à la société d'industrie laitière de la province, fondée par la loi de la société d'industrie laitière de Québec (chapitre 61);

"3° à toute compagnie constituée dans un but de drainage, d'agriculture ou de colonisation;

"4° à toute compagnie formée, administrée et conduite sur une base coopérative et qui:

"a. met sur le marché les produits de ses membres ou actionnaires en vue de leur verser le revenu moins un montant raisonnable pour dépenses et constituer une réserve; ou

"b. achète les fournitures et le matériel à l'usage de tels membres ou actionnaires en vue de leur revendre lesdites fournitures et matériel au prix coûtant plus un montant raisonnable pour couvrir les dépenses et constituer une réserve;

"5° aux compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu de la loi des assurances de Québec (chapitre 243), pourvu qu'elles n'effectuent aucune assurance d'après le système de prime en argent ou au comptant ou à prime fixe;

"6° aux syndicats coopératifs de crédit constitués en vertu de la loi des syndicats coopératifs de Québec (chapitre 254), communément appelés "caisses populaires".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait ajouter le nom de L'Alliance nationale, compagnie d'assurance.

Jamais cette compagnie n'a payé d'assurance à la province, affirme-t-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et les journaux, ils ne sont pas exemptés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province de Québec est la seule province soustraite à la loi de la taxe sur les journaux. La presse paie 2 % de ses profits en Ontario. Dans notre bill, il n'y a pas d'exemption de prévue pour les journaux, mais la loi n'est pas encore changée. Le gouvernement se réserve le droit de changer cela. Tout à l'heure dans le couloir, j'ai rencontré M. Du Tremblay<sup>33</sup> qui, par hasard, se trouvait sur mon chemin. Il n'est pas du tout intéressé dans *La Presse*. Il n'a pas d'intérêt extraordinaire dans ce journal.

(Rires)

Il me parlait de façon amicale et désintéressée.

(Rires)

Je l'ai rassuré, mais il y a des revues qui entrent dans la province venant des États-Unis et qu'Ottawa semble favoriser ou laisser entrer, des revues communistes, indécentes et immorales. Nous voulons taxer cela, s'il y a un moyen. Je vais étudier la question. Que le chef de l'opposition se rassure, nous ne taxerons pas *En Avant*<sup>34</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas une rente bien légale, si on retire une taxe de cette pourriture dont parle le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a une différence entre une taxe pour rapporter des revenus et une taxe pénale. En vertu du principe du chef de l'opposition, on n'aurait pas le droit de condamner à l'amende les mauvaises maisons. Prendre de l'argent à ces gens-là, c'est encore la meilleure punition à leur infliger.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et L'Alliance nationale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une société de secours mutuel qui doit être exemptée en vertu de sa charte, car nous ne taxerons pas les compagnies de secours mutuel.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Alors, pourquoi l'exemption dans la loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi? Jamais la loi ne sera trop claire. On sait que l'Alliance nationale est une bonne société dirigée par un bon libéral, le Dr Cypihot.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et les Artisans canadiens-français?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On verra plus tard.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'appartiens à l'Alliance nationale, mais je n'aime pas les préférences.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi alors avez-vous préféré le voisinage du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) à celui du député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) en Chambre? (Rires)

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"Exemptions

"33. La présente loi ne s'applique pas:

"1° aux sociétés ou établissements de fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, fondés en vertu de la loi des sociétés de fabrication du beurre et du fromage (chapitre 66);

"2° à la société d'industrie laitière de la province, fondée par la loi de la société d'industrie laitière de Québec (chapitre 61);

"3° à toute compagnie constituée dans un but de drainage, d'agriculture ou de colonisation;

"4° à toute compagnie formée, administrée et conduite sur une base coopérative et qui:

"a. met sur le marché les produits de ses membres ou actionnaires en vue de leur verser le revenu moins un montant raisonnable pour dépenses et constituer une réserve; ou

"b. achète les fournitures et le matériel à l'usage de tels membres ou actionnaires en vue de leur revendre lesdites fournitures et matériel au prix coûtant plus un montant raisonnable pour couvrir les dépenses et constituer une réserve;

"5° aux compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu de la loi des assurances de Québec (chapitre 243), pourvu qu'elles n'effectuent aucune assurance d'après le système de prime en argent ou au comptant ou à prime fixe;

"6° aux syndicats coopératifs de crédit constitués en vertu de la loi des syndicats coopératifs de Québec (chapitre 254), communément appelés "caisses populaires";

"7° à la société connue sous le nom de "L'Alliance nationale."

L'amendement est adopté.

L'article 33 du chapitre 26, remplacé par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse<sup>35</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose l'ajournement<sup>36</sup>.

**M. l'Orateur** s'apprête à ajourner à demain à 11 heures.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande au gouvernement si on ne pourrait pas passer d'autres bills afin de proroger demain soir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

**Des députés** cherchent au *Feuilleton* ce qu'on pourrait étudier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous pouvez prendre le bill de la redistribution. On va voter contre et puis tout cela sera fini.

#### Districts électoraux

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 relatif aux districts électoraux de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je ne veux pas retarder la Chambre, mais j'ai, dit-il, mon mot à dire avant l'adoption du projet de loi.

**M. Boyer (Châteauguay):** Aujourd'hui ou demain, le bill va passer pareil.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Nous n'avons pas eu le temps de lire la loi qui contient 58 articles. Il a été distribué ce soir même, et tard. Je crois devoir protester contre cette manière cavalière qu'on a de tout présenter à la dernière minute de la session tandis qu'au début de la même session, on ne siège que deux ou trois après-midi par semaine.

Il y a une diminution de quatre comtés, peut-être cinq. Est-ce raison d'économie? Comment croire cela? Cela ne ferait en somme qu'une économie de \$14,000 environ par année. C'est une bagatelle. C'est au moins 25 comtés qu'il faudrait pour économiser réellement, car cela représenterait une économie de \$70,000 environ. Il est évident que ce n'est pas dans cette intention qu'on nous présente cette mesure. Est-ce alors pour supprimer les ennuis du patronage? Ce que l'on veut, c'est la disparition de certains députés.

M. Bennett a eu recours à un moyen analogue et il n'a pas eu le résultat espéré. Deux raisons peuvent militer en faveur de la disparition ou de la fusion de comtés: on peut réduire le nombre des

comtés, parce que la population n'est pas assez considérable ou parce que le territoire n'est pas assez grand. Ce n'est pas le cas. Ainsi, on veut fusionner Kamouraska et Rivière-du-Loup, où il y a un libéral et un oppositionniste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et Vaudreuil-Soulanges?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Il faut faire quelque chose pour tenter de justifier une pareille mesure. Je constate qu'il y a dans la province deux comtés d'un peu plus de 2,000 électeurs, huit de plus de 3,000, 11 de plus de 4,000, 15 de plus de 5,000 et Kamouraska arrive 35<sup>e</sup> avec 5,975 électeurs. Il y a donc 35 comtés qui ont moins d'électeurs que Kamouraska, que l'on veut faire disparaître. Les comtés qui ont le moins d'électeurs auraient dû disparaître avant. Je prétends que la mesure n'est pas inspirée par la justice et le souci de l'équité, mais bien au contraire...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande, dit-il, au député de Kamouraska (M. Chaloult) de retirer ses paroles, en vertu d'un règlement qui dit qu'on ne peut prêter des motifs de cette nature à un député.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Alors, je retire. Il y a au moins une trentaine de comtés dont la superficie est moins grande que celle du comté de Kamouraska. Je ne trouve pas de motif pour justifier l'attitude du gouvernement. D'une façon générale, les comtés qu'on supprime sont des comtés représentés par des députés d'opposition.

Kamouraska est un comté historique; il existe depuis plus de 100 ans et la province a raison d'en être fière. Parmi les députés qui l'ont illustré, citons l'honorable Jean-Charles Chapais, père de Sir Thomas Chapais, qui fut ministre du Bas-Canada, l'honorable Letellier de Saint-Just, Sir Alphonse Pelletier, M. Ernest Gagnon, M. Alexis Dessaint, l'honorable Henry-George Carroll, le très honorable Ernest Lapointe, l'honorable juge Stein, Sir Thomas Chapais. Je me demande si ce n'est pas faire injure à Sir Thomas Chapais que de supprimer un comté auquel il est très attaché.

On n'a aucune raison de faire disparaître Kamouraska et on a toutes les raisons de le garder. Si l'on veut par là me faire disparaître de la vie publique, ce n'est pas le moyen qu'il faut employer, car je resterai dans la vie publique et je resterai donc dans cette Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je joins mes protestations, dit-il, à celles du député de Kamouraska. Je déplore particulièrement que l'on diminue la représentation des comtés du Bas-du-Fleuve. Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) s'en fiche<sup>37</sup> pas mal, car il est né dans Dorchester, habite Québec et sera probablement candidat en Abitibi. De même pour le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) qui reste à Québec et n'est retourné dans son pays d'origine que pour se faire élire à la faveur d'un grand courant populaire. Il restera dans la vie publique malgré le gouvernement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis opposé à ce bill et je déplore qu'un gouvernement qui se déclarait l'ami des cultivateurs ait jugé bon de diminuer la représentation des campagnes. Il est injuste de priver les cultivateurs de l'influence qu'ils pouvaient avoir par la voix de leurs représentants.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je déplore, dit-il, que le Parti national n'ait pas été représenté dans le comité de redistribution des circonscriptions électorales. Sur cinq députés, poursuit-il, il y en a un dont le comté disparaît et deux autres dont les comtés ont été touchés. Cette façon d'agir est de nature à discréditer la démocratie dans l'esprit du peuple.

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** Je déplore le traitement accordé à Montréal et aux oppositionnistes et je regrette à mon tour la disparition de mon comté, celui de Montréal-Dorion. Si j'étais resté de l'autre côté de la Chambre, on n'aurait pas touché à mon comté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je fais remarquer au député de Kamouraska que le comté de Kamouraska ne disparaît pas, mais qu'il est rattaché à celui de Rivière-du-Loup.

Les comtés de Montréal ont été redistribués de façon à ce qu'il y ait dans chacun le même nombre d'électeurs à peu près. Autrefois, certains comtés n'avaient que 3,000 ou 4,000 électeurs, tandis que d'autres avaient plus que 30,000 électeurs.

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** L'on aurait dû augmenter le nombre des comtés à Montréal. Je crois, dit-il, que l'on a créé le nouveau comté de Jeanne-Mance pour donner une ouverture au barbier Jean-Baptiste Bellemare.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** se prononce contre le bill.

**M. Connors (Montréal-Sainte-Anne)** se prononce contre le bill. Je regrette, dit-il, que le gouvernement ait jugé à propos de modifier les limites de l'historique comté de Saint-Anne, dont le député a toujours été considéré comme le porte-parole officiel de la minorité irlandaise et catholique.

**M. Bertrand (Montréal-Laurier)** se prononce contre le bill.

La proposition est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Béïque, Bilodeau, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Pelletier (Lotbinière), Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 42.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité**<sup>38</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me lève, dit-il, pour répondre à ce qu'on avait dit dans les discours précédents, discours que je trouve contradictoires. On nous a reproché à maintes reprises de ne pas avoir réduit le nombre de députés. Aujourd'hui, on le réduit de quatre et on n'est pas satisfait. Bien plus, le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) prétend que la représentation pour la ville de Montréal devrait être plus considérable. On nous reproche de ne pas sauvegarder les intérêts de la classe agricole et, pourtant, s'il y a un gouvernement qui a fait quelque chose pour les cultivateurs, c'est bien le gouvernement actuel. Je n'ai pas de doute que

le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), lorsque viendra le temps des élections, cédera sa place à M. Pierre Gagnon, qui est un cultivateur. Nous avons fait la redistribution la plus juste et la plus équitable.

Le gouvernement a fait son possible pour établir une carte électorale équitable, tout en se libérant de sa promesse de réduire le nombre de sièges, qui est maintenant réduit à 86. Nous avons fait perdre trois comtés à la région de Montréal, et un seul à la région de Québec.

Nous avons enlevé les électeurs de Sillery au comté de Québec-Centre pour les donner au comté de Québec-Ouest. Pour la ville de Montréal, nous n'avons pas changé le nombre des comtés. Les limites et les noms de certains comtés changent à Montréal, mais il est resté au nombre de 15. C'est suffisant et c'est légitime.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** ajoute quelques mots.

Les articles 1 à 59 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Béique, Bilodeau, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Choquette, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Laroche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Pelletier (Lotbinière), Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 42.

**Contre:** MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois<sup>39</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi de l'adoption

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'on peut aussi voter ce soir le bill de l'adoption.

**M. Barré (Rouville):** C'est bon.

Je propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la loi de l'adoption soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>40</sup>:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 6 de la loi de l'adoption (Statuts refondus, 1925, chapitre 196) est modifié en ajoutant, après le paragraphe 3°, le suivant:

"4° Les enfants légitimes orphelins de père ou de mère lorsqu'ils sont adoptés par le père et la mère du conjoint décédé."

**M. Barré (Rouville)** explique la nature de l'amendement.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 8 de ladite loi, tel que modifié par la loi 23 George V, chapitre 78, paragraphe 3, est de nouveau modifié en ajoutant, après le sous-paragraphe d) du paragraphe 1, le suivant:

"e. du père survivant ou de la mère survivante lorsqu'il s'agit de l'adoption d'un enfant légitime par des grands-parents, tel que prévu par le paragraphe 4° de l'article 6."

**M. Barré (Rouville)** explique la nature de l'amendement. Il y est, dit-il, question de consentement.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre continue à siéger après minuit, le jeudi matin.

Jeudi, 27 avril 1939

### Subsides

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande encore de voter, à même le budget supplémentaire, dit-il, une somme, pour payer le personnel surnuméraire de l'Orateur, fixée à \$8,200, somme qu'on a oublié d'imprimer dans la brochure du budget supplémentaire.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

Qu'un crédit n'excédant pas huit mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Remboursement de droits:

#### Rivière-du-Loup, règlement no 210

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande à mon tour, dit-il, qu'on acquiesce à une motion du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) à l'effet de

rembourser les promoteurs d'un bill de Rivière-du-Loup adopté en Chambre il y a un mois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** y consent.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que les amendes payées pour le bill 148 ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers soient remises, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill est un bill d'intérêt public.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 11 heures cet avant-midi, ce jeudi.

Adopté.

La séance est levée à minuit vingt-cinq minutes.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
2. Alphonse Raymond (1884-1958). Conseiller législatif de 1936 à 1940. Il appuya l'Union nationale.
3. "L'an dernier, nous avons donné les assurances à une compagnie canadienne-française d'Ontario et il (M. Bastien) n'était pas content. Cette année, nous procédons autrement, et il n'est pas encore content", selon la version du *Soleil* du 26 avril 1939, à la page 21.
4. Voir note 1.
5. Ici, le premier ministre lit la note explicative du bill.
6. Voir note 1.



7. Voir note 1.

8. *L'Action catholique* du 27 avril 1939, à la page 3, indique que c'est la première fois, depuis la présente session, que l'Assemblée législative refuse de concourir dans des amendements du Conseil législatif.

9. *Le Canada* du 27 avril 1939, à la page 6, précise que MM. Hamel, Chaloult, Rochefort et Bélanger s'abstiennent de voter.

10. Voir note 1.

11. Kenesaw Mountain Landis (1866-1944). Juge américain. Il fut le premier commissaire du baseball majeur.

12. André Siegfried (1875-1959). Sociologue français. Il est célèbre à cause de nombreuses études réalisées sur les pays anglo-saxons, sur la France et sur la sociologie électorale.

13. Le député d'Arthabaska (M. Gagné) est membre de l'Union nationale; c'est pourquoi les députés de l'opposition l'applaudissent lorsque celui-ci vote avec eux. À ce propos, dans *Le Canada* du 27 avril 1939, à la page 6, on explique que le gouvernement a perdu l'adhésion du député ministériel d'Arthabaska, M. J.-David Gagné, le même qui, il y a deux ans, précise encore le journaliste, donnait à brûle-pourpoint sa démission au premier ministre au sujet de la loi des salaires raisonnables.

14. Voir note 1.

15. Dans l'introduction de sa chronique, le journaliste du *Canada* du 27 avril 1939, à la page 1, écrit: "M. Duplessis, dans les explications qu'il a voulu donner à la Chambre, ahurie de la vitesse folle avec laquelle on lui demandait de procéder, a bafouillé plusieurs mots, mêlant les chiffres, les proportions, s'imaginant ou faisant croire que toute la refonte constitue plutôt une diminution d'impôt qu'une augmentation. Il a dû finalement faire venir M. Georges Shink, le contrôleur du revenu provincial, qui, sur bien des points, a renversé les premiers calculs du chef du gouvernement. L'Union nationale s'est livrée avec fierté à un tripatoouillage sans précédent de taxes, imposant à droite et à gauche sans savoir exactement quoi. Seuls le savent les auteurs du bill, membres de la commission Montpetit de la révision des impôts, et M. Duplessis lui-même, quoique la mémoire des chiffres lui ait fait gravement défaut cet après-midi."

16. \$33,613, selon *L'Action catholique* du 27 avril 1939, à la page 8.

17. \$147,000, selon *L'Événement-Journal* du 27 avril 1939, à la page 9.

18. \$134,500, selon *L'Événement-Journal* du 27 avril 1939, à la page 9.

19. Il est question ici de M. Albert Rioux, sous-ministre de l'Agriculture.

20. La Chambre est alors en effervescence, selon *Le Canada* du 27 avril 1939, à la page 7.

21. Jean-Baptiste Bellemare. Barbier de profession. Organisateur du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) et candidat défait aux élections municipales de Montréal du 11 décembre 1938.

22. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

23. Il est alors 9 heures, selon *L'Événement-Journal* du 27 avril 1939, à la page 10.

24. Voir note 1.

25. Pour prendre connaissance desdites résolutions, veuillez référer à la deuxième séance de ce jour, aux pages 944-949.

26. Édouard Montpetit (1881-1965) est avocat, économiste et professeur universitaire. En 1920, il fonde l'École des sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal et en prend la direction. Dans ses travaux, il prône un nationalisme économique et le développement de l'enseignement des sciences économiques et administratives, afin que le Québec soit capable de gérer ses ressources naturelles. Pour le gouvernement de la province de Québec, il préside deux commissions d'enquête: la Commission des assurances sociales, de 1930 à 1932, et la Commission d'enquête sur la fiscalité, de 1937 à 1940.

27. *Le Devoir* du 27 avril 1939, à la page 2, ne permet pas de dire exactement si c'est le député de Québec-Centre (M. Hamel) qui a dit cette phrase.

28. L'an dernier, le gouvernement a perçu \$20,000,000 de plus que l'année précédente, selon *L'Événement-Journal* du 27 avril 1939, à la page 10.

29. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Télesphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était Orateur de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

30. Le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) habite alors une belle demeure sur le boulevard Pie-IX.

31. *L'Événement-Journal* du 27 avril 1939, à la page 10, indique ici que le député d'Iberville (M. Lamoureux) s'était alors tourné vers l'opposition libérale et le Parti national.

32. Voir note 1.

33. En 1916, *La Presse*, de son côté, est plongée dans le drame de la succession de son propriétaire, Trefflé Berthiaume qui s'est éteint l'année précédente. Ce décès lance une longue querelle de famille, pleine de péripéties extraordinaires qui ne se terminera qu'en 1961 avec le triomphe du gendre de Berthiaume, on disait aussi "le gendre de *La Presse*", Pamphile du Tremblay. L'ancien typographe avait peu confiance dans les talents d'administrateur de ses enfants, et de son fils aîné Arthur en particulier. Dans son testament, il lègue son journal à ses enfants, et nomme son fils aîné fiduciaire, mais il l'entoure de deux autres fiduciaires, ses hommes de confiance, l'avocat Zénon Fontaine et le notaire J.-R. Rainville. C'est une sorte de mise en tutelle. Les autres membres de la famille, Édouard, Eugène et Angéline, épouse de Pamphile du Tremblay, acceptent à contrecœur les dernières volontés de leur père, mais ils n'ont pas dit leur dernier mot. Ils chercheront par tous les moyens à récupérer leur bien. Par ailleurs, la querelle se déroule sur un plan politique. Trefflé Berthiaume avait juré un appui indéfectible aux chefs libéraux tant à Québec qu'à Ottawa, et à Wilfrid Laurier en particulier; son décès remet en question la fidélité du journal au Parti libéral. Arthur Berthiaume et Zénon Fontaine sont proches des conservateurs et du Tremblay est un

libéral notoire. Ce dernier mettra sept ans pour accéder au conseil de tutelle et devenir maître de *La Presse*.

34. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

35. *Le Canada* du 27 avril 1939, à la page 10, rapporte que la loi est alors adoptée en troisième lecture sur le même vote de 19 à 50, avec le député d'Arthabaska (M. Gagné) de l'Union nationale qui vote pour la quatrième fois, en ce même jour, du côté de l'opposition.

36. Il est alors 11 h 30, selon *La Patrie* du 27 avril 1939, à la page 4.

37. Par politesse, *Le Soleil* du 27 avril 1939, à la page 10, n'écrit pas le mot "fiche", mais seulement "f..."

38. Voir note 1.

39. Le bill est adopté en moins d'une heure, selon *Le Soleil* du 27 avril 1939, à la page 3.

40. Voir note 1.

## Première séance du jeudi 27 avril 1939

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 11 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Municipalités scolaires  
de Val-d'Or

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), la permission de présenter le bill 96 relatif aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val-d'Or.

Accordé. Le bill est lu une première fois

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Élections municipales  
du 15 mai 1939

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), la permission de présenter le bill 97 relatif aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939.

Accordé. Le bill est lu une première fois

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois à la présente séance.

## Le fascisme

**M. Fitch (Montréal-Saint-Louis):** Je me lève, dit-il, pour dénoncer la propagande haineuse très étendue représentant la majorité des habitants de cette province, son gouvernement et plusieurs hommes d'État comme fascistes ou ayant des tendances ou des sympathies pour le fascisme.

La presse aux États-Unis, en Angleterre et même dans d'autres provinces du Canada a mené une campagne systématique tendant à nous représenter comme des fascistes ou des amis en puissance du fascisme. La réputation de fasciste et de tendance fasciste que l'on a faite à notre province à l'étranger nous cause un tort considérable. Il est à ma connaissance qu'à la suite de cette fausse description, un certain nombre d'industries importantes qui songeaient sérieusement à s'établir dans la province de Québec considèrent maintenant le projet de se rendre en Ontario. Des industriels éminents, qui ont fui les pays fascistes et sont venus dans notre province, hésitent maintenant à investir leurs capitaux ici parce qu'ils craignent de se retrouver en pays fasciste. Ces articles nuisent économiquement et financièrement à la province de Québec!

Les actes et les écrits de certaines gens, de même que les activités de certains groupes, contribuent à répandre la légende que beaucoup de citoyens de la province de Québec ont une tendance vers le fascisme et le nazisme. Les revues et les journaux les plus sérieux des États-Unis, comme l'importante revue *Foreign Affairs*, et le *New York Times* ont même publié des articles et des commentaires sur ces gens et ces groupes. Il (M. Fitch) cite des extraits de l'article "L'embryon du fascisme dans Québec" paru dans la revue américaine *Foreign Affairs*. Cet article, dit-il, parle du Parti national social chrétien d'Adrien Arcand et dit ceci au sujet de M. T.-D. Bouchard: "Récemment, M. Bouchard, chef de la petite opposition libérale dans la Législature, a déclaré qu'en outre de ces groupes connus, il y a une organisation fasciste secrète qui comprend même des hauts personnages du gouvernement actuel." Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) nous indiquera sans doute quels sont les hauts personnages qui sont des officiers fascistes dans la province de Québec?

Un professeur de journalisme de l'Université Columbia a publié un article dans le *New York Times* à l'effet que les provinces de l'Alberta et du Québec

sont les deux seuls points obscurs sur le continent, la première imprimée en rouge, et la seconde en noir, sur la carte géographique qui accompagnait son article.

Il ne m'appartient pas de défendre la grande majorité canadienne-française, mais comme citoyen de cette province, je veux que justice soit rendue à tout le monde. Appartenant à une race à laquelle les gouvernements fascistes et nazis ont déclaré la guerre, c'est mon devoir de dénoncer les accusations grossièrement exagérées qui ont été portées contre le Québec.

Le prétendu Parti national social chrétien n'a rien de national, ni de social, ni de chrétien; ce parti n'a qu'une influence insignifiante par le nombre de ses membres et ne reflète en rien les vues ou la mentalité du peuple de la province de Québec. Le chef du Parti national social chrétien reçoit des finances directement de l'Allemagne. Le gouvernement du Québec a, poursuivit-il, refusé d'accorder une situation à un haut directeur du parti et en a destitué un autre.

Il (M. Fitch) condamne Adrien Arcand<sup>1</sup> et son groupe, parlant aussi de Gabriel Lambert<sup>2</sup> et de Maurice Scott<sup>3</sup>. Il existe dans la métropole, poursuit-il, des officines d'espionnage fascistes. Il donne l'adresse d'organisations fascistes et nazistes de Montréal et d'officines d'espionnage. Le quartier général du parti fonctionne sous le déguisement d'une agence de placement de domestiques. Il (M. Fitch) donne le nom de Mlle Vallée, son adresse et son numéro de téléphone; à cette enseigne, déclare-t-il, on peut se procurer à bon compte des uniformes fascistes et nazistes. Dans mon comté, il se trouve l'école de journalisme nazi, tandis que l'école des officiers de la garde de fer, *Iron Guards*, est située rue Saint-Denis. (Il reproduit des photographies montrant les légionnaires en uniforme écoutant un discours d'Hitler).

Plusieurs personnes qui appartiennent à des groupes fascistes et nazistes de Montréal ont prêté, il y a quelques années, serment d'allégeance au roi, et s'engagent maintenant par serment à travailler en faveur de la révolution fasciste ou hitlérienne.

En violation des lois, ces gens reçoivent de la littérature de propagande de l'Allemagne ou de l'Italie, et le gouvernement fédéral tolère cette propagande par le ministère des Postes. Il y a à Montréal au moins 15 organisations illégales de ce genre. La *Casa d'Italia*, rue Jean-Talon, dans le comté de Laval, est une officine de propagande fasciste. Sous prétexte de faire connaître les beautés de Dante ou de Pétrarque, on encourage la propagande fasciste.

Le fascisme est la défense d'un non-sens par la violence. Je ne crois pas que notre population canadienne-française se laisse entraîner dans ces doctrines néfastes et subversives. La majorité, tout comme la minorité, est démocrate de vieille souche. Nous voulons vivre en paix dans la justice. La grande majorité des Canadiens français, l'importante minorité anglaise, la minorité juive et tous les autres éléments qui forment notre peuple s'opposent à toute dictature, qu'elle vienne de droite ou de gauche. Il n'y a pas de place chez nous pour le fascisme, le nazisme ou l'antisémitisme. Le Canadien français est réputé pour son bon sens, son amour de la paix, de la stabilité et de la justice: il n'y a aucun danger pour que les doctrines subversives, que quelques personnes veulent prêcher, aient quelque chance de réussir dans notre province.

Je suis également, dit-il, contre le communisme, et je veux que l'on s'achemine vers le progrès et non vers l'abîme.

(Applaudissements)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande au député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) de me passer les articles qu'il a cités dans *Foreign Affairs* et *New York Times* afin que je puisse, dit-il, faire les rectifications nécessaires.

Je demande au premier ministre si je peux répondre plus tard et commenter les propos du député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch)<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** accepte<sup>5</sup>.

#### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose par voie d'amendement, appuyé par le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, déclare qu'elle a un droit indiscutable d'obtenir des renseignements exacts et complets sur l'emploi des deniers publics et sur la gestion de chacun des ministères, et regrette que le gouvernement refuse de lui donner ces renseignements."

Il est impossible à l'opposition d'accomplir son devoir parfaitement si on ne lui fournit pas tous les renseignements qu'elle demande. Nous avons posé 95 questions et le gouvernement n'a pas répondu à ces questions. Nous voulons protester contre cette façon d'agir. Si l'opposition ne peut avoir les renseignements dont elle a besoin, elle ne peut faire une critique complète de la politique du gouvernement. C'est son rôle constitutionnel de scruter les actes administratifs, de poser des questions pour mieux les étudier, et le gouvernement se doit de répondre. Il y a certainement négligence de la part du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il y a un gouvernement qui a donné des renseignements à l'opposition, c'est bien le gouvernement actuel.

(Rires)

Le gouvernement s'est fait un devoir de donner tous les détails que l'opposition a voulu avoir. Nous ne nous contentons pas de donner des renseignements, mais nous fournissons des documents que nous ne sommes pas obligés de produire. Bien plus, le premier ministre a plusieurs fois offert à des députés de l'opposition d'avoir accès à des filières de l'administration. Dans les autres Parlements britanniques, on se contente généralement de dire qu'il n'est pas dans l'intérêt public de répondre aux questions. C'est ce que l'on a répondu, à Ottawa, au sujet d'une question à propos du prêt agricole. Ici, à Québec, nous répondons à toutes les questions importantes et nous avons donné à l'opposition tous les renseignements dont elle avait besoin.

Cette motion n'est pas basée sur les faits. Elle doit être déclarée hors d'ordre. Répondre à la plupart des questions de l'opposition n'est pas, du reste, dans l'intérêt public.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** cite plusieurs documents, comme la lettre de Simon Lapointe, que le gouvernement devait déposer et qu'il n'a pas fournis. Le gouvernement, dit-il, devrait au moins répondre que ce n'est pas dans l'intérêt public quand il ne veut rien dire de ce qu'on lui demande.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je seconde la motion du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Le Parti national, dit-il, a posé sept questions et le gouvernement n'a répondu qu'à une seule.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bélanger, Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Turcotte, 14.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Coonan, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tremblay, Trudel, 55.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et, en conséquence, se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille six cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des écoles techniques ou professionnelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-et-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers de Rouyn, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dispensaires de gardes-malades, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds des écoles élémentaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national des Laurentides, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour atelier d'échantillons à Val-d'Or, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national de la Gaspésie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-et-seize mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement agricole, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour grande culture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des plantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publicité-service de, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

sociétés d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi relative à la radiodiffusion dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Le fascisme

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je viens de prendre connaissance des documents cités par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) dans son discours. Je dois d'abord déclarer que l'assertion faite par le *Foreign Affairs* est complètement fausse et contraire aux faits. Jamais je n'ai dit que nous avions dans la province une organisation fasciste secrète. Quand j'ai parlé d'une société secrète en cette Chambre, je n'ai pas mentionné une organisation fasciste. Nous avons, dans la province, une société politique secrète qui est bien connue parce qu'un procès retentissant à Montréal en a révélé l'existence. Il en a été question dans les journaux.

J'ai entendu avec assez d'étonnement le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) dire qu'il n'y a pas de fascisme dans la province et donner, ensuite, les adresses des quartiers à Montréal où s'effectue la distribution des uniformes et décrire toute l'organisation que possèdent les fascistes.

Celui qui a écrit cet article dans *Foreign Affairs* s'est trompé du tout au tout. Je nie ce qu'a affirmé cette revue! On a voulu faire de la politique avec cette question en reprochant au gouvernement fédéral de combattre le fascisme et de ne pas s'occuper du communisme.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) dit qu'il appartient au fédéral de combattre le fascisme. La province a voté une loi du cadenas pour combattre le communisme. Le gouvernement a raison de combattre le communisme, mais s'il peut combattre le communisme, pourquoi ne pourrait-il pas combattre également le fascisme et le nazisme<sup>6</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Malheureusement, aux États-Unis et en Angleterre,

une rumeur a été publiée à l'effet que la province de Québec était sous l'empire du fascisme ou du nazisme. Je crois qu'il est bien peu sage et que c'est rendre un mauvais service à sa province que de donner de l'importance à quelques personnes isolées qui prêchent ces doctrines, sans aucune chance de succès, et qui répugnent à notre mentalité et à notre manière de voir. Le gouvernement a bien défini ses positions: la province de Québec est trop attachée à sa Constitution et à son autonomie pour verser dans ces doctrines qui répugnent à nos traditions et institutions.

Je dis que notre Constitution et notre autonomie sont incompatibles avec le communisme, le nazisme et le fascisme. Je regrette que les chefs libéraux dans cette province aient contribué à répandre cette légende en disant partout que le fascisme est plus dangereux que le communisme en cette province. Les chefs du Parti libéral savaient bien qu'il n'y a aucun danger de fascisme dans notre province, mais que l'unique danger est le communisme contre lequel nous avons lutté et luttons encore. Quant aux commérages auxquels on a fait allusion, ils sont plus nuisibles à ceux qui les font qu'à ceux qui en sont victimes.

Je suis surpris qu'aux États-Unis il y ait un professeur aussi peu renseigné pour écrire un article aussi peu sérieux, comme je suis surpris de voir qu'en Angleterre il y ait des gens qui croient une telle chose. Le professeur américain, cité par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch), ne doit pas enseigner grand-chose de vrai à ses élèves! Que les gens des États-Unis et de l'Angleterre s'appliquent à régler leurs propres problèmes, qu'ils arrêtent le lynchage; nous n'avons pas de lynchage ici dans la province.

En Angleterre, c'est la même chose: que l'on s'occupe de régler les problèmes auxquels on a à faire face et le Québec en fera autant. On ne devrait pas faire écho à ces articles.

Dans la province de Québec, la population est irrévocablement opposée aux théories d'Hitler ou aux méthodes de Mussolini. Ce n'est pas nécessaire d'être un expert en affaires étrangères pour comprendre que si les Allemands sont satisfaits d'Hitler, c'est leur affaire, mais que Hitler ne fait certainement pas l'affaire du monde et certainement pas l'affaire de la province. Je dis que ceux qui font écho à cette légende ne sont pas renseignés et qu'ils ne devraient pas occuper les positions élevées qu'ils ont.

Et je profite de l'occasion pour unir ma voix à celle de ceux qui ont exprimé leur réprobation

contre ces théories. Je suis heureux de constater qu'il y a, au nom de la démocratie, une opposition internationale contre Hitler et Mussolini. Notre province se joint à cette opposition. Notre province n'a rien à voir avec ces mouvements, nous sommes dans un système démocratique et nous avons l'intention d'y rester.

Je dénonce le fascisme et le nazisme et toute tentative de nous faire passer comme tel. Nous n'avons pas plus de place pour le nazisme ou pour le fascisme que pour le communisme.

**M. Bastien (Berthier)** veut répliquer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte. Il n'y a pas de débat, dit-il.

**M. l'Orateur:** C'en est assez pour ce débat. Reprenons l'étude du budget supplémentaire.

#### Voies et moyens

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1939, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$4,853,340.00.

Adopté.

2. Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1940, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$30,479,124.49.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### Loi des subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** demande la permission de présenter le bill 33 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1939 et le 30 juin 1940, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Succession Charles Wilson

**M. Bulloch (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

Adopté.

#### En comité:

**M. Hamel (Québec-Centre):** Est-il exact que certains héritiers bénéficient de la pension de vieillesse?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne le sais pas personnellement. Ce n'est pas mon habitude de faire des affirmations sans en être sûr.

Il (l'honorable M. Duplessis) fournit quelques explications sur le bill.

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Bulloch (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



**James S. Fontaine**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James S. Fontaine au nombre de ses membres après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Ducharme (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de Courville**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec.

Adopté.

**En comité<sup>7</sup>:**

**M. Marcoux (Québec):** Je m'objecte à cette loi. Je trouve étrange qu'on soumette ce bill à la dernière minute.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je m'objecte à cette loi. Il donne lecture d'une lettre du secrétaire de la ville de Montmorency qui s'oppose à cette mesure.

**M. Marcoux (Québec):** Il n'y a rien qui presse d'adopter cette loi immédiatement, puisqu'elle ne doit entrer en vigueur que dans cinq ans.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté un amendement. L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division et adopté sur division.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Remboursement de droits:****Saint-Vincent-de-Paul,  
Laval**

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Tellier), que les honoraires payés pour le bill 163 relatif à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

**Sociétés  
coopératives agricoles**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65 pour aider les sociétés coopératives agricoles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Qu'un fonds annuel de cent cinquante mille dollars soit créé, et que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, puisse l'affecter à des garanties ou avances aux sociétés coopératives agricoles organisées en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1925, chapitre 57) ou de la loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1925, chapitre 254).

2. Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, les sommes requises pour le paiement total ou partiel de ces dépenses extraordinaires.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill a-t-il quelque analogie avec le bill concernant la Coopérative fédérée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sont deux choses différentes. Le gouvernement avait l'habitude de garantir des octrois à des crémeries et à des coopératives, mais il a été représenté que cela n'était pas régulier. Le bill demande l'autorisation de garantir des octrois jusqu'à \$150,000 pour venir en aide aux coopératives agricoles et ratifie aussi ceux qui ont été consentis dans le passé.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 65 pour aider les sociétés coopératives agricoles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 pour aider les sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>9</sup>:

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que tous les cultivateurs peuvent avoir des subsides, qu'ils soient bleus ou rouges, ou est-ce simplement le privilège des partisans de l'Union nationale?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Nous n'avons jamais considéré si les cultivateurs étaient bleus ou rouges. Nous n'avons pas de préférence pour qui que ce soit, et nous allons continuer cette politique. Les octrois vont être donnés à tous les groupements comme par le passé.

Les articles 1 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Construction de logements salubres

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de permettre aux municipalités d'accorder des privilèges à ceux qui veulent se prévaloir de la loi fédérale relative à la construction de maisons d'habitation à loyer modéré. Toute corporation municipale ou scolaire pourra consentir à toute société de logements à dividende limité les commutations remises et exemptions de taxes et d'impôts requises par la loi fédérale.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### District judiciaire de Gaspé

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 concernant le district judiciaire de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Conseil d'agriculture

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 62 modifiant la loi concernant le conseil d'agriculture.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 27 avril 1939

##### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Droits sur les successions

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 98 modifiant la loi des droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>10</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de régler une situation qui prête à certains abus. Lorsque quelqu'un paie des droits de succession, les héritiers ont 30 ans pour réclamer des rajustements du gouvernement dans le cas où il a payé plus qu'il ne fallait. C'est trop long. Nous disons dans cette loi qu'il n'aura plus qu'un an. En 12 mois, une personne a le temps nécessaire pour voir à ses affaires dans des cas de ce genre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cette loi n'a pas de sens commun. La couronne n'a pas de limite dans la prescription, et voilà que, pour des successions, on veut réduire tout d'un coup à un an celle que les citoyens avaient pour 30 ans. Je dis que ceci est un bill exorbitant. Dans nombre de cas, l'administration des successions est excessivement difficile et longue. Si l'on n'est pas satisfait de la prescription trentenaire, on pourrait toujours donner aux citoyens 5 ou 10 ans.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le gouvernement ne devrait pas avoir peur de rembourser ce qu'il doit, même après un an. Il arrive des cas où les héritiers n'ont pu, dans l'espace d'une année, voir à leurs affaires; si l'héritier est en voyage ou s'il est malade, le délai d'un an ne lui laisse pas grand temps pour régler toutes ses affaires et, souvent, les successions sont bien compliquées. Le gouvernement ne devrait pas nous demander de légaliser un procédé par lequel l'argent est extorqué.

**Des députés:** Adopté! Adopté!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Y a-t-il plusieurs causes pendantes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Deux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Alors, pourquoi, s'il n'y a que deux causes pendantes, passer une loi spéciale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est en quoi. Si ce n'est pas plus important que cela, je ne comprends pas que l'opposition veuille tant s'y objecter. Nous avons besoin d'argent pour les pensions de vieillesse, le crédit agricole, nos lois sociales. Des prescriptions de 30 ans, c'est bon pour les négligents.

On dit: "Si l'héritier est malade ou absent". Dans ce cas, un héritier qui n'est pas négligent a toujours son procureur qui peut voir à ses affaires.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pourquoi le gouvernement prendrait-il parti contre ses administrés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement doit administrer en vue du bien de la province.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Mais il lui faut protéger ses administrés d'abord et, quand il a prélevé injustement des droits de succession, il doit les remettre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans un an, un homme a tout le temps voulu pour s'occuper de ses affaires.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est l'un des bills les plus extraordinaires de cette session. Le gouvernement nous demande, à la fin de la session, de passer une loi pour régler certaines questions épineuses qui embarrassent le gouvernement. Il vient aux dernières heures de la session nous demander de l'adopter, en ne nous laissant que quelques minutes pour l'étudier. On vient à peine de nous le remettre.

Les successions, on sait ce que c'est. Il y a toujours plusieurs intéressés. Il arrive parfois que des erreurs ne sont découvertes qu'après quelques années; des faits fréquents démontrent que le gouvernement peut percevoir illégitimement des argents qui doivent revenir aux administrés. D'ailleurs, la prescription devrait être la même que pour les créances ordinaires: les comptes ordinaires et les billets promissaires ont une prescription de cinq ans.

Le premier ministre prétend que le gouvernement ne peut conserver indéfiniment les documents. Le gouvernement n'a pas le droit de se départir des documents publics. Il doit les consigner dans les archives assez longtemps. On doit pouvoir y avoir recours pendant quelques années. Et, lorsque le gouvernement a obtenu, par erreur, de l'argent qui ne lui appartient pas, il doit le remettre. Je regrette que

nous ayons un gouvernement de confiscateurs, car c'est là un bill de confiscation des droits des citoyens de cette province qu'on nous présente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est vraiment étonnant d'entendre parler de confiscation de la part du chef de l'opposition. S'il est un régime qui a confisqué les droits des citoyens, c'est bien l'ancien régime dont faisait partie le chef de l'opposition. L'ancien régime confisquait les documents, mais au profit du parti. À la suite des élections générales de 1931, on a passé une loi abolissant toute prescription pour l'argent des plaideurs, et non pas comme nous faisons aujourd'hui dans l'intérêt de la province, mais bien dans l'intérêt du parti taschereautiste. L'ancien régime confisquait les dépôts des personnes qui avaient contesté les élections! Les salaires, ce sont des choses importantes. Et pourtant, ils se prescrivent par six mois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, par une année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'est pas au courant de la loi. Nous venons d'adopter des amendements à l'effet que les salaires réclamés en vertu des conventions collectives de travail ne se prescrivent pas pour six mois, par exemple. Il y en a aussi pour trois mois.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**Des députés de l'opposition** refusent d'adopter le bill.

**M. l'Orateur** en appelle aux députés.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Caron, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis,

Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Raynault, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 51.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 122 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 158 modifiant la charte de la ville de East Angus;
- bill 166 changeant le nom de "Le Refuge Dom Bosco" en celui de "Institut Saint-Jean Bosco".

#### Demandes de documents<sup>11</sup>:

##### Montants du gouvernement fédéral

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Combien le gouvernement provincial a-t-il reçu du gouvernement fédéral pour travaux remédiateurs au chômage, secours directs, travaux publics quelconques, aide à la jeunesse, subsides fédéraux, pension de vieillesse, diminution des traverses à niveau pour la route Trans-Canada:

- a. Pour l'année financière 1936-1937?
  - b. Du 1<sup>er</sup> juillet 1937 au 31 décembre 1938?
- Adopté.

##### Montants alloués pour le service intérieur et pour le service extérieur

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quel était le montant total payé mensuellement en salaires par le gouvernement provincial, pour le service intérieur et pour le service extérieur:

- a. Au 1<sup>er</sup> juillet 1936?
  - b. Au 1<sup>er</sup> juillet 1937?
  - c. Au 1<sup>er</sup> juillet 1938?
- Adopté.

##### Policiers engagés par le gouvernement

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Combien d'officiers ou d'hommes de police de toutes catégories le gouvernement a-t-il engagés depuis le 26 août 1936 à date, dans le corps de la Sûreté provinciale, de la police de circulation, de la police des liqueurs et de la police des pêcheries et de la chasse?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé en salaires à tels officiers ou hommes de police pendant la même période?

Adopté.

#### Questions et réponses:

##### Dépenses de voyage

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Quel était le coût total des dépenses de voyage, pour chaque département de l'administration?

- a. Pour l'année se terminant le 30 juin 1936?
- b. Pour l'année se terminant le 30 juin 1937?

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon):** a. et b. Voir les *Comptes publics* 1935-1936 et 1936-1937.

##### Contrat accordé à Jos. Murdock

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Un contrat a-t-il été accordé, au cours de l'année 1938, dans la municipalité de Shipshaw, à M. Jos. Murdock?

2. Ce contrat a-t-il été accordé après demande de soumissions publiques dans des journaux?

3. Quel a été le prix que le gouvernement a consenti à payer à M. Murdock pour l'exécution de ce contrat?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

1. Oui, pour transport de gravier.

2. Non.

3. \$0.50 la verge cube, ce prix comprenant le chargement, le transport, le déchargement du gravier et autres travaux accessoires.

#### **Achat de chlorure de calcium**

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** 1. Le ministère provincial de la Voirie a-t-il acheté du chlorure de calcium pour livraison durant le cours de l'année 1939?

2. Dans l'affirmative: Quelle quantité a été achetée par l'intermédiaire de quelle agence?

3. Quel est le prix ou quels sont les prix convenus?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

1. Non.

2. et 3. Répondu au no 1.

#### **Quantité de chlorure de calcium**

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** 1. Quelle quantité de chlorure de calcium le ministère provincial de la Voirie a-t-il achetée, pendant le cours de l'année 1938?

2. De qui a-t-il acheté, à quelles dates et de quelle agence?

3. Quel est le prix ou les prix payés pour les quantités achetées?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

1. 9,287 tonnes.

2. De Brunner Mond Canada Limited; en avril, mai et juin 1938; par l'entremise de Consumers Chemical Limited et de Winn & Holland.

3. \$25 la tonne pour 9,246.6 tonnes - \$29 la tonne pour 25.4 tonnes - \$29.27 la tonne pour 15 tonnes.

#### **Chemin conduisant de Mont-Joli au Sanatorium**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Le gouvernement de la province a-t-il fait ou commencé

à faire construire ou réparer un chemin conduisant de Mont-Joli au sanatorium actuellement en construction, dans le comté de Matane, ou a-t-il contribué à la construction ou à la réparation dudit chemin?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Combien le gouvernement a-t-il dépensé, du 26 août 1936 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1939, pour la construction ou la réparation de ce chemin?

b. Quelle longueur de chemin a-t-il fait réparer ou construire?

c. Le gouvernement a-t-il en main des comptes, factures ou réclamations non payés?

3. Si oui: a. Quels sont les montants de ces comptes, factures ou réclamations?

b. À quelles personnes, sociétés ou corporations sont-ils dus?

c. Quel est le détail et le montant, dans chaque cas, de ces comptes, factures ou réclamations impayés?

4. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour la construction ou la réparation du chemin plus haut mentionné?

5. Si oui: a. Quelles personnes, sociétés ou corporations ont soumissionné?

b. Quel a été le montant de chacune des soumissions?

c. À qui et à quelles conditions le contrat a-t-il été accordé?

6. Si le gouvernement n'a pas demandé de soumissions:

a. Quelles personnes, sociétés ou corporations ont construit ou réparé ledit chemin, ou commencé lesdits travaux?

b. À quelles conditions les travaux ont-ils été exécutés, en tout ou en partie?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

1. Oui.

2. a. \$12,639.15.

b. 7,400 pieds.

c. Non.

3. Répondu au no 2c.

4. Non.

5. Répondu au no 4.

6. a. À la Cie d'Entreprises de Mont-Joli.

b. À des prix unitaires fixés par les ingénieurs du département.

#### **Adrien Masse, employé du gouvernement**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. M. Adrien Masse, Sainte-Gertrude, comté de Nicolet, a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1938?

2. Dans l'affirmative: *a.* Quel est son salaire?
- b.* Combien a-t-il retiré à date?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

1. Oui.

2. *a.* \$0.30 l'heure lorsqu'il travaillait comme cantonnier et \$0.55 la verge cube lorsqu'il transportait du gravier.

*b.* \$83.10.

**Route de gravier,  
comté de Nicolet**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Le gouvernement a-t-il recouvert de gravier la route nationale dans les paroisses de Saint-Grégoire, Saint-Célestin et Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet?

2. Le travail a-t-il été fait à la journée ou au contrat?

3. S'il a été fait par contrat, à quel prix le contrat a-t-il été accordé?

4. À qui le ou les contrats ont-ils été accordés?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

1. Oui.

2. Au contrat.

3. \$0.997 la verge cube; ce prix étant basé sur une distance moyenne de charroriage de 9.95 milles, et comprenant l'achat, le chargement, le transport, le déchargement, l'épandage du gravier et autres travaux requis.

4. Adrien Massé.

**Pierre Cassée, comté de Nicolet**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Le gouvernement a-t-il fait casser de la pierre à Saint-Léonard, comté de Nicolet, durant l'hiver 1937-38?

2. Dans l'affirmative: Ce travail a-t-il été fait par contrat?

3. Si le travail a été fait par contrat, à qui ce contrat a-t-il été donné et à quel prix?

**L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):**

1. Non.

2. et 3. Répondu au no 1.

**Bois vendu au gouvernement  
par Ferdinand Santerre**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. M. Ferdinand Santerre, de Rimouski, a-t-il vendu du bois au gouvernement de la province?

2. Si la réponse est affirmative:

*a.* Quelle quantité de bois a-t-il vendu?

*b.* Quel prix le gouvernement a-t-il payé?

*c.* Des soumissions ont-elles été demandées?

*d.* Qui a payé le "freight" pour le charroriage et le transport de ce bois?

*e.* Quel a été le coût du "freight"?

3. Ce bois a-t-il été employé à la construction de la route Portneuf-Baie-Comeau?

4. Si la réponse est affirmative, le coût de ce bois est-il compris dans la subvention accordée ou dans le montant payé par le gouvernement pour la construction de cette route?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Oui.

2. *a.* D'après le rapport de nos officiers, la quantité de bois livré et accepté est de 759,129 pieds.

*b.* \$40 et \$45 le mille pieds.

*c.* Non.

*d.* M. Ferdinand Santerre.

*e.* Nous ne pouvons l'établir vu que c'est M. Santerre qui l'a payé.

3. Oui, pour la majeure partie.

4. Oui, pour la majeure partie.

*a.* D'après le rapport de nos officiers, la quantité de bois livré et accepté est de 759,129 pieds.

Route Portneuf-Baie Comeau: 747,032 à \$40.

Re: Pont Rivière-Rapide: 12,097 à \$45.

**Chemin Saint-Jean de Cherbourg,  
comté de Matane**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Le gouvernement de la province a-t-il fait ou commencé à faire construire ou réparer un chemin communément appelé Saint-Jean de Cherbourg, dans le comté de Matane, ou a-t-il contribué à la construction ou à la réparation dudit chemin?

2. Si la réponse est affirmative:

*a.* Combien le gouvernement a-t-il dépensé, du 26 août 1936 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1939, pour la construction ou la réparation de ce chemin?

*b.* Quelle longueur de chemin a-t-il fait réparer ou construire?

*c.* Le gouvernement a-t-il en main des comptes, factures ou réclamations non payés?

3. Si oui: *a.* Quels sont les montants de ces comptes, factures ou réclamations?

*b.* À quelles personnes, sociétés ou corporations sont-ils dus?

*c.* Quel est le détail et le montant, dans chaque cas, de ces comptes, factures ou réclamations impayés?

4. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour la construction ou la réparation du chemin plus haut mentionné?

5. Si oui: *a.* Quelles personnes, sociétés ou corporations ont soumissionné?

*b.* Quel a été le montant de chacune des soumissions?

*c.* À qui et à quelles conditions le contrat a-t-il été accordé?

6. Si le gouvernement n'a pas demandé de soumissions:

*a.* Quelles personnes, sociétés ou corporations ont construit ou réparé ledit chemin, ou commencé lesdits travaux?

*b.* À quelles conditions les travaux ont-ils été exécutés, en tout ou en partie?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

Aucune route n'est connue sous le nom de Saint-Jean de Cherbourg.

#### **Chemin conduisant de Cherbourg-Ouest à Grosse Roche, comté de Matane**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Le gouvernement de la province a-t-il fait ou commencé à faire construire ou réparer un chemin conduisant de Cherbourg-Ouest à Grosse Roche, dans le comté de Matane, ou a-t-il contribué à la construction ou à la réparation dudit chemin?

2. Si la réponse est affirmative:

*a.* Combien le gouvernement a-t-il dépensé, du 26 août 1936 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1939, pour la construction ou la réparation de ce chemin?

*b.* Quelle longueur de chemin a-t-il fait réparer ou construire?

*c.* Le gouvernement a-t-il en main des comptes, factures ou réclamations non payés?

3. Si oui: *a.* Quels sont les montants de ces comptes, factures ou réclamations?

*b.* À quelles personnes, sociétés ou corporations sont-ils dus?

*c.* À qui et à quelles conditions le contrat a-t-il été accordé?

4. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour la construction ou la réparation du chemin plus haut mentionné?

5. Si oui: *a.* Quelles personnes, sociétés ou corporations ont soumissionné?

*b.* Quel a été le montant de chacune des soumissions?

*c.* À qui et à quelles conditions le contrat a-t-il été accordé?

6. Si le gouvernement n'a pas demandé de soumissions:

*a.* Quelles personnes, sociétés ou corporations ont construit ou réparé ledit chemin, ou commencé lesdits travaux?

*b.* À quelles conditions les travaux ont-ils été exécutés, en tout ou en partie?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

La définition de la demande est incomplète, vu le grand nombre de chemins dans ce canton.

Prière de mentionner de quel chemin il s'agit, donnant le rang et les lots.

#### **Construction d'une route entre le Lac-des-Aigles et Saint-Narcisse**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Le gouvernement contribue-t-il à la construction de la route entre le Lac-des-Aigles, canton Biencourt, et Saint-Narcisse, dans le comté de Rimouski?

2. Si la réponse est affirmative:

*a.* Pour quel montant le gouvernement y contribue-t-il?

*b.* Un contrat a-t-il été donné?

*c.* Des soumissions ont-elles été demandées?

*d.* Dans la négative, pourquoi le gouvernement n'en a-t-il pas demandé?

*e.* Quelles sont les personnes, sociétés ou corporations qui travaillent à la construction de cette route?

3. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé jusqu'au premier mars 1939 pour l'exécution de ces travaux?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Oui.

2. *a.* Nous payons ces travaux en entier.

*b.* Oui.

*c.* Oui et le contrat fut accordé au plus bas soumissionnaire.

*d.* Voir *c.*

*e.* La Cie Santerre Itée.

3. \$114,746.80 pour 24 milles de chemin gravelé.

#### **Joseph Cyr, Bonaventure**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. M. Joseph Cyr, de Bonaventure, a-t-il été à l'emploi du gouvernement au cours de l'été 1937?

2. Ce monsieur a-t-il été destitué une première fois et à quelle date?



3. Ce monsieur a-t-il été réinstallé et à quelle date?

4. Ce monsieur a-t-il été destitué une seconde fois et à quelle date?

5. Pour quelle raison a-t-il été destitué la première fois?

6. Pourquoi a-t-il été réinstallé?

7. Pourquoi a-t-il été destitué une seconde fois?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** 1. Oui.

2. Non, il a résigné.

3. 4. 5. 6. et 7. (Voir no 2).

#### **Contribution d'Ottawa aux travaux dans l'île Sainte-Hélène**

**M. Messier (Verchères):** Quel montant le gouvernement de la province de Québec a-t-il reçu du ministère fédéral du Travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1939 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1938, représentant la contribution du gouvernement d'Ottawa aux travaux et constructions effectués dans l'île Sainte-Hélène, à Montréal?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
(Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Montant dépensé par la province du 1<sup>er</sup> juillet 1936 au 1<sup>er</sup> mars 1939</i>	<i>Contribution du fédéral</i>
Entente 1936 .....	\$ 381,315.92	\$167,381.37
Entente 1937 .....	1,242,629.11	621,267.49
Travaux- secours .....	2,019,223.20	
<i>Mai 1938:</i>		
Entente fédérale du 20-08-38:		
30 % sur \$164,885.01 .....		49,465.50
Payé 20-10-38.		
<i>Juin 1938:</i>		
Entente fédérale du 20-08-38:		
25 % sur \$184,521.73 .....		46,132.93
Payé 20-10-38.		
Intérêt à 3 % sur argents payés par la province en attendant remboursement du dominion .....	8,591.70	.....
<i>Total</i> .....	\$3,651,759.93	\$884,247.29
Par la province .....	\$2,767,512.64	
Par le fédéral .....		\$884,247.29

#### **Contribution d'Ottawa aux travaux du Jardin botanique de Montréal**

**M. Messier (Verchères):** Quel montant le gouvernement de la province de Québec a-t-il reçu des autorités fédérales à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1936 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1938, représentant la contribution du gouvernement d'Ottawa aux travaux et constructions effectués au Jardin botanique, à Montréal?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
(Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Montant dépensé par la province du 1<sup>er</sup> juillet 1936 au 1<sup>er</sup> mars 1939</i>	<i>Contribution du fédéral</i>
Entente 1936 .....	\$ 324,333.04	\$135,404.38
Entente 1937 .....	675,000.00	337,500.00
Travaux- secours .....	3,019,575.91	
Intérêt à 3 % sur argents payés par la province en attendant remboursement du dominion .....	4,144.08	.....
<i>Total</i> .....	\$4,023,053.03	\$472,904.38
Par la province .....	\$3,550,148.65	
Par le fédéral .....		\$472,904.38

#### **Employés au bureau de chômage de New Carlisle**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Combien y a-t-il d'employés au bureau du chômage de New Carlisle?

2. Quels sont les noms de ces employés et quel salaire reçoivent-ils?

3. Y a-t-il parmi ces employés des personnes qui reçoivent d'autres salaires ou d'autres émoluments que ceux mentionnés plus haut?

4. Dans l'affirmative: Donnez les noms et les salaires additionnels de chaque personne qui en reçoit?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
(Voir la liste à la page suivante)

1. Nombre d'employés: 11.

2. Noms	Salaires
Ramier Alfred .....	\$100.00 par mois
Roy Ernest.....	24.00 par semaine
Lebouthillier John Ph.....	24.00 " "
Tremblay Gaston.....	21.00 " "
Bourdages Adelbert .....	21.00 " "
Leblanc Arnold .....	21.00 " "
Fennessy Peter .....	18.00 " "
Astles Ruby.....	15.00 " "
Boileau Patricia.....	15.00 " "
Briard Lydia.....	15.00 " "
Garrett Frank.....	6.00 " "

3. Non.

4. Répondu par le no 3.

#### Aline Vidricaire

**M. Bastien (Berthier):** 1. Mme Aline Vidricaire est-elle à l'emploi du gouvernement au département du Travail?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quand?

b. Dans quel service de ce département est-elle employée?

c. Quel est son salaire mensuel?

d. Par qui a-t-elle été recommandée?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

1. Non.

a. b. c. d. Répondu par 1.

#### Rapport de la Commission des accidents du travail

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. La Commission des accidents du travail a-t-elle fait un rapport au procureur général au sujet du paiement de compensations à M. Aurélien Thibeault?

2. Dans l'affirmative: À quelle date ce rapport a-t-il été fait au procureur général?

3. Ce rapport recommande-t-il de prendre des procédures contre M. Aurélien Thibeault?

4. Dans l'affirmative: Ces procédures ont-elles été prises conformément au rapport?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

1. Répondu par 3.

2. Le 22 février 1939.

3. Le rapport laisse au procureur général le soin de décider si les procédures doivent être prises.

4. Répondu par 3.

#### Demande et dépôt de documents:

##### Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par la prolongation et la consolidation des paroisses existantes

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quelle est la somme des argents dépensés du 1<sup>er</sup> juillet 1938 au 1<sup>er</sup> mars 1939, sous l'empire de la loi raffermissant le mouvement de la colonisation par la prolongation et la consolidation des paroisses existantes?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes, sociétés ou corporations à qui des montants ont été payés, sous l'empire de ladite loi?

3. Quels montants ont été payés à chacune de ces personnes, sociétés ou corporations?

Adopté.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)**

dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 32)

#### Plan Rogers-Bilodeau

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Y a-t-il plusieurs personnes de Mont-Joli, dans le comté de Matane, qui ont fait application auprès du gouvernement provincial pour bénéficier des avantages du plan Rogers-Bilodeau?

2. Quels sont les noms et prénoms de ces personnes?

3. Quels sont les noms et prénoms:

a. de ceux dont les applications ont été refusées?

b. de ceux dont les applications ont été acceptées?

Adopté.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 33)

#### Demandes de documents:

##### Acquisition d'armes, de munitions et de bombes lacrymogènes

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Le gouvernement, ou l'un de ses ministères, services, commissions ou offices, a-t-il fait l'acquisition d'armes, de munitions et de bombes lacrymogènes depuis le 26 août 1936 à date?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quelle sorte d'armes, de munitions ou de bombes lacrymogènes le gouvernement a-t-il achetées?

b. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces achats ont-ils été faits?

c. Quels sont les noms, prénoms ou raisons sociales, suivant le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?

d. Combien d'armes, de munitions ou de bombes lacrymogènes ont été achetées de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations?

Adopté.

#### **Travaux d'impression**

**M. Chaloult (Kamouraska)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Combien a reçu, pour travaux d'impression ou autres, le *Chronicle-Telegraph* ou l'imprimerie qui l'édite, pendant la présente année financière?

2. Combien a reçu, pour travaux d'impression ou autres, *L'Événement-Journal* ou l'imprimerie qui l'édite, pendant la présente année financière?

3. Combien a reçu, pour travaux d'impression ou autres, *L'Action Sociale limitée*, qui publie *L'Action catholique*, pendant la présente année financière?

Adopté.

#### **Conseil économique**

**M. Chaloult (Kamouraska)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Un Conseil économique a-t-il été institué par le gouvernement?

2. Si oui, quels en sont les membres et quel est leur traitement?

3. Sinon, quand se propose-t-il de l'établir?

**M. Drouin (Québec-Est):** Pourquoi on convertit cela en motion?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons plusieurs membres d'un Conseil économique dont nous avons jeté les bases.

(Rires)

La motion est adoptée.

#### **Employés au service intérieur du gouvernement**

**M. Chaloult (Kamouraska)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quel était le nombre des employés au service intérieur du gouvernement, lorsqu'il a pris le pouvoir au mois d'août 1936?

2. Quel en est le nombre maintenant?

3. Quel était le nombre des employés au service extérieur du gouvernement, lorsqu'il a pris le pouvoir au mois d'août 1936?

4. Quel en est le nombre maintenant?

5. Quel était, au mois d'août 1936, le nombre de femmes à l'emploi de l'État?

6. Quel est-il maintenant?

Adopté.

#### **Sanatorium, comté de Matane**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Le gouvernement fait-il construire ou contribue-t-il à la construction d'un sanatorium, dans le comté de Matane?

2. Si oui: Par quelles personnes, sociétés ou corporations, ce sanatorium est-il construit et à quelles conditions?

3. Par quelles personnes, sociétés ou corporations les travaux de plomberie et de chauffage sont-ils faits?

4. Quelle est l'adresse ou le principal lieu d'affaires de ces personnes, sociétés ou corporations?

5. De quelles personnes, sociétés ou corporations l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur achète-t-il les matériaux nécessaires pour la plomberie et le chauffage?

6. Quelle est l'adresse ou le principal lieu d'affaires de ces personnes, sociétés ou corporations?

7. Quelles personnes, sociétés ou corporations fournissent les portes et châssis pour ledit sanatorium?

8. Quelle est l'adresse ou le principal lieu d'affaires de ces personnes, sociétés ou corporations?

Adopté.

### **Compagnies de transport et de communication**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 86 assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Qu'un organisme de surveillance et de contrôle des diverses entreprises publiques énumérées à l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit créé par ladite loi sous le nom de "Régie provinciale des transports et communications".

Il sera composé de cinq régisseurs, dont un président et un vice-président, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixera leur traitement.

La Régie ne sera pas dissoute par suite de vacances, en quelque nombre que ce soit, parmi les régisseurs.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, pour aider les régisseurs, un secrétaire, des techniciens, des comptables, des commis et tous autres employés nécessaires, et fixer leur rémunération.

3. Que le procureur général pourra autoriser la Régie à retenir, à titre temporaire et aux conditions qu'il déterminera, les services d'autres personnes que ses employés réguliers.

4. Que toutes les dépenses de la Régie, y compris les traitements, salaires et gages des régisseurs et des personnes mentionnées aux articles 12 et 13 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que, à compter de la date où la Régie sera substituée à la Commission des tramways de Montréal en vertu de l'article 26 de ladite loi, la Compagnie des tramways de Montréal devra payer à la Régie, aux dates et en la manière que celle-ci déterminera, une somme de quarante mille dollars par année, à titre de contribution aux dépenses de la Régie au lieu des sommes qu'elle est actuellement

tenue de payer à la Commission des tramways de Montréal.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter les tarifs des honoraires et droits payables à la Régie sur les matières qui lui sont soumises et les procédures faites devant elle.

Dès qu'ils seront perçus, ces honoraires et droits seront transmis au trésorier de la province pour être versés au fonds consolidé du revenu.

Les tarifs de droits et honoraires adoptés en vertu de l'article 36 de la loi de la commission des services publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 17) s'appliqueront aux matières soumises à la Régie et aux procédures faites devant elle jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou modifiés par des tarifs adoptés en vertu du premier alinéa de la présente résolution.

En fixant ces honoraires, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, relativement aux entreprises existantes lors de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, tenir compte, dans la mesure et aux conditions qu'il croira justes, des honoraires payés par les propriétaires desdites entreprises à la Commission des services publics de Québec et fixer en conséquence les honoraires exigibles pour l'obtention de la nouvelle autorisation prévue par le deuxième alinéa de l'article 22 de ladite loi.

On sait qu'en 1917, le gouvernement d'alors, présidé par Sir Lomer Gouin, a nommé une commission pour étudier la question des tramways à Montréal. Cette enquête a abouti à la formation de la Commission des tramways, qui a été présidée, d'abord par M. Saint-Cyr, et qui est maintenant présidée par l'ex-juge Cusson. Cette commission, qui a aussi été présidée par M. Laurendeau, comprenait aussi le sénateur Beaubien<sup>12</sup>. Elle a fait un rapport sans consulter les autorités municipales et l'on a institué en permanence la Commission des tramways de Montréal. La Commission avait un appel à la Commission des services publics.

Aujourd'hui, nous abolissons les deux commissions pour les remplacer par un seul organisme: la Régie provinciale des transports et communications. Celle-ci aura juridiction sur les opérations de toutes les compagnies d'utilité publique, mais non sur les opérations des compagnies d'électricité, pour la production de l'énergie électrique qui sont sous la juridiction de la Régie de l'électricité.

La Commission des tramways coûtait aux citoyens \$65,000 par année à la ville de Montréal. À l'avenir, la ville paiera seulement \$40,000. C'est donc une réduction des dépenses considérable, dont

bénéficieront les citoyens, mais c'est aussi une garantie d'efficacité considérable. La Régie contribuera beaucoup à créer un système de transport logique et économique.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Qui aura juridiction sur les compagnies qui vendent du gaz d'éclairage?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Régie aura juridiction sur toutes les compagnies d'utilité publique sauf les compagnies d'électricité.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voilà un bill extraordinaire qui nous est présenté aux dernières heures de la session. On crée une nouvelle commission. Je ne sais pas comment cela pourra bénéficier aux usagers des tramways de Montréal.

C'est pourquoi je voterai contre le bill que je n'ai même pas eu le temps de lire.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sur division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Goudreau, Labbé, Labelle, Langlais, Larochelle, Layton, Leduc (Soulages), Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 50.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte, après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 86 assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>13</sup>:

Les articles 1 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. Les prix, taux et loyers exigés par un propriétaire d'une entreprise publique doivent être justes et raisonnables."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition vote contre un bill qui dit que les taux, prix et loyers exigés par le propriétaire d'une entreprise publique devront être justes et raisonnables!

L'article 16 est adopté.

Les articles 17 à 48 sont adoptés<sup>14</sup>.

Le comité étudie l'article 49, qui se lit comme suit:

"49. Le lieutenant-gouverneur en conseil est substitué à la Commission des services publics de Québec dans l'exercice des pouvoirs attribués à cette dernière en vertu de lois, contrats ou règlements antérieurs et qui ne sont pas spécialement attribués à la Régie par la présente loi; et il peut déléguer l'exercice de ces pouvoirs, en tout ou en partie, à toute personne, corps, tribunal ou autorité qu'il désigne."

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est ce qu'on appelle de la législation "While you wait". Il est impossible pour un homme sérieux d'étudier un projet de loi aussi important à ce rythme.

**M. le président:** Le député de Québec-Centre (M. Hamel) n'a pas à se plaindre, car si on m'avait demandé de lire les clauses, je les aurais lues.

L'article 49 est adopté.

L'article 50 est adopté.

Le comité étudie l'article 51, qui se lit comme suit:

"51. La présente loi entrera en vigueur le trente-unième jour après celui de sa sanction.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"51. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf pour les articles particuliers dont l'entrée en vigueur est expressément déterminée."

L'amendement est adopté.

L'article 51, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Questions et réponses:

### **Salaire lié au rachat des rentes substituées aux droits seigneuriaux**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Les traitements et salaires des officiers spéciaux et employés affectés à la détermination du capital requis pour le rachat des rentes substituées aux droits seigneuriaux, dans la province de Québec, ont-ils été fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil?

2. À quelle date ces salaires et traitements ont-ils été établis?

3. Quelles sont les personnes qui ont retiré des émoluments (sic) et traitements comme officiers et employés affectés à ces recherches?

4. Quelles sont les dépenses de voyage globales de ces officiers et employés?

5. Quelles sont les dépenses de voyage de chacun de ces officiers et employés?

6. À quelle date ces émoluments (sic), traitements et dépenses de voyage ont-ils été payés en tout ou en partie?

7. Y a-t-il des membres de l'Assemblée législative qui, en leur qualité d'officiers spéciaux, ont retiré depuis le 12 avril 1938 des émoluments, traitements et dépenses de voyage?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Les réponses à ces questions ont été données à l'honorable chef de l'opposition au cours des débats de cette Chambre pendant la présente session.

### **Municipalisation de l'électricité**

**M. Dansereau (Argenteuil):** 1. Y a-t-il des municipalités, dans la province, qui se sont prévaluées depuis le 20 mai 1937 des dispositions de la loi autorisant les corporations municipales à municipaliser l'électricité en établissant pour leur usage et celui des consommateurs un service de génération et de distribution d'électricité?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Ces questions sont du ressort de l'autonomie municipale.

### **Montants alloués à l'aide à la jeunesse**

**M. Bastien (Berthier):** Quels montants le ministère du Travail s'est-il engagé à payer à la

province de Québec en 1937 et 1938 en vertu du plan de l'aide à la Jeunesse?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Le ministère fédéral du Travail n'a rien payé à la province de Québec en 1937 et a payé un montant de \$97,945.29 en 1938, ce qui ne représente approximativement que le tiers des dépenses faites par le gouvernement de la province de Québec pour venir en aide à la jeunesse, en vertu de l'entente fédérale-provinciale, Québec assumant seul des dépenses d'administration et les dépenses capitales.

#### Montants octroyés aux sinistrés de Sainte-Thècle

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Quels montants ont été octroyés aux sinistrés de Sainte-Thècle, comté Laviolette, pour leur venir en aide à la suite de l'ouragan de 1938?

2. Le gouvernement a-t-il une liste des personnes auxquelles ces montants ont été distribués?

3. Dans l'affirmative, donner cette liste avec les montants payés à chaque personne?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. \$6,000.

2. Oui.

3. Euchariste Lesieur.....	\$350.00
Gédéon Proteau.....	200.00
Alfred Bacon.....	50.00
Adélard Bacon.....	25.00
Rosaire Magnan.....	275.00
Eléodore Davidson.....	100.00
Henri Dontigny.....	150.00
Aimé Robitaille.....	100.00
Vve Nap. Plamondon.....	200.00
Joseph Trudel.....	800.00
Arthur Lessard.....	100.00
Adonai Tellier.....	500.00
Arthur Plourde.....	300.00
Georges Cadotte.....	150.00
Eutrope Simard.....	25.00
Borromé Veillette.....	150.00
Adolphe Lefebvre.....	350.00
Alphée Vallée.....	75.00
Charles Jobin.....	200.00
Philippe Gervais.....	400.00
Wilbrod Lessard.....	50.00
Pierre Lavoie.....	25.00
Cyrille Lachance.....	200.00
Albert Béland.....	600.00

Octave Tellier, fils.....	\$300.00
Léopold Bacon.....	100.00
Dame Vve J. Roy.....	25.00
Alcide Dufresne.....	150.00
Nap. Dubois.....	50.00

Les montants ci-haut mentionnés ont été payés par un chèque de \$6,000 à l'ordre de monsieur l'abbé Maxime Masson, curé de Sainte-Thècle, qui nous a produit des pièces signées par chacune des personnes secourues, attestant qu'elles ont bien reçu le montant apparaissant en regard de leur nom respectif.

#### Droit de pêche sur le Lac Belley

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Des droits de pêche ou autres ont-ils été consentis par le gouvernement sur le Lac Belley, dans le comté du Lac-Saint-Jean?

2. Dans l'affirmative: À qui ces droits ont été consentis et pour quel prix?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** 1. Oui.

2. Au Club du Grand Lac Belley, à raison de \$60 par année.

#### Coopérative fédérée de Québec

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 sauvegardant les intérêts de la province relativement à la Coopérative fédérée de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>15</sup>:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à nommer, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, une personne chargée de vérifier les opérations administratives et financières de la Coopératives fédérée de Québec, et lui faire rapport.

"Ladite coopérative, ses directeur, officiers et employés sont tenus de fournir à cette personne les renseignements qu'elle requiert et de lui permettre et faciliter l'examen des livres, connaissances, commandes, factures, reçus et pièces quelconques dont elle désire prendre connaissance pour fins de vérification."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a dans la province une société qui s'appelle la Coopérative fédérée. Elle compte déjà plusieurs années d'existence et fut réorganisée alors que M. Perron était ministre de l'Agriculture. Le gouvernement a avancé ou garanti à cette société des sommes qui s'élèvent à plus de \$1,000,000. La Coopérative a organisé à Montréal la Société coopérative du lait. Elle nous a dit: "Nous avons besoin d'endroits où nos produits pourront être entreposés et placés en sécurité." À ce moment-là, la Société payait un loyer de \$15,000 à \$16,000 par année à la Lake of the Woods Company pour un entrepôt. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons jugé qu'il n'était pas sage de payer ce montant, car nous pouvions acquérir l'immeuble.

Cette propriété est située dans un endroit qui ne saurait être plus avantageux pour une entreprise de ce genre. Elle est située sur les quais, à Montréal, et bénéficie des moyens de communication fluviale et ferroviaire les plus effectifs. Le coût de la construction fut de \$1,000,000. Nous avons acquis toute la propriété pour \$275,000. Non seulement nous avons sauvé la différence entre \$275,000 et \$1,000,000, mais nous avons assuré la stabilité et la sécurité de l'entreposage des produits agricoles de la Coopérative. Nous avons acheté l'immeuble à un tel prix que, dans quelques années, le montant du loyer que nous sauvons va payer toute la bâtisse.

Mais, comme le gouvernement a avancé ou garanti plus d'un million et quart, il est juste qu'il prenne des mesures appropriées pour sauvegarder les intérêts de la province. Un froid existait, à notre arrivée au pouvoir, entre la Coopérative et l'U.C.C.<sup>16</sup>. Nous avons facilité un rapprochement et, aujourd'hui, la Coopérative et l'U.C.C. marchent la main dans la main. Pour assurer à ces organisations leur marche vers le progrès dans la coopération, le gouvernement est prêt à agir comme médiateur. C'est un complément que nous ajoutons pour coordonner tous les efforts.

Je rends hommage au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) pour la clairvoyance qu'il a manifestée en assurant l'entente entre l'U.C.C. et la Coopérative.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voici un autre bill extraordinaire à la fin de la session. Je suis un des actionnaires de la Coopérative fédérée. Il y a des milliers et des milliers de membres de cette société dans toute la province. Que vont-ils devenir?

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. À compter du 26 avril 1939, aucun engagement de personnel et aucune dépense quelconque ne peuvent être faits ni aucune obligation contractée par la Coopérative fédérée de Québec, par son bureau de direction, par son conseil exécutif ni par aucun officier de ladite Coopérative pour le compte de celle-ci, sans l'approbation écrite de la personne nommée en vertu du premier alinéa de l'article 1, sous peine de nullité absolue de tels engagements, dépense et obligation.

"Tout directeur, membre du conseil exécutif ou officier de la Coopérative fédérée de Québec qui fait ou autorise des engagements ou des dépenses ou contracte des obligations pour ladite coopérative, contrairement aux dispositions du premier alinéa du présent article, est personnellement responsable envers elle du remboursement des dépenses ainsi faites et des obligations ainsi contractées pour elle et, en outre, est passible, en sus des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus cinq cents dollars pour chaque infraction."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je dois dire tout de suite que l'article 2 du bill a été inséré par erreur. Il appartenait à un autre bill. Nous allons le biffer et présenter un amendement.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il est extraordinaire de voir comme vous avez des articles interchangeables qui peuvent ainsi s'appliquer un peu partout.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est plus facile que d'assurer l'union des trois groupes d'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill est une atrocité législative. Nous avons des milliers de cultivateurs qui sont intéressés à la Coopérative fédérée. Le premier ministre nous a fait un beau discours. Il nous a dit quels sont les trois groupes dont il s'agit de coordonner les efforts. Il y a d'abord l'U.C.C. Je voudrais bien savoir en vertu de quel



contrat l'U.C.C. est intéressée à la Coopérative fédérée? Il y a aujourd'hui des gens qui veulent s'emparer de la Coopérative. Pour arriver à ce but, on fait intervenir le gouvernement. La Coopérative fédérée n'est pas le seul corps public qui a bénéficié des contributions ou des garanties du gouvernement. Je ne vois pas pourquoi on forcerait maintenant cette société à livrer ses livres à l'auditeur - nommé par le gouvernement - qui sera chargé d'enquêter sur ses affaires.

L'article 2 que le premier ministre a dit vouloir retrancher n'était certainement pas destiné à un autre bill. Il ne parle d'aucune obligation contractée par la Coopérative fédérée de Québec. Je ne vois pas comment une clause comme celle-là pourrait s'appliquer aux tramways de Montréal. Si l'on veut enlever cette clause, c'est que le gouvernement s'aperçoit qu'il est allé trop loin. Nous en sommes rendus au point où tout va être contrôlé par le gouvernement. Voici une entreprise agricole, soutenue par les souscriptions populaires, qui va devenir la chose du gouvernement.

Je voudrais bien savoir si la Coopérative a jamais refusé de fournir des renseignements et de faire rapport. Il est évident que la province veut s'emparer des biens de la Coopérative. L'Office des grains de semence était un premier pas dans cette voie. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle a été établie! Si le gouvernement a quelque chose à lui reprocher, qu'il vienne aux assemblées annuelles.

Si le gouvernement veut absolument abolir l'initiative privée en ce qui concerne cette entreprise, qu'il commence par acheter le stock des actionnaires. Car ceux qui ont souscrit des actions n'ont jamais été informés qu'on viendrait un jour imposer la mainmise du gouvernement sur leur entreprise.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Dans les coopératives, les bleus, les rouges et les nationaux doivent travailler ensemble pour leurs intérêts communs, sans se préoccuper de politique. S'il est une place où la politique ne devrait pas entrer, c'est bien là. Et comme les comptoirs coopératifs de l'U.C.C. travaillent en commun avec la Coopérative fédérée en vertu d'une entente récente, le gouvernement se trouve à contrôler directement la Coopérative fédérée et indirectement l'U.C.C.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons faire disparaître l'article 2 du bill, qui disait que toutes les dépenses faites et toutes les obligations contractées par la Coopérative seraient désormais nulles si elles n'étaient pas approuvées par

le vérificateur nommé par le gouvernement, et le remplacer par le suivant, dont voici la substance:

"Jusqu'à ce que le vérificateur lui ait fait rapport, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre de l'Agriculture et après consultation de la Chambre agricole, est autorisé à prendre toutes les mesures qu'il juge utiles pour sauvegarder les droits de la province relativement aux opérations de la Coopérative fédérée."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est la même chose. Le gouvernement passera un arrêté ministériel dans le sens de la clause 2, et le tour sera joué.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une mainmise du gouvernement, mais une aide, un secours. Il est juste que le gouvernement se fasse rendre compte des activités de la Coopérative, étant donné qu'il a fourni au-delà de \$1,000,000.

**M. Bastien (Berthier):** La Coopérative va avoir les bons conseils de tout le monde, sauf des actionnaires. À chaque session, sous l'ancien gouvernement, l'opposition d'autrefois et spécialement le chef de l'opposition d'alors disait: "Ne touchez pas à la coopérative"; ils se sont toujours opposés à toute ingérence politique! Il a fait bien des promesses aux dernières élections; celle de respecter l'autonomie de la Coopérative est la seule qu'il n'avait pas encore violée. Le premier ministre renie toutes ses promesses!

La présente loi découragera l'initiative privée. On consultera tout le monde, à l'exception des cultivateurs intéressés dans cette coopérative. On se trouve ainsi à confisquer l'argent des cultivateurs, confié à la Coopérative.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Une vérification peut avoir des avantages. Mais cela n'implique pas la mainmise du gouvernement sur la Coopérative. Le gouvernement fédéral envoie ses auditeurs enquêter sur les opérations des banques, mais il ne s'ingère pas jusque dans la nomination des employés de banque.

**M. Barré (Rouville):** Il se trouve dans la coopérative en quantité du capital provenant des cultivateurs. Mais il ne faut pas, par contre, oublier que le gouvernement a fourni entre \$2,000,000 et \$3,000,000. Il est bon que le gouvernement fasse faire une audition des opérations de la Coopérative! Même si le gouvernement n'avait rien fourni, il serait encore

justifiable d'exercer un droit de surveillance, laquelle devrait être exercée dans toutes les coopératives. Il est arrivé des désastres financiers dans nombre de ces dernières, parce qu'aucune surveillance n'a été exercée. Il n'y a que les personnes qui ont quelque chose à cacher, qui ne veulent pas de vérification.

Les organisations qui n'ont rien à cacher devraient être fières de bénéficier d'une audition gratuite qui augmentera leur crédit. Je ne dis pas qu'il y a des choses à cacher dans la Coopérative fédérée. Mais, il est bon que l'on sache jusqu'à quel point les accusations et les défiances de certains cultivateurs-actionnaires peuvent être fondées. Si elles ne sont pas fondées, la position de la Coopérative s'en trouvera beaucoup améliorée.

Si des choses ont été cachées, il y aura des moyens à prendre pour rétablir la Coopérative sur sa véritable base. Dans la loi, il n'y a rien de nature à diminuer la valeur des actions. Le gouvernement assume la protection des actionnaires. Ces derniers ont besoin de quelqu'un pour les protéger.

**M. Bastien (Berthier):** D'après le principe de la présente loi, le gouvernement pourrait faire main basse sur tout ce qui a été par lui subventionné dans cette province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le bill, il n'est nullement question de politique, de lancer des accusations contre qui que ce soit. Nous disons tout simplement qu'une vérification serait utile.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis l'un des membres de la Coopérative fédérée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est là une raison supplémentaire pour exiger une vérification.

**M. Boyer (Châteauguay):** Le chef de l'opposition ne devrait pas voter sur ce bill, puisqu'il y est intéressé.

**M. Tardif (Frontenac):** Le nombre de fédérés est de 6,500.

**M. Grégoire (Montmagny):** Est-ce que le gouvernement n'a pas confiance en ces 6,500 cultivateurs? Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) ne pilote pas lui-même son bill! Pourquoi le ministre de l'Agriculture confie-t-il sa barque au premier ministre qui n'est même pas apprenti pilote?  
(Rires)

**M. Boyer (Châteauguay):** À vouloir faire de l'esprit, on perd celui qu'on a.

**M. Grégoire (Montmagny)** veut ajouter quelques remarques sur le principe de ce bill<sup>17</sup>.

**Des députés ministériels** lèvent les couvercles de leurs bureaux et les laissent retomber bruyamment.

**M. Grégoire (Montmagny):** C'est ça, dès que je veux parler ici, l'orchestre de l'honorable premier ministre entre en branle.

**M. le président:** Je n'entends aucune musique. Le député de Montmagny n'a pas le droit de dire que le premier ministre fait jouer un orchestre.

(Rires)

**M. Grégoire (Montmagny)** veut reprendre son discours.

**Des députés ministériels** lèvent de nouveau les couvercles de leurs bureaux et les laissent retomber bruyamment.

**M. Grégoire (Montmagny):** M. le président, je crois que si vous prêtiez un peu l'oreille, vous verriez qu'on veut m'empêcher de parler.

**Des députés** chahutent.

**M. Grégoire (Montmagny):** C'est bien: si je ne peux parler ici, je parlerai ailleurs.  
(Applaudissements à droite)

Cet article est amendé<sup>18</sup>, et se lit désormais comme suit:

"2. Jusqu'à ce que la vérification et le rapport mentionnés à l'article 1 soient faits, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à adopter, sur recommandation du ministre de l'Agriculture et après consultation avec la Chambre agricole du Québec, toutes les mesures et tous les règlements qu'il juge nécessaires ou utiles à la sauvegarde des intérêts de la province et à la protection des intérêts des agriculteurs, relativement aux opérations de la Coopérative fédérée de Québec, particulièrement à l'entreposage des produits agricoles."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 et 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Bulloch, Caron, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 58.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux,...

**Des députés ministériels miaulent**<sup>19</sup>.

... Rochefort, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Questions et réponses:

##### Contribution du fédéral à la construction du pont du boulevard Pie-IX

**M. Bastien (Berthier):** Quel montant le ministère fédéral du Travail a-t-il payé à la province de Québec, représentant sa part de contribution à la construction du pont du boulevard Pie-IX, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1936 au 31 octobre 1938?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
(Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Montant dépensé par la province du 1<sup>er</sup> janvier 1936 au 31 octobre 1938</i>	<i>Contribution du fédéral</i>
Pont Boul. Pie-IX .....	\$1,232,543.06	\$482,440.82
Intérêt à 3 % sur argents payés par la province en attendant remboursement du dominion .....	<u>3,618.30</u>	.....
<i>Total</i> .....	\$1,236,161.33	\$482,440.82
Par la province .....	\$ 753,720.51	
Par le fédéral .....		\$482,440.82

##### Contribution du fédéral aux travaux d'amélioration aux parcs de la ville de Montréal

**M. Messier (Verchères):** Quels montants le ministre fédéral du Travail a-t-il payés au gouvernement de la province de Québec, représentant sa contribution aux travaux d'améliorations aux parcs de la ville de Montréal, du 1<sup>er</sup> janvier 1936 au 31 octobre 1938?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
(Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Montant dépensé par la province du 1<sup>er</sup> janvier 1936 au 31 octobre 1938</i>	<i>Contribution du fédéral</i>
Parcs divers .....	\$1,077,245.84	\$472,686.63
Île Sainte-Hélène .....	2,904,976.60	875,975.29
Jardin botanique .....	3,028,413.30	472,904.36
Intérêt à 3 % sur argents payés par la province en attendant remboursement du dominion .....	<u>5,322.87</u>	.....
<i>Total</i> .....	\$7,015,958.61	\$1,821,566.28
Par la province .....	\$5,194,392.33	
Par le fédéral .....		\$1,821,566.28

### Élections municipales du 15 mai 1939

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 relatif aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Lots de Bellechasse, Rivière-du-Loup et Montcalm

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 99 concernant certains lots des comtés de Bellechasse, de Rivière-du-Loup et de Montcalm.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill 99 concernant certains lots des comtés de Bellechasse, de Rivière-du-Loup et de Montcalm soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement<sup>20</sup>.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 64 modifiant la loi électorale de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Les articles suivants sont ajoutés comme articles 1, 2, et 3:

"1. L'article 42 de la loi électorale de Québec (1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session, chapitre 8) est modifié en y retranchant le deuxième alinéa."

"2. L'article 89 de ladite loi est modifié en y retranchant le dernier alinéa".

"3. L'article 131 de ladite loi est modifié en y remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Tout bref porte la date et doit être rapporté dans le délai que le lieutenant-gouverneur en conseil a fixé".

2. Les articles 1, 2 et 3 deviennent les articles 4, 5 et 6.

3. L'article 4, qui devient l'article 7, est remplacé par le suivant:

"7. L'article 189 de ladite loi est modifié:

"a. en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Une personne ne peut être nommée président ou secrétaire d'un bureau de scrutin si elle n'est pas inscrite sur une liste d'électeurs servant au scrutin dans le district électoral où est situé ce bureau;"

"b. en y ajoutant, après le mot: "scrutin", dans la dernière ligne du cinquième alinéa, les mots: "ainsi qu'une déclaration signée par le chef de l'opposition attestant que ce dernier candidat est le candidat officiel de l'opposition";

"c. en y remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

"À défaut par les candidats officiels ou l'un des candidats officiels de fournir au président de l'élection, le lendemain de la présentation des candidats, une liste de personnes aptes à agir comme présidents ou secrétaires du scrutin et, quant au candidat de l'opposition, la déclaration du chef de l'opposition prévue à l'alinéa précédent, le président de l'élection choisit lui-même et nomme les présidents ou secrétaires du scrutin."

4. Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 deviennent les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14.

Aussi, le bill 151 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté comme article 1:

"1. La loi 15 George V, chapitre 45, est amendée en ajoutant après l'article 14*b*, l'article suivant:

14*c*. Le Bureau Central a toujours eu le pouvoir de contribuer et de permettre aux commissions locales de contribuer, pour fins éducationnelles, à des institutions ou associations non assujetties à son contrôle comme suit: Boy's Farm and Training School; Girls' Cottage Industrial School; Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes; Montreal Association for the Blind; Julius Richardson Convalescent Home; Royal Edward Institute; School for Crippled Children, y compris un octroi pour les cas d'hospitalisation; Quebec Musical Competition Festival; Quebec Protestant Education Survey Committee".

2. Les articles 1, 2, 3 et 4 deviennent les articles 2, 3, 4 et 5.

Aussi, le bill 188 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté comme article 2:

"2. L'article 17 de ladite loi (tel que remplacé par la loi 23 George V, chapitre 45) est modifié en y ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

"Cette poursuite ne peut être intentée que par un électeur de la municipalité intéressée et possédant la qualification foncière exigée pour la charge de maire, d'échevin ou de conseiller".

2. L'article 2 devient l'article 3.

### **Loi électorale**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 64 modifiant la loi électorale de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Bureau central des écoles protestantes de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 151 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Fraude et corruption municipales**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Loteries**

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis) que l'Assemblée législative:

Attendu que l'opinion publique de la province de Québec est en faveur de l'établissement de loteries honnêtement organisées et dont le produit serait exclusivement employé pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir à de nouvelles ressources en faveur de ces œuvres vitales;

Attendu que le Code criminel du Canada, qui relève de la juridiction fédérale, contient des exemptions en faveur de certaines associations de la Grande-Bretagne et de l'Irlande;

Attendu que la province de Québec, conformément à ses traditions, veut rendre justice à tous sans oublier que son premier devoir est de conserver pour elle les revenus qui proviennent de sa population;

Attendu que la loi fédérale de l'observance du dimanche est d'une importance primordiale parce que sa transgression comporte des désavantages dont l'amplitude excède de beaucoup ceux de la transgression de la loi des loteries, et pourtant décrète qu'aucune poursuite, en vertu d'icelle, ne peut être entreprise sans l'assentiment du procureur général de chaque province;

Attendu que, particulièrement en matière d'éducation, l'autorité de chaque province doit être respectée;

Exprime l'avis que la prohibition de l'article 236 du Code criminel du Canada n'affecte pas les dispositions d'une loi provinciale qui autorise l'organisation et la tenue de loteries pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique et que des poursuites pour contravention audit article 236 ne puissent être intentées sans la permission du procureur général de la province de Québec où la contravention a été commise.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette la résolution ci-dessus au très honorable premier ministre du Canada.

Au cours de la présente session nous avons légiféré en faveur de nos universités, de nos maisons d'éducation et des hôpitaux. La motion que je propose, dit-il, a pour but de suggérer un moyen d'aider encore ces institutions. En présentant cette motion, je crois interpréter le sentiment de la grande majorité de la population.

Dans les vieux pays, tout particulièrement en Irlande, des loteries d'État sont organisées afin de construire et maintenir des hôpitaux. La question est assez intéressante pour la discuter avec mes collègues.

On déplore que tant d'argent placé dans les loteries aille à l'étranger. Cet argent pourrait être utilisé ici pour des fins excellentes. Les œuvres vitales à notre province bénéficieraient de l'établissement de loteries, des œuvres qui offrent un grand champ d'action. Ce n'est nullement mon intention d'attaquer le gouvernement fédéral. Mon unique désir en présentant cette motion est de venir en aide à nos universités. Les critiques contre l'établissement de loteries sont théoriques tandis que leur établissement apportera des résultats tangibles.

Des loteries bien organisées pourraient donner des résultats magnifiques. Loin de contribuer à diminuer la charité publique, elles ne pourraient que l'accroître. Tous les acheteurs de billets se trouveront à contribuer soit à l'éducation, soit à la charité. Tous les citoyens ont à cœur le succès de nos universités et surtout qu'elles soient les meilleures du monde. Le public sera heureux de faire la charité s'il a une chance de gagner le gros lot. Qui refuserait de donner pour venir en aide à nos universités, permettre le développement de nos talents, s'il y a une chance de remporter le gros lot?

Il (M. Barrette) parle des avantages qui favorisent non seulement l'industrie, mais maints autres domaines par l'établissement de laboratoires scientifiques.

Il (M. Barrette) propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande au premier ministre s'il y a possibilité de proroger ce soir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout dépend du Conseil législatif. Il serait certainement préférable, vu que le travail de l'Assemblée législative est pratiquement terminé, d'ajourner à demain à 11 heures.

Il (honorable M. Duplessis) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à vendredi 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Adrien Arcand (1899-1967). Éditeur de plusieurs journaux, journaliste ayant notamment travaillé à *La Presse*, avant de rédiger une série de publications sympathiques au nazisme à Montréal dans les années 1930, comme *Le Goglu*, *Le Miroir* et *Le Chameau*. Il collabora et dirigea également le quotidien *L'Illustration nouvelle* qui deviendra plus tard le *Montréal-Matin*. Il fonde en 1934 le Parti national social chrétien, puis devient chef en 1938 du Parti de l'Unité nationale. Ce parti antisémite et fasciste manifeste publiquement ses sympathies pour le nazisme. Ce parti est déclaré illégal dès le début de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui mène à l'internement de son chef de 1940 à 1945.

2. Gabriel Lambert est un ancien organisateur conservateur, selon *Le Soleil* du 27 avril 1939, à la page 13.

3. Maurice Scott fut un employé du gouvernement libéral, selon *Le Soleil* du 27 avril 1939, à la page 23.

4. *Le Canada* du 27 avril 1939, à la page 10, rapporte que M. Bouchard examinera cette littérature pendant que la Chambre votera les crédits prévus au budget supplémentaire pour les départements du secrétaire provincial, de la Santé, de l'Instruction publique et les ministères des Mines et Pêcheries et de l'Agriculture.

5. *Le Soleil* du 27 avril 1939, à la page 23, rapporte que le premier ministre a pris des notes pendant le discours du député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch).

6. Dans *L'Événement-Journal* du 27 avril 1939, à la page 14, la version de cette dernière phrase diffère sensiblement: "Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) aurait dû mentionner que le gouvernement n'a rien fait pour combattre le fascisme ou le communisme."

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

8. Voir note 7.

9. Voir note 7.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

11. *Le Canada* du 28 avril 1939, à la page 10, rapporte que certaines questions consignées au *Feuilleton* depuis le début de la session sont converties en motion de production de documents.

12. La Commission des tramways est mise sur pied en 1916. Son mandat est de préparer un contrat définitif entre la ville et la compagnie, pour assurer le développement d'un système de transport en commun efficace et fiable. Cette commission est composée des sénateurs Joseph Philippe Baby Casgrain et Charles Philippe Beaubien, du député fédéral Alphonse Verville, de l'avocat en chef de la cité de Montréal Charles Laurendeau et du comptable Archibald W. Stevenson. Les premiers membres de la Commission des tramways de Montréal sont Joseph-F. Saint-Cyr, président, L. A. Herdt, vice-président et John S. Archibald, commissaire. Le 15 avril 1926, John S. Archibald est nommé vice-président de la commission tandis que

le 20 septembre de la même année, Paul-A. Béique, ingénieur civil, est nommé commissaire, en remplacement de L. A. Herdt. En 1934, à la suite des décès de J. F. Saint-Cyr et de John S. Archibald, la commission se compose désormais de Victor Cusson, président, Paul-A. Béique, vice-président et W. I. Bishop, commissaire. En 1936, J.-A. Savoie remplace Paul-A. Béique à titre de vice-président. En 1937, c'est au tour de Gérard Lemire d'être nommé vice-président, en remplacement de J.-A. Savoie. En 1941, C. C. Lindsay remplace W. I. Bishop comme commissaire. En 1947, Henry L. Auger est nommé vice-président de la Commission, en remplacement de Gérard Lemire. L'année suivante, P.-A. Lafleur est nommé vice-président pour succéder à H. L. Auger. Enfin, dans le dernier rapport annuel de la Commission des tramways de Montréal, daté du 16 mars 1951, P.-A. Lafleur a succédé à Victor Cusson à titre de président et C. C. Lindsay occupe toujours le poste de commissaire.

13. Voir note 10.

14. *L'Événement-Journal* du 27 avril 1939, à la page 9, rapporte que le président du comité ne fait qu'énumérer les articles sans les lire.

15. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

16. U.C.C.: Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. L'U.C.C. devint l'Union des producteurs agricoles (UPA.) en 1972.

17. Le journaliste du *Canada* du 27 avril 1939, à la page 10, note qu'il n'arrive pas à entendre le député parler.

18. *Le Canada* du 27 avril 1939, à la page 10, rapporte que les députés prennent un vote debout pour adopter cette clause.

19. Selon *Le Canada* du 27 avril 1939, à la page 10, "un véritable concert de mialements se fait entendre à droite, lorsque le député de Québec-Comté, le Dr Adolphe Marcoux, se lève pour voter".

20. Pendant la discussion, de très brève durée, le représentant d'Abitibi (M. Lesage) bombarde, par derrière, les membres de l'opposition libérale, en se servant de boulettes de papier, enduites de salive.





Séance du vendredi 28 avril 1939

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 11 h 45.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur ses amendements au bill 134 concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier, et qu'il les a retirés.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Québec, 27 avril 1939

CONSEIL LÉGISLATIF

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 33 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1939 et le 30 juin 1940, et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif a voté ce bill sans amendement.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 62 modifiant la loi concernant le conseil d'agriculture;
- bill 65 pour aider les sociétés coopératives agricoles;
- bill 92 augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres;
- bill 93 pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College;

- bill 96 relatif aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val-d'Or;
- bill 98 modifiant la loi des droits sur les successions.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 71 sauvegardant les intérêts de la province relativement à la Coopérative fédérée de Québec;
- bill 81 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 82 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 85 favorisant l'augmentation du domaine cultivable;
- bill 87 modifiant la loi instituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 88 pour aider la vente des produits agricoles;
- bill 89 continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole;
- bill 90 modifiant la loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses;
- bill 91 pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province;
- bill 94 favorisant l'assurance-chômage;
- bill 95 modifiant la loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation;
- bill 97 relatif aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939;
- bill 99 concernant certains lots des comtés de Bellechasse, de Rivière-du-Loup et de Montcalm;
- bill 138 abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations;
- bill 155 modifiant la charte de la ville de Rouyn;
- bill 159 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à

admettre James S. Fontaine au nombre de ses membres après examen;

- bill 160 concernant la ville d'Iberville;
- bill 162 modifiant la constitution de la communauté des religieuses Ursulines de Trois-Rivières;
- bill 164 modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec;
- bill 165 validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke;
- bill 187 concernant le district judiciaire de Gaspé;
- bill 190 modifiant la loi de l'adoption.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 60 modifiant la loi des sociétés d'Agriculture, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté comme article 22:

"22. Tous les pouvoirs attribués au ministre de l'Agriculture en vertu de la présente loi seront sujets à la recommandation de la Chambre de l'agriculture".

2. L'article 22 devient l'article 23.

Aussi, le bill 80 concernant les corporations et compagnies, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié, à la 2<sup>ième</sup> ligne, au chapitre des compagnies d'assurance (page 5 du bill), en remplaçant les mots: "deux et un quart", par les mots: "un et trois quarts".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 2 comme article 3.

"3. Pour les fins de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil est toutefois autorisé à changer ou modifier les impôts ci-dessus prévus, et cela, de la manière et dans la proportion qu'il le jugera à propos".

3. L'article 3 devient l'article 4.

Aussi, le bill 83 relatif aux districts électoraux de la province, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 17 est amendé, en remplaçant aux deux dernières lignes, les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup".

2. L'article 39 est amendé, en remplaçant aux deux dernières lignes, les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup".

3. L'article 40 est amendé, en remplaçant les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup", aux 1<sup>re</sup> et 2<sup>ième</sup> lignes du paragraphe 67*a*, ainsi que dans la marge, aux pages 24, 25, 26 et 27.

4. L'article 49 est amendé, en remplaçant les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup", aux 7<sup>ième</sup> et 8<sup>ième</sup> lignes ainsi qu'aux 9<sup>ième</sup> et 10<sup>ième</sup> lignes du paragraphe 79.

5. L'article 56 est amendé, en remplaçant les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup", dans l'avant-dernière ligne de la page 36.

Aussi, le bill 84 instituant le Conseil provincial des sports, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est modifié, en remplaçant, à la 1<sup>re</sup> ligne le mot: "trois", par le mot: "cinq", et à la dernière ligne de la page 1, le mot: "deux" par le mot: "trois".

Aussi, le bill 139 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est biffé.

2. L'article 4, qui devient l'article 3, est modifié au paragraphe III, à la page 3, comme suit:

*a.* en remplaçant, à la 5<sup>ième</sup> ligne dudit paragraphe III, l'année "1939" par "1940";

*b.* en ajoutant à la 11<sup>ième</sup> ligne dudit paragraphe III immédiatement après les mots: "se terminant", les mots: "le ou avant";

*c.* en insérant après le deuxième alinéa, dudit paragraphe III, lequel alinéa se termine par les mots: "31 décembre", les alinéas suivants:

"Le produit de cette taxe fera partie du revenu de l'exercice précédent."

"La cité pourra emprunter temporairement en anticipation de la perception de ladite taxe."

3. L'article 5, qui devient l'article 4, est modifié en ajoutant à la fin, l'alinéa suivant:

"Pour l'application de la présente section, la cité aura tous les pouvoirs définis audit chapitre 125 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925".

4. Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 deviennent les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17.

5. L'article 19, qui devient l'article 18, est modifié en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

"282*j*. La cité de Québec est autorisée à accorder annuellement, par résolution de son conseil,

une exemption de taxes totale ou partielle à une compagnie privée qui exploitera les élévateurs à grain dans le port de Québec".

6. Les articles 20, 21, 22 et 23 deviennent respectivement les articles 19, 20, 21 et 22.

7. L'article suivant est ajouté comme article 23:

"23. L'article 392 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par la loi 2 George VI, chapitre 104, paragraphe 13, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"392". Excepté lorsqu'il s'agit d'un règlement d'emprunt déjà approuvé par le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, un exemplaire de tout règlement adopté en vertu de la présente loi ou de la charte devra être transmis sans retard au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut le désavouer".

8. L'article 25 est modifié en ajoutant à la fin, les mots suivants: "le tout sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec".

9. L'article 29 est modifié en remplaçant le mot: "civiques", au commencement de la 6ième ligne, par les mots: "permanents de la cité".

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 19 est modifié en biffant, aux 1<sup>re</sup> et 2ième lignes, les mots: "(reproduit comme cédule de la présente loi)".

2. L'article 23 est remplacé par le suivant:

"23. Le paragraphe 37a de l'article 5735 de Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte, pour la cité de Trois-Rivières, par la loi 1 George VI, chapitre 106, paragraphe 12, est remplacé par le suivant:

"37a. Nonobstant toute disposition contraire, le conseil de la cité peut, en sus des taxes prévues par les articles 469, 523 et 526 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 103) et de toute autre taxe générale ou spéciale, imposer et prélever sur toute personne ne résidant pas dans la municipalité et sur toute corporation ou compagnie n'y ayant pas sa principale place d'affaires, exploitant un ou plusieurs magasins dans la municipalité, une taxe spéciale annuelle n'excédant pas cinq cents dollars par magasin et dont le montant peut-être différent suivant le genre de commerce.

Le présent paragraphe s'appliquera aussi à toute compagnie ou corporation qui a sa principale place d'affaires dans la municipalité lorsque cette compagnie ou corporation n'est qu'un subsidiaire ou filiale d'une compagnie ou corporation exploitant le même genre de commerce en dehors de la municipalité."

3. L'article suivant est ajouté comme article 26:

"26. Les terrains connus et désignés sous le numéro de cadastre 1164, subd. P.-45-46-47 rue Sainte-Julie, ayant une superficie de 12,544 pieds et les propriétés construites sur ces terrains et appartenant à la corporation de la fabrique Notre-Dame des Sept Allégresses, de Trois-Rivières sont, nonobstant les dispositions contraires de toute loi, générale ou spéciale, des biens non imposables pour fins municipales et scolaires.

"Toutefois, les dispositions du paragraphe 3 de l'article 520 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) s'appliquent à ces terrains et à ces propriétés."

"Aucun recours ne peut être exercé contre la fabrique de Notre-Dame des Sept Allégresses, pour les taxes municipales et scolaires du passé, sauf celles prévues par le paragraphe 3 de l'article 520 de la loi des cités et villes."

"Si la corporation de la fabrique de Notre-Dame des Sept Allégresses, a payé, avant la sanction de la présente loi, des taxes municipales ou scolaires contrairement aux dispositions ci-dessus, les sommes ainsi payées seront appliquées sans intérêt sur toutes les autres taxes exigibles par la cité ou la commission scolaire de Trois-Rivières, selon le cas, de cette corporation de fabrique. Et si cette corporation ne doit aucune taxe à la cité et à la commission scolaire de Trois-Rivières, elle a droit au remboursement, sans intérêt de ce qu'elle a ainsi payé nonobstant toute prescription acquise."

4. L'article 26 devient l'article 27.

La cédule est biffée.

Aussi, le bill 141 concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le titre est modifié en y biffant les mots: "le partage de".

2. Le préambule est modifié:

a. en biffant les trois premiers paragraphes de la page 3, jusqu'à celui qui commence par les mots: "Qu'il était dans l'intention";

b. en biffant les deux paragraphes au bas de la page 4, et se continuant au haut de la page 5, le

premier commençant par: "Que dans les circonstances présentes"; le deuxième par: "Qu'il est dans le meilleur intérêt", et se terminant par les mots: "L'exécution définitive du testament".

3. L'article 2 est modifié:

a. en remplaçant les mots: "une personne", à la fin de la 2<sup>ième</sup> ligne, par les mots: "un homme d'affaires";

b. en biffant, à la 3<sup>ième</sup> ligne, le mot "gratuitement", et en ajoutant à la fin dudit article 2 les mots suivants: "et qui recevra la même rémunération que les autres exécuteurs testamentaires".

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 86 assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 51 est remplacé par le suivant:

"51. La présente loi entrera en vigueur le trente et unième jour après celui de sa sanction, sauf l'article 50 qui entrera en vigueur le jour même de cette sanction."

### **Corporations et compagnies**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 concernant les corporations et compagnies.

**M. l'Orateur:** Est-ce que les amendements sont lus une première fois?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) que cette Chambre refuse de concourir dans les amendements faits au Conseil législatif à l'article 3 du bill no 80 et qu'un message soit envoyé à ce Conseil l'informant de ce refus parce qu'ils empiètent sur les privilèges de la Chambre, ces amendements imposant de nouvelles charges sur le peuple, et modifiant une imposition de charges sur le peuple, contrairement à l'article 478 du Règlement et à plusieurs autres articles concernant les bills de finance.

Je sou mets que le Conseil législatif n'avait aucun pouvoir d'amender le bill de finance et de

taxes qui lui a été envoyé par cette Chambre. La loi est formelle sur ce point. J'attire l'attention de l'Orateur et de la Chambre sur l'article 478 du Règlement. Cet article est clair. Il s'est appliqué en tout temps. Les bills imposant des taxes doivent originer à l'Assemblée législative; et non seulement cela, ils doivent être précédés de résolutions approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Ce privilège est un privilège essentiel au maintien de nos prérogatives. Le Conseil a outrepassé ses pouvoirs. Il est essentiel de maintenir les prérogatives et les libertés des représentants du peuple. Le Conseil législatif est un corps qui n'est pas électif. Ceux qui y siègent n'ont aucun compte à rendre à ceux qui paient des taxes. Ce sont ceux qui représentent les payeurs de taxes qui doivent voter les deniers à percevoir. L'Orateur est le gardien des privilèges des députés et j'en appelle à son jugement pour qu'il protège nos prérogatives.

Il est juste que ce soient les députés qui s'occupent des taxes. Nous ne devons pas laisser prélever les deniers publics par des personnes qui ne sont pas responsables devant le peuple. Les deux amendements qui sont devant nous violent les privilèges de la députation. Un de ces amendements a pour but de diminuer les taxes. Il est clair que les règlements de la Chambre ont été violés. Les seuls cas où la Chambre haute peut faire des modifications à un bill de finance, c'est celui de l'imposition des pénalités sur des citoyens de cette province.

Il (M. Bouchard) lit l'article auquel il fait référence<sup>1</sup>.

On a, poursuit-il, modifié la taxe des compagnies d'assurance en la réduisant de 2¼ % à 1¾ %. Je demande à l'Orateur de protéger la Chambre des députés en déclarant l'amendement hors d'ordre.

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. l'Orateur, il n'y a pas l'ombre d'un doute que la Chambre des députés possède des pouvoirs quasi exclusifs au sujet de ce qu'on appelle les "money bills", autrement dit les bills de taxation. Il appartient aux représentants du peuple de régler eux-mêmes les impositions de taxes et les attributions des deniers publics.

Mais le Conseil législatif, comme le Sénat, a certainement le droit de réduire les taxes. Il serait inutile de soumettre ces bills, s'il n'avait pas le droit de les modifier de quelque façon. La Chambre haute a certains pouvoirs, c'est évident: si le Conseil ne peut pas augmenter les taxes, il peut certainement les réduire, et c'est ce qu'il a fait.

De plus, l'amendement constitue une reconnaissance, par la Chambre haute, des droits du gouvernement, dont les membres sont dans la Chambre basse, en semblable matière. Le chef de l'opposition dit qu'il n'a jamais vu ça. Au chapitre 26 des Statuts refondus de 1925, il est dit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder telle réduction de taxe qu'il croit juste et même augmenter la taxe sur les corporations constituées en compagnies.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite d'autres articles des Statuts refondus sur le même sujet.

Et, poursuit-il, toute la loi des compagnies est remplie d'exemples semblables. Ça fait 30 ans que ces pouvoirs ont été accordés au lieutenant-gouverneur en conseil.

C'est bien simple. Si le chef de l'opposition persiste à dire que l'amendement est irrégulier, nous allons ajourner la session et je présenterai une autre législation. Et si la Chambre ne veut pas accepter l'amendement, le gouvernement peut prolonger la session ou en convoquer une autre. Ça n'avancera à rien.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je dois dire que pour protéger les pouvoirs et les privilèges de la Chambre, je suis prêt à faire n'importe quel sacrifice.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre ne devrait pas être si pressé pour défendre un amendement irrégulier du Conseil législatif - qui réduit les taxes - lui qui disait que le gouvernement avait un besoin urgent d'argent, que ces taxes étaient absolument nécessaires et que le projet de loi devait être en vigueur pour le 30 avril.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il n'y a pas de quoi fouetter un chat. À l'heure actuelle, il n'est pas question d'augmenter les impôts en vertu d'un amendement du Conseil législatif. Au contraire, le Conseil législatif n'augmente pas les charges, mais les diminue, et n'empiète aucunement sur les privilèges de la Chambre. Les prérogatives de la Chambre ne sont donc pas en danger. L'opposition vote contre la loi parce qu'on augmente les impôts et critique encore parce que le Conseil législatif les réduit!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre de n'a pas cité en entier le chapitre 26 des Statuts refondus de 1925. Les Statuts cités par le premier ministre ne disent pas que les amendements ont été faits par le Conseil législatif. En matière de

finance, les seuls amendements que peut faire le Conseil législatif doivent se rapporter à la forme et à la rédaction du bill.

(À ce moment, un page apporte des fleurs au député de Bellechasse, M. Boiteau, qui célèbre son anniversaire de naissance).

(Applaudissements)

**M. Drouin (Québec-Est):** Les mots "modifier les taxes" comportent par le fait même non seulement "diminution" mais aussi "augmentation des impôts". Il s'agit de savoir si les privilèges de cette Chambre ont été respectés.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition a soulevé un point d'ordre. Je ferai remarquer d'abord qu'il ne s'agit pas d'une question d'ordre, mais bien d'une question de privilège. Or, on verra par les règlements que les questions de privilège des députés ne relèvent pas de l'Orateur, mais de la Chambre. C'est à elle qu'il incombe de faire respecter les privilèges des députés. Je renvoie le point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** veut parler.

**M. l'Orateur:** À l'ordre. Le député de Rivière-du-Loup ne peut critiquer une décision de l'Orateur de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill a originé à la Chambre basse et a été soumis au Conseil législatif qui y a apporté certains amendements. Aujourd'hui il soumet ces amendements à la Chambre. Les privilèges de la Chambre ne sont donc pas en danger, parce qu'en définitive, c'est l'Assemblée législative qui décide. Ce n'est pas là un empiètement, mais bien une reconnaissance des privilèges de la Chambre. C'est une reconnaissance des droits de la Chambre et du pouvoir exécutif. La motion du chef de l'opposition constitue un amendement à l'amendement du Conseil législatif. Elle est donc irrégulière.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** veut parler.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler sur un amendement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il ne s'agit pas d'un amendement mais d'une motion, un message à être adressé au Conseil législatif.

**M. l'Orateur:** Il s'agit bien d'un amendement. C'est tellement le cas que le papier qui m'a été remis par le chef de l'opposition porte en gros caractères au sommet le mot "amendement". C'est lui-même, précise-t-il, qui a inscrit le titre "amendement" sur le document que j'ai devant moi. D'ailleurs, sa motion est de la nature d'un amendement. On propose qu'au lieu de la première lecture des amendements du Conseil, cette Chambre refuse de concourir avec les amendements du Conseil. Il ne peut être question d'amendement à l'encontre d'un amendement émanant du Conseil législatif. Je renvoie donc l'amendement du chef de l'opposition.

**Des députés:** Vote, vote!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Leduc (Laval), Rochefort, 13.

**Contre:** MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Caron, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fitch, Fleury, Gagnon, Gérin, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paquette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 54.

**M. l'Orateur:** L'amendement est, en conséquence, rejeté. La motion principale est-elle adoptée?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai déjà dit les raisons pour lesquelles je suis opposé à cette façon vraiment extraordinaire de procéder. J'ajouterai que le Conseil législatif a réduit la taxe sur les compagnies d'assurances à 1¼ %, soit au même taux qu'auparavant. En outre, le premier ministre se fait donner le pouvoir extraordinaire d'imposer des taxes lui-même.

C'est la première fois en cette province que la chose arrive. C'est en contravention directe avec les privilèges de cette Chambre. Désormais, les impositions de taxes seront faites par le premier

ministre, en son cabinet du lieutenant-gouverneur en conseil. On a prétendu qu'on ne taxait pas les petites compagnies.

Je connais une compagnie: la compagnie Bélanger, une petite industrie de chez nous, qui a 400 bureaux en cette province, voit ses taxes augmentées de \$4,000. La compagnie Légaré paiera \$12,000 de plus. Et c'est ainsi qu'on entend protéger les petites industries. Le gouvernement veut adopter des mesures autocratiques, c'est son affaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le mot autocratique n'est pas parlementaire. Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les ministres et députés ont des privilèges, mais pas le gouvernement. J'ai le droit de dire que le gouvernement est autocratique. Quand nous étions de l'autre côté de la Chambre, le gouvernement a-t-il été assez insulté? L'ancienne opposition passait son temps à injurier le gouvernement du temps.

**M. Barré (Rouville):** Le chef de l'opposition dit que nous injurons le gouvernement quand nous étions dans l'opposition. M. Taschereau et ses collègues passaient leur temps à répéter que seul le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) était capable de comprendre, que seul il était poli, que seul il était capable de discuter de façon intelligente. Tous les journaux du temps disaient que le premier ministre était le seul à pouvoir discuter poliment. Les journaux d'alors ont donc réussi à grandir le premier ministre.

**M. Bastien (Berthier):** C'est pour ça que le député de Rouville (M. Barré) écrivait des petites lettres à M. Houde?

**M. Barré (Rouville):** Ce sont les membres de la gauche qui ont contribué à grandir le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) en faisant ses louanges.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le gouvernement s'est arrogé le droit de grever ses adversaires d'impôts et de dégrever ses amis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça y est déjà dans les Statuts.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Alors, il fallait faire disparaître ça.

Les amendements sont lus une première fois sur division, une deuxième fois sur division fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Sociétés d'agriculture**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 modifiant la loi des sociétés d'agriculture. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Districts électoraux**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 relatif aux districts électoraux de la province. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Conseil provincial des sports**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 84 instituant le Conseil provincial des sports. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Charte de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 139 modifiant la charte de la cité de Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quelle est la nature des amendements au bill 139?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas le parrain du bill et je ne suis pas le

maire de Québec. Tout ce que je puis dire, c'est que l'impôt sur le revenu ne sera en vigueur qu'en 1940.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Et la clause de la Quebec Power?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous l'avons biffée, le comité du conseil l'a rétablie, et l'assemblée plénière du Conseil l'a biffée de nouveau.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Succession Charles Wilson**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Compagnies de transport et de communication**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 86 assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Demandes de documents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que l'adresse suivante soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

L'Assemblée législative a l'honneur d'informer Son Honneur le lieutenant-gouverneur qu'elle a voté, en deuxième et troisième lecture, le bill numéro 83, intitulé: "Loi relative aux districts électoraux de la province", avec le concours de la majorité des députés qui représentent les districts électoraux mentionnés en la seconde annexe de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 19 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 21 pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix;
- bill 22 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété;
- bill 28 pour venir en aide à l'Université de Montréal;

- bill 29 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 38 modifiant la loi de l'expropriation;
- bill 42 modifiant la loi des salaires raisonnables;
- bill 44 modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat national de l'électricité;
- bill 45 pour encourager la fabrication, dans la province, du soufre, de l'acier et autres sous-produits du minerai de fer;
- bill 46 favorisant l'expansion de la colonisation;
- bill 47 assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue;
- bill 48 autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles;
- bill 49 protégeant le domaine public de la colonisation;
- bill 50 modifiant la loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal;
- bill 51 relatif à l'enseignement agricole de jeunes orphelins;
- bill 52 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 53 modifiant la loi concernant les électriciens et les installations électriques;
- bill 55 modifiant le Code de procédure civile;
- bill 56 modifiant le Code civil;
- bill 57 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 58 modifiant la loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres;
- bill 60 modifiant la loi des sociétés d'agriculture;
- bill 62 modifiant la loi concernant le conseil d'agriculture;
- bill 63 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;
- bill 64 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 65 pour aider les sociétés coopératives agricoles;
- bill 66 favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche;
- bill 67 favorisant le progrès de la colonisation, de l'agriculture et la conservation du domaine forestier;
- bill 68 modifiant la loi relative au prêt agricole canadien;
- bill 69 autorisant le gouvernement à payer les certificats de régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux;



- bill 70 relatif à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec;
- bill 71 sauvegardant les intérêts de la province relativement à la Coopérative fédérée de Québec;
- bill 72 relatif à la Cour des jeunes délinquants de Montréal;
- bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui;
- bill 74 concernant l'organisation municipale des villages miniers;
- bill 75 modifiant la loi de la pêche;
- bill 76 concernant certains biens vacants et sans maître;
- bill 77 modifiant la loi de la gazoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie provinciale;
- bill 78 amendant le chapitre 51 de la loi 2 George VI;
- bill 79 modifiant la loi du département du procureur général, relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement;
- bill 80 concernant les corporations et compagnies;
- bill 81 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 82 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 83 relatif aux districts électoraux de la province;
- bill 84 instituant le Conseil provincial des sports;
- bill 85 favorisant l'augmentation du domaine cultivable;
- bill 86 assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication;
- bill 87 modifiant la loi instituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 88 pour aider la vente des produits agricoles;
- bill 89 continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole;
- bill 90 modifiant la loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses;
- bill 91 pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province;
- bill 92 augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres;
- bill 93 pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College;

- bill 94 favorisant l'assurance-chômage;
- bill 95 modifiant la loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation;
- bill 96 relatif aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val-d'Or;
- bill 97 relatif aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939;
- bill 98 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 99 concernant certains lots des comtés de Bellechasse, de Rivière-du-Loup et de Montcalm;
- bill 112 concernant la Compagnie Équitable d'assurance contre le feu (capital mutuel);
- bill 113 constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles in Quebec comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;
- bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 119 refondant la charte de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc;
- bill 122 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 134 concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier;
- bill 138 abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations;
- bill 139 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 141 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson;
- bill 146 constituant en corporation la ville de Malartic;
- bill 151 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal;
- bill 155 modifiant la charte de la ville de Rouyn;
- bill 156 ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent;
- bill 157 modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- bill 158 modifiant la charte de la ville de East Angus;
- bill 159 autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre James S. Fontaine au nombre de ses membres après examen;

- bill 160 concernant la ville d'Iberville;
- bill 161 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 162 modifiant la constitution de la communauté des religieuses Ursulines de Trois-Rivières;
- bill 164 modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec;
- bill 165 validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke;
- bill 166 changeant le nom de "Le Refuge Dom Bosco" en celui de "Institut Saint-Jean Bosco";
- bill 176 concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt;
- bill 179 érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce;
- bill 180 concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata;
- bill 183 favorisant la reconstruction du Collège de Stanstead;
- bill 184 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages;
- bill 185 relatif à la corporation de la paroisse de Saint-Nicolas-Sud;
- bill 186 modifiant la loi concernant la libération de certains débiteurs;
- bill 187 concernant le district judiciaire de Gaspé;
- bill 188 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales;
- bill 190 modifiant la loi de l'adoption.

**Le Greffier du Conseil législatif** prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 33 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1939 et le 30 juin 1940, et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la vingtième législature de la province de Québec par le discours suivant:

### **Son Honneur le lieutenant-gouverneur<sup>2</sup>:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Les lois que vous avez votées portent sur les sujets les plus divers, et il m'est agréable de constater qu'elles paraissent s'inspirer toutes du souci de servir les meilleurs intérêts du Québec et de sa population.

Ainsi, pour ne parler que de celles qui touchent aux problèmes essentiels de notre province, vous vous êtes proposé de donner un essor toujours grandissant à l'agriculture et à la colonisation, en autorisant l'Office du crédit agricole à prêter \$8,000,000 de plus à nos cultivateurs, en aidant à la vente des produits de la ferme, en mettant de nouveaux domaines à la disposition de nos défricheurs, en encourageant le dessèchement de certains terrains marécageux, en protégeant mieux nos terres arables contre le déboisement illégal, en favorisant davantage le retour à la terre, l'établissement des colons, ainsi que la coopération et l'enseignement agricoles. Afin de consolider l'œuvre de l'enseignement supérieur, vous avez assuré le parachèvement des nouveaux bâtiments de l'Université de Montréal et vous avez augmenté de façon généreuse les subventions annuelles que recevaient les universités Laval, McGill et Bishop's de Montréal.

Vous avez doublé l'allocation d'un million que vous aviez votée l'an dernier en vue de préparer mieux notre jeunesse à diverses professions actives et de lui offrir plusieurs carrières où elle trouvera un avenir fructueux. Vous avez institué un bureau de reconstruction économique, et vous avez approuvé l'établissement d'un orphelinat agricole pour orienter les orphelins sans ressources vers la culture des champs. Vous vous êtes occupés de mieux sauvegarder les droits respectifs des patrons et des employés, de faciliter l'assurance contre le chômage, de défendre de façon plus efficace les petites gens contre les saisies tracassières, de même que les victimes des accidents contre les règlements qu'on s'empresse trop souvent de leur arracher au préjudice de leurs intérêts.

Votre sollicitude s'est une fois de plus étendue aux petits propriétaires. Pour prévenir

l'intempérance, vous avez apporté des restrictions à la vente des boissons alcooliques. Vous avez rendu plus facile la construction de logements salubres, vous avez favorisé l'hygiène publique et vous avez institué un conseil provincial des sports. Vous avez pris des mesures pour établir un meilleur contrôle des compagnies de transport ou de communication. Vous avez tenu à assurer complètement la liberté du scrutin dans les élections de députés, et vous avez remanié les circonscriptions électorales de façon à rendre plus équitable la représentation dans l'Assemblée législative. Pour qu'on puisse tirer un meilleur parti de nos ressources naturelles, vous avez permis aux coopératives de pêche de se syndiquer et au gouvernement de réglementer la préparation du poisson, d'organiser des villages miniers, d'encourager l'utilisation de certains minerais de rebut.

En vue de mieux assurer l'équilibre budgétaire, vous avez rajusté le partage des attributions administratives entre les ministères, vous avez créé un service général des achats, vous avez amélioré le contrôle des dépenses, vous avez pourvu à l'amortissement de certains emprunts et vous avez amendé une partie de notre fiscalité.

En sanctionnant au nom de Sa Majesté les différentes lois que vous avez adoptées, je n'ai eu aucun doute qu'elles réaliseraient le bien commun que vous vous êtes proposé de servir et qu'elles produiraient les résultats les plus bienfaisants.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration des différents services publics, et je vous prie de croire que le gouvernement veillera à ce qu'ils soient employés judicieusement et pour les seules fins autorisées.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Bien que les relations internationales soient encore tendues en Europe, il semble assuré que Leurs Majestés le roi George VI et la reine Élisabeth débarqueront à Québec, le 15 mai prochain. Nous aurons donc l'honneur et la joie de posséder au milieu de nous nos gracieux Souverains, et je suis certain que l'accueil qu'ils recevront en notre province sera digne et du caractère de nos augustes visiteurs et de la réputation de loyauté dont nous jouissons depuis longtemps.

Au moment de mettre un terme à vos délibérations, je prie le Ciel de vous récompenser de votre dévouement à la chose publique en répandant ses bénédictions sur vous-mêmes, sur vos familles, ainsi que sur tous ceux que vous représentez ici<sup>3</sup>.

#### M. l'Orateur du Conseil législatif<sup>4</sup>:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 1 h 25.

#### NOTES

1. Dans *L'Événement-Journal* du 29 avril 1939, à la page 40, on écrit plutôt: "M. Bouchard lit un autre article du Règlement."

2. Il est alors 1 h 10, selon *The Chronicle-Telegraph* du 29 avril 1939, à la page 4.

3. *Le Canada* du 29 avril 1939, aux pages 1 et 6, précise que le lieutenant-gouverneur Esioff-Léon Patenaude, lut le discours du trône, en français et en anglais, à même un grand parchemin enrubanné de blanc.

4. L'honorable Alphonse Raymond est alors Orateur du Conseil législatif.

